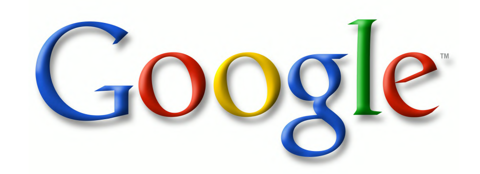
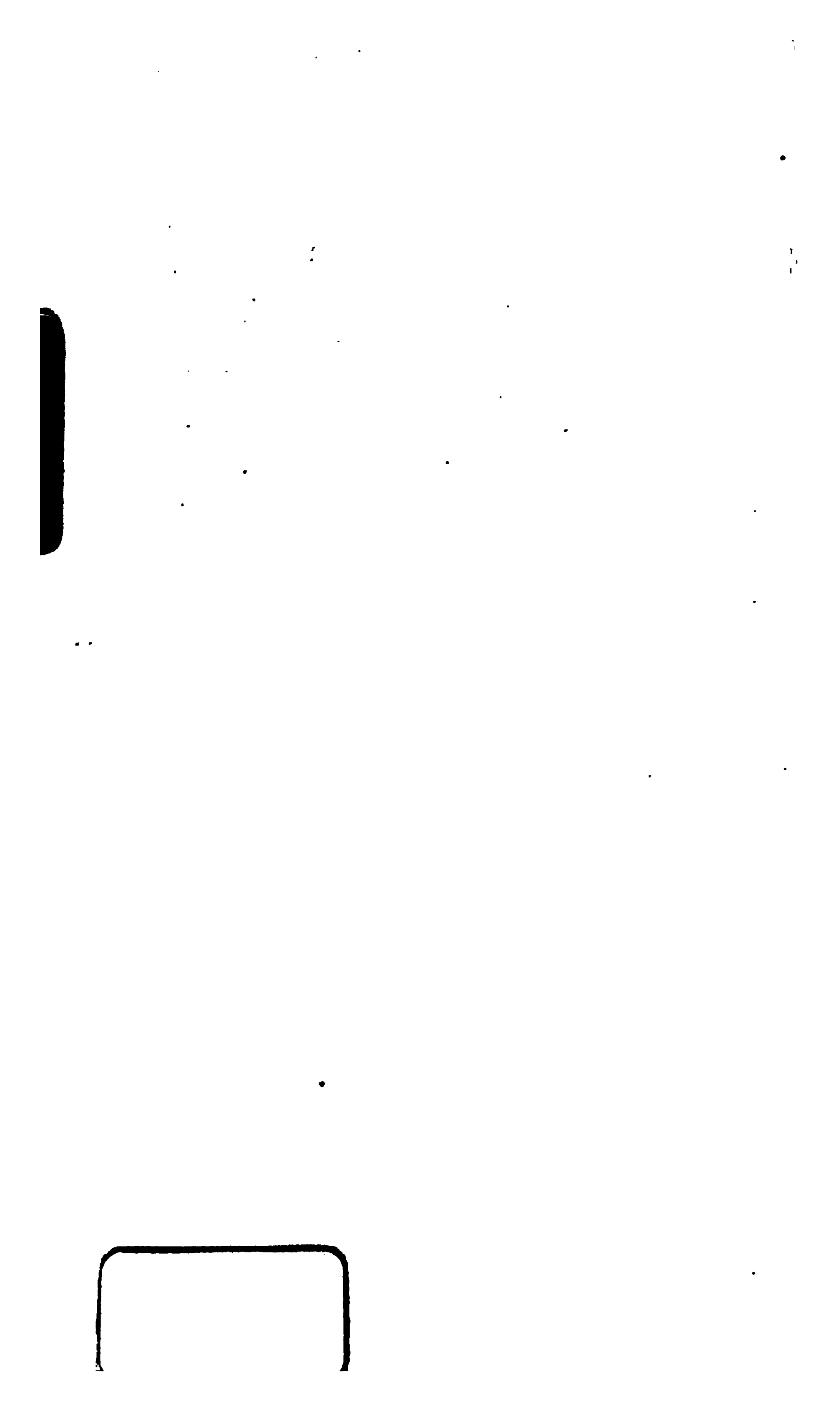
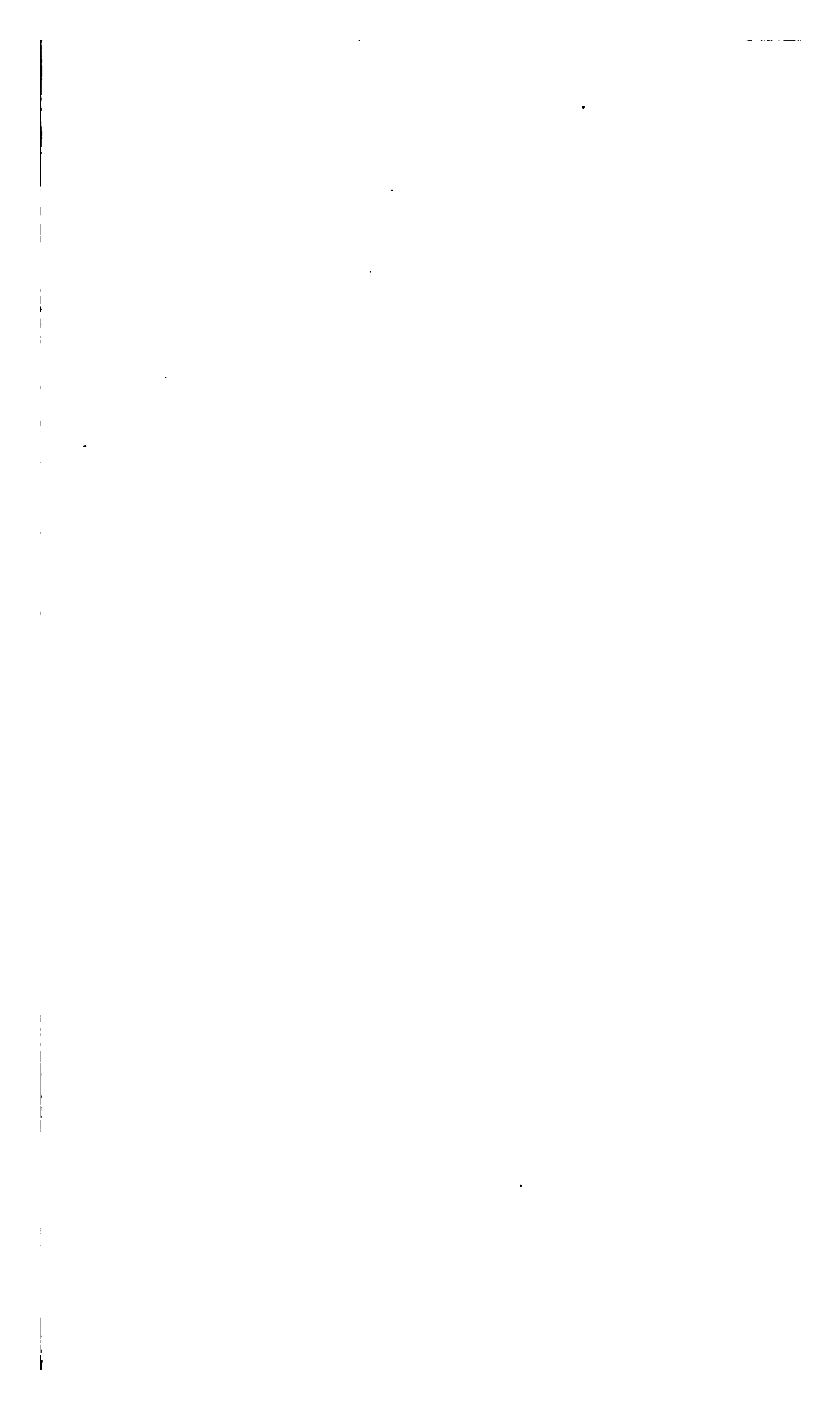
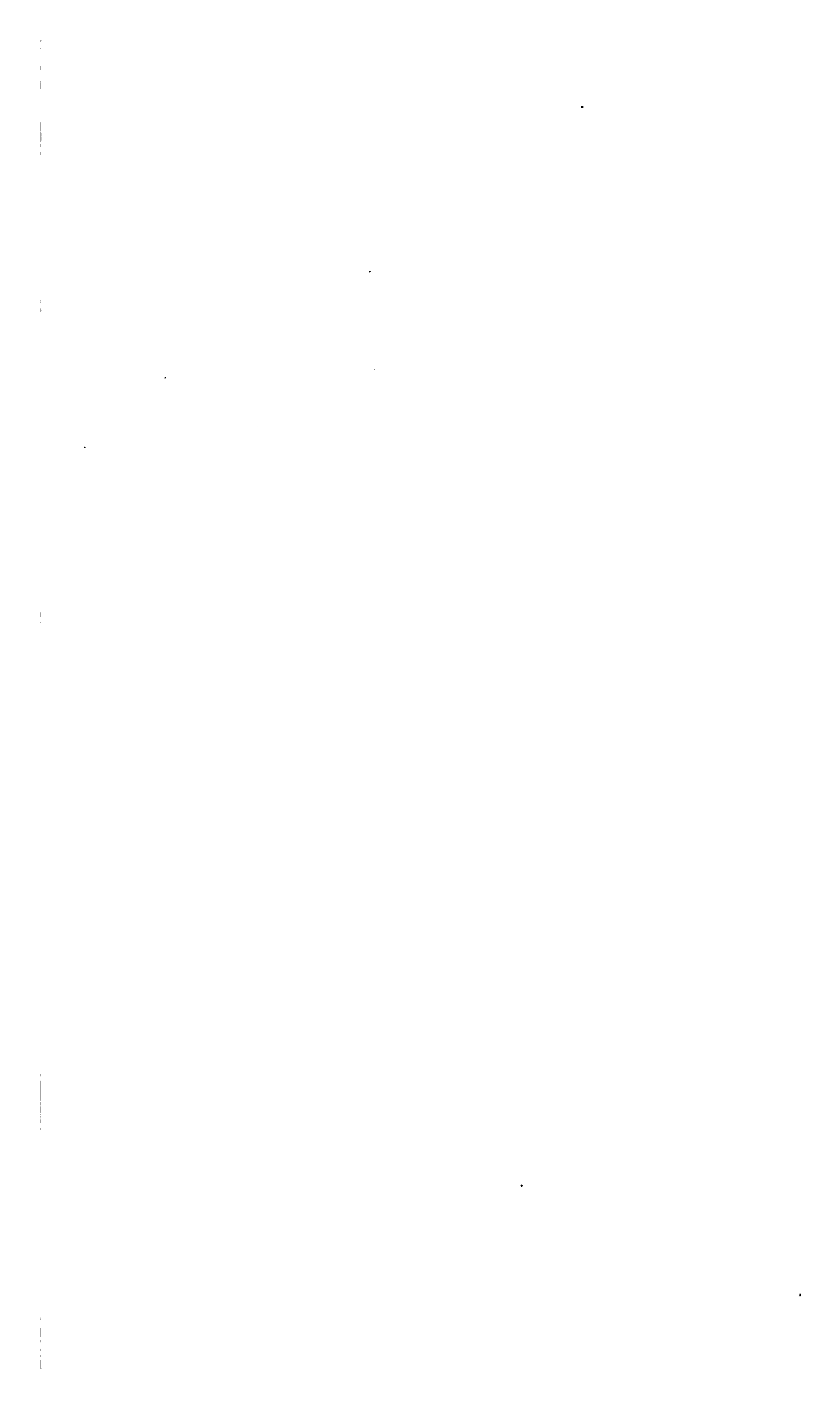


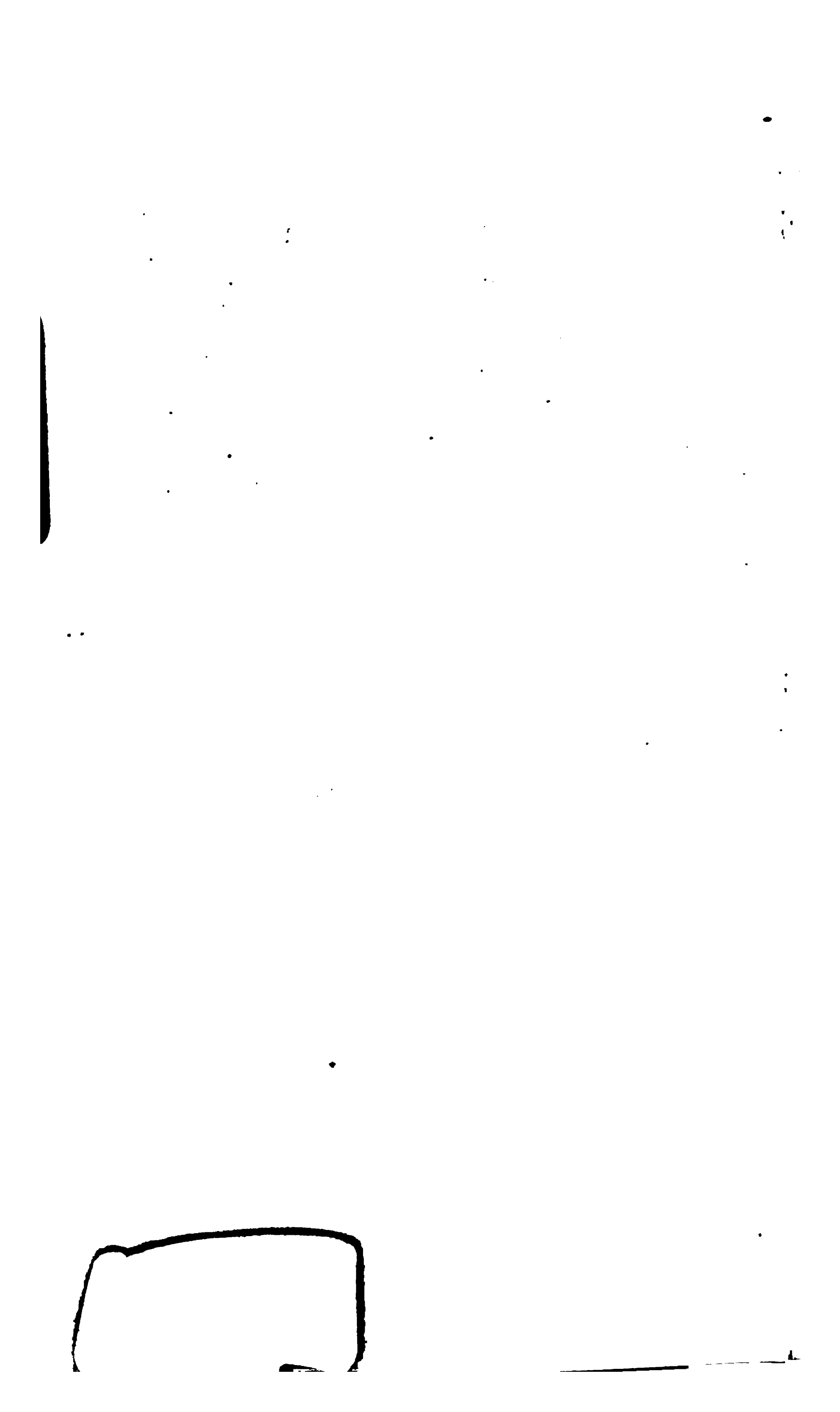


DFI



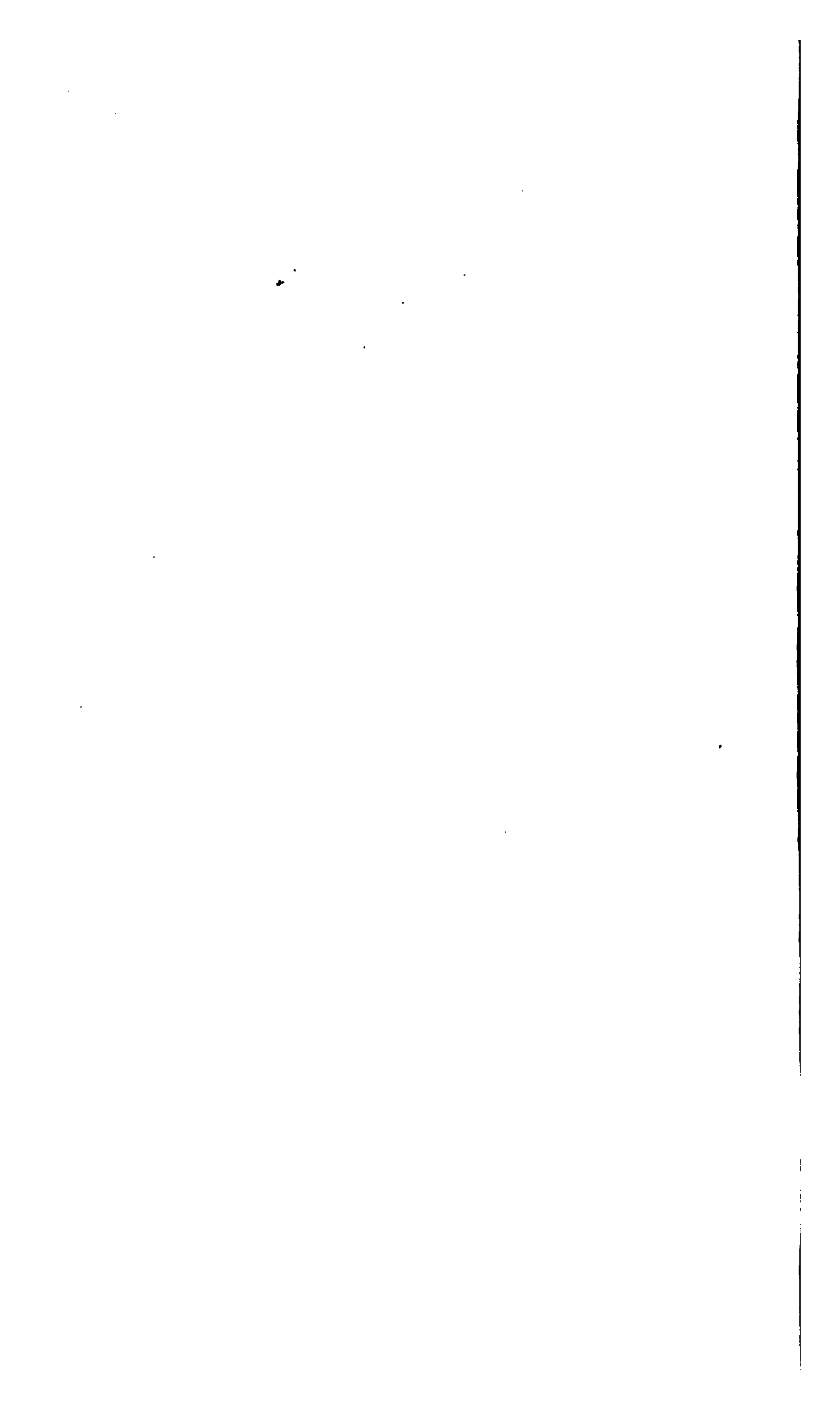












MÉMOIRES

DE MADAME

DE CHASTENAY

1771 — 1815

PUBLIÉS PAR ALPHONSE ROSEROT

TOME SECOND

L'EMPIRE — LA RESTAURATION
LES CENT-JOURS



PARIS
LIBRAIRIE PLON
E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
RUE GARANCIÈRE, 10

1897

MÉMOIRES

DE MADAME

DE CHASTENAY

PARIS. TYP. E. PLON, NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1303.

MÉMOIRES

DE MADAME

DE CHASTENAY

1771 — 1815

PUBLIÉS PAR ALPHONSE ROSEROT

TOME SECOND

L'EMPIRE — LA RESTAURATION
LES CENT-JOURS



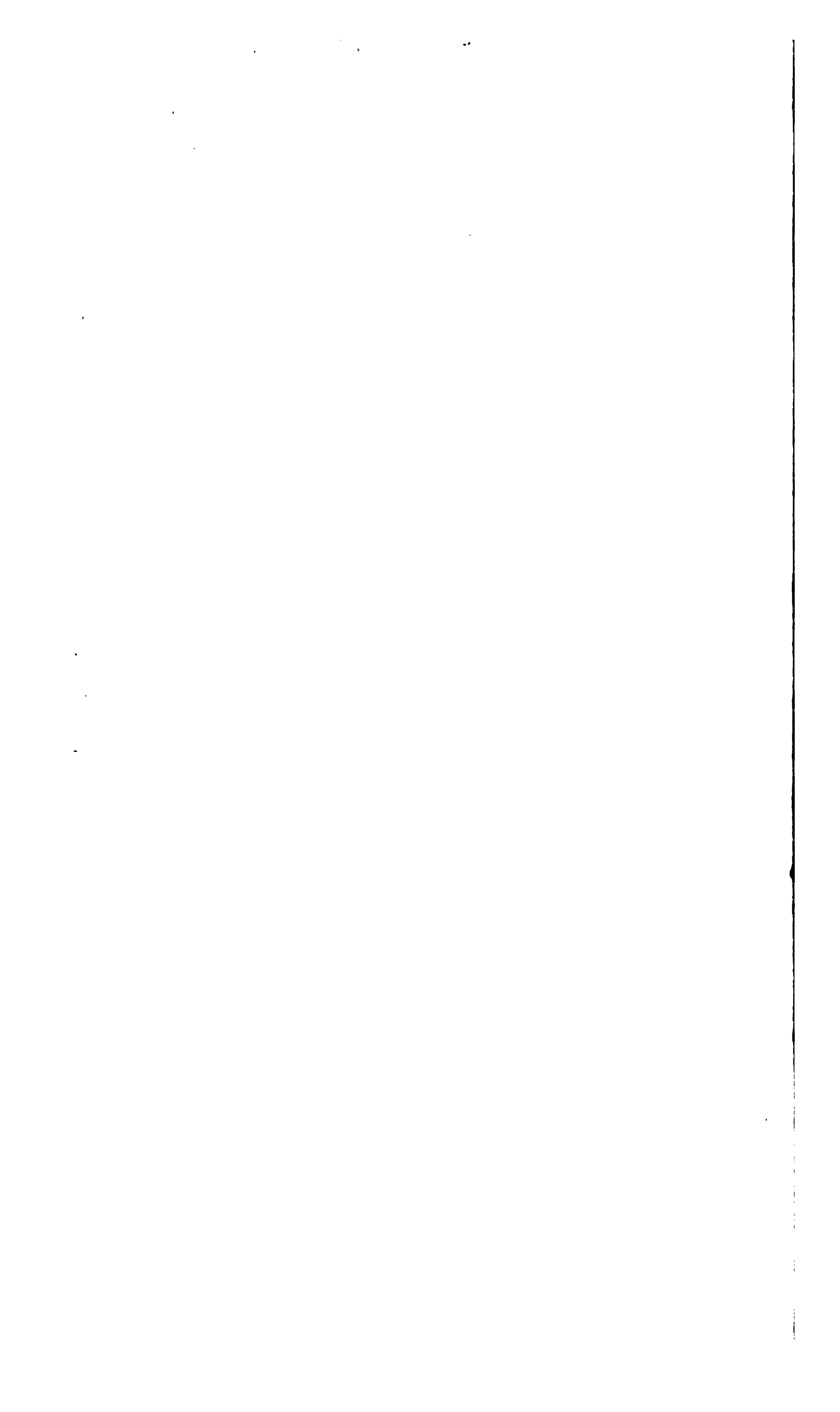
PARIS

LIBRAIRIE PLON

E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 10

1896



MÉMOIRES

DE MADAME

DE CHASTENAY

CHAPITRE PREMIER

L'Empire. — Création de la Légion d'honneur. — Charges de cour. — Mme de Chastenay est proposée comme dame d'honneur de l'Impératrice; visite à Saint-Cloud. — MM. d'Aubusson et de Béarn chambellans. — M. de Courtomer. — Mme de Souza, le comte de Narbonne.

Bonaparte, devenu Empereur, institua la Légion d'honneur, et le 14 juillet, après la crise terrible qui venait d'élever sa puissance en abaissant son caractère, il se rendit à cheval en grande pompe au dôme des Invalides, pour y distribuer ses rubans.

Il y avait bien douze ans que l'on n'en portait plus, et quand il m'arrivait de rencontrer des Allemands chamarrés de brimborions de toutes les couleurs, je me demandais bien souvent comment ils s'habillaient sans se moquer d'eux-mêmes et sans rire. Mais Bonaparte, ainsi que me l'avait dit Fouché, était comme un jeune homme entiché de vieilleries du plus mauvais goût. Italien, il aimait le pompon et le clinquant, et avec une certaine apparence de sincérité il était pétri d'artifices. Je n'oserais décider si, en nous parant de

cordons, il nous a traités en enfants, ou s'il n'a fait que juger notre époque. Le peuple s'étonna d'abord de voir la croix de Saint-Louis, ainsi qu'il paraissait, à la boutonnière de quelques curés.

M. Réal ne put, dans le premier moment, se montrer à nous sans rougir. Je trouvai Garat chez Fouché, les revers de l'habit exactement croisés, pour qu'on n'aperçut pas sur la poitrine d'un philosophe le signe trop peu équivoque de la vanité d'un courtisan ; mais l'impitoyable Fouché se fit un jeu de forcer Garat à me le découvrir. En peu de jours on s'y accoutuma; en peu de mois on vint à l'envier, et il est bien juste de dire que le temps a consacré pour jamais le beau titre que l'influence de la gloire française venait de donner à cet ordre nouveau.

J'allai, en société nombreuse, sur la terrasse du jardin du Palais-Bourbon, voir passer le cortège; j'avoue que je renfermai en moi l'idée cruelle d'inconvenance qui me frappa, quand je songeai que ce lieu même, où tant de gens venaient voir passer, ou plutôt triompher l'Empereur, avait vu naître le duc d'Enghien; mais je gardai le secret de ma pensée, et je crois qu'elle n'atteignit que moi.

Il y avait déjà quelque temps que Bonaparte, premier Consul, avait rétabli peu à peu, avec le titre de préfet du palais, quelques-unes des fonctions de cour des premiers gentilshommes du Roi, et il avait, entre autres choses, attaché à ces places la direction des théâtres. MM. de Cramayel, de Luçay, de Saint-Didier, de Rémusat, avaient été revêtus du titre et des charges; on les avait choisis dans la ligne indéterminée des héritiers de la finance. Mme de Boubers, femme respectable par ses malheurs et ses vertus, veuve d'un écuyer du Roi, avait été pla-

cée près de Mme Louis Bonaparte à peu près comme une gouvernante; mais l'Empire, qui déjà faisait princes les frères et sœurs de l'Empereur, exigea la création d'un tout autre édifice. Mme de La Rochefoucauld, en fonction depuis le commencement, mais sans titre, eut celui de dame d'honneur; Mme de Lavalette, nièce de la nouvelle Impératrice, eut celui de dame d'atour. M. de Talleyrand fut fait grand chambellan, et aucun de ces choix n'avait lieu de surprendre, quand tout à coup on apprit qu'il allait se créer des places de chambellans, et que M. d'Aubusson avait prêté serment comme chambellan de l'Impératrice.

Nous le vîmes le soir même du jour où il avait pris, sans nous le dire, un parti alors si singulier. Il confessa qu'en le voyant paraître, en qualité de chambellan, Mme Bonaparte n'avait pu retenir un éclat de rire immodéré, et que Mme de La Rochefoucauld, elle et lui, avaient ri un quart d'heure au moins avant de pouvoir se parler. Tout cela sans doute eût été fort bien, si, trop tôt embarrassé et honteux de la voie dans laquelle il s'était engagé, M. d'Aubusson n'avait prétendu que son ancienne société le blâmait, et s'il ne l'eût ainsi cruellement compromise.

Fouché a toujours cru, — et certes il eut bien tort, — que je ne pourrais manquer d'avoir un grand crédit, et que le seul point essentiel était de me mettre en mesure. Dès qu'il fut question de cour, il eut la pensée de me voir dame du palais, et s'en ouvrit avec moi avant toute nomination. Je refusai, de premier mouvement; ma droiture répugnait à fléchir journellement devant celui dont la récente conduite avait aliéné mon cœur. Maman, plus faite au monde que moi, jugea le succès et son infaillible portée; elle me dit que l'initiative deve-

nait essentielle à prendre, et qu'il me fallait la saisir. Je compris la justesse de ces observations, je sentis que je n'étais pas seule, mais que seule en scène encore une fois je pourrais peut-être encore me rendre utile aux objets de mon affection. Je retournai donc voir Fouché, je lui dis les motifs du changement de mes idées; il parla à l'Empereur, qui goûta son avis, et causa même avec lui de cette conversation qui paraissait l'avoir tant frappé (1); alors, comme depuis en quelques autres circonstances, il parla de l'esprit qu'il voulait bien me prêter, de façon à flatter, je l'avoue, un amour-propre difficile.

Je dus aller voir moi-même l'Impératrice, en son palais de Saint-Cloud. Elle avait auprès d'elle, lorsque j'arrivai, Mme de Lavalette et une ou deux dames seulement de son intimité, quelques hommes et M. d'Harville, nommé depuis peu de jours son premier écuyer. Elle vint à moi et me dit qu'elle avait su par le ministre de la police que je consentais à accepter une place de dame; l'Empereur allait partir sans doute le jour suivant, mais je serais nommée dès son retour. Les mots de reconnaisance et ceux de Majesté s'arrangèrent à peine sur mes lèvres. Ce que j'éprouvai ne s'exprime pas, et si j'avais aperçu une porte ouverte, je crois que j'eusse pris la fuite. Moi, j'allais être la suivante de Mme Bonaparte, de l'épouse de cet homme dont j'avais depuis trois mois détesté les actions et le caractère! J'allais vouer mon existence au guindé, au désœuvrement d'une société le plus souvent nulle, et faire le mannequin en demi-cercle dans un salon! Le passé, le présent, tout se révolta dans mon esprit. Cependant, suivant son

(1) Conversation tenue à Châtillon, au mois de mai 1795. (Tome Ier, p. 282.)

habitude, l'Impératrice fut si charmante, elle me parla avec tant de recherche, me dit des choses si flatteuses sur notre intimité future, que je me sentis entraînée peu à peu. Le nouveau cérémonial, toutefois, me ramenait à chaque minute au ridicule de toutes ces choses. M. d'Harville, avec nombre de révérences, vint demander à Sa Majesté ses ordres pour son équipage quand elle irait à la promenade; un valet de pied, plus simplement, vint lui annoncer que sa voiture l'attendait à une porte du parc. Nous nous séparâmes alors, mais engagées réciproquement. Malheureusement, M. d'Aubusson et quelques personnes de l'entourage avaient entendu nos discours; ceux qui me craignirent alors, et je puis le dire, bien gratuitement, eurent donc tout le temps nécessaire pour me nuire. Au reste, en ce moment j'étais si peu engouée, qu'en arrivant chez nous, après mon ambassade, j'annonçai fort tristement, et le regard presque éteint, que la chose me paraissait faite et que je me croyais nommée.

Je ne sais trop si c'est ici la place de dire par quelles causes je me suis trouvée avoir des ennemis, moi qui n'ai jamais fait de mal volontairement, qui en ai rarement dit, peu pensé, et qui, par disposition naturelle, bien plus peut-être que par vertu, n'ai vraiment jamais pu haïr. Une cause politique et ancienne, mais sourdement et toujours fomentée, fut celle de mes opinions; elles avaient peu varié depuis ma première jeunesse, mais la vie retirée que j'avais menée leur donnait bien peu d'importance. La prévention cependant n'en subsistait pas moins. De plus, j'avais été aux réceptions du Directoire, j'y avais réussi, ce qui prouvait qu'en s'y prenant bien on aurait pu concilier beaucoup de personnes et beaucoup de choses. L'envie, la malveillance se déguisaient

ici sous les formes les plus fâcheuses. Quelques talents, quelque supériorité avaient pu m'ôter des suffrages; la crainte d'une influence qu'on croyait que je voudrais avoir, parce qu'on pensait que je pourrais l'exercer, servit de prétexte à écarter une femme qu'on put de loin présenter à l'Empereur comme une de ces femmes d'esprit qu'il a toujours redoutées, sans cesser d'ailleurs de s'ennuyer beaucoup de l'insipidité des autres.

Un autre genre d'obstacle, bien plus sérieux encore, vint contrecarrer ces projets : deux hommes, veufs et très connus, eurent alors le désir de m'épouser : M. d'Aubusson et M. de Courtomer. Tous deux avaient des enfants. M. de la Feuillade, oncle des enfants du premier, mit en œuvre, à ce qu'on m'a dit, les calomnies les plus absurdes, dans l'espérance de me noircir. Tous les parents des enfants Courtomer suivirent en conscience ce système. M. d'Aubusson, déclaré par sa conduite et ses indiscrétions, bien plus que par des propositions positives, fut entraîné peu à peu dans une sphère peu faite pour lui, et où ses qualités estimables et vraies n'ont pu se montrer sous aucun jour, tandis que l'on a pu juger trop clairement celles qui lui manquaient. Il n'en a plus été question depuis. M. de Courtomer s'était loyalement fait proposer, dès cette époque. Je déclarai mon refus à maman, et je ne pus toutefois la décider à rompre aussitôt et sans retour. Les propos allèrent donc leur train; mais l'intérêt vif et inattendu provoqué, peu de mois après, par un grave accident qui me mit à deux pas de la mort, éclaira si vivement M. de Courtomer sur mon caractère, que les vaines méchancetés dont on avait d'abord tenté d'obséder son esprit, perdirent toute leur puissance, et que durant plusieurs années il n'a cessé de persévérer dans sa demande et ses efforts.

L'Empereur et l'Impératrice partirent, et nous restâmes à Paris, car mes parents voulaient attendre l'événement de cette place promise. Ni l'un ni l'autre n'éprouvaient un goût bien vif pour cette Cour naissante, mais la réflexion leur montrait que les préjugés mêmes du grand monde céderaient à l'éclat et aux avantages qu'offrirait le régime nouveau. Ils voyaient que de toute part l'intérêt devenait raison, et qu'il cessait d'être de mode d'en faire vaguement le sacrifice. Ces considérations peut-être ne les eussent pas décidés pour eux-mêmes, mais pour moi du moins; la chimère de leur sentiment était de me voir en situation de briller, et la perspective d'une vie obscure à Châtillon leur causait un cruel chagrin.

Mon frère et ma belle-sœur étaient à la campagne, et encore peu favorables à ce parti, dont je me croyais déjà maîtresse. Pour moi, hardie quand j'aperçois un devoir au bout d'une entreprise, je deviens timide quand il s'agit seulement de moi et de plus ou moins d'agréments. Il faut bien en convenir, un certain monde semblait alors arrivé à des excès d'opinion que je frémissais de braver. A cette époque, M. de Béarn, en se faisant nommer chambellan, fit éclater avec si peu de ménagement le mécontentement des Charost et Tourzel, qu'il les fit tous exiler sans pitié. M. de Béarn et M. d'Aubusson, par leur aigreur, leur fausse honte, leur ridicule affectation, firent en ce moment un véritable tort à ceux qui eurent le malheur de faire partie de leur société. Ils provoquaient hautement le blâme ou l'approbation de gens qu'ils n'avaient pas consultés; ils interprétaient l'ennui, le silence, l'accueil, et tout leur paraissait injure. « Puis-je entrer comme je suis? disait un jour, chez Mme de Matignon, M. d'Aubusson alors en habit rouge.

— Est-ce que vous êtes en chemise? » lui repartit vivement cette dame. On cessa d'inviter à l'hôtel de Luynes et ailleurs les nouveaux agrégés de la Cour; il en résulta de grands courroux, d'amères plaintes, des démarches moins ostensibles, des tentatives mieux déguisées; beaucoup de choix en eurent plus de prix. Il fut de bon ton d'être forcé, et il n'y eut guère de dupes que ceux qui le furent d'abord de leur entourage et d'eux-mêmes. Plusieurs personnes, plutôt reçues dans le monde que n'en faisant partie par état, se confondirent, aux yeux de Bonaparte, dans cette espèce d'optique confuse. On les força, on les conquit pour avoir fait les difficiles, ainsi que des gens de qualité, et ils en prirent bien leur parti. M. de Lillers, depuis si content de son rôle, le dédaignait avant de l'avoir obtenu. Un jour que par méprise on l'annonça dans un salon sous le nom de M. d'Aubusson, il dit en minaudant, avec une précieuse naïveté : « Vous croyez voir entrer chez vous un grand seigneur, et vous ne voyez qu'un bourgeois. »

Nous voyions alors quelquefois Mme de Souza(1), dont le mari avait eu le titre d'ambassadeur. C'était une femme de beaucoup d'esprit, mais à la condition de lui accorder beaucoup d'indulgence. Elle parlait par traits et par phrases; elle y mettait de l'intervalle. Elle effaçait, elle corrigeait avant de prononcer. Moi, je n'ai pas de traits dans la conversation; c'est elle qui m'entraîne, et, si je pense, c'est bien sans le savoir; je perds tout, à ce dialogue de scène que je donnerais peut-être passablement écrit, en prenant jusqu'au lendemain. Je ne sais pas si ce fut dans ce temps que Mme de Souza, brouillée avec M. de Talleyrand, s'était mis dans la tête de se lier avec

(1) Adélaïde-Marie-Émilie Filleul, femme auteur (1761-1836), comtesse de Flahault, puis marquise de Souza-Botelho.

Fouché pour ébranler l'impassible Talleyrand; il était mieux affermi qu'elle : M. de Lima eut l'ambassade. Je me souviens qu'au temps même de cette petite intrigue je me crus obligée de dire positivement à cette femme, plus aveugle qu'elle ne se croyait artificieuse, qu'elle devrait tout tenter, dans sa situation, pour se réconcilier avec M. de Talleyrand; elle me répondit que j'étais une enfant, et avec un dédain qui me fait encore sourire. Elle a pourtant suivi plus tard un si pitoyable conseil!

Sa maison ne m'amusait pas; on ne faisait qu'y jouer au whist. J'y vis pourtant le comte Louis de Narbonne, l'homme qui avait passé et qui passait encore pour le plus aimable de son temps. Je l'ai trouvé supérieur à sa réputation : gaieté, naturel, bon ton, esprit facile et prompt, flexibilité de caractère, bonté de cœur, noblesse de manières, aptitude à tout, il m'a paru tout réunir. Mme de Staël avait ressenti pour lui l'attachement le plus exclusif, et j'ai vu sans exception tous ceux qui ont été en rapport avec lui charmés de lui et de leurs relations.

Ce fut, je crois, à peu près vers cette époque que le comte de Cobentzel, jadis connu de mon père et ambassadeur d'Autriche, nous donna une fois à dîner. M. de Narbonne s'y trouvait, aussi bien que M. de Souza, et j'y entendis annoncer un personnage que depuis longtemps je brûlais de voir; c'était le comte de Rumford (1). « Oui, madame; non, madame », c'était toutes ses réponses à mes paroles, et l'autre dame assise près de lui continuait de concentrer son attention. M. de Narbonne enfin se mit à rire; il me dit que je perdais mon temps, que ma rivale était Mme de Lavoisier, et que je ne l'emporterais pas. Je répondis qu'à force d'orgueil je venais

(1) Benjamin Thompson, comte de Rumford, chimiste et physicien américain (1753-1814).

de le deviner. Mes voisins délaissés me dirent qu'ils seraient bons princes, si je voulais revenir à eux; je le fis, et je m'en trouvai bien. Vers la fin du repas, le comte de Rumford prétendit à son tour m'adresser la parole; à mon tour, je lui répliquai par : « Oui, monsieur; non, monsieur », et nos relations n'ont pas été plus loin.

L'Empereur revint, je revis l'Impératrice, et, malgré sa réception obligeante, je ne retrouvai plus la certitude d'une position que j'enviais si peu, mais à laquelle le progrès des idées avait, depuis quelques mois, donné plus d'importance.

CHAPITRE II

Le couronnement; chansons louangeuses, le cortège. — Distribution des aigles à l'armée. — Accident de voiture arrivé à Mme de Chastenay; douloureuses opérations; longue maladie; M. de Chabrillan, ami dévoué. — M. de Champagny. — Le Pape à Paris.

Le couronnement s'annonçait; on inventait un beau costume de cour, on préparait des magnificences supérieures à tout ce qu'on avait jamais vu; le Pape était attendu tous les jours, enfin l'époque du couronnement devait être celle d'une amnistie totale, de la restitution des bois des émigrés, de toutes les grâces en un mot. Chacun était en mesure, chacun hâtait le moment, et tout était dans un mouvement favorable à celui qui montait et s'élevait de plus en plus. Évêques, préfets, sous-préfets, présidents de tribunaux, chefs de corps, dignitaires, tout fut convoqué et réuni, tout, jusqu'aux présidents de canton, qu'on s'amusa à appeler des Chinois. Ce fut, en vérité, une grande solennité; les écrivains de cette époque eurent des raisons de ne pas l'oublier : Fouché, qui toute sa vie avait respecté l'imprimé et cru mener l'opinion avec des articles de journaux, Fouché paya, au prix qu'on voulut, les opuscules de ses commensaux, gens d'esprit. Les chansons des rues furent soignées, et un jour j'entendis nommer un poète, distingué d'ailleurs, et qu'on n'en a pas soupçonné, comme un de ceux qui avaient apporté la plus grande collaboration dans cette circonstance; comme le chef du bureau racon-

tait au ministre, et sans faire attention à moi, que ce personnage venait de *s'arranger* avec les *chansonniers du ministère*, Fouché rit en me regardant : il savait bien que je n'en parlerais pas.

La grande cérémonie eut lieu. Je n'y assistai pas, mais je sus que le nouvel Empereur, ayant voulu sans dignité se donner l'air d'un conquérant, révolta le sentiment de ceux qui n'étaient pas encore acquis au nouveau régime. Il est remarquable qu'en ce moment ce n'étaient pas les partisans quand même de la Royauté, mais les anciens amis de la liberté, qui manifestèrent le plus d'opposition.

L'Impératrice parut, quelques dames la suivaient; les princesses et leurs dames se montrèrent après elles. Un charme, qui ne peut se décrire, se répandit dans l'assistance; on eût dit que la clémence, la paix, tout ce qui est bon et doux, descendait du ciel sur la terre. Joséphine fut la grâce personnifiée, dans ce moment où la force émoussait son pouvoir; les yeux, les cœurs furent séduits; elle fit le triomphe de ce grand jour.

On avait distribué les rôles. Le maréchal Lefebvre portait sur un coussin l'épée du général devenu Empereur; le maréchal, pendant toute la cérémonie, se plut à redire, pour se vanter, qu'il était grenadier aux gardes quand le roi Louis XVI avait été sacré; qu'il était dans l'église à Reims, et marchait avec le cortège. Je crois, en vérité, que ce souvenir flattait encore plus son orgueil que sa fonction du moment. Mme de La Rochefoucauld portait la queue du manteau impérial dont Joséphine était parée; les queues des manteaux des princesses étaient portées par leurs premiers chambellans. Il est à remarquer que M. de Jaucourt porta celle de Mme Joseph avec son habit de sénateur.

Je vis revenir le cortège; la foule était immense, les fenêtres chargées de curieux. La voiture impériale était surmontée et couverte d'une grande couronne fermée; les autres voitures, toutes uniformes, n'étaient ni belles ni ornées. A la suite venait le Pape, avec huit chevaux à plumes blanches, et précédé de son porte-croix en soutane violette sur une mule, et devant qui le peuple fut tenté souvent de se prosterner, le prenant pour le Pape lui-même.

Deux jours après, l'Empereur se rendit au Champ de Mars. Le temps était affreux, et ce fut, m'a-t-on dit, un spectacle assez triste que celui de l'abandon des drapeaux par les corps militaires, qu'on avait rassemblés, pour des aigles que l'Empereur leur fit distribuer aussitôt. Il s'en fallut que les soldats les accueillissent avec autant d'enthousiasme. Un cri de : Vive la République! ne fut point étouffé par ceux de : Vive l'Empereur!

Il y eut de belles fêtes pendant huit jours; aucune faveur, aucune indulgence ne signalèrent toutefois cette grande époque, et il me parut trop certain que le nouvel Empereur était Corse et ne connaissait pas les Français.

C'est mon histoire que j'écris; il me sera donc permis de parler de cet accident cruel, auquel j'ai fait allusion plus haut. Le 8 décembre, huit jours, je crois, après le couronnement, en sortant de chez Mme de Souza, rue d'Anjou, avec mon frère et ma belle-sœur, notre cocher fit passer la voiture sur la borne et la versa tout à plat. J'étais assise entre ma belle-sœur et mon frère; la voiture versait à gauche, imprudemment j'étendis le bras droit, ma main traversa la portière dont la glace venait de se briser; l'impériale de la voiture tomba sur tous mes doigts. Je fus ainsi traînée quelques pas, et il fallut soulever la voiture pour qu'il me fût possible de retirer

ma main. J'avoue que ce moment me sera longtemps présent à la mémoire. On me tira couverte de sang; les cris de mon frère soutenaient mon courage. On nous jeta dans la voiture d'une Portugaise, qui se trouvait prête, et nous courûmes à la rue du Mont-Blanc, chez le docteur Larue, notre chirurgien et ami.

Je ne détaillerai pas les souffrances horribles que j'eus à subir. Le docteur Boyer (1), qu'on fit venir, m'a répété depuis qu'il avait cru, durant deux mois, voir tomber un de mes doigts et devoir couper l'autre. La sonde, le bistouri, me martyrisèrent à leur tour; l'horreur d'une suppuration infecte ne me fut point épargnée durant plus de quatre mois. Les abcès se manifestaient sur toutes les parties de ma main. Je passai jusqu'à vingt-deux nuits sans avoir un seul instant de sommeil.

Ce fut le trente-neuvième jour seulement que Boyer souda en deux places mon petit doigt, dont il fallut briser les calus tout formés, et dont les plaies étaient toujours saignantes. Cette opération fut atroce, et Boyer en l'essayant n'osait répondre du succès. J'ai senti quelquefois, dans le cours de mes souffrances, que ma vie ne résisterait pas à certains redoublements aigus, s'ils devaient se prolonger. On prodiguait à mon bras décharné des bains d'opium ou de pavot. Deux pansements par jour duraient plus d'une demi-heure chacun, et, malgré les soins de Larue, ils étaient douloureux au delà de ce que je puis dire; mais les visites quotidiennes de Boyer amenaient un traitement mille fois plus dur encore. Je reconnaissais sa voiture, de l'extrémité de notre rue, et le sang m'allait de la tête aux pieds quand il paraissait dans ma chambre.

(1) Alexis Boyer, chirurgien célèbre, devenu premier chirurgien de l'Empereur (1757-1833).

Je dois tout à son habileté, à sa prudence parfaite et à ses ménagements, et une éternelle reconnaissance aux soins, à l'amitié du bon docteur Larue, qui m'a quittée le moins possible durant les longues semaines qu'il connut mon danger.

Mon frère n'a pas manqué une fois d'assister à mes pansements ; il aidait le docteur, c'était lui qui me tenait lorsque quelque opération rendait cette contrainte nécessaire, et pendant tout cela, je m'en souviens, j'étais bien maussade. Souvent je pleurais amèrement. Je ne m'inquiétais pas, mais je souffrais avec une violence inexprimable. Mon courage s'était affaibli, et s'il eût fallu faire une amputation, comme on en a effrayé si longtemps mes parents, je crois qu'après les deux premiers jours je n'aurais pu la soutenir. La plus légère contrariété me réduisait au désespoir ; je ne pouvais guère parler, je n'en avais pas la force ; mes idées étaient toutes brisées, je ne pouvais en lier le fil.

Vers le dixième jour à peu près, le docteur Larue m'ordonna de lire. J'étais, et je restais encore longtemps couchée, sans pouvoir presque lever la tête, mais j'avais les nerfs si malades et j'étais tellement épuisée que le docteur eut recours à une occupation pour remonter mes facultés. Je m'accoutumai peu à peu à tenir un livre de la main gauche et à en tourner les feuillets. Les romans m'auraient tuée, je demandai des voyages, et je ne saurais dire combien je suis parvenue à en lire. Ma lecture peu à peu me fit l'effet calmant d'un demi-sommeil, mais nous étions dans le grand hiver; je ne pouvais lire qu'au jour. Il faut avoir été malade pour savoir exactement ce que sont des nuits qui durent seize heures, pour savoir le bienfait du premier point du jour ; c'est le moment qui remet la raison bouleversée, c'est le mo-

ment, je crois, où notre ange gardien verse sur nous un baume consolateur.

Quelle pitié j'ai appris à porter aux malades et aux blessés ! Objet des attentions les plus constantes, que de gêne, que de malaises on n'a pu m'éviter ! Quel mal causait en moi la plus légère secousse, le moindre déchirement ! Mais aussi que d'adoucissements, comme résultat de précautions si tendres ! J'ai trop souvent paru ingrate, mais ma mémoire, du moins, est reconnaissante.

L'expérience m'a appris que, pour distraire les malades, il faut leur parler simplement, ni trop haut, ni trop bas, et non pas comme si on les interrogeait ; il faut tâcher de rattacher à la pensée qui les domine un sujet d'entretien quelconque ; il ne faut pas le mener plus vite que leurs idées, dont la marche est trop souvent lente. Il faut, autant qu'on le peut, leur laisser conduire cet entretien et y donner plus de suite que de saccade et d'émotion. La distraction, pour un malade, résulte d'un passage de nuances insensibles, non d'un contraste, qui ne pourrait que l'offusquer.

L'état peut-être le plus triste est celui de la première convalescence. On vous a gâté à l'excès ; malgré soi, on est fatigué et vous vous trouvez entouré d'impressions absolument nouvelles, et souvent assez subitement. On est heureux de ne plus craindre, et vous ne partagez pas ce bonheur. Vous êtes faible, incapable encore, et votre volonté, votre entraînement se réveillent, quand l'impuissance d'y correspondre se fait encore pour vous péniblement sentir. Dans ces premiers moments, tout est pénible mécompte, tout est un désolant ennui.

Tout le temps que je fus bien malade, aucune inquiétude, aucune peine ne m'atteignirent, que celle de la

souffrance qui m'accablait, ou de la souffrance plus aiguë dont je redoutais le moment. Je n'eus aucun soupçon ni d'un danger présent, ni d'une imparfaite guérison; je n'avais point regardé ma blessure. Je me couvrais les yeux et mordais mon mouchoir, toutes les fois qu'on touchait ma main; mais quand je vis l'état de cette main, après un traitement de plusieurs mois, je ressentis un vrai chagrin, et je crus notamment que jamais je ne pourrais effleurer un piano. Il me fallut une bien longue convalescence et un goût aussi passionné que le mien pour la musique pour tenter de me remettre et de me retrouver sur l'instrument que j'avais cultivé toute ma vie; plus d'un an après l'accident, j'avais encore le petit doigt enveloppé et j'étais obligée d'y garder une bande.

Il est certain que ma vivacité première a cédé à ce coup terrible; je crois que l'on m'en trouve encore (1), mais je sais bien, pour moi, que la différence est grande. Pendant près de deux ans je me sentis sans élan, sans mouvement en quelque sorte; je fis, dès que j'en fus capable, des efforts pour me surmonter, mais ils m'étaient désagréables. Mon esprit reprit plus tôt ses premières facultés, et, comme je revins à Châtillon, j'eus le temps de me remettre, autant que je pouvais l'espérer, au sein d'un calme bien profond.

Je reviens à mes tortures et aux bontés qui les adoucirent certainement, et qui revivent aujourd'hui plus puissantes encore, pour charmer mes souvenirs. Ma jeune et charmante belle-sœur avait bien pitié de moi. Dès que je pus jouir de quelque distraction, celle de ses récits, de sa gaieté aimable, me causa l'illusion du

(1) Mme de Chastenay, qui écrivait ceci en 1818, avait alors quarante-sept ans.

monde où elle vivait et auquel, malgré ma réclusion, elle m'empêchait d'être étrangère.

M. Réal venait me voir quelquefois, mais, dans les premiers jours de l'ordre politique nouveau, qui faisait de lui un seigneur de cour et lui donnait un rang et des fonctions de ministre, il avait ou trouvait peu de temps, et cette négligence m'affligea trop souvent. Il ne me croyait pas si malade. Cependant, au plus fort de mes opérations, je fus encore souvent près de lui l'intermédiaire de Mme de Brancas et de Mme de Polignac, dont je consentais à recevoir les soins pour recevoir aussi leurs commissions. Quand j'ai commencé à renaître, j'ai écrit à M. Réal deux ou trois billets de la main gauche, mais le premier que j'aie pu tracer de la main droite a été, de ma chambre, adressé à maman.

Des soins charmants, et dont le souvenir me sera cher à jamais, furent ceux de M. Fortuné de Chabrillan. J'ai dit que, depuis notre rencontre à l'Opéra, nous nous étions trouvés ensemble comme des gens qui, depuis dix ans et plus, auraient dû ressentir l'un pour l'autre un intérêt très prononcé. Il est bien sûr que, depuis l'âge de huit ans, nous ne nous étions pas vus deux fois, mais à huit ans nous nous étions connus, et le bon Fortuné me savait gré de mon souvenir et d'avouer ainsi que nous étions de même âge. Je ne crois pas qu'il ait laissé passer un jour sans venir s'informer de moi ; je le recevais avec plaisir, dans quelque accablement que je fusse. Il jouait au trictrac des soirées entières avec mon cher docteur Larue, pour le retenir plus longtemps chez nous ; enfin, il assista une fois à mon pansement, et malgré ce qu'on lui avait dit, il fut encore épouvanté et déguisa à peine sa vive émotion.

Quand je commençai à sortir, Fortuné, qui vivait

dans notre société, se retrouva sans cesse avec moi. Un jour que je devais aller à pied, ainsi que lui, déjeuner, je crois, chez Mme du Bourg, maman lui dit de me venir prendre, et, me confiant à ses soins, quand je partis, elle me recommanda de lui être soumise. Dans le cours du chemin, une circonstance s'offrit de mettre à exécution cette recommandation maternelle, et je protestai, en riant, de l'obéissance passive que l'on m'avait prescrite à son égard : « Eh bien, oui, dit-il sérieusement, c'est précisément ce que je désire ; je voudrais le droit de l'exiger. » Je restai muette, et il n'ajouta rien. Longtemps après, nous nous sommes expliqués sur les négociations de nos familles, au temps de notre première jeunesse ; mais son mariage, promptement réalisé, avait alors changé son existence. Il ne pouvait le regretter ; la compagne qu'il avait perdue méritait bien les sentiments qu'il avait éprouvés pour elle. Elle lui avait laissé un fils ; sa fortune, toute à Saint-Domingue, n'offrait aucune espérance. Un enchaînement fatal de maladresses et de malchances privait Fortuné et son frère d'une grande part de l'héritage de leur oncle, le duc d'Aiguillon. Pleins d'estime, d'intérêt, d'attachement même l'un pour l'autre, ni lui ni moi n'avons jamais eu un autre genre d'affection, à moins que, comme il me l'a fait entendre, ses premiers rapports avec moi n'en aient eu pour lui le caractère ; il m'eût alors épousée sans calcul. Plus tard, il réfléchit que, père d'un grand enfant qui n'attendait rien que de lui, il devait tout sacrifier pour lui faire un sort supportable. Il comprit qu'un mariage de choix lui était devenu impossible. J'avoue que, même dans le début, je n'ai jamais pensé que notre union pût raisonnablement se traiter une seconde fois. Sa singulière déclaration ne laissa pas que de me toucher, mais

mon imagination était dans un calme parfait, et je m'étais promis, sur mon lit de douleur, de me vouer plus absolument aux parents qui venaient de me prouver que leur vie tenait à la mienne.

Il y a quelques mois (1), j'ai appris la mort de cet excellent homme; après une longue séparation, je ne puis me figurer qu'une prolongation d'absence. Nous ne nous écrivions pas; nos relations, même à Paris, s'étaient depuis longtemps relâchées, car il avait changé un grand nombre des siennes. Je reporte toutefois, avec une profonde gratitude, les souvenirs de mon cœur vers lui, et l'estime qu'il m'a montrée me semble presque aussi précieuse que le témoignage de ma propre conscience.

Les personnes que je viens de nommer sont à peu près les seules que j'aie consenti à recevoir durant plus de deux mois; je dois pourtant excepter M. de Champagny. Il arrivait alors de Vienne et venait prendre possession du ministère de l'intérieur. Cependant il s'occupa de moi, et sa première visite fut pour nous. On l'introduisit dans ma chambre; c'était le soir; j'étais brisée par une crise horrible de souffrances, et je pleurais quand il entra. Je crois vraiment qu'il pleura lui-même. Je ne dois sûrement pas oublier qu'il m'a donné à cette époque les marques les plus empressées du plus véritable intérêt.

Des personnes que je connaissais peu ne cessèrent, tant que je fus en danger, de s'informer de mes nouvelles. J'ai dit la profonde impression que M. de Courtomer en ressentit; il renouvela ses prétentions avec une excessive ferveur, et, avant de quitter Paris pour suivre son Impératrice, il vint à la maison causer avec maman et lui confier ses intérêts.

(1) 1818.

Il était impossible que M. d'Aubusson ne fût pas au moins disposé à me plaindre, mais sa fonction de cour, la situation où on l'avait cru vis-à-vis de moi et, je crois, les sots propos de son frère, ne laissaient pas de l'embarrasser. Il sut, toutefois, que je désirais un chapelet béni par le Pape, et mit de la grâce à m'en envoyer un.

Le Pape, en effet, était établi aux Tuileries et passa tout l'hiver à Paris. L'impression qu'il y fit n'a pas laissé de traces, et pourtant alors elle fut vive, mais la politique dessèche tout. Je ne pouvais me rendre ni aux églises, ni dans les lieux publics où le Souverain Pontife bénissait les fidèles à genoux et caressait les jeunes enfants; je brûlais pourtant de recevoir aussi cette bénédiction paternelle. A peine avais-je commencé à sortir, que le Pape était sur le point de partir; on obtint pour moi de M. de Brigode (1), chambellan de service près de Sa Sainteté, la permission de me conduire au Pavillon de Flore. Quand j'arrivai, on était en émoi; l'Empereur, disait-on, allait venir, il serait mécontent de rencontrer du monde, et sérieusement on eut l'idée de me faire, en ce cas, placer sous le rideau d'un oratoire établi dans le salon même où l'on m'avait admise. Cette façon de me trouver en bonne fortune chez le Pape m'eût fait rire en d'autres moments. L'Empereur ne vint pas, le Pontife sortit : il allait baptiser le jeune Napoléon, le second fils de Madame Hortense. Je me hâtai de me mettre à genoux, je baisai l'anneau de saint Pierre, j'eus la bénédiction du chef de notre Église, et je la reçus pénétrée du plus vif sentiment.

Le couronnement avait donné de grandes et vaines espérances; la présence du Pape en entretint beaucoup

(1) Louis-Marie-Joseph, comte de Brigode, maire de Lille, chambellan de Napoléon, pair de France, etc.

et en réalisa bien peu. Le Pape ne voulut pas intervenir dans les affaires particulières, et fit mettre simplement son apostille aux pétitions qui furent déposées entre ses mains.

J'avais le bras en écharpe et je ne me sentais pas la force de m'amuser, mais, pour consoler mes parents, j'essayai de rentrer dans le monde. On me reçut à l'hôtel de Luynes, où brillait encore cette fleur qu'un seul jour devait voir s'éclipser. Mme de Chevreuse dédaignait les hommages dont elle était environnée ; je ne sais pas à quel point elle eût été sensible, mais, il faut l'avouer, les coquetteries du monde ne sont rien du tout pour le cœur et sont assez peu pour l'esprit.

Je fis à cette époque, et avant de quitter Paris, une connaissance d'un autre genre, et qui eut pour moi, avec le temps, un prix toujours plus grand, celle de MM. Lesueur, Péron et Bonpland (1); cette connaissance amena plus tard celle de M. de Humboldt. Nous dînâmes chez M. de Courbeton avec les trois premiers, et M. Péron, dès ce jour, gagna ma plus sincère estime; dès ce premier jour il s'attacha à moi. Je parlerai ailleurs de ce voyageur si distingué, et dont le nom grandira avec l'arbre des sciences, comme ces chiffres que le temps incruste dans l'écorce et identifie peu à peu à la substance du végétal.

(1) Charles-Alexandre Lesueur, voyageur naturaliste et dessinateur (1778-1846). — François Péron, savant naturaliste (1775-1810). — Aimé Bonpland, célèbre voyageur naturaliste, collaborateur de Humboldt, né en 1773.

CHAPITRE III

Séjour à Châtillon et à Essarois (1805-1806). — Le chevalier de La Salle. — M. d'Herbouville. — Persévérance de M. de Courtomer. — La princesse Borghèse à Plombières (1806). — Maladie grave de M. de Chastenay père. — Retour à Paris.

Nous revînmes à Châtillon vers le milieu de l'été; nous nous trouvâmes établis dans la maison où je trace aujourd'hui ces lignes, et dont nous sommes propriétaires. Elle est claire, propre, bien située, toute neuve, et nous y sommes très bien logés (1). Peu de jours après, ma belle-sœur nous rejoignit. Mon frère était avec nous ; M. Turlot, — le constant, le fidèle ami dont je ne parle presque jamais, parce qu'il est toujours là et qu'il fait partie de nous-mêmes, — M. Turlot vint nous retrouver durant ses deux mois de vacances (2). M. de Laguiche et quelques autres y passèrent successivement des journées ou des instants ; enfin, le chevalier de La Salle, exilé depuis quinze mois, nous fit goûter à Châtillon ce véritable charme social qu'on ne trouve pourtant guère hors de Paris.

Le chevalier de La Salle, d'une très belle figure, ruiné par l'émigration, avait paru dans le monde entouré de toutes sortes d'avantages ; il avait fortifié sa philoso-

(1) Cette belle maison appartient aujourd'hui à M. le président des Étangs, qui l'habite. Elle est située sur une place qui porte maintenant le nom de Chastenay.

(2) M. Turlot était attaché à la Bibliothèque impériale.

phie des consolations personnelles que peuvent donner la galanterie et ses succès. Bon, loyal, simple, parfaitement noble et ouvert dans ses manières, son esprit avait de la justesse, plus peut-être que de l'étendue. Né d'une famille où les vertus natives paraissent avoir été héréditaires, le chevalier avait des principes, de l'honnêteté, de la droiture; je ne crois pas qu'il fût susceptible de la constance d'un Amadis, mais dans nos entretiens, où présida toujours la plus grande confiance, jamais aucune légèreté de langage ne lui est échappée devant moi.

Durant dix ans, ou environ, que le chevalier de La Salle a vécu dans ce pays (1), il n'a pas négligé un seul des agréments que le pays pouvait lui donner. Il s'est attiré l'amitié, la parfaite bienveillance de tous. Invité à tous les repas, dans la haute société, il était apprécié dans toutes, et le moindre enfant de la ville eût été heureux de le servir. Quoi qu'il en soit, Paris avait toujours ses regards; il croyait, comme on le croit toujours, y avoir laissé quelque vide. L'acte de despotisme sous lequel il gémissait révoltait sans doute les esprits; mais, hélas! longtemps après le temps même qui m'occupe, M. Charles de Gontaut, passant à Châtillon, s'y arrêta pour nous voir. Que trouva-t-il? Le grand chevalier. « Eh! bon Dieu! s'écria-t-il tout de suite, quel hasard vous amène ici, et depuis quand avez-vous quitté Paris? » C'est ainsi que marche le monde.

Mon oncle (2) avait passé l'hiver à Paris, depuis l'époque du couronnement; les affaires de ses nièces et de son neveu d'Argenteuil, dont le père avait été cousin germain du mien, les amenèrent tous à Châtillon, et ce fut pour nous, ainsi que pour le pays, un véritable mo-

(1) Il s'y trouvait exilé pour raisons politiques. (Voir t. I[er], p. 473.)

(2) M. d'Herbouville.

ment de fête. Mon oncle avait quitté la préfecture d'Anvers; nommé à celle de Lyon, il avait hésité, et articulé un refus que l'Empereur avait différé d'accepter. La guerre, alors rallumée contre l'Autriche, fit penser à mon oncle qu'après de longs travaux il ne convenait pas de choisir, pour prendre sa retraite, le moment même d'une crise; il écrivit pour proposer son acceptation temporaire, et sa nomination comme préfet du Rhône fut confirmée à Austerlitz, le lendemain même de la bataille. Napoléon avait de ces brillants artifices de capacité universelle qui, dans le début, éblouissaient. Il en abusa au point d'écarter l'idée de réflexion de ses opérations les plus graves, et quand il a daté de Moscou l'organisation d'un théâtre, il a fait cesser tout prestige.

Notre hiver, même après le départ de Henri, d'Henriette et de M. Turlot, me parut ici agréable. M. Armand de Fraguier, jeune, spirituel et essentiellement bon enfant, fit, avec le chevalier de La Salle, le fonds de notre société. Il était venu passer l'hiver chez ses oncle et tante Mandat. Deux ou trois hommes du voisinage, jeunes encore et d'un commerce très doux, passaient aussi chez nous presque toutes leurs soirées. Les assemblées finissaient à dix heures, et c'était le moment de nos petites réunions; le reste du temps je travaillais et j'étendais graduellement sur le piano ma main blessée.

Au printemps nos enfants (1) revinrent, et, peu après leur arrivée, M. de Courtomer; ce dernier, toujours encouragé par les lettres vagues de maman, m'envoya un ambassadeur avec un message direct. Ma résolution était prise, et comme, cependant, je découvris que pendant ma conférence maman, émue plus que je ne puis le dire,

(1) Mme de Chastenay employait souvent ce terme pour désigner son frère et sa belle-sœur, dont elle aimait à se dire la seconde mère.

avait été presque évanouie ; certaine que, dans aucun cas, je ne résisterais à ses larmes ; trop assurée que la raison ne l'emporterait jamais sur son cœur, je compris que tout mariage serait impossible, et je pus me trouver heureuse de songer que ma présence au milieu de mes parents leur causait quelque bonheur. Mon bon père ne s'expliquait pas ; s'il m'eût vue bien contente, il n'eût rien regretté, mais il aurait fallu que je fusse si contente !

Je répondis. Je donnai mes motifs, et je déclarai que, puisqu'on s'adressait à moi, je croyais devoir une exacte franchise et donner mon refus positif. M. de Courtomer s'affligea de ma réponse, mais ne se rebuta pas. Il courut, dans l'agitation que ma lettre lui avait causée, chez notre ami Turlot, qu'il connaissait à peine, et le pria de me parler encore. En vérité, je dois une vive reconnaissance à une si flatteuse persévérance.

Nous passâmes le mois de juin à Essarois, et ce fut pour nous un temps que je pourrrais qualifier d'élyséen. Jamais je ne m'étais vue six semaines à la campagne, au milieu d'un jardin de fleurs, et par le plus beau temps d'été.

La santé de ma belle-sœur exigeait qu'elle allât cette année prendre les eaux de Plombières. La princesse Borghèse (1) s'y trouvait. Mme de Brienne y était aussi ; elle engagea Henriette à se rendre aux obligeantes invitations de la sœur de l'Empereur. Mme de Bréhan, M. de Montbreton étaient avec cette princesse, l'une en qualité de dame, l'autre d'écuyer ; il n'était pas moins remarquable que M. de Clermont-Tonnerre fût son chambellan. Mme de Brienne était dans tout ce monde comme une vieille parente. Henriette fut reçue non pas à une cour,

(1) Pauline Bonaparte.

mais dans une société véritablement agréable ; mon frère n'y fut pas moins bien accueilli. La princesse Pauline leur parut ce qu'elle était, la plus jolie personne qu'il fût possible de voir; elle leur sembla pleine d'esprit naturel et leur marqua toute la distinction possible. Mais, ce que j'ai surtout apprécié, c'est qu'après avoir mis de l'empressement à les attirer, après leur avoir montré le désir qu'elle avait de les revoir chez elle, quatre ans à peu près se passèrent sans qu'ils eussent approché des Tuileries et de tout le régime impérial, et elle ne les compromit jamais. En toute rencontre elle fit leur éloge, parla d'eux avec intérêt, et mit une grâce particulière à les bien accueillir, quand les circonstances eurent changé les directions du grand monde.

Ma belle-sœur m'a dit à cette époque que la princesse Pauline se sentait plus d'orgueil d'être Mme Borghèse que sœur de l'Empereur. Elle disait à Henriette que l'élévation de son frère avait été plutôt un obstacle qu'un acheminement à son mariage; elle lui montrait en confidence un cachet où se trouvaient, en dépit de l'Empereur, qui en interdisait l'usage, l'écusson de la maison Borghèse et les armes des Bonaparte; elle en faisait plus de cas que de l'aigle de l'Empire.

Nous restâmes à Essarois, déconcertés de nous y voir seuls; nous revînmes à Châtillon, et mon père, en y revenant lui-même d'une course qu'il avait faite, fut attaqué d'une petite fièvre qui devint une grande maladie. Nous avions eu l'occasion de remarquer des altérations passagères dans sa santé, et il avait éprouvé tant d'ennuis par l'effet de ses ennuyeuses affaires et de la mauvaise conduite de ses maîtres de forges, que son humeur en paraissait aigrie. Les considérations que la politique présentait alors n'étaient pas de nature à le

distraire agréablement ; plein d'attachement pour son pays et de véritable amour pour la liberté, il envisageait avec tristesse une Révolution qui avait enfanté le despotisme, une suppression de toute noblesse, qui créait des comtes et des ducs ; un exil des Bourbons qui donnait Bonaparte ! Il en était affecté au fond de l'âme. A l'époque du couronnement, enfermé dans son cabinet, il n'avait pas voulu regarder un lampion. Cette secousse et, peu après, l'événement bien autrement désespérant pour lui de mon accident et de mes longs dangers, lui avaient sans doute bouleversé le sang. Qu'on juge de ma situation, durant ce mois d'août, où je voyais le mal s'aggraver tous les jours ! Enfin, ce pauvre père voulut aller à Paris, mais il ne devait s'y rétablir qu'après un long traitement.

CHAPITRE IV

Paris (1806). — Encore M. de Courtomer. — M. Dupotet, commandant en second du *Redoutable* à la bataille de Trafalgar, protégé de Mme de Chastenay; sa biographie. Son affectueux attachement pour sa bienfaitrice. — Péron, savant naturaliste. — Grands médecins : Corvisart, Alibert. — Salon du docteur Alibert; M. et Mme Talma.

La maladie de mon père prédisposait beaucoup aux idées noires, et je ne pus m'empêcher de réfléchir, à cette époque, qu'il fallait peut-être songer à renouveler, à changer le fond de son existence. C'était à cause de mes parents que je ne m'étais pas mariée; ne ferais-je donc pas mieux, ne ferais-je pas plus, et cent fois plus sûrement, pour leur plus grand bonheur, d'ajouter un ami à leur intérieur circonscrit, et de rajeunir leur précieuse vie en leur donnant un rejeton? Ce sentiment me préoccupa. M. de Courtomer, en dépit de ma lettre, continuait à voir M. Turlot et de solliciter son appui. Cette persévérance honorable, son ancienne connaissance avec mon père, une visite qu'il lui fit, et le ton familier que je vis régner entre eux, ébranlèrent toutes mes pensées. Cependant, je voulais gagner un point très important. Nos revenus avaient fort diminué depuis le début de la Révolution, et plus que le fonds de notre fortune. Je conviendrai assez franchement que la crainte de voir mes parents gênés par le payement d'une dot a singulièrement écarté de mon esprit, dans ma jeunesse, toute idée qui aurait rendu cet engagement nécessaire.

Je voulais, dans le cas présent, réduire l'exigence au minimum le plus strict. De plus, réfléchissant que mon frère s'était marié sans recevoir aucune assurance, je trouvais qu'il ne serait pas délicat d'en accepter de nos parents, et, prenant un prétexte des chances redoutables toujours ouvertes en temps de révolution, je me rendis chez M. Trutat, notaire, homme d'esprit et respectable, et je lui exposai mes conditions. Elles firent plus d'effet, je le confesse, que mon refus et ma grande lettre, et, encore pour cette fois, les négociations furent quelque temps suspendues.

Je trouvai à Paris, dans une belle et bonne situation, M. Dupotet, ce jeune marin dont j'ai parlé et qui, cinq ou six ans auparavant, était venu nous voir à Châtillon, n'ayant encore que le grade d'enseigne. Il avait maintenant celui de capitaine de frégate. Lieutenant de vaisseau à la bataille de Trafalgar (1), il s'était couvert de gloire dans le beau combat du *Redoutable,* où il était le second du capitaine Lucas. C'était lui qui avait conduit toute la manœuvre du vaisseau, de ce vaisseau qui coula bas une heure après avoir amené son pavillon. Les matelots français restés expirants sur cette nef criblée des boulets de trois bâtiments dont elle avait soutenu l'attaque, refusèrent même de pomper quand ils se virent prisonniers. Plusieurs s'abîmèrent sous les flots, avec les débris du navire. Nelson avait reçu le coup mortel en dirigeant le *Victory* sur ce terrible *Redoutable.* M. Dupotet, atteint d'une grave blessure, fut, quelque temps après le combat, remis à terre par les Anglais. Il revint à pied par l'Espagne, son chapeau et son habit percés par les balles. Il alla se présenter au ministre Decrès,

(1) 21 octobre 1805.

à qui déjà j'avais appris son nom, et pour lequel même, en cette circonstance, M. Dupotet m'avait demandé une lettre. Le jeune héros, accueilli avec une extrême bienveillance, fut attaché au ministre avec le titre d'aide de camp. Aussi modeste, aussi doux à Paris qu'il pouvait être fier et même imposant sur son bord, M. Dupotet mérita l'amitié autant que l'estime de tous ceux qui le connurent à cette époque.

Je ne sais si j'ai dit que mon intérêt pour lui avait commencé dans un temps où il avait dix ans à peine. Il était l'aîné de dix enfants, ou tout au moins de six garçons. Je l'avais placé dans l'institution du chevalier Paulet, et n'hésitai pas à décider qu'il prendrait le parti de la mer, quand la révolution du 10 août eut renversé l'école, en proscrivant celui qui en était le chef et l'âme. De Rouen, où j'étais, je ne craignis pas d'envoyer à Marseille, avec quelques recommandations, le jeune enfant dont le destin m'était entièrement confié depuis que son père n'existait plus. Il avait environ treize ans.

Ses commencements furent bien pénibles. La situation, surtout dans Toulon, dans Marseille, était plus effrayante qu'ailleurs; la position de mon élève en était d'autant plus précaire. Mais une raison prématurée éclaira toute sa conduite. Tout plein d'honneur, il sut se distinguer en suivant la voie longue, mais certaine, des travaux et du mérite. Il ne négligea pas une occasion de s'instruire. Dès ce temps je lui écrivais; j'écrivais plus souvent encore pour lui. Il s'est plus d'une fois appelé mon fils aîné; certainement il m'a fait honneur. Je ne m'arrêterai pas à rappeler tous les degrés de son avancement rapide dans la carrière à laquelle il se voua; il l'a parcourue sans fortune, et soutenu de ses seules forces. Timonier à quinze ans, il était à trente-cinq capitaine de vaisseau, et sa

carrière était déjà marquée d'une suite de belles actions.

Je pourrais dire qu'en fait notre connaissance data de mon arrivée à Paris, et que dès lors il cessa d'être pour moi un enfant auquel je donnais régulièrement des instructions. Je ne l'avais vu, depuis son séjour à l'école du chevalier Paulet, que durant le peu d'instants qu'il avait passés à Châtillon. Il était en ce temps-là encore timide, presque à l'excès, et d'une figure beaucoup plus jeune que son jeune âge. Il s'était exalté l'imagination à mon sujet, et il fallut bien qu'il me le déclarât. Assurément, je puis m'en avouer très flattée : cette exaltation a élevé son courage, et l'image qu'il s'était formée lui a pour ainsi dire rendu constamment présentes à l'esprit toutes les vertus et la gloire. M. Dupotet m'a conté que dans sa détresse la plus dure, manquant même du nécessaire et naviguant presque sans titre, sur une frégate mal dirigée, il s'était souvenu tout à coup de cette dame qu'il avait vue deux fois, quand il était chez le chevalier Paulet. Il la vit belle, il la vit lui sourire, il la vit présider toujours à son destin. Son enthousiasme vint au point de consacrer sa vie à cette espèce de fée, d'en faire sa dame et sa déesse, et de vouloir mériter, en se distinguant, l'honneur de mettre un jour à ses pieds un hommage qui serait digne d'elle. C'est M. Dupotet que ce récit honore ; je le consigne à cause de lui.

Enseigne, le héros naissant avait sans doute beaucoup mérité déjà, il ne crut pourtant pas que ce fût encore assez ; le sentiment filial qu'il croyait me devoir, et qu'il pouvait et devait m'exprimer, fut le seul qu'il se permît de manifester pour moi. Il se sentait capable, au fond de son âme, d'acquérir des droits plus certains, et d'ailleurs, faut-il que je le dise? quelques années de plus, le changement total des modes et des toilettes, empê-

chèrent M. Dupotet de reconnaître d'abord en moi cette merveilleuse image qui ne l'avait jamais quitté. Il fallut alors raccorder le portrait et le modèle; je crois que son cœur y réussit, et ce fut avec des larmes dont je dus être fort touchée que les palmes de Trafalgar me furent à la fin offertes.

Je dirai tout de suite que, dans l'été suivant, l'amiral Decrès donna à M. Dupotet la mission honorable et brillante de faire descendre l'Escaut au *Charlemagne*, le premier vaisseau de guerre qui ait jamais sillonné le courant de ce fleuve et pavoisé entre ses rives. Les vieux marins protestaient tous que l'entreprise devait échouer; un jeune capitaine de frégate triompha de tout le passé et parut avoir agrandi l'empire mobile d'Amphitrite au profit du dieu de la guerre. Après cet exploit d'un genre si nouveau, M. Dupotet eut le commandement du *Flessingue* et s'y fit un honneur extrême dans une dangereuse inondation. Commandant peu après la frégate *le Niémen*, attaqué en vue de Bordeaux, il vainquit la première frégate ennemie et ne céda qu'à la seconde, après le plus beau combat. Nommé capitaine de vaisseau pour ce noble fait de guerre, il se trouve aujourd'hui du petit nombre de ceux à qui le Roi a confié le pavillon français (1).

La simplicité des sentiments d'une âme haute a quelque chose qui émeut; elle prouve combien ce qui est grand lui appartient d'inspiration. Quand M. Dupotet vint en Bourgogne, il m'apporta des citrons qu'il avait cueillis en débarquant, auprès de Savone. En mer, sur l'Océan, après m'avoir quittée, il avait retenu pour lui,

(1) Jean-Henri-Joseph Dupotet, né à Changey (Côte-d'Or) le 17 décembre 1777, mort à Paris le 9 janvier 1852, fut nommé vice-amiral le 18 juillet 1841. (Archives du Ministère de la marine.)

d'une prise anglaise, un joli petit serin éclos aux Canaries, et en avait pris soin à mon intention. Le pauvre petit oiseau n'avait pas péri dans le feu terrible de Trafalgar; ses petits pots étaient brisés, sa petite cage toute en désordre; le héros du *Redoutable* lui donna un regard d'adieu et à moi une pensée, en quittant ce glorieux vaisseau. Il fut tenté de sauver ce pauvre petit être qu'il m'offrirait un jour, mais une prompte réflexion lui montra tous ces braves qui prononçaient son nom, qui vantaient son courage et périssaient victimes de celui qu'ils avaient montré, et qu'il ne pouvait secourir. J'ai conservé, et je garderai toujours, quelques morceaux de talc de la Castille, qu'en revenant à pied par cette route M. Dupotet a ramassés pour me les donner.

D'autres sentiments, comme on le pense bien, ont caractérisé l'affection de M. Dupotet, mais il s'est acquis et a mérité une trop belle réputation pour qu'il ne m'ait pas été doux et qu'il ne me soit pas honorable de rappeler, comme je l'ai fait, le rêve singulier de sa jeunesse.

Le bon et aimable Péron vint nous trouver aussitôt qu'il nous sut à Paris. Lui aussi m'avait confié son roman. Épris d'une jeune personne, et payé de retour, il était venu à Paris suivre des cours de sciences et de médecine, afin de revenir comme médecin à Cérilly en Bourbonnais, son pays natal, et d'y vivre époux de celle qu'il aimait. Durant son séjour à Paris, un prétendant plus riche eut l'aveu de la famille de celle qu'il chérissait; il la crut mariée, et dans son désespoir ne put soutenir d'autre idée que celle de fuir. Le capitaine Baudin et son expédition (1) étaient près de mettre à

(1) Aux Terres australes.

la voile; les savants, dont Péron était déjà connu, le firent adjoindre par faveur aux naturalistes embarqués, lorsqu'au moment de lever l'ancre, il apprit, mais trop tard, qu'on lui avait été fidèle. De nouvelles promesses furent jurées, et solennellement, pour le retour. Mais ce retour tarda cinq ans; les journaux publièrent que tout avait péri : la pauvre jeune personne céda, et elle venait d'être mariée quand son amant revint pour lui vouer sa vie. Elle mourut en couche peu après. Les sciences, la renommée consolèrent Péron, sans doute; cependant, il ne cessa pas de cultiver ses tendres souvenirs : il ne me vit pas trois fois sans éprouver le besoin de m'en faire la confidence, et de les mêler souvent à tous nos entretiens.

Savant en théorie, Péron nous fut utile en raisonnant avec mon père de ses maux, de son traitement et des tristes alternatives de sa lente convalescence. Rien ne pouvait distraire plus agréablement que sa conversation féconde et animée; il consolait souvent, il amusait mon père, il nous inspirait à tous un véritable attachement. Combien il était simple, facile et bon enfant!

Je connaissais le docteur Corvisart (1); je l'avais rencontré chez Fouché. Nous étions au printemps, et Larue, notre médecin, engagea mon père à le voir. Chose bizarre, on demandait audience, on l'obtenait à jour et heure marqués; mais, au reste, je dois ajouter que rien ne fut plus réfléchi, plus sage, plus consolant que la consultation de Corvisart. Je le vis la première, je le priai de prendre garde d'effaroucher mon père, susceptible de quelque inquiétude après une si longue maladie : « Eh quoi! me dit-il assez gaiement, ai-je la réputation d'ef-

(1) Jean-Nicolas Corvisart, médecin de Napoléon Ier (1755-1821).

frayer mes malades? de manquer de tout ménagement? en un mot, d'être féroce pour eux? — Eh bien, oui, docteur, répliquai-je, et c'est justement cela que je crains. » Il prit la chose avec une grâce parfaite et exprima le désir que cette franchise mutuelle pût l'introduire un jour au sein de la société. Il allait donner sa consultation d'après mes renseignements; maintenant il voulait voir mon père, mais j'aurais la ressource des signes pour diriger son entretien. Je puis dire que cette conversation, conséquence de la mienne, fit un bien extrême à mon père.

Quand on est vivement attaché à une personne malade, on ne dédaigne aucun moyen de guérison. Maman avait entendu dire des choses surprenantes sur la sagacité presque divinatoire de ces demi-charlatans appelés *médecins d'urine;* j'en vis deux, et je fus étonnée : leur opinion fut celle des plus profonds docteurs, et leur accord nous fit un plaisir singulier. J'ajouterai, en passant, que la foule afflue tous les jours chez ces hommes, et dans les deux ou trois matinées que j'y passai, avec un numéro et attendant mon tour, j'eusse trouvé une ample matière pour plus d'un tableau burlesque, et pour des scènes aux Variétés. Combien Paris offre d'aspects!

Je connaissais encore un médecin, remarquable par son esprit, mais je ne sais comment il se fit que mon père ne le consulta pas; c'était le docteur Alibert (1). Ce médecin avait voulu me voir après avoir lu mon *Calendrier de Flore,* et il avait imaginé de m'envoyer un mémoire de sa composition sur l'anatomie de l'abricot. On ne peut avoir d'idées plus originales et acquises que celles de ce médecin, déjà et depuis longtemps célèbre,

(1) Jean-François Alibert (1766-1837), devenu médecin ordinaire de Louis XVIII.

des maladies de la peau. Je ne le voyais pas souvent, mais jamais nos relations n'ont entièrement cessé, et je ne puis dire combien il m'a rendu de services, pour faire traiter des malheureux à son hospice de Saint-Louis. Je lui avais dit que j'aurais beaucoup de plaisir à rencontrer Talma et à l'entendre converser sur l'art qu'il a porté si loin. M. Alibert eut chez lui une petite soirée de musique; il m'engagea à y venir et me dit que j'y trouverais M. et Mme Talma. J'y allai et j'y vis réunie comme la fleur de l'Institut : peintres, poètes, savants, tout y était ensemble. La maison était celle du libraire Barrois, dont Mme Alibert était fille. Le salon était garni de livres, et je crois même tout l'escalier par lequel on y arrivait. Aucun des invités ne songeait d'ailleurs à y briller; ils étaient eux-mêmes et entre eux, et ne songeaient point à jouer le rôle de leurs noms. Plus étrangère à leurs personnes, ce n'était pas un premier jour que je pouvais le mieux me plaire avec eux. La musique fut courte, et le vieux Piccini en fit presque seul tous les frais, avec une jeune cantatrice, cliente de M. Alibert, qu'il accompagna au piano. M. Arnault (1), surpris de me trouver là, voulut bien faire quelques frais et récita plusieurs de ces fables où des traits de satire font un contraste avec leur genre même, mais n'en pétillent pas moins d'esprit.

Talma dit quelques vers, mais il n'était nullement en scène. Je n'osais pas m'entretenir particulièrement avec lui, ni l'interpeller tout haut. Je l'entendis pourtant raisonner sur son beau rôle de Manlius; il dit que la Révolution lui en avait donné le secret. Manlius, patricien fougueux, emporté au hasard par une passion

(1) Antoine-Vincent Arnault, littérateur, membre de l'Académie française, chef de l'Instruction publique (1766-1834).

violente, tandis que le plébéien Rutile, excitant ses emportements pour profiter du résultat, se sauve habilement du danger où il faut bien que l'autre succombe!

Je causai avec Mme Talma (1), dont le ton et les manières étaient du meilleur goût; je lui demandai, entre autres choses, si jamais elle avait senti en certains moments pathétiques de vrais pleurs couler de ses yeux. Elle me répondit qu'aucun entraînement ne permettait d'oublier l'art; l'émotion pouvait s'exalter jusqu'à un point de réalité, elle l'avait éprouvé souvent, mais il fallait savoir toujours maîtriser cette émotion même. Au théâtre, un seul accent faux, un sanglot hors de ton ferait une parodie, et tout devait être calculé. Elle m'assura, au reste, que dans aucun moment elle n'avait paru en public sans une sorte de tremblement.

(1) Charlotte Vanhove (1771-1860).

CHAPITRE V

Fouché intime, homme d'État, censeur, policier; salon d'attente de ses audiences : Sotin, Tallien, Vauban; les habitués de ses réceptions : cardinal Maury, princesses de Vaudémont et de Bénévent.

Je vis Fouché fort souvent, dès que je pus sortir. Il avait aux Français, ainsi qu'à l'Opéra, et tous les jours, une loge excellente. Jamais il n'allait au spectacle, Mme Fouché n'y paraissait jamais, leurs enfants étaient jeunes, et, quand les commensaux du ministère ne demandaient pas des billets, les loges restaient absolument vacantes. J'avais pris l'habitude, avant mon accident et depuis la rentrée de Fouché à la police, de lui demander souvent ses loges, et je puis dire que sa complaisance à cet égard a procuré à mes parents et à moi la plus grande part des agréments dont nous avons joui à Paris. Cette facilité d'avoir à volonté une loge bien commode a singulièrement égayé la convalescence de mon père, et j'y attachai beaucoup de prix.

Je vais essayer de peindre cet homme, dont le nom se rattache à tant d'époques de la Révolution, mais c'est une tâche très difficile, et peut-être surtout pour une personne qui l'a beaucoup connu.

Fouché était assez grand, maigre, pâle, et d'une pâleur qui venait surtout de ce que dans sa jeunesse ses cheveux avaient été ou dû être d'un blond très fade. Les yeux, fort petits, fort rapprochés, très rouges, étaient cependant assez perçants, et toute cette figure ne manquait ni de

physionomie, ni, à l'occasion, d'une certaine noblesse. Il parlait avec facilité. Il avait quelquefois des expressions piquantes par leur assemblage ou par leur propre allusion. Beaucoup de naturel, avec une apparence de profondeur, assez de gaieté, et quelquefois éblouissant de capacité, quand il prenait avec un ton sérieux l'accent de la supériorité sur tous les hommes, tous les rangs, toutes les opinions, toutes les passions, et faisait croire qu'il imprimait le mouvement selon ses calculs, selon sa volonté, mais qu'il n'en était point ému.

Je n'apprendrai à personne que Fouché avait beaucoup d'esprit. Il acérait bien le ridicule. Insouciant à tout, ugeait tout. Dans le monde, il avait bon ton, et je l'ai vu recevoir tout l'ancien et le nouveau régime avec toutes sortes de convenances et beaucoup de dignité.

Ambitieux à l'excès, accoutumé au ministère comme à une manière d'exister, aimant l'argent, mais dans la vue de fonder une immense fortune et y ayant complètement réussi, Fouché, hors les jours d'une grande et splendide représentation, mettait son bonheur à vivre comme un bourgeois qui peut jouir de dix à douze mille livres de rente. Sa femme, passionnée d'amour pour lui, jalouse comme s'il avait eu vingt ans, préférait cette vie de retraite. Une vieille parente à elle, le secrétaire de Fouché, ancien Oratorien comme lui, la gouvernante de sa fille, personne d'esprit, le gouverneur de ses fils, quelques vieux Oratoriens ou commensaux fort subalternes, telle était l'unique société qui s'amusait tout le soir d'un boston. Les enfants couraient dans la chambre; on leur débitait des bêtises qui faisaient rire Fouché aux larmes; puis il s'approchait du boston, regardait tous les jeux, faisait tricher un des joueurs, et s'allait coucher à

dix heures, dans la même chambre, disait-on, que sa femme et trois de ses enfants.

Telle a été pendant dix ans, au ministère, la vie de l'homme qui désespérait l'Europe et tenait la France, de l'homme dont le nom avait inspiré l'effroi, qui s'en souvenait moins que personne, et qui ne laissait voir en lui qu'un très bon homme.

Qu'était-ce ensuite comme homme d'État que cet homme si célèbre? Avec de vrais talents, il avait du charlatanisme. Sa conversation avait toujours de la facilité, toujours de l'abandon, toujours de la franchise, en tant que conversation, parce qu'il ne se croyait pas obligé de se rappeler toujours ses paroles. Il n'était pas possible de le quitter sans être à peu près content de lui, sans en espérer infiniment. Indifférent aux opinions, on pouvait en toute sûreté lui dire ce qu'on pensait, à peu près sur toutes les matières, et l'on pouvait croire tout au moins qu'il faisait cas de ces opinions qu'il ne pouvait entièrement partager. Habile à se rallier au vainqueur, aimant d'ailleurs assez à obliger, il ne le faisait jamais sans grâce, et il exagérait son influence dans le succès. Il est certain que la confiance personnelle qu'il inspirait aux individus de tous les partis, et surtout à ceux de l'ancien régime, qu'il avait l'air d'entendre et d'apprécier par préférence, lui donna en quelques années une considération immense.

Il faut avouer que Fouché, ministre de la police à l'époque du 18 Brumaire, avait tenu entre ses mains le sort des émigrés ; les surveillances, les radiations, tout de sa part avait été bienfait pour une classe longtemps repoussée et fière enfin d'être remise à son rang par l'espèce de bon goût d'un homme rempli d'esprit et qui avait parcouru toutes les phases de la Révolution.

Fouché s'était fait de hautes liaisons. Mme de Vaudémont était la plus intime, et elle ne fit jamais usage de ses rapports avec Fouché que pour rendre service à ceux qui réclamèrent son utile intervention : M. Berthier lui dut la vie.

Je puis citer encore Mme de Polignac. Fouché lui rendit des services et soutint longtemps sa patience, et par conséquent son courage. Elle pouvait exhaler devant lui ses tristesses et ses emportements. Un jour qu'elle déplorait l'amertume de sa cruelle destinée, Fouché lui dit : « Pourquoi ce désespoir? L'Empereur n'est-il pas homme? Doit-il durer toujours? — Hélas! dit-elle, avant que ce fléau cesse, n'aurai-je pas craché mes dents? — Crachez-les tout de suite, dit Fouché, et finissez votre affliction. » Cette saillie fit rire la solliciteuse irritée. Il prit ce moment pour raisonner l'espoir de l'accomplissement de ses vœux à un terme plus ou moins proche, et pour cette fois elle rattacha encore sa confiance et son avenir à la bienveillance du ministre et à l'énergie de ses moyens.

Adrien de Montmorency (le prince de Laval d'aujourd'hui), quelques autres grands seigneurs d'autrefois, se croyant, pour avoir fréquenté ce ministre, supérieurs à plusieurs de leur propre classe, servaient de trompettes à cet homme singulier qui répandait habilement du prestige sur quelques-unes de ses opérations, persuadait généralement qu'il n'ignorait aucun propos, mais qu'il ne donnerait d'importance qu'à ce qui pourrait en mériter.

Riche, comme j'ai dit, et en possession des dépenses secrètes, il avait noblement patrimonialisé la terre de Pontcarré (1) et s'était fait le protecteur et l'ami de ses

(1) Pontcarré, canton de Tournan, arrondissement de Melun (Seine-et-Marne).

anciens possesseurs. Duc d'Otrante à la fin, il avait longtemps attendu, longtemps désiré ce titre fastueux; mais, avant de l'avoir obtenu, il n'avait jamais permis qu'on lui donnât le titre de comte dont l'Empereur avait gratifié les ministres en commençant ses promotions. Paré de plusieurs ordres d'Allemagne, je l'ai vu ne pouvoir dire qu'après l'avoir longtemps cherché quel était celui que par hasard il portait. Tout cela était bien peu pour lui.

Mais s'il réunissait la plus intime confiance de tout un parti, il avait encore l'intérêt du parti le plus opposé. Les Jacobins ne l'aimaient pas, mais ils se rattachaient à lui. Il les avait accablés quelquefois, il paraissait faire assez peu de cas d'eux, les dédaigner beaucoup du haut de sa fortune, surtout ne les craindre point, mais il servait parmi eux les individus. Sûr de rencontrer, parmi ceux à qui il connaissait de l'esprit et des talents, une grande flexibilité, il savait les appeler, les employer en secret, puis en public après quelques épreuves. Il les payait en les faisant écrire, et se trouvait fier entre tous ces renégats qu'il obligeait, pour première soumission, de consacrer à Napoléon de la prose ou de mauvaises poésies.

En général, il avait pour principe d'avancer entre les partis, d'étourdir les masses, de les accabler et de faire servir tous les individus, de les neutraliser du moins par l'espérance, la vanité et l'intérêt.

Fouché a trop souvent mis de l'importance à de petits moyens, il a cru trop souvent mener ou séduire l'opinion par des articles de journaux, dont son bureau d'esprit public trouvait avantage à exagérer l'importance, mais, en général, il ne crut jamais que l'on dût gouverner par de petites mesures. Jamais il n'en proposa de semblables; on le vit s'y opposer généralement dans les

conseils. Il fit des victimes, sans doute, mais pourtant sous son ministère les vexations ne s'étendirent point et elles n'atteignirent spécialement aucune classe.

Fouché servait efficacement l'Empereur en mitigeant le positif de ses dures volontés, mais de plus il se faisait croire plus puissant qu'il ne l'était vraiment. Fanfaron de crédit à ses audiences, charlatan d'influence dans le cabinet de l'Empereur, et toujours sans nul doute homme d'un grand talent; mais ce qui toujours a fait tort à Fouché, c'est qu'il devenait dupe de lui-même.

Bonaparte ne l'aimait pas, mais il en eut toujours besoin. Artisan du 18 Brumaire, il fut ministre au même instant. Il ne sut pas prévoir à temps l'attentat du 3 Nivôse an X. Soit par cette considération, soit par l'espèce de défiance et de crainte qu'il n'a cessé de lui inspirer, Bonaparte songea à l'éloigner, et ce fut en supprimant le ministère qu'il conçut le moyen d'écarter le ministre. Cette suppression hardie pouvait honorer le Consulat, mais dans l'état où se trouvaient les choses, on ne pouvait bannir l'arbitraire; il valait donc mieux lui garder des formes qui lui tinssent lieu de règles.

Fouché aurait voulu maîtriser de quelque manière la muse impétueuse de Chénier. Il parvint à lui arracher une pièce de circonstance, à l'époque du couronnement; cette pièce s'appelait *Cyrus*. Elle fut jouée, mais il me semble qu'elle remplissait mal son but. Elle fut à peine achevée. Un an ou deux après, l'Empereur assistant à la représentation de *Henri VIII*, tragédie qu'on jouait depuis 1791, sortit de sa loge tout furieux; plusieurs tirades ne lui avaient paru que des invectives contre son règne. La pièce fut rayée, par son ordre, du répertoire des Français et de tous les théâtres de province. Je dois rappeler que Napoléon se permit une scène du

même genre au sujet d'un drame de Duval, dont le sujet était celui de l'apparition de Charles-Édouard en Écosse. La pièce avait un plein succès; le dénouement était le départ définitif du prétendant. L'Empereur ne vit que le titre, il fut uniquement frappé de la fidélité de ceux qui gardaient aux Stuarts leur vie et leurs vœux; le drame demeura supprimé.

Je ne fais pas l'histoire littéraire du temps, mais je dois rappeler que le bureau de la liberté de la presse, autrement de la censure, se réunissait le jeudi, et que MM. Esménard, Lacretelle jeune et Lemontey, qui le composaient, attendaient de longues heures leur audience. J'y ai souvent trouvé mon avantage. La conversation d'Esménard était toujours très agréable, mais pour lui tout était métier. Jamais siècle, me disait-il, n'avait été plus antilittéraire; c'était sous peine de la vie qu'on pouvait maintenant faire des vers. Il prenait soin de rajuster les scènes de Corneille, où parfois le ministre ordonnait des coupures. C'était une chose curieuse que de voir jouer *Héraclius :* vingt personnes dans le parterre avaient des exemplaires et notaient les suppressions et les passages intercalés. J'en parlai un jour à Fouché. « Convenez, reprit-il de ce ton assuré qui ne supposait jamais le doute, convenez que les vers d'Esménard valent bien mieux que ceux de Corneille. »

On donna *Cinna* tout entier peu après le procès de Moreau. L'idée de la clémence avait été étouffée dans le sang de trop de victimes pour que la pièce produisît une autre impression que celle d'un contraste pénible. L'Empire aussi était nouveau; le couronnement n'avait point encore lesté, si j'ose le dire, les imaginations. J'assistais à cette représentation, que l'on pouvait croire hasardée, et je sais que Talma, qui tremblait de tous ses

membres, mena en poste la tirade où il avait à exprimer le soulèvement universel que le seul nom d'empereur avait produit parmi les conjurés.

Je ne quitterai pas ce sujet sans citer deux anecdotes de théâtre qui me reviennent à la mémoire. Le maréchal Lannes, sans doute pour la première fois de sa vie, se trouvait à la représentation de *Britannicus*. Le caractère de Narcisse l'effraya; il crut y voir les courtisans. Enfin, M. Lemontey, censeur d'une comédie intitulée *Mascarille,* y remarqua ces mots :

> Je veux qu'on lise un jour au bas de mon portrait :
> « Vivat Mascarillus *furbum imperator!* »

« Je ne puis, dit M. Lemontey, laisser passer ce vers, car le parterre s'écrierait à la fois :

> Vive Napoléon, empereur des Français!

Le moindre prétexte attirait chez Fouché. Sa salle d'audience était un salon amusant où l'on trouvait une conversation curieuse, car tout y était réuni, et même d'importants personnages. Fouché avait l'art d'attirer, de faire revenir plusieurs fois et de laisser longuement attendre. J'avais eu l'habitude de causer avec lui, et ce n'était sûrement pas durant son ministère que je voulais la perdre. Quelquefois l'entretien durait deux minutes; d'autres fois Fouché le prolongeait et mettait, en parlant, ses idées mieux en ordre; je crois même qu'il les hasardait, pour bien en juger la portée. Il frondait, en vrai Breton, toutes les opérations qui n'étaient pas les siennes, et prodiguait un peu les épithètes d'imbécile ou de niais. On pouvait se croire, en sortant de son cabinet, initié aux secrets de l'État; mais que sont, au vrai, toutes ces petites choses?

Une fois, je fus presque effrayée de la confidence que j'avais reçue. Lord Landerdale était venu en France pour feindre une sorte de mission, et l'Empereur, qui cherchait alors à former des hommes nouveaux pour échapper à ceux qui l'avaient fait lui-même, essayait M. de Champagny aux opérations diplomatiques. Il l'avait chargé, en partant, des conférences du personnage anglais. J'avais vu ce négociateur chez M. de Champagny; je n'avais pas cru devoir penser qu'il y eût rien de bien sérieux dans cette espèce d'ambassade. C'était une scène conçue pour les journaux. Fouché, jaloux au fond de la préférence de l'Empereur, me parla de toute cette affaire avec le mépris le plus mordant. Lord Landerdale était parti la veille, et Fouché, regardant sa pendule, me dit qu'à cette minute le lord était arrêté à Calais. Je n'aime pas les secrets d'État; celui-là me déplut beaucoup, mais en peu de jours tout s'éclaircit. Fouché avait voulu qu'on sentît sa puissance; un prétexte avait fait de sa part combiner cette arrestation. Un seul acte de déférence en détermina la levée, et le lord repassa la mer.

Je ne saurais dire à quelle époque, arrivant un jour chez Fouché, je trouvai dans sa salle d'audience Sotin lui-même, l'ancien ministre, que dans cette même salle j'avais si souvent attendu et qui m'avait si souvent accueillie. Mes yeux, qui me servent mal, ne se méprirent pas cette fois; par un véritable bonheur je reconnus aussitôt Sotin, qui alors attendait un regard. Je l'emmenai dans la première pièce, afin de l'entretenir avec plus de liberté. Le malheureux était en défaveur complète : on l'avait envoyé consul en Amérique, et, je crois, dans la province où le climat est le moins salubre; sa santé y avait subi une cruelle altération, et il revenait

sans congé. Je trouvai quelque douceur à rendre moins pénible à cet homme, qui m'avait autrefois consolée, son attitude dans cette salle, où Fouché eut la cruauté de le laisser plus de trois heures. Je serais partie sans attendre un temps aussi long, si ce n'avait été la pitié que me fit le pauvre Sotin. Je lui tins compagnie jusqu'au moment tardif où Fouché fit entrer, non pas son malheureux prédécesseur, mais moi. Je demandai avec instance que sa cruelle attente ne fût pas prolongée. Fouché était mal disposé; je réussis, je crois, à le rendre plus traitable; il me promit de faire entrer Sotin, au moment où je sortirais de son cabinet. Je n'ai jamais revu cet homme, et je doute que sa vie se soit prolongée.

Une autre fois je trouvai Tallien. Mais quel changement, grand Dieu! Un demi-siècle, je crois, ne l'eût pas plus changé. Un heureux instinct me permit de le reconnaître encore. Il était vivement irrité; mon accueil lui fit plaisir. Je ne crois pas non plus l'avoir rencontré depuis. Combien il était ulcéré!

Une rencontre d'un autre genre marqua pour moi une autre matinée (je ne puis citer que les plus saillantes). On venait de publier l'écrit de M. de Vauban (1). Cet ouvrage, qui mérite d'être conservé, produisait une grande sensation et, comme on peut le croire, une assez grande rumeur. Un jour que j'attendais presque seule dans la salle d'audience et, suivant mon habitude, un livre à la main, je distinguai un homme dont la physionomie n'était pas ordinaire. Un léger incident nous fit commencer l'entretien, et au bout de quelques moments, forcé de répéter à l'huissier son nom qu'on lui redemandait, j'entendis le nom de Vauban. Je lui demandai s'il

(1) *Mémoires politiques pour servir à l'Histoire de la guerre de la Vendée*, 1896 et 1815, in-8°,

était l'auteur du mémoire publié sous son nom. Il en convint et me dit que je lui parlais d'une circonstance qui ferait l'opprobre de sa vie et qui en décidait le malheur. Accoutumé à écrire chaque jour tout ce qui méritait un souvenir, il avait réuni dans le secret de son cabinet les matériaux relatifs à une certaine époque. On l'avait arrêté, ses papiers avaient été pris, et on les avait publiés. Un désaveu n'était nullement possible. Je lui demandai si son manuscrit n'avait pas été altéré. Il me répondit que peut-être quelques lignes omises, ou déplacées, quelques épithètes changées pouvaient bien forcer le caractère et la nuance de quelques pages; mais le fond des choses restait, et, d'autre part, toute réclamation n'eût fait qu'aggraver le mal.

Il faut que je l'avoue, la conversation de M. de Vauban, son abandon de confiance subite me touchèrent sensiblement. Je vis un homme vraiment malheureux, et le moment où il put me le dire lui a, j'espère, été doux. Il ne paraissait pas penser qu'il lui fût désormais possible de se laisser voir dans le monde; il s'est effectivement retiré en Charolais, et j'ai su depuis qu'il était mort.

Si les matinées chez Fouché provoquaient l'intérêt ainsi que la curiosité, je puis dire que ses grands cercles n'étaient pas moins remarquables; la Cour existante et tout ce qui commençait à y prétendre, avec l'intérêt pour excuse et la philosophie pour gloriole, s'y trouvait alors réuni aux personnages les plus saillants du Conseil, du gouvernement et, s'il faut trancher le mot, de la Révolution. Parmi les collègues du Conseil, amalgamés successivement par la puissance toujours plus éclatante du maître, il était facile de distinguer ceux qu'on pouvait dire convertis. C'étaient sûrement les plus portés à encou-

rager le despotisme et à prodiguer l'adulation; ils étaient plus émerveillés que les autres, et de voir de près de si grandes et si simples choses, et de se trouver, eux indignes, y prendre part. Mais aussi parfois ils pensaient voir l'accomplissement de leurs oracles; ils méprisaient la liberté : l'Empereur s'en était joué et avait proscrit cette chimère. Je pourrais entre tous citer le fameux Malouet, décédé ministre de la marine sous Louis XVIII. Je n'ai jamais vu personne affecter plus l'intimité avec tout ce qui avait crédit ou célébrité. Dans une réunion, on ne pouvait jouir d'aucun personnage un peu saillant tant que M. Malouet se trouvait là, et lui-même semblait recherché comme une assez noble conquête.

Le cardinal Maury s'était abandonné, peut-être par orgueil, aux appâts du régime nouveau. Fouché pensait encore que le cardinal entraînait une ligne d'opinion; il oubliait que les femmes même chez lesquelles cet ancien orateur retrouvait encore son portrait, se vantaient de l'avoir *avant la lettre*. Le cardinal passait toutefois son temps à la table de tous les ministres; il y faisait contraster le présent et le passé et n'avait pas eu, comme Malouet, l'art d'en exprimer la fusion. Je ne pense pas que le cardinal Maury fût le plus souvent à sa place. Nommé archevêque de Paris, sur le refus du cardinal Fesch, les ecclésiastiques en relation avec l'archevêché mirent entre eux une différence immense; le gouvernement provisoire du premier fut conciliant et régulier, celui du second ne produisit que de fâcheuses tracasseries, et quant à la conduite privée dans le palais archiépiscopal, si, comme je n'en doute pas, le cardinal Maury fut sans reproche, je ne dois pas manquer d'ajouter que c'était à saint François de Sales même que le bon abbé d'Espinasse comparait le cardinal Fesch. L'archevêque centenaire

de Belloy, auquel ils succédèrent tous deux, avait fait jusqu'au dernier jour l'édification et l'amour du diocèse le plus mondain. Je l'ai vu, ce prélat vénérable. On pourrait dire qu'il avait la jeunesse qui doit se rencontrer au delà des limites connues de la décrépitude; il était enjoué, vif et toujours bienveillant. Vers le temps dont je parle, on lui présenta un ancien militaire alors âgé de cent deux ans; ce fut une chose touchante que la dévotion du soldat à genoux devant le cardinal, et la joie du bon cardinal en bénissant un homme né avant lui, qui prolongeait son avenir. Le cardinal de Belloy venait chez le ministre Fouché; il y était reçu avec autant d'attendrissement que de respect. Mme Fouché ne manquait jamais de ranger devant lui ses enfants, et de lui demander de s'engager à bénir un jour le mariage de sa fille.

Il y avait des jours de réceptions ordinaires où je rencontrais assez souvent la princesse de Vaudémont. J'ai dit que M. Berthier lui dut la vie, et beaucoup d'autres de grands services. Elle était tout à fait l'amie de la maison. Avec un ton peut-être un peu libre, elle était toujours grande dame, toujours indépendante, et de pareilles relations doivent être utiles à un ministre. Il faut, au reste, avoir vu ce temps pour bien savoir jusqu'à quel point un homme tel que Fouché, au-dessus de tant d'intérêts, au-dessus de tant de passions, voyait de haut mille petites vanités. M. de Castellane n'avait pas dédaigné de demander au roi de Bavière un de ses cordons à plaque, que M. de Bondi avait reçu : « Donnez-moi, sire, lui disait-il, un de vos ordres, l'ordre de Bondi »; Fouché, traitant d'égal, et presque en protecteur, avec tous les rois de la terre, avait eu de droit tous ces joyaux prêts à se briser entre leurs mains, quand la France avait bien voulu y attacher quelque importance. Un jour, Mme de

Vaudémont demandait à Fouché, devant moi, de quelle puissance lui était venue l'un des rubans de sa boutonnière. Avec la meilleure foi du monde, il fut longtemps à le chercher, et ne se rappela qu'avec peine que c'était l'ordre de Wurtemberg.

Quelquefois, à ces moyennes réunions, il y avait des moments de musique. J'y ai vu Mme Durot et Mme Saint-Aubin, sa mère, et aussi Mlle Armand. Cette musique était toujours très décousue, et rien ne couvrait assez l'inconvenance de faire dîner des évêques avec des actrices, comme je l'ai vu quelquefois. Il est vrai que ces actrices avaient la tenue la plus décente, et je suis bien persuadée que les évêques dont je parle ignoraient leur état.

Un soir où l'on fit la lecture du poème de *Fernand Cortez* et la répétition des morceaux, sous la direction de Kreutzer et de Spontini, je vis chez Fouché la princesse de Bénévent, et je fus invitée par elle à venir la voir quelquefois. Le prince était absent et encore en Pologne, je crois, mais dès ce temps l'union entre les deux ministres commençait à devenir intime, et je crois que Mme de Bénévent y servait de quelque intermédiaire. Cette femme m'a accueillie avec une grâce et une prédilection dont l'impression se mêlera toujours au souvenir que je garderai d'elle, comme au jugement que j'en ai pu porter. Elle était belle, et je n'ai jamais rien entendu sortir de sa bouche qui ressemblât aux propos vides de sens que l'on se plaisait à lui prêter. Jamais elle n'a proféré devant moi une seule phrase de mauvais ton, jamais elle n'a dit un mot qu'on pût qualifier de bêtise. Je l'ai toujours vue parfaitement polie, et pour les autres et pour moi, et sa conversation, sans être distinguée, ne m'a jamais paru inférieure aux con-

versations ordinaires des personnes dont on ne songe point à accuser précisément l'esprit.

Mme de Bénévent élevait deux jolies jeunes personnes du nom honorable de Rostaing. Leur père avait été l'un des premiers chefs du mouvement vendéen. L'aînée de ces jeunes personnes, abandonnée à Nantes, dans son berceau, avait dû la vie à Merlin de Thionville, qui l'avait saisie dans ses bras et l'avait remise à une femme de service, comme un enfant qu'il adoptait. L'autre était née en plein champ et dans une déroute; l'évêque de Dol l'y avait baptisée. Ces enfants et leur père âgé se trouvaient retirés à Valençay quand Mme de Bénévent y vint; touchée de leur malheur et de leur illustration, elle s'occupa de rendre service à M. et à Mme de Rostaing, puis elle se chargea de leurs filles. Le maintien, le ton, la conversation de ces intéressantes personnes attestaient le mérite de leur éducation.

CHAPITRE VI

Proclamations de victoires; familles en deuil; mort du jeune Réal; dureté de l'Empereur. — Le retour de « Trajan vainqueur » (1807). — Épisode de la reine de Prusse. — Mme de Chastenay refuse la place de gouvernante des enfants de la reine de Naples.

J'ai dit que durant le mois d'octobre 1807, qui avait suivi notre arrivée à Paris, la Prusse avait été conquise, et qu'une campagne de onze jours avait effacé la guerre de Sept ans. Quelquefois nous étions à l'un des grands spectacles où l'on venait lire ces glorieux bulletins; nous applaudissions tous alors avec transport. Il y avait unanimité, mais on ne pouvait quelquefois s'empêcher de remarquer, après coup, combien se mêlait de cruauté apparente à cette acclamation d'une annonce dont la dernière partie donnait le compte des morts. Cette ligne, qui à peine exprimait un regret, contenait trop souvent l'arrêt de plusieurs familles respectables. J'ai vu, après la journée de Pultusk, toutes les douleurs qui payent un triomphe. Le jeune Réal y fut tué. Ce jeune homme réunissait à une figure agréable la vivacité de son père et la douceur de son excellente mère. Il avait choisi la carrière des armes et était sous-lieutenant dans le 12[e] de dragons. Brave, aimable, franc, impétueux, il avait obtenu la bienveillance de tous, mais, chose étrange, l'Empereur a toujours craint son père, dont il n'avait jamais pu faire un esclave, quoique trop souvent peut-être il en eût fait un enthousiaste. Il l'employait et ne

s'y confiait pas ; il voyait son fils sans faveur. Ce jeune homme, présenté pour une lieutenance vacante par le régiment sous les armes, eut un refus avec ces mots : « Il est trop jeune. — Je le forcerai, s'écria le pauvre enfant, à m'accorder cette lieutenance, et la croix encore avec elle. » Le lendemain, un détachement est commandé, le jeune Réal implore d'en faire partie. Les chevaux se tiraient à peine dans une campagne bourbeuse ; une batterie masquée y fit d'affreux ravages. Hélas ! deux jours auparavant, M. Giraud, le colonel de ce 12e régiment, que j'avais connu autrefois, m'avait écrit et donné des nouvelles du jeune sous-lieutenant Réal ; j'avais transmis cette lettre à ses parents, elle les avait rassurés, et dans ce temps même leur fils n'existait plus !

Mme Réal, abîmée de chagrin, demanda d'elle-même à me voir, et j'ai bien pleuré avec elle. L'inconsolable et trop juste douleur du consolateur de mes peines était déchirante pour mon cœur. Mes pauvres amis eurent alors toutes mes larmes et tout mon temps, du moins celui dont je pouvais disposer. L'Empereur ne fit pas dire un mot de condoléance à ce père désespéré, qui vraiment était sa victime. Ce fut quand il put se montrer que l'Impératrice prit le soin d'effacer cette cruelle injure ; elle prit M. Réal à part, aussitôt qu'elle l'eut aperçu, et lui parla comme une amie dévouée dont le cœur maternel, chaque jour atteint d'inquiétudes mortelles, pouvait chaque jour aussi être percé. Mais quoi ! Les malheureux s'enferment, et quand ils reparaissent, leur chagrin se dissimule et s'évapore enfin.

La brillante victoire de Friedland ne laissa plus douter qu'Eylau n'eût été aussi une victoire ; les Empereurs se virent à Tilsitt, Alexandre fut subjugué. Napoléon

exigea sans pitié que la reine de Prusse vînt chez lui. Il la reçut à la porte de la maison qu'il occupait, la mena rapidement en haut, la plaça à table près de lui. Cette belle et malheureuse princesse avait dans toute son attitude le sentiment de sa situation. Les cœurs français étaient émus, l'Empereur seul parut insensible ; il l'entretint de lieux communs. Après le dîner, il mena sa conquête sur le petit balcon en bois ; l'armée la vit, elle vit l'armée. La voiture s'avança ensuite ; le vainqueur prit la main de la Reine, l'aida lui-même à y monter, et termina ainsi cette étrange et pénible scène, dont je tiens le détail de M... (1), diplomate polonais, qui en fut témoin.

Quand on parla du retour de l'Empereur, les auteurs s'empressèrent de composer des pièces pour les journaux ou le théâtre. M. de Champagny m'invita à venir écouter un drame préparé par M. Arnault, et dont le sujet était le *Retour de Trajan*. L'auditoire était peu nombreux, et j'en crois à peine mes souvenirs. Toujours amer et satirique, c'était contre quelques auteurs adulateurs, qu'il n'aimait pas, que M. Arnault avait tourné sa pièce. On attendait Trajan avec une feinte impatience, on se flattait qu'il avait succombé à l'effort d'une conspiration qu'on savait ourdie contre lui. Les personnages de cette intrigue étaient des écrivains ; on les nommait Ridiculus, Versiculus, Vermiculus ; c'était vraiment comme un délire. Trajan triomphait toutefois, il faisait éclater la générosité de son âme. Ses obscurs ennemis complotaient la conduite qu'ils devaient tenir désormais pour écarter d'eux les soupçons, pour se mettre en crédit. Chacun faisait part de son plan, et le

(1) Ce nom est resté en blanc dans le manuscrit.

plus saillant de tous était de flatter Trajan, en lui faisant une généalogie. Cependant, on courait au-devant du héros, et un officier de son armée venait lire le récit de sa campagne, récit calqué, devait-on le penser, sur les événements de la Prusse et de la Pologne? Non! sur la bataille d'Austerlitz, dont ce récit était le bulletin mis en vers. Nous ne pouvions en croire nos oreilles, et je ne m'explique pas encore cette monstrueuse production, présentée fort sérieusement au ministre de l'intérieur. Son embarras fut assez grand; je me tirai heureusement du mien en faisant une prompte retraite, mais j'eus besoin de rire tout le soir!

M. de Champagny, vers ce temps, me mena chez Cambacérès, qui était archichancelier; tout le monde se rendait chez lui, et moi je voulais voir tout le monde. Je n'ai point fait abus de mon introduction aux cercles de Son Altesse, mais je m'y présentais dans les grandes occasions. Quelquefois, à la file durant soixante minutes, je me demandais ce qui pouvait décider une foule tout entière et moi à subir un pareil ennui. Je me répondais : l'espèce d'importance que l'on s'attribue à soi-même en s'en croyant l'obligation. Il est, de plus, très certain que ces points de réunion offrent quelquefois des rencontres qui abrègent et aident les affaires. J'ai toujours été reçue chez l'archichancelier avec une extrême politesse; il m'a régulièrement priée à dîner une fois par an, je ne pouvais lui demander plus.

A cette époque, au reste, je n'avais d'autre intérêt que de maintenir ma famille en bonnes relations avec le gouvernement et ses membres. J'avais toujours mes idées de place, mais auprès de l'Impératrice seulement. On vint me proposer l'emploi de gouvernante des deux filles de Madame Joseph, alors reine de Naples. C'était

Mme de Genlis qui me procurait cet avantage. Il était réel sous le rapport financier, et je pense qu'il eût amené les résultats de crédit que m'offrait ou semblait m'offrir la place de dame de l'Impératrice; mais il aurait fallu aller à Naples, quand la nouvelle Reine, en dépit de sa propre volonté, serait forcée d'y aller chercher un trône. Longtemps Joseph lui-même avait résisté à l'idée d'échanger la vie épicurienne d'un prince français à Paris contre la majesté d'une existence grave et lointaine. « Cet homme, disait quelquefois M. de Talleyrand, en le montrant, cet homme m'a consulté pour savoir s'il accepterait une couronne! » Il s'y était accoutumé, mais sa modeste épouse, ne demandant à la fortune que les douceurs d'une vie paisible, me faisait dire qu'elle n'irait à Naples qu'en cas d'un ordre supérieur, qu'elle ne devait pas redouter. Je l'avoue, je ne pus me décider. L'engagement devait être assez long : ou tout croulerait, ou mes princesses iraient à Naples, leur patrie royale; et comment refuserais-je de les suivre? Mes parents me répondaient qu'ils viendraient avec moi; il me parut d'une responsabilité trop pesante de les attirer sur mes pas, dans un âge où le climat n'est pas sans importance, et de les isoler à la fois de tout, en moi. J'ai toujours entretenu, d'ailleurs, au fond de mon âme, une secrète horreur de quitter mon pays. Je ne sais si j'aurais réussi auprès de la Reine, appelée alors la princesse Hortense. Je ne fis aucune démarche à cet égard; je préférais de beaucoup sa mère. De plus, il me semblait que l'état secondaire et l'abnégation d'existence étaient bien plus marqués dans une maison particulière qu'aux Tuileries, où la dame du Palais se trouvait de droit au premier rang. L'accueil de l'Impératrice, toutes les fois que j'eus l'occasion de lui faire ma cour (c'était le mot consacré),

amusait mes anciennes espérances. Je me souviens qu'avant de quitter Paris, j'allai passer une soirée à Saint-Cloud. L'Impératrice me fit jouer à son whist. J'avais pour partenaire le maréchal Moncey. A peine ai-je su jamais la marche de ce beau jeu ; il arriva un coup où, à moins d'une grosse faute de ma part, l'Impératrice devait subir un schelem. Cette grosse faute je la fis, et même sans m'en douter, mais comme je m'excusais, en montant en voiture, au maréchal Moncey qui m'avait donné le bras, il me dit que c'était tout simple et que mon motif de politesse ne lui avait point échappé.

CHAPITRE VII

Séjour en Bourgogne (1807-1808). — Nouvel ouvrage de Mme de Chastenay : *Du génie des peuples anciens* (1808). — Retour à Paris (décembre 1808). — Bals du grand monde. — Sous-lieutenances forcées ; Prosper de Crillon. — L'ancienne noblesse dans les armées et à la Cour. — Les auditeurs. — Le violoniste Baillot. — Fêtes de la Cour. — Napoléon et Chérubini. — Bernardin de Saint-Pierre : *Paul et Virginie*.

Nous revînmes en Bourgogne au mois de juin 1807, ramenant mon père absolument guéri. L'automne se passa, comme d'ordinaire, à Essarois, où M. Turlot et aussi « nos enfants », ainsi que nous disions par une douce habitude, ne manquèrent pas de venir nous joindre. L'hiver les ramena à Paris ; cet hiver fut des plus brillants. Nous jugeâmes de tout par lettres, car nous restâmes à Châtillon. M. Molé, nouveau préfet de la Côte-d'Or, y vint faire une apparition ; je ne puis la rappeler sans une vive gratitude. Il m'accorda toutes mes suppliques, faveur bien précieuse pour moi dans un moment de conscription, et en quittant la ville il s'informa en secret, près du sous-préfet et de tous ceux en qui j'avais mis ma confiance, s'il n'avait rien oublié de mes demandes et s'il les avait toutes remplies.

Un grand travail ne me laissait, depuis mon retour, aucun vide dans l'emploi de mon temps ; je m'occupais de la revision de mon grand ouvrage des *Anciens*. Je faisais copier, et j'envoyais mes feuilles à M. Maradan, qui devait les imprimer. J'étais pressée de telle manière que

deux cents pages du quatrième volume ont été imprimées sur la minute unique, faute de temps pour les transcrire. Ces mois qui s'écoulèrent furent comblés d'illusions : je relisais mon ouvrage, et j'en étais contente, car en vérité il est bon, et plusieurs parties en sont bien neuves. Je me promettais un éclatant triomphe, car ce triomphe, il faut bien que je le dise, me semblait appartenir à l'un des plus savants ouvrages qu'une femme eût écrits depuis Mme Dacier. J'étais encore très jeune pour un auteur, et, soit justice, soit bienveillance, le monde littéraire devait s'empresser de m'accueillir, et le monde social en être fier.

Ce fut le 1er avril 1808 que le *Génie des anciens* parut (1). Quatre gros volumes effrayèrent des gens qui ne lisent pas, et qui surtout se piquent de ne pas lire. Ces volumes étaient, comme Zénon, couverts d'un manteau brun; c'était l'affiche du genre le plus sérieux. Je n'avais point de prôneurs, et de tout temps j'avais peu recherché les coteries; mais les érudits de second ordre se trouvèrent vivement offensés qu'une femme eût osé fouiller dans leurs archives et sonder le secret de leur savoir. M. de Lacretelle prétendit qu'un tel titre et un tel ouvrage supposaient le travail de quatre Bénédictins; et cela n'était pas vrai, car le nombre d'auteurs conservés de l'antiquité ne fait pas un catalogue immense, et je n'en avais omis aucun. M. Dussault, chargé par Maradan lui-même des extraits du *Journal de l'Empire*, fit un premier article assez flatteur; le second, soumis bientôt à quelque jalouse influence, réduisit mon travail à un

(1) *Du génie des peuples anciens, ou Tableau historique et littéraire du développement de l'esprit humain chez les peuples anciens, depuis les premiers temps connus jusqu'au commencement de l'ère chrétienne,* par Mme V. de C***. — Paris, Maradan, 1808. 4 vol. in-8°.

recueil d'extraits. M. Dussault ajouta, comme sentence décisive, la traduction d'un vers d'Horace qu'il rendit poliment ainsi : « Vous avez cru faire un grand vase, vous n'avez fait qu'une petite cruche. » Cette citation n'était même pas d'accord avec les autres paragraphes. M. Dussault s'est repenti d'avoir ainsi manqué de mesure; il m'en a fait demander pardon. Je lui ai fait dire que je lui pardonnais, mais je n'ai pas désiré le voir. M. Suard fut très franc dans le maintien de la prérogative masculine; il le fut aussi pour le livre, dont il vit bien qu'une plaisanterie ne détruirait pas le mérite; il crut le silence préférable, et prononça magistralement qu'il fallait se taire sur cet ouvrage. Un membre de l'Institut, M. de Villeterque, se chargea de l'annonce du *Journal de Paris,* ne la fit pas et ne la laissa pas faire. Un article succinct, inséré par surprise dans le journal *le Publiciste,* et qui en annonçait un second, demeura sans aucune suite : on en fit le refus formel à M. Alexandre Delaborde, qui avait écrit le premier. Le *Moniteur* fut plus complaisant et livra une de ses colonnes; ce fut, je crois, alors tout ce qu'on obtint.

Je n'avais point écrit pour un succès de vogue. Bien souvent je le répétais : « Je n'écris pas pour être lue; je ne calcule point avec le temps. » J'ai fait un livre digne d'estime, et les savants de premier ordre, sans m'avoir fait de grands compliments, m'ont témoigné de trop flatteurs égards pour que mon amour-propre satisfait ne laisse pas reprendre en moi tous ses droits à la modestie. Ce travail, cette publication, m'ont mise au-dessus des petites vanités, et m'ont permis de supporter toutes les ridicules importances. Mollien disait : « Le mépris des sots est une pilule qu'on peut bien avaler, mais qu'on ne saurait mâcher sans faire des gri-

maces. » Cette pilule maintenant ne peut m'être présentée.

Ce fut dans le cours de cet hiver que je commençai à apprécier les qualités futures d'un jeune frère du capitaine Dupotet. Il faisait ici quelque étude pour être dans le cas d'être admis à l'une des écoles militaires. L'éloge de cet excellent et bien cher enfant supposerait l'énumération de toutes les qualités qui honorent une âme sensible et généreuse. On trouvait réunis en lui une rare droiture d'esprit, le caractère le plus énergique et en même temps le plus doux, une raison supérieure, une tête exaltée. Mon père l'aima comme son enfant. Nous voyions s'épanouir près de nous un vrai brave et un homme de bien, et c'est bien de lui qu'on eût pu dire : « Dans sa maturité il eût porté des fruits. »

Cette famille Dupotet était vraiment remarquable. Un frère aîné de Jacques, et cadet du marin, Louis Dupotet, engagé à quinze ans sur les prames de Boulogne, et remis dans le service de terre, était venu à Paris dans le temps que nous y étions, et comme il allait s'engager dans le 25e régiment de ligne, je lui donnai trois ans pour gagner l'épaulette, et dans les trois ans il l'a eue. Ce jeune Louis est maintenant (1818) capitaine dans la légion de la Côte-d'Or.

Nous débarquâmes à Paris, non pas dans notre appartement de la rue de l'Université, mais dans une jolie maison de la rue Saint-Dominique, louée en commun par mon frère et nous. Henri et Henriette occupaient le premier, mes parents le second. J'avais un appartement au troisième; je prétendais que j'étais logée comme un ermite du Montserrat, mais, au vrai, je l'étais très bien et surtout selon mes goûts, car je pus fermer ma porte aux visites en général, et surtout à celles des femmes. Mon

mobilier était d'une complète simplicité, mais j'étais au midi, et tout d'ailleurs se trouvait disposé de la façon qui me convenait le mieux. Je dois dire que je venais d'entrer en possession d'une pension fixe et suffisante. Mes parents prirent, durant ce premier hiver et durant le suivant, des chevaux de remise dont je pouvais user sans restriction, et peut-être n'ai-je jamais mieux joui que durant cette période des agréments de la société de Paris, considérée dans le mouvement et l'indépendance du grand monde; je fus, je crois, presque élégante.

Mon oncle était retourné à Lyon, où il était toujours préfet, mais Mme d'Herbouville, ses deux filles et Blanche d'Argenteuil, sa nièce, étaient établies à Paris, et j'appris d'elles à me faire l'idée de jeunes héritières qui aspirent à goûter le monde.

Ma tante, excellente mère, eût été par son âge la grand'mère de ses filles. Rien n'égalait sa complaisance et son amour pour elles; mais elle avait perdu le monde de vue, elle avait l'habitude de l'obéissance passive dans son ménage; ce fut donc maman qui se trouva chargée seule de produire ses trois nièces et de les établir. Elle y a parfaitement réussi.

Amuser nos jeunes personnes, et surtout les faire connaître, c'était à quoi on ne voulait pas qu'il y eût un moment de perdu. La comtesse Potocka devait donner un bal, on y fit prier nos demoiselles.

Ce bal, le premier que nos trois pupilles eussent encore vu à Paris, rassembla le plus grand monde. A Paris, il y a monde et monde, et ce n'est ni le rang ni la fortune qui distinguent une société terne de la plus brillante société. Le plus grand monde doit toujours être le plus agréable, donner le ton en tout et ne jamais le recevoir. Il ne peut être défini dans ses nuances relatives et fugi-

tives. Le ridicule s'y trouve quelquefois, mais en dominateur, et non en aspirant; bientôt lui-même il se signale, il se proscrit lui-même dès qu'il est imité. Chose étrange qu'un amalgame fort complet d'affectation et de naturel, de grâce, de goût et de caprice!

Henriette leur procura encore quelques autres invitations, et elle-même donna un bal. Je m'étendrai un peu sur cette fête du mardi gras; je la regarde comme la dernière époque de l'indépendance de l'ancien monde.

Ce jour du mardi gras, Cambacérès aussi devait donner un bal. Nous demeurions dans la même rue; il fallut se précautionner contre la consigne des voitures, dont les directions avaient été fixées. Il fallut un ordre écrit de l'état-major militaire, et les factionnaires demandaient aux cochers s'ils allaient chez M. de Chastenay ou bien chez l'archichancelier. Ce fut déjà trop que ce parallèle.

Mme du Cayla donnait aussi un bal. Elle avait exigé qu'on y vînt en costume. Ma belle-sœur n'avait rien exigé; mais, comme elle était plus à la mode que ne le fut jamais Mme du Cayla, tous ceux qu'elle avait invités ne firent que paraître au bal des costumes, et vinrent bien vite briller et se montrer chez Henriette, où l'on dansa jusqu'au grand jour.

Parmi ces mascarades il y avait des Chinois; l'abbé de Tersan (1) avait confié des habits rapportés de Pékin. M. Sosthènes de La Rochefoucauld était en mandarin, sa femme superbe en Chinoise; leurs gens même composaient une réunion de Chinois originaux, et cette entrée fut très piquante.

Un quadrille survint; il était appelé *Les quatre parties*

(1) Charles-Philippe Campion de Tersan, célèbre antiquaire (1736-1819).

du monde. L'Europe y était figurée par de belles dames conduites par des chevaliers français.

Enfin parut Fernand de Chabot, qui ressemblait à Henri IV, dans le costume de ce bon roi. Le duc de Rohan était en duc de Bellegarde; d'autres seigneurs de la même époque l'accompagnaient, et, comme partout il y a quelque chose de bizarre, Mme de Rohan suivait costumée en Marie Stuart.

Je puis bien assurer que tout cela ne supposait aucune arrière-pensée. Les Cauchoises, les Golcondois, les Basques ou Tyroliennes se mêlaient à ces bigarrures, dont le miroir avait décidé. Le gouvernement y vit quelque chose de plus, et huit jours étaient à peine écoulés que MM. de Crillon, de Périgord, de Chabot, de Bérenger et autres reçurent des sous-lieutenances forcées, à l'effet de rejoindre les corps qui leur étaient désignés.

Ce fut un coup de foudre au sein de cette société. Les joies des bals furent taxées par les vieilles dames d'imprudences presque coupables; on accusa la témérité de ces jeunes gens qui n'avaient pas craint d'attirer l'attention en montant à cheval au bois de Boulogne, et même de monter de jolis chevaux, après avoir envoyé à l'armée leurs remplaçants de conscription.

De la part du gouvernement, cette mesure d'un despotisme inouï fut exécutée avec rigueur. Elle était mal conçue, car la gloire de nos armes avait fait tressaillir les cœurs de la plus brillante jeunesse dans nos familles du premier rang. MM. de Vence, de Maillé, de Castellane, de Mortemart et beaucoup d'autres s'étaient empressés de servir dès qu'ils en avaient eu le moyen. Quelques-uns, je l'avoue, s'étaient soustraits à leurs parents, mais ils n'en avaient que plus de zèle. Les autres commençaient à se sentir humiliés de leur état de dépendance;

l'ennui leur rendait plus maussades et plus gothiques les préjugés de leurs pères ou de leurs tantes, qui les condamnaient à l'inaction. Tout se fût agrégé bientôt volontairement, et même, à l'époque dont je parle, la violence servit de prétexte à une secrète bonne volonté; mais si elle ne déplut pas à tous les jeunes gens appelés, elle en désespéra plusieurs, et rien ne pouvait la justifier.

La famille Crillon fut de celles que le coup atteignit le plus sensiblement. Déjà presque liés à cette respectable maison et désolés de voir tout au moins ajourner l'établissement de Caroline d'Herbouville, nous cherchâmes à servir Prosper de Crillon, son fiancé; mais son nom était trop marquant, et son père mit trop de maladresse dans ses vaines réclamations pour qu'on pût remédier au mal. J'allai chez Fouché cependant; il me répondit que l'Empereur voulait cette fois être obéi, et que l'avenir offrait seul des chances à la libération du jeune Crillon. Je répliquai à mon tour qu'après un tel essai de tyrannie l'Empereur pourrait bien, comme un sultan d'Asie, faire son cuisinier d'un ministre. Fouché rit et me jura qu'on n'en viendrait pas là; puis il s'amusa à me faire répéter tout ce que j'avais pu dire, dans ma mauvaise humeur, au milieu de son salon d'audience. Enfin, il me recommanda de la prudence sur un point où l'Empereur s'était prononcé, et me promit de servir un jour mon jeune cousin, si la chose devenait possible.

Mais, étrange contraste! pendant qu'une mesure dictatoriale accablait une classe de l'État et venait atteindre les personnes par le plus terrible arbitraire, la classe bourgeoise fut blessée de voir des sous-lieutenances, des grades imposés à des nobles qui les repoussaient, pendant que des bourgeois pleins d'instruction et d'ardeur ne pouvaient pas les obtenir. Je n'oublierai

jamais les doléances de Mme Corot, célèbre marchande de modes ; elle me dit à ce moment même qu'elle avait destiné à l'École polytechnique et, par suite, à l'état militaire, son fils, âgé de treize ou quatorze ans, qui étudiait alors dans un lycée ; mais elle allait l'en faire sortir et le livrer uniquement au commerce, car l'illusion était détruite, me disait-elle, et l'on voyait bien que l'Empereur ne voulait plus, tout comme autrefois, que de la noblesse dans les emplois de l'armée.

C'était aussi une mesure de force qui semblait avoir présidé à l'organisation des maisons impériales. Je crois qu'en réalité deux personnes seulement y entrèrent avec une vraie répugnance : Mme de Chevreuse et M. Auguste de Chabot. La première refusa le service auprès de la vieille reine d'Espagne ; réfugiée ou prisonnière, elle craignait de s'y voir employée à une sorte d'espionnage : un exil sans adoucissement ne s'est terminé qu'avec sa vie, et cette dureté de l'Empereur envers une femme si jeune et si pleine d'agréments n'a pas élevé son caractère. M. de Chabot s'accoutuma à la loi qu'on lui avait faite ; sa famille tout entière composait la nouvelle Cour, il y était au milieu des siens, et je l'ai vu porter de fort bonne grâce son habit rouge brodé d'argent.

Les généraux, les conseillers d'État ont affecté de verser le mépris sur les places créées à cette Cour et prodiguées aux noms anciens ; ils nous reprochaient d'avoir évité toute fonction qui supposait quelque mérite et de nous être jetés dans les antichambres quand on avait daigné nous les ouvrir. Je me contenterai de faire observer que ce fut l'éclat même des noms qui rehaussa celui des places ; pour les plus distingués, d'ailleurs, la place de Cour fut un moyen de se glisser en d'autres

directions. Les portes nous étaient généralement fermées ; nous pouvions bien avoir des protecteurs, mais nous n'avions ni parents, ni soutiens, ni intérêts communs dans la carrière des administrations. Mon frère a refusé la proposition du duc de Bassano, qui voulait le faire nommer chambellan ; il lui demanda une fonction qui exigeât du travail et fût vraiment utile, et ne put jamais l'obtenir, malgré les dispositions bienveillantes d'un compatriote haut placé (1) : la Cour était pour nous comme une condition. On ne peut nier, du reste, qu'elle n'ait eu des charmes, qu'elle n'ait fait goûter une sorte d'importance à ceux qui s'y sont vus comme dans le spectacle d'une gloire. M. de Beauvau s'est dès lors passionné ; j'ai vu M. de Louvois échapper avec transport au service militaire, dont sa santé le rendait incapable, par une place de chambellan. Bientôt il y eut une rivalité secrète entre les gens forcés pour leurs grands noms et ceux qui n'étaient point forcés, mais qui croyaient mériter de l'être : ainsi, dans l'hôtel d'Haussonville, M. d'Haussonville seul fut pris ; MM. de Laguiche et de Clermont, ses beaux-frères, ne furent même pas aperçus.

Les chambellans furent tous comtes, les écuyers tous barons, et c'était une chose amusante que les doubles cartes de visite qui se distribuaient titrées chez les gens de la Cour, et souvent sans titres ailleurs.

Il y eut des auditeurs de force, quoiqu'il y en eût déjà de bonne volonté, et qu'il y eût aussi plusieurs préfets appartenant à la haute noblesse. En général, l'Empereur préférait voir notre jeunesse dans l'état militaire ; M. de Broglie, auditeur, offensait ses idées, et il lui dit un jour, en plein conseil d'État, qu'il fallait donc qu'il

(1) Maret, duc de Bassano, était né à Dijon.

eût la vue bien basse ! Les auditeurs, dont le nombre s'éleva à quatre cents, étaient principalement de l'ancienne magistrature, de l'ancienne finance, ou fils des nouveaux hommes d'État. Cette pépinière a peu produit; greffés trop tôt sans doute, ces rejetons contournés et maigris n'ont développé aucune sève, et l'école administrative n'a été et ne pouvait être qu'une école de sèche routine et de prétentions superficielles. Aux jours de réception de Cambacérès, les petits cabriolets des petits auditeurs achevaient d'encombrer les rues.

Certes, il n'en fut pas de même dans les armées. La comparaison des Sabines restera à l'honneur de notre jeune noblesse. M. de Talmont, pris de force, se montra dans la guerre de Russie d'une manière si distinguée que l'Empereur, à Moscou, lui permit de faire une demande, en promettant de l'accorder, et le généreux jeune homme, toujours digne de lui-même, demanda que sa tante, Mme de La Trémoille, fût rappelée de l'exil. M. de Bérenger, pris de force et brave entre les braves, fut tué en combattant ; M. Élie de Périgord, père de deux ou trois enfants, ne fit pas une réclamation et servit d'une manière brillante. Le jeune Beauvau fut grièvement blessé, ainsi que le jeune Mailly ; la mère de ce dernier, voyant que toute résistance deviendrait inutile, avait laissé conduire son fils à l'école de Saint-Germain, mais, dès lors, changeant entièrement le système de toute sa vie, elle voulut se rendre utile à ce fils unique et chéri. Elle demanda à paraître à la Cour, avec le titre de maréchale, qu'elle tenait de son époux mort depuis tant d'années ; elle fut accueillie comme elle l'avait pensé, tous les honneurs lui furent rendus ; une pension de six mille livres y fut ajoutée, et, par suite de cette faveur, la même pension et le même titre furent

aussitôt donnés et rendus à la vieille maréchale de Richelieu.

Je n'ai parlé ici que de quelques-uns de ceux que l'on fit partir de force ; beaucoup de leurs pareils les avaient précédés, et je crois que la noblesse doit rendre quelque grâce à la prédilection témoignée par Napoléon à tous ceux qui voulurent servir. M. Aimé de Moreton, chambellan, fut nommé d'emblée officier d'ordonnance, pour avoir témoigné le désir d'aller à l'armée. Les grades de l'émigration comptaient, et l'Empereur donnait le change aux gens de l'autre ligne en prétextant une grandeur philosophique et en y ajoutant une force de volonté qui devait broyer tous les genres d'opposition.

Les généraux, les maréchaux prirent plaisir à s'entourer de notre plus éclatante jeunesse, tant volontaire que provoquée. Ces jeunes gens, vaillants comme des chevaliers, avaient encore la grâce des galants damoisels. Ils ornaient un groupe d'élite. Riches presque tous, bien équipés, bien montés, bien zélés, ils étaient en tout étrangers au levain de républicanisme qui scrute les rangs établis. Aucune notion de résistance, aucun examen dans leurs têtes ; élan, honneur, c'était tout de leur part, et ils préféraient de beaucoup une bataille à une garnison. En vérité, les noms exerçaient leur magie ; les reflets de la vanité sont comme les rayons du couchant, qui se décomposent sur les nuages et les enrichissent de mille nuances.

M. de Crillon ne s'y prit pas adroitement pour tirer son fils du service. Suivant un bruit répandu, assez ridiculement, je crois, les Princes expatriés auraient dit que rien ne leur semblerait jamais plus naturel que d'avoir exercé des places civiles ou des places de Cour, mais que faire la guerre ce serait les combattre. L'événement a prouvé

combien ce bruit avait peu de fondement; mais comme M. de Crillon, en écrivant à l'Empereur, demandait pour son fils Prosper une place de chambellan, l'Empereur crut lire dans sa lettre la confirmation de ce qu'on lui avait raconté; il s'irrita, menaça, en vrai despote, et traita de bâtards et d'usurpateurs de noms illustres les prétendus descendants de héros qui refusaient de porter les armes. Prosper partit donc pour Bruxelles. Le général Chambarlhac l'y reçut avec honneur et bienveillance. M. Guillaume, major du régiment dans lequel il entrait, comprit sa position et s'occupa de rapprocher de sa famille cette jeune victime du pouvoir. Il est très sûr qu'à cette époque ceux que l'Empereur prétendit forcer parurent, dans les rangs où ils furent introduits, comme autant de rois détrônés. Leurs noms marquaient sans doute sur les masses en Europe, puisqu'ils avaient fixé les regards de celui qui les dominait toutes; un tendre respect s'attachait à l'oppression qu'on leur faisait souffrir, même à leur longue abstention, et surtout lorsque leur valeur eut montré que le refus prolongé de servir n'était de leur part qu'un sacrifice.

Je ne fus pas longtemps à Paris sans y faire connaissance avec M. Baillot (1). Le plaisir que je trouvai à profiter de ses leçons fut un véritable enthousiasme; pendant près d'une année, il ne me fut pas possible de consacrer à aucun travail de bureau un seul moment des heures dont je pus disposer. Je fis assez de progrès, et je ne crois pas que durant cette espèce de songe une seule pensée mauvaise ait même effleuré mon esprit; j'étais toujours montée entre les sphères célestes, et toute à l'harmonie la plus parfaite et la plus pure. Je

(1) Pierre Baillot (1771-1842), célèbre violoniste.

puis bien ajouter que le noble caractère et les vertus touchantes de M. Baillot prêtaient un charme singulier à la profonde admiration dont me pénétrait son talent. La musique bien sentie élève l'âme à une exaltation que j'oserais dire éthérée ; alors, ce qui serait mal coûterait seul un effort et causerait seul une sensation pénible.

Les arts, depuis la Révolution, il faut l'avouer, ont eu dans le monde bien peu d'éclat. On leur a prêté, je crois, quelque chose de plébéien, et surtout de démocratique, et ce sont principalement les artistes qu'on a vus avec défaveur. Le vandalisme s'est retrouvé là, ou plutôt s'y est découvert, car Balzac, il y a près de deux siècles, signalait une colonie de barbares établie déjà à Paris, qui dénigrait et eût voulu proscrire les grâces, les talents et partant mille vertus.

Toutefois les femmes, presque en silence, ont cultivé quelque branche d'occupation : le dessin n'était plus étranger à aucune, mais on dessine et on peint dans la retraite et sans bruit. Le chant même a obtenu grâce dans quelques cercles un peu moins encroûtés; mais c'est que le chant a quelque chose de plus vulgaire que la musique des instruments, c'est que peu d'études et beaucoup de goût suffisent presque à l'amateur doué d'une voix seulement passable, et qu'à peine le concert vocal exige le concours d'un seul *maître italien*.

La danse, ce plaisir de la jeunesse, avait presque passé de mode, et les beaux danseurs l'avaient tuée dans l'intervalle de deux ou trois hivers. Quelques jeunes émigrés de retour avaient affecté la gaucherie, et même la lourdeur anglaises, dans les danses venues d'Angleterre, et la mode en fut introduite. Les Russes, de leur côté, avaient enseigné à sauter la valse. L'extérieur des bals était maintenant changé ; on affectait d'y mal danser,

dans la crainte de danser trop bien, et, en général, on peut dire que la division sourde des intérêts de la société y tarissait toute gaieté et à peu près toute confiance.

La Cour était guindée, et, malgré la magnificence de ses fêtes, on n'y venait pas pour son plaisir. Les grandes réunions, au temps du Consulat, avaient quelque chose d'asiatique : on se rangeait dans une grande galerie, les femmes assises, les hommes debout. On exécutait un concert de virtuoses, mais presque exclusivement de chanteurs ; puis les danseurs de l'Opéra exécutaient quelque pas arrangé pour l'espace où ils figuraient. Ces réunions s'appelaient des cercles. Avec le temps il y eut un opéra joué dans la salle des Tuileries. On y avait ménagé des loges où quelques personnes avec des billets pouvaient jouir, presque sans être vues, de l'aspect éblouissant de la Cour. Rien ne surpassait le bon goût de l'ordonnance, la richesse des ornements, l'éclat des lumières prodiguées ; les femmes, illuminées de diamants, remplissaient la corbeille et le premier rang de la galerie. Tout le monde de la Cour, tous les ministres en grand costume, la solennité de l'appareil, la gloire dont tout ce faste ne paraissait que l'expression, tout composait une impression de respect et d'admiration que rien ne contre-balançait plus. La clarté, la force, le triomphe étaient là ; les hommes peut-être s'y courbaient en esclaves, mais l'homme y était exalté, et l'héritage des siècles semblait s'y fondre dans la jouissance d'un moment.

Toutefois, je l'ai dit, et, sans rien altérer de ce tableau parfaitement exact, je répéterai que l'ennui y eût paru si l'intérêt ne l'eût étouffé. Crescentini chantait, ainsi que Mme Grassini, mais aucun applaudissement ne soutenait leur effort, avec leur vanité. Mme Grassini s'é-

criait : « Comme c'est favorable à la médiocrité ! » Plus de quarante mille francs d'appointements ne l'en consolaient peut-être pas. Crescentini avait reçu le cordon de la Couronne de fer, étrange honneur que l'Empereur avait fait aussitôt partager, presque exclusivement, à M. Juste de Noailles.

Les prétentions de l'Empereur sur ses connaissances en musique déplaisaient aux artistes, loin de les enorgueillir. Quand il n'était encore que général, il avait disputé avec Chérubini, qui l'avait aigrement renvoyé au tambour; maître du monde, il ne le pardonnait pas. Bonaparte avait de ces petitesses. Bernardin de Saint-Pierre m'a dit que Napoléon lui avait demandé, au début de sa carrière, s'il ne pouvait placer sous les glaces des régions polaires cette Virginie et ce Paul, qu'il avait harmonisés déjà avec les pamplemousses et le climat qui dore leurs fruits? De retour après toutes ses expéditions, il fit demander au peintre de l'île de France s'il avait mis en œuvre son idée, et sur sa réponse négative, il cessa pour toujours de lui dire un seul mot; mais Joseph Bonaparte, pour prix de la complaisance qu'avait montrée M. de Saint-Pierre à lire les *Amours de Lapons*, qu'il était venu lui soumettre, lui fit accepter une pension, qui soutint sa vieillesse.

CHAPITRE VIII

Relations avec Chateaubriand (1809). — Mise au point des *Martyrs*; incidents relatifs à leur publication. — Conduite de l'Empereur à l'égard du grand écrivain. — Discours de réception de Chateaubriand à l'Académie française. — Réunion chez Chateaubriand, à la Vallée ou Val-du-Loup : Joseph Joubert. — La littérature dramatique et la censure : Brifaut, Raynouard.

Ce fut dans le cours de l'hiver de 1809 que nous fîmes connaissance avec M. de Chateaubriand. Je l'avais vu une fois, deux ou trois ans auparavant, mais la manière dont notre connaissance s'était faite ne pouvait pas alors amener beaucoup de suite. Mme de Coislin, selon le désir que je lui en avais témoigné, m'avait engagée à dîner chez elle avec l'auteur du *Génie du christianisme*. Elle avait réuni, avec M. de Chateaubriand et ma famille, deux ou trois mauvais musiciens, qui ne devaient pas avoir plus d'esprit que de talent. J'arrivai seule; on ne m'annonça pas, mais Mme de Coislin, avec bien plus d'emphase que d'art, dit à M. de Chateaubriand que j'étais un auteur, et qu'il n'avait qu'à faire des frais d'esprit pour moi. Je crois que sur ce mot il me prit en grippe, et moi je me promis de garder le silence. On nous mit à table l'un près de l'autre; nous mangeâmes et ne dîmes rien. Pourtant, comme un dîner est bien long sans parler, je hasardai de dire combien René m'avait inspiré d'intérêt. « René, reprit M. de Chateaubriand, c'est un véritable imbécile. » Tout fut fini, et à peine hors de table l'auteur de *René* avait fui la maison. J'appris peu

de jours après qu'il avait eu regret de son maussade caprice, et des amis communs prirent soin d'augmenter ce regret obligeant. J'en fus assez flattée, mais le voyage de Jérusalem suspendit toute nouvelle rencontre. Ma belle-sœur, plus curieuse que je ne l'étais devenue à cette époque, pria M. Frisell de lui ménager l'occasion de voir Mme de Chateaubriand, et de lui donner, en qualité d'ami commun, un déjeuner avec elle. Mme de Chateaubriand répondit, sur cette invitation, qu'elle n'était sûrement point la dupe des jolies dames qui voulaient si positivement faire connaissance avec elle; mais comme, ajoutait-elle, elle y trouvait son compte, elle s'y prêtait avec plaisir. Le déjeuner fut arrangé, M. de Chateaubriand promit d'y venir avec sa femme; mon frère, M. Turlot furent priés, ainsi que moi. Henriette était la reine de la fête, et on y avait admis M. Clausel de Coussergues, ami des invités, et que l'on disait un homme d'esprit et très dévot.

Cette fois positivement je m'étais bien promis de ne pas m'occuper du tout de M. de Chateaubriand. Il mangeait cependant d'un si bon appétit qu'à un certain moment je ne pus m'empêcher de rire; il rit aussi. On parla de voyages, et tout de suite je contai les miens. Leur importance divertit l'homme qui avait parcouru le monde, du Meschacébé (1) au Jourdain, et prenant enfin la parole, il nous fit le récit presque entier de ce beau voyage qu'il venait de faire en Grèce et en Palestine, en revenant par l'Égypte et le royaume de Grenade, dont il a consacré le souvenir par l'histoire d'Aben Ahmet ou *Le dernier des Abencérages*.

Nous apprîmes ce jour-là, de la bouche du voyageur

(1) Le Meschacébé de Chateaubriand est aujourd'hui le Missisipi.

même, tout ce que son itinéraire a présenté de plus saillant (1). Il parlait avec feu, avec simplicité. On reconnaissait en lui une bonhommie charmante, une franche gaieté et, on peut bien le dire, le plus brillant esprit. Cette matinée nous lia tous presque étroitement, et depuis ce jour, sans l'avoir beaucoup cultivée, j'ai trouvé en toute rencontre les témoignages d'une bienveillance aimable de la part de M. et Mme de Chateaubriand.

Je crois que c'est en ce temps que M. de Chateaubriand s'occupait de mettre la dernière main à ses *Martyrs* (2). Ses amis lui donnaient sur cette composition des conseils un peu disparates. On prétend qu'il avait été discuté entre eux si Velléda deviendrait ou ne deviendrait pas coupable. La machine poétique qui fait, selon moi, un véritable hors-d'œuvre dans l'ouvrage, fut conservée ou introduite par l'influence de M. de Fontanes. Ce détail expliquera peut-être comment les *Martyrs* n'inspirent pas un intérêt impérieux. Quand il fut question de publier, Fouché envoya chercher M. de Chateaubriand, et prenant avec lui ce ton de supériorité qu'il n'affectait pas sans la justifier souvent, il lui dit qu'il ne donnerait aucun censeur à cet ouvrage que le public dévorait d'avance; il voulait s'en remettre à lui seul, mais il le priait de ne pas le compromettre lui-même à cause de son extrême confiance, et l'avertissait cependant que son édition serait saisie si l'Empereur y trouvait de quoi être offensé. Je crois qu'il y eut alors quelques insinuations au sujet d'une dédicace, mais elles ne furent pas accueillies. Les amis se rassemblèrent pour exercer eux-mêmes la censure préservatrice; les retranchements qui furent faits, et que M. Frisell m'expliqua,

(1) L'*Itinéraire de Paris à Jérusalem* ne parut qu'en 1811.

(2) Ils ont paru en effet en 1809.

jetaient dans les variantes la matière de notes curieuses.

J'ai ouï dire qu'un censeur, dans une certaine chanson, avait demandé dans ce temps, à je ne sais quel poète, de retrancher dans un couplet ce mot : amour, *tyran* des cœurs. On ne voulait pas qu'il fût question de tyrannie. Je me souviens que dans un chœur des *Martyrs* on retrancha le détail de l'origine de Dioclétien, parce qu'il était le fils d'un greffier. Il est bien sûr que, quand Girodet fut chargé de faire, d'après une mauvaise miniature, le portrait en pied de M. Bonaparte le père, tout le monde fut surpris que cet homme eût existé. Le peintre ne savait de quel costume le revêtir; il eut recours à l'habit de velours habillé, qui constituait la parure sous l'ancien régime, et fut obligé de refaire le travail ingrat des dentelles pour avoir pris de l'*angleterre*, dentelle d'été, au lieu d'un point de dentelle d'hiver, qui devait composer le jabot et les manchettes avec un habit de velours.

La publication allait se faire, ou peut-être venait d'avoir lieu, quand un événement tragique vint désoler M. de Chateaubriand. Un de ses cousins, du même nom, débarqua sur les côtes de Bretagne avec un M. de Goyon, porteurs tous deux des pouvoirs des Princes, et, à ce qu'il paraît, chargés de missions. La tempête les fit échouer, et un coffre en fer-blanc qui contenait leurs papiers fut rejeté par le flot sur la plage. M. de Chateaubriand essaya vainement de ses nouvelles relations avec Fouché, et Mme de Montmorency de la bienveillance de l'Empereur : ces malheureux ne furent pas sauvés; ils périrent le vendredi saint, et cette circonstance ajouta à l'horreur du meurtre politique.

Toutefois le talent de M. de Chateaubriand fut toujours l'objet d'une rare prédilection pour l'Empereur, qui ne perdit jamais le désir ni l'espoir d'en faire un orne-

ment de son règne, et de passagères persécutions ne furent jamais, de sa part, que des traits de dépit. M. de Fontanes le soutint, il est vrai, en de terribles circonstances. M. de Chateaubriand perdit sa part d'intérêts dans le *Mercure* pour y avoir dit que Néron ne savait pas que Tacite enfant croissait sous son règne même et devait le présenter quelque jour à l'effroi de la postérité. Une violente menace accompagna la disgrâce de l'écrivain, et M. de Fontanes eut besoin de courage.

Toutefois, quand il fut question de décerner les prix décennaux, l'Empereur lui-même fit provoquer l'Institut sur le silence qu'il avait gardé relativement aux ouvrages de l'auteur d'*Atala;* l'Institut présenta de faibles excuses et flatta l'objet de sa haine encore plus que de ses censures, car j'ai rarement vu M. de Chateaubriand inspirer quelque sentiment qui eût une juste mesure. Ce ne fut pas tout : l'Empereur voulut que M. de Chateaubriand entrât à l'Institut. Mais il fallait le consentement, la demande personnelle du candidat; M. de Fontanes l'obtint, et j'ai vu à cette occasion M. de Chateaubriand en visite chez le duc de Rovigo, car ce ne fut qu'en 1811, après la mort de Chénier, que l'élection eut lieu. Le successeur prépara le discours destiné à sa réception. Regnaud de Saint-Jean d'Angely, qui détestait son nouveau collègue, se rendit à la réunion secrète de la commission, à laquelle ce discours devait être soumis. Il s'emporta contre l'auteur et voulut le contraindre à refaire sa harangue; M. de Chateaubriand jura qu'il ne la referait point et que plutôt il ne siégerait jamais. L'Empereur vit le manuscrit; il fut content du compliment que l'auteur en vogue lui adressait, et comme son nom était inscrit enfin sur l'almanach de l'Institut, les choses n'allèrent pas plus loin.

J'ai lu ce discours, et j'ai reconnu que la haine servait parfois mieux que l'amitié, car le discours était réellement mauvais : il manquait de plan dans la distribution, d'unité dans la conception, d'accord dans tout l'ensemble. Il y avait quelque chose d'odieux sous mille rapports à insulter la mémoire de l'infortuné dont l'orateur venait occuper la place. M. de Chateaubriand comparait Chénier à Milton, et il y avait dans le parallèle une double exagération. Il avait du reste hésité s'il laisserait entrevoir le soupçon cruel de fratricide (1) uniquement basé sur la calomnie. M. de Chateaubriand fit une belle prosopopée de son frère qu'il avait perdu, rencontrant celui que Chénier avait également vu périr; il évoqua leurs mânes réunis, et jura sur leurs cendres tièdes encore la réconciliation et l'oubli du passé; mais ce beau passage même n'était, ainsi que le reste, qu'une sorte d'incrustation sur un fond sans aucune couleur. Si M. Regnaud avait laissé prononcer le compliment de M. de Chateaubriand à plusieurs académiciens qu'on savait qu'il n'aimait ou n'estimait guère, à l'Empereur enfin qu'il affectait de braver, ses amis, ses admirateurs eussent pu se trouver blessés, et successivement refroidis.

M. de Chateaubriand m'a raconté que, lorsqu'il faisait ses visites d'usage aux membres de l'Institut qui devaient lui donner leurs voix, par suite d'un ordre supérieur, il était arrivé chez l'abbé Morellet (2). Ce vieillard tenait un livre et s'était endormi; réveillé en sursaut quand M. de Chateaubriand se présenta, il laissa tomber son livre en criant : « Il y a des longueurs ! » et ce livre était précisément le *Génie du christianisme*.

J'ai anticipé, on le voit, sur quelques événements.

(1) Voir le tome Ier, p. 399, note.

(2) André Morellet (1727-1819), littérateur et économiste.

Nos relations avec M. de Chateaubriand nous conduisirent à la Vallée, ou Val-du-Loup, petite campagne qu'il avait achetée et ornée, près de Sceaux (1). Je ne sais pas précisément si ce fut en 1809 que nous y allâmes, mais il est sûr que ma belle-sœur et moi y avons été reçues plus d'une fois. Là j'ai vu la bouteille qui contenait l'eau du Nil, une autre qui renfermait l'eau du Jourdain; j'ai touché quelques pierres ramassées à Athènes, quelques fragments de plâtre détachés des ornements de l'Alhambra. Dans un joli jardin, sauvage quoique arrangé, dans un petit pavillon où les chants de Cymodocée furent dictés avec tant de charme, où les mœurs agrestes des Gaules furent peintes avec tant d'énergie, je puis assurer que ces objets prêtaient à l'intérêt, et non au ridicule.

Mme de Chateaubriand était Bretonne, pleine d'esprit et d'une vivacité d'autant plus remarquable que sa santé était plus débile. Enlevée à quinze ans par celui qui devint son époux, elle montrait dans toutes ses manières un caractère passionné. Longtemps séparé par des nuages de jalousie, ce ménage s'était réuni, et après la mort d'une personne que M. de Chateaubriand avait singulièrement chérie, sa femme avait été le chercher, le joindre et le consoler. On ne pouvait, dans son intérieur, être plus aimable et meilleur que ne l'était cet homme, presque bizarre dans le monde et qui n'est pas toujours naturel dans ses écrits.

Une fois, vinrent à la Vallée M. et Mme Joubert, amis de la maison et de M. de Fontanes. J'ai dit de M. Joubert (2) qu'en lui tout était âme, et que cette âme, qui

(1) Le Val-du-Loup, hameau, commune de Châtenay, canton de Sceaux, à trois lieues au sud de cette ville.

(2) Joseph Joubert (1754-1824), célèbre moraliste.

semblait n'avoir rencontré un corps que par hasard, en ressortait de tous côtés et ne s'en arrangeait qu'à peu près. M. Joubert était tout cela et tout esprit, parce qu'il était tout âme. Essentiellement bon, original sans s'en douter, parce qu'il vivait étranger au monde et confiné dans le soin de la plus frêle santé, sa femme l'aimait trop pour qu'il fût égoïste; il ne l'était pas, et j'ai toujours considéré comme une chose salutaire d'être aimé tendrement.

Je me rappelle que, le jour où M. et Mme Joubert vinrent à la Vallée et nous y trouvèrent, MM. Joubert et de Chateaubriand se jetèrent dans le plus charmant vague du monde. Ils peignaient le bonheur, l'indépendance précieuse qu'on goûterait sur une barque errant à la surface des ondes, sous la voûte immense du ciel; tous deux croyaient s'y abandonner au rêve indéfini de la contemplation. Henriette et moi, nous allions essayer de les réveiller sur le rivage, quand Mme Joubert, avec simplicité, demanda comment ils comptaient vivre, et s'ils ne reviendraient pas au port pour y chercher au moins du pain. Ce trait de bon sens nous parut matériel; notre imagination, froissée, s'élança vite dans l'espace; nous nous joignîmes avec enthousiasme au bonheur fantastique dont l'inanité nous frappait quelques minutes auparavant, et, en repassant dans ma mémoire sur cette légère circonstance, j'ai eu l'occasion de réfléchir sur les influences diverses et imprévues qui déterminent l'entraînement.

J'ai revu quelquefois M. Joubert, qui m'a toujours montré une affection douce et flatteuse; j'ai revu aussi M. de Chateaubriand, mais je ne l'ai point attiré chez moi. Il avait, à cette époque, dirai-je trop de dévotes? le mot serait ridicule, mais trop de femmes vaines de

lui et de son amitié pour que je pusse vouloir me les rendre ennemies. D'ailleurs, il est possible que ma conversation, toujours un peu sérieuse, généralement raisonnable et le plus souvent sans aucun trait, n'eût pas fort captivé une imagination ardente et avide d'idées. Je n'en risquai pas l'épreuve ; M. de Chateaubriand ne vint chez moi que pour entendre Baillot. Nous lui fîmes, Baillot et moi, de la musique à plusieurs reprises, et sans autres témoins que M. Frisell et ma belle-sœur. Baillot se surpassait, et M. de Chateaubriand s'écriait : « Le violon est le seul instrument qui ait une passion dans le corps. »

Il lut pour nous sa tragédie de *Moÿse.* C'est, ou je me trompe fort, une très belle production. Le rôle de Moÿse est magnifique. Aucune figure employée dans la pièce n'est étrangère au texte de la Bible.

C'est dommage que M. de Chateaubriand se soit enfermé dans un cercle où, sans qu'il s'en soit aperçu, on lui a suggéré ses opinions. Né pour être sauvage, on a presque fait de lui un parvenu. Mais j'aurai l'occasion de retrouver M. de Chateaubriand triomphant dans la politique ; je suis persuadée que ses souvenirs lui retracent souvent avec délices ce temps où il était proscrit, peut-être ce bon temps du malheur.

Ce fut pour Bonaparte une fantaisie impossible à satisfaire que celle de créer un siècle littéraire. Son système d'encouragement sous ce rapport était mal conçu, car on dictait au lieu de juger. Toute production devait servir de cadre à l'apothéose d'un nom, à la paraphrase d'une maxime. Il y avait, d'ailleurs, mille sujets interdits même à la pensée. M. Brifaut (1), jeune poète

(1) Charles Brifaut, né à Dijon en 1781.

dijonnais, composa une *Jeanne Grey*, et Talma crut faire merveille en choisissant cette pièce pour une lecture qu'il fit à Rambouillet. L'Empereur, après l'avoir écoutée jusqu'au bout, déclara que ce sujet était de ceux qu'on ne devait pas encore produire sur la scène, et que la tragédie ne serait pas représentée. Donnée depuis la Restauration, elle n'a pas eu le moindre succès, et peut-être la contrainte où se trouvait l'auteur en composant cette pièce a-t-elle pu influer sur son exécution. On m'a dit que son *Ninus II* avait été conçu sous un autre titre, et devait représenter, à une époque fictive de l'histoire du Portugal, une aventure d'Inquisition. L'auteur n'aimait pas qu'on sondât partout le terrain de l'autorité. Je ne sais si la pièce aurait été meilleure en Portugal qu'en Asie; telle que nous l'avons, et parfaitement bien jouée, on y applaudit une contre-épreuve de *Rhadamiste*.

J'ai entendu lire chez Fouché la pièce des *États de Blois*, de M. Raynouard (1); on l'avait encore plus modifiée que les *Templiers*. On en avait fait supprimer le rôle faible et peu honorable de Henri III. Catherine de Médicis, étrangère au forfait, en devenait l'unique artisan. Je ne parle ici de la pièce que sous ce rapport. Elle fut représentée à Saint-Cloud, et l'Empereur défendit qu'elle fût jouée davantage. « On ne fait pas assassiner le duc de Guise, dit-il ; on nomme une commission et on le fait pendre. »

(1) François-Juste-Marie Raynouard (1761-1836), membre de l'Académie française.

CHAPITRE IX

Salons de Paris en 1809 ; chez Talleyrand et Champagny. — Mounier, secrétaire de l'Empereur. — Mariage de Mlle d'Argenteuil avec M. de Maillé.

La maison de M. de Talleyrand était brillante sous beaucoup de rapports, mais nullement littéraire, quoiqu'il eût une très belle bibliothèque et qu'on trouvât chez lui des gens d'esprit. Au temps dont je m'occupe, encore grand chambellan, il avait reçu chez lui, à Valençay, les princes d'Espagne, et l'Empereur avait fait de ce château leur prison. Le duc de San Carlos, autrefois gouverneur du roi Ferdinand VII, et don Escorvitz, son ancien précepteur, n'avaient d'autre maison que celle de M. de Talleyrand à Paris ; je les y rencontrai plusieurs fois. C'était un personnage étrange que ce don Escorvitz, en soutane, avec une culotte immense et le grand cordon de Charles III en bandoulière. On le disait homme d'un esprit distingué. Le duc de San Carlos, doux, aimable et remarquable par une grande simplicité et une extrême justesse de ton, se livrait bien davantage à la conversation. Je le trouvais intéressant surtout à cause de son malheur. On prétendit que Mme de Talleyrand avait reçu ses hommages avec trop de faveur ; prétexte ou non, le duc de San Carlos fut exilé, Escorvitz renvoyé à son prince, et Mme de Talleyrand, à compter de cette époque, s'est trouvée exclue de la Cour. Au reste, indifférent aux invectives comme aux éloges, M. de Talley-

rand, sans ministère, a toujours conservé sa situation dans ses relations avec les diplomates et les étrangers à Paris. La privation de sa charge de grand chambellan lui laissa, quand il la subit, celle de vice-grand électeur, et rien ne fut changé dans ses manières, non plus que dans son entourage.

C'était le soir, le plus souvent, que j'allais dans cette maison. On y arrivait vers onze heures, quand on n'y avait pas dîné. Il était rare qu'on fût invité spécialement. A minuit on servait une espèce de souper; c'était d'ordinaire à ce moment que paraissait le prince de Bénévent. Après le souper et quelques moments de conversation, le whist s'établissait et les gens qui ne jouaient pas pouvaient faire retraite. Les acteurs ordinaires du whist, les anciens amis, les constantes amies de M. de Talleyrand, se trouvaient habituellement à ces soirées. Mme de Laval et la duchesse de Luynes, quand elle venait à Paris, faisaient partie des amies anciennes. Mme de Kitswitch, sœur du prince Poniatowski, et la duchesse de Courlande, qui affectait des airs de souveraine, s'y rajeunissaient et rivalisaient de dévouement en montrant plus d'admiration. Quelquefois on faisait de la musique, mais à l'orientale. Dussek, Libon, Naderman (1) se faisaient entendre à certains moments; point de concert d'apparat. Je dois dire, néanmoins, que les musiciens dont je parle et ceux qui, par hasard, venaient les seconder, étaient toujours parfaitement accueillis. Le cercle était presque cérémonieux, et même parfois un peu guindé, pour les personnes qui n'avaient point le ton libre et le privilège d'une intimité qui s'impose.

(1) Jean-Louis ou Ladislas Dussek, célèbre pianiste et compositeur (1761-1812). — Philippe Libon, violoniste, élève de Viotti (1775-1838). — Naderman, harpiste.

Cependant on pouvait causer. J'ai vu dans cette maison, toujours avec plaisir, M. de Lima, descendu des Abencérages et aussi aimable qu'on s'est plu à les supposer; MM. Corsini, l'un sénateur et l'autre conseiller d'État, tous deux hommes très distingués; le cardinal Albani. J'y ai vu, avec assez de curiosité, M. de Rioumiantzof (1), celui qui avait été jadis envoyé par l'impératrice Catherine comme ambassadeur auprès des émigrés. M. de Rioumiantzof, quand je le vis, était membre du conseil de l'empereur Alexandre, tout à Napoléon, tout au parti français. M. de Kotchoubéi (2), autre Russe, petit-fils d'un prince tartare, avait moins de grâce que son antagoniste, mais, je crois, plus de nerf et d'esprit; celui-là ne favorisait pas de ses vœux l'alliance de son gouvernement et du nôtre. Je causais beaucoup, dans l'occasion, avec ces deux importants personnages, quoiqu'ils ne s'aimassent guère. Le second, surtout, me recherchait assez. Une foule de personnes enfin, un grand nombre d'étrangers surtout, passaient chaque jour dans ce salon. Je m'y suis souvent amusée; j'y avais mes succès, j'y étais assez soignée, et quoique je n'aie jamais été ni à mon aise ni à mon avantage en présence de M. de Talleyrand, j'ai plus d'une fois remarqué avec une secrète complaisance qu'il causait quelquefois pour moi et afin que je pusse l'applaudir.

La maison de M. de Champagny, appelé aussi duc de Cadore et devenu ministre des relations extérieures, contribua beaucoup à l'agrément de la vie que je menai à Paris pendant assez longtemps. Ce ministre avait des dîners d'apparat et, de plus, chaque semaine un dîner, le vendredi, où l'on venait en frac, et qui passait pour

(1) Nicolas, comte Rioumiantzof (1754-1826).
(2) Victor-Pawlowitch, prince Kotchoubéi (1768-1834).

une réunion intime. Il y avait au moins trente couverts, et surtout une petite table ; je m'habituai à ne pas manquer une seule de ces réunions. M. de Champagny prétendait que j'y invitais du monde à dîner, et il avait peut-être un peu raison. J'étais chez lui très à mon aise ; il me recevait avec une bienveillance marquée, et ne s'occupait plus de moi après le premier moment. Mme de Champagny, au coin de la cheminée, exigeait de moi ou des autres à peine une simple révérence ; des attentions plus soutenues l'excédaient. Elle ne voulait aucune visite propre, et à beaucoup d'égards, quand on avait dîné, le cercle principal était autour de moi. A table j'avais rarement la place d'honneur; amie de la maison, je me plaçais comme au hasard, mais toujours je cherchais, je l'avoue, le voisinage de quelque causeur capable de m'intéresser. Cette maison, en effet, fut celle où je rencontrai le plus de savants. Là je voyais M. du Petit-Thouars, dont les découvertes importantes en physiologie végétale eussent peut-être produit une autre sensation, s'il n'avait pris le ton de la défense avant qu'on l'eût même attaqué, et s'il avait eu moins de paradoxe dans son expression et jusque dans son extérieur. Je voyais M. Visconti (1), ce savant illustre et respectable, qui parlait trop bien la langue universelle de l'érudition pour avoir besoin de posséder l'idiome de l'esprit de conversation. La modestie, la simplicité de M. Visconti étaient inexprimables ; toujours prêt à répondre, sans être pressé de parler, il contenait son savoir comme une bibliothèque, et n'offrait rien à l'étalage.

Je rencontrai plusieurs fois, chez M. de Champagny, le célèbre abbé Frayssinous, qui portait plutôt, dans le

(1) Ennius-Quirinus Visconti, célèbre archéologue, directeur du musée du Louvre, membre de l'Institut (1751-1818).

monde, une bonne gaieté de collège qu'une sévérité de controverse. Il me traita toujours avec une véritable bonté. J'osai lui dire que je ne l'avais pas entendu, parce que j'avais pour principe d'écouter la parole dans l'esprit où elle était dite; or, il était certain que la curiosité, plus que la soumission, m'aurait conduite au pied de sa chaire. J'aurais voulu plutôt juger, applaudir que me laisser entraîner; cela n'était point assez évangélique.

Je ne puis parler d'une foule de personnes distinguées que le dîner du vendredi me fit rencontrer et connaître, telles que M. de Gérando (1), idéologiste, et de ceux qui regardent la morale comme une invention de leur propre génie; qui, sans pratiquer la religion avec ferveur dans ses détails, mettent l'orgueil de leur philosophie à la respecter dans les dévots, à y rattacher des systèmes où le déisme préside et où la pieuse philanthropie est essentiellement combinée.

Le baron de Woght, respectable et riche Hambourgeois connu dans le Holstein par des établissements de bienfaisance et d'agriculture, était ami de M. de Gérando, de Mme de Staël, de tout ce qui se croyait bon, de tout ce qui se croyait pur. Disciple de Kant, et tendant au détachement par l'excès de la métaphysique, le bon baron de Woght portait dans tous ses traits une sérénité, un contentement de soi-même, une bienveillance pour tous, qu'il fallait bien partager et lui rendre. A peine l'eus-je rencontré qu'il voulut venir chez moi; mes parents le reçurent avec satisfaction, et je note son suffrage avec reconnaissance.

C'était aussi chez M. de Champagny que j'avais retrouvé l'excellent Dupont de Nemours. C'était la sym-

(1) Joseph-Marie, baron de Gérando, homme d'État et écrivain (1772-1842).

pathie et tout ce qu'elle a d'aimant et de sociable qui respirait dans son esprit, dans son âme, même dans sa figure, dont elle faisait rayonner tout l'ensemble et subjuguait entièrement la laideur. Je lui demandai une fois s'il était bien certain d'avoir traduit avec fidélité la chanson du rossignol (1). « Au scrupule, me répondit-il, mais ce n'est pas le chef-d'œuvre du genre. » Il portait en riant le flambeau du sentiment sur les parties de la création dont Descartes l'eût écarté. Il ne précisait rien et laissait deviner et sentir.

Péron, le bon Péron dont j'ai déjà parlé, venait chez M. de Champagny, qui avait su le protéger et le servir, quand il était à l'intérieur. Je voyais avec joie, je voyais avec orgueil pour le savoir et pour l'esprit, qu'un homme tel que Péron, par la seule dignité de ses travaux, de ses lumières, fût de droit à la place d'honneur en dînant chez un ministre.

M. de Humboldt était de ceux que, pour parler comme M. de Champagny, j'invitais souvent le vendredi. Tout était parfait dans M. de Humboldt. Souvent plongé dans la retraite, il était au monde dans le monde; il n'évitait ni ne cherchait une haute conversation, il ne recherchait ni n'évitait aucune conversation ordinaire. Quel besoin y a-t-il de le louer comme savant? Je puis l'attester homme aimable et excellent homme.

MM. Jouannin et de Nercia, jeunes Français de l'ambassade du général Gardanne (2), vinrent chez M. de Champagny le lendemain de leur retour à Paris. Ils me surent gré de m'occuper d'eux et de les offrir à l'intérêt

(1) Dupont de Nemours croyait avoir compris le chant du rossignol et avait essayé de le traduire en vers.

(2) Claude-Mathieu de Gardanne (1766-1818), général et diplomate, envoyé en Perse en 1807.

des personnes réunies. M. Jouannin (1) fut celui que je revis le plus souvent après ce premier jour. A toutes mes questions sur la Perse il répondit : « Lisez Chardin (2). » Je n'avais pas lu encore ce voyageur incomparable, j'avais tout, presque tout, à apprendre encore sur l'Asie ; faute d'instruction acquise au temps convenable, j'ai manqué souvent l'occasion d'en acquérir bien davantage et de faire d'utiles et d'habiles questions.

Ce qu'on voyait le moins chez les ministres, c'était les gens du gouvernement. Peu d'intimité régnait entre eux, et l'Empereur désirait qu'ils ne fussent pas liés. Fouché, de tous les ministres, était celui qui en réunissait le plus grand nombre, et justement par la raison qu'il se croyait au-dessus d'eux. M. de Talleyrand croyait servir de centre à l'équilibre de l'Europe; tous les étrangers venaient chez lui, et à peu près exclusivement. M. de Champagny recevait, en général, des aspirants, des auditeurs, des protégés enfin, et ceux que des rapports éphémères rapprochaient passagèrement de lui. Hors de son cabinet, ce ministre était vraiment hors de son bureau, et je crois qu'il ne concevait pas par quelle espèce d'artifice on se donne de l'ascendant.

Au nombre de ces relations d'un jour, je citerai un ou deux dîners que M. Mounier, secrétaire de l'Empereur, voulut bien accepter le jour du vendredi. Un jeune homme qui tenait une plume pour tracer la loi des nations et qui pouvait à peine disposer d'un moment, parce que le souverain maître le tenait sans cesse auprès

(1) Joseph-Marie Jouannin (1783-1844), orientaliste.

(2) Jean Chardin, voyageur français (1643-1713). — La relation complète de ses voyages a paru sous le titre de : *Journal du voyage du chevalier Chardin en Perse et aux Indes orientales, par la mer Noire et par la Colchide*. Amsterdam, 1711. 3 in-4° et 10 in-12.

de lui, était sans doute un véritable objet de curiosité et d'intérêt pour moi. M. Mounier était le fils de cet homme célèbre et malheureux qui avait levé en Dauphiné l'étendard de la Révolution, et l'avait vu trop tôt le jouet des tempêtes. Mounier, on le sait trop, était sorti de France après le fameux 6 octobre; il avait erré plus de dix ans, quand Bonaparte, empereur ou consul, s'était fait un honneur de lui rouvrir la France, et un système de l'appeler aussitôt au conseil d'État. C'était un prosélyte que l'expérience et non le préjugé amenait à l'autorité.

M. Mounier le jeune, élevé hors de sa patrie native, avait dû contracter cette insouciance d'esprit et ce genre de sécheresse de cœur qui m'ont paru résulter le plus souvent de l'absence du patriotisme, ou plutôt de l'affection naïve du premier âge pour le sol et pour le pays; son esprit, animé toutefois par un plus grand nombre d'idées et par leur mouvement rapide, rendait sa conversation piquante. Il laissait ressortir une sorte de dénigrement ironique pour tout ce qui éblouissait de loin et faisait l'objet de l'envie des hommes, et ce dénigrement ressemblait à de la philosophie. J'eus la conversation tout entière de M. Mounier, le jour où il dîna chez mon ministre, et peu après il vint deux ou trois fois chez nous.

M. Mounier avait vu de près la guerre; il suivait toujours l'Empereur, et sa santé en était altérée. Il peignait d'une manière hideuse les maux et les ravages qu'entraîne une campagne et que souffre une armée. L'horrible chose que le passage du pont d'Ehrenbreitstein, où les chariots de malades qui l'encombraient furent jetés dans la rivière! L'horrible chose qu'une ville détruite et dévastée, des maisons sans toit, sans fenêtres, des murs criblés, et l'odeur morbifique des cadavres brûlés à la

suite de l'incendie! Qu'il était loin ce jour où la troupe, maintenant victorieuse et anéantie, défilait précédée de de son tambour-major, au son d'une musique cadencée, et les armes resplendissantes! Quelle austère leçon vaudrait celle de l'homme blasé sur tout ce qui éblouit? Toute illusion pourtant n'a pas cessé pour lui, et c'est par là qu'il vit encore.

La conversation du jeune M. Mounier n'était pas en tout si amère, mais il trouvait l'expression du siècle dans cette chanson vulgaire, alors si à la mode :

> Amusez-vous, trémoussez-vous,
> Amusez-vous, belle;
> Amusez-vous, trémoussez-vous,
> Amusez-vous bien.

Les gens de la Cour allaient partout; c'était leur joie. Fouché les attirait, les flattait en les attirant, et semblait à la fois recevoir leurs hommages. Talleyrand, homme d'autrefois, recevait tout ce grand monde comme du monde; il n'y voyait pas autre chose, il était M. de Talleyrand. M. de Champagny lui-même, courtisan, semblait recevoir des camarades; il voyait assez de chambellans, assez de dames du palais, et on aurait pu le croire épris de la plupart des jolies dames. Toutefois, le monde stationnaire considérait différemment toutes ces différentes maisons.

On avait une idée immense du talent unique de Fouché, on ne craignait plus ses intentions, on pouvait trouver une excuse quand on avait été chez lui. Il n'eût pas fallu avouer de même qu'on venait de chez M. de Talleyrand. L'état douteux de cet évêque marié, l'existence presque équivoque de la femme qui portait son nom, ne laissaient guère meubler son cercle que

de ses amies consacrées ou de brillantes étrangères. Au contraire, les vertus de Mme de Champagny, la régularité exemplaire de sa maison, mettaient à l'abri de toute critique les personnes admises à la fréquenter. Sous le rapport moral, tout y était différent, mais sous le rapport politique, c'était sûrement la même chose dans toutes ces maisons.

On comprend que les observations réunies dans le tableau de ces maisons embrassent tout le temps que je fus à portée d'y passer. Le monde ordinaire ne laissait pas de me retenir, et le mariage de ma cousine Blanche d'Argenteuil, traité surtout par les soins de maman, était pour nous le sujet d'un intérêt sérieux et d'occupations de tous genres.

J'avais éprouvé par moi-même que, quand on ne peut pas offrir une dot immense, le cercle des choix est circonscrit; j'appris qu'il ne l'était pas moins quand on avait une grande fortune : Blanche fut un objet de jalousie pour toutes les mères qui ne pouvaient donner à leurs filles ce que Blanche pouvait apporter, et la jalousie maternelle s'exhale sans nul scrupule. Les familles, les amis de ceux qui prétendaient ou avaient prétendu ne ménageaient pas leur dépit. Les demandes devenaient moins nombreuses; le duc de Maillé se proposa : deux enfants, une fortune en nue propriété, dix-huit ans de plus que la future, formaient sans doute un grand obstacle, mais le candidat, au point de vue personnel, méritait toute estime, et le nom était de la haute catégorie. La pauvre Blanche, sans père, sans mère, et presque avec des ennemis, se laissa vaincre par la raison, et changea l'illusion de ses idées pastorales pour le système des notions reçues.

L'étonnante chose que le mariage pour les personnes

du grand monde! Une corbeille magnifique, que devait payer l'héritière, — et c'était chose convenue, — fut offerte par le futur. La disgrâce attachée à l'oubli d'une parure de perles faillit tout faire manquer au moment du contrat, la veille de la célébration. Les familles se firent officiellement la grimace, à la réunion convoquée pour signer le contrat de mariage. J'y fus maussade comme tout le monde, parce que c'était d'étiquette, mais cela me paraissait déplacé. Enfin tout se termina, et je me permets de rappeler ces bagatelles, parce que cet hymen a été très heureux et que les événements y ont attaché de réels et brillants avantages.

Ce mariage nous fit aller à Lormoy (1), chez Mme de Maillé la mère, celle que j'avais vue autrefois et qui, malgré ses manières affectueuses et pleines de charme à mon égard, n'a pas cessé de me faire peur. L'habitation de Lormoy était ravissante à l'époque du mois de juillet; tout y était plein de fleurs. Tout y fut fête, mais la nature toute seule aurait suffi à prodiguer les enchantements. J'étais ravie de voir la campagne, de me sentir humectée de rosée et des gouttes de pluie passagères.

(1) Lormoy, commune de Longpont, canton de Longjumeau (Seine-et-Oise).

CHAPITRE X

Entreprise des Anglais sur Walcheren (1809); rôle de Fouché. — Joséphine à la Malmaison; ses soirées intimes aux Tuileries. — Dames de la maison de l'Impératrice. — La famille Bonaparte. — Chez l'ambassadeur de Perse.

La guerre pourtant retentissait en Allemagne, pendant que l'écho seul nous en annonçait les foudres et que nos prairies s'émaillaient sous des ombrages encore paisibles. L'histoire dira la prise de Vienne et les batailles terribles d'Esslingen et de Wagram (1). La première de ces deux journées porta peut-être le premier coup à la fortune de l'Empereur, ou plutôt à la renommée de cette fortune, qu'on pourrait en appeler le crédit. On répandit le bruit que l'Empereur était fou, et, sans le croire précisément, personne ne témoigna de surprise. C'était de toutes les catastrophes celle qui devait trouver le plus de créance dans l'opinion. Il y avait déjà quelque temps que le docteur Pinel préparait une consultation sur cet événement infaillible, et par avance il étudiait les historiens d'Alexandre.

L'entreprise des Anglais sur Walcheren (2) éveilla un genre de crainte que la pensée n'avait point admis jusque-là. C'était comme l'*échec du berger;* Fouché songea à le parer, et le nom de garde nationale, éteint dans la Révolution, fut reproduit et appliqué à des levées

(1) Mai et juillet 1809.

(2) Décembre 1809. — Walcheren, île de Zélande.

hors de toute règle. Fouché tenait alors le portefeuille de l'intérieur, mais seulement par intérim, et la fusion des deux ministères dans le sien avait toujours été l'objet de son ambition. La levée d'hommes opérée d'urgence dans les départements du Nord, et une fausse combinaison des Anglais firent échouer en peu de semaines leur entreprise de Walcheren. Ailleurs aussi on avait fait effort pour exciter quelque mouvement des masses, mais on avait obtenu peu de résultats : l'enthousiasme de la République ne pouvait pas s'exalter sous l'Empereur. Frochot, préfet de Paris, eut la sagesse de le sentir ; il prépara beaucoup, fit beaucoup d'écritures et de numérotages, et détermina même quelques désignations pour forcer quelques jeunes gens riches au service de la cavalerie et à tous les frais d'équipement, mais il ne voulait pas donner de suite à l'opération, et le résultat des événements l'étouffa, en effet, bientôt.

Je crois que l'Empereur fut effrayé de la résolution hardie que Fouché s'était permise ; je crois que les idées de patriotisme, de liberté, de révolution enfin, renfermées dans l'idée de garde nationale, effarouchèrent son esprit. Fouché, d'ailleurs, eut l'imprudence d'attacher à son coup de baguette plus d'importance qu'il n'en avait eu ; je l'entendis s'écrier chez lui, devant du monde : « La levée des gardes nationales a mieux consolidé l'Empereur que le couronnement ; alors il était Empereur par la seule puissance militaire, et c'est la puissance civile qui vient maintenant de le consacrer. » Il se peut que ce mot ait décidé longtemps d'avance la disgrâce de Fouché ; il se peut que l'ébranlement exagéré causé par la levée des gardes nationales ait précipité Bonaparte dans l'alliance de l'Autriche et lui ait fait

chercher hors de la France un point d'appui qui devait s'écrouler sous son poids.

J'ai dit que j'avais toujours été bien accueillie par l'impératrice Joséphine. A la Malmaison, aux Tuileries, j'étais toujours reçue avec faveur. Je n'allais pas à la Malmaison sans que cette femme, vraiment aimable, ne me menât elle-même dans les serres qu'elle avait élevées et qu'on pouvait appeler le Palais de Flore. Elle connaissait toutes les plantes rares, s'intéressait à leur reproduction, enfin elle entendait parfaitement leur régime. La botanique lui doit en partie l'extension qu'elle acquit vers ce temps en France. De toutes les parties de l'Europe on lui envoyait les objets qui pouvaient sembler de quelque prix. A son exemple, les belles dames qui avaient accès à la Cour ne brodaient que des fleurs merveilleuses et en savaient les noms, l'espèce et la famille. Le luxe des plantes, que la botanique avait depuis peu fait connaître, rendit le marché aux fleurs une sorte de musée.

La direction du jardin de la Malmaison avait été confiée, dans le début, au savant M. de Mirbel. C'était M. de Bonpland qui, au temps dont je parle, avait pris cette conduite, et il se proposait de continuer le bel ouvrage que Ventenat avait commencé. Redouté le secondait déjà, et les beaux ouvrages de ce grand peintre peuvent être pour ainsi dire considérés comme l'inspiration de Joséphine (1).

(1) VENTENAT, *Le jardin de la Malmaison,* 1803 et suiv., 20 livraisons en 2 in-folio, 120 planches. — Ouvrage supérieur, dans le fini, à tout ce qu'on avait fait jusqu'alors en France et à l'étranger. — Bonpland a continué ce bel ouvrage, sous le titre de : *Description des plantes rares de Navarre et de la Malmaison.* P. Didot, 1813, in-folio, 64 planches d'après les dessins de Redouté.

Il ne se passait guère de semaine, durant l'hiver, que je n'allasse le soir une fois ou deux aux Tuileries. Ce dernier hiver, surtout, j'y fus assez exacte. Chose étrange, le plus souvent je m'y trouvais seule en visite, et tout le cercle était composé de personnes de service ou en place. J'arrivais ; il fallait attendre qu'un huissier allât m'annoncer. Il revenait et m'ouvrait la porte. L'Impératrice était au coin de la cheminée, jouant au whist avec une dame et deux des hommes qu'elle voulait spécialement distinguer. Le cardinal Caprara était souvent son partenaire. Le cercle des femmes assises était plus ou moins étendu. J'allais faire ma révérence, je prenais place ensuite, et une dame de service avait le soin de faire poliment les honneurs. Au bout de quelques minutes une des dames proposait ordinairement des parties de jeu, afin de faire asseoir les hommes. On ne jouait rien et, par suite, il importait fort peu qu'on fût habile ou ignorant. On venait dire à onze heures que le thé était servi. L'Impératrice se levait, et tout le monde avec elle ; et alors, passant devant le cercle, elle adressait avec une grâce parfaite un mot obligeant à chaque femme, et souvent aux hommes en seconde ligne, tout cela sans raideur, sans faux air. On répondait, on causait à peu près, et chacun se rendait dans la salle à manger, où les femmes se rangeaient près d'une belle collation dont le thé était l'objet le plus soigné. On rentrait plus ou moins nombreux, car beaucoup de gens s'éclipsaient précisément au moment du thé ; l'Impératrice se remettait à sa table et faisait seule diverses patiences. Alors les personnes placées près d'elle commençaient la conversation, et quelques hommes y prenaient part. Successivement, au bout de la chambre, s'opéraient les diverses retraites, et l'Impératrice elle-même se levait

quand elle croyait le devoir, et rentrait dans son appartement.

Ce moment de conversation est ce qui m'a souvent causé le plus de plaisir, et, autant qu'il m'était possible, je me plaçais, après le thé, près de la table des patiences. Une femme accoutumée à la conversation de tout ce qu'il y avait de plus remarquable, à la société intime, à la confidence habituelle de l'homme qui avait le plus d'idées, ne pouvait être une femme ordinaire. Quelquefois elle racontait des circonstances de la guerre pendant qu'elle s'y était trouvée, et ses récits avaient de la grâce et de l'à-propos. Je n'ai pas besoin de dire que je mettais quelque soin à lui plaire, en la faisant briller, mais j'ai quelquefois remarqué à quel point de maladresse un désir tout semblable portait certaines personnes et venait les étourdir. Un soir que nous causions avec MM. de Fontanes et de Lavalette, et que ce dernier parlait de l'Égypte, où il avait accompagné l'Empereur, Joséphine raconta comment, par un hasard flatteur, en partageant en deux un cailloux rapporté du Nil, on y avait reconnu les traits et toute la tête de l'Empereur. Un empressé, se mêlant à cette conversation, dit que le même phénomène s'était présenté pour Louis XVI. Quelque pressentiment tragique nous frappa à cette citation ; Joséphine baissa les yeux, et j'eus assez de peine à renouer l'entretien.

Une fois, nous étions peu de monde, il fut question du 3 nivôse et de l'explosion du Carrousel ; l'Impératrice me dit que, durant ce jour fatal, une émotion pénible avait agité Bonaparte. Il était poursuivi de l'idée qu'on voulait lui ôter la vie, de l'incertitude de savoir s'il irait à cet opéra où il s'était fait annoncer. Il s'opposait à ce qu'elle y vînt ; à chaque instant il entrait dans

sa chambre et lui disait à quel vague d'abattement il sentait son âme descendue. On sait qu'il prit enfin le parti de se mettre en marche. J'aurais, si je l'eusse osé, écrit tout ce détail en sortant des Tuileries, et plusieurs traits plus ou moins curieux que le temps a chassés de ma mémoire, mais je pensais alors qu'il y aurait de l'imprudence, et j'en suis au regret aujourd'hui.

L'Impératrice croyait à la bonne aventure, à tout ce qui est prodige, rêve, presque apparition. Elle voyait Mlle Normand, fameux oracle encore de mode. Un soir, que nous restions avec deux dames seulement et le chambellan de service, M. de Gavre, on se mit à tirer les cartes. L'une des dames, Mme Duchâtel, fit quelques contes à M. de Gavre ; Mme Devaux, l'autre dame, avoua d'un ton pénétré qu'elle n'avait plus que deux ans à vivre : sa bonne aventure authentique ne lui donnait de répit que jusqu'à quarante ans, elle venait d'en avoir trente-huit. C'était un texte bien choisi pour des histoires surnaturelles, et l'Impératrice commença les récits les plus singuliers.

Il faut l'avoir entendue pour comprendre à quel point une imagination vive et mobile peut triompher de la raison. Joséphine raconta que la mort de son petit-fils (1) lui avait été annoncée dans un songe, au moment même qu'il expirait. Cet enfant lui était apparu tout à coup, à genoux devant une colonne de bronze, et avait pris, je crois, les ailes d'un ange pour se dérober à ses yeux. Elle avait vu dans un songe différent son beau-père, qu'elle n'avait pas connu, sa belle-mère, son mari enfin : ces deux derniers se présentaient à ce père si respec-

(1) Napoléon-Louis-*Charles*, fils de Louis Bonaparte, roi de Hollande, et d'Hortense de Beauharnais; né le 10 octobre 1802, mort le 5 mai 1807.

table, et alors si heureux de la gloire de son fils. Je ne sais plus quelle prophétie sinistre sortait néanmoins de la bouche d'un de ces personnages fantastiques, mais je crois être certaine qu'il y avait un dénouement à la scène dont je fais le tableau, et où l'Empereur était bon fils, bon mari et excellent homme.

Après ces rêves, on s'occupa des réalités d'un autre âge. On parla de Mme Bonaparte mère, qu'on appelait alors *Madame*. L'Impératrice vanta la constance de son courage dans les plus rudes épreuves de la fortune. Elle avait presque manqué de pain ; Louis, son fils, pleurait alors, et Napoléon le reprenait, avec la fierté de sa confiance dans l'avenir.

Je me souviens qu'une foule de petits détails curieux, et que je voudrais avoir écrits, remplirent et prolongèrent notre entretien jusqu'à plus de deux heures du matin ; pas un mot de ce qui fut dit ne m'échappa dans aucun temps. Je ne sais, toutefois, si Joséphine eut peur de ses indiscrétions nombreuses ; quand je la revis elle me dit : « Nous avons trop causé, nous nous couchons trop tard. » Et depuis, quoique toujours aimable, elle évita désormais de se livrer aux conversations entraînantes.

Une extrême politesse distinguait, à cette Cour, les manières de toutes les personnes en place, une fois qu'on était admis dans leur cercle. Là on était reconnu comme égal, comme ami. Les gens d'un ordre inférieur jusque-là et qui s'y trouvaient en fonction vous accueillaient comme une conquête, éprouvaient pour vous de la considération et croyaient à la fin pouvoir se délivrer de toute morgue et de toute contrainte. Je ne sais pas si jamais aucune Cour rendra ses affidés plus satisfaits que ne le faisait celle-là. Les gens de notre classe, qui maintenant s'y

trouvaient en majorité, y étaient encore plus heureux, et d'autant plus que, pour la forme au moins, ils essuyaient parfois ailleurs quelques sarcasmes ridicules et devaient se souvenir qu'on les avait forcés. J'ai vu M. Victor de Mortemart sous deux figures en quelque sorte, aux Tuileries et chez les ministres, ou bien dans le monde, où ses relations et son nom l'obligeaient souvent de se trouver. L'Empereur, par une disposition de sa pleine puissance, en restituant les bois à la maison de Montmorency, avait stipulé à peu près quatre-vingt mille livres de rente pour Mme de Mortemart-Montmorency. Elle en jouissait, et, chose étrange, tous ses parents affectaient envers elle la plus étroite bienveillance, mais n'accordaient pas ce sentiment à la baronne, seule et unique cause des grâces faites à sa maison, et aux dépens de laquelle, à quelque égard, les legs de détail étaient presque tous faits. Cette circonstance prouve, sans doute, quelque injustice dans les sentiments d'une famille, mais elle est aussi une preuve certaine des qualités personnelles de Mme de Mortemart.

Je ne nommerai pas toutes les dames du palais; leurs différents portraits demanderaient de vrais peintres et embelliraient une galerie. La peinture de leurs caractères n'aurait pas un très grand intérêt pour la postérité : aucune intrigue parmi elles, aucune en politique surtout. Chacune faisait de son mieux sa petite affaire, et le gâteau était assez grand pour que chacun pût y avoir, ou du moins y espérer sa part. Mme de Brignole, par son esprit, sa figure, sa manière et ses relations, eût plus que toute autre, peut-être, rappelé quelque chose des anciennes princesses palatines. Elle avait contribué à la révolution de Gênes. Elle était amie très intime de M. le prince de Bénévent, sans qu'on eût rien à soupçonner

entre eux que des relations d'esprit et d'intérêt. Elle suivit Marie-Louise en Autriche, au moment de la catastrophe, et avec un caractère en quelque sorte diplomatique; elle y est morte, encore jeune, et certainement fort belle encore. J'avais toujours beaucoup de plaisir quand je rencontrais cette femme instruite et spirituelle. Mme Visconti et Mme de Brignole me présentaient l'étrange contraste que Mme de Staël, dans *Corinne*, a signalé d'une manière si exacte entre les dames d'Italie.

L'Empereur ne venait jamais aux soirées des Tuileries, mais il ne pouvait ignorer quelles visites recevait Joséphine, son épouse.

Une fois elle lui fit une scène de jalousie; Mme de Souza avait été chez elle justement dans cette matinée, et les Tuileries furent interdites désormais à Mme de Souza.

Je ne vis ni Madame Mère, ni les princesses, sauf une fois ou deux la reine Hortense. Il s'en fallait qu'elle eût la supériorité et, par conséquent, le naturel de sa mère. Elle était remplie de talents, son esprit était cultivé, mais elle avait du prévenu et de fausses prétentions dans les manières. Seule, on dit qu'elle était charmante; en public, elle aurait voulu renouveler la reine de Navarre telle que la montrent les romans, et tout cela faisait une fausse attitude; mais, pour les gens de moyen ordre, à qui leurs emplois ouvraient une cour, son sourire, ses prévenances, la rapidité de son coup d'œil, la justesse de sa mémoire en faisaient une princesse capable d'enchanter.

Une de ses cousines était princesse de Bade, l'autre Mme de Lavalette. Je voyais quelquefois cette dernière, que sa santé confinait dans sa chambre, et je voyais aussi son mari qui, doué de beaucoup d'esprit et après

avoir fait une brillante fortune, ne pouvait pourtant, je crois, se défendre un peu d'humeur et d'amertume en se voyant neveu d'un empereur, cousin germain de rois et de princes, et simple directeur des Postes.

Mme Bacciochi (1), avant d'être grande-duchesse de Toscane, et dans le temps même où elle était déjà princesse de Piombino, ne jouissait pas mieux de sa position. On demandait de ses nouvelles aux personnes de sa maison ; on apprenait qu'elle mourait de chagrin. Cette suite de plaintes et de douleurs fit dire une fois à l'Empereur lui-même : « Ces créatures croient-elles que je leur ai enlevé la succession du roi notre père ? »

Madame Mère thésaurisait. Elle passait pour plus qu'économe et achetait les plus beaux diamants. Napoléon fut vivement blessé en apprenant qu'elle avait fait placer sur l'Angleterre une somme qu'il lui avait donnée.

Lucien était à Rome. Il y jouissait de ce chef-d'œuvre d'existence qui tient à la possession d'une grande fortune, au goût des arts, à un certain mystère de puissance et de grandeur. Des voyageurs m'ont assuré qu'il ne laissait point oublier qu'effectivement il était prince et que son frère était le souverain le plus redouté. Sa fille aînée vint à Paris et fut accueillie chez Madame. On l'obligea à plier les genoux au moment où elle fut présentée à son oncle ; véritable petite sauvage, indépendante, décidée, elle se montra si rétive, ses lettres saisies à la poste étaient d'une originalité si complètement impertinente, qu'on la fit repartir pour Rome. Elle dit en partant à Mme de Laborde, qui la voyait chaque jour : « Eh bien ! j'aurai toujours été princesse pendant trois mois ! »

(1) Élisa Bonaparte.

On ne peut guère douter que Napoléon aurait pu la marier à Ferdinand VII (1), avant l'abdication forcée. Déjà un sceptre avait été par lui conféré à une branche de la maison de Bourbon; il y aurait eu de sa part une fatale inconséquence à le reprendre, quand il pouvait le diriger. L'Espagne aussi, depuis longtemps, n'était qu'une préfecture de France; il était plus sûr et plus glorieux pour Bonaparte de se greffer sur le tronc antique et révéré de nos Bourbons. Le système contraire le perdit. Je me souviens que, vers le temps de l'expédition d'Espagne, Fouché me disait : « Si j'étais l'Empereur, je voudrais me trouver avant peu le plus ancien monarque d'Europe. » Je lui répondais : « Si j'étais l'Empereur, je voudrais amalgamer ma puissance aux plus anciennes ainsi qu'aux mieux fondées. » Je ne pensais alors que combattre une vaine hypothèse. L'opinion générale a, dans le temps, fait honneur au prince de Bénévent de quelque opposition à la guerre sacrilège d'Espagne.

L'ambassadeur de Perse était dans ce temps à Paris. Nous allâmes le voir, comme une curiosité de la foire, et je le regrette, car j'aurais pu tirer un autre parti de ma visite; mais plusieurs lectures importantes me faisaient défaut, entre autres celle d'un excellent ouvrage, l'*Histoire des révolutions de Perse,* par Charles Picault. L'ambassadeur était sur un sofa; ses mules de cuir vert, à hauts talons, étaient à terre, près de lui, ainsi qu'une espèce de crachoir. Il tenait un *chasse-mouches* ou éventail de paille, et portait à la ceinture un poignard garni de quelques pierres précieuses. Ce jour-là il y avait chez lui une espèce de fête. M. Alibert, son médecin, avait voulu, pour amuser ma belle-sœur, lui

(1) Ferdinand de Bourbon, roi d'Espagne, prisonnier en France de 1808 à 1814, époque où il remonta sur le trône. (Voir p. 86.)

ménager tous les honneurs d'une cérémonieuse réception. Un personnage principal vint la recevoir et la plaça sur le sofa de l'ambassadeur, près de lui. Nous fûmes toutes prises et amenées de même, mais seulement à des fauteuils. Il y avait au milieu de la chambre un petit tapis, et deux ou quatre grands flambeaux à terre. L'interprète dit à Henriette que M. l'ambassadeur avait appris pour elle un petit compliment en français; il l'avait su jusqu'à neuf heures, mais elle était venue trop tard : Son Excellence ne s'en souvenait plus. L'ambassadeur fut aussi galant qu'il le put : il releva l'une après l'autre toutes les manches de ses vêtements, pour montrer qu'ils étaient de cachemire. Il montra son poignard, prêta son éventail, voulut teindre avec du henné le bout des doigts d'Henriette. Il admira quelques signes qu'il distingua sur un de ses bras, et crut qu'elle les avait fait peindre ; son interprète n'avait pas un moment de repos pour répondre et pour répéter. Pendant tout ce temps, on avait emporté le tapis et les flambeaux; quelques jeunes femmes, quelques jeunes gens de familles attachées à l'entretien de cette ambassade dansèrent au son du piano; on nous donna de mauvais sorbets, en de petits gobelets mal rincés, et nous partîmes en traversant une double haie d'esclaves ou de suivants, couverts de haillons de soie aussi sales que sombres. Tous avaient un poignard ou grand couteau à la ceinture. Si c'est là le luxe asiatique, celui qu'on trouve dans le moindre de nos bourgs est certainement supérieur.

CHAPITRE XI

Mariage de Caroline d'Herbouville avec Prosper de Crillon. — La société du faubourg Saint-Germain en 1810; les Arenberg. — Mission secrète du prince de Schwarzenberg; le divorce de Napoléon : scène émouvante à la Malmaison. — Voyage de Marie-Louise. — Grande fête donnée à l'École militaire par les officiers de la Garde. — Bal du prince de Schwarzenberg; terrible catastrophe.

Caroline d'Herbouville, ma cousine, fut mariée dans le cours de l'hiver, c'est-à-dire au commencement de 1810; elle alla demeurer à l'hôtel de Crillon, dans la maison de son beau-père (1).

Quand des jeunes femmes sont ainsi établies dans un petit appartement d'où elles doivent passer dans la salle à manger, uniquement pour se mettre à table, elles peuvent rester étrangères pendant longtemps à toute idée de ménage et à toute idée de famille; leur unique soin est et doit être alors de s'occuper de leur toilette, de ne pas dépenser au delà de leur pension et de faire des visites chaque jour. Je ne dis pas, au reste, que cela suffise au bonheur de toutes les jeunes femmes; je ne dis pas que des sentiments vifs et profonds ne modifient toute cette routine, qui n'est au fond que le tableau nouveau de la vie.

J'ai remarqué dans le monde des nuances très prononcées entre les manières des femmes : celles qui ont plus de soixante ans conservent le désir de plaire, de la grâce,

(1) Cet hôtel, situé place de la Concorde, est habité aujourd'hui par Mme la duchesse de Polignac, née Crillon.

des façons accueillantes, affectueuses, et l'on va jusqu'à les trouver parfois un peu complimenteuses. Les femmes qui ont quelques années de moins, et qui étaient brillantes dans les dix ans ou à peu près qui ont précédé la Révolution, sont généralement peu polies, ne font point de frais, peuvent avoir de l'esprit, mais ne sont point aimables, sauf pour un petit cercle à part, ainsi que c'était le genre de leur temps. Les femmes qui sont entrées dans le monde depuis l'époque de la Révolution ont beaucoup de naturel, une grande indépendance, presque point de vernis, aucun liant, beaucoup d'idées et des opinions passionnées. Les femmes plus jeunes encore, — je ne parle ici que de notre monde, — m'ont fait penser plus de vingt fois à ces rubans jaunes de Saint-Cyr (1) dont, en éloge, on se plaisait à dire qu'ils n'avaient pas le sens commun. La plupart de toutes ces jeunes femmes, très jeunes au temps dont je parle, avaient été élevées dans une dévotion de couvent qui entraînait pour quelques-unes l'interdiction du spectacle. Du reste, le spectacle comme art, comme littérature, comme pensée, comme musique, leur était presque indifférent. J'ai vu de ces jeunes dames confondues de ce que je pleurais quand la scène était touchante; de ce que je regardais le théâtre et non le chapeau de madame une telle, dans telle loge. Je ne veux pas faire entendre qu'elles fussent dénuées de tout talent ou de toute instruction, mais l'absence de tout désir de plaire les faisait paraître insipides, considérées dans leur ensemble. Tout, jusqu'à leur dissipation, était méthodique et factice. Je parlais un jour à Caroline de Mme Thibault de Montmorency : « Elle est bien froide, lui disais-je. — Mais, me

(1) Le Saint-Cyr de Mme de Maintenon.

répondait naïvement Caroline, à présent tout le monde est froid. » Sans doute, quelques-unes étaient plus animées, mais il leur aurait fallu surmonter une espèce de ridicule qui les retenait comme une barrière, et il aurait été nécessaire qu'elles fussent coquettes, ou du moins qu'elles parussent l'être, dès qu'elles sortaient de ce pensionnat.

Les hommes jeunes de ce monde offraient entre eux une bigarrure de position assez remarquable, mais la politesse effaçait tout ce que les nuances eussent pu avoir de trop tranché. Les uns étaient entrés au service volontairement, les autres y avaient été forcés; les plus jeunes y avaient été mis tout simplement par leurs parents et sous prétexte qu'on les y aurait contraints, mais en réalité, — on en convenait aussi, — parce qu'il n'y avait plus d'autre parti à prendre; d'autres enfin ne faisaient rien, parce que leurs parents l'exigeaient d'eux, et d'autres parce qu'il était trop tard. Il résultait de tout cela peu d'enthousiasme dans les expressions, peu de naturel dans les entretiens; on ne voulait ni se choquer réciproquement, ni se faire à soi-même du tort pour l'avenir.

Ceux qui avaient maintenant trente-cinq ou trente-six ans s'étaient très bien arrangés à vingt ans de ne rien faire, c'est-à-dire de vivre tout bourgeoisement, de s'amuser en de petites sociétés, d'aller au bal ou au spectacle, et même de dessiner un peu. Maintenant tout le monde voulait être occupé, tout le monde s'ennuyait d'être oisif. On commençait à devenir tout ce qu'on pouvait obtenir d'être : auditeur, écuyer, tout enfin; mais je disais quelquefois à tous ces nouveaux désœuvrés que l'occupation pour eux était le droit acquis de tourmenter leur prochain durant un certain nombre d'heures par

jour. L'instruction d'une partie de cette ligne d'hommes de nom avait été généralement négligée, par l'effet de la Révolution, de ses troubles, de sa ruine, et surtout des préjugés gothiques dont elle avait tout à coup relevé le brouillard épaissi. Aux armées, ils n'en ont pas été moins braves ; ils n'en ont pas été moins probes dans les diverses administrations, mais peut-être est-il singulier que Saint-Cyr en ait compté beaucoup, l'École polytechnique aucun ou presque aucun, et ce n'est guère sous leurs noms que la carrière civile a révélé des talents.

Au commencement de l'hiver dont je parle, je retrouvai Mme d'Arenberg; elle était à Paris avec son mari aveugle. Son fils aîné avait épousé Mlle Tascher (1), comme si elle eût été princesse, quoique l'Empereur ne lui en eût pas donné le titre. Ce mariage avait mal réussi, la jeune princesse d'Arenberg ne voyait plus les parents de son mari, et celui-ci, après avoir combattu en Espagne, avait été fait prisonnier et se trouvait en Angleterre. Le second fils de Mme d'Arenberg était déjà depuis plus de dix-huit mois à Saint-Cyr, traité avec toute la rigueur de cette école terrible. Cependant, M. d'Arenberg, en jouissance d'une grande fortune, s'étourdissait sur ses chagrins, comme sur le malheur de son infirmité. Il parlait avec complaisance de fleurs et de tableaux ; il se faisait mener partout où quelque chose était à voir ; il jouait tous les jeux, au moyen de son secrétaire, qui n'avait qu'à ranger les cartes et à former une sorte de clavier qui pouvait s'adapter partout, à toutes les tables, et que le pauvre duc avait su lui-même inventer.

J'étais reçue dans cette maison comme si j'en eusse été la fille. J'y rencontrai sans cesse M. et Mme de

(1) Tascher de la Pagerie.

Boufflers, et beaucoup de monde divers. Bientôt y arriva le prince Charles de Schwarzenberg, beau-frère de la belle princesse de Schwarzenberg, fille de M. et de Mme d'Arenberg; le prince Charles était ambassadeur depuis le traité de Presbourg.

On ne peut pas être, je crois, plus loyal et meilleur que ce prince de Schwarzenberg, dont le rôle allait avoir tant d'importance. Alors il négociait, mais en secret encore, le mariage étrange de Marie-Louise, et à peine arrivé, afin de se répandre, il se mit à donner une fois chaque semaine les plus grands et les plus beaux bals.

Je voyais le prince tous les jours; j'en reçus la permission de lui donner ma liste, et d'introduire chez lui une société entière. Tous les mondes s'y trouvaient réunis; du reste, la Cour les avait presque tous mêlés, et c'était avec des prétextes que les barrières s'abaissaient par degrés. Les dames marquantes, dans le nouveau régime, étaient jeunes presque toutes, et presque toutes étaient jolies; elles avaient des talents. Leurs toilettes étaient recherchées, et leur ton plutôt un peu guindé et un peu raide, que trop facile et trop commun. Les ministres venaient avec tous leurs cordons, et les rubans tant français qu'étrangers étaient multipliés au point qu'il fallait bien avoir de la philosophie pour oser se montrer au monde sans une croix à la boutonnière.

Bientôt les bruits du mariage, et celui du divorce qui devait le précéder, prirent une consistance positive. Le jour peut-être où tout était signé, M. de Czernichef arriva de Russie, et se rendit de suite chez M. de Champagny. Il descendait de voiture, et je le vois encore avec son corsage serré et le plus élégant des plumets. J'ai toujours eu lieu de penser qu'il ne venait avec tant de hâte que pour offrir la sœur de son souverain; il était de

quelques heures en retard. On ne peut vraiment se persuader que ces événements soient de 1810, et que la statue aux pieds d'argile ait croulé en si peu d'instants! Alors dominait sa tête d'or.

J'étais aux Tuileries la veille même du jour où les déclarations devaient se prononcer; on ne savait toutefois encore ni quel jour, ni de quelle manière elles devaient avoir lieu. On ne pouvait y croire tout à fait; une idée de bonheur s'était superstitieusement attachée à l'influence que Joséphine exerçait sur son impérial époux. La fortune de Bonaparte semblait tenir à celle de cette femme essentiellement aimable et bonne, qui ne lui avait fait que des amis. Je me souviens de cette soirée, dans laquelle rien ne fut changé à la manière accoutumée; cependant on voyait les traces des larmes et l'empreinte d'un profond chagrin sur le visage toujours gracieux de celle qui représentait pour la dernière fois. Le lendemain, en effet, ce fut à la Malmaison qu'elle alla passer sa soirée; la séparation était faite.

Deux jours à peine étaient passés, que j'allai moi-même à la Malmaison avec Mme d'Arenberg. L'impératrice Joséphine, — alors on l'appelait ainsi, — n'était point d'abord dans le salon, et ce salon était rempli. Enfin la pauvre femme parut; elle alla, comme à l'ordinaire, à la première personne du cercle, et cette personne était Mme Clément de Ris. Joséphine, retenant des larmes, hésitait et ne savait que balbutier. « Votre Majesté, lui dit Mme Clément de Ris, me paraît bien engraissée. » A ce mot inconvenant, un sourire parut sur les lèvres de l'affligée. « Je ne l'aurais pas cru », répondit-elle, et elle arriva devant moi. Déjà attendrie, je levai les yeux sur les siens; les pleurs dont ils étaient rougis eurent une correspondance rapide, et je fus en

larmes aussitôt. La pauvre Joséphine me remercia de ce que je montrais pour elle un intérêt si tendre; elle me dit que j'étais bonne, et ajouta qu'elle avait bien besoin de conserver tout son courage.

La conversation prit bientôt cette forme générale et le tour animé que cette femme distinguée avait l'art de lui donner. Après quelques instants on passa dans une galerie, qu'elle avait elle-même fait bâtir dans une très belle proportion. Cette galerie était garnie des morceaux les mieux choisis des peintres les plus en renommée. Un tableau à peine fini était sur le chevalet, au bout de la galerie; ce tableau était le portrait de l'Impératrice elle-même, par Prud'hon. Il était plus jeune qu'elle, et peut-être embelli; « c'était, dit-elle avec beaucoup de grâce, l'ouvrage d'un ami bien plutôt que d'un peintre. » Mme Monge, malgré ce mot, ne manqua pas de s'écrier: « C'est le portrait de la princesse Borghèse, c'est le portrait de la princesse Pauline! » Je m'efforçai de l'interrompre, et alors me parlant en effet de Joséphine : « Il faut convenir, dit-elle, presque à haute voix, qu'elle a bien, très bien joué son rôle d'Impératrice! »

Je dirai de suite qu'après les premiers moments douloureux Joséphine sut conserver tout ce que l'existence qu'elle perdait pouvait encore laisser d'agréments à sa vie. Elle fut obligée de se rendre à Navarre, mais revint à la Malmaison, où elle eut, comme autrefois, des chambellans et des dames. Elle y avait réuni quelques jeunes demoiselles brillantes de talents et d'attraits, telles que Mlles de Mackau et de Castellane, et, occupée de leur destinée, elle sut les établir convenablement à leur fortune. M. Turpin (1), si remarquable par les talents qui

(1) Pierre-Jean-François Turpin, botaniste et dessinateur (1775-1840); il a illustré les plus importants ouvrages de botanique publiés

lui assignent un rang d'artiste, était un de ses chambellans; Mlle Deslieux, fille d'un capitaine de vaisseau, mais absolument ruinée, était attachée à sa maison et faisait l'ornement de ses concerts. Il y avait un heureux idéal de grâces, de luxe, d'arts et d'agrément dans cette maison, et, chose bien remarquable, c'était une extrême et expansive bonté qui était la base de tout cela.

Une ambassade partit pour Vienne, et la demande solennelle fut faite; mais durant le petit nombre de semaines que l'Empereur resta jeune homme à marier, si l'on doit ajouter foi aux bruits du temps, il faudrait croire à un désordre de mœurs dont je puis m'abstenir de parler.

Tous les intérêts fermentaient, et la Cour était dans le bonheur. Assurément elle avait tort, cette Cour, mais elle s'attendait à trouver dans la petite-fille des Césars cette aménité, cette manière que Joséphine avait su se créer, et dont personne comme elle peut-être ne saura saisir la justesse. Je ne crois pas que ceux qui l'ont vue m'accusent ici d'exagérer; pour parler comme Mme Monge, elle a rempli le rôle de princesse de telle manière que depuis on l'a toujours cherchée sans jamais la trouver.

On ne s'occupa plus que du trousseau et de sa magnificence. Le soulier de satin vert envoyé pour modèle annonçait un très joli pied; la robe, d'étoffe très commune, une taille de belle proportion. On vantait de jolis cheveux; on ne vantait pas la figure, mais le teint. C'était une joie de nouveauté, un mouvement d'apprêt, qui ressemblait à de l'enthousiasme, pour tous les gens en place; c'était l'alliance solennelle du présent avec le passé : la petite-nièce de la reine de France venait suc-

au commencement de ce siècle, et notamment ceux de Humboldt et de Bonpland.

céder à son trône! On prétendit peu après que l'Empereur, en parlant de Louis XVI, avait dit : « Mon pauvre oncle », et de fait il en avait le droit.

L'ingratitude fut grande envers la pauvre Joséphine; mais qu'était-ce qu'une créole près d'une archiduchesse, qui venait consacrer la prescience politique et philosophique des uns, et garantir les conquêtes et la vanité des autres! Il fut question de partir pour chercher la princesse, et au milieu de l'hiver rien ne fit hésiter pour avoir l'honneur du choix. Mmes de Montmorency, de Mortemart, de Bassano et la maréchale Lannes, nommée dame d'honneur, durent se rendre, je crois, à Braunau; les aumôniers, les chambellans suivirent. Tout était disposé pour que depuis Strasbourg le voyage de l'Impératrice fût un véritable enchantement. L'archiduc Charles, au nom de Napoléon, forma des nœuds que rien encore n'a rompus (1). La jeune Impératrice fut livrée à sa cour nouvelle et comblée des présents de son glorieux époux. La reine de Naples, sa belle-sœur, avait été au-devant d'elle, et seule avait reçu la mission de l'accompagner en voiture. On disait, dans le temps, que cette petite Majesté avait eu quelque peine à se plier au rôle secondaire que son frère avait exigé. Le rendez-vous était à Compiègne; on disait qu'à une certaine place la rencontre devait avoir lieu, qu'à ce moment la nouvelle épouse se mettrait aux genoux de l'Empereur. Je ne sais ce que l'étiquette aurait pu commander soit d'impatience, soit de convenance; l'Empereur courut sur le chemin. Il était seul, avec le maréchal Duroc (2); il s'élança vers la voiture. M. d'Audenarde, écuyer, qui accompagnait la princesse, épouvanté de ce mouvement,

(1) Mme de Chastenay écrivait ceci en 1818.

(2) Suivant Thiers, c'était Murat.

tira son sabre avec violence : il reconnut son souverain. La portière s'ouvrit, et Bonaparte, se précipitant, poussa sa sœur sur le devant, embrassa vite Marie-Louise, et ne put que lui dire, en s'excusant d'une si brusque apparition : « Vous ne craignez sûrement pas la crotte ! »

On se rendit à Compiègne. Un appartement virginal y avait été préparé ; tout était orné de draperies blanches ; les roses blanches étaient prodiguées de toute part. C'était aux Tuileries que devait se renouveler la cérémonie du mariage ; un seul jour en faisait l'intervalle, mais l'Empereur ne voulut pas quitter, même durant ce peu d'heures, son épouse.

Je crois que ce fut le 4 avril que l'entrée solennelle eut lieu. Le cortège partit de Saint-Cloud, le temps fut beau, la foule était immense. La galerie du Muséum, où l'autel nuptial avait été dressé, était encombrée de témoins. On ne pouvait en croire ses oreilles, ni ses yeux.

La description des fêtes remplirait un volume. Jamais les illuminations n'avaient été si brillantes, ni si complètes. Je n'avais pas été au Muséum, et je n'assistai qu'à une des fêtes, mais ce fut sûrement la mieux conçue. Elle fut donnée à l'École militaire, par les officiers de la garde.

Une salle en bois, mais d'une vaste proportion, avait été construite dans une des cours de l'école ; elle n'avait de fenêtres qu'en haut. Les peintures, les dorures étaient d'un goût exquis, et les draperies de mousseline blanche toute parsemée d'étoiles d'or. Je croirais volontiers qu'il y avait quatre mille femmes. De jeunes officiers présentaient à chacune un gros bouquet de fleurs naturelles. On peut se figurer l'effet d'un carré long offrant de trois côtés un amphithéâtre élevé, couverts de femmes en blanc, déjà toutes parées de fleurs

et tenant dans leurs mains le beau et riche bouquet qu'on leur avait remis. Les hommes n'entraient pas dans cette grande enceinte; ils circulaient autour, en des galeries ouvertes, d'où ils pouvaient tout voir. La multitude remplissait le Champ de Mars. On y tira un beau feu d'artifice, et enfin l'Empereur, l'Impératrice, la Cour parurent sur le grand théâtre qui faisait le quatrième côté de la salle immense où nous étions.

C'était très beau. Les femmes, chargées de diamants, les hommes chamarrés de cordons et de dorures, les habits rouges des chambellans, leurs grandes écharpes blanches, leurs chapeaux à grandes plumes, tout cela avait bon air, et c'était une grande conquête qu'on fêtait dans la jeune souveraine. Des danseurs de l'Opéra exécutèrent un ballet. Ils se retirèrent, les hommes entrèrent, les contredanses furent formées. L'Empereur alors descendit dans la salle, y parla à quelques femmes et témoigna le désir de se montrer obligeant; mais, en dépit de sa volonté, on a toujours trouvé quelque chose de rude et de commun dans ses apostrophes impériales.

Au bout d'un temps convenable il partit, avec tout son monde, et la fête devint un très beau bal, très gai. Le souper se composait d'un nombre énorme de tables, et les corridors qui menaient aux appartements du souper, éclairés comme le reste, autant que s'il eût fait jour, étaient tout bordés de plates-bandes garnies d'arbustes et de fleurs.

Deux jours après seulement le prince de Schwarzenberg donna sa fête funeste. Il fallait cet affreux malheur pour rendre aux imaginations la moindre notion d'un danger : l'étoile nous influençait tous. A l'École militaire, dans cette salle superbe dont je viens de décrire l'éclat, une étincelle eût tout perdu; on n'y avait ménagé ni porte,

ni aucune issue : tout eût péri. Personne n'y songea.

Je mettrai toujours au nombre des grâces que la Providence nous a faites, celle d'avoir été détournées, ma belle-sœur et moi, de nous trouver à la fête du prince de Schwarzenberg. Nous n'en avions pas manqué une, j'étais liée avec son incomparable belle-sœur, autant du moins que pouvaient le comporter nos situations respectives, mais enfin elle n'arrivait pas à Paris pour un petit voyage sans que nous nous vissions sans cesse, et la veille de la catastrophe nous étions réunies à minuit sur le même canapé, dans la maison de Mme Du Bourg. Mais il avait été d'abord décidé que l'ambassadeur ne prierait à son bal que des personnes présentées ; nous ne l'étions pas. Il se fit des exceptions, mais Mme de Schwarzenberg nous trouvait elle-même trop grandes dames pour en profiter. Grâce au Ciel, nous n'y allâmes pas !

La salle était en bois. On avait séché les peintures avec de l'esprit-de-vin ; tout l'extérieur était chargé de lampions d'huile dans des godets. Le plafond était en toile imperméable. Peu de minutes suffirent pour produire l'effet d'un four de boulanger, car telle est la comparaison que plusieurs témoins m'en ont donnée. Le plancher s'effondra ; le prince Kourakin (1), tombé sur les marches de l'escalier, en obstrua le passage et fut presque étouffé. L'huile bouillante dégouttait sur les épaules des femmes ; les cordons qui tenaient les lustres, coupés de suite par les flammes, laissèrent tomber leur immense poids. Il paraît que la princesse Pauline de Schwarzenberg, rentrée dans cette fournaise pour y chercher sa fille, fut écrasée par la chute d'un lustre. Elle tomba dans l'espèce d'abîme que le plancher avait

(1) Alexandre-Borisovitch, prince Kourakin (1752-1818), ambassadeur de Russie à Paris de 1808 à 1812.

ouvert précisément au-dessus du bassin sec où l'on avait placé le trône; elle y fut presque consumée. Ce ne fut pas avant trois heures du matin qu'on put retrouver et reconnaître ses restes. Elle avait trente-cinq ans, était grosse de son onzième enfant, et en laissait neuf vivants. Elle était belle et triomphante comme l'ange de l'Alliance; un instant, elle n'était plus.

Un sombre augure frappa tous les esprits; deux jours après, la pompe funèbre des obsèques du maréchal Lannes traversa en deuil tout Paris. Aucune illusion ne put se maintenir contre ce sinistre présage.

On aura peine à croire que le jeune Pierre d'Arenberg n'eut qu'un congé de quelques jours pour sortir de Saint-Cyr et embrasser ses nièces et sa malheureuse mère. Il fut vingt-sept mois, à Saint-Cyr, et ayant obtenu de passer en Espagne, il ne put néanmoins rejoindre le régiment de son frère. Mme d'Arenberg, au bout de quelques mois, réussit, par l'effet de la pitié qu'elle inspirait, à le faire rappeler d'Espagne, avec le titre d'officier d'ordonnance. La lettre de rappel ne parvint qu'avec lenteur, les retours longtemps furent interceptés, Mme d'Arenberg n'avait plus de nouvelles. Trompée dans toutes ses espérances, égarée dans tous ses efforts, déchirée dans toutes ses affections, l'infortunée n'eut pas la force de résister à tant de souffrances; elle tomba bien malade, et on l'entendit quelquefois demander pardon à Dieu du désir qu'elle avait de mourir. Elle mourut; Pierre, son fils, arriva le lendemain même. Son père le fit partir de suite pour la Russie, car c'était en 1812, et le pauvre jeune homme, atteint par les malheurs qui accablaient sa race, n'en revint qu'à moitié gelé et presque inhabile désormais à toute carrière active.

CHAPITRE XII

Abstention de la plupart des cardinaux au mariage de Marie-Louise; mesures de rigueur prises par l'Empereur. — Genre de vie de la nouvelle Impératrice. — Disgrâce de Fouché (3 juin 1810). — Alerte policière; entrevue avec le duc de Rovigo, successeur de Fouché. — Premiers actes du nouveau ministre de la police; ses réceptions, la maréchale Lefebvre. — Le duc de Rovigo gagne les bonnes grâces du faubourg Saint-Germain. — Conversation de l'Empereur et de Mme de Chastenay chez le duc de Rovigo.

De grands changements furent la suite du mariage. Les cardinaux avaient été solennellement invités à la cérémonie de la célébration; le plus grand nombre avait refusé d'y assister. Bientôt l'Empereur sut que le Pape les approuvait, et que l'apparente déférence qu'ils avaient pour l'officialité de Paris ne validait pas religieusement à ses yeux la rupture de son premier mariage. Au lieu de dissimuler une improbation que rien n'eût fait connaître, l'Empereur irrité employa la violence; les cardinaux furent tous arrêtés, on les priva de leurs revenus. La persécution fut ardente. Une jeune femme, Mme de Cordoue, eut l'imprudence de quêter pour les malheureux cardinaux dans le cercle de la société de sa mère, Mme de Montboissier. On le sut, et Mme de Montboissier, fille de M. de Malesherbes, fut privée de la liquidation qu'à ce titre même elle venait d'obtenir.

La Cour prit des formes rigides et perdit de tout point ce qu'elle avait conservé des usages de société. Marie-Louise suivait la routine d'une princesse-née; elle avait reçu pour unique instruction d'être en tout et pour tout

la femme de l'Empereur. Elle pratiquait cette profonde leçon en témoignant l'amour qu'elle ressentait pour lui, en lui obéissant toujours, en représentant aux heures dites, en se renfermant ensuite au fond de son cabinet pour dessiner ou jouer du piano, attendre son seigneur et maître, et quelquefois lui préparer elle-même le café de son déjeuner. Étrangère, d'ailleurs, à cette nuance délicate des noms anciens, des noms nouveaux ornés des mêmes titres, chargés des mêmes livrées, elle fit promptement regretter la sagacité de Joséphine. La gloire des uns, l'orgueil des autres, tout devant elle était confondu. La duchesse de Montebello devint bientôt son inséparable, elle n'eut guère d'autre société, et cette favorite, éloignée des personnes autant que des choses, acheva de la séquestrer.

Une disgrâce éclatante fut bientôt annoncée. Fouché, l'habile Fouché, le monarque de l'opinion, fut brisé tout à coup, repoussé du ministère et remplacé par Savary appelé alors le duc de Rovigo. L'effroi fut général, il faut que je le dise. On ne saurait croire à quel degré Fouché avait convaincu les esprits de sa capacité merveilleuse, de son immense supériorité, de sa philosophie d'opinion, de son aversion pour les mesures vexatoires, de sa propension pour la classe élevée, de son aversion secrète pour les Jacobins d'autrefois, dont il aurait tout à redouter. Il semblait que la puissance personnelle de Fouché balançât celle de l'Empereur, quoiqu'il le servît avec un entier dévouement, et que la raison du ministre fût le contrepoids nécessaire du despotisme du souverain. L'Empereur le sut et s'écria que la fusion était complète, puisque le renvoi de Fouché avait été effectivement une sorte de calamité.

Le nom de son successeur ne donnait aucun gage de

sécurité ni d'estime. On lui croyait l'incapacité et le dévouement aveugle d'un mamelouk.

La reconstitution provisoire des gardes nationales par Fouché, en 1809, avait effrayé l'Empereur, ainsi que je l'ai dit; mais ce qui avait commencé à lui inspirer une excessive défiance, c'était l'union subite du duc d'Otrante et du prince de Bénévent. La diplomatie était, je puis le dire, une des manies de Fouché; je crois qu'il n'eu avait aucune vraie notion; mais quand Talleyrand crut que son alliance lui serait utile, il flatta ses prétentions, et on l'entendit répondre à Fouché, qui lui proposait quelques idées médiocres : « Ceci, Fouché, prenez-y garde, est de la plus haute diplomatie. » Ce qui est certain, c'est que l'Empereur repoussa d'abord Talleyrand, mit à sa place, aux relations extérieures, l'obséquieux duc de Cadore, et fit grand chambellan le comte de Montesquiou, sans que l'impassible Talleyrand cessât de paraître à la Cour.

Fouché avait été très ardent à provoquer le divorce de Joséphine, il y avait mis de l'ingratitude, et peut-être de la dureté; mais à peine une archiduchesse eut-elle pris sa place sur le trône, qu'un régicide, qu'un jacobin outré parut choquant au ministère. Il échappa à l'Empereur de dire qu'il lui avait beaucoup coûté de faire jouer Cambacérès et le duc d'Otrante à la table de l'Impératrice.

Fouché soutint le premier choc avec une feinte dignité. On l'avait institué gouverneur de l'État romain. « Je suis Pape », me dit-il, lorsque je l'abordai. « Tout chemin mène à Rome », lui disaient ses amis. Mais bientôt on comprit que ce gouvernement n'était vraiment qu'un leurre. L'Empereur redemanda ses lettres; Fouché déclara les avoir brûlées. Réal fut envoyé pour

mettre les scellés; Fouché se déroba et fit voir une faiblesse qu'on n'aurait jamais crue en lui. Ramené par les démarches dévouées de celui dont il redoutait si fort la mission, Fouché fit ouvrir ses papiers; ils étaient tous insignifiants, les lettres ne s'y trouvèrent pas. Toujours proscrit, le ministre déchu prit la route de Provence, ensuite celle d'Italie : il y courut risque de la vie; mais à la fin, sa femme en pleurs parvint à entrer à Saint-Cloud. J'ignore si elle remit les lettres exigées, j'ignore en tout ce qui se passa, mais après cette audience Fouché, hors de péril, eut la permission de se rendre à Aix, dans la sénatorerie dont il était titulaire. Son épouse l'y rejoignit, et il y resta presque oublié.

Cependant la famille Crillon et Mme Prosper de Crillon, ma cousine, étaient établies à Crillon depuis le commencement de l'été, avec mon oncle, ma tante et Laure d'Herbouville. Maman, cédant à leurs prières, se décida à s'y transporter également. Crillon est près de Beauvais; la route est magnifique, et je ne crois pas que rien surpasse l'impression que produit une belle campagne dans tout ce luxe de la verdure, des fleurs et des plus riches moissons.

A peine nous jouissions du calme de ce séjour et du bon accueil qu'on nous y avait fait, que le courrier m'apporta une lettre où d'abord je reconnus le cachet de la Police, et qui contenait, de la propre main du duc de Rovigo, une invitation à passer chez lui le plus tôt qu'il me serait possible. Il avait, disait-il, trouvé mon nom dans les papiers de son prédécesseur; il voulait causer avec moi avant que d'en rien préjuger qui me fût défavorable. Il serait toutefois charmé de me connaître, et voulait bien se dire mon serviteur.

J'exprimerais difficilement ce que cette lettre nous fit

éprouver. Nous en renfermâmes le secret entre trois ; mon oncle seul ensuite y fut admis. Son effroi égala le nôtre. Le ton de la lettre était poli, mais surtout sévère, et l'injonction était pressante. Je n'avais jamais écrit à Fouché, depuis mes affaires de radiation, que pour le chevalier de La Salle ou pour lui demander sa loge à l'Opéra. Il m'avait, je crois, écrit deux fois, et des billets de moins de trois lignes. Je n'avais aucun de ses secrets, mais nous pensâmes tous que mon nom était inscrit sur la liste de son portier, qu'on m'avait vue assez souvent chez lui, et qu'il s'agissait de chercher la trace des fameuses lettres de l'Empereur. Nous avions lieu de craindre, si tel était l'objet de la citation, que les scellés ne fussent mis chez moi. Mon frère était absent; pas un mot de ma belle-sœur, et ce qui m'étonnait plus, en pareille circonstance, pas un avertissement, pas un mot de M. Réal !

Mon oncle proposa de me mener à Paris ; ce voyage ne ferait point d'effet, et je descendrais d'abord chez lui. Nous prîmes un prétexte, nous montâmes en voiture; le lendemain matin nous étions à Paris.

Mon oncle était inquiet en arrivant; il alla seul chez nous et y apprit avec surprise, mais avec un extrême plaisir, que personne n'avait paru. A son retour, je me rendis d'abord chez M. Réal et j'obtins qu'on m'annonçât à lui, ce qui ne m'était pas alors toujours aisé. M. Réal ne savait rien et ne comprit pas ce mandat de comparution. Il se trouvait alors un peu indisposé, et d'ailleurs il n'eût osé me suivre; mais cependant, en m'engageant à me rendre de suite à la Police, il me promit que si je tardais à revenir, il irait me réclamer lui-même et s'informer de moi avec autorité.

Je me présentai au ministère. Mon oncle eut le pro-

cédé de ne point me quitter; mais quand le billet par lequel je me faisais annoncer au ministre eut été remis, on me fit passer dans un second salon, et mon oncle n'eut qu'à m'attendre, se perdant en conjectures.

M. Desmaret, chef de la police secrète, était alors chez le ministre. Je le connaissais, pour l'avoir plusieurs fois rencontré. Chose bizarre, il aimait la botanique passionnément et avait toujours montré une bienveillance particulière à l'auteur du *Calendrier de Flore*. Sa conférence fut longue; en étais-je devenue l'objet? Il sortit. Le ministre parut, et se souvint, en me voyant, de m'avoir rencontrée aux Tuileries. Son abord fut très obligeant. Nous passâmes dans un cabinet, où la conversation roula avec gaieté sur notre rencontre passée, sur les personnes qui se trouvaient ce soir-là dans le salon de l'Impératrice, sur une foule de sujets vagues enfin. Quand je crus m'être assurée que mon mandat n'avait aucun prétexte, même dans la tête du ministre, moi-même j'abordai la question et lui demandai pourquoi il m'avait fait venir. Il fut tout étonné, et même embarrassé. Je lui dis que j'avais reçu sa lettre à la campagne, et que la visite qu'il avait exigée me faisait faire cinquante lieues. Il témoigna quelque crainte de l'émoi que sa missive étrange avait dû exciter; je lui répondis que personne n'en avait été informé, et que j'avais cru devoir lui en garder le secret. Il m'en remercia très franchement, et en effet, quand il m'avait écrit, il croyait que j'étais à Paris. J'exigeai qu'il entendît le compte rendu de mes relations et de ma vie politique. Nous nous quittâmes en très bons termes. Il me fit promettre de l'instruire du moment précis de mon retour, et me dit que Mme de Rovigo se réunirait à lui pour obtenir que je cultivasse quelquefois leur société et leur maison.

On peut penser si je fus soulagée! Je n'en ai jamais su davantage. Je ne parlai pas de mon aventure, mais je n'ignorai pas que Mme de Vaudémont et quelques autres personnes en avaient éprouvé autant, et je crois que M. de Rovigo ne voulait que faire des connaissances.

Peut-être, si cette page a jamais des lecteurs, on s'étonnera de l'effroi qui nous avait saisis; mais l'exil, en ce temps, pouvait se prononcer sur un soupçon, sur un caprice, et un exil n'offrait que rarement des chances de rappel.

Nous revînmes joyeux à Crillon; ma belle-sœur nous y rejoignit, et nous y avons passé un mois, ou environ, aussi heureux que cela était possible, dans une maison dont le fils chéri était tous les jours exposé à l'ordre de rejoindre son corps.

Dès mon retour à Paris, selon ma promesse, j'en informai M. de Rovigo. J'eus, en réponse, un laissez-passer pour toutes les heures, une carte de sa femme et une invitation à dîner. Mme de Rovigo me reçut comme si j'eusse été une ancienne connaissance. Je ne puis que me louer de la politesse recherchée que M. et Mme de Rovigo ont eue pour moi dans tous les temps.

Ce ministre, tant redouté, essaya de ressaisir l'opinion, et surtout celle d'un certain cercle. Sa femme était Mlle de Faudoas, lui-même se croyait de la naissance; il disait volontiers : « Nous autres », en parlant des gens de qualité; je puis répéter, d'ailleurs, que dans toutes ces maisons le monde ancien dominait presque seul, et n'était généralement mélangé que par les gens tenant de grandes places.

L'Empereur, dans les premiers jours, seconda le désir qu'avait sa nouvelle créature de neutraliser les regrets

causés par le départ de Fouché, et d'atténuer les inquiétudes que l'on avait conçues de son propre caractère. Les Polignac furent tirés de Vincennes et mis dans une maison de santé; Mme de Polignac, reçue comme parente par Mme de Rovigo, obtint dans la maison toute la faveur, tout le crédit que pouvait autoriser ce titre. Mme d'Avaux fut rappelée d'exil, et quelques personnes encore. M. de Rivière, avec le temps, eut la permission de se marier et d'habiter les terres de sa femme, en Berry. Mme du Cayla n'eut presque plus d'autre homme d'affaires que le duc de Rovigo. Il fut en peu de temps popularisé dans tout le faubourg Saint-Germain. On ne pouvait pas dire qu'il fût un homme d'esprit, mais il avait des manières nobles, et j'ai toujours pensé qu'il aurait bien voulu que son souverain mît son dévouement à de moins coupables épreuves.

Il est certain qu'à cette époque, tout le monde voulait être bien avec le gouvernement, et, par conséquent, satisfait de tous ceux qui lui servaient d'organes. Mme de Rovigo était parfaitement jolie, absolument et en tout étrangère à ce qui pouvait concerner la police. Elle devint à la mode, ainsi que sa maison, parmi ce qu'il y avait de plus élégant à la Cour et parmi les chambellans. Je l'ai vue, cette jeune femme, presque aussi étonnée de se trouver à table entre le maréchal Moncey et le maréchal Lefebvre, qu'eût pu l'être Mme de Chevreuse elle-même, à sa première semaine de service au palais. C'est chez elle, cependant, que j'ai vu la maréchale Lefebvre. Mme de Rovigo me la fit rencontrer, par objet de curiosité. M. Benoit disait que la maréchale Lefebvre, dans le monde, lui rappelait ces mottes de terre qu'on laisse sur les chemins dont on a diminué la pente, et qu'on appelle des témoins. C'était cette femme

qui disait à sa femme de chambre : « C'est moi qui se coiffe. » Il est de fait que quand l'Empereur eut fait le maréchal Lefebvre duc de Dantzick, et que les commissaires du Sénat se présentèrent chez la maréchale pour lui en faire compliment, le portier leur dit : « Allez, allez, elle se soucie bien de vos bêtises. Madame, en ce moment, est à faire ses foins. »

Quoi qu'il en soit, je dois affirmer que la maréchale ne m'a fait d'autre impression que celle d'une vieille étrangère laide et cossue; j'ai vu en elle, ce me semble, plutôt une vieille Anglaise, une vieille Allemande qu'une blanchisseuse de régiment, et je la croyais autrement ridicule. D'ailleurs, l'esprit français est partout, et cette femme n'en manquait pas.

Ces personnages, dont je viens de parler, n'étaient chez le duc de Rovigo qu'aux grands dîners de cérémonie; les jours moyens étaient autrement composés. On faisait souvent de la musique, et cette musique, quoique un peu uniforme, était cependant agréable. Depuis que les bals avaient moins pour objet l'entraînement et le plaisir de la danse que la politique des réunions, la musique retentissait partout où il y avait des invitations faites; mais, comme me disait Mme Prosper de Crillon, en me vantant l'agrément des concerts, il est bien rare qu'on soit *réduit* à écouter. La musique d'étiquette, celle que j'ai retrouvée partout, depuis cette époque jusqu'au moment où j'ai quitté Paris, se composait de Frédéric avec son cor, de Naderman avec sa harpe, ou quelquefois, et dans le commencement, d'Alvimare. Les morceaux composés pour ces petites soirées étaient calculés montre en main; rien de long, et, par conséquent, de véritablement développé; rien que d'agréable, et, par conséquent, rien de profond, mais

enfin des choses agréables, et, à défaut de quelque expression passionnée, un sourire gracieux des arts. C'est au moyen de ces ménagements qu'on remettait un peu les arts dans les habitudes et dans le monde.

M. Denon, quand le Salon de peinture s'ouvrait, donnait des cartes pour le vendredi, et ne les épargnait pas; mais, enfin, toute la foule, qui s'y encombrait alors, était parée et sémillante, et je me souviens de l'étonnement d'un jeune homme qui surprit ma belle-sœur Henriette en train de regarder quelques peintures. « Elle vient pour les tableaux ! » disait-il confondu.

Le chant, comme je l'ai dit, faisait contribuer les amateurs eux-mêmes à l'agrément des soirées musicales. Mme de Nansouty chantait fort bien, M. de Flahaut à merveille. Garat et Mlle Duchamp, maintenant Mme Garat, étaient goûtés dans la maison dont je parle, et donnaient aux petites soirées de musique un charme qu'on aurait pu chercher vainement dans une suite de grands concerts. Ce qui me surprenait de plus en plus, c'était la prédilection de tout ce monde pour les romances de chevalerie ; il n'était question dans toutes que des vieux châteaux de nos pères, que de preux, que de paladins, même de rosaires et de croix. La reine Hortense faisait les airs, et les courtisans les paroles. Mme de Noailles disait : « En ce moment, on parle de chevalerie comme en Révolution on parlait de liberté. » Je n'oublierai jamais le chant triomphal qui terminait presque toutes les soirées chez le duc de Rovigo; c'était celui de *Roland,* et le chœur reprenait à grands cris : « Vive le Roi ! Vive la France ! »

L'Empereur était sûrement alors à l'apogée de sa grandeur. Les rois de la terre, pour la plupart, couronnés de sa propre main, étaient venus en personne lui servir de

cortège. Le roi de Bavière, autrefois connu à Paris sous le nom de prince Max, et la reine de Bavière qui, disait-on, s'était cru quelques droits à l'amour de l'infortuné duc d'Enghien, étaient tous deux venus à Paris. La fille de ce roi était la vice-reine, femme d'Eugène ; sa nièce, la princesse de Neufchâtel ou Mme Berthier. Je me souviens, à ce propos, que la nouvelle princesse de Hohenzollern était une nièce de Murat et ne portait même pas son nom ; Mme de Coislin demandait à la princesse Pie de Bavière, née d'Arenberg, comment elle s'arrangeait avec cette princesse de Hohenzollern, d'une si bizarre création : « A merveille, ma tante, reprit la jeune personne ; je vous assure qu'elle n'est pas fière du tout. »

Le roi de Wurtemberg en personne se trouva aussi à Paris, et on lui prête d'avoir dit que, si l'Empereur persistait à trouver de la résistance parmi les ci-devant grands seigneurs, il n'avait d'autre parti à prendre que d'en faire décapiter trois ou quatre. Sa fille, reine de Westphalie, avait épousé Jérôme.

L'Impératice était devenue grosse, et l'Empereur la montrait partout avec une extrême complaisance. Un soir, il vint au spectacle français sans avoir été annoncé. On donnait *Mahomet*. Le public fut, je puis le dire, décontenancé à l'excès ; on voulait applaudir des applications qui eussent quelque chose de flatteur, on hésitait. Quelques mains frappaient au début de quelque tirade, dont la fin semblait un peu changer le sens. On se méprenait assez souvent. J'avoue que cela m'amusait ; l'intention obligeante n'était nullement douteuse, mais sa manifestation l'était beaucoup. La scène de Zopire, tout ce qui en fut la suite, affectèrent vivement l'Impératrice, car, à compter de ce moment, l'apôtre de l'Arabie ne paraît plus qu'un imposteur. Elle pleura beaucoup et

longtemps, et elle dit ensuite à ses dames qu'elle ne pouvait pas se rendre raison de ce qu'elle avait éprouvé.

Le duc de Rovigo semblait n'avoir qu'un but, celui de convertir le faubourg Saint-Germain, et il y réussit si bien qu'en peu de semaines, dans le cours de cet hiver, une foule de femmes et d'hommes furent présentés. Les femmes, c'était ce qu'il y avait de plus marquant. Ma belle-sœur céda au torrent, et j'avoue que j'en fus bien aise, car enfin c'était prendre rang au milieu de toutes les créations nouvelles, par la seule prépondérance d'un nom indépendant et d'une existence consacrée. Mmes de Sainte-Aldegonde, nées Aumont, Mme de Vogüé et Mme de Biron, nées Damas, furent présentées le même jour que ma belle-sœur. On devait, peu de jours après, présenter Mme d'Haussonville, dont le mari, chambellan par force, par force aussi se trouvait comte ; et comme ma belle-sœur lui disait qu'elle attendrait peut-être longtemps, parce qu'il y aurait beaucoup de monde, entre autres Mme Théodore de Maillé et, je crois, Mmes de Crillon, Mme d'Haussonville répondit : « Je n'attendrai certainement pas ; les femmes *titrées* passent d'abord. »

Il y eut, durant l'hiver, des bals chez les ministres, et l'Impératrice et l'Empereur vinrent à celui du duc de Rovigo. J'y avais été priée, et j'en étais un peu en peine. J'ai dit que l'accueil que faisait l'Empereur aux femmes n'avait rien de fort gracieux. Déjà je m'étais trouvée une fois ou deux aux bals de M. de Champagny quand l'Empereur y était venu ; mais les banquettes étaient disposées en plusieurs rangs, et je m'étais ménagé le moyen de me placer derrière la dernière. Cependant, il faut que j'en convienne, mes yeux avaient chaque fois rencontré la lorgnette qui se braquait fixement sur moi.

A ma grande inquiétude, je reconnus chez le duc de Rovigo que les banquettes de la galerie, où le bal devait avoir lieu, étaient sur un seul rang. Je m'y plaçai entre Mme de Brancas et Mme Lacuée, fille de M. Réal, avec lesquelles j'étais venue. Cette dernière était tremblante; sa mère avait renoncé, depuis la perte de son fils, à toutes les pompes de ce monde, elle nous avait confié sa fille, à Mme de Brancas et à moi, et la malheureuse frémissait d'un mot de l'Empereur sur son mari, avec lequel elle n'avait pas pu vivre.

L'Empereur parut avec l'Impératrice, et, les contredanses commencées, l'Empereur entreprit sa tournée; un groupe l'accompagnait. Il débuta par le côté qui justement faisait face au nôtre; j'eus le temps d'attendre son abord. Mme de Brancas eut le premier compliment. Il lui demanda si elle dansait. « Non, Sire, dit-elle, je ne danse plus. — Ce n'est pas ainsi qu'il faut parler, reprit aussitôt Napoléon, il faut dire : « Je ne danse pas. » Le mot : « Je ne danse plus » implique une seconde idée. » Je souris à cette distinction, et l'Empereur me dit aussitôt que sûrement il me connaissait, qu'il se souvenait de m'avoir vue. Flattée qu'il m'eût épargné la question toujours un peu rude : « Votre nom? » je m'empressai de l'articuler. « Oui, sans doute, me dit-il, je vous connais, je vous ai connue. Je vous ai vue à Châtillon; vous étiez chanoinesse. Comment se porte madame votre mère? » A ce début obligeant, l'Empereur ajouta : « Vous souvenez-vous de cette longue conversation que nous eûmes ensemble à Châtillon? Vous en souvenez-vous, dites-moi? Il y a seize ans, seize ans en vérité! Elle fut bien longue, cette conversation; dites-moi, vous en souvenez-vous? » Il répétait : « Il y a seize ans! » et invoquait mes souvenirs, en paraissant lui-même en rap-

peler de profonds. Je répondais de mon mieux ; ma reconnaissance était vive. Il me dit que j'avais fait plusieurs ouvrages marquants ; que, sans les avoir lus, parce que le temps lui manquait, il en avait su le mérite, et par conséquent le succès. Il ajouta que j'étais une Muse, et me demanda si j'avais cultivé mes beaux talents sur le piano, qu'il n'avait pas pu oublier. Après deux ou trois autres phrases, toujours également polies, l'Empereur passa à ma voisine ; il lui dit un mot de forme, parcourut rapidement le reste du cercle, et ne tarda pas à se retirer.

On peut juger si les dix minutes à peu près qu'avait duré cet entretien avaient occupé l'assemblée, et si je fus pour le moment toute parfumée de faveurs. J'étais flattée, et fort touchée aussi, je le déclare. Après seize ans il était surprenant qu'un homme, devenu Empereur dans l'intervalle, se rappelât une conversation et y joignît tant de souvenirs aimables. Son compte était fort juste, il y avait seize ans moins deux mois (1).

Mes parents furent surpris et réellement satisfaits. Je fis relier mes ouvrages, j'y joignis une lettre fort courte et je priai M. Barbier, bibliothécaire de l'Empereur, de se charger de mon hommage ; il l'accueillit. Le *Génie des anciens* fut placé, par son ordre, dans sa propre bibliothèque ; il envoya *Udolphe* et le *Calendrier de Flore* dans celle de l'Impératrice. Il ne me fit pas dire un seul mot, et je ne l'ai jamais revu.

(1) Le récit de cette conversation, qui eut lieu au mois de mai 1795, se trouve dans le tome premier, pages 282 à 286.

CHAPITRE XIII

Maret, duc de Bassano, remplace M. de Champagny au ministère de l'Intérieur (1811). — Sa biographie. — Étienne ; sa comédie des *Deux Gendres;* séance de réception de l'auteur à l'Académie française (1811). — M. de Fontanes et l'Université. — Paroles de Napoléon sur l'art dramatique. — Joseph Joubert. — Derniers moments du savant Péron. — Dévouement de Lesueur à sa mémoire.

Je ne sais si ce fut avant ou après la naissance du roi de Rome que M. de Champagny perdit le ministère, et que le duc de Bassano passa des fonctions de secrétaire d'État au poste des relations extérieures, où semblait reposer le spectre de la dictature européenne. M. Maret, duc de Bassano, était fils d'un médecin célèbre de Dijon; il s'était chargé de rédiger le *Moniteur* durant l'Assemblée constituante, et il était alors établi au Manège, dans une petite loge grillée. Là il s'était fait des relations, des amis, et, entre autres, il s'était lié avec M. de Talleyrand. Arrêté en 1792, à la suite de M. de Semonville, qui couvrait sa sortie de France d'un titre diplomatique accordé par faveur, il avait passé trois années dans les prisons assez dures de l'Autriche et avait été échangé, ainsi que deux de ses compagnons, contre Madame Royale elle-même. Le 18 brumaire fut très avantageux, dès le début, à M. Maret ; il trouva moyen de s'introduire dans quelques commissions des relations extérieures. Continuellement près du Premier Consul, et plus obséquieux encore près du Consul fait Empereur, il avait monté en crédit, en dépit de Fouché et de quelques

autres. Je crois que M. Maret n'a jamais été ni perfide ni méchant homme ; je crois aussi qu'il a été fort au-dessous de sa place, car rien ne démontre mieux la médiocrité que de se trouver toujours commis quand on est devenu ministre.

Dirai-je que nous avions pressenti la disgrâce de M. de Champagny d'après une très petite circonstance ? Il avait donné un grand bal, et l'Empereur n'y était pas venu. Le soir même de ce bal, comme il y avait petit cercle aux Tuileries, l'Empereur avait dit à Mme de Crillon : « Vous allez sans doute danser au bal que donne ce soir le duc de Cadore ? Il ne donne que de bien vilains bals ! »

M. de Bassano était de l'Institut, et quand il y avait été reçu, on avait fait sur lui cette épigramme :

> Maret de l'Institut ? — Oui, la chose est très sûre.
> — Que connaît-on de lui ? — De lui ? Sa signature.

Il n'en est pas moins vrai qu'il avait été reçu, et qu'il se croyait homme de lettres. Il travaillait parfois sur quelques tragédies. Il protégeait le jeune Brifaut, de Dijon ; il soutenait M. Étienne, et la comédie des *Deux Gendres* fut représentée grâce à son influence et presque sur son impulsion. Cette comédie mettait en scène, assez exactement calqué, le comte Regnaud de Saint-Jean d'Angely lui-même. Son parti était opposé en tout à celui de Maret ; ses ridicules étaient signalés de manière qu'il fût difficile de ne pas le reconnaître. Mais les *Deux Gendres* étaient vraiment empruntés en tout de *Conaxa*, comédie composée jadis par un Jésuite pour une représentation de collège, et M. Étienne n'avait fait que colorer le style du Jésuite dramaturge, faire un portrait du personnage principal et donner à sa

comédie le cachet propre du moment. Ce mérite, qui était le sien, suffisait bien sans doute, pour sa réputation; mais M. Étienne s'était fait tant d'ennemis, par une espèce d'insolence de ton et de caractère, que la pièce de *Conaxa,* donnée de suite à l'Odéon, fut suivie presque avec fureur.

Cependant M. Étienne entra à l'Institut (1). J'assistai à sa réception, et la journée dut lui paraître belle. M. de Lacretelle, qu'on recevait d'abord, fit un très médiocre discours ; il tremblait à l'excès, en le débitant fort mal; mais M. de Ségur, qui devait lui répondre, fut tellement brillant que l'assemblée, ravie de l'entendre et de l'applaudir, ne pouvait être disposée d'une façon plus avantageuse pour goûter la composition que M. Étienne allait lire. L'éloge à faire était celui de M. Laujon (2) ; l'orateur y mêla celui des genres gracieux dans lesquels avait excellé l'homme aimable qu'il remplaçait. Le morceau sur la chanson fut presque repris en chœur, et chacun était prêt à entonner tout haut le refrain qui avait eu le plus de charme pour son goût. M. Étienne parla de l'art dramatique et des comiques qui marquaient sur les âges; il dit que les moralistes étudiaient l'histoire d'un siècle dans ses comédies, comme les antiquaires dans ses médailles. A ce mot, je m'en souviens, le bon Visconti, placé au-dessous du récipiendaire, tourna sa tête énorme et fixa ses lorgnettes bordées d'or. L'esprit était prodigué sans mesure dans le discours de M. Étienne, mais il y était tout agrément, et le succès fut universel.

M. de Fontanes devait répondre. Il fut évident, dès le

(1) Charles-Guillaume Étienne (1778-1845), né à Chamouilley (Haute-Marne). — Sa réception à l'Académie française eut lieu le 7 novembre 1811.

(2) Pierre Laujon, chansonnier et auteur dramatique (1727-1811).

premier mot, que M. de Fontanes s'était refusé à l'admission de M. Étienne : il articula formellement qu'il n'avait pas vu les *Deux Gendres,* mais cette pièce, sans doute, avait quelque mérite, puisqu'elle ouvrait à son auteur les portes de l'Académie. M. de Fontanes n'avait pas soigné son discours. Il était fort peu obligeant pour un homme qui venait d'enlever les suffrages ; cette espèce d'opposition à l'entraînement général n'eut aucune espèce de succès, et je pus me confirmer dans l'idée qu'il faut, quand on se montre en public, ou montrer une grande énergie, ou mettre tous ses soins à plaire : on perd tout à se négliger, et il n'est aucun genre d'effet pour la paresse ou l'insouciance.

M. de Fontanes appartient à l'Histoire par sa longue présidence d'un Corps législatif au nom duquel il parla seul et dont il sut toujours captiver la pensée. Il appartient aux Lettres par un titre bien plus précieux : il a relevé en France l'Université et les anciennes études. Je ne prétends, sans doute, dénigrer ni les écoles centrales, où tant d'idées germèrent, ni les écoles nombreuses où l'enseignement diversifié semblait se proportionner en mesure aux volontés et aux besoins ; mais je crois qu'il faut à l'État un corps enseignant permanent, indépendant des caprices et de la mode, et aussi simplement que solidement constitué. Je sais que des opinions très opposées se réunissent aujourd'hui (1) pour renverser l'édifice construit ; les uns veulent livrer l'enseignement à la bonne fortune des maîtres, les autres le subordonner à une congrégation monastique. J'ai souvent déploré l'espèce de vandalisme qui a bouleversé tant de pensionnats brillants, pour fonder un revenu à l'Univer-

(1) En 1818.

sité, alors appelée impériale ; mais, en désirant une latitude aussi entière que la surveillance publique peut l'accorder, je tiens absolument à la conservation du sanctuaire des Muses, au caractère avoué et honorable de ceux qui doivent le desservir, et seulement je voudrais que, comme dans l'ancien temps, l'enseignement fût encore totalement gratuit.

M. de Fontanes le sentait et disait quelquefois : « En faisant percevoir les droits imposés sur le rudiment, nous sommes des rats de cave. » Le but de l'Empereur était de concentrer l'instruction, autant qu'il aurait été possible, dans une classe aristocratique ; le grand maître restaurateur ne devait pas fronder cette idée, que plusieurs esprits, plus pesants que sages, se faisaient honneur d'adopter. Il ne pouvait que placer la barrière comme une claie qu'on écarte sans rien ébranler. Il me disait une fois : « L'Empereur veut-il, au vrai, de l'instruction ? » Je lui répondis : « Sa gloire doit en vouloir. — Oui, dit M. de Fontanes ; mais quand l'Europe entière est mise en coupe réglée, que peut-on de plus que faire le moins mal possible et préparer tout pour des temps plus heureux ? »

J'ai vu M. de Fontanes à différentes reprises. Il était rempli d'esprit, de politesse, de grâces ; il a montré dans son ouvrage combien le pédantisme avait peu de rapports avec la vraie solidité ; le temps grandira son nom, comme il arrive de tout ce qui échappe aux formes et au costume du temps, pour rentrer dans l'idéal de l'art.

On a su par M. de Fontanes plusieurs traits assez curieux des conversations de l'Empereur. Ainsi, pour refuser le système théâtral qui, sans respect de l'unité de temps, prétend mettre l'histoire en scènes, on pourra citer ce mot heureux : « Une tragédie n'est pas l'histoire

d'une passion, c'est la crise d'une passion. » Il a dit un de ses secrets lorsqu'au sujet de *Cinna,* entendant soutenir qu'Auguste ne devait pas outrager le conspirateur avant de lui adresser cette noble parole : « Soyons amis, Cinna », il répondit : « Corneille l'a bien senti ; on confond de pareils misérables, et ce n'est qu'à eux qu'on pardonne. » Sans doute, ce même jour une triste influence s'était emparée de son esprit ; il regrettait la suppression du rôle historique de Livie ; « mais, lui dit-on, le pardon sert tout politique ». Il répliqua : « En accorde-t-on d'autres ? »

C'est de M. de Fontanes même que je tiens ces anecdotes, et si, comme je le crois, il écrit des Mémoires (1), rien, sans doute, ne sera plus curieux ; il y aura certainement un extrême intérêt à suivre les propos de l'homme extraordinaire qui disait, en causant de lui-même et de son caractère, au point où il était monté : « Je ne parle pas de la couronne ; dans ma vie, c'est un accident. » Une fois, il demandait à M. de Fontanes et à d'autres : « Que pensez-vous qu'on dirait de moi, si je venais à mourir ? » Chacun s'évertuait au plus puissant éloge. « Eh bien, reprit Bonaparte, on dirait tout simplement : Ah ! l'on respire enfin ! On est débarrassé, et c'est sûrement bien heureux ! »

Il y eut, en 1811, une véritable disette, dont les mesures du gouvernement impérial furent positivement accusées. Il avait donné, disait-on, des licences d'exportation pour faire rentrer des denrées coloniales, sur la vente desquelles il exerçait un monopole lucratif, mais odieux. On avait parlé d'un mouvement dans le faubourg Saint-Antoine, prêt à se soulever le lendemain ;

(1) Fontanes a en effet laissé des *Mémoires.*

l'Empereur, abordant Hulin, avec l'air sombre et abattu, lui reprocha sa dureté, son incurie coupable pour les besoins de ce peuple qui souffrait, et qui ne se livrait aux plaintes que par le désespoir du besoin. Hulin, commandant de Paris, soutint qu'il ne s'était passé aucun tumulte dans le faubourg. Le reproche ne perdit rien de sa longue amertume. Le lendemain, le fait était bien vérifié : il ne s'était passé aucun événement. Aussi, fut-ce en vainqueur farouche que l'Empereur aborda publiquement le général Hulin : « Il y a eu du bruit, lui dit-il ; le faubourg Saint-Antoine a été agité. Si vous saviez votre devoir, on ne verrait pas de pareils excès, et vous deviez faire fusiller le premier qui se fût rendu coupable. »

C'est encore de M. de Fontanes que je tiens le récit de cette double scène.

J'ai parlé de M. Joubert, l'ami de M. de Fontanes, en décrivant une de nos courses à la Vallée, chez M. de Chateaubriand. Cet aimable et excellent homme s'était fait une loi de toujours exposer sa pensée, aux conseils de l'Université, mais sans la prétention d'être toujours suivi. « Ce ne serait plus de la franchise, disait-il, ce serait de la tyrannie que de vouloir être approuvé toujours, quand jamais on ne tait son avis. » Pourtant il avait fait de véritables efforts pour empêcher qu'on donnât aux élèves ce costume soigné, qu'il appelait corrupteur. Il trouvait déjà de l'insolence présomptueuse sous le chapeau militaire de ces écoliers de dix ans, et la seule dépense d'un si vain attirail lui paraissait devoir apporter l'obstacle le plus invincible à l'éducation libérale, dans les familles les plus honnêtes.

M. de Fontanes a consacré à M. Joubert, son ami, les vers les plus charmants et les mieux mérités. Je juge

du sentiment qui les lui a dictés par le plaisir que je trouve moi-même à tracer ces lignes qui me rappellent M. Joubert et son suffrage, et, plus que tout, son amitié. Un jour que je sollicitais une faveur de l'Université, M. Joubert, qui ne pouvait sortir, me donna rendez-vous chez lui, avec le grand maître en personne. M. Joubert était établi dans son lit, à peu près comme une femme en couche : un petit gilet ouaté et fait pour l'attitude, un grand bonnet de coton avec un beau ruban, des tablettes à portée, arrangement complet, et à côté de cette couchette si originale et si simple, je vis M. de Fontanes en habit de sénateur. Nous causâmes tous trois à plaisir. Ces messieurs me dirent le moyen de faire réussir ma supplique, mais déjà je m'étais fait l'idée de leur habileté en direction. J'usai de toute leur bienveillance, et j'obtins, d'ailleurs, mon succès par des moyens tout différents de ceux qu'ils m'avaient indiqués.

Ce fut dans cet hiver que le pauvre Péron vit finir son existence ; l'infortuné avait à peine trente-cinq ans. Ses travaux, ses fatigues avaient usé tous les moyens de sa vie ; le découragement en exténua les derniers jours : le ministère se refusait à terminer la publication de l'Expédition aux terres australes, mais il ne prononçait pas ce refus, et se contentait de ne point agir et d'entraver toutes les actions. Plusieurs causes y contribuaient : la nomenclature de toutes les îles, caps, pointes, rochers, avait été empruntée, non plus, comme autrefois, au calendrier et aux navigateurs, mais à l'almanach impérial de la Cour et de l'Institut ; les savants étrangers n'en étaient pas contents. Le nom de M. de Humboldt n'avait pas une place dans un livre où des hommes très obscurs étaient immortalisés, et, par une boutade d'humeur peu excusable, le rédacteur s'était refusé à men-

tionner simplement des employés alors fort influents du ministère de l'intérieur, qui y mettaient un prix extrême.

Mais le grand obstacle était, sous le règne de Marie-Louise, dans le nom de Joséphine vivante, et l'on sait à quel point deviennent invincibles des obstacles qu'on n'avoue pas. La publication ne fut pas achevée.

En général, on peut bien dire que le clinquant des dignités avait étouffé, à cette époque, toutes les fleurs du travail et de l'émulation. Chamarré de cordons, M. de Lacépède ne songeait, dans les réunions de la première classe de l'Institut, qu'à faire oublier sa grandeur. Ceux qui n'y étaient pas parvenus ne se consolaient par aucune distinction propre, et M. de Prony, qui avait manqué le Sénat pour avoir refusé l'Égypte, me disait dès le Consulat : « Autrefois nous causions, maintenant le Consul me parle. » Et Empereur, il ne parla plus.

L'intéressant Péron eut, jusqu'au dernier jour, les soins dévoués de Lesueur, son ami. Cet homme vraiment sensible et bon le veillait comme une garde, le servait comme une sœur, le distrayait comme un disciple, et le portait dans ses bras, de sa chambre au jardin, comme l'aurait fait un tendre père. Pressé de respirer l'air natal, le pauvre mourant alla exhaler le dernier souffle de sa poitrine épuisée dans un village du Bourbonnais (1). Il expira dans une étable, entre les bras du bon Lesueur, qui s'y était enfermé avec lui. Constant à la mémoire comme au destin de son ami, Lesueur n'eut plus de consolation qu'à s'occuper des sœurs de cet infortuné et illustre Péron. Elles étaient

(1) A Cérilly (Allier), le 14 décembre 1810.

dans une situation presque voisine de l'indigence; on ne put faire reverser sur elles la plus faible portion de la pension modique dont Péron avait à peine joui, et tout l'effort de Mme Mollien, qui avait apprécié ce génie si promptement éteint, n'aboutit qu'à leur procurer un modeste débit de tabac.

Lesueur fit le projet d'un monument funèbre, qu'il exécutera quelque jour; il grava un portrait ressemblant qu'il avait fait de son malheureux ami, et le joignit à deux notices de MM. Allard et Deleuze (1) sur sa vie et sur ses travaux. Enfin, il apprit à modeler, pour faire son buste de mémoire et le placer au Muséum. Je l'ai vu, ce monument de la persévérante amitié; il fut admis sans examen à l'exposition du Salon.

Le bon Lesueur voyage maintenant, pour l'intérêt des sciences, avec un riche Américain. Ses travaux, à son retour, seront consacrés, j'en suis sûr, à la mémoire de Péron.

(1) Joseph-Philippe-François Deleuze, naturaliste, bibliothécaire du Muséum d'histoire naturelle (1753-1835).

CHAPITRE XIV

Naissance du Roi de Rome. — Marie-Louise et Madame mère. — M. de Chastenay père est nommé député au Corps législatif (1811). — Mariage de Laure d'Herbouville avec Albéric de Choiseul. — Mariages imposés par l'Empereur. — La bienfaisance à Paris. — Valentin Haüy; l'abbé Sicard. — Les Jeunes Aveugles et les Quinze-Vingts.

Le mariage de l'empereur Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise avait mis le comble aux prospérités dont la vie de cet homme extraordinaire avait été remplie; il en fut en même temps le terme.

Déjà la Fortune inconstante lui avait fait sentir ce que seraient ses caprices s'il ne se décidait à compter avec elle; l'Autriche, par ses défaites mêmes, d'Essling et de Wagram, avait fait concevoir la pensée que la Victoire pourrait résister quelquefois au charme magique du héros.

L'un des secrets de Napoléon fut toujours de couvrir ses fautes par l'éclat imprévu de quelque succès extraordinaire; il fit négocier avec art, et, selon l'expression du vieux prince de Ligne, l'Autriche fit au Minotaure le sacrifice d'une belle génisse.

Je ne me propose point ici d'écrire l'histoire entière du règne de Napoléon; je me bornerai à signaler quelques circonstances du temps qui en a précédé immédiatement la chute. Je dirai donc sommairement que Marie-Louise vint en France comme le gage de la stabilité de l'Europe. Le nouvel ordre de choses, qui avait mis

un homme de la moindre noblesse au-dessus de tous les souverains, qui avait créé des développements si nouveaux, des existences si nouvelles, et cimenté l'union du passé et de l'avenir, tout parut consolidé à jamais. Les plus récalcitrants y ajoutèrent foi, et, si les pensées furent confondues, les regards furent éblouis.

Tout avait fléchi, sauf l'Église. Le premier mariage de Bonaparte ne parut pas au Pape suffisamment annulé par une vaine formule mal remplie auprès de l'officialité de Paris; il ne put reconnaître la seconde épouse comme légitime. La majesté des deux empires ne put ébranler le suprême conservateur de toute morale au nom de Dieu. Plusieurs cardinaux invités n'avaient point assisté à la cérémonie; ce fut une occasion de persécutions cruelles et peu adroites. Le Pape, devenu captif à Fontainebleau, gagna dans les cœurs un respect que le souvenir équivoque de Rome n'avait pas toujours obtenu. Un concile national, assemblé pour essayer de secouer dans les formes le joug des formes canoniques, opposa la règle et le devoir aux flots amoncelés de la puissance, et ces flots se brisèrent en grondant.

La naissance d'un fils paraissait nécessaire à l'affermissement de l'Empereur. Il avait osé reconnaître que sans un héritier il n'avait encore pu donner à la France qu'une destinée toute précaire; il avait dans son orgueil transporté hors de lui le point d'appui de la puissance, et son orgueil l'avait déçu.

Cet enfant nécessaire ne s'était pas fait attendre. Après une grossesse assez pénible, l'Impératrice eut un accouchement laborieux; le travail de toute une nuit parut, encore au matin, devoir être sans résultat. Madame mère elle-même, les gouvernantes et l'archichancelier furent congédiés; une heure après, cent coups de canon

faisaient retentir Paris, l'Impératrice était accouchée d'un fils, et le Roi de Rome était partout proclamé (1).

Ce ne fut pas, je m'en souviens, une grande joie pour le peuple, mais cet événement fit dans un autre monde une prodigieuse sensation. Tous les bruits de supposition n'empêchèrent pas que le nouveau-né n'eût une couronne sur son berceau, et que l'empereur d'Autriche ne lui servît de parrain avec Mme Bonaparte, la mère. Toutes les dames présentées allèrent aux révérences avec cette sorte d'entrain qui accompagne toujours un mouvement de joie et un succès. On oublia, cette fois, que l'époque répondait au triste anniversaire de l'assassinat de Vincennes. Le page qui courut annoncer la naissance royale à l'Hôtel de ville de Paris, et qui pour prix de sa mission obtint une riche récompense, était un jeune Crillon, de la branche de Sambouy.

Mme de Montesquiou, nommée gouvernante du Roi de Rome, à peu près dans les mêmes termes qu'Aristote avait été appelé à l'éducation d'Alexandre, avait tenu jusqu'alors un rang assez élevé dans le cercle de la dévotion et d'une sorte de pruderie. On lui avait toujours accordé beaucoup d'esprit, et elle jouissait, dans le monde grave, d'une réelle considération. Cette fonction ne changea point l'intimité de Mme de Montesquiou et de Mme de Doudeauville, sa sœur, et je crois pouvoir certifier qu'il fut alors très fortement question de la place de grand maître de la garde-robe pour M. le duc de Doudeauville.

Tous les poètes s'escrimèrent; ce fut à qui, depuis le pot pourri poissard jusqu'au treizième livre de l'*Énéide*, promettrait à l'astre naissant la plus brillante carrière.

(1) Le 20 mars 1811.

Il en sera, sans doute, comme du fils de Pollion, que Virgile signalait, au nom même des Sibylles, et que l'Histoire n'a pu rencontrer.

Cet événement changea en tout l'existence de l'Empereur; il la changea sans l'affermir, et lui-même sacrifia son existence réelle à l'ombre qu'il en contempla dans l'héritier de sa couronne. Un trait, tout d'intérieur, eût pu le faire pressentir. L'Impératrice devait recevoir, d'une chaise longue, les révérences de toute la Cour. Elle avait invité Madame et la reine d'Espagne, sœur de l'Empereur, à se trouver alors auprès d'elle. Madame, en arrivant, vit que les sièges préparés étaient des tabourets; elle sentit sa dignité de mère, elle dit à l'archiduchesse que son âge avancé lui rendait nécessaires des meubles plus commodes; et, la quittant à l'instant même, la reine d'Espagne titulaire prit le parti modeste de la suivre et de se retirer également.

Quoi qu'il en soit, cet enfant devint peu à peu un objet d'intérêt pour les bonnes femmes à qui on le montra de la fenêtre, et qui le virent quelquefois dans un petit chariot traîné par des moutons. Napoléon aurait pu dès lors mieux s'enraciner dans les cœurs; il eût fallu qu'on le crût tendre père : même dans les relations politiques, c'est toujours l'homme qui doit exercer une action sur l'homme, et le personnage théâtral ne nous émeut que quand il en fait l'illusion.

Il y avait longtemps que nous désirions voir entrer mon père au Corps législatif. Dix mille francs d'appointements, attachés à la fonction de député, devaient ajouter à notre aisance ou plutôt la déterminer. Nous avions perdu beaucoup plus, en revenu net, à la Révolution. Le seul calcul des rentes en donne la preuve; mais le revers cruel qu'ont subi les rentiers n'a presque intéressé

personne, et jamais on n'a réclamé pour eux. J'ajouterai que, pour quiconque a été membre de l'Assemblée constituante, — et le nombre de ces hommes diminue tous les jours, — la politique de discussion a presque absorbé tous les genres de distraction et de plaisirs. Une fois, depuis le temps où j'avais fait de si vaines tentatives, mon père, dans un moment où des vacances venaient de se produire, était allé lui-même solliciter à Paris. Les choix étaient décidés par le Sénat. M. Maret, secrétaire d'État, avait présenté M. Charpentier-Léjeas, son beau-père. Je crois pouvoir dire avec grand désintéressement que cet homme n'avait aucun titre, ni même aucun prétexte à faire valoir ; mais les sénateurs répondirent, quand on leur parla de mon père, que le beau-père de Maret ne pouvait pas être refusé.

Cette fois, il n'en fut pas de même ; candidat à Châtillon, mon père ne trouva pas de rivaux en faveur, et fut nommé député avec l'unanimité des suffrages du Sénat. On commençait dès lors à apprécier ces fonctions législatives, qui, quoique muettes, avaient cependant plus d'importance qu'on n'a voulu le supposer : les événements de 1813 en ont fourni la preuve. Mon père, en acceptant la qualité de membre du Corps législatif, se regarda comme placé au corps de réserve qui devrait, au moment du danger, opérer le salut de l'État. C'est à l'existence de ces cadres d'institutions qu'on a dû la réalisation sans secousse de la révolution prodigieuse appelée la Restauration, véritable retour à la liberté politique qu'on avait laissée sommeiller à l'ombre des palmes de la gloire.

Laure d'Herbouville, ma jeune cousine, fut mariée dans le cours de cet été auquel me reportent mes souvenirs. Son brillant établissement fut, comme celui de

sa cousine et de sa sœur, l'ouvrage des soins de maman. Elle épousa M. Albéric de Choiseul, jeune homme d'une figure agréable et possesseur d'une fortune considérable et bien solide. Les présents furent magnifiques. Laure, grande, blonde, fraîche, faite à peindre, était une charmante épousée. L'âme de cette jeune personne était sur sa figure ; douce, égale, sans coquetterie, sans la moindre nuance de personnalité, chère d'estime et d'affection à tous ceux qui la connaissaient, je ne pense pas qu'un seul homme au monde eût refusé d'être son époux, car la sérénité, le calme, et par conséquent le bonheur, semblaient devoir résider près d'elle.

Rien, de près ni de loin, ne mit obstacle aux mariages de mes cousines ; et, certes, elles étaient de bons partis. Cependant, une inquiétude vague était répandue dans le monde ; on craignait que l'Empereur ne voulût tout mélanger par des alliances assorties à sa manière militaire et despotique. Il avait marié les deux demoiselles d'Arberg à deux généraux sans naissance ; mais ces demoiselles étaient sans dot. Mlle Dillon avait reçu pour époux le général Bertrand, mais, en même temps, il faut le dire, un trousseau et tout le reste. Ces circonstances pouvaient expliquer de telles alliances et quelques autres de même nature ; ce qui justifiait toutefois les craintes qu'on avait conçues était l'imprudente circulaire adressée à tous les préfets d'envoyer le nom, l'âge, la fortune des filles tant soit peu marquantes. Mme de Marbeuf, à cette même époque, abusa du nom de l'Empereur pour faire accorder à son fils Mlle Desglats, héritière lyonnaise ; mais M. d'Aligre, sondé par l'Empereur lui-même au sujet de sa fille, le plus riche parti de France, répondit sans détour qu'il était engagé, et Mlle d'Aligre épousa sans obstacle M. de Pommereu,

son parent, à ce que je crois, et, sans aucun contredit, le moindre de ses prétendants.

A cette époque, et généralement depuis que j'étais de retour à Paris, plusieurs circonstances m'avaient mise dans le cas de parcourir un assez grand nombre d'hospices, d'y placer quelques malheureux, et de connaître et d'admirer le mécanisme du grand œuvre de la Charité à Paris. Partout, je dois le dire, j'ai dû être ravie de la bonté des hospitalières. A l'Hôtel-Dieu, où tant d'infortunes viennent s'endormir de leur dernier sommeil, de jeunes conscrits, qui avaient été objet des soins maternels de la Sœur Sophie, revenaient la voir après plusieurs campagnes. A Saint-Louis, le docteur Alibert s'entendait de la façon la plus touchante avec ces filles pieuses qui donnent leurs soins à tant d'objets répugnants et savent les entourer de la bienfaisance particulière à la fonction que le devoir leur a prescrite. La charité de ces bonnes Sœurs est toute vivante. Des salles encombrées de lits de malades et de misères sont l'univers presque céleste de ces filles consacrées depuis leur plus belle jeunesse. Elles s'y trouvent heureuses, leur esprit s'y étend, leur capacité s'y déploie, leur cœur ne s'y endurcit pas.

J'ai pu juger les curés de Paris, j'ai appris à apprécier le sacerdoce de pitié et de charité qu'ils exercent. Rien de tout cela n'est saillant, mais c'est à ce réseau inaperçu de secours sous toutes les formes que la société doit, à Paris plus qu'ailleurs, son soutien et son existence. Un curé à Paris, un vicaire sous ses ordres, sait le nom, la demeure, le besoin de chaque indigent. C'est surtout le besoin imprévu qui rentre dans l'attribution particulière de la charité qu'ils dispensent. J'ai vu plusieurs de ces pasteurs des pauvres, je les ai souvent

invoqués ; toujours je les ai trouvés prêts, toujours leur action a suivi ma prière. On peut médire des prêtres : ils sont hommes, ils peuvent prêter à la critique ; mais le service des malheureux ne peut se passer de leur intervention. Ce service est le devoir qu'ils négligent le moins, et le détail où il descend ne se comprend que par la pratique.

Les comités de bienfaisance et les bureaux d'hospices sont bien sûrement aussi au-dessus de tout éloge. Les travaux de ces comités ont eu généralement pour objet l'ordre des administrations diverses, leurs comptes, leur régie, leur entretien, leur police intérieure, les améliorations qui peuvent leur être attribuées. Ce travail d'une belle ordonnance, d'une parfaite régularité, laisse peu à désirer dans la continuité de son exécution, du moins d'après ce que j'ai vu.

Je n'ai pas été à portée d'étudier les comités des quartiers de Paris, mais je suis sûre que là comme ailleurs la quantité de bien qui s'opère est immense, et ne peut pas plus se prévoir ou se déterminer d'avance, que s'exprimer exactement après. Ce qui m'a semblé dur, et au delà peut-être des précautions nécessaires pour prévenir les abus, ce sont les bureaux d'admission. La dureté y est érigée en principe, et je dirais presque en émulation. J'ai eu bien à m'en plaindre, et, même après avoir esquivé ses arrêts, je n'ai pu la trouver salutaire.

La nécessité de soustraire quelques suppliques aux personnages qui décident des admissions me força parfois de recourir au bureau même de la préfecture de police et de pénétrer dans ce réduit obscur où j'ai cru souvent rencontrer toute l'horreur des misères humaines. Il faut que je le dise : nul succès sans courage. Il m'en fallut beaucoup, durant tout un été, pour traverser une

nuée d'espions subalternes et monter régulièrement un étroit petit escalier qui me conduisait à l'antichambre du bureau de M. Parisot. C'était là que se montrait à moi l'assemblage dont j'ai parlé. Il ne dépendait pas de M. Parisot d'abréger le temps qu'il me fallait attendre, et les formalités qui me faisaient revenir. Plusieurs affaires, d'ailleurs, m'ont amenée successivement chez lui; mais, au reste, je ne crois pas qu'il soit possible d'être plus parfait et meilleur que je n'ai vu M. Parisot. Je crois avoir acquis son estime, et il a bien gagné la mienne et toute ma reconnaissance.

Quand on a étudié la misère dans Paris, en commençant par ce bureau terrible, le reste semble presque de l'aisance. Aux Aveugles, aux Sourds-muets surtout, l'intelligence humaine triomphe et l'aumône du pain disparaît dans le faisceau de lumières qui éblouit.

L'éducation des jeunes aveugles fait maintenant l'objet unique d'une institution à part; elle est établie depuis peu rue Saint-Victor. Dans le temps où j'étais à Paris, tout était réuni dans la vaste enceinte des Quinze-Vingts.

Il est bien singulier que M. Haüy (1), créateur de l'éducation systématique des aveugles, ait été dénigré, en France, avec un excès si prodigieux. Ce philanthrope, homme de génie, mais privé de l'habitude ou de la faculté de multiplier ses idées par le mouvement, n'a jamais laissé découvrir en lui qu'un très bon homme à peu près sans esprit. J'étais bien jeune quand je le connus. La candeur de son mérite pouvait être appréciée par la simplicité des seules notions que j'eusse encore acquises, et je puis dire, parce que cela peint M. Haüy,

(1) Valentin Haüy (1745-1822), fondateur de l'Institution des jeunes aveugles.

qu'alors je fus sa protectrice et que, moi jeune personne n'allant point seule, ne sortant point, j'écrivais pour lui de belles lettres aux membres influents des comités de l'Assemblée constituante et du nouveau département de Paris, et que je lui rendis de véritables services.

Repoussé depuis par l'abbé Sicard, dont je l'avais vu enthousiaste, et qui avait durant quelque temps marché dans les mêmes voies et dans le même intérêt; rejeté à peu près par l'illustre abbé Haüy (1), son frère, à cause d'un second mariage, d'une épouse difficile et de quelques traits de faiblesse, M. Haüy est allé en Russie chercher ou plutôt trouver la justice qui lui était due ; d'ailleurs, ses inventions, ses découvertes, ses bienfaits, tout est resté, et ce sont ces beaux moyens, que l'on n'a jamais cessé de mettre en usage aux Quinze-Vingts, qui sont maintenant dans toute leur action.

Je dirai, pour faire comprendre comment l'esprit se trouve parfois illuminé, dans quelles circonstances M. Haüy conçut son éducation des aveugles. Il se promenait à la foire Saint-Ovide. Il y vit quatre aveugles avec des instruments et affublés de lunettes, devant lesquels on avait mis d'énormes livres de musique. Son bon cœur échauffa sa tête, et peu après l'aveugle lut, écrivit et même imprima.

M. Heilmann, élève de M. Haüy, et plus que lui peut-être homme de lettres, aveugle depuis l'âge de treize ans, né dans l'aisance à Porrentruy, conçut plus tard l'idée plus charitable encore de donner aux pauvres aveugles, à ses frères d'infortune comme il les appelait, le moyen de travailler pour vivre. L'activité des démarches de cet homme ne peut se comparer qu'à l'ardeur de

(1) René-Just Haüy (1743-1822), célèbre minéralogiste.

sa tête et de ses conceptions. Je me suis unie à lui; le maréchal Serrurier, gouverneur des Invalides, l'a servi; M. Fauchat, secrétaire général du ministère de l'intérieur, lui prêta son concours pour atteindre ce but. M. Heilmann a fait fabriquer des métiers à l'usage des pauvres aveugles; il a loué un vaste local, acheté de la laine et du coton, et livré de belles serges et de beaux calicots; tout a manqué. Une influence de haine se rencontra et fut plus forte que celle de la bienveillance. M. Heilmann, ruiné de fond en comble, est entré à Sainte-Pélagie; maintenant il est aux Quinze-Vingts. Il a épousé une femme aveugle; il est père d'une petite fille dont il fait seul l'instruction, et qui, déjà bonne musicienne, lit et écrit parfaitement, et sert de guide à ses parents.

L'établissement des Quinze-Vingts comme hospice est d'un autre ordre que celui de l'Institution des jeunes aveugles. J'y ai souvent eu des affaires. M. Seignette, qui le dirige, est le père des infortunés dont le sort est confié à sa garde. J'ai vu avec chagrin, depuis la Restauration, que l'on avait substitué pour les Quinze-Vingts le titre d'hôpital à celui d'hospice; pourquoi donc trouverait-on plus régulier, plus dans l'ordre, d'abaisser, d'enlaidir, que d'embellir et d'élever?

L'instruction des sourds-muets est le triomphe de la métaphysique, et je ne crois pas qu'on puisse, dans ce genre, porter la séduction plus loin que l'abbé Sicard (1). Héritier de l'abbé de l'Épée, sans doute comme l'exploiteur d'une mine d'or hérite de celui qui l'a découverte, l'abbé Sicard a versé sur le domaine de l'esprit humain les trésors dont une inspiration sublime avait d'abord

(1) Roch-Ambroise Cucurron, abbé Sicard (1742-1822), instituteur de sourds-muets.

marqué la source. L'abbé de l'Épée a frappé le rocher, l'abbé Sicard a fécondé le désert.

Je n'ai malheureusement pas une assez grande expérience des pauvres pour me permettre de donner dogmatiquement mon opinion à leur égard. Ce que j'ai vu d'eux me les a fait juger précisément ce que nous sommes. J'ai trouvé parmi eux cette sensibilité profonde qui aide à supporter les maux, et j'ai vu les plus indigents heureux de se montrer secourables. L'amalgame de la société est, plus qu'on ne croit, dans une fraternité que le hasard cimente, depuis le grenier où le dénuement réside, jusqu'au riche salon où l'amitié encore a besoin d'essuyer des larmes. Toutes les fois que j'ai pu rendre service, mon soin le plus grand fut toujours de ménager l'amour-propre du pauvre et de sourire à son orgueil.

Le désir d'obliger un malheureux ancien soldat, dont la mère avait nourri mon frère, me donna l'occasion de parcourir en détail une partie des filières de la police correctionnelle. C'est effrayant, mais c'est immense. Je fis des connaissances sous ces voûtes ténébreuses, et j'y trouvai, comme ailleurs, des hommes pleins d'esprit, d'obligeance, de bonté, et toujours indulgents pour cette nature humaine, qu'ils ne voyaient pourtant que sous son jour le moins heureux. La pitié tempérait en eux toute sévérité d'opinion.

CHAPITRE XV

Comète de 1811; Arago. — Grandes réceptions chez le duc de Bassano (hiver de 1812). — Le portrait de la duchesse, peint par Gérard. — Regnaud de Saint-Jean d'Angely et les artistes. — M. de Semonville et l'Empereur.

L'automne de 1811 vit éclater au firmament une des plus étincelantes comètes que l'on eût encore signalées. C'était une gerbe de feu qui imprimait le respect et ne causait pas d'effroi. L'Observatoire fut assailli; la moitié de Paris alla voir la comète dans les lunettes que l'on croyait propres à en augmenter l'éclat, et qui précisément ne pouvaient servir qu'à l'éteindre. Déjà je connaissais le temple d'Uranie. Recommandée par M. de Humboldt, j'avais été reçue plusieurs fois déjà par M. Mathieu. J'avais considéré la lune dans le télescope; elle m'y avait paru comme un roc de biscuit de Sèvres, guilloché sur ses bords et raboteux à sa surface, où l'on remarquait des plaques d'ombres, faites pour figurer des abîmes.

L'une des merveilles que le télescope a seul le droit de nous découvrir, c'est l'anneau lumineux de Saturne. M. de Chateaubriand crut y voir la lyre antique; j'eusse plutôt défini son image par la comparaison d'un riche scarabée dont la surface noirâtre est enrichie de cercles d'or.

C'est en allant contempler la comète que je fus assez heureuse pour rencontrer dans les salles le savant

M. Arago (1). Il me serait impossible de dire jusqu'à quel point ce savant surpassa l'opinion que j'avais de son mérite extrême. Je l'écoutai avec un enthousiasme digne de la science dont il me parlait. Je désirai le revoir; j'osai solliciter quelques leçons à ma portée, je les obtins, il me les fit plus tard, et j'aurai l'occasion d'en parler plus loin. Je me borne à dire ici qu'après m'avoir rapidement tracé la théorie raisonnée des comètes, M. Arago m'avoua qu'à l'Institut et dans sa classe, les savants qui ne cultivaient pas spécialement l'astronomie lui faisaient sur la comète des questions vaines et populaires, et, à sa grande surprise, ne prenaient pas la moindre peine pour acquérir une juste notion d'un phénomène si frappant.

L'hiver de 1812 fut brillant. Mme de Bassano donna de très beaux bals, où ma belle-sœur et moi fûmes invitées. Tout notre monde se trouvait là, mais, pour un spectateur, c'était quelque chose de remarquable que le guindé des attitudes. Chacun des nôtres se serait trouvé bien volontiers seul de son cercle, ou de sa ligne, au milieu du monde de la Cour; car on s'épiait les uns les autres, on se moquait de ce qu'on avait vu, on se cachait de ce qu'on voulait faire. Quelques jeunes dames à grands noms auraient pu aisément passer pour dames d'honneur de la duchesse. L'une d'elles, Mme d'Helmostadt, croyait servir par là son mari sous-préfet; une autre, Mme du Roure, dont le mari, auditeur, était employé dans les vivres de l'armée, disait naïvement : « Je suis plate, et je ne crois pas que le caractère soit bien nécessaire à une femme. » Quelques jeunes femmes, à qui la Cour était absolument interdite par le préjugé de leurs parents,

(1) François Arago, le célèbre astronome (1786-1853).

soupiraient cependant en secret d'être à jamais exclues de tant de fêtes, les seules à peu près qu'il fût possible de voir, et hors desquelles maintenant tout était terne et sombre.

Quand on avait été invité aux bals de la duchesse de Bassano, on allait au cercle de visites qu'elle tenait le mardi. Les voitures s'encombraient dans les rues de Grenelle et du Bac, de tous côtés; le salon était quelque chose de bien raide et d'absolument dépourvu d'agréments : d'immenses fauteuils meublants, adossés aux murailles, étaient les sièges des femmes que chaque minute voyait entrer et disparaître. Les hommes étaient debout au milieu, et telle femme, dans sa visite, a pu être assise derrière eux, n'avoir parlé à qui que ce soit et n'avoir aperçu que des dos. On jouait au billard dans un salon voisin, et l'on se trouvait un peu plus libre lorsqu'on pouvait s'y glisser.

Les bals toutefois étaient très beaux. Les Reines y venaient presque toujours; elles avaient chacune un fauteuil, et un tabouret sous leurs pieds. Un cercle de jeunes gens agréables, et tous des nôtres ou à peu près, faisaient leur cour à ces princesses, dont l'existence avait vraiment l'éclat et tout l'idéal du roman. Leur présence ne gênait pas. Jeunes femmes coquettes et à la mode, elles étaient toutes à leur affaire, c'est-à-dire à leurs jeunes succès, à leurs triomphes de la soirée; elles dansaient quand elles en avaient le désir. Généralement elles étaient jolies, et les autres femmes agréables, en possession de leur part d'hommages, ne pensaient pas véritablement avoir à leur envier.

Le duc et la duchesse faisaient parfaitement les honneurs de leur belle et splendide maison. M. Maret, pourtant, n'a jamais pu se défaire de quelque chose de

subalterne; on ne pouvait voir en lui le maître de cette maison. Mme de Bassano elle-même ne m'a jamais paru bien à son aise devant moi. Je l'avais vue jeune personne, et j'avais bien connu, — elle s'en souvenait toujours, — son oncle chirurgien, sa tante, sa cousine, et toute sa famille passablement obscure; je crois qu'elle en était gênée. Je pense d'ailleurs qu'elle avait fort peu d'esprit. Elle était belle, mais d'une beauté triste, et je ne sais si c'est prévention, mais je n'ai jamais pu trouver de distinction dans sa personne. Gérard était, à cet égard, justement dans la même idée : il fit deux fois le portrait de Mme de Bassano sans avoir pu en être satisfait. Elle était grande, et il la voyait longue; ses cheveux, d'un noir d'ébène, lui donnaient de la dureté; sa bouche s'ouvrait sans nulle grâce. Ses yeux ne causaient à Gérard d'autre impression que celle de fenêtres qui, disait-il, s'ouvrent et se ferment tour à tour. Cependant c'était une belle femme, et l'on pouvait aisément remarquer son désir extrême d'être bien.

L'illustre peintre que je viens de citer était trop l'ami de M. Regnaud de Saint-Jean d'Angely pour être celui de M. Maret. Du reste, sauf une fois ou deux, aux petits bals de M. de Champagny, je n'ai trouvé Mme Regnaud dans aucune des maisons du gouvernement.

La maison de M. et Mme Regnaud avait alors aussi son genre particulier. Le pauvre Regnaud m'y fit aller une fois ou deux, et j'y entendis de bonne musique; il me le disait lui-même, en m'y invitant : « Vous entendrez madame la comtesse, qui chante toujours parfaitement bien. »

Les artistes, dans cette maison, étaient sur un pied d'intimité. C'était Gérard, Catel, Garat. M. Regnaud eût été fort content de jouer un peu le rôle de Mécène;

il avait bien assez d'esprit et d'instruction pour en être capable, et l'un de ses beaux-frères était M. Arnault. Chamarré de cordons, et plus vain de son titre que le plus ridicule des châtelains orgueilleux, de temps en temps une bouffée de dépit rendait M. Regnaud amèrement philosophe : « Le siècle, disait-il, ne rétrograderait pas. » Immoral et brave homme, ambitieux à l'excès et quelquefois naïf, plein de talent et de bouffissure, de naturel et de civilisation, sans scrupule par habitude et par le résultat d'une fausse expérience : tel se montrait cet homme trop inégal, supérieur à tant d'autres s'il se fût mieux contenu, blasé sur tout et non désabusé.

La maison de M. de Rovigo visait, je l'ai dit, bien plus à l'agrément que les autres, quoiqu'elle ne fût pas toujours fort amusante; celle de Mme de Bassano, où les Rovigo ne paraissaient pas, était devenue le centre et la perfection de la Cour. Il s'y rassemblait trop de monde pour que je ne parvinsse pas à m'y tirer d'affaire; mais depuis que je n'allais plus seule dans les salons du gouvernement, je m'y trouvais bien moins moi-même (1). Les personnes qui, comme ma belle-sœur, traitaient le gouvernement de puissance à puissance, se prêtaient à tout de sa part sans jamais se livrer à rien. On conservait un quant à soi, on se tenait dans une réserve où une sorte de récalcitrance n'excluait pas la prétention. Je ne dis pas que ma belle-sœur jouât toujours ce rôle. Naturellement accoutumée à attendre tous les hommages, et à ne pas attendre en vain, elle était seulement moins aimable, et le paraissait encore mille fois plus que celles

(1) Mme de Chastenay, ainsi qu'on l'a vu, était toujours allée seule dans les salons du gouvernement; il ne pouvait donc être question pour elle de s'y faire patronner, mais la suite de son récit va montrer qu'elle y fut désormais accompagnée de sa belle-sœur.

qui s'abandonnaient avec une sorte de bassesse. Plus piquante, elle était d'autant plus recherchée. Pour moi, accoutumée à me laisser entraîner, par un désir obligeant de plaire, à causer pour trouver de l'esprit, et pour en dérouler le plus possible; disposée à sourire à tous les petits travers, surtout à toutes les petites jouissances, et à les contrecarrer le moins que je pouvais, je me trouvais trop déparée par un rôle qui n'était pas le mien, et qu'il me fallait conserver, pour ne pas faire trop de contraste. Mon frère, je le savais, eût accepté de l'emploi, mais pas exclusivement à la Cour, où le temps lui paraissait moins occupé que perdu. Ma belle-sœur, en se montrant dans les sociétés politiques, s'était chargée de le servir, et nos manières de réussir auraient été trop opposées pour que la moindre tentative ne me fût pas alors interdite.

La coquetterie politique n'est, pas plus qu'aucune autre, dans mes dispositions; du reste, ce qui nuisit alors le plus à mon crédit, fut de ne pas chercher, et ensuite de ne pas rencontrer assez d'esprit et de moyens parmi les personnages du jour.

J'excepterai cependant M. de Semonville (1), l'ami intime, avoué, de M. de Bassano. Aussi, je fus toujours très distinguée par lui, et mon plaisir était de le rencontrer aux bals qui se renouvelaient chaque semaine. J'avais saisi, quelques mois avant ce temps, une occasion de lui demander une audience, et il y avait mis de l'empressement. Cette occasion, que j'ai oubliée, n'était guère, je crois, qu'un prétexte. Je dis à M. de Semonville qu'il me semblait que les gens d'esprit se connaissaient sans s'être vus; et cette connaissance préexis-

(1) Charles-Louis Huguet, marquis de Semonville, diplomate (1759-1839).

tante rendit nos relations réelles plus amicales et plus faciles. Sa franchise fut toujours très grande à mon égard. L'indiscrétion est aussi loin de cette franchise d'un esprit supérieur que la réticence l'est de la réserve. Cette fausse diplomatie m'a toujours fait pitié : elle trahit, loin de couvrir.

M. de Semonville avait beaucoup de finesse, et c'était, je crois, ce qui lui tenait lieu d'art. Chez lui, politiquement parlant, la moralité était justesse; il savait à qui il parlait, et il parlait effectivement à l'esprit et à la pensée de son interlocuteur, puis, selon le besoin, il ajoutait une idée à celles dont il soudait la chaîne. J'ai connu un de ses familiers, qui sûrement avait beaucoup d'esprit, mais dont la dévotion impériale était grande. Cet homme avait un cercle d'une certaine étendue. M. de Semonville lui écrivit, le matin de la naissance du roi de Rome, que de ce jour seulement il embrasserait ses enfants sans un affreux serrement de cœur. C'est le destinataire de cette lettre qui me l'a montrée, et je ne crois pas m'être abusée sur l'espèce d'attendrissement qui avait pu la faire écrire. Parler la langue de chacun est le grand secret d'être entendu et de persuader; la fausseté consiste à mentir dans cette langue, mais nullement à s'en servir, et c'est à quoi tant de pauvres esprits se méprennent.

L'Empereur vit souvent M. de Semonville; il le fit sénateur, et lui rendit, sans le vouloir, le service réel de lui refuser un ministère. Je pense, mais tout bas, qu'il s'en fût mal tiré. M. de Semonville, qui connaissait bien l'Empereur, savait bien aussi concevoir les dimensions du colosse, et ne prenait dans aucun sens un défaut de proportion pour un type de la mesure; il savait, comme Fouché, que c'était à l'imagination et non pas au

cœur de l'Empereur qu'il fallait toujours s'adresser. Je tiens de lui-même que quand le général Dupont fut proscrit, pour la capitulation d'Espagne, l'Empereur voulait qu'il pérît. « Qu'on ne croie pas, s'écriait-il, que j'aie soif du sang de Dupont ! Non. Mais Henri IV n'a été roi qu'après que Biron eut porté sa tête sur un échafaud. — Cela est vrai, reprenait M. de Semonville, mais Henri IV possédait un *coupoir;* c'était la grand'chambre du parlement de Paris, dont Biron était justiciable, sans aucune contestation. Les commissions sont devenues odieuses; des sénateurs ne peuvent pas décemment juger des faits militaires; des généraux tels que ceux de ce temps peuvent moins encore prononcer décemment sur des accusations de concussions et de pillages. — Qu'il vive donc ! dit l'Empereur, mais je vous préviens qu'il me faudra enfin faire pendre un maréchal, et comme c'est vous qui m'y forcez, gare à Macdonald votre gendre ! »

Les récits de M. de Semonville n'étaient pas toujours aussi graves que celui-là. Une fois, il me raconta ce qui s'était passé à Mayence, à l'époque où l'Empereur s'y trouvait établi je ne sais plus pour quel motif, et où lui-même y avait été mandé. Mme Macdonald, la fille d'adoption de M. de Semonville, vint à mourir; on apprit cette affreuse nouvelle, et M. de Semonville, en proie au désespoir, se fit excuser de paraître. L'Empereur questionna M. Maret sur ce sujet. M. Maret peignit l'excès d'une douleur dont le spectacle avait pénétré toute son âme. « C'est singulier, reprit l'Empereur, en devenant de plus en plus grave; je croyais Semonville homme d'esprit, je le croyais homme supérieur. Il est désespéré ! Je viens à y penser : si l'on venait m'annoncer, à moi, la mort d'Hortense, eh bien ! je travaillerais encore. Que

de fois j'ai vu partir, que de fois j'ai fait partir des hommes que j'envoyais au feu et qui ne pouvaient en revenir! Je n'étais pas du tout ému. Eh bien! ce Semonville, il est désespéré! Peut-être je l'envie, peut-être est-il plus heureux? Travaillons, reprit-il brusquement, travaillons, et n'en parlons plus. »

Les anecdotes assaisonnaient toujours la conversation de cet homme vraiment aimable. Sa phrase spirituelle s'improvisait d'ailleurs avec une simplicité qui prouvait qu'en parlant il s'amusait, et qui inspirait sans fatiguer.

Il faut que je le dise, deux dames remarquables par l'agrément et par la beauté se trouvaient toujours à ces bals, et à tous ceux des gens en place, et l'une d'elles surtout, Mme Gazzani, était charmante, et enlevait la bienveillance en même temps que le suffrage. Mme Pelapran, objet comme elle pendant un temps des distinctions de l'Empereur, allait moins dans ces réunions, qui, quoique très nombreuses, n'étaient pourtant que particulières. Je la vis aux fêtes de M. de Marescalchi, et sa réputation ne me parut pas usurpée. Une femme plus remarquable, — parce que, disait-on, elle avait un enfant (1), — était une Polonaise, Mme Walewska; elle tenait d'ailleurs à quelques familles polonaises influentes, et Mme Jablonowska était une de ses belles-sœurs.

(1) Alexandre-Florian-Joseph Colonna, comte Walewski, né le 4 mai 1810, au château de Walewice, en Pologne; ambassadeur, ministre des affaires étrangères et président du Corps législatif sous Napoléon III.

CHAPITRE XVI

Les Polonais à la cour et dans les armées (1812). — L'Empereur et le *règne* de Robespierre. — Grande fête donnée par la reine de Naples : figures historiques et mythologiques. — Mme de Chastenay demandée en mariage par Kellermann ; accueil favorable, entrevue, rédaction du contrat, rupture.

A l'époque dont je parle, dans ce temps où l'Empereur méditait son expédition de Russie, on s'efforçait de remuer toutes les passions patriotiques de la Pologne. L'espérance de trouver auprès de Napoléon un gage de retour à leur indépendance avait précipité en foule les Polonais dans son armée. Leur bravoure était admirable. Aventuriers dans leurs exploits, citoyens dans leur but final, ils périssaient pour s'assurer de revivre, et recevaient, en attendant, des grades et des dignités. Plusieurs magnats n'avaient pas dédaigné le titre de chambellan de l'Empereur. Cependant, le grand éclat du dévouement et de la gloire appartenait surtout aux familles polonaises que, pour me faire entendre des Français, j'appellerai du moyen ordre, car en Pologne les nobles se disent tous égaux. Dans ce pays, comme ailleurs, la ligne moyenne est prépondérante, à tel point que c'est le général Zaïonczek (1) que l'empereur Alexandre y a fait vice-roi. J'ai connu Mme Zaïonczek. Elle était d'origine française ; son père était allé en Pologne autrefois pour

(1) Joseph Zaïonczek, général polonais (1752-1826).

remplir un emploi obscur, et avant son mariage elle-même avait été simple dame de compagnie d'une dame attachée à la cour de l'impératrice Catherine. Elle est vice-reine aujourd'hui.

A cette époque de 1812, les Polonais s'électrisèrent. Pour les plus grands seigneurs, voyageant à Paris et s'y trouvant bien plus qu'ailleurs dans leur patrie, il ne fut plus question, ainsi que pour les autres, que de s'armer et de partir. La princesse Sapieha, fille du vénérable chancelier Zamoyski (1), excitait cet enthousiasme avec une ardeur digne des héroïnes de Sparte. La princesse Jablonowska y mettait plus d'intrigue; sans cesse avec le duc de Bassano, fière de l'esprit qu'il lui appartenait de faire briller dans ses entretiens, elle semblait se croire quelquefois un caractère diplomatique. Elle se croyait le centre d'action d'une révolution mémorable; mais cette Longueville polonaise fut jouée, ou déjouée en tout.

En attendant, les Polonais étaient plus que jamais à la mode. On dansait partout leur mazurka; nos jeunes militaires frappaient de leurs talons, pour imiter le bruit de la botte éperonnée, dont ils voulaient bien nous faire grâce. Elle était ennuyeuse, cette danse, à cause de son extrême longueur; mais, malgré l'insipidité ordinaire de l'exécution, j'y reconnaissais bien la pantomime antique et une peinture des jeux de l'Amour.

Les belles dames du gouvernement qui ont joué un rôle à cette époque la regretteront certainement toujours. Enivrées de fêtes, de parures, d'encens surtout, elles voyaient à leurs pieds les hommes les plus marquants, d'extérieur et de naissance, que chaque pays nous en-

(1) André Zamoyski, chancelier de Pologne (1716 1792).

voyait. Ces hommes, presque tous, ne s'adressaient qu'à elles ; leurs hommages étaient dirigés par les promotions de la gazette, et nos dames les plus merveilleuses d'autrefois ne les partageaient qu'au même titre. Je le disais alors : « C'est l'Europe à genoux devant Napoléon qui a fait incliner la France. »

Une jeune femme, dont le beau-père est revenu avec un de nos Princes, triomphant de sa fidélité, avait été chargée, à l'époque dont je parle, de négocier son retour. Elle risqua de s'adresser à l'Empereur lui-même, un jour de cercle, quand il l'aborda. Aux objections qu'il fit, elle reprit assez sottement : « Sire, sous le *règne* de Robespierre... » Elle n'eut pas le temps d'en dire plus, la colère fut à son comble : à Bonaparte sur le trône, dire le *règne* de Robespierre ! Le duc de Rovigo parvint à excuser une parole dite sans malice, le peu d'esprit de la dame fut invoqué avec raison. Pour ce fait, ainsi que pour beaucoup d'autres, le duc de Rovigo a rendu plus de services qu'on n'en a reconnu.

Les petits cercles étaient devenus un hochet pour la vanité ; j'en ai vu de risibles exemples. Le maréchal Duroc en dispensait pourtant presque seul la faveur ; on le disait hautement avant l'invitation, on ne le répétait pas après l'avoir reçue.

Il y eut cet hiver même deux belles fêtes à la Cour ; la première fut la plus brillante, et c'est à celle-là que j'assistai. La reine de Naples et la reine de Hollande avaient voulu danser chacune un beau quadrille, et surtout témoigner leur zèle à l'Empereur. Elles se hâtèrent d'inviter les jeunes femmes les plus brillantes. Ma belle-sœur fut à la fois priée par les deux Reines, mais une heure de priorité la décida pour celle de Naples, et elle se trouva de son quadrille. Cette Reine devait y figurer

la France, la princesse Borghèse sa sœur devait y représenter Rome. Mme Juste de Noailles dansait seule, et c'était la nymphe Égérie; Mme Legrand devait figurer Iris, en exécutant une danse imitée de celle du châle. Quelques dames, dont entre autres Mme de Montmorency, devaient être les nymphes du Tibre ou de la Seine. M. Charles de La Grange venait en Apollon; les autres dames étaient les Heures. Mme de Crillon, ma belle-sœur, Mme de Chabrillan, Mme Regnaud de Saint-Jean d'Angely, Mme la maréchale Augereau, des dames enfin de toutes les heures, sans doute, mais certainement distinguées toutes ou par elles-mêmes, ou par leurs accessoires, composaient cette réunion.

Le poème de M. Dupaty sur cette allégorie dansante était réellement ingénieux. Despréaux présidait aux répétitions, et le plus difficile pour lui était de faire aller une douzaine d'hommes peu sveltes, dont on avait fait des étoiles, et qui devaient, je ne sais pourquoi, se réunir à un page assez cabriolant, qui représentait un Zéphire.

J'ai vu Henriette bien fatiguée de ces répétitions sans nombre, mais elle se trouvait satisfaite de la société de ses compagnes et de la bonne grâce de la Reine et de sa jolie sœur Pauline. Ces deux dames parurent vêtues en amazones et couvertes de diamants pour plusieurs millions. Elles étaient bien toutes deux, mais la princesse Borghèse était ravissante. Les nymphes étaient trop chargées de fleurs. On avait varié le costume des Heures selon la nuance du jour qu'elles devaient exprimer aux yeux. L'Apollon était assez beau, avec sa couronne de laurier; mais des bas blancs et des souliers rendaient le costume un peu grotesque; son manteau était d'écarlate, drapé avec une extrême élégance, et magnifiquement brodé d'or.

J'assistai à ce grand spectacle, et jamais, je crois, rien de plus éblouissant ne fut offert aux regards. La salle de comédie avait été ornée avec plus de perfection encore qu'à l'ordinaire, la lumière y resplendissait. Tout ce qu'il y avait de plus grand et de plus distingué soit en France, soit en Europe, y semblait alors réuni. Les mères, les belles-mères, les tantes de toutes les actrices de la fête s'étaient empressées d'obtenir des billets pour les galeries; les prudes politiques mêmes n'avaient pas craint, cette fois, la contagion de la Cour, et on les voyait en parure composer le fond du tableau. C'était bien se mêler à la fête.

Le début du quadrille, qui avait pour but de représenter une association des antiques grandeurs de Rome aux grandes destinées de la France, dans l'existence future du jeune rejeton impérial, n'était pas absolument intelligible. La danse d'Iris cependant fut jolie, et l'espèce de pyrrhique des deux amazones fut brillante; mais ce qui fut vraiment charmant, ce fut l'entrée des Heures, menées par Apollon. L'air de musique qui les accompagnait était doux et bien choisi, les pas mesurés, les chaînes lentes et bien conçues. Il y eut dans cette entrée quelque chose d'élyséen, quelque chose dont on fut ému, en dépit de tout le factice de tant de merveilleux accessoires.

Cette impression cessa quand la danse devint vive et que les étoiles s'en mêlèrent. Ces pauvres étoiles, chamarrées comme les Romains du bœuf gras, tranchèrent en ridicule parmi ces Heures, ces Nymphes qui enchantaient les yeux, et qui laissaient encore à l'imagination de quoi s'exercer.

Après le quadrille, il y eut grand bal, grand souper, grande fête enfin.

Deux jours après, la reine Hortense fit rivaliser son spectacle. Les partisans se partagèrent. Je ne vis pas cette seconde fête, je n'y prenais pas intérêt, et il nous souvenait à tous d'avoir passé deux heures entières dans nos voitures, dans la cour des Tuileries, bien ennuyées et sans lumière, en attendant que l'horloge sonnât dix heures et qu'on ouvrît les corridors.

La complaisance et l'espèce d'amour-propre qu'on avait pu mettre à se prêter à une pareille féerie, furent déjoués par le peu d'effet qui en résulta pour chacun. La reine de Naples elle-même, trop subalterne peut-être en tout ceci, n'avait songé qu'à ses propres affaires; elle ne ménagea pas une soirée agréable aux compagnes qu'elle avait choyées avec des grâces toutes recherchées tant qu'elle en avait eu besoin. L'Empereur, l'Impératrice parurent savoir à peine quelles femmes ils avaient applaudies. Pourtant, tous leurs portraits furent commandés à Sèvres; les porcelaines où ils doivent se trouver seront un monument historique. Je crois que l'Empereur eut tort d'encourager si peu un effort marqué pour lui plaire, mais je ne doute pas que dans l'occasion il ne s'en fût souvenu plus volontiers peut-être que d'un service réel.

Le printemps de cette année faillit déterminer pour moi une existence absolument nouvelle. La vieille maréchale Kellermann était morte dans le commencement de l'hiver. Mon oncle connaissait le maréchal, et il lui vint l'idée de me le faire épouser. J'avais fait depuis peu la connaissance d'un brave et ancien militaire, aide de camp du maréchal Moncey, parce qu'il m'avait fallu rendre service à un gendarme dont la femme était fille du frère de lait de mon père. Cet officier était le colonel Van Oosterom; il connaissait beaucoup le maréchal Kel

lermann, et, sans m'en rien communiquer, il eut, à mon sujet, la même idée que mon oncle. J'avais assez souvent rencontré le maréchal, qui m'avait accablée de toutes les galanteries allemandes que son âge devait autoriser. Mon nom prononcé devant lui eut un effet presque électrique ; il alla voir mon oncle, exprima un vœu, et le colonel fut chargé de solliciter mes parents et de servir en tout sa cause.

Je ne puis dire à quel point cette idée me déplut. Mon existence a toujours eu ses contrariétés et ses peines, mais elle a ses douceurs, elle a ses avantages. Peser sans cesse et repeser son destin est ce que je connais de plus triste au monde. Voir ébranler, peut-être sans résultat, l'espèce d'équilibre où l'on est parvenu, c'est effrayant, quand on est raisonnable. La fortune du maréchal était brillante en revenus, mais précaire et peu fondée. Il avait deux enfants, dont le caractère et l'entourage ne pouvaient me faire augurer que des sacrifices et des chagrins. Son titre ne pouvait ajouter à ma considération acquise et personnelle ; j'allais de fait, par ma naissance ancienne, avec tous les duchés nouveaux. Ce brave homme avait plus de soixante-seize ans (1) ; sa figure, son accent allemand, ses habitudes militaires m'inspiraient un éloignement dont je ne pouvais me rendre maîtresse. Je repoussai fortement les premières ouvertures, mais personne près de moi ne parut m'approuver. Une existence de premier ordre, dans le régime consolidé, tournait un peu la tête à mes parents, qui me croyaient toujours vingt ans ; mon frère et ma belle-sœur voyaient le mélange aussi heureux qu'adroit du passé avec le présent. En dernière analyse, on me fit consi-

(1) Il en avait juste soixante-dix-sept, étant né le 30 mai 1735, et Mme de Chastenay en avait quarante et un.

dérer que ce mariage garantissait, du moins selon toutes les données, l'admission de mon père au Sénat, et pour lui, ainsi que pour maman, l'augmentation d'aisance et de fortune attachée à un titre qui n'était pas gratuit. Mon frère désirait de l'emploi : je serais en mesure de tout obtenir selon son vœu. Enfin, le maréchal était considéré : cordon rouge, inspecteur même sous l'ancien régime, il avait presque le rang d'un homme de qualité. M. de Laguiche, qui dans cette occasion voulut bien réclamer les droits d'un second frère, M. de Maillé, mon cousin, tous ceux qui me connaissaient enfin, insistèrent sur la convenance, et M. Trutat, le notaire, appelé par le maréchal, trouva tant de loyauté dans sa confiance et dans ses concessions, qu'il se réunit à presser un consentement très désiré.

En ce moment, je pensai qu'il fallait m'oublier ; j'appartenais aux miens, mon dévouement devait changer de forme : je leur abandonnai en tout la disposition de mon sort, et le maréchal, que je n'avais pas encore vu, reçut des réponses encourageantes.

On ne croyait pas avoir été au delà ; le maréchal, sans en attendre plus, courut à Saint-Cloud, et, abordant l'Empereur devant quelques témoins, lui fit part de ses projets et lui demanda son agrément.

L'Empereur, surpris, fit quelques questions ; le maréchal me nomma. « Elle ne voudra pas de vous », reprit aussitôt l'Empereur. Sur la réponse confiante que le maréchal lui fit d'un ton modeste, l'Empereur lui dit : « Je vous en félicite », et il ajouta quelques mots que j'ai pu trouver obligeants.

Une bataille décisive annoncée par une estafette et le canon tiré dans Paris n'eussent pas, je crois, fait plus de bruit, et surtout un bruit plus rapide que la nouvelle

de ce mariage, et dans toute la nouvelle Cour, et dans toute notre société. Maman fut assiégée de visites, je fus accablée de questions ; nous répondîmes tous avec franchise que la démarche du maréchal était au moins prématurée, que ses propositions étaient vraies, qu'elles pourraient être acceptées, mais qu'enfin rien n'était fini. En effet, chose étrange, je ne l'avais pas même vu, et rien n'était signé.

Il vint. J'ai dit comment je me trouvais résignée; mais quand il m'assura qu'il *permettrait* toujours que je me rapprochasse de mes parents, quand il voulut me promettre de n'y pas mettre obstacle, j'eus quelque peine à m'expliquer comment j'allais volontairement me soumettre à de pareilles chaînes.

M. Trutat poursuivit son œuvre et dressa le projet d'articles. Comme de raison, le maréchal me reconnaissait une dot que je ne lui apportais pas, mais les choses étaient disposées de telle manière que jamais sa fortune ne pût entrer dans ma famille. Il est de fait que, d'après ces articles, la veuve du maréchal eût été bien peu riche, mais il ne pouvait pas faire plus. Il avait très peu de fonds, et l'on comptait, d'ailleurs, plus que je ne faisais moi-même, sur des pensions et des grâces. Le maréchal avait fixé la pension qu'il comptait me faire de son vivant ; on oublia de la spécifier dans la rédaction des articles. J'en fis l'observation, mais, en la prononçant, je pouvais tout déranger. L'inconvénient de l'oubli ne concernait que moi, et je ne voulus avoir aucun reproche à me faire. Je croyais rêver, je l'avoue. Le maréchal arriva le soir ; M. Trutat et lui m'appelèrent dans le cabinet de maman. On nous y laissa seuls tous les trois. Je crus, en rassemblant mon courage, devoir épuiser la bonne grâce avec un homme aussi âgé. Il

signa, je signai, et il me fallut accepter une bague d'un très beau diamant qu'il me donna comme premier gage de l'alliance contractée. Le lendemain, au jour, il partait pour Mayence. Il nous quitta et me laissa tellement surprise de ce qui s'était passé, que je cessai presque d'y croire et même à peu près d'y penser. M. Trutat devait faire dresser le contrat, les diamants étaient commandés, et, à peine à Mayence, ne pouvant en sortir, le maréchal prit soin de concerter avec le préfet et l'évêque notre arrivée et le mariage. J'allais toujours ne sachant où !

Des lettres me vinrent du bon vieillard ; elles étaient allemandes et très bien. Les réponses à faire me désolaient ; je ne savais quel ton y prendre, et j'étais souvent obligée d'y parler moi-même de questions d'intérêts. Il me fallait me rappeler mes résolutions et ce que leurs motifs m'imposaient de sacré, pour surmonter mes déplaisirs et supporter surtout cette autorité conjugale que le futur époux me faisait déjà sentir.

Son fils vint à Paris, et je le vis chez maman, où il ne tarda pas à se rendre. La nature n'avait pas embelli sa figure. Il avait des talents militaires reconnus. On l'accusait d'excès à son armée d'Espagne, et, quoique toujours employé, il n'était nullement en faveur. Il fut poli, mais je crus démêler combien il éprouvait de surprise de ce que je consentais à épouser son père ; et je pensais qu'il avait raison d'être surpris.

Puisque j'ai dû entrer dans cette famille, j'en respecterai les secrets. Chaque jour, je l'avoue, j'offrais mon sacrifice ; je demandais à Dieu que ses desseins paternels fussent accomplis sur moi, et, décidée à remplir les devoirs auxquels j'allais me lier pour la vie, je formais le vœu ardent de ne pas les contracter.

Je fus exaucée de la manière qu'on pouvait le moins supposer. Mme de Léry, fille du maréchal, entra dans une fureur à peu près délirante en apprenant le dessein de son père. Les plus infernales calomnies, les horreurs, les noirceurs, tout lui parut légitime, ainsi qu'à ses imprudents amis. J'ai tenu dans mes mains des lettres bien odieuses, et je les ai toutes jetées au feu. Le notaire du maréchal, Mr Duchesne, qui demeurait rue Saint-Antoine, refusa à M. Trutat de prendre part à la rédaction d'un contrat conforme aux articles. Il en écrivit à Mayence; maman, justement mécontente de voir éluder des paroles et rétracter des engagements, écrivit, de son côté, avec vivacité. Le maréchal, ébranlé, je crois, me manda, un beau jour, avec quelque insolence, que maman prenait avec lui un ton impérieux qu'il n'admettait pas; que je n'aurais point de pension fixée, quoi qu'il eût pu dire à mon oncle, et qu'enfin il m'avertissait qu'il voulait être maître chez lui, dans le moindre détail comme en tout.

Cette étrange et ridicule lettre resta de ma part sans réponse, et, de ce jour, tout fut rompu. M. Van Oosterom accepta la mission de faire brûler une inutile correspondance et de rendre la bague de diamant. Le maréchal ou ses enfants ont prétendu, je le sais, que l'Empereur avait envoyé de Pologne un refus de consentement. Je ne sais jusqu'à quel point Mme de Léry et son frère ont pu le faire croire au maréchal, mais alors tout était rompu, et aucun consentement n'eût dès lors arraché le mien, car il aurait fallu, avant tout, oublier une lettre inconcevable et craindre ensuite, à chaque instant, une rupture entre maman et celui qui eût disposé de mon sort. La conduite des deux enfants, celle de la fille surtout, ne pouvait laisser désormais l'illusion d'aucun

rapprochement, et enfin le pauvre vieillard venait de se manquer au point de revenir sur ses engagements.

Depuis la Restauration, et rendu à lui-même, le maréchal, à deux ou trois reprises, m'a envoyé le docteur Tissot, son médecin et son ami ; il n'a rien épargné pour reformer des nœuds dont il avait appris à mieux apprécier l'importance. J'ai constamment refusé ses offres plus instantes, et je me suis toujours bórnée à faire des vœux très sincères pour sa respectable vieillesse.

Les méchancetés de Mme de Léry contre moi ont peut-être élevé, durant un temps, comme un nuage grossier de poussière ; s'il en fut ainsi, elle s'est abattue, je le crois, et je n'ai jamais rien changé à ma vie.

CHAPITRE XVII

Leçons d'astronomie données par Arago à Mme de Chastenay; visite de divers grands personnages à l'Observatoire. — Étonnante activité d'esprit de Mme de Chastenay : études sommaires de géométrie, grec, hébreu, espagnol; rapports avec les savants La Porte du Theil, Chézy, Silvestre de Sacy, Desfontaines, Candolle. — Cours de Cuvier au Collège de France.

Dans le temps même où l'on eût pu me croire très occupée du changement d'existence, dont le jour pour moi était presque marqué, je profitais sans distraction des leçons pleines d'intérêt que M. Arago avait bien voulu m'accorder. J'ai dit que dans le temps le plus brillant de la comète de 1811, j'avais été assez heureuse pour rencontrer ce jeune savant à l'Observatoire. Il vint alors chez moi. Une première fois, nous causâmes; la seconde, nous commençâmes à entrer en matière. Mais de quel point partir? Nous ne savions comment le fixer. Toutefois, je venais de lire avec grande attention l'*Histoire de l'astronomie*, de Bailly. Nous convînmes que je lirais tout haut l'extrait que j'en avais ébauché et que je m'arrêterais à la première difficulté qui s'offrirait à mon esprit. Ma première question décida l'exposition simple et facile que M. Arago me fit du système du monde. J'écrivis cette première leçon, mais il me fallut voir écouler tout l'hiver avant d'en obtenir une autre. M. Arago avait des cours à faire, et, de plus, il s'était marié.

J'osai, durant l'été (1812), me rappeler à son souve-

nir. Il revint, je lui lus ma leçon déjà ancienne (1); il y prit du plaisir, et deux fois par semaine, pendant près de deux mois, M. Arago vint professer pour moi seule, avec autant de grâce que de clarté, et entendre avec intérêt le compte rendu de ses discours. J'en ai recueilli onze; il m'en eût fallu un de plus, deux peut-être, pour compléter l'exposition entière du système des corps célestes, et ces dernières leçons m'ont manqué tout à coup. Des cours multipliés ont été le prétexte et en partie la cause de cette subite interruption; mais je l'ai surtout attribuée à une visite fort indiscrète que ma nuée de cousines et de cousins firent un soir à l'Observatoire.

En effet, mon oncle me pria de demander une soirée à M. Arago. Elle était accordée. Ses filles, ses gendres, leurs parents, sa nièce, Mme de Maillé, M. de Maillé son mari, et beaucoup d'autres personnes encore, crurent, sans doute, qu'à l'Observatoire on voyait danser les étoiles. Dix voitures arrivèrent ensemble. Mme Arago essaya de recevoir cette société, et d'être extrêmement polie; je crois qu'on ne le fut pas assez pour elle. Toute cette constellation rayonnante à ma suite manifesta bien peu le sentiment et le goût des belles connaissances qu'il était naturel qu'elle ne possédât pas, mais qu'on aurait voulu lui voir mieux apprécier. Je m'étais absentée à peine un instant, pour regarder dans les lunettes et voir Vénus, comme un globe brillant mi-parti d'azur et d'or: il s'était produit un véritable tumulte. Je pressentis promptement la conséquence pour moi de cette sorte d'irruption; et, en effet, presque aussitôt, une suite d'occupations toujours plus graves et moins prévues

(1) Elle était du 10 novembre 1811.

n'ont plus permis à mon habile maître de continuer à son attentive écolière les instructions qu'il paraissait lui donner avec tant de plaisir. M. Arago avait été jusqu'à me dire qu'un cours d'optique suivrait mon cours d'astronomie, car il avait le projet d'écrire sur la lumière, et désirait voir de quelle façon je traiterais moi-même ce sujet, et je traduirais ses idées.

Malheureusement, on ne peut aller que le soir ou pendant la nuit rendre visite à ces astres, que j'adore toujours. Je ne pouvais aller seule au temple d'Uranie, je ne pouvais même y aller à pied avec un guide : le quartier est trop isolé. Maman m'interdisait même de m'y rendre en fiacre ; elle crut plusieurs fois me faire plaisir en m'y menant dans sa voiture, mais cette complaisance, très grande de sa part, ne pouvait pas m'être bien agréable : je ne pouvais être certaine ni de l'heure, ni du jour. De plus, les entretiens que je venais chercher ne pouvaient pas, en présence de maman, avoir le caractère et le genre de portée que, sans me dire bien savante, ils auraient sans doute eus pour moi, si j'avais parlé seule. Cependant, un soir j'eus la surprise d'une étoile double, pour ainsi dire, c'est-à-dire que le télescope, au lieu d'un astre unique visible à l'œil nu, montrait deux petites étoiles, l'une très rouge et l'autre bleue. M. Arago en faisait son étude.

Ce moment, je l'ai dit, où plusieurs savants se trouvaient revêtus d'emplois éminents, n'était pas favorable aux sciences autant qu'on aurait pu le penser. M. Arago croyait bien que M. de Laplace (1), s'il eût fallu choisir, aurait encore préféré se dire l'auteur de la *Mécanique céleste*, plutôt que de s'intituler pompeusement chance-

(1) Pierre-Simon, marquis de Laplace, célèbre géomètre, astronome et physicien (1749-1827).

lier du Sénat. Toutefois, M. Arago s'en rendait bien compte, même pour M. de Laplace, la science n'était plus que d'intérêt secondaire. M. de Laplace donnait, le 21 juin, le dîner appelé du Solstice, mais les astronomes s'y trouvaient assis à la table d'un grand.

M. de Laplace basait une théorie sur l'atmosphère du soleil; M. Arago croyait pouvoir nier que le soleil eût une atmosphère. La difficulté ne se discutait plus; on en parlait avec une légèreté profane, et, d'une part, tout devenait protection, comme de l'autre tout était soumission ou réticence.

M. Arago m'a conté que M. de Talleyrand était venu un soir à l'Observatoire, escorté de MM. de Narbonne, Choiseul-Gouffier et Sébastiani. M. de Choiseul ne parla pas et parut craindre de se compromettre; M. de Talleyrand fit une série de mots retenus, et d'une excessive prétention, mais en réalité plus vaine qu'imposante; M. de Narbonne fut charmant. Il n'affecta point le savoir, mais il montra l'esprit qui l'apprécie et qui sait honorer tous ceux qui se distinguent en l'acquérant. M. Arago fut charmé de son entretien, de sa grâce, de sa politesse, même de ses idées brillantes. Le général Sébastiani voulut disputer, sans égards, avec un membre si marquant du Bureau des longitudes; fier d'avoir été en Égypte, il mit en avant les connaissances des antiques Égyptiens, qu'il exalta au-dessus de celles de nos jours. M. Arago, ne sachant à qui il avait à répondre, ne crut pas devoir le ménager, et la dispute devint très vive, mais aucune lumière n'en jaillit.

Le duc de Rovigo voulut aussi savoir à quoi s'en tenir sur les astres; il alla regarder la lune dans le télescope, et s'étonna de ne pouvoir s'y orienter aussi bien qu'au bois de Boulogne, depuis les hauteurs de Passy; il

rappela trop naïvement le soldat de Marcellus dans la demeure d'Archimède, et fit assez peu d'honneur au gouvernement de son souverain.

Je ne puis dire à quel point j'étais, à cette époque, dévorée de la passion de l'étude. Je crois que mes leçons d'astronomie sont écrites avec assez de soin pour avoir le droit de m'en rendre le témoignage. Les sciences exactes, leurs éléments plutôt, en un mot la géométrie, avaient charmé mon enfance et surtout ma première jeunesse ; mais quand, vers l'époque dont je parle, je reconnus ce qu'était cet enchaînement éternel de vérités abstraites, lois nécessaires de la matière, qui souvent les dérobe en leur obéissant, je conviens que je fus éblouie. Je fis pour mon usage une géométrie raisonnée, où, sans autre méthode que de changer sans cesse, ou de traduire les termes, je parvins, des premières et plus simples propositions, au rapport du cylindre inscrit à la sphère. Si les occupations de M. Arago l'eussent alors permis, je crois que j'aurais pu faire quelques pas heureux, sur les traces d'un pareil guide, et comme Fontenelle, du moins, j'aurais mis en français calculs, chiffres et formules.

Toutes les études se tiennent. J'accumulais chaque jour les lectures et les extraits que je destinais à l'accomplissement du grand projet, que je nourris toujours, celui de traiter l'histoire de huit siècles, d'Auguste à Charlemagne. Vers la fin de l'automne, ma belle-sœur me tourmenta pour reprendre une idée que j'avais eue autrefois, celle de composer une Histoire des Normands en Italie et en Sicile. L'imagination exaltée d'Henriette vit des héros et des tournois, et ne comprit peut-être pas assez que les bras de fer du onzième siècle ne ressemblaient qu'à l'Hercule du Nord. L'idée d'un succès de

vogue finit par me gagner, et avant que d'avoir procédé à l'examen des chroniques du Recueil de Muratori, dès le commencement de l'hiver je traçai mon introduction. Je possédais cette matière, et je n'avais guère besoin de notes ou de secours ; mais les onzième et douzième siècles ne m'étaient pas aussi connus que les premiers de l'ère chrétienne, et j'en commençai une étude qui ne fut pas pour moi sans attrait.

Un jeune homme de Châtillon était à l'École normale, et venait me voir quelquefois; il était rempli d'esprit, et son instruction était déjà profonde. Il me pressa de prendre quelques notions de grec; j'y consentis, et j'eus quelquefois de ses leçons, et même de celles d'un de ses camarades, appelé Édouard Dumont (1). Ce jeune homme se fit présenter à moi par mon compatriote Boucley. Déjà il avait presque achevé les lettres, mêlées de vers, qu'il vient de publier sur les fleurs, et dont alors il me fit la lecture. L'ouvrage, sans doute, manque de fond, mais la facture des vers annonce un vrai talent; il y a des triolets dignes de Clément Marot (2).

Le grec n'a pas été pour moi l'objet d'une occupation principale, et j'en eus à peine dix leçons ; mais, enfin, avec des lexiques, j'ai pu expliquer aisément le premier livre entier et quelques passages d'Homère, j'ai expliqué Anacréon et encore d'autres morceaux, et j'entretiens toujours quelque peu cette étude, pour m'y livrer dans les moments où les idées me manqueront.

Je désire qu'on ne se moque pas de moi : l'hébreu me

(1) Édouard Dumont devint plus tard professeur d'histoire au collège royal Saint-Louis.

(2) *Les Métamorphoses des fleurs*, par Éd. D***. Paris, Duponcet, 1818, in-18.

passionna aussi quelque temps ; j'ai pris un aperçu de cette langue sacrée et j'y reviendrai sûrement un jour.

Enfin, dans le cours de l'hiver, je pris des leçons d'espagnol d'un élève de l'École polytechnique, qui m'avait été recommandé de Dijon, où il avait fait ses études. J'ai donc lu *Don Quichotte* dans son texte original, et j'ai toujours au nombre de mes projets une traduction par extraits du poème de l'*Araucona,* dont je n'ai encore lu que peu de chose.

L'un des savants qui m'ont montré le plus de bontés, celui peut-être qui m'estimait le plus de mon goût extrême pour l'étude, ce fut M. du Theil (1), et je m'en fais un grand honneur. Ami de M. Turlot, M. du Theil, sans doute, était mieux que tout autre disposé à penser de moi d'une manière avantageuse. Ce savant homme avait la touchante simplicité qui caractérise l'union d'un haut mérite acquis et de vertus solides. Un jour, j'étais allée à la Bibliothèque impériale, où j'avais admiré le relief des Pyramides, exécuté par le colonel Grobert dans des proportions exactes, quoique très petites, avec une pierre enlevée du revêtement des pyramides, et un peu de sable apporté du désert. M. Turlot me conduisit, ce jour-là, aux Manuscrits, pour admirer un autre monument, les Heures d'Anne de Bretagne, ornées, pour l'usage de cette princesse, de vignettes fraîches et brillantes et surprenantes d'exécution. M. du Theil me montra ce livre, et nous nous mîmes à causer. Il vint à me dire qu'il avait composé la biographie presque entière des personnages influents, à un titre quelconque, de la fin du douzième siècle. Il avait voulu éclaircir non seulement les circonstances qui avaient pu décider le ma-

(1) François-Jean-Gabriel La Porte du Theil, helléniste et diplomate (1742-1815).

riage d'un roi de France à cette époque avec une princesse de Danemark, mais encore il avait voulu démêler, s'il était possible, la cause de l'éloignement que Phi lippe-Auguste avait éprouvé tout à coup pour cette jeune et infortunée Ingelburge, reléguée si longtemps dans un couvent de Soissons, après avoir été un jour, et un seul jour, épouse et reine couronnée (1). M. Turlot ne put croire que M. du Theil parlât sérieusement; il répondit par quelque plaisanterie. M. du Theil s'y méprit tout à fait; une opprimée de notre temps n'eût pas trouvé un défenseur plus zélé de ses intérêts, et je confesse qu'il était bizarre de voir un livre d'érudition naître d'une curiosité si étrange et si réelle, sur le secret du ménage du roi Philippe-Auguste.

M. de Chézy (2) était aussi aux Manuscrits, mais il exploitait un filon différent; il s'était livré au sanscrit. Le premier, en France, il avait dérobé ce fil de découvertes à l'Angleterre savante. Un extrait, publié par lui, de la grammaire sanscrite de Wilkins, m'avait donné le désir de le connaître, et, au lieu de trouver un brame à barbe blanche, j'avais rencontré un jeune homme aussi remarquable par ses bonnes et belles qualités que par l'étendue de son savoir. Je dus à M. de Chézy la connaissance d'ouvrages, soit traduits du persan, tels que son poème romanesque de *Medjouin et Leïla,* soit traduits du sanscrit même, dans le style le plus élégant, tels que les épisodes choisis dans le *Ramayana,* et enfin

(1) Cette question a été traitée par La Porte du Theil dans le *Mémoire concernant les relations qui existaient au douzième siècle entre le Danemark et la France*. (Mémoires de l'Institut, Académie des sciences morales et politiques, tome IV, 1803.)

(2) Antoine-Léonard de Chézy, orientaliste, membre de l'Institut (1773-1832).

d'un grand nombre de livres, anglais ou français, relatifs à l'histoire ou à la littérature de l'Orient.

M. Silvestre de Sacy (1), à peu près vers ce temps, voulut bien aussi faire connaissance avec moi. J'avais lu une grande partie de ses précieux écrits ; il voulut bien lui-même me prêter ses *Antiquités de la Perse,* et successivement tous ceux de ses ouvrages que je n'avais pas eus, même son manuscrit sur la religion des Druses. Je parcourus, pour en comprendre au moins à peu près la facture, sa grammaire de la langue arabe ; j'étudiai ses Mémoires sur l'histoire des Arabes et de leur première littérature, dans les *Notices des manuscrits ;* je lus son excellente *Chrestomathie arabe,* et j'admirai sa traduction de l'ouvrage d'*Abd-Allatif,* l'un des morceaux les mieux écrits que sa plume nous ait donnés, et qui joint au mérite du style et du sujet celui d'une collection de notes qui supposent des connaissances universelles.

Je n'oublierai jamais que M. de Sacy a bien voulu me donner deux ou trois leçons d'hébreu, et qu'enfin sa nombreuse et riche bibliothèque m'a toujours été ouverte ; même d'ici (2) j'ai le droit d'y puiser.

Il s'en faut bien que je sois universelle, mais il n'est aucune connaissance pour laquelle je n'éprouve un attrait singulier. J'ai lu dans Montesquieu que les gens de goût étaient pleins d'idées accessoires, et il est bien certain que j'ai peut-être trop cédé à la propension de mon esprit vers tout ce qui est un objet d'étude. Jamais je n'ai été plus heureuse que quand je m'y suis plus absolument livrée.

(1) Antoine-Isaac, baron Silvestre de Sacy, l'un des plus savants orientalistes de l'Europe (1758-1838).

(2) Mme de Chastenay écrivait ces *Mémoires* tantôt à Châtillon-sur-Seine, tantôt à Essarois.

L'histoire naturelle trouvait souvent sa place au milieu de tout le reste. J'allais voir M. Desfontaines (1), je lui faisais lire mes descriptions de la cerise ou de l'abricot; je lui communiquais mes observations sur la classification de M. de Jussieu, et sur le mélange qui s'y trouvait d'un système artificiel avec la méthode naturelle, qu'on ne cherche peut-être encore que pour avoir prétendu la trouver. Il faut que la Nature la donne, on ne saurait la lui imposer.

Mes remarques plus d'une fois amusèrent M. Desfontaines; il eut l'obligeance de me les faire communiquer devant lui à M. de Candolle (2), son élève le plus chéri, et je puis me rappeler avec un sentiment bien doux les matinées instructives et agréables où ces hommes si distingués voulaient bien m'honorer de leurs attentions, m'éclairer de leurs lumières, et se prévaloir presque de mon suffrage.

C'était parfois au laboratoire du Jardin des Plantes que je trouvais M. Desfontaines. Là aussi je voyais M. Deleuze, traducteur de Thomson et de Darwin, et auteur de tant de morceaux et de notices sur les objets de la science, et sur ceux qui l'ont cultivée. J'y vis M. de Mirbel (3), et ce fut lui, je crois bien, qui m'apprit à distinguer les trachées dans les jeunes pousses, et jusque dans les feuilles.

Je désirais faire la connaissance de M. Cuvier (4), et je me hâtai d'en saisir l'occasion. Un cours de cet illustre professeur fut annoncé au Collège de France; il devait avoir pour objet l'histoire de l'Histoire natu-

(1) Voir t. Ier, p. 385.
(2) Augustin Pyramus de Candolle, célèbre botaniste (1778-1841).
(3) Charles-François Brisseau de Mirbel, botaniste (1776-1854).
(4) Georges, baron Cuvier, le célèbre naturaliste (1769-1832).

relle. Je pensai que tout serait dogme de la part de M. Cuvier; ignorant toutefois jusqu'où il jugerait à propos de s'étendre sur la partie de l'anatomie, je lui fis demander par M. Du Petit-Thouars (1), s'il pensait que je pusse me permettre d'aller écouter ses leçons. Il me fit dire que je n'aurais à y redouter que le froid, et peut-être l'ennui; il m'annonçait d'ailleurs, quant à la convenance, que Mme Cuvier et sa fille suivraient exactement son cours. Je m'y rendis. Il s'ouvrit en décembre, au Collège de France, place de Cambrai.

Le local ressemblait assez à une remise entourée à l'intérieur de mauvais gradins. Il s'y trouvait un mauvais poêle et une petite chaire en bois gris, sur la tablette de laquelle on plaçait deux chandelles, une carafe, un gobelet et du sucre râpé. Cent étudiants au moins occupaient les gradins. Mmes Cuvier et moi avions chacune une chaise, et quand le discours commença, je ne sais par quelle distraction je fus sur le point de faire le signe de la croix. Je me crus vaguement au sermon.

J'ai suivi, sans en manquer une, les trente-cinq leçons de M. Cuvier. M. Du Petit-Thouars me ramenait, car il était près de cinq heures, et le jour était déjà absolument fini. Le mauvais temps ne m'a jamais arrêtée, et jamais je n'ai pris de voiture. J'ôtais en hâte, à mon retour, mes brodequins et ma redingote; je dînais, puis venait la toilette, et des soirées plus ou moins étendues. Souvent un peu fatiguée, je l'avoue, c'était à une heure du matin, quand j'étais rentrée chez moi, qu'il fallait écrire ma leçon; je les ai toutes rédigées.

J'avais lu, dans tout leur contenu, les *Annales du Muséum d'Histoire naturelle,* où les discours de

(1) Louis-Marie-Aubert Du Petit-Thouars, botaniste et voyageur, frère du marin (1758-1831).

M. Cuvier sur l'ostéologie fossile tiennent une place si importante. J'éprouvai le vif désir de visiter la galerie où se trouvaient ces débris pierreux, d'où ce nouveau Deucalion faisait renaître des êtres entiers. Mme Cuvier voulut bien m'inviter à déjeuner chez elle; je visitai cette galerie, et le cabinet particulier du savant vraiment créateur. Il faut l'avoir goûté, pour sentir tout le charme d'une matinée telle que celle dont je parle.

Certes, ces quatre années, passées de suite à Paris, ont eu pour moi d'heureux moments. Ma vie coulait, et ne s'usait pas. Mais durant cette période, si paisible pour moi, quel mouvement! et quelle catastrophe!

CHAPITRE XVIII

Coup d'œil sur la situation extérieure de l'empire à la veille de la campagne de Russie. — Italie, Espagne, Suède, Russie, Angleterre. — Effets du blocus continental.

D'immenses préparatifs apprirent à la France surprise que l'état de guerre n'avait pas cessé d'exister. La position de l'Europe était évidemment forcée, et il fallait qu'une grande secousse opérât une fusion nouvelle et déterminât de nouvelles combinaisons.

L'Italie, objet des prédilections de l'empereur Napoléon et de la convoitise de la maison d'Autriche, avait changé de formes tant de fois depuis la première entrée des Français en l'an IV, que les opinions n'y avaient plus de base et les sentiments plus de liens. Bonaparte avait mis en poudre les débris de la vieille république de Venise et l'avait donnée aux Allemands.

Il avait fait un amalgame des provinces de la Lombardie et s'en était lui-même déclaré roi; Eugène, vice-roi, s'y faisait aimer et passait pour mettre ses soins à tempérer le joug paternel, dont les saccades étaient souvent violentes.

La Toscane, érigée en royaume d'Étrurie, pour une princesse de la maison de Bourbon, était devenue, après un enchaînement de pièges odieux et de trames méprisables, le grand-duché de Toscane sous le gouvernement de la grande-duchesse Élisa, autrement dit

Mme Bacciochi; mais le pouvoir de cette femme, sous ce titre magnifique, ne dépassait pas celui d'un préfet.

Rome, devenue ville de province et partie intégrante de l'empire français, gémissait en esclave, en dépit des embellissements que des gens de goût, venus de France, voulaient lui imposer.

Une odieuse fiscalité était entrée en Italie avec la domination française; la bureaucratie y écrasait le peuple, tandis que des vexations personnelles y atteignaient au plus vif les familles les plus distinguées.

Rome surtout vit mander aux écoles de France ou dans les régiments français la jeunesse, les enfants du nom le plus illustre. Un serment, exigé avec fureur et refusé, peuplait l'île d'Oléron des avocats romains, tandis que de grands seigneurs, accessibles par trop de points et pliant sous les circonstances, venaient se faire sénateurs ou conseillers en France.

Naples, ou son royaume, maintenue dans ses limites, paraissait accepter avec soumission le roi Murat. Ce souverain était brave, fastueux; la Reine cherchait à plaire. Les cruautés commises sous le voluptueux roi Joseph avaient abattu le peuple, et celles de l'ancienne reine de Naples avaient rattaché par la crainte ou la haine la noblesse et les grands à cet ordre nouveau, qui ne changeait pas au fond leur façon d'existence.

En général, l'Italie fermentait. On y avait créé des soldats, on y avait entouré les idées révolutionnaires de toutes les pompes du succès, de tout le prestige de la civilisation et des arts. L'Italie crut, sur la foi de quelques hommes, qu'elle désirait une existence propre, qu'elle voulait être Italie, qu'elle pourrait s'organiser comme telle.

L'Espagne avait su enseigner la résistance à toute l'Europe. J'ajoute que cette guerre sacrilège avait été réprouvée par la France tout entière. Les prisonniers, conduits dans nos cités, dans les moindres de nos villages, ont pu apprécier la considération, la pitié fraternelle avec lesquelles ils y ont été reçus. Les plus pauvres de nos habitants se privaient du nécessaire pour les secourir. Nos troupes cependant, considérant leur séjour dans ce pays comme une privation des destinées brillantes dont le reste de l'armée devait jouir, s'y croyaient en exil, n'aspiraient qu'à en sortir, n'y recevaient aucune récompense, n'y espéraient aucun succès final, et s'y corrompaient malgré elles.

Mais cette Espagne sans gouvernement et dont le centre vital ou politique ne pouvait alors être atteint, et par là même détruit, cette Espagne avait un allié puissant. Les persécutions de Napoléon avaient conduit la maison de Bragance au Brésil, et Wellington, maître du Portugal, y avait réduit Masséna à toutes les horreurs de la disette. Ses troupes servaient de bouclier à ce peuple énergique qui se retirait tout entier devant une armée ennemie de toute humanité, et, à Coïmbre par exemple, les Français ne trouvèrent pas trois habitants, vieillards abandonnés à cause de leur décrépitude.

Un des maux les plus affligeants que la guerre d'Espagne ait causés à la France, c'est d'avoir rétabli l'honneur des armes anglaises sur le continent. L'Empereur passa les Pyrénées; il fit pour un moment reculer l'armée anglaise, mais, saisi de quelque terreur, celui qui prétendait planter ses aigles à Lisbonne et couronner son frère dans Madrid, fit trente-cinq lieues à cheval en cinq ou sept heures, et repassa dans notre France en

fugitif plutôt qu'en vainqueur. Dès avant nos revers, l'opinion publique considérait l'Espagne comme déjà affranchie; la bataille de Salamanque, celle de Vittoria ne surprirent personne parmi nous, et causèrent plus de tristesse que de véritables regrets.

L'événement révolutionnaire qui appela vers cette époque un soldat béarnais au rang de prince de Suède ne parut pas avoir une importance diplomatique bien grande sur les destinées du Nord. Napoléon n'eut pas l'adresse de faire croire à Bernadotte lui-même que son élévation eut pour origine la toute-puissance de son ancien chef; il sembla même douteux qu'il en ait été satisfait. Mme Bernadotte, devenue princesse, ne put supporter les ennuis de la vie suédoise et revint en France incognito, près de sa sœur la reine d'Espagne, femme simple, modeste et bonne, qui n'avait jamais consenti à partager le trône que son époux méritait si peu.

La Russie, dans l'état des choses, était la grande puissance qui devait vraiment décider du sort du reste de l'Europe. Entraîné par un enthousiasme de nobles sentiments et d'aveugles erreurs, Alexandre, au temps d'Austerlitz, avait appuyé l'Autriche, séduit la Prusse, causé la ruine de ce royaume, et, pour prix du sang de ses sujets versé dans toute la Pologne, il avait signé, à Tilsitt, le nouveau partage de cet étrange pays où le patriotisme existe et où le peuple n'existe pas.

Alexandre, dans la candeur de son âme simple et élevée, vit un grand homme dans un héros, et lui accorda son cœur en même temps que son admiration. On le vit venir à Erfurth, au spectacle de cour dont l'empereur Napoléon lui fit donner l'étrange fête, et dans *Œdipe*, l'une des dix-sept tragédies qui furent représentées,

y compris la *Mort de César,* quand l'acteur récita ce beau vers :

> L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux,

Alexandre se leva et salua Napoléon.

Mais les serments de Tilsitt n'avaient été prêtés que pour trois ans. Les ports de la Russie, fermés à l'Angleterre, avaient mis ce grand empire lui-même dans un véritable blocus. Tous les riches y devinrent pauvres, car la richesse de ce pays ne trouve d'aliments qu'au dehors, et nulle prospérité intérieure ne fait naître l'opulence de la seule circulation et des prodiges de l'industrie. Le mécontentement était grand; l'Angleterre le fomentait, et plusieurs hommes d'État ont cru, surtout en Angleterre, que si la Russie avait pu maintenir encore pendant deux ou trois ans l'isolement qu'elle avait observé, l'Angleterre aurait vu tomber le colosse fragile de sa propre fortune.

L'Angleterre reconnut, je crois, le danger; mais je ne reconnaîtrai pas dans l'excès même de ce danger un sujet de gloire pour Napoléon. De son propre aveu, ces mesures gigantesques furent éminemment mauvaises. Le blocus de l'Angleterre fut vraiment celui de l'Europe; cet assaut de famine ne pouvait être longtemps rigoureux, ni surtout longtemps soutenu. Il est bizarre de dire que la destruction par l'incendie des marchandises anglaises fit tomber notre propre industrie. Nos manufactures furent presque anéanties par l'effet de ce contrecoup; je ne me charge pas de l'expliquer, mais c'est un fait, et cela suffit.

J'ajouterai que les besoins considérables de l'empire créé par Napoléon forçaient d'ajouter de petites ressources aux contributions levées sur les royaumes con-

quis, et qu'il fut obligé de donner lui-même des licences pour échanger nos grains contre le sucre, sur lequel il levait un impôt prodigieux. Son système, en un mot, appliqué au détriment des masses, avait besoin de leur concours pendant longtemps, et s'il faut des leviers d'une grande portée au génie qui soulève le monde, son effort doit être léger et son mouvement promptement exécuté.

Ce fut donc en 1812, en dépit des belles espérances répandues dans l'Europe entière par l'hyménée de Marie-Louise, que se prépara la plus terrible guerre dont le monde ait vu les revers.

CHAPITRE XIX

Situation intérieure de la France avant la campagne de Russie. — Impressions produites par la guerre d'Espagne et la tentative des Anglais sur Walcheren. — Le Sénat de l'Empire. — Autocratie de Napoléon poussée aux plus extrêmes limites. — Disette de 1812; impéritie de l'administration chargée d'y remédier. — Côtés brillants du régime : affluence des étrangers de marque à Paris, les grands noms de France aux armées et dans les places de chambellans. — Situation de l'ancien grand monde vis-à-vis du nouveau régime; son influence réelle. — Fusion apparente des classes, qui résultait de leur confusion dans les emplois.

S'il est intéressant de considérer l'état de l'Europe et l'équilibre de ses puissances à la veille d'aussi grands événements, il importe surtout de jeter les yeux sur la France même et d'en étudier l'opinion.

Le Sénat, formé dans l'origine de ceux du Conseil des Anciens qui avaient été les témoins bienveillants beaucoup plus que les agents actifs de la révolution du 18 brumaire, était presque entièrement composé d'hommes sans opinions, et politiquement corrompus. La faveur ou la nullité avaient marqué les nouveaux membres. Les sénatus-consultes, organiques ou non, étaient une mécanique montée entre les mains de l'Empereur; conscriptions et guerres, tout était approuvé, tout était loué à outrance. Mais tous ceux qui ne pouvaient se flatter avec quelque apparence fondée d'arriver à cette chaise curule et aux trente-six mille francs qu'on y attachait, taxaient le Sénat de bassesse et l'accusaient de tous nos maux.

Il serait assez difficile de se rendre bien compte au juste de l'état de l'opinion à l'ouverture de la campagne de 1812. Il faudrait se représenter bien exactement l'état des choses, et cette tâche présente aussi de grandes difficultés. La liberté sans doute n'était pas en tout comprimée, mais depuis quelque temps il était assez difficile d'en jouir. Il s'était établi une sorte d'inquisition des agents du gouvernement sur les sociétés particulières. J'ai dit qu'on avait expédié des sous-lieutenances de force, à la suite de fêtes brillantes données au faubourg Saint-Germain et dans la société des familles de l'ancien régime. Le ministre écrivait dans les départements pour faire un état des filles riches, et l'inquiétude avait gagné les parents de ces jeunes héritières. Le mariage de M. de Marbeuf, que l'on crut décidé par l'influence de l'Empereur, fut, je crois, le seul motif que personne ait jamais eu de craindre, et cependant on mariait les filles à la hâte, en cachette, sans noces, sans billets de part. Un jeune homme quelque peu connu et décidé à ne pas servir, n'aurait pas osé essayer un cheval au bois de Boulogne sans être accusé d'imprudence. Vincennes inspirait de l'effroi, et l'exil encore davantage; il était rare d'en revenir sans un concours d'incidents singuliers. On vint chercher des chambellans parmi les gens d'un nom marquant; cette mesure désobligeait au moins autant ceux que l'on n'avait pas appelés que ceux que l'on avait choisis. Il se répandit des menaces d'exil plus ou moins fondées, et certainement d'excessive défaveur contre ceux et celles qui refuseraient de se faire présenter au souverain, et l'on vit se grossir la Cour; mais, en dépit de ce que je dirai tout à l'heure, on connut l'impression de gêne, de force, de contrainte qui se trouvait nécessairement partout, et le grand monde, plus influent qu'on ne le pense sur

l'opinion, se trouvait triste, comprimé et sous l'impression du mécontentement.

Ce qui causait dans tous les rangs une inquiétude vague, c'est que rien ne semblait ni stable, ni sacré, et que l'Empereur brisait souvent son propre ouvrage : il semblait chaque jour que tout attendît de nouveau une organisation nouvelle. « L'Empereur, disait M. Réal, laboure toujours et ne sème jamais, et rien n'anéantit le présent comme ce qui tue l'avenir. » L'Empereur s'était fait couronner par le Pape, ou tout au moins en sa présence, et l'Empereur persécutait le Pape et eût voulu l'anéantir. Il voulait faire briller au profit de sa gloire les lettres et les arts, il annonçait une solennité de prix décennaux et ne les distribuait pas. Une sévère censure arrêtait tout essor. L'Institut même, dont il se glorifiait d'être membre, s'était vu recomposer deux fois, d'abord dans le seul but d'exclure Ginguené, puis par le ressentiment du refus que fit le vieil Anquetil du Perron de jurer soumission à l'Empereur, et un transport de colère avait fait rayer la tragédie de *Henri VIII,* de Chénier, même des répertoires des troupes ambulantes. Le commerce, sans action extérieure, voyait paralyser les efforts de l'industrie nationale par le contre-coup de la destruction des marchandises anglaises, et surtout par l'espèce de monopole que le gouvernement s'efforçait à tout moment d'y exercer. Les manufactures de tabac prospéraient, mais on en avait fait une régie. Les journaux enrichissaient leurs propriétaires, et on en faisait des entreprises, on en distribuait les actions. Les impôts sur la librairie avaient tari le commerce avantageux que nous faisions avec l'Allemagne, et par contre ils avaient donné lieu à la création d'inspecteurs sans nombre. Les sucres, les cafés, l'Empereur en était le marchand, et il

trompait la niaiserie des entrepreneurs pour qui les chimistes distillaient à grands frais le sucre des betteraves.

Je n'ai pas la présomption d'expliquer par combien de manières celui qui devait tout convertir en or enlevait de partout le principe vital. Cette fausse et dangereuse idée de rapporter tout à son action propre, l'Empereur l'appliquait trop souvent aux talents et aux renommées. Il aurait bien voulu faire une réputation d'un suffrage, mais du moins il voulut souvent paraître infuser les moyens en même temps qu'il donnait l'emploi. On le croyait généralement jaloux d'une considération personnelle et indépendante. Un jour, M. de Semonville lui dit que sa gloire, en les absorbant toutes, allait éteindre tout éclat qui ne serait pas le sien. Il s'en trouva plus flatté qu'inquiet; plusieurs fois il s'était plaint de ce nombre de lampions qui ne permettent pas de produire en Europe un subit éblouissement. Il regrettait l'Orient, où un seul courant entraîne tout. J'ai entendu M. de Fontanes mettre en question si l'Empereur voulait des lumières, s'il voulait vraiment de l'instruction; et, dans l'état de l'Europe, mise alors en coupe réglée, M. de Fontanes jugeait avec raison qu'il fallait conserver plutôt que de fonder sur le sable. Mais combien tout est éphémère, quand le gouvernement n'a qu'un homme pour sa mesure, son type et son mobile!

La disette qui affligea le plus grand nombre de nos départements au printemps de 1812 fut attribuée par quelques-uns à la cupidité de Napoléon et aux spéculations qu'il avait faites sur les sucres et sur les blés. Des esprits impartiaux ne l'ont pas cru; mais ce qui n'a pu faire l'objet d'aucun doute, c'est le vice despotique de ses mesures et l'ineptie cruelle de ses agents. M. le comte Maret, frère du duc de Bassano, ministre en chef

des subsistances, en était à ce point d'insouciance et d'incapacité qu'il mit en question chez le ministre de l'intérieur la subsistance de Rouen ou celle de Paris. « Il faut *opter,* disait-il tranquillement ; nourrir ces deux villes est maintenant impossible. » M. Réal, dont le cœur et les talents se prêtaient souvent un si utile secours, eut l'audace patriotique et bienfaisante de se charger, sous sa responsabilité, de la subsistance de Rouen. Il a conservé les gages de la reconnaissance que lui ont témoignée les administrateurs, mais la gloire du succès fut usurpée par eux.

Le peuple en général supporta ses souffrances avec une patience inouïe. La charité fut assez grande, mais ce peuple malheureux a souffert encore longtemps après de n'avoir pu renouveler, entretenir ses vêtements et pourvoir aux besoins les plus communs de la vie, quand le pain et quelquefois le riz ou le son épuisaient toutes les ressources. Au reste, une sédition qui avait éclaté à Caen fut arrêtée d'une manière cruelle. Une commission militaire fit fusiller dix-sept individus, et parmi eux deux femmes qui toutes deux allaitaient leurs enfants.

Sans nous étendre en ce moment sur les ravages de la conscription et sur ceux qui résultaient de la tendance de toutes les directions vers le succès du militarisme, on voit combien, après treize ans de règne, sous différents titres, l'Empereur avait encore peu consolidé l'état de choses qu'il s'était efforcé de créer.

Ces causes d'instabilité, ces incertitudes, ces éléments de révolution que je viens de caractériser, se trouvaient neutralisés ou paraissaient l'être. A l'époque dont je parle, d'immenses succès et l'Europe soumise suffisaient à autoriser la soumission des consciences, et le Destin avait prononcé.

Paris était rempli d'étrangers à cordons, à titres, à noms illustres; on appelait les rois au lever de l'Empereur, et avant ou après le service de sa maison. Les hôtels des parvenus, ornés avec un goût que l'excès du luxe gâtait entièrement, mais que le sentiment républicain de l'Antique avait renouvelé, étaient remplis d'artistes qui s'appliquaient à y produire leurs admirables talents. Les femmes y étalaient tous les agréments de la parure et les charmes de la beauté, avec les grâces que donne partout une éducation soignée. Les princes de tous les pays retrouvaient dans ces maisons, et là seulement, Paris et ses prodiges. Les hommes du gouvernement, pédants en général et réservés, se prêtaient pourtant à une alliance qui flattait leur orgueil, entre l'ancien régime conquis par eux chez l'étranger et leur existence personnelle, dont ils faisaient le prix de leur mérite. J'ai sans doute remarqué dans toutes ces sociétés un mélange secret de guindé et de trivial, mais en général elles étaient agréables, on y tenait d'intéressantes conversations, on y ajoutait les jouissances des arts, on y profitait de celles de la fortune; qui ne les a pas vues ne pourra pas s'en faire une juste idée, et pour un étranger le choix n'était pas douteux.

L'Empereur avait fait des sous-lieutenants de force, mais il ne faut pas croire que la jeune noblesse eût attendu ce moment pour prendre sa part d'une gloire qui faisait tout retentir autour d'elle. La plupart des jeunes gens qui portaient les plus beaux noms de France étaient entrés au service de leur seule volonté ou par calcul. Au-dessous de vingt-cinq ans il ne restait guère en repos que ceux à qui leurs parents imposaient une étroite contrainte, et parmi ceux-là presque tous désiraient que le gouvernement les forçât.

Cet idéal de force et de violence, dont l'application fut peu renouvelée, mais dont les effets se trouvèrent exagérés par le concours des ambitions et des intérêts, rejeta dans la classe des *auditeurs* ceux qui pensèrent se ménager ainsi une habile transaction. Cette catégorie de fonctionnaires n'a pas laissé, d'ailleurs, le souvenir de capacités brillantes, mais bien celui de la suffisance, des connaissances les plus bornées et les plus routinières.

C'était bien pis chez les chambellans qui, presque tous arrivés de mauvaise grâce ou de force, ou même selon leurs vœux secrets, s'épanouissaient bien promptement dès qu'ils étaient entrés dans le palais. C'était presque un certificat de talents brillants que d'avoir été désigné; on en était à se choquer de trouver parmi tant de noms ceux de Lillers ou de La Briffe. Je crois aussi vraiment que ces chambellans étaient arrivés à se croire illuminés de clartés absolument nouvelles et inconnues au reste de leur pauvre classe, depuis qu'ils étaient initiés, depuis qu'ils voyaient les ministres, les conseillers d'État, que leur vie se consumait en visites indispensables, en rapports avec tous les personnages qui exerçaient un si grand pouvoir ou jetaient un si grand éclat. Au surplus, chacun faisait ou projetait ses arrangements pour ses enfants et son avenir.

On peut donc dire qu'en l'an 1812 tout paraissait consolidé en France. On aurait difficilement deviné un obstacle quelconque aux nouvelles prospérités de l'Empereur, et, quoi qu'il entreprît, on attendait du magicien ce que l'homme n'aurait pu promettre.

Peut-être, en lisant cet écrit, me reprochera-t-on de ne fixer mon attention que sur une classe de la société. Il serait aisé de me justifier à cet égard; c'est cette

classe, en effet, qui a constamment réagi sur la révolution qu'elle seule peut-être a provoquée. Elle fit l'émigration, et l'émigration a bouleversé l'Europe et désorganisé la France. Les femmes de cette classe ont conservé en France les éléments heureux de la sociabilité; leur commerce a influé sur les hommes de la Révolution, et c'est à elles qu'on a dû le retour aux premières notions d'ordre. L'émigration eut un terme, et le pacifique retour des Français nobles ou censés tels, bannis pendant huit ans de leur patrie, a servi de base à la puissance et à la considération qui ont exalté si haut le premier Consul. Le mélange de cette classe dans les institutions nouvelles, sa présence aux armées et à la Cour, semblent avoir contribué d'une manière nécessaire à l'affermissement de l'empire. Ce fut en lui donnant des titres que l'Empereur put attacher quelque signification aux titres de la noblesse moderne. Ce fut parmi ses filles les moins riches que les hommes du jour, en cherchant des épouses, se firent entre leurs égaux mêmes une existence d'un ordre différent.

Cette classe, que l'on croit détester, et qu'on ne déteste pas en France, parce qu'elle a en elle quelque chose de distingué, cette classe a donc eu, même dans ses désastres, plus d'influence qu'on n'a voulu le penser. Toutefois, je dois observer qu'elle avait intérêt à garder le secret de son influence, et qu'elle-même, d'ailleurs, pouvait bien l'ignorer. Son existence, pour tout ce qui tenait à la fortune, dépendait d'une administration organisée depuis longtemps et à laquelle elle se trouvait généralement étrangère. Elle était donc habituellement dans l'attitude de la sollicitation. Elle commençait à peine à prendre quelque essor dans les grandes fonctions publiques, car elle n'avait mis en action, tout d'abord,

que la partie jeune de ses éléments. J'ajoute que ces noms, qui exerçaient encore quelquefois tant d'empire, n'en avaient pas plus entre les membres d'une même administration que parmi les camarades de collège. Le comte Germain, parmi les chambellans, valait le comte d'Aubusson ; peu importait aux aides de camp d'Oudinot que M. de Crillon s'appelât Crillon ou Grillon, mais le maréchal en faisait la différence.

On eût dit la fusion complète ; d'ailleurs, les éducations, les habitudes de vie la faisaient beaucoup plus que les lois. Les préfectures donnaient les rangs et n'en supposaient pas ; on voyait M. Ronjoux à côté de M. de Brissac, et leur existence était la même. Les familles des avocats constituaient partout la magistrature ; enfin, la bourgeoisie, forcée par l'état des choses, plus encore que par vanité, de changer entièrement de carrières, en trouvait d'ouvertes sans nombre : des fonctions publiques, de Hambourg jusqu'à Zara, offraient des débouchés à ceux que le commerce et une vie calme et paisible ne pouvaient plus soutenir dans leur ancien état. Il se créait nécessairement des existences artificielles sans nombre, et, après avoir fait en France de chaque homme un salarié, chaque jour accélérait l'instant qui, selon le terme de Mirabeau, allait faire malgré eux peut-être autant de mendiants.

En général, à l'époque dont je parle, on ne pouvait plus vivre sans places, et si rien ne contribue tant à démoraliser un peuple, rien ne le dispose autant aux secousses ; dans cette situation, de même qu'une girouette, il n'a d'aplomb que pour céder aux vents. L'émigration avait ruiné une classe, et cette classe qui perdait les avantages de ses anciens préjugés, avait secoué, en général, ceux qui l'eussent retenue dans une

étroite misère. Un gentilhomme était receveur des Droits réunis là où le moindre particulier était devenu préfet ou sous-préfet ; mais les égards personnels maintenaient des nuances. Au travers de toutes ces places, chacun était encore soi-même, c'est-à-dire que sans difficulté l'homme au-dessus de sa place ne perdait presque rien, et que l'homme par lui-même au-dessous en prenait pour toujours le rang.

Je voudrais avoir réussi à bien peindre ce que j'ai vu, cet état qui ressemblait à de la bienveillance mutuelle, mais qui, pour tous, était précaire ; qui n'établissait au fond des âmes aucune sécurité et qui, pourtant, aurait pu la fonder.

CHAPITRE XX

Préparatifs de la guerre de Russie. — Bruits vagues sur les projets qu'on attribuait à l'Empereur. — Parole prophétique de M. de Semonville sur la durée de la guerre. — Fêtes à Dresde. — Napoléon en Pologne. — État de l'armée; opinion des officiers sur cette guerre. — Wilna, Smolensk, bataille de Mojaïsk. — Cartes du théâtre de la guerre, indiquant la position de nos troupes. — Moscou. — Conspiration du général Malet.

La guerre continentale n'était pas encore déclarée que d'immenses préparatifs se faisaient, et presque avec affectation. La plus belle armée du monde se trouvait déjà transportée en partie le long de la mer Baltique, dans toute la Prusse et la Pologne, engraissée par deux ans de repos, acclimatée par deux ans de séjour, enfin rafraîchie et augmentée encore par les recrues de deux conscriptions ; l'Empereur ne la jugea pas suffisante. On enrôla des ouvriers en fer, des maçons et des boulangers ; on fit d'immenses provisions de clous et d'outils. On recommanda aux officiers d'emporter deux uniformes.

Il semblait que ce fût une situation privilégiée d'éviter l'Espagne et de pouvoir suivre la Grande Armée. M. Decrès lui-même ne craignit pas de demander cette faveur pour un jeune militaire qui nous intéressait comme lui.

Il courait des bruits vagues sur d'immenses projets. On disait que les voitures du sacre et tous les ornements impériaux avaient été expédiés pour une contrée étran-

gère ; l'Empereur allait se faire couronner roi de Pologne, ou peut-être plutôt encore empereur d'Europe ou d'Occident. Ceux qui ne considéraient cette cérémonie éventuelle que comme un incident sans importance, étaient plus occupés de la marche de notre armée. Le principal ennemi était l'Angleterre ; la puissance de l'Angleterre était dans l'Inde : quelle merveille si Napoléon, assuré désormais de l'Autriche, traversant la Russie, soit de force, soit d'accord avec son souverain, allait gagner l'Inde par terre et y conquérir le Bengale ! Nous avions eu une ambassade en Perse, on pouvait s'y faire des alliés ; le Français est maître partout, parce que partout il est accueilli comme un ami : intelligent, hardi, illimité dans son espoir, il était assuré, avec un chef tel que Napoléon, d'avoir pour guides le génie et la gloire.

L'Empereur partit à la fin de mai, accompagné de l'Impératrice et suivi du duc de Bassano, alors ministre des relations extérieures. Le prince Kourakin, ambassadeur de Russie, était resté à Paris ; rien ne paraissait plus certain que l'éloignement d'Alexandre pour toute idée de guerre avec la France, mais on disait que le sénat russe, cette aristocratie dont l'influence était peu soupçonnée depuis un siècle, le pressait de prendre les armes. Les seigneurs polonais qui se trouvaient à Paris, entièrement imbus d'idées fausses, donnaient un caractère de frivolité à ce que leurs sentiments pouvaient avoir de noble et leurs sacrifices de réel ; ils semblaient voler à leur résurrection et ne s'inquiétaient pas des moyens du miracle. Quelques dames de cette nation, femmes distinguées par l'esprit et mêlant quelque air de hauteur à leurs habitudes d'intrigues, avaient exalté toute leur jeunesse et donné un air d'habileté aux spéculations diplomatiques du pauvre duc de Bassano.

On était balancé par les incertitudes. Un jour, maman avait demandé à M. de Semonville s'il croyait qu'on aurait la guerre. « Terrible ! » avait-il répondu d'un accent prononcé, et il ajoutait : « A moins d'un premier succès tel qu'il ne peut guère se prévoir, 1813 n'en verra pas la fin ! »

Le drame tragique commença par des fêtes. Napoléon à Dresde, dans le palais du Roi, fit son hôte du Roi lui-même. Il reçut dans ce palais, il y admit à sa table tous les princes qui vinrent l'y voir : de ce nombre furent l'empereur d'Autriche et l'impératrice Béatrix son épouse. Il y eut un banquet solennel, où les plus fiers rejetons des souverains de l'Allemagne durent voir régler leur considération par le rang qu'ils tenaient plus ou moins près de Napoléon et de son épouse Marie-Louise. On prétendit que cette princesse s'était conduite en parvenue à l'égard de son pays et surtout de sa famille. Elle revint bientôt en France, après avoir visité Prague, et l'Empereur arriva en Pologne.

Le récit des fautes de l'Empereur en Pologne et l'histoire des désastres inouïs arrivés dès le début de la guerre, ne sont pas de mon sujet. Napoléon, peu certain de ses résolutions, eut bientôt glacé l'enthousiasme des Polonais. Les députés de la diète, qu'il avait assemblés, ne lui demandèrent qu'une parole, mais une parole de vie et de résurrection : « Dites, demandaient-ils, que la Pologne soit, et la Pologne va renaître armée. » Cette parole décisive fut refusée, et tous les destins de la Pologne retombèrent dans le chaos.

C'était aux bords du Niémen que la victoire de Bonaparte avait reposé, quelques années plus tôt, ses ailes fatiguées de l'essor le plus soutenu; c'était des bords du Niémen qu'elle allait reprendre son vol. L'armée passa

ce fleuve célèbre, et s'il y eut jamais un spectacle imposant, ce fut bien celui-là. Les jeunes gens de l'ancienne classe, ceux peut-être qui des derniers avaient été associés à de si grandes choses, étaient dans une admiration qui produisait chez eux le dévouement et l'amour; ils étaient, — je dois le dire, car cela les honore, — reconnaissants d'avoir été appelés. Les anciens officiers, plus exercés qu'eux à de si magnifiques, mais si sérieuses parades, étaient pourtant bien inquiets. Cette brillante armée était déjà fatiguée par les marches et les privations, et de l'autre côté du fleuve les subsistances furent difficiles. A Paris, on ne doutait de rien, quoique l'excès de la distance eût déjà quelque chose d'inquiétant. L'entrée à Wilna, la prise de Smolensk, furent accompagnées de circonstances qui affectaient un caractère sinistre ; ceux qui connaissaient la Russie redoutaient des régions où, selon l'énergique expression d'un voyageur, on ne pouvait pas éprouver de faibles revers. A la bataille de Mojaïsk, cent vingt mille coups de canon furent tirés, plusieurs généraux y furent blessés ou tués, ainsi que plusieurs jeunes officiers de marque; tout donnait quelque chose de sombre aux spéculations de la pensée.

On avait publié de simples cartes où des traits en couleur indiquaient la situation de nos corps et la marche de notre armée. Cette ligne, d'une si effrayante longueur, si mince et si peu appuyée, faisait frémir les plus confiants. On prétendit que la police avait arrêté la vente de cette carte.

Enfin, on entrait à Moscou, et c'était dans les capitales ennemies que l'Empereur avait toujours signé la paix. Un décret daté du Kremlin et la paix datée de Moscou se présentaient à nos idées avec une égale cer-

titude. Le décret fut inséré dans les journaux, mais c'était un décret puéril et ridicule, qui réglementait le Théâtre-Français et le rang des actrices, et l'on devait renoncer à le faire exécuter, parce qu'il était mal conçu. La paix? On sait trop les maux qui devaient en précéder la conclusion tant désirée; c'était maintenant à Paris et sans Bonaparte qu'elle devait reparaître au monde. Mais alors combien on en était loin!

L'incendie de Moscou, présage des résistances, fit songer aux dangers de l'hiver; mais cette providence qu'était l'Empereur n'avait pas encore cessé de donner un fondement à toutes les espérances. Ses fanatiques me disaient franchement qu'ils y avaient foi, mais je trouvais que la louange cessait là même où commençait l'aveuglement.

Quinze ou dix-sept jours d'estafette séparaient le souverain du centre de son empire; un courrier parti chaque jour ne pouvait plus revenir qu'après trente ou trente-quatre jours. Un événement bien étrange, la conspiration de Malet, fit voir combien il pourrait être facile de renverser en un instant ce colosse qui, de si loin, n'était plus qu'un fantôme.

Un général appelé Malet, prisonnier d'État, était alors gardé dans une maison de santé au faubourg Saint-Antoine. Cet homme avait été autrefois jacobin. Sa tête ardente l'avait jeté dans quelques tentatives contraires au gouvernement établi; arrêté et rejetant sur de faibles complices le malheur de son insuccès, il avait conçu et n'avait confié à personne tout le plan qu'il mit à exécution.

Paris était alors sans troupes; à peine y avait-on gardé quelques détachements de la garde. Les casernes n'étaient remplies que de conscrits mécontents, enlevés aux dépôts des dernières classes épuisées et enrégimen-

tés depuis peu sous le nom vague de cohortes. M. de Lacépède avait dit au Sénat que si leur ardeur les amenait à vouloir franchir notre frontière, on saurait bien s'y opposer; mais on ne pensait pas alors que cette ardeur fût inquiétante.

A ce moment aussi se trouvait prisonnier à la Force un nommé Lahorie, qui devait depuis longtemps passer en Amérique; mais il voulait, avant de partir, vendre un petit bien qu'il possédait. L'Empereur voulait qu'il s'exilât d'abord. Le duc de Rovigo protégeait Lahorie; il avait contribué à lui sauver la vie et négociait alors en sa faveur.

A dix heures du soir, dans la nuit du 20 octobre, Malet jouait au piquet avec Dubuisson, son gardien; il s'échappa à minuit. Un certain abbé Lafon le rejoignit, dit-on. Malet se rend à la caserne de Popincourt, fait réveiller Soulier, commandant de la cohorte casernée en cet endroit. Il lui apprend que l'Empereur est mort, le requiert d'assembler sa troupe et de faire proclamer le gouvernement provisoire, au nom duquel il apporte des ordres. Soulier était alors dans l'accès d'une fièvre tierce; une nouvelle si imprévue le confond, il parlemente, et le temps se passe : Malet propose un grade et remet un bon de cent mille francs.

La troupe se range cependant et reçoit lecture des proclamations; mais les heures s'étaient écoulées, et d'autre part le vent, la pluie glaçaient les corps et les pensées. On fit toutefois sortir quelques patrouilles.

Pendant ce temps, un ordre arrivé à la Force en tirait Lahorie, lui-même tout éperdu. L'Empereur était mort, le gouvernement provisoire l'avait nommé ministre de la Police; il devait se mettre en possession. On l'engageait à tuer Savary.

Le nouveau ministre se rend à son poste. On éveille à grand bruit le duc de Rovigo; la mort de l'Empereur le suffoque. Le jour commençait à paraître; Lahorie ne peut se résoudre à poignarder un homme qui avait voulu l'obliger : il se contente de l'envoyer à la Force. A peine vêtu, on le jette par violence dans un cabriolet, on l'accable de coups dans la route, et il est bientôt écroué.

Un hasard que j'ignore fit échapper M. Pasquier, alors préfet de Police, mais on tenta de l'arrêter (1).

C'était à l'Hôtel de ville que devaient se nouer tous les fils de cette extraordinaire combinaison. Frochot, préfet de la Seine, apprend que l'Empereur est mort et commence par verser des larmes. On lui remet les proclamations. Le gouvernement provisoire va s'assembler; il en est membre. Dans la liste se trouvent plusieurs des sénateurs réputés pour professer des idées libérales; il y voit quelques hommes connus pour les mêmes idées. Il fait préparer la grande salle, ranger les tables et les fauteuils.

Malet cependant, poursuivant ses desseins, court à l'État-major, place Vendôme; il fait lever le général Hulin, lui apprend la sinistre nouvelle et lui présente l'ordre de le suivre à la Force. Hulin allait marcher, quand l'imprudent Malet, tirant son pistolet, lui met à bout portant une balle dans la tête, mais sans le blesser mortellement. On accourt au bruit de cette détonation. Déjà le nommé Laborde (2) et l'adjudant Doucet (3) avaient conçu quelques soupçons; cet esclandre éclaircit tout, et

(1) M. Pasquier fut emprisonné à la Force. Il est vrai que sa détention ne dura qu'un quart d'heure. (*Mémoires du chancelier Pasquier*. Plon éditeur, 1893, t. II, p. 20-24.)

(2) Adjudant de place.

(3) Le général Doucet, adjudant général, chef d'état-major.

Malet est aussitôt arrêté. Laborde au même instant se porte à la Police : Lahorie, dans une incurie assez difficile à qualifier, quand on ne peut spécifier ce qu'il savait de son propre rôle, Lahorie avait fait venir un tailleur et lui commandait son habit de ministre. Laborde l'accable d'outrages, le fait saisir par les domestiques de l'hôtel. On arrête Soulier et d'autres à la Préfecture de la Seine. L'abbé Lafon s'échappa. Frochot ne sut que penser de tout cela, et dès dix heures du matin Paris était dans un calme tel qu'on ignora presque partout la révolution qu'on avait failli subir.

J'ai appris de M. Réal qu'il avait connu par hasard et d'un des gens de sa maison ce qui se passait ; Cambacérès ne le sut que par lui, tous deux envoyèrent avertir à Saint-Cloud, où rien ne fut tenté, et aux Invalides, où l'on ne fit rien de plus. M. Réal lui-même se rendit en hâte chez le général Deriot, qui se trouvait commander la garde, et tout ce qu'il lui dit parut tellement suspect que le général, le retenant sous des prétextes divers, ne douta pas que M. Réal ne fût lui-même conspirateur, et il attendait du renfort pour s'assurer de sa personne.

Les malheureux pris en flagrant délit ne tardèrent pas à perdre la vie. Les jeunes bataillons chargés de l'exécution la rendirent horrible par l'effet de leur pitié même. Lahorie écrivit une lettre fort touchante au duc de Rovigo, mais elle fut peu connue (1).

Le sang de ces infortunés ne réparait cependant pas le grand mal qui s'était fait. On avait touché à l'idole, elle n'avait plus rien de sacré. Je me rappelai avoir lu dans Plutarque que la fin subite d'Alexandre fut présagée à Babylone quand un jeune esclave insensé eut

(1) Elle vient d'être publiée dans les *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. II, p. 38.

osé s'asseoir sur son trône et qu'on l'eut fait périr après l'en avoir précipité.

Il fallait toutefois confesser l'aventure, il fallait que l'estafette fît savoir à Moscou les négligences des ministres de Paris; le courroux le plus redoutable allait sans doute éclater. On dut se résoudre à l'écrire; on atténua, on excusa, on rassura, et il fallut attendre jusqu'au 28 ou 29 novembre la nouvelle de l'effet produit.

L'impératrice Marie-Louise n'éprouva pas le moindre effroi; mais quand M. Pasquier reparut devant elle, elle lui dit tout haut et très naïvement : « Vous avez dû avoir bien peur. »

Pour achever en quelques mots ce qui concerne cet événement, je dirai que l'Empereur n'en reçut pas la nouvelle dans une situation propre à lui permettre d'exhaler son mécontentement. Sa première réponse rendit un peu de confiance. Quand il revint à Paris, dans de sombres circonstances, il avait trop besoin de ceux qu'il lui eût fallu maltraiter. Frochot seul fut mis en disgrâce. On prétend qu'on lui avait dit : « Comment, à la nouvelle de la mort de l'Empereur, aviez-vous oublié le roi de Rome? » Il aurait répondu : « Ce diable de roi de Rome, on n'y pense jamais! »

On eut alors, quoi qu'il en soit, une singulière obligation à la franchise courageuse de M. Réal. Il déclara à l'Empereur qu'il avait fait le tour de la conjuration et qu'elle ne se ramifiait pas; il osa dire qu'un pareil attentat pourrait toujours se renouveler en de semblables circonstances, parce qu'une résolution individuelle ne pouvait être connue que par sa première action. On n'inquiéta aucun de ceux qui avaient été compromis sur la liste fictive du gouvernement provisoire. Le faubourg Saint-Germain, — c'était le nom collectif donné alors aux

gens de l'ancien régime, — le faubourg Saint-Germain fut exempt même de soupçon, et ce fut à l'extrême clarté que M. Réal sut donner à tout son rapport, ce fut à la droiture de ses intentions, manifestée dans sa rédaction, que nous en fûmes tous redevables.

On ne laissa pas circuler les proclamations du complot; les journaux en parlèrent peu, et d'ailleurs la plus cruelle des catastrophes allait en effacer bientôt le souvenir.

CHAPITRE XXI

Les désastres; publication du 29e bulletin. — Situation affreuse des troupes pendant la retraite de Russie. — Mort du général Éblé. — Rentrée de l'Empereur aux Tuileries. — Renaissance du royalisme. — Insouciance de l'Empereur. — Calembours et chansons dirigés contre l'auteur de ces désastres. — Courte session du Corps législatif. — Quelques fêtes officielles pendant l'hiver de 1812 à 1813. — Salons littéraires; MM. de Chateaubriand et de Forbin. — — Arrestation de M. Elzéar de Sabran. — Préparatifs de la campagne de 1813 : nouvelles levées de troupes, les cohortes et les gardes d'honneur. — Arbitraire des préfets chargés des désignations. — Taxe de guerre et autres charges écrasantes. — Renouvellement des cadres de l'armée; reconstitution précipitée. — Garnisons restées en Allemagne.

Rien ne pourra jamais se comparer à la consternation produite par la publication du 29e bulletin (1). Chacun, frappé au cœur par un événement inouï dans les annales du monde civilisé, sentit que les suites en devaient être incalculables. Pour la première fois peut-être on avait vu un peuple éclairé par les arts inonder une contrée barbare, les Tartares à nos portes et guidés par les cadavres de nos compatriotes, de nos enfants, de nos frères; enfin l'armée victorieuse entièrement détruite.

(1) Le 29e bulletin, daté de Molodetchna, le 3 décembre 1812, présentait un tableau lamentable de l'état de nos troupes; l'Empereur y déclarait lui-même que « cette armée, si belle le 6 (novembre), était bien différente dès le 14; presque sans cavalerie, sans artillerie, sans transports ». Trente mille chevaux avaient péri de froid en peu de jours, etc. (*Correspondance de Napoléon Ier*. Plon, éditeur, 1868, t. XXIV, p. 325-329.)

On repoussait ces effroyables idées : l'imagination ne les supportait pas.

Ce n'est pas ici le lieu de rapporter, comme elles doivent être peintes, les circonstances de ce désastre. L'Empereur abusé, à ce qu'il paraît, par de feintes négociations, abusé par les Cosaques mêmes, par un neveu réel ou prétendu de Platoff, qui montrait au roi de Naples Murat le désir de secouer le joug des Russes, et qui reçut même en présent une superbe montre que le général couronné emprunta à Gourgaud, l'Empereur, dis-je, prolongea durant un mois son séjour dans Moscou abandonné de ses habitants et presque en cendres. Les premiers jours de la marche commencée le 19 ou le 20 octobre furent assez beaux, mais les frimas, les glaces, un froid au-dessous de vingt-sept degrés, le défaut absolu de vêtements, de vivres et d'asile, sur une route déjà dévastée où nulle précaution n'avait été prise, même durant le premier trajet, tout se réunit subitement pour frapper le conquérant, pour anéantir comme d'un souffle tant de héros.

Le passage de la Bérézina fut un événement que les témoins seuls ont le droit de décrire. Le pont sur lequel on fit passer le trésor de l'Empereur, avant toute autre chose et en sacrifiant tout, ce pont se trouva écrasé sous le poids de tant de fugitifs en désordre et au désespoir; mais les hommes, mais les chevaux enfoncés dans les trous qui s'y étaient creusés servaient d'appui à de plus heureux. Les boulets, la mitraille ennemis tiraient sans même qu'on y prît garde. Sur ce théâtre d'horreurs une foule d'actes généreux honorèrent encore nos Français; les amis sauvèrent leurs amis, les traînèrent sur des glaçons, les portèrent sur leurs épaules. Un grenadier s'arrêta un moment pour sauver, au risque de la vie, un

officier qui se plongeait dans l'abîme, et ne voulut consentir à accepter de lui une pièce d'or que sur la représentation que cet or était seulement l'équivalent d'un morceau de pain.

Je ne puis arrêter mes regards sur l'image de tant de misères. Les soldats tombaient en marchant; vainement une voix défaillante appelait un secours de pitié. Les membres se gelaient au plus léger retard, à la moindre imprudence; les bivouacs étaient chaque matin entourés de morts; les chevaux, dévorés vivants, n'échappaient à la voracité des mourants faméliques qu'en tombant gelés sur la route. Combien de fois des officiers échappés à cet inconcevable désastre m'ont dit que s'ils n'eussent été que soldats, ils se seraient laissés mourir! Les affections morales pouvaient seules, d'ailleurs, dans ces moments affreux donner la force de réagir et prêter assez d'énergie. Mères, épouses, jeunes enfants, votre amour tout seul a sauvé ceux que le néant eût engloutis dans le silence glacé des déserts!

Que faisait alors l'Empereur? Dans l'incurie la plus complète, enveloppé de fourrures et cheminant dans une voiture fermée, sa table encore était pourvue, il mangeait à ses heures, et, fataliste endurci, il avançait en comptant désormais sur la destruction inévitable de son armée. Les généraux n'étaient plus que des misérables, marchant à pied sur la neige et sans ordres reçus, sans ordres à transmettre, sans corps réguliers qui les suivissent. Le général Curial, commandant d'un corps de la garde, renonça comme les autres à plus rien diriger, et il paraît que le maréchal Ney seul fit des efforts qui auraient mérité que sa vie entière fût digne de sa gloire.

Wilna fut le théâtre de scènes plus déplorables. A quelques lieues de cette ville, où l'on ne soupçonnait

rien, où le duc de Bassano avait donné des fêtes, Napoléon, laissant les débris de son escorte, donna ordre de courir avec rapidité. Sa voiture échappa de quelques heures, de retard ou d'avance, aux Cosaques qui n'avaient cessé de harceler des voyageurs épuisés de besoin et devenus sans défense par le seul désespoir; l'auteur de tant de ruines, s'il se fût arrêté, pouvait en épargner, en prévenir de plus horribles : j'ai ouï dire à M. Ancillon, que s'il avait alors ordonné au général prussien York de couvrir le Niémen et d'arrêter l'ennemi, ce général eût obéi. Notre armée se fût ralliée en Pologne, et il est de notoriété que nous avons perdu plus de monde entre Wilna et Dresde qu'entre Moscou et Wilna.

Le joueur d'hommes perdit la tête ou crut trouver plus d'avantages à recommencer la partie. A peine à Wilna, il ordonna de brûler tous les équipages ; calèches, fourgons, effets conservés, rien n'échappa, et lui-même en traîneau, accompagné d'un Polonais, de son mameluk et du duc de Vicence, reprit, sans autre suite, le chemin de la France.

L'encombrement le plus désordonné ajouta aux horreurs de ce cruel moment. Il y avait à monter une petite colline justement en sortant de Wilna, et le verglas l'avait rendue impraticable à la plupart des traîneaux mêmes. Murat, déjà furieux d'avoir quitté un trône qu'il occupait sur le sol fortuné de la Grande-Grèce, pour venir presque en Sibérien concourir à la destruction de la cavalerie française, Murat, éperdu de frayeur, demandait un cheval à grands cris. Il s'empara du premier qu'on trouva et, ne songeant plus au reste, abandonna l'armée et quitta l'Empereur, abjurant tous ses anciens rapports; heureux si son ressentiment avait jusqu'à la

fin servi à l'éclairer sur ses véritables intérêts! On vit au bout de quelque temps un décret impérial déclarer que ce roi, imposé à l'Europe par Napoléon son beau-frère, était incapable d'aucune grande administration et lui enlever le commandement qu'il avait reçu dans l'armée.

Kœnigsberg ouvrit ses portes à ceux qui depuis Wilna eurent la force d'y parvenir, mais ses murailles, empestées par le nombre des malheureux qu'on n'y pouvait même secourir, furent bientôt celles d'un vaste tombeau. Là périt le général Éblé, modèle de courage, d'intégrité, d'honneur. Digne par son savoir, sa capacité, ses longs et continuels services, de diriger l'artillerie, il fut poursuivi par une jalousie implacable et constamment victime de la faveur. Ses efforts, au passage de la Bérézina, son dévouement à ses compatriotes, à la cause de l'humanité, l'oubli de sa propre conservation, lui coûtèrent sa généreuse vie. Nommé, faute de concurrents, premier inspecteur d'artillerie, il avait cessé d'exister avant d'en recevoir la nouvelle. Il a laissé une veuve intéressante, deux filles presque au berceau et une fortune très modeste.

On était dans toute la stupeur causée par le bulletin de consternation quand on apprit avec un redoublement de surprise que l'Empereur était aux Tuileries. Il avait en effet parcouru toute l'Allemagne aussi rapidement qu'un courrier; sa voiture s'était brisée à Meaux, il s'était jeté avec le seul duc de Vicence dans le cabriolet de la poste, et avait paru vers dix heures du soir à la grille des Tuileries, où, dans ce honteux équipage, la garde avait eu quelque peine à reconnaître son empereur. Parvenu cependant à l'appartement de Marie-Louise, il en avait repris possession. Un bain, un bon souper, quelques heures de sommeil avaient réparé ses forces;

les tailleurs avaient travaillé à lui préparer des vêtements, — il n'avait sauvé que ceux dont il était couvert, — et le lendemain avant midi tous les corps constitués, en députation au palais, le félicitaient sur son retour, sans lui demander comme Auguste ce qu'il avait fait de nos légions.

C'est en réalité dans le bulletin n° 29 qu'il faut lire la proclamation de la révolution qui suivit. Le royalisme était éteint; les Bourbons, inconnus aux générations qui occupaient alors la scène, étaient comme oubliés de tous. La dynastie nouvelle avait paru consolidée par l'assentiment de l'Europe, mais l'œuvre de la victoire devait être emportée par une défaite dont les annales des Barbares, en Asie, pouvaient seules donner quelque idée. Je me souviendrai toujours qu'un mot échappé à M. Ferrand me donna dès ce moment le soupçon qu'on allait recommencer des tentatives en faveur de nos anciens princes. C'était la première ou la deuxième fois de ma vie que je rencontrais M. Ferrand(1); je lui gardai le secret sur cette demi-imprudence, ou demi-confidence si l'on veut, mais je ne pus m'empêcher de frémir sur ce qui pouvait arriver, car je croyais la forteresse impériale capable de soutenir un siège bien plus long.

L'Empereur reprit son train de vie ordinaire. Il affecta l'insouciance; on vit dans les journaux qu'il allait à la chasse : un jour de gelée, qu'il revenait en voiture, il entendit un certain tumulte et baissa la glace pour en savoir la cause. On lui apprit que quelques écuyers étaient tombés de dessus leurs chevaux, qui avaient peine à se tenir sur la glace. « Ah! dit-il avec indifférence et en

(1) Antoine-François-Claude, comte Ferrand, magistrat et publiciste, ancien membre du parlement de Paris, pair de France, conseiller d'État, membre de l'Académie française (1751-1825)).

relevant la glace de la portière, nous en avons vu bien d'autres pendant six semaines. »

Les chansons et les calembours commencèrent à courir, comme il arrive toujours dans les moments funestes. On raconta que le jardinier des Tuileries ne pouvait rétablir son parterre parce que les grenadiers étaient gelés et les lauriers flétris; on ajouta sur les campagnes de l'hiver des couplets au *Roi Dagobert,* air populaire du temps. On en fit de plus sanglants sur l'air du *Petit Homme,* et surtout quand on apprit la démission prétendue spontanée du général prussien York, et que Regnaud de Saint-Jean d'Angely, assurant que l'armée ne montait pas à dix mille hommes, eut réclamé un sénatus-consulte pour la levée de cent mille conscrits.

Le Corps législatif s'ouvrit. La session, très courte, n'eut de remarquable que le discours par lequel l'Empereur en fit l'ouverture. Il parut disposé à renoncer aux conquêtes et ne parla que de renvoyer les Russes dans leur « affreux climat ». Ce coup de tonnerre qu'il avait annoncé à l'ouverture de la session précédente, c'est sur sa tête qu'il avait éclaté, et le crêpe funèbre dont il avait alors offert l'image sombre et douteuse, c'était la France qu'il recouvrait.

L'hiver, à Paris, fut sans fêtes; M. de Bassano et la reine Hortense, par ordre, donnèrent seulement deux ou trois bals, où il y eut fort peu de monde. On n'y voyait plus ces étrangers dont les titres et les rubans en faisaient autrefois l'ornement. Nos jeunes gens, prisonniers ou épuisés par la fatigue, ne pouvaient fournir des danseurs. Les jeunes dames, éloignées des jeunes militaires leurs époux, ne pouvaient avec quelque décence figurer en ce moment aux bals, et la calamité publique ne pouvait pas d'ailleurs être bravée en tout.

A cette époque, les lectures étaient devenues à la mode, et les jeunes femmes réellement assez instruites voulaient, depuis quelque temps, s'amuser à avoir de l'esprit. Celles qui donnèrent le ton n'étaient plus folles de la danse, et ne trouvaient presque plus de bon genre d'en afficher le goût décidé. M. de Chateaubriand avait lu quelquefois sa jolie nouvelle espagnole; M. de Forbin aussi se mit à lire des nouvelles. Il était très distingué par ses talents de peinture, mais la plume n'avait pas entre ses mains la même valeur que le pinceau. Cependant, une histoire d'amour et de passion, contée avec quelque chaleur, ne peut manquer de faire plaisir, quand surtout pour l'entendre on se trouve réunis en société choisie, dans un joli salon, bien éclairé, et qu'une conversation, où chacun remonte les cordes de l'instrument qu'il veut faire résonner, doit terminer autour d'une table à thé cette sorte de soirée académique.

M. de Forbin avait fait deux lectures chez ma belle-sœur. La seconde avait été suivie de quelques chansons; nous étions restés en petit cercle, et M. de Sabran nous avait dit des fables. Quelle surprise, quand le lendemain il nous fallut apprendre que notre poète inoffensif, que le vertueux, bon, aimable et philosophe Sabran était arrêté, et peut-être à Vincennes!

Je ne crus pas devoir perdre un moment. J'écrivis à M. Réal, que je voyais alors si rarement; je réclamai Elzéar, ma plus vieille connaissance, et quand M. de Boufflers, dès huit heures du matin, arriva chez M. Réal, ce dernier eut pour moi la grâce toute charmante de lui remettre mon billet, et de lui dire qu'il était prévenu. Le bon chevalier ne venait jamais chez moi; il y courut alors, et à compter de ce moment je n'épargnai rien pour le servir, au moins par mes conseils et mes conso-

lations; les démarches que j'étais en mesure de faire ont toutes été à sa disposition et à celle de Mme de Boufflers.

Une lettre de Mme de Staël avait été la cause unique de ce malheur. Elle avait eu la fatale imprudence d'écrire à M. de Sabran. Je ne sais s'il avait répondu. A la suite de l'arrestation, une partie des femmes de Paris fut mandée chez le duc de Rovigo : ma belle-sœur entre autres, Mme Hippolyte de Choiseul, belle-mère de ma cousine, et enfin le plus grand nombre de celles que connaissait M. de Sabran. Le duc de Rovigo fut pour toutes très poli. On assura dans le temps que tout l'éclat qu'il avait fait, sans pousser les choses plus loin, avait été un grand service pour une foule de gens que l'Empereur, alors forcené, voulait à toute force proscrire, ou vexer tout au moins; l'arrestation si bizarre de M. de Sabran devait être, d'après ses intentions, le signal et le prétexte de quelques autres. Je le répète, le duc de Rovigo a rendu de grands services, et de plus importants qu'on ne l'a cru.

On prépara une nouvelle campagne, et pour donner quelque courage on répandit le bruit d'une négociation conduite avec la volonté d'en assurer le succès. Je ne pense pourtant pas qu'il y eût rien d'entamé. On leva de nombreux conscrits, on revint sur quatre ou cinq classes, on provoqua de ces dons patriotiques qui produisent généralement si peu et affichent si maladroitement la détresse. Mais, outre les conscrits, on avait les cohortes; on avait groupé sous ce nom la plus belle jeunesse : c'était le reste du beau et précieux sang français. Cette réserve, pleine de vigueur, ne comptait pas un homme au-dessous de vingt ans ni au-dessus de vingt-six. Il y avait près d'un an qu'ils étaient sous les armes. Leurs chefs, sans les consulter et en dépit de leur vœu contraire, furent

contraints de demander en leur nom la faveur d'aller à l'armée; elle fut prodiguée à tous ces nouveaux corps. Il fallut faire conduire par la gendarmerie quelques compagnies de ceux qui se trouvaient à Paris et qui montraient un peu de mécontentement. Une fois dehors, ils se sentirent Français, et ce titre, qui ne comporte pas toujours nécessairement une grande idée de patriotisme, emporte exclusivement celle de la vaillance.

On usa d'une autre invention, car on voulait emmener des hommes qui servissent et l'on ne voulait point, d'autre part, en laisser dont on pût craindre l'opposition: on forma les gardes d'honneur.

Pour apprécier cette invention, il convient, je crois, de se reporter à quelques circonstances antérieures et au désir que l'Empereur a manifesté d'avoir des gardes du corps sur le pied de ceux de nos anciens rois. On a quelque peine à comprendre ce que pouvait désirer encore celui qui s'entourait de plus de soixante mille hommes d'élite, pris sur toute une armée aguerrie depuis vingt ans. Il avait son projet pourtant. Dans chaque ville où il passait, on le voyait occupé à se concilier surtout les gardes d'honneur. Ces gardes se composaient alors des principaux habitants de chaque cité, qui se paraient de beaux uniformes et comprenaient en général, depuis quelques années, les hommes de nom de chaque pays. Il avait tenté de former une sorte de maison militaire; sous le titre indéterminé de gendarmes d'ordonnance, on leur avait promis de droit le rang d'officier. La formation ne put s'achever; les grenadiers de la garde se prononcèrent, et ce fut même avoir donné dans un piège assez dangereux que de s'être équipé à ses frais pour être gendarme d'ordonnance.

La mesure prise deux ou trois ans auparavant contre

les jeunes gens de qualité, qu'on avait faits sous-lieutenants de force, servit de base à l'opération nouvelle. Napoléon ne s'était point repenti de cet acte si arbitraire, qui d'ailleurs avait ajouté quelques officiers intrépides et pleins d'intelligence à ceux qu'il possédait déjà. Il les cita, à son retour de Russie, comme des modèles de patience dans le pénible métier de la guerre, et de valeur dans le danger. Il les comparait aux Sabines : il n'avait fallu que les enlever.

Les désignations, faites par les préfets, devaient s'étendre sur toute la France et ne pouvaient plus guère porter que sur la haute bourgeoisie ou sur les simples gentilshommes d'autrefois; elles en devinrent ou semblèrent beaucoup plus tyranniques. Cependant, les idées se disposent si facilement dans le cercle tracé par la toute-puissance, que beaucoup de gens allaient presque approuver l'Empereur de ne vouloir plus souffrir d'oisifs, d'exiger que toute la jeunesse fût dorénavant occupée; il fallait donc en conclure que c'était une idée absurde de vouloir jouir à son gré de sa fortune, soigner ses affaires, vivre dans sa famille, cultiver les arts et les lettres, se marier, avoir des enfants, et que de telles prétentions ne se pouvaient vraiment pas soutenir !

Quelques préfets portèrent jusqu'à la cruauté l'exercice du pouvoir qu'on leur avait donné. On a dit que, pour sauver son fils, M. d'Albertas avait en vain offert cent mille livres et quatre jeunes gens équipés et entretenus. Ailleurs, on admit de gré à gré des compensations modérées, et il en résulta dans la formation de ces troupes une composition à quelques égards hétérogène. Ces corps, quoi qu'il en soit, furent conduits à l'armée; leur misère, comme celle des existences intermédiaires, surpassa celle des autres corps. Les jeunes cavaliers qui

les composaient eurent à se défendre, le sabre en main, de la haine des autres soldats. Ils firent contre l'ennemi des prodiges de vaillance, et il est remarquable que plus tard ce fut parmi eux que l'Empereur, alors leur fléau, trouva un si grand nombre de partisans.

On voit pourtant quel devait être le mécontentement général : le départ des cohortes, celui des gardes d'honneur, le rappel des conscrits et la revision des cas de réforme, une conscription nouvelle enfin! On ajoutait des réquisitions, soit de travaux pour les habillements, soit de denrées pour les fournitures. On ne payait pas les entrepreneurs ; une taxe de guerre, décidée par décret, augmenta de moitié des contributions déjà considérables. Toutes les caisses furent envahies ou menacées d'envahissement ; les appointements de tous les employés furent réduits d'un cinquième. Tout commerce de détail se trouvait suspendu. Un empereur vaincu et réduit aux expédients n'était pas celui qu'on avait cru se donner. Qu'avait-il donc fait de l'Europe, dont nous ne lui demandions jamais compte?

Il fallut renouveler les cadres de l'armée, et c'est à cette époque surtout que l'on créa cette multitude d'officiers, braves sans doute et méritants, mais qui se sont trouvés, grâce aux circonstances, les héritiers de leurs devanciers si malheureusement sacrifiés, de ces devanciers qu'une longue expérience, des connaissances plus étendues, un avancement moins hasardé leur rendaient de beaucoup supérieurs.

La vieille garde avait souffert au moins autant que les autres corps. On remplit ses rangs dégarnis de tout ce qu'on put réunir, et des conscrits levés la veille devinrent tout à coup la jeune garde. Le désordre qui résultait de ces organisations si promptes fut si grand,

en Allemagne surtout, que des bandes de conscrits sans officiers, sans guides, sans but précis et bien déterminé, flottèrent durant tout l'été sur les routes de cette partie de l'Europe. Les commissaires des guerres prenaient les officiers qui rejoignaient l'armée sans savoir pour quel régiment, car on en avait fait partir d'Espagne et de tous côtés. Les commissaires leur donnaient ordre de conduire les détachements qui leur étaient expédiés au hasard, mais ces officiers songeaient qu'en cas d'attaque ils ne pouvaient se défendre; qu'ils seraient tués, prisonniers ou blessés sans que leur nom fût même porté sur un contrôle : aussi se dérobaient-ils, dès qu'ils en avaient l'occasion, et rejoignaient seuls et à la hâte le quartier général.

Malgré tant de fautes et de désordres, une armée s'était recomposée; la plus belle remonte de chevaux avait été faite à grands frais, et l'on était presque tenté d'admirer le génie sublime qui, sans perdre les jours à recueillir de vains débris, venait puiser largement à la source et faire renaître une armée par le seul effort de sa parole puissante.

L'ennemi, que rien n'avait arrêté, s'était avancé jusqu'à l'Oder. Nos garnisons, isolées à Dantzick, à Glogau, en Prusse et en Poméranie, y étaient vraiment prisonnières et en partie détruites par les maladies et les privations, mais elles tenaient pourtant, avec un courage invincible.

On peut le dire, sans se mêler de porter aucun jugement sur la guerre, cette armée créée tout à coup était brillante, mais jeune encore. Il eût fallu, comme disait Voiture, attendre qu'elle fût devenue majeure. Une campagne de défense, une campagne d'observation eût tenu en respect l'ennemi, qui frémissait de ses avantages et n'osait encore s'y confier.

CHAPITRE XXII

Institution d'un conseil de régence (1813). — Lützen et Bautzen; congrès de Prague. — Dîner chez M. de Champagny, à Saint-Cloud; M. de Semonville. — Soirée à Boulogne-sur-Seine, chez Réal. — Séjour en Bourgogne (juillet 1813). — Mort du duc d'Abrantès; sa biographie, sa famille. — Libération de M. de Sabran obtenue par le maréchal Oudinot; récit de sa captivité. — M. et Mme de Boufflers et M. de Sabran à Essarois.

Cependant, avant de partir, l'Empereur, frappé encore de ce que Malet, échappé de prison, avait failli se trouver en quelques heures à la tête de tout l'État, résolut de créer une régence qui pût, dans un jour de danger, faire penser au roi de Rome. Tout le monde ignorait son projet. L'Impératrice était au bois de Boulogne; on la fit revenir à la hâte, on lui dit de s'habiller, et sur le premier mot de l'objet de la cérémonie qu'on préparait, la jeune princesse, trompée par la date du jour, s'écria : « C'est un poisson d'avril! » L'espèce d'attendrissement que Marie-Louise à genoux éprouva en prêtant serment ne put manquer de causer quelque émotion à ceux qui en furent les témoins.

Deux formidables engagements, l'un à Lützen, l'autre à Bautzen, furent le début de la campagne. On doit considérer comme constant que l'Empereur ne savait point proportionner ses tentatives à ses moyens; il avança de quelques sillons en y enterrant successivement des milliers d'hommes de ses plus braves troupes. Notre héroïque

jeunesse y fit une perte immense et n'en fut point découragée. Le fruit de ce noble effort et des exhortations de l'empereur d'Autriche fut un armistice, dont les étroites conditions attestèrent assez à quel prix on avait dû acheter la récente et double victoire. Le terme en fut fixé au 15 août suivant ; on était à peine au mois de juin, et un congrès fut assemblé à Prague pour traiter de la paix.

Cet été de 1813 fut une grande époque pour l'Europe ; il a décidé de ses destins, et peut-être alors ont dû germer les semences actives de la révolution qui fermente maintenant (1) dans son sein. Napoléon, au château du Luc et près de s'embarquer pour passer dans l'île d'Elbe, a signalé le congrès de Prague comme l'époque de sa plus grande faute. Il y aurait pu signer une paix honorable, et que de flots de sang eussent été épargnés !

On respira en France à la nouvelle de ce congrès ; la bataille de Vittoria, qui, vers le même temps, chassait nos troupes d'Espagne, ne parut pas un grand malheur : cette guerre excentrique n'offrait point d'espérance. Les jours d'été s'écoulèrent donc dans une sécurité heureuse, relativement à ceux que l'on pouvait chérir et qui se trouvaient dans les rangs. La paix allait éclore pour le repos du monde. L'Europe devait la désirer, Napoléon en sentir le besoin, et l'Autriche, dont le secours avait été si faible pendant la campagne de Russie, paraissait de bonne foi accorder son intervention pour réunir toutes les puissances.

J'entre à dessein dans ces longs détails sur tout ce qui précéda la plus étonnante catastrophe : tout s'enchaîne dans les destinées, et, dans le monde comme au

(1) Ce passage des Mémoires a été écrit en 1816.

théâtre, les changements à vue qui s'opèrent au signal d'un coup de sifflet sont longuement préparés.

Tout le monde a su dans le temps, et le maréchal Macdonald (1) m'a confirmé de sa propre bouche, que rien n'avait été épargné pour décider Napoléon à profiter d'une occasion si belle. On lui laissait son empire, et le royaume d'Italie et le titre de Protecteur de la Confédération du Rhin; on lui demandait l'Illyrie pour l'Autriche et l'indépendance de la Hollande. Je pense qu'il pouvait bien encore être question de celle de Hambourg et de celle de Rome, mais la part de la France était bien assez belle, et peut-être son intérêt se trouvait-il dans ces sacrifices. On disait à Napoléon que ce moment était le dernier, que l'armistice ne serait pas prolongé d'une seule minute; que le 15 août, à l'heure fixée, on verrait partir de la Bohême, comme d'une vaste forteresse, des armées qui suivraient telles directions prévues, et que ce serait fait du passé. Le prince de Wagram, le comte Louis de Narbonne, le duc de Vicence par-dessus tout, employèrent tout ce que leurs lumières, leur expérience, leur dévouement purent leur fournir de moyens. Ils se mirent aux pieds de cet aveugle insensé, qui osait défier la Fortune et croyait tout obtenir d'elle en repoussant de lui la raison. Prêt à rentrer le 15 en guerre, il fit par toute l'armée célébrer sa fête le 10, époque malheureusement choisie. Le 15, tout fut rompu, comme on l'avait juré. Napoléon alors recourut aux instances; il voulut ressaisir l'occasion dédaignée et maintenant perdue sans retour. Il reçut partout pour réponse qu'on attendrait le sort des armes.

Nous n'avions pas revu la Bourgogne depuis près de

(1) Voir : *Souvenirs du maréchal Macdonald*. Plon éditeur, 1892, p. 236-237.

quatre ans et demi, et il fut décidé que nous en ferions le voyage. Quelques jours avant le départ, j'allai prendre congé de M. de Champagny et dîner chez lui à Saint-Cloud. Le jour de ce dîner était celui où la mère, les sœurs, les belles-sœurs de l'Empereur allaient dîner chaque semaine chez Marie-Louise. Je les vis toutes arriver. La tournure de leurs équipages aurait suffi pour indiquer la nuance de leurs caractères. Cinq dames Bonaparte étaient alors réunies. L'une était une archiduchesse d'Autriche, l'autre une simple habitante de la Corse, du nom presque grotesque en français de Ramolino; une autre était une fille d'un négociant de Marseille, une autre princesse de Wurtemberg, une autre demoiselle de moyenne noblesse de France : c'était l'impératrice, Madame, la reine d'Espagne, celle de Westphalie, celle de Hollande.

M. de Semonville était chez M. de Champagny. Nous allâmes causer sur un petit balcon, d'où l'on voyait le château en face. J'aurais voulu écrire tout ce qu'il me dit alors. Le drame était presque à son dernier acte; déjà tout se désorganisait, comme avant le dénouement d'une pièce, où chacun quitte sa loge et renverse son banc. Cet homme, qui s'était plu à entendre dire quelquefois que sa gloire absorbait toutes les autres, avait fini par tout éteindre; l'édifice croulait par le faîte, qu'on avait trop surchargé. Un changement immense était inévitable, et tout au moins l'empire et le régime tel qu'il était ne pouvaient durer plus longtemps. Pour quiconque maintenant n'était pas à la Cour, il ne devait plus être question de s'y faire admettre d'aucune manière.

Tous ceux qui dînaient ce jour-là chez M. de Champagny allaient au spectacle du château, et chacun était

en parure; mais maintenant ce n'était plus en imagination, c'était presque dans les coulisses qu'on découvrait le secret de l'illusion : les machines qu'on voyait jouer en dissipaient jusqu'au moindre vestige, c'étaient comme des lampions qui finissent de brûler en plein jour.

Je sortis de Saint-Cloud et passai à Boulogne, où M. et Mme Réal avaient alors une maison. La soirée était magnifique, dans le salon on faisait de la musique: Mme Lacuée (1) chantait avec sa charmante voix, une de ses jeunes amies chantait quelquefois après elle, Plantade accompagnait. Les fenêtres étaient ouvertes, et dans le jardin, sur une terrasse, M. Réal, braquant un télescope, me faisait voir les satellites de Jupiter, et parcourait le ciel agrandi. Quel contraste que ce repos, embelli par les arts et par la science, et le mouvement que je quittais !

Cependant nous vînmes en Bourgogne, et nous y étions à peine arrivés quand nous apprîmes, avec une sorte d'effroi, que le général Junot, duc d'Abrantès, gouverneur d'Illyrie, était fou, et qu'on le ramenait à Montbard, chez son père.

Junot était fils d'un marchand de bois de ce pays. Il avait reçu assez d'instruction au collège de Châtillon-sur-Seine. Parti pour l'armée malgré lui, il y avait été brave soldat, tapageur, bon enfant ; et toutefois sa belle écriture avait décidé l'Empereur, simple général de brigade, à se l'attacher comme aide de camp. Cette fonction avait commencé sa brillante fortune. Envoyé en Portugal, le duc d'Abrantès avait, selon ce qu'on disait, usé très amplement de la circonstance pour s'en-

(1) Fille de M. Réal.

richir. Au reste, on n'avait jamais vu de méchanceté en lui, et le pillage, dans ses idées, n'était que le ravage d'une bombe. Bon parent, il n'avait jamais renié un seul de ses nombreux et très peu remarquables parents. Quelques-uns n'avaient pas voulu user de sa faveur et de sa protection; tels l'aubergiste d'Étais (1), son oncle, et les enfants de cet homme un peu rustique. Son beau-frère avait accepté la conservation des forêts, occupée d'abord quelque temps par le bon père Junot lui-même.

La tendresse filiale du général Junot avait été marquée dans toutes les circonstances ; quand il avait épousé Mlle Permon, il avait exigé qu'elle verrait ses parents, et qu'ils viendraient tous à la noce. Il avait mené sa mère chez M. de Talleyrand, et comme celui-ci demandait, après dîner, à la bonne villageoise si elle avait été contente : « Ah ! répondit-elle enchantée, il y avait bien assez de fricot. — Non, reprit M. de Talleyrand, non, ce n'était pas le Pérou. »

Le père Junot a passé les années de sa vieillesse, jusqu'au moment de la démence de son fils, dans un état de bonheur qui allait à l'ivresse. Ses cartes de visite portaient : *Le père du duc d'Abrantès*. Un jour, il dit à Mme de Marmont la mère, femme autrefois charmante et remarquable par le bon ton, la politesse et la réserve des manières : « Vous avez fait un maréchal, j'ai fait un duc ; qu'aurions-nous donc fait à nous deux ? »

Le pauvre Junot se tua, dans un accès de fièvre, dès le lendemain de son arrivée à Montbard, mais il avait reconnu son père.

(1) Étais, canton de Laignes, arrondissement de Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or).

Nous passâmes à Essarois la fin de l'été et l'automne. Mon frère et ma belle-sœur y étaient avec nous, ainsi que le cher M. Turlot, et nous y reçûmes plusieurs visites fort agréables. Je n'en citerai qu'une, celle que nous étions loin de pouvoir espérer : M. et Mme de Boufflers et M. de Sabran, devenu libre, se détournèrent de quarante lieues, en venant de Plombières par nos montagnes, pour nous voir.

J'ai dit combien M. et Mme de Boufflers avaient tenté d'efforts en faveur de leur fils, mais rien n'avait abouti qu'à des adoucissements. Le maréchal Oudinot eut le bonheur du succès. Ce brave militaire, en revenant de l'une de ses brillantes campagnes, avait dit à M. de Boufflers, son compatriote, qu'il serait heureux de l'obliger et de lui rendre un jour un service important. L'occasion se rencontra, bien importante sans doute, et, quelque difficulté qu'elle semblât d'abord offrir, le maréchal voulut tenir sa promesse. Il était à l'armée, mais assez loin de l'Empereur ; il envoya au prince de Neufchâtel la lettre suppliante de Mme de Boufflers et sa prière personnelle, en faveur du captif. Tout fut remis à Napoléon ; il hésita quelques moments : « Le maréchal Oudinot, dit-il, est une vieille femme », et cependant il ordonna la liberté de M. de Sabran.

Ce fut par l'arrivée de son fils que Mme de Boufflers apprit qu'il était libre. Il y a des scènes qui ne se jugent pas, mais je suis convaincue que les chagrins et les fatigues du bon chevalier de Boufflers, pendant la détention de son beau-fils, ont avancé sa vieillesse et ses jours.

J'ai su par M. de Sabran lui-même comment il avait parcouru tout Paris dans un fiacre, avec deux exempts, pour se rendre au donjon de Vincennes ; toutes les

autres voitures marchaient en sens contraire, et lui, surpris encore et toujours courageux, poursuivait en silence la route qui semblait le conduire au sépulcre. Il fut d'abord mis au secret, et c'est quelque chose d'affreux. Après cinq ou six jours, on le mit dans une grande salle, qui semblait avoir été décorée dans le temps même du roi saint Louis. Il s'y trouva en société assez nombreuse et en fut bientôt assez importuné, surtout à cause de la méfiance que plusieurs de ses compagnons d'infortune lui avaient d'abord inspirée ; il réclama et obtint la jouissance, pendant quelques heures par jour, d'un petit réduit infect et sombre, mais paisible et bien solitaire. Là, il faisait de jolis vers ; il répondait aux billets de son beau-père, aux bouquets de Mme de Groslié : il charmait son malheur dans le commerce des Muses. Rien de son caractère ne s'est altéré en prison ; il ne pensait même à Mme de Staël que pour la plaindre.

Ce fut une journée romantique que celle qui s'écoula chez nous, dans nos jardins, avec ces aimables personnes. L'attachement, l'amour des deux époux, les soins touchants de l'excellent Elzéar, leur esprit à tous trois, leur passion toujours vive pour les vers et pour tout ce qui épanouit la pensée, faisaient de cette famille quelque chose d'étranger à l'ordre ordinaire des idées et à celui des existences. Ils avaient apporté une petite pièce du chevalier, jouée autrefois à Rheinsberg, et dont M. de Sabran fit tout haut la lecture. Les chansons vinrent ensuite, celles de M. Turlot nous servirent de réponse. Les fables d'Elzéar, de douces conversations, achevèrent de remplir la soirée. Le lendemain, avant de partir, Elzéar nous dit des couplets qu'il avait composés pour nous ; il remplit son petit portefeuille de feuilles vertes, à défaut de fleurs, tombées sur le banc d'Hen-

riette. Ils nous quittèrent, mais le chevalier avait laissé son hommage poétique à Nicotte, la plus jolie des fontaines du jardin ; et grâce encore au talent plein de délicatesse de M. Turlot, la réponse de la nymphe arriva à Paris presque aussitôt que le troubadour même qui lui faisait de si jolis adieux.

CHAPITRE XXIII

Reprise des hostilités après l'insuccès du congrès de Prague; Leipsick (18-19 octobre 1813). — Bernadotte et Moreau dans les rangs ennemis. — Marie-Louise se rend au Sénat; motion de Regnaud de Saint-Jean d'Angely. — Déroute complète et dénuement de nos troupes. — Retour de l'Empereur à Paris; Mme de Chastenay y revient aussi (1er décembre). — Réunion du Corps législatif (19 décembre). — L'Empereur s'y rend; accueil glacial qui lui est fait par la foule. — La paix désirée par les conseillers habituels de l'Empereur. — Les ducs de Feltre et de Bassano partisans de la guerre. — Parole de Mme Regnaud de Saint-Jean d'Angely.

On peut regarder comme certain qu'à partir de l'insuccès du congrès de Prague le système européen fut entièrement changé. On osa conspirer sinon la perte entière, du moins la réduction de la puissance de Napoléon.

Bernadotte, prince de Suède, s'était uni à la coalition; il lui avait apporté le concours de ses talents de général d'avant-garde française, avec quelques troupes suédoises. Ce fut lui qui forma une croisade contre l'oppresseur de l'Europe coalisée. On vit Alexis de Noailles quitter la France tout à coup, y abandonner sa fortune et jusqu'aux mânes de son frère Alfred, tué un an auparavant, non loin de Smolensk, sous les ordres de Napoléon qu'il servait encore avec enthousiasme. Bernadotte donna le titre d'aide de camp à ce transfuge de grande espérance, et ceux pour qui une trame à peine liée pouvait déjà devenir perceptible en augurèrent de grands desseins.

Moreau, l'honneur de nos armées, Moreau, victime de la jalousie d'un rival monté sur le trône, Moreau, du fond de l'Amérique, reparut tout à coup sur le vaste théâtre où son nom devait produire une sensation si profonde. Moreau pouvait combattre un tyran de son pays aveuglé de présomption; il ne pouvait en conscience prendre une part active à la guerre faite à son pays. Son rôle ne fut pas longtemps l'objet d'interprétations qu'il méritait de suggérer : un coup de canon, dès la première affaire, atteignit mortellement le vainqueur de Hohenlinden, autrefois surnommé le Xénophon français. L'empereur Alexandre était tout près de lui. Les soins lui furent prodigués sans succès, et c'est à Bernadotte que la journée de Leipsick fut exclusivement réservée.

Je ne décrirai pas cette horrible journée. Il paraît que l'Empereur y perdit toute lumière, et ce fut sans doute la succession de ses fautes immenses qui détacha si promptement de lui les généraux qui lui formaient un cortège si redoutable. Les Saxons et les Bavarois se retournèrent contre l'armée française et foudroyèrent des phalanges dont ils faisaient partie. Je ne qualifie pas les faits que je rapporte; je me borne à m'étonner que Napoléon fût déjà tellement déchu qu'on ne l'eût point averti de ce complot.

La déroute qui suivit fut bien plus désastreuse. Napoléon oublia tout. Conduit ou entraîné par quelques satellites, on a dit que le passage à travers tant de fugitifs lui fut ouvert les armes à la main, et que des canons furent traînés sur les corps des blessés qui encombraient la route. Enfin le pont sauta, et nos plus belles cohortes, plus de quarante mille hommes peut-être, abandonnés sans plus de secours, furent prisonniers et presque tous dévorés depuis par la misère ou alors noyés dans le

fleuve qu'ils voulaient tous passer; les boulets en firent un bourbier de carnage. Poniatowski, le chef des Polonais, y fut abîmé dans la foule. Un bulletin méprisable accusa un simple officier de l'explosion meurtrière de ce pont, mais son auteur fut mieux connu, et l'on apprit qu'une peur déshonorante en avait dicté l'ordre (1).

La défection de l'Autriche ne se fit point attendre. On conduisit Marie-Louise au Sénat; elle y fit prendre des résolutions : la levée de cent vingt, puis de trois cent mille hommes, fut successivement décrétée, et Regnaud de Saint-Jean d'Angely, semblable à ces instruments harmonieux qui accompagnent toutes les voix, essaya d'attendrir, d'enflammer les Français, en répandant lui-même des larmes, en jurant de mourir mille fois pour la fille de Marie-Thérèse. Mais qu'était-ce pour des Français, héritiers de la République, que le nom d'une princesse étrangère? Qu'était-ce que Marie-Louise quand Marie-Antoinette, conduite à l'échafaud, n'avait pas trouvé un vengeur?

La plus coupable imprévoyance réduisit nos soldats, alors en retraite, à mourir de faim en Allemagne, comme ils eussent fait dans un désert. Quelques-uns, enhardis par le désespoir même, couraient le pays comme des brigands, allaient piller et manger dans les fermes, et se donnaient le nom de *fricoteurs*. Leur défaillante vie n'en fut guère prolongée. Des pommes de terre arrachées dans les champs servirent de nourriture à quelques-uns de ceux qui n'avaient pas quitté leurs colonnes.

A Hanau il fallut combattre : les âmes surmontèrent

(1) Sur la mort de Poniatowski et l'explosion du pont, voir les *Souvenirs de Macdonald*, p. 218-220. — Cf. le bulletin du 24 octobre 1813, auquel Mme de Chastenay fait allusion. (*Correspondance de Napoléon Ier*. Plon éditeur, t. XXVI, p. 378.)

la faiblesse des corps exténués qu'elles animaient encore. Il y eut un admirable effort. L'Empereur passa, c'était tout; on ne compta pas le reste.

Le Rhin fut repassé par quelques hommes restés sans ressource, mais aucune des villes qui le bordent ne leur offrit un magasin d'approvisionnement. Mayence, remplie et bloquée peu après, vit éclater dans ses murs une peste dont les ravages ne tardèrent pas à porter au cœur de nos provinces mêmes une effrayante mortalité. Les chevaux périrent faute de fourrages, les hommes sans vêtements, sans pain et sans asile. Le typhus étendit ses terribles ravages, et quand on reprochait aux agents de l'Empereur l'absence de toute mesure préventive, ils répondaient avec aigreur que l'Empereur n'avait pas voulu calculer sur une défaite.

L'hiver allait s'ouvrir sous de funestes auspices. Nos innombrables employés, contraints d'abandonner tout le nord de l'Empire, ramenaient, presque en mendiant, leurs familles ruinées sans retour.

La Hollande aussi secoua le joug; en un seul instant, la cocarde orange, cocarde populaire, y servit de ralliement général.

L'effroi fut grand chez nous, ou plutôt la surprise. L'ennemi franchirait-il la barrière du Rhin? L'oserait-il? Je n'admettais pas une pareille idée, mais nos anciens soldats me demandaient ce qui pourrait bien s'y opposer, et ceux des hommes du gouvernement qu'on pouvait croire les plus habiles ne doutaient pas de l'invasion.

Napoléon revint à Paris, dépouillé presque de toute magie. Il affectait une tranquillité qui devenait un contresens, car elle se manifestait par un abus de distractions. Il avouait un jour que Paris était triste; M. de Rémusat en attribua la cause aux malheurs graves du

moment. « Oui, reprit l'Empereur, Mme Barilli (1) est morte, et je conçois que ce malheur ait pu être senti. »

Le Corps législatif fut cependant convoqué. C'était le 4 décembre qu'il devait s'ouvrir, et il fallut penser à nous mettre en voyage. Un moment nous fûmes tentés d'y laisser aller mon père tout seul, et de rester, maman et moi, à Châtillon, pour y terminer nos affaires, que notre séjour d'un hiver eût alors solidement établies; mais les circonstances si étranges dans lesquelles nous nous trouvions pouvaient amener des événements d'un ordre si peu attendu qu'il nous parut préférable de ne point nous séparer, et nous partîmes tous ensemble.

Le Corps législatif ne s'ouvrit que le 19; nous étions arrivés le 1er. Des bruits sinistres recueillis sur notre route démontraient quelle attente agitait les esprits. On racontait aux relais que le sénateur Lanjuinais, ayant voulu appeler les regards du Sénat sur les dangers de la France, avait été mis à Vincennes. Une pareille violence était peu vraisemblable; cependant, une sorte de terreur l'accréditait assez pour causer plus d'inquiétude que de ressentiment. Paris était fort sombre. On répandait le bruit que le jour de l'ouverture du Corps législatif l'Empereur demanderait la dictature, et que des mesures seraient prises pour qu'elle ne fût pas refusée impunément. Je dirais mal l'excès de crainte qui s'était emparé de mes facultés; non, je n'ai pu sans frémir voir si longtemps mon père chéri (2) en lutte avec le despotisme le plus redoutable et acceptant avec empressement la responsabilité des événements les moins prévus.

J'allai trouver M. Réal. Il me sembla qu'il regardait

(1) Marie-Anne Barilli, célèbre cantatrice, née à Dresde (1780 1813).

(2) M. de Chastenay faisait alors partie du Corps législatif.

l'invasion comme imminente. « Trois mois de confusion, me disait-il, et après cela tout s'éclaircira de nouveau. »

Dans la matinée du 19, le concours fut peu nombreux sur le passage de l'Empereur se rendant au Corps législatif; la pluie tombait par torrents, et le rapprochement des parapluies formait comme une espèce de tortue. Quelques exempts de police, mêlés parmi la foule, crièrent : *A bas!* à plusieurs reprises, et l'on put croire que ce cri, le seul qui dans tout le trajet eût été entendu, s'adressait à l'homme du Destin. Il montra un air calme, et même indifférent, et cette affectation parut à quelques députés l'effet d'une altération mentale.

Déjà, quelque temps auparavant, Napoléon s'était trouvé malade; on prétendait que la tête lui avait tourné pendant quelques jours. On le crut assez facilement, car c'était une idée commune qu'il était sujet à des spasmes de colère et à des accès de mal caduc. Il est trop vrai qu'il s'abandonnait sans frein à son penchant irascible, mais je ne puis croire qu'il fût sujet au mal caduc; du moins il n'en a jamais éprouvé l'apparence d'une crise en public.

Son discours fut très simple. Il réclama le concours des députés ainsi que celui des sénateurs, et promit la plus prompte communication des négociations entamées pour la paix.

La paix, c'était alors le vœu des citoyens véritablement sages. L'étoile qu'on voulait entrevoir, l'étoile que quelques âmes exaltées se flattaient d'avoir pour guide dans une voie inconnue, se trouvait tellement dérobée aux regards par les ouragans et les nuages, qu'il fallait un miracle pour les lui faire percer; et dans ce cas encore suffirait-elle pour éclairer tout l'horizon? La paix offrait à l'Empereur la seule ancre de salut qui lui restât

encore. Ses vrais serviteurs la désiraient ardemment ; le prince de Bénévent lui-même, ami du duc de Vicence et jouissant encore d'un crédit personnel sur les arbitres de la plupart des cabinets de la coalition, avait joint toute son influence pour faire décider un traité. Le duc de Feltre, au contraire, accoutumé durant un temps si long à disposer de la victoire en disposant des instruments de la guerre, assurait Napoléon de ses ressources et l'encourageait à dicter « que l'ennemi, même arrivé sur les hauteurs de Montmartre, n'obtiendrait pas de lui l'abandon d'un seul village », bravade dangereuse et qui forçait malgré eux les esprits à supposer qu'on verrait l'ennemi à Montmartre.

Il y avait alors un désordre affreux dans toute la France. Le typhus désolait les hôpitaux, moissonnait les médecins et menaçait Paris, pendant que la Lorraine, une partie de la Champagne, les frontières de Bourgogne, étaient en proie à ses ravages. La conscription amassait des hommes jusqu'aux portes des casernes, pour les y faire mourir de misère et de faim. Il faut l'avoir vu pour savoir, pour comprendre à quels excès d'impéritie, de violence, de malheur, toutes les mesures étaient portées.

Le découragement des gens attachés à l'état de choses existant était extrême ; les gens de ce bord, ceux mêmes qui n'auraient eu pour vertu que des lumières, étaient au désespoir et voyaient un abîme creusé par l'insensé Napoléon. On me dit qu'un jour Mme Regnaud de Saint-Jean d'Angely avait été faire une visite à Mme Delaborde et était entrée par méprise chez sa respectable belle-mère. Cette bonne dame crut devoir ne parler que de paix. C'était une conversation que la politique tolérait, et que l'humanité pouvait soutenir. « La paix, dit

Mme Regnaud, la paix avec *cet homme-là !* C'est impossible absolument, et l'on ne saurait y penser. »

D'autres, comme M. de Bassano et son épouse, qui aurait dû se contenter des hommages dus à sa jolie figure, étaient déchaînés scandaleusement contre toute idée de la paix. On jouait chez eux l'étrange facétie de deux automates parlants qui représentaient le prince de Bénévent et le duc de Vicence, et s'écriaient sur différents tons rendus plus ou moins ridicules : « La paix, la paix, la paix ! »

CHAPITRE XXIV

Composition du Corps législatif. — Régnier, duc de Massa, nommé président par l'Empereur, en violation de la Constitution. — Commission élue par l'Assemblée pour donner son avis sur la question de paix ou de guerre; Laîné, Maine de Biran, Gallois et Flaugergues. — Sentiment de la Chambre. — Pression du gouvernement sur les députés et sur la rédaction du rapport. — Suppression de sa lecture en séance publique. — Conseil particulier tenu chaque jour chez l'Empereur. — Impression du rapport; sa destruction, fermeture du Corps législatif. — Rôle singulier de M. de Bourrienne. — Suite de la renaissance du royalisme; la cocarde blanche à Dijon. — Imprudences dans les salons aristocratiques. — Opinion de la reine Hortense. — Le *Duguesclin* d'Arnault. — Les députés reçus aux Tuileries le 1er janvier 1814. — Paroles malséantes de l'Empereur. — Le rapport de M. Laîné est publié en Angleterre.

Le sol sacré de la France avait arrêté l'ennemi; les souverains coalisés avaient fait envoyer de Francfort des notes plus ou moins officielles pour préparer un traité, différent sans doute de celui de Prague, mais décisif pour notre repos. Ce furent ces notes que l'on communiqua au Corps législatif et qui n'y furent même lues qu'en comité secret.

Cette importante session, dont la durée ne fut que de dix jours, méritera dans un temps plus calme l'attention des gens réfléchis et fixera celle de l'Histoire.

Les membres de cette Chambre, au nombre de près de quatre cents, y compris ceux d'Italie, de Hambourg, de Hollande et de toutes les contrées réunies à l'empire, ne comptaient parmi eux ni hommes turbulents, ni fac-

tieux. Le plus jeune avait quarante ans, âge fixé pour l'admission. Ils recevaient un traitement d'environ dix mille francs. Élus candidats dans leurs départements, ils devaient ensuite leur nomination au triage que faisait le Sénat. L'intrigue et les petits intérêts avaient, sans doute, leur part dans les choix; mais si beaucoup de chances pouvaient être favorables à des hommes médiocres, les hommes honnêtes en avaient davantage. Cette assemblée, à laquelle je me plais à rendre une justice que je lui dois, ne renfermait pas de grands talents de tribune, mais une grande somme de connaissances pratiques. Ses membres presque tous avaient été des administrateurs, des employés principaux, et figuré, à différentes époques, dans les ministères. Plusieurs avaient fait partie de diverses assemblées ; quelques-uns étaient d'anciens magistrats. Peu d'entre eux étaient sans fortune. Tous avaient droit à quelque considération. Leur existence était généralement moyenne : sur environ trois cents Français on ne comptait pas, je pense, au delà de douze ou quinze hommes de qualité et d'une cinquantaine de gentilshommes. Mais il y avait longtemps que toutes les nuances avaient disparu, et chacun n'avait plus que la conscience de sa propre valeur, ou le secret de sa propre vanité.

Ces députés se connaissaient peu. Leurs sessions avaient été courtes. Les comités chargés de faire la paraphrase des propositions des ministres et d'encourager les votants, se nommaient d'ordinaire à la prière de ceux qui désiraient en faire partie, afin de se mettre en vue, d'obtenir un titre ou une croix, une place quelquefois pour soi ou pour les siens. Cela était presque indifférent. Mais dans le moment de l'orage ou du danger, tous s'élevaient au-dessus d'eux-mêmes ; l'horreur

d'un despotisme désastreux et insensé, le besoin de mettre un terme à ses folles entreprises et de sauver la patrie en obtenant une paix modérée par les circonstances et commandée par la raison, le vœu de l'honneur, enfin, faisaient tressaillir les âmes. La commission qui devait servir d'organe aux sentiments de l'Assemblée nationale, — et je lui donne ce titre parce qu'elle en prit le rang, — la commission fut soustraite à l'intrigue. La bonne foi éclaira bien vite les renseignements, et le scrutin donna en quelques heures les noms de Laîné, Flaugergues, Renouard, Gallois et Maine de Biran.

Une circonstance particulière avait déplu à l'Assemblée et contribua peut-être à causer une première exaltation. L'usage déterminé par la Constitution voulait que le président du Corps législatif fût choisi dans son sein et nommé par l'Empereur entre trois candidats élus par leurs collègues. M. de Montesquiou, président depuis deux ou trois ans, sans avoir les talents qui avaient donné tant d'influence à M. de Fontanes, avait acquis l'ascendant que procurent un caractère doux, un ton poli, des manières obligeantes; mais il venait de passer au Sénat, où l'Empereur, craignant un peu de fermentation, avait placé douze ou quinze hommes dévoués, comme d'efficaces réfrigérants. Au lieu de suivre les formes et de se faire proposer des candidats à la présidence, l'Empereur, par un mépris trop imprudemment affiché pour une assemblée, muette sans doute, mais qui avait le droit de parler, osa nommer de lui-même un président entièrement étranger à ce corps, le duc de Massa, jadis M. Régnier, longtemps ministre de la justice, bon homme assurément et non dépourvu d'instruction et de l'habitude des affaires, mais lourd, apoplec-

tique et, enfin, hors d'état de se concilier une assemblée à qui sa présence faisait affront.

M. Laîné, avocat de Bordeaux, âgé d'environ cinquante ans, était depuis plus de cinq ans membre du Corps législatif ; il ne pouvait plus y siéger qu'en vertu de la prorogation et avait hésité à s'y rendre. Modeste et sensé, il était peu connu ; mais lorsque le talent et les mérites furent invoqués pour venir au secours de l'État, les confidents de ce mérite, de ce talent qui ne cherchait point l'éclat, le firent briller en le découvrant : M. Laîné obtint tous les suffrages. Une vie pure, une considération parfaite dans son pays, des traits du désintéressement le plus noble, tout fut dévoilé en un jour et saisi avec enthousiasme.

M. Maine de Biran, son compatriote, eut pour droit aux suffrages l'estime qu'on faisait de sa probité, de ses principes ; il aimait la métaphysique et passait pour un homme très droit et très instruit.

M. Gallois fut nommé à peu près aux mêmes titres, et si M. de Talleyrand avait eu dans l'Assemblée quelque influence, elle eût pu contribuer à cette nomination, non que je regarde M. Gallois comme un agent de parti, j'en suis loin, mais ses relations de société se trouvaient à peu près toutes dans celles de M. de Talleyrand.

M. Flaugergues, Dauphinois, homme ardent en opinions et en paroles, fougueux même, j'ai lieu de le croire, mais honnête homme et bon citoyen, s'était fait remarquer dès la première séance par une discussion libre et courageuse qu'il avait eue avec le président illégalement nommé.

M. Renouard, enfin, auteur tragique bien connu et Provençal, passait pour avoir des idées libérales et pour un homme de caractère. Il ne devait pas aimer un gou-

vernement qui avait fait plier tant de fois ses *Templiers* sous le joug de la censure et rejeter de la scène française ses *États de Blois* sur un seul mot de l'Empereur.

Le choix de la commission, l'unanimité des suffrages, épouvantèrent le ministère sans qu'il osât, toutefois, le témoigner tout d'abord. On eut recours à l'intrigue, et bientôt quelques membres, parmi lesquels il faut nommer l'ardent orateur Dumolard, se dévouèrent à l'autorité et passèrent pour les espions des comités secrets de l'Assemblée. Les ministres appelèrent auprès d'eux les députés de leur connaissance. M. Decrès, qui, pour sa part, s'était chargé d'en haranguer une douzaine, leur disait : « L'Empereur est un Dieu, c'est de l'adoration qu'on lui doit », et, reprenant un style moins élevé, il leur représentait « que c'était *en famille* qu'il fallait laver le linge sale », image désagréable et qui fut encore employée dans une grave circonstance.

Ces petits moyens dégradaient la cause pour laquelle on les employait. Au contraire, une idée nouvelle, une idée de liberté, se présentait aux esprits ; elle réveillait le patriotisme, ce sentiment qui ressemble à l'amour par son attrait, son emportement, ses méprises et son inconstance. Les hommes les plus éloignés de vouloir une révolution ne voyaient le salut de la France et de l'Empereur, c'est-à-dire d'un gouvernement de quinze années, que dans l'énergie du Corps législatif ; leur opinion la soutenait. L'ancienne opposition à ce gouvernement même, surprise de quelque espoir vague, applaudissait avec transport, mais non sans effroi. La paix, enfin, était indispensable aux yeux de tous ceux qui n'étaient pas aveuglés ; le Corps législatif pouvait seul l'obtenir, seul il pouvait ménager à l'Empereur le moyen de céder d'une manière honorable et de con-

server sa dignité. Il semblait que la bassesse et les vils intérêts étaient désormais d'un seul côté, et que les sentiments généreux étaient seuls, de l'autre, pour proclamer la paix, l'honneur et le salut de l'État. Quand de telles directions se trouvent tracées, les progrès de l'opinion deviennent irrésistibles.

L'Empereur fit une grande faute. Il crut atteindre au port en éteignant le fanal ; ses flatteurs eux-mêmes, sous l'influence de sa séduction, le précipitèrent dans les écueils, et ceux qui méditaient sa perte, en grossissant la foule des flatteurs, s'employèrent à le faire tournoyer au bord de l'abîme. De plus sages pourtant, Regnaud de Saint-Jean d'Angely et Cambacérès, mis en rapport avec la commission, eurent bientôt, avec elle de franches relations établies par un but commun, la paix et le repos de l'État. Il était trop visible que, pour obtenir la paix, ce n'était pas à genoux qu'il fallait la réclamer, et qu'il faudrait demander à la nation épuisée de nouveaux et grands sacrifices; mais c'était en renonçant à des projets gigantesques et à des mesures arbitraires ; enfin, c'était en substituant un empire constitutionnel à une tyrannie militaire qu'il fallait payer par avance et décider les sacrifices.

La rédaction du rapport de la commission était une chose bien importante : chaque syllabe allait porter; ce rapport devait jalonner la route incertaine de notre avenir.

Cet important document fut enfin rédigé, mais de plusieurs mains. Les commissaires dévoués à l'Empereur obtinrent des retranchements, des modifications, et acceptèrent en même temps de fortes vérités, quoique soigneusement mitigées, parce que la raison, la sagesse, la prudence exigeaient ce mélange mesuré. Les comités secrets, repoussés si longtemps, par l'influence du gou-

vernement, dans les sessions précédentes, étaient alors pour lui une garantie de sécurité. Ce fut donc en comité secret qu'eut lieu la lecture de ce rapport si péniblement élaboré, mais l'impression en fut d'autant plus vive; les échos du dehors en firent connaître quelques traits, et quoique lu en manuscrit, portes fermées, ce fut en réalité le manifeste de la France soulevée contre le despotisme et les excès de Napoléon.

Il faut se reporter à cette époque et se rappeler la compression des esprits pour se faire une idée exacte de la sensation produite par la lecture que fit M. Laîné dans l'enceinte législative; elle y causa une indicible émotion. C'étaient les accents mâles de la sagesse réclamant avec courage en faveur de la liberté et nous montrant la paix et le salut de l'État, nos seules espérances, en un mot, dans le retour à la raison. Le lendemain fut indiqué pour la séance publique où devait avoir lieu une nouvelle lecture.

On peut imaginer quel empressement avait fait rechercher les billets de séance et envahir les places des tribunes ; mais l'attente générale fut entièrement déçue. J'ai dit que le gouvernement avait fait travailler les députés eux-mêmes. Il était soutenu par une minorité, et cette opposition, taxée de vénalité, petite et maladroite, n'avait servi qu'à monter les esprits. Une fois pourtant, afin de prévenir tout soupçon, les députés en comité secret répondirent à quelque inculpation prématurée, en se levant tous ensemble pour renouveler leur serment de fidélité à la Constitution. J'ai appris de M. Laîné lui-même que cet incident fut rapporté presque aussitôt à la commission, et que M. Renouard s'écria avec feu : « Courage, mes amis ; c'est au quatrième acte que je place mes serments! »

Quoi qu'il en soit, la discussion s'engagea sur la question de lecture publique. L'intrigue, peut-être plus encore la peur ou même la prudence, et enfin les efforts du président et de ses agents, privèrent les tribunes de la scène qu'elles attendaient. On discuta ensuite la question relative à l'impression du discours, et, malgré les efforts inouïs de la mauvaise foi et de la cabale, l'impression fut votée et des ordres donnés pour qu'elle eût lieu sans retard.

Un conseil particulier s'assemblait chaque soir, ou plutôt chaque nuit, chez l'Empereur. Les alliés entraient en France, et le gouvernement ne paraissait songer qu'à combattre corps à corps un autre ennemi, plus redoutable pour lui, qui était la représentation nationale. On était informé, dans le monde, de l'esprit qui présidait à ces comités nocturnes. Regnaud de Saint-Jean d'Angely s'y distingua par sa modération, par le courage et le talent qu'il mit à soutenir des opinions fermes et sages. Il voulait que l'Empereur s'appuyât sur le Corps législatif, qu'il s'en fît un moyen puissant de popularité nouvelle, tandis que des efforts inaperçus, mais efficaces, atténueraient graduellement une première effervescence et rallieraient au gouvernement des hommes qui n'étaient point et ne pouvaient être factieux. Cambacérès était de cet avis. Le duc de Rovigo, comme chef de la police, voyait de graves inconvénients à employer la force contre l'opinion qui la brise. Mais le jeune ministre de la justice, M. Molé, fut accusé d'avoir proposé les mesures les plus violentes : fusiller la commission, incarcérer plusieurs députés, telles étaient, disait-on, ses idées. Je ne rapporte que ce qu'on affirmait. On citait l'exemple de Louis XVI et de sa séance royale, et le danger d'avoir souffert la réplique séditieuse de Mira-

beau. Cet exemple était mal choisi; d'ailleurs, Louis XIV, dans ses *Mémoires,* avoue qu'un roi serait dans un grand embarras s'il lui fallait chaque jour faire usage de sa puissance.

Le vote de l'impression parut au gouvernement comme le coup du tocsin ; il y répondit par un acte d'arbitraire inouï. Dans la nuit du 29 au 30, les presses du libraire Hacquart furent saisies, les planches brisées, les exemplaires mis au pilon, et, dès le point du jour, on fit afficher sur les portes fermées du Palais législatif que la session était ajournée.

A l'occasion de cette mesure, on peut proposer comme un exemple à méditer la conduite tenue dans ces circonstances par M. de Bourrienne, devenu successivement le camarade, l'ami et la créature de Napoléon, puis,enfin disgracié par lui avec éclat. Cet homme, rempli d'esprit, dévorait en lui-même le chagrin qui rongeait son cœur ulcéré ; il était resté lié avec ses anciens camarades, et le duc de Rovigo en faisait son conseil. M. de Bourrienne a dit que, dans l'état de la crise, ne voyant plus à l'Empereur que le secours du Corps législatif, mais y voyant, s'il en faisait usage, le moyen certain de son salut, il n'avait rien épargné pour le lui faire détruire de ses propres mains et provoquer l'aveuglement de ceux qui semblaient vouloir résister à un coupable entraînement.

Des conseillers plus sages, quoique sous l'influence d'illusions produites par l'intérêt et la faveur, essayèrent de modérer la colère qui avait dicté la fermeture du Corps législatif. Le duc de Massa fut du nombre, et il est juste de reconnaître qu'il réclama généreusement la sûreté des personnes. M. Réal parla lui-même; il voulut montrer à l'Empereur que cet élan, dont il s'effarouchait,

ne tarderait pas à se calmer, et que le budget voté au Corps législatif aurait pour lui de grands avantages. « Vous parlez à un sourd! » criait Napoléon ; ce fut sa seule réponse, qu'il répéta cent fois.

Cependant, l'idée du royalisme et celle du retour des Bourbons commençaient à se répandre et presque à se populariser.

Je me croyais folle en découvrant le secret ou le changement de tant de pensées. L'imprudence me désespérait. Chaque soir, trente personnes se trouvaient chez nous et voulaient même d'abord s'appeler en riant les conjurés. Je m'y opposai avec force, et je réussis à écarter cette dangereuse plaisanterie. Les jeunes dames portaient des bagues où l'on avait gravé : *Domine, salvum fac regem.* Dans ces réunions, on commentait le journal, les rapports et les événements. Mon oncle, M. d'Herbouville, était l'oracle de ces groupes délirants. Quand il était couleur de rose, comme on disait, chacun recueillait ses paroles et vantait sa capacité. Je le vis baisser sensiblement de crédit durant une semaine où il voyait moins en beau. Il eut besoin de se relever par ces grands mots : « Je suis couleur de rose. » Il est de fait qu'alors, et sans le révéler à la société enthousiaste dont il faisait partie, mon oncle voyait chaque jour le général Dessolles et le disposait à une direction qui fut singulièrement utile dans la suite.

Quant à moi, considérée comme tout à fait indigne au milieu de ce monde exalté, et redoutant avant tout l'anarchie d'une nouvelle révolution, je ne pouvais m'empêcher de considérer froidement la situation de ces personnes qui s'exposaient de gaieté de cœur, et pour lesquelles il me semblait que nous seuls serions exposés à payer tant d'imprudences. Je ne doutais pas que notre

maison ne fût surveillée, et je ne dirai pas combien de fois je ne me suis endormie qu'au jour, remplie d'inquiétude pour mon père, membre du Corps législatif, pour mon frère, pour Henriette, que je voyais au moins exilés.

Les autres n'étaient pas aussi exposés qu'eux. Mme de Jumilhac avait un mari général qui se trouvait alors à Mayence, soutenant intrépidement les horreurs de l'épidémie et conservant à l'empire cette importante forteresse. Les Crillon, plus prudents que les autres, avaient d'ailleurs leur fils, frère et mari, Prosper, qui se battait à Nogent, près du maréchal Oudinot, dont il était aide de camp. D'autres étaient plus ou moins dans le même cas. M. du Roure, simple auditeur, travaillait à assurer le ravitaillement de l'armée et courait de village en village. M. de Maillé, maire du sien, se ceignait de son écharpe, à l'ordre de son sous-préfet, et, plus d'une fois, quitta les entretiens de royalisme pour lever des soldats et des réquisitions de tout genre. Toutes ces inconséquences, non senties, me faisaient une sorte d'horreur. Les jeunes gens, même ceux de notre monde, ignoraient totalement les Bourbons. MM. d'Hervilly, au service, disaient très sérieusement à Mme de Jumilhac : « Ma tante, apprenez-nous ce que c'est que les Bourbons. » Enfin, dans ce même temps, M. de Bourmont, à Nogent, retenait l'armée ennemie et ruinait cette malheureuse ville par une héroïque défense.

C'était pour ainsi dire dans le camp ennemi que je lisais mieux sa défaite. M. Després, secrétaire des commandements de la reine Hortense, me parlait, comme d'une féerie, du dernier éclat de la Malmaison, où la représentation durait encore. C'était dans l'intérêt d'une bonne œuvre que j'avais vu M. Després, et je m'applaudis d'avoir eu cette occasion de reconnaître un excellent

homme, un homme distingué par beaucoup de talent et d'esprit. Ces ornements, ces lumières, cette musique, cette Cour enfin, ce prestige brillant dont il jouissait la veille, il le voyait s'évanouir, et la reine Hortense, disait-il, qui à peine avait osé y croire, ne s'abusait pas plus que lui.

L'Empereur avait forcé tous les agents de l'autorité à se replier sur Paris. Cette mesure, désespérante beaucoup plus que désespérée, avait peuplé Paris de gens qui étaient dans la consternation et n'avait laissé nulle part aucun centre de ralliement au gouvernement impérial. Des proclamations incendiaires avaient glacé tous les esprits au lieu d'échauffer leur ardeur. On crut produire un grand effet en faisant représenter à Paris le *Duguesclin* de M. Arnault. Je ne sais quel effet une bonne pièce aurait pu produire, mais l'œuvre bizarre du poète se bornait à montrer prisonnier sur parole le connétable de France et de Castille. L'épée était enlevée de ses mains, et l'action roulait sur un Juif usurier. Certes, ce moyen secondaire était faible.

Le premier jour de l'an 1814 arrivait le surlendemain de l'inconséquente et despotique mesure prise contre le Corps législatif. Le grand chambellan, comme de coutume, écrivit aux questeurs que tous les députés seraient reçus en costume. Plusieurs d'entre eux ne jugèrent pas convenable d'aller sitôt rendre un hommage à l'ennemi de la liberté; d'autres n'y virent sans doute qu'une simple formalité, et, quels que fussent leurs motifs, il s'en présenta un grand nombre. Ce fut alors que l'Empereur, oubliant toute dignité, leur adressa en phrases coupées, en termes vulgaires et dans un vrai délire, le plus extravagant discours qui soit jamais sorti de la bouche d'aucun personnage marquant. « Vous m'avez fait plus de tort, leur disait-il

en marchant et passant au milieu d'eux, que dix batailles perdues; il fallait savoir laver le linge sale en famille. — Qu'est-ce qu'un trône? Quatre morceaux de bois et du velours vert par-dessus. — M. Laîné est un méchant homme. Il traite avec le prince régent par le moyen de l'avocat de Sèze », etc. Quelques personnes ont écrit ce rêve parlé, à mesure que tant d'expressions fantastiques affluaient sur les lèvres de l'orateur enivré de sa propre abondance; je ne veux pas en citer plus.

M. Laîné, averti de la tirade si violemment dirigée contre lui, alla trouver le duc de Rovigo, eut lieu d'en être satisfait, et partit sans délai pour Bordeaux, sa patrie. Je dirai plus loin toute la part qu'il eut à l'événement du 12 mars.

Les députés se comportèrent isolément chacun avec prudence. La plupart évitèrent de retourner chez eux et restèrent à Paris, prêts à tout événement. Au risque de tous les dangers, ils avaient rendu à la France une existence propre et nationale, s'il est permis de parler ainsi. Nous n'étions plus, aux yeux des étrangers, les esclaves de Bonaparte; nous étions une nation qui avait fait sa propre gloire, qui en avait été séduite elle-même, mais qui pouvait dire à l'Europe : « Les vertus de ce pays sont à lui, ses torts sont au maître qui prétend continuer son asservissement. »

Le rapport de M. Laîné fut publié en Angleterre longtemps avant de l'avoir été en France. Durant l'hiver, nous eûmes chez nous une copie furtive de ce morceau célèbre; elle n'était confiée qu'avec une réserve extrême et sous le sceau du plus grand secret. Cet écrit politique, connu plus tard, n'a pas répondu de tous points à l'idée qu'on s'en faisait alors; mais c'était le gland qui recélait un chêne dans ses germes.

CHAPITRE XXV

Campagne de France; le territoire envahi sur divers points. — État des principales places fortes : Huningue, Besançon, Strasbourg, Metz, Bar-le-Duc, Anvers, Valenciennes. — Wellington et Soult dans le Midi. — Les troupes de Suchet. — Ney envoyé dans l'Est pour recruter des troupes. — Commissaires extraordinaires députés dans les départements : M. de Valence à Gray, Cuvier en Lorraine, M. de Ségur à Dijon. — L'Empereur préconise une guerre de partisans. — Marche lente, mais continue, des troupes alliées. — Une partie de l'opinion fonde des espérances sur les sentiments français que l'on suppose à Bernadotte. — Préparatifs de défense à Paris. — La garde nationale; sa composition, son esprit. — Bataillons de l'École de médecine et de l'École de droit. — Dévastation du bois de Boulogne et du parc de Vincennes. — L'École polytechnique. — Manufacture d'armes organisée par Réal. — Affluence de conscrits; leur dénuement. — Nos troupes en Champagne et en Picardie; leurs excès.

Les étrangers, je l'ai dit, étaient en France. Le 19 décembre, jour où le Corps législatif avait inauguré cette session mémorable, le prince de Schwarzenberg, l'artisan principal du mariage de Marie-Louise, avait passé le Rhin sur le pont de Bâle avec l'avant-garde autrichienne. La neutralité suisse était violée par cette marche hardie, mais on prétendit qu'aux Suisses il ne fallait dire que : « Le cordon? » bon mot qui prouve moins l'insouciance du moment que l'ignorance d'un danger réel et l'espérance vague d'un changement. M. de Talleyrand disait : « C'est le commencement de la fin. »

Les mesures de défense étaient si peu disposées que

le commissaire ennemi chargé de ramener sur notre territoire M. Auguste de Talleyrand, notre ambassadeur près des Cantons, ne trouva pas un seul poste et fut obligé de remettre l'ambassadeur au sous-préfet de Remiremont. Le préfet du Haut-Rhin, M. de La Vieuville, presque par ses seules forces et sans presque d'autres ressources que des gardes nationales organisées rapidement et des bataillons de conscrits à peine complétés, essaya de tenir dans Huningue, et il y parvint. Ce préfet, homme estimable et doux, n'avait jamais donné l'idée d'une capacité prodigieuse; il est bien vrai que son fils unique avait péri à Kœnigsberg, après la retraite de Moscou, et quand de pareils chagrins ne font pas maudire et rejeter la cause qui les a produits, ils doivent, ce semble, y lier pour toujours. Ce que je puis dire, c'est que Huningue résista longtemps, et que lorsqu'elle se fut rendue, M. de La Vieuville, presque honteux de sa célébrité et de l'honneur qu'il avait mérité, prétendit ne les devoir qu'aux bons effets produits sur le général commandant la garnison par la table succulente du préfet.

Les Autrichiens s'avancèrent pas à pas dans la direction de la Franche-Comté. On les attendit à Besançon, qui fut mis en état pour soutenir un blocus et en effet ne fut guère que bloqué, sans avoir jamais été pris. On jugea que Langres serait le point où les armées étrangères devraient se réunir.

Nos places étaient peu en mesure de résister. L'Empereur avait prodigué les millions dans toutes les villes fortes depuis Dantzick et au delà, et avait oublié la France. Il faut avouer aussi que depuis bien longtemps on avait perdu toute idée de l'utilité dont serait à la France l'ancienne ligne de Vauban. C'était pour nous le

præmium d'une cité qui se fonde à peine, et si les murs de Metz, si ceux de Lille étaient encore debout, quoique assez mal entretenus, c'était sûrement par un respect de préjugé plutôt que par l'effet d'un calcul.

La seconde colonne ennemie, assez longtemps après le passage à Bâle, pénétra lentement par Spire, en laissant Mayence bloquée. Cette colonne était composée de Russes, de Cosaques, de Tartares; il s'y trouvait jusqu'à des Baskirs, armés de flèches, quoiqu'on en ait vu fort peu. Mon cœur se serre encore en pensant à cet effrayant envahissement, et je n'exprimerai jamais ce qu'il m'a fait éprouver.

Strasbourg avait pour toute garnison sa garde nationale et de nouveaux conscrits. Strasbourg s'est conservé; honneur à ses braves habitants, honneur à son préfet M. de Lezay, qui devait survivre si peu! Cette grande forteresse fut bloquée. Un général de cavalerie, Milhaud, excita le zèle des Alsaciens; il y eut dans les montagnes une sorte de levée en masse. Il faut le dire, à la honte de l'Empereur, avec un peu plus d'efforts on eût repoussé l'ennemi; du moins on le tint en méfiance par cette espèce d'élan qui put lui en imposer.

La garnison de Metz était dans le même état que les autres, et la place fut encore plus mal munie; mais ce qui désolait la Lorraine était le fléau de la maladie que la misère avait fait germer chez nos soldats, fléau terrible qui s'était répandu dans les campagnes et dans les villes. Tout périssait; l'arrivée de nouveaux pestiférés causait la mort des convalescents près desquels il fallait leur donner un asile. Les Sœurs de charité, les infirmiers, les médecins, les habitants enfin devenaient partout victimes. Bar-le-Duc fut un véritable théâtre de douleurs, mais je tiens de Mme de Sainte-Aulaire que

les prisonniers espagnols, pénétrés de reconnaissance pour les bons traitements qu'ils avaient reçus, et surtout des sentiments de pitié qu'inspire la religion, prodiguèrent leurs soins aux malades et furent victimes en grand nombre, sans jamais se rebuter.

Ce qu'il y avait d'affreux, c'est qu'on manquait de secours; le gouvernement ne paraissait pas préoccupé d'en fournir de sérieux, et ses affidés prétendaient que « le moyen d'amortir la contagion est de l'étendre ». Elle s'étendit en effet : Langres en fut bientôt ravagée. Cette ville paraissait le premier objectif des colonnes ennemies; elle devint le point de défense sur lequel sembla se fixer tout d'abord l'attention de l'Empereur. On fortifia ses antiques murailles, on y fit entrer une partie de l'invincible garde; on disposa un camp entre Langres et Chaumont, mais les préparatifs de ce camp se bornèrent à peu près au pillage d'une quantité de grains et de fourrages qu'on accumula en divers lieux. Les commissaires des guerres, les chefs de corps, les agents du gouvernement enfin se comportaient dans nos départements comme en territoire ennemi.

Le Brabant fut bientôt couvert de troupes étrangères. Les Anglais assiégeaient Anvers, et cette importante cité, dont nos trésors avaient fait un port de guerre, un chantier de construction, et où nous avions douze vaisseaux; Anvers avait à peine les moyens de résister. Carnot y porta ses talents et répondit de la conserver. Cet homme, dont j'aurai malheureusement trop à parler plus tard, était depuis longtemps sans emploi; il s'offrit lui-même dans le danger, fut agréé et servit bien.

Mais les troupes étrangères ne cessaient de faire des progrès. Le général Maison leur opposa plusieurs fois les efforts d'un brillant courage; il fut blessé. Les Prus-

siens surtout venaient de ce côté, et le général ne put que se retirer dans Lille, qui fut bloqué presque aussitôt. Valenciennes le fut peu après. Il est remarquable que dès ce temps la Flandre ne regardait point l'invasion comme un malheur. On y attendait une catastrophe, on la désirait avidement. Il n'y a point d'effet sans cause : les tribunaux d'exception établis depuis peu pour les douanes portaient la désolation et une sorte de terreur chez les habitants de cette province, exaspérés d'ailleurs par les vexations de tout genre auxquelles le prétexte de la guerre les exposait depuis longtemps.

Partout le mécontentement était porté à son comble. Personne n'ignorait que tous nos ports sur l'Océan étaient à la merci de la marine anglaise. Pour compléter l'armée qu'il venait de perdre sans profit à Leipsick, l'Empereur avait appelé les matelots et les canonniers de la marine.

Wellington pénétrait par la voie de Bayonne dans le Midi : la renommée de sagesse et d'humanité qu'il s'était faite, la discipline qu'il savait maintenir parmi ses troupes, la prodigalité avec laquelle il acquittait les moindres livraisons qu'il était obligé de requérir (1), tout était présenté en opposition avec la conduite de Soult, stationné comme son adversaire sur les rives de l'Adour : des réquisitions immodérées s'étendaient, pour cette seule armée, au delà d'Agen et du Quercy. Le pillage était organisé; on eût fait subsister pendant trois ans une armée triple de celle du maréchal avec ce qu'on lui fit consommer en quelques mois. Une réquisition arrivait au camp, on tuait les bœufs, on employait, pour les

(1) Sur la conduite de l'armée anglaise dans le midi de la France, on trouvera des détails très complets, quoique moins élogieux, dans le *Journal du lieutenant Woodberry* (1813-1815). Plon éditeur (1896).

rôtir, le chariot qui les avait amenés, on gardait le charretier sous les armes, et peu de jours après on brûlait un amas de grains ou de fourrages devenus inutiles.

Le maréchal Suchet avait aussi repassé les Pyrénées, mais ce rival de Soult ne se voyait pas sans dépit enlever le fruit de ses exploits et de sa conduite en Espagne; d'ailleurs, il allait se trouver sans armée : ce fut dans son corps d'armée, si bien maintenu et entretenu jusque-là par ses soins, que l'Empereur fit prendre ces beaux dragons, ces beaux cavaliers qu'on reconnaissait à leur teint basané autant qu'à leur air intrépide, et que sûrement on ne reverra plus.

Ney, envoyé du côté de Bar-le-Duc, avec la promesse d'y rencontrer vingt mille hommes, ne trouva guère que deux mille conscrits environ, sans vêtements et presque sans armes.

La première mesure de l'Empereur pour parer à tant de périls fut une conception purement despotique : il envoya des commissaires dans les divers départements avec des pouvoirs arbitraires et des instructions mille fois plus redoutables; mais quelles que fussent les intentions de ces dépositaires d'une aussi exorbitante autorité, l'opinion était trop forte pour leur permettre sur aucun point de la France d'en faire une dangereuse application. Les choix, au reste, presque tous faits dans le Sénat, eurent pour résultat de tempérer les inquiétudes que ces missions auraient pu causer. Je dois à ceux qui furent nommés le témoignage qu'on ne s'est plaint d'eux nulle part.

M. Cuvier, ambitieux et savant, maître des requêtes et créateur de l'ostéologie fossile, véritablement propre à tout, — c'est ce qu'il convient d'ajouter, — accepta une commission, et, comme l'allemand était la langue de

Porrentruy, son berceau, on l'envoya dans nos départements de la Lorraine allemande et du Bas-Rhin. Son absence ne fut pas longue; bientôt à portée de l'ennemi, il demeura si révolté des excès de nos généraux dans leur propre patrie, et fut, je crois, tellement épouvanté et surpris des maux qu'entraînait la guerre dans une contrée si peu destinée à la souffrir, qu'il revint désolé, sans avoir rien fait.

M. de Ségur se rendit à Dijon, M. de Valence à Gray. Jamais on n'aurait pu mieux juger, si on en avait eu le temps, l'influence de l'esprit sur la conduite des hommes, avec l'absence presque totale d'aucun principe. M. de Valence s'agita sur sa route et sur tous les points où il put se porter, et n'apparut que ridicule et préoccupé de son importance; il fatigua sans fruit et mit dans un inutile danger tous ceux auxquels il dut s'adresser. Mais, à peine en situation de faire agir quelques centaines d'hommes peu exercés, il vit la ville de Gray, point essentiellement stratégique sur la Saône, passer sans coup férir sous le joug des baïonnettes allemandes. Il vit dans ces belles plaines les évolutions de leurs hussards, « spectacle plus affligeant qu'effrayant », me disait un de ceux qui l'avaient suivi.

M. de Ségur, à Dijon, comprit bientôt que toute idée de soulèvement en masse serait inutilement excitée; on n'aurait pu réussir qu'un moment, pour exposer les gens paisibles au pillage de quelques brigands. Il rédigea son rapport dans ce sens, fit des proclamations, quelques exhortations, que repoussait une tendance opposée, et, résigné d'ailleurs à cet avenir que l'on touchait de la main, sans pouvoir en rien deviner, il régla sa conduite avec celle du préfet, M. le duc de Brissac. Il lui lisait et lui chantait, ainsi qu'à Mme de Brissac, ses souvenirs et

son divorce, quand il apprit qu'il était prudent de songer à faire retraite. Quelques personnes, animées d'un zèle assez intempestif, avaient ameuté contre lui des gens du peuple; sa voiture fut accompagnée jusqu'à la porte de la ville au refrain, bruyant et trivial : « Bon voyage, monsieur du Molet. »

C'est une chose bien remarquable que le seul espoir de celui qui avait dévasté l'Espagne fût maintenant de constituer une nouvelle Espagne en France. Les agents du gouvernement ne cessaient d'en citer l'exemple. Ils oubliaient la différence prodigieuse qui existait entre notre pays et un peuple encore exempt de révolutions et chez qui elles n'avaient pu causer aucune division. L'Empereur fit des proclamations incendiaires, et par là même très coupables; il ordonna à tous les fonctionnaires, quels qu'ils fussent, de se retirer à l'arrivée de l'ennemi, laissant ainsi les villes à sa merci, sans organes, sans magistrats, sans protecteurs; il prescrivit la levée en masse et l'armement des paysans avec leurs fourches et leurs faux; l'ordre disait que les jeunes filles pouvaient jeter les soldats étrangers par les fenêtres des greniers ou les poignarder endormis, et les enfants couper durant la nuit les jarrets des chevaux mal gardés. C'était vouloir faire brûler les villages et détruire tous rapports d'humanité entre la France et le reste du monde. On invita les plus entreprenants à lever des corps francs, sans solde, mesure atroce dans leur propre pays. J'ai entendu parler de trois chefs de ces bandes singulières : M. de Damas, près de Mâcon, dont l'imprudence fit brûler la ville de Cluny; M. de Janson, près de Nevers, qui se créa plus d'ennemis qu'il n'en osa défier; le plus célèbre enfin, M. Simon, graveur au Palais-Royal, qui le premier, paré de la double épaulette, ne servit pas à honorer

ce genre d'entreprise et à en encourager l'imitation.

De telles barrières n'étaient pas des obstacles; aussi l'ennemi ne cessa d'avancer, mais avec une circonspection qui ralentissait ses progrès. Bientôt la plus ténébreuse incertitude se répandit sur l'état des contrées envahies avec lesquelles toute communication fut interrompue, circonstance pour nous si singulière et si pénible. On ne pouvait pas non plus établir aucune conjecture sur les dispositions des souverains, qui venaient eux-mêmes à la suite de leurs armées. Bernadotte était alors le véritable objet de la confiance générale. Cet homme de guerre, devenu souverain et dont la gloire était française, pouvait-il pénétrer à main armée dans son pays, pour en dépecer les provinces et les livrer aux étrangers? Il était brave, il était Béarnais. Mais arrivait-il en personne? Avait-on reconnu des Suédois? C'était devant lui que Paris devrait s'ouvrir; il en serait le protecteur, et ce serait à l'enfant de nos victoires que seraient dus la paix de la France et le retour de ses anciens rois!

Le retour de ses anciens rois! Cette image n'avait fait que poindre quand les désastres de Moscou avaient pour la première fois détrôné Napoléon dans l'imagination de ceux qui désiraient la réalisation d'un tel vœu. Les incertitudes causées par le combat de Lützen, par le Congrès de Prague surtout, s'étaient trouvées quelque temps éclaircies par les événements de Leipsick. Le retard étonnant de l'invasion, les tentatives de traité à Francfort avaient remis un vague extrême dans les espérances les plus volontairement conçues, quand on apprit qu'un congrès de toutes les puissances s'était ouvert à Châtillon-sur-Seine, le 30 janvier, et que le duc de Vicence y avait été admis.

Le duc de Vicence n'avait cessé d'employer ce qu'il

avait de moyens et de crédit pour décider Napoléon à profiter d'une paix indispensable à son salut; il en sentait alors plus que jamais l'impérieuse nécessité. Il sut arracher à son maître une espèce de consentement pour aller lui-même implorer des conditions bien inférieures à celles qu'un ordre de l'Empereur l'avait obligé naguère à repousser. Dévoué à son souverain, sans doute à cause des faveurs sans nombre qu'il en avait reçues, mais enchaîné surtout à son destin par le tort qu'il lui avait fait, le duc de Vicence se flatta de retrouver quelque ascendant sur l'esprit de l'empereur Alexandre. Il avait résidé près de lui durant l'espace de près de six années, et l'âme généreuse de ce souverain, après avoir considéré comme un acte de justice l'abjuration de funestes soupçons, avait paru s'ouvrir à l'amitié. Mais le duc de Vicence ne put, malgré tous ses efforts, parvenir jusqu'à ce monarque; il erra, il courut de barrière en barrière, avec plus de persévérance peut-être que de dignité. Il tenta enfin de franchir par Châtillon l'enceinte agrandie des alliés; il consentit à tout pour y être reçu. Logé à la Poste et gardé à vue, il dut attendre pendant plusieurs jours la réponse du quartier général des rois, auquel le ministre d'Angleterre, lord Castlereagh, venait de se réunir; mais il n'attendit pas vainement, et le départ des principaux chefs du ministère des relations extérieures attesta, ce qu'on croyait à peine, que les ambassadeurs des différentes puissances avaient ouvert des négociations.

Cependant, l'Empereur restait aux Tuileries, quoiqu'il eût dit le 1er janvier, entre tant de phrases décousues, que l'ennemi aurait à marcher sur son corps avant d'arriver jusqu'à sa capitale. Il était devenu fort gros et passait maintenant pour se livrer avec excès au sommeil

et à la table. Il s'occupait cependant de quelques moyens de résistance. On organisait de toute part les gardes nationales, et, en donnant pour commandant à celle de Paris l'honnête maréchal Moncey, Napoléon prouva qu'il croyait nécessaire de traiter cette grande cité avec des ménagements particuliers; mais comme il lui fallait toujours gâter ce qu'il y avait de bon dans ses mesures, il voulut que le nommé Laborde, chef de la police de l'état-major de la place, homme qu'on avait vu dans la Terreur conduire les victimes au supplice, il voulut que ce Laborde fût l'un des quatre adjudants commandants avec MM. de Brancas, d'Arjuzon et Tourton. Ces trois chefs, satisfaits d'ailleurs d'être nommés, hésitèrent pourtant à accepter, à cause du choix de leur collègue; mais de plus graves considérations firent renoncer à un refus.

Le projet, qu'on avait manifesté, de faire sortir la garde nationale, retarda son organisation. On fit chefs de bataillon, capitaines, etc., les chambellans, les hommes en place; mais tout cela produisit peu d'effet sur le zèle des légionnaires, qui désiraient uniquement préserver leurs maisons et leurs propriétés. Plusieurs de ceux qui aspiraient à une révolution et qui la croyaient plus prochaine, se faisaient inscrire dans ces légions, avec la pensée de se rendre plus utiles avec des armes et un poste que dans un état d'isolement. D'autres, qui formaient les mêmes vœux, évitaient au contraire de se laisser inscrire, dans la crainte d'être obligés de servir l'Empereur malgré eux. On voulut faire un régiment de l'École de médecine et de l'École de droit; le vieux sénateur Lespinasse, désigné pour commander ces jeunes gens, en reçut des insultes graves et eut soin de les dissimuler dans son rapport avec une générosité qui mériterait de faire exemple, en quelque situation que l'on fût.

On alla dans toutes les maisons pour s'emparer, en les payant, des chevaux propres au service. La vexation fut effroyable; M. de Rovigo, présent au Champ de Mars aux essais qu'on en venait faire, répondait avec des jurons aux réclamations qu'on osait hasarder, mais en même temps on achetait au maximum de leur valeur des rosses qui ne pouvaient plus se traîner et que les experts déclaraient bonnes.

Ce ne fut pas tout. On abattit les meilleurs arbres du bois de Boulogne et du parc de Vincennes, pour faire des retranchements aux barrières, et les Parisiens virent tous ces travaux avec une profonde indifférence. On disposa des batteries sur les hauteurs des buttes de Saint-Chaumont(1) et de Montmartre; on exerça au maniement du canon la belle et savante jeunesse de l'École polytechnique. Ces jeunes braves ne se prêtèrent qu'avec une répugnance marquée à l'interruption de leurs études; mais électrisés par ces nouvelles fonctions mêmes, émus tout à coup du désir de se signaler comme citoyens, leurs jeunes âmes s'exaltèrent, et, le jour du combat, ils se sont comportés en héros.

Ce n'était pourtant pas avec de si faibles moyens qu'on pouvait arrêter d'innombrables armées. Je me souviens de l'impression que j'éprouvai en voyant un conseiller d'État, M. Réal, entreprendre une manufacture d'armes de fabrication nouvelle, et se mêler, presque sans le concours des chefs de l'artillerie et même du ministre de la guerre, de faire forger des canons de fusil selon un brevet d'invention. Mais, ce qui était plus déplorable, les conscrits arrivaient de toute part, à quelque titre qu'on les eût fait partir.

(1) Appelées aujourd'hui les Buttes-Chaumont.

Ceux dont les pays avaient été occupés par l'ennemi et qui avaient pu s'y retirer n'avaient pas manqué de le faire ; d'autres se plaignaient de leur malheureux destin, qui les avait fait mettre en route la veille de l'invasion qui les aurait sauvés. Mais enfin ceux qui étaient arrivés aux casernes les trouvaient encombrées et dans un dénuement auquel moi-même je ne pourrais croire, si je n'en avais acquis des preuves multipliées. Ces pauvres jeunes gens, sans lits, sans couvertures, sans bois pour se chauffer, sans ustensiles pour cuire leurs aliments, enfin surtout sans aliments, étaient dans le plus entier dénuement.

On avait décidé qu'ils ne recevraient pas de pain avant que d'avoir été habillés. On a prétendu qu'il était politique de les forcer à dépenser ainsi le peu d'argent qu'ils possédaient, pour prévenir la désertion, et d'après ce principe on leur prenait les vêtements qu'ils avaient apportés, quand on leur donnait l'uniforme. C'était à Courbevoie, c'était à la caserne de Panthémont, à Paris, que de tels abus se commettaient. Une nuit, la disette fit franchir les murailles de cette dernière prison à quelques faméliques qui s'y trouvaient retenus, et les petites provisions des marchands de comestibles qui se trouvaient établis dans le voisinage servirent à apaiser leur faim.

Je l'ai vu, je puis l'attester.

Que restait-il donc maintenant de toutes nos armées victorieuses ? Les débris de celle de Salamanque, sous les ordres du maréchal Soult et opposée à Wellington, dont le progrès lent était toutefois journalier ; quelques corps de l'armée de Catalogne, dont la plus belle cavalerie arrivait chaque jour aux environs de Paris ; quelques corps de la garde impériale, quelques dépôts com-

plétés depuis peu au point de former déjà des régiments d'une belle tenue, et des bataillons de conscrits. On renforçait successivement le corps du maréchal Augereau, qui commandait à Lyon.

On avait distribué ces corps en Picardie, en Champagne surtout, sous les ordres du général Nansouty, du maréchal Oudinot, du duc de Raguse et de beaucoup d'autres. La marche de ces troupes, leur présence dans nos campagnes, dans ces belles plaines de Brie, dans ces belles fermes entourées de meules, symbole d'abondance, enfin les excès de leurs officiers, portaient parmi les habitants l'effroi de leurs propres défenseurs. Accoutumés à vivre en pays étranger, nos militaires y avaient contracté une malheureuse insouciance. Rien désormais ne leur était sacré. Sans magasins, d'ailleurs, sans approvisionnements, le besoin faisait l'excuse de ceux qui se contentaient d'y pourvoir; mais la plupart exigeaient davantage, et la garde impériale surtout. Les généraux ne respectaient pas leurs propriétés réciproques : le maréchal Augereau se plaignait de la dévastation de son château, le général Dulauloy (1) envoyait presque des cartels à ceux qui avaient gâté le sien; on croyait que l'ennemi ne pouvait faire plus de mal, on se persuadait qu'il en ferait moins et que ce serait moins odieux.

Assurément c'était une grande erreur, et si l'on avait connu avec quelque détail ce qui se passait en plusieurs endroits, on eût peut-être redouté davantage ces hôtes singuliers. Mais les maîtres de poste eux-mêmes avaient reçu l'ordre de se retirer à l'arrivée de l'ennemi, toutes les communications étaient supprimées, et l'on restait dans l'ignorance des méfaits commis par l'ennemi dans

(1) Randon-Dulauloy.

les pays qu'il occupait. Les étrangers gardaient de la discipline ce qui pouvait être nécessaire à la sûreté de leurs armées, mais le fardeau en était terrible. Les réquisitions de toute espèce, et surtout de linge, de cuir, d'étoffes, étaient partout immenses. La plupart des châteaux qui se sont trouvés sur leur chemin n'ont guère conservé que leurs murailles, et la présence des propriétaires ne réussit presque nulle part à les garantir. La Champagne et la Picardie, devenues le théâtre de la guerre, furent bien autrement dévastées que les pays traversés seulement par les troupes alliées.

CHAPITRE XXVI

L'Empereur quitte Paris, après avoir essayé d'exciter l'enthousiasme populaire. — Chansons et poésies en son honneur. — Succès et revers. — Prisonniers russes à Paris. — Séjour des plénipotentiaires étrangers à Châtillon, pendant le Congrès (janvier-mars 1814); leur sans-gêne. — Le duc de Vicence sympathique à la population. — M. de Bruère de Vaurois, maire de la ville. — Rupture des négociations. — Saisie d'un convoi de bœufs destinés à l'ennemi. — Le village d'Essarois est sauvé par l'intervention du capitaine Ronot, mais le château est mis au pillage. — Maisons brûlées à Voulaines.

L'Empereur, en quittant Paris, y avait laissé Marie-Louise comme régente ; mais, avant ce départ, que tant d'événements graves devaient suivre, il n'avait rien négligé pour échauffer l'opinion. Il fit dans les rues de Paris, et particulièrement dans les faubourgs, quelques promenades populaires. Les ateliers étaient à peu près sans ouvrage, et, pour assurer des recrues aux bandes qu'il sentait le besoin de sacrifier, il avait, dit-on, défendu, à Paris aussi bien qu'à Rouen, d'employer et de payer dans les manufactures les hommes non mariés encore assez jeunes pour servir. Cependant ses courses préparées parurent produire quelque sensation. Des ouvriers apostés lui parlèrent; il leur répondit simplement. Il y eut des cris de : « Vive l'Empereur ! » Mais tous les secrets furent dévoilés quand on sut que le général Bertrand avait failli tuer le chef des espions dans un maçon, armé d'une règle, qui ne quittait point le

cheval de l'Empereur, et que cette tenue lui avait rendu fort suspect.

Il y eut une représentation d'un caractère fort différent au milieu des officiers de la garde nationale parisienne. Ils furent mandés au château ; l'Empereur vint au milieu d'eux, il leur amena l'Impératrice et leur confia ce dépôt sacré. La présence de son fils, vêtu en garde national, jeune enfant d'une rare beauté, rendit la scène plus touchante. On versa des larmes très sincères; malheur à celui dont le cœur se raidit sous l'influence d'une idée préconçue !

J'ai attaché, malgré moi, un fâcheux augure pour Napoléon au choix que l'on fit de l'air du *Premier Pas* pour chanter patriotiquement son départ. On appela « Ronde de la garde nationale » un vaudeville composé sur cet air par Désaugiers, et dont le refrain était : « Gardez-le bien ! » On fit chanter, sous le nom de *la Lyonnaise,* dans les entr'actes de quelques drames, une espèce de dithyrambe, alors que le maréchal Augereau, cédant à l'opinion des Lyonnais, livrait leur ville aux Autrichiens pour la préserver de l'incendie. Les chansonniers des rues avaient un recueil calqué sur celui des chansons de la Révolution, et il était bien ridicule d'entendre brailler aux carrefours, sur l'air connu de la *Marseillaise :* « Sauvons la France et l'Empereur ! » C'était vouloir tout profaner.

Il partit, ce héros qui n'était plus lui-même, mais il parut avoir retrouvé pour un moment quelque activité. Sa présence, son nom, sa magie pouvaient encore opérer des prodiges. Je ne prétends pas détailler ses plans ni ses opérations ; je ne me reconnais aucune capacité pour les conceptions militaires. Je n'ai jamais pu me faire une idée exacte des mouvements d'une grande armée, et je

me propose seulement d'exposer les événements qui résultèrent des actions et des chances de cette campagne.

Porté presque en un saut jusqu'à Montmirail, l'Empereur y rencontra pour la première fois l'ennemi (1) ; il eut un avantage que l'on crut fort brillant et qui étonna les alliés. Le corps d'armée de Sacken fut coupé, à ce que je crois ; on ne parla plus dans nos journaux que de ses *débris*. Ceux qui tenaient au gouvernement reprirent courage, ceux qui redoutaient les secousses intérieures désiraient que les choses prissent une direction décidée. Ce canon, qui faisait retentir à Paris la grande nouvelle d'une victoire, et qui en annonça successivement d'autres en quelques jours, je croyais qu'il annoncerait la paix, et que le Congrès de Châtillon, qui nous privait d'une flatteuse illusion, nous en donnerait à la fin une compensation durable.

Cependant, la nouvelle direction donnée tout à coup à des événements qui semblaient si près de se réaliser, était de nature à effrayer ceux qui s'étaient déjà fortement compromis, et ne cessaient pas même alors de se compromettre.

Au milieu de cette agitation, on vit arriver à Paris la colonne des Russes qu'on avait fait prisonniers à Montmirail. On recourut à ce petit moyen de les montrer au peuple sur les boulevards, depuis la porte Saint-Denis jusqu'à la place Vendôme ; on leur fit faire quelques insultes évidemment payées. Le plus élevé en grade parmi les officiers qu'on avait ainsi donnés en spectacle se contint avec dignité, mais se plaignit avec fermeté de l'injure, dont le commandant de Paris alla lui faire des excuses. De pareils procédés ne convenaient ni à nos

(1) Erreur manifeste.

soldats ni à notre peuple, et n'étaient point avoués par eux. Et n'avions-nous pas au dehors plus de cent mille des nôtres prisonniers ?

On fit traverser les boulevards à une nouvelle colonne, plus nombreuse. Ces pauvres étrangers portaient sur eux-mêmes l'empreinte de la misère, et la charité parisienne, que rien, cette fois, ne comprimait plus, leur fut manifestée d'une façon attendrissante.

Je ne saurais dire par quelle manœuvre des succès d'abord si brillants furent suivis de quelque prompt revers, mais tout à coup on eut la certitude que notre quartier général était porté à Charenton, quoique l'Empereur n'y fût pas lui-même. Que de vicissitudes dans une campagne si courte et qui, dans mon souvenir, me semble encore si longue !

On savait mal les nouvelles à Paris ; celle du Congrès ne fut pas reçue sans une certaine hésitation, car elle paraissait désolante. J'ai entendu dire par la vieille duchesse de Serent qu'à ce moment, et pour la première fois, le Roi avait désespéré de son retour.

Je tiens à parler, au moins dans ses détails secondaires, d'un congrès qui eut en partie pour théâtre la maison même où j'écris.

La ville de Châtillon était tombée, sans coup férir, au pouvoir des Autrichiens le 21 janvier ; ils n'avaient eu qu'à s'y présenter, un mois précisément après leur passage au pont de Bâle ; mais à partir de ce moment les communications avaient été rompues.

Alors nous avions en ce pays tous nos intérêts de fortune et nous y avions laissé des intérêts plus chers. On aurait peine à croire, si nous ne pouvions tous l'attester, que des ambassadeurs, réunis pour un congrès, se soient comportés au lieu de leurs séances comme des officiers

de hussards en campagne. Le comte de Stadion, logé dans la maison de Mme de Mazirot, ma parente, l'avait obligée d'en sortir, et, durant tout le temps qu'il y séjourna, la maison fut comme au pillage. Il était convenu qu'il devait faire lui-même les dépenses de sa table; mais le bois, les provisions, tout ce qui appartenait à Mme de Mazirot fut consommé à son usage. M. de Humboldt habitait la maison de Mme de Blic; il paraît que son séjour fut moins onéreux. Les Anglais étaient dispersés dans plusieurs maisons de la ville, et ne furent dans aucune ni plus magnifiques, ni plus délicats. Sir Charles Stewart était logé dans notre maison, désespérant ma pauvre bonne. Il faisait les frais de sa dépense de table, mais, comme ailleurs, en nous dévorant. Il nous fallut payer chaque jour je ne sais combien de personnes employées toutes à son service, et tout le vin de mon père y passa, sauf une très petite quantité, murée d'avance dans un caveau. D'ailleurs, toutes les cartes, et entre autres le Cassini complet, furent soigneusement enlevées. Les livres qui parurent de quelque prix à ces messieurs furent emportés avec les cartes, et il est très certain que le secrétaire de mon père fut forcé, à la vérité gratuitement, mais le procédé n'en est pas moins étrange.

Le Congrès donna le secret des dispositions étrangères à ceux qu'une habitude de préjugé entretenait dans l'illusion. Le comte François des Cars, envoyé par Monsieur, ne put obtenir d'être reconnu; à peine séjourna-t-il quelques heures dans la ville, et sous le voile du mystère. Les cocardes blanches de Dijon n'obtenaient pas d'encouragement de la part des Autrichiens en possession de cette ville. L'empereur d'Autriche, logé dans la maison de Mme de Dampierre, ne quittait pas une fenêtre à travers les carreaux de laquelle il voyait le peuple, et en

était également aperçu; on l'appelait l' « Empereur sous verre ». Quand les nouvelles du 31 mars furent arrivées à Dijon, et que le peuple eut été crier : « Vive le Roi! » sous cette fenêtre, l'empereur d'Autriche ne s'y montra plus.

M. de Vicence, cependant, gagnait de plus en plus la sympathie de nos compatriotes bourguignons. Essentiellement aimable, il avait ce genre de bonhomie, de naturel, de simplicité qui réussit toujours auprès des Français. Il avait distingué deux ou trois faiseurs de ce pays, s'était assuré de leur dévouement aveugle, et par eux il était le maître de soulever le peuple au besoin, et surtout dans notre montagne, où tout homme a été soldat, où tout enfant est prêt à l'être. Le maire de Châtillon, M. de Bruère de Vaurois, était justement de ceux à qui l'on pouvait présenter le plus d'appât et suggérer le plus d'intérêt au soutien de l'Empire. Cet homme, jusque-là sans fonction publique et sans apparente ambition, jouissait d'une fortune assez considérable, d'une belle maison, d'une suprématie locale assez précieuse dans un petit cercle. Appelé à la mairie par M. de Brissac, il avait saisi facilement l'orgueil de cette dignité, et maintenant, dans le danger commun, il se servait des avantages de sa position personnelle pour rendre ses fonctions utiles à ses concitoyens. M. de Vaurois mérite la reconnaissance de Châtillon pour la sagesse de sa conduite à l'époque de l'invasion. M. de Vicence n'eut garde de négliger son secours. Il lui fut aisé de le séduire, et, comme les étrangers manifestaient à ceux qui les voyaient de si près des intentions douteuses et des principes peu dignes d'estime, on pouvait repousser toute autre idée que celle de se délivrer d'eux.

L'événement de Montereau tourna toutes les têtes. La

reculade des ennemis fut si rapide et marquée par tant d'effroi, que la cause étrangère parut décidée sans retour. M. de Vaurois reçut du prince de Neufchâtel la qualité de gouverneur de Châtillon; des émissaires furent envoyés dans nos bois pour arrêter un nombreux convoi de bœufs destiné à l'armée ennemie. Les bœufs furent partagés entre les paysans de notre commune d'Essarois, mais heureusement un officier en retraite, le capitaine Ronot, alla chercher les hommes qui escortaient le convoi; il connaissait la guerre, il frémit du danger, et, ramenant en hâte ces officiers, quels qu'ils fussent, au comte de Stadion et à M. Floret, il en reçut une sauvegarde.

Cette sauvegarde a sauvé le village et notre maison, mais non pas nos meubles, ni nos effets, qu'un détachement venu de Chanceaux eut ordre de mettre au pillage. Rideaux, linge, couvertures, tout fut enlevé en un moment. On allait mettre le feu; les hommes qu'on pouvait atteindre étaient roués de coups. Le malheureux maire se décida enfin à montrer sa sauvegarde; six maisons et la sienne allaient brûler par ordre, avec notre château; ses enfants étaient sous le couteau; il sortit de sa stupeur fatale : l'officier prit connaissance de l'écrit qu'on venait de lui remettre, la trompette sonna, et la dévastation eut un terme aussitôt. Toutefois, des laboureurs, et ce maire tout le premier, furent emmenés à Montbard. Il fut question de les fusiller, mais Mme de Buffon alla se jeter aux pieds du prince de Lichtenstein, et nos pauvres gens eurent la vie.

On garde encore, je ne l'ignore pas, les originaux de certaines lettres qui mirent le pays en danger, en excitant le pillage, en exaltant les paysans, jusqu'à les faire tirer sur des soldats isolés. Plusieurs maisons de Voulaines furent, en revanche, incendiées, et leurs proprié-

taires ont couru de grands dangers. Je rappelle ces faits sans nommer les personnes ; ils peuvent servir à l'histoire générale des antécédents de réaction.

Malgré ces vaines prouesses et celles du général Alix dans les environs de Tonnerre, les habitants qui avaient pris les armes manquèrent de résolution, ou plutôt les chefs ardents qui les conduisaient, lorsque l'empereur d'Autriche, réellement en fuite, passa à Châtillon après avoir été manqué de deux heures à Bar-sur-Aube. Le Congrès était depuis peu de jours dissous, et le duc de Vicence parti. Je ne doute pas, d'après les détails que j'ai eus et mes notions acquises sur les localités, qu'il n'eût été facile de s'emparer de l'empereur d'Autriche, et la marche au grand trot des armées sur Paris en aurait été dérangée.

CHAPITRE XXVII

État des esprits, principalement à Paris. — Incertitude des nouvelles, leur incohérence. — Paris ville de guerre. — Blessés et mourants. — Quartier général à Charenton. — Victoire de Montereau ; retour de Napoléon à Troyes : cruelles représailles. — Pourquoi les troupes de Macdonald furent envoyées dans la direction de Châtillon-sur-Seine. — Belle conduite des conscrits. — M. de Bourmont à Nogent-sur-Seine.

Il est vraiment bien difficile de suivre, par la pensée, pendant le cours de cet hiver de 1814, les diverses phases de l'opinion à Paris. La plus grande partie des nuances qui se sont prononcées depuis n'existait pas du tout alors. Les jeunes gens de notre société faisaient leur service, et si l'idée qui fermentait ne leur permettait à Paris aucune bravade de paroles, à l'armée leur courage et leur devoir n'en étaient nullement ébranlés. Par une sorte d'inconséquence, qu'on n'a pas songé à signaler, presque tous les anciens seigneurs, maires de leurs communes, y faisaient encore à ce moment les réquisitions de tout genre que l'autorité militaire exigeait ; ils y faisaient publier toutes les proclamations, et les auditeurs, issus pour la plupart des classes hautes ou riches, dispersés dans toutes les directions, y secondaient de tous leurs efforts ceux des commissaires des guerres. On n'était pas, d'ailleurs, exempt de craintes fondées ; le seul nom de Cosaques inspirait de l'épouvante. On disait bien que Platoff avait promis sa fille à celui qui lui amènerait Napoléon, mort ou vif; mais on se représentait ces

Cosaques sur les routes, on les voyait comme des sauvages, et ces nuées d'irréguliers placés en avant de l'armée véritable étonnaient l'imagination.

Le sort de Paris n'était pas bien certain; l'incendie de Moscou permettait de tout craindre. On ne pouvait prévoir d'aucune façon comment le dénouement aurait lieu, et de toute part il revenait que les Cosaques, les Prussiens surtout, disaient dans un mauvais français : « Moscou brûlé, Paris brûlé ; Moscou brûlé, Paris *caput.* »

Il est permis de rappeler les impressions qu'on a éprouvées dans des circonstances encore si récentes. Je me souviens de l'accablement où tous ces désastres jetaient mon âme. Il me semblait que deux révolutions étaient trop pour une seule vie. Quelques philosophes me disaient : « Il faut que la bure remplace la soie dont vous êtes encore vêtue », et je voyais mes parents, mes vieux amis, mes voisins, mes chers compatriotes dans le dénuement, dans les privations ; je voyais les êtres les plus chers à mon cœur en fuite durant l'hiver, ou peut-être refusant de fuir et livrés à tous les dangers, quand les résolutions devenaient si difficiles à prendre. Nous étions sans argent, sans nouvelles de nos terres envahies dès le 21 janvier; mais, le plus souvent, j'étais seule à concevoir de telles craintes.

Il est de fait qu'on ne savait et qu'on ne pouvait rien prévoir. Quelques rêveurs, qui paraissaient avoir entrevu le fond des choses, croyaient voir arriver le terme de toute civilisation. Je ne prétends pas que tout cela fût excessivement raisonnable ; je donne un aperçu des idées sombres auxquelles se livraient malgré eux ceux que la passion n'aveuglait pas, et je n'ai souvent trouvé de consolation que dans le mouvement de nos principales rues, l'étalage des boutiques et l'insouciance appa-

rente de tous ceux qui couraient à pied, à cheval, en voiture. L'avenir et ses dangers se perdaient dans les habitudes du présent que rien n'avait encore troublées.

Un bruit se répandit que la ville de Dijon, depuis longtemps sous le joug autrichien, avait pris la cocarde blanche ; on donna bientôt des détails, fort apocryphes pour la plupart, mais qui répondaient à la fois à mille craintes et à mille espérances. Le danger où serait cette ville si l'Empereur y rentrait jamais, était surtout ce qui occupait les personnes les plus réfléchies. On imputait à la duchesse de Bassano d'oublier, dans ses propos ardents, que Dijon était sa patrie. Mme Daru, au contraire, affectait de nier toutes les accusations et d'excuser, d'atténuer, de justifier par avance un pays qui était le sien.

Un autre bruit, d'une importance bien plus grande mille fois, se propagea, mais sourdement; on sut, on crut savoir, mais sans nulle certitude, que Monsieur était à Vesoul, et que le peuple, ravi, l'y avait porté en triomphe. On ajoutait que le général autrichien l'avait forcé de rétrograder. On niait ce bruit, on l'accréditait. On augurait d'une proclamation insolente faite par le maréchal Soult que le duc d'Angoulême était présent à l'armée de Wellington. Mais que d'incertitudes même sur ces circonstances et sur le résultat surtout que l'on pouvait s'en promettre! Combien, toutefois, ces bruits excitaient d'imprudences, et combien j'avais de terreur!

Les mouvements de troupes, et d'artillerie surtout, faisaient de Paris une ville de guerre; les voitures bourgeoises se mêlaient continuellement aux caissons et aux pièces de canon dont le parc immense était au Champ de Mars. Le Ciel nous a épargné bien des craintes, et

surtout bien des dangers, dans les transports continuels, et faits sans aucune précaution, d'une quantité prodigieuse de poudre. On avait évacué les prisonniers de Vincennes et fait de ce château une forteresse qui ne laissait pas que d'inquiéter Paris, et qui nous a conservé un riche dépôt d'armes.

Le voisinage du théâtre des opérations militaires peuplait Paris de malheureux blessés. Le désordre des hôpitaux militaires faisait horreur; l'Empereur, qui devait tout aux soldats, avait supprimé les ambulances et ne s'était jamais occupé du sort d'un homme hors de combat. L'administration des hospices de Paris, digne de toute louange et de toute gratitude, fit disposer avec une admirable sagesse les asiles les plus convenables, mais combien de maux elle ne put épargner! Le typhus était parmi tous ces pauvres blessés; la contagion ne s'étendit pas dans Paris, mais plusieurs médecins en moururent, et avec eux un grand nombre d'infirmiers. Il fallut obtenir de la pitié publique, dans chaque municipalité, des matelas, des bois de lit, du linge, de la charpie surtout, et d'autres secours. C'était un désespoir que de rencontrer ces chariots où le mourant s'appuyait sur le mort et qui, faute de régularité dans les mesures, erraient quelquefois une demi-journée, d'une porte d'hospice à l'autre. L'impératrice Marie-Louise en rencontra dans ses promenades; on les fit déranger à cause de sa voiture, et elle ne leur donna jamais aucun signe de compassion.

Je m'abstiens de tous les détails que la pensée de ces hôpitaux réveille maintenant dans ma mémoire; je ne veux pas voir ces malades expirants, tirés de leurs lits et mis sur des bateaux, ordinairement avant le point du jour, pour aller expirer plus loin et faire de la place à

d'autres. Tous ces malheureux morts ne sont point revenus pour témoigner devant l'Histoire; mais, fidèles jusqu'au dernier souffle à leur pays et à celui qu'ils voulaient croire digne de les sauver, on n'entendit point nos soldats proférer le moindre reproche.

Le quartier général ne resta pas longtemps à Charenton, mais l'espèce de revers qui l'y avait repoussé occasionna une grande alarme parmi les membres du gouvernement; ils firent tous partir leurs femmes pour la Normandie ou l'Orléanais. On ne mettait presque plus en doute que Paris allait être pris. On pensait que l'Empereur passerait alors la Loire et qu'il y continuerait la guerre; chacun voulait être prêt à le suivre et éviter de laisser des otages. J'entendis alors un jeune homme, qui depuis a eu l'occasion de se montrer royaliste de cœur autant que d'opinion, s'indigner presque de la fureur que m'inspirait l'odieuse et fausse conduite de l'Empereur, et m'assurer que l'honneur seul mènerait sur ses pas de l'autre côté de la Loire ceux qui l'avaient suivi sur les bords de la Seine. Mais M. Réal, avec cette supériorité qui n'appartient qu'à la franchise du caractère, nous répétait, en faisant préparer le départ de toute sa famille : « J'ai dit au duc de Rovigo : Vous faites entrer dans vos calculs la prise éventuelle de Paris; vous commettez de grandes méprises, car Paris, c'est la dynastie. » Ce mot, qui renfermait le résumé de l'opinion, ne m'est jamais sorti de la mémoire, après avoir fortement étonné mon imagination timide.

Jamais drame ne présenta un aussi grand nombre de ces rapides changements dont l'impression est si profonde. Un succès immense succéda à l'alarmante reculade : l'Empereur fut tout à coup victorieux à Montereau; il eût vraiment alors reconquis sa couronne, si un

décret d'En-Haut ne la lui eût fait rejeter et briser de ses propres mains.

La paix sollicitée par le duc de Vicence venait effectivement d'être enfin arrêtée et rédigée en un projet qui n'avait plus besoin que d'être approuvé par l'Empereur; il avait ce projet entre les mains, mais cette victoire inespérée acheva d'aveugler son esprit. « Maintenant, dit-il à son souper, je suis plus près de Vienne que de Paris. » Et ne voulant plus y réfléchir, il eut bientôt déchiré les articles et menacé de ne plus rien écouter avant que l'étranger fût hors de nos frontières. Peut-être le Congrès eût-il été quand même dissous si la peur qui l'avait assemblé n'eût acquis une nouvelle puissance pour le maintenir. C'était effectivement pendant que Napoléon se repliait presque dans Paris même, que la paix était mise à sa disposition, et c'était d'une main hésitante que l'Europe acceptait les dons que lui faisait alors la Fortune. Elle était si surprise d'avoir des droits sur nous! Mais c'est que nous étions ses complices!

Troyes avait été occupé par le roi de Prusse et par le czar Alexandre. Ce grand souverain y vivait dans une douce simplicité : une femme, une simple bourgeoise, d'un âge, d'une conduite au-dessus de la médisance, avait eu le bonheur de le loger chez elle, d'être admise à ses entretiens, et l'Empereur en la quittant lui fit présent d'une riche agrafe. Napoléon revient, rentre dans Troyes; il n'attend pas l'expiration des délais accordés pour l'évacuation de la place, fait jeter des bombes sur des faubourgs bâtis en bois. M. Bourgeois, mári de cette femme aimable qui avait été l'objet des attentions d'Alexandre, est aussitôt mandé; l'Empereur l'accable des plus grossiers outrages; il exige que les diamants reçus par Mme Bourgeois soient vendus au profit des

pauvres; mais une scène plus terrible devait marquer ce cruel retour. Deux anciens émigrés, tous deux habitants de Troyes, avaient cru devoir, pendant le séjour des souverains étrangers, porter leur ancienne décoration de Saint-Louis. Les renseignements les plus exacts m'ont appris que, sans vouloir la leur interdire, les généraux alliés les avaient détournés de se prononcer encore aussi ouvertement, car aucun parti n'était pris à l'égard des Princes. M. de Widranges, l'un des deux, suivit la colonne en retraite; le second, M. Gouault, en allait faire autant, mais Napoléon prévint son départ. Il l'interrogea avec des injures et lui déclara qu'il allait périr. M. Gouault, conduit sur la place du marché, se mit en face de ses meurtriers et leur cria : Feu! d'une voix ferme; il tomba à la renverse.

Cependant la retraite des ennemis était d'une singulière rapidité. Macdonald reçut l'ordre de se rendre à Mussy-sur-Seine, et même plus près de Châtillon. Je tiens du maréchal lui-même qu'il n'avait jamais pu concevoir le but de cette marche étrange à laquelle on l'avait condamné. L'ennemi ne se portait pas dans la direction qui lui fut assignée; d'ailleurs, s'il avait dû l'y rencontrer, la division du maréchal était trop faible pour risquer aucune tentative. Il pensa que le but de l'Empereur avait été de montrer ses troupes au Congrès.

J'ai dit que je ne pouvais suivre tous les détails de cette campagne. Les affaires les plus vives marquèrent chacun des jours de ce décisif mois de mars. Rien ne peut être comparé à la valeur de nos conscrits; ces braves enfants, à peine sous l'uniforme, porteurs de fusils qu'ils ne savaient même pas recharger, ignorant le commandement et la moindre manœuvre, ne reculaient point et tombaient percés de coups, après avoir chargé

l'ennemi à la baïonnette. Quels hommes ! quelle nation ! Et combien criminel celui qui épuisait un sang si généreux !

On se battait à Fontainebleau, et, dans toute cette région où commandait alors le général Alix, les vexations étaient devenues telles que l'ennemi eût été pour l'habitant comme un libérateur. On se battait aussi en Picardie : Craonne fut témoin d'efforts d'une vigueur extraordinaire, mais sans effet à cause du défaut d'ensemble des opérations.

Je donnerai une idée du désordre qui présidait même à la conduite de la guerre, en citant un fait que je tiens de M. Personne, capitaine d'artillerie. Il commandait une batterie que le feu de l'ennemi écrasait. Les canons de l'ennemi étaient de plus gros calibre et atteignaient les nôtres, qui ne pouvaient porter jusque-là. Épouvanté du nombre d'hommes qui périssaient à chaque minute et sans utilité, le capitaine demanda l'autorisation, ou de reculer pour éviter le péril, ou d'avancer afin de le prévenir; on lui répondit de rester où il était, parce que cela exerçait ses hommes.

On se battit à Nogent-sur-Seine, et cette malheureuse ville, brûlée, détruite, dévastée, présente encore (1) un aspect navrant. M. de Bourmont s'y défendit avec autant de succès que d'audace, jusqu'à ce qu'une blessure grave l'eût mis hors de combat. Le maréchal Oudinot se battait à Sourdun.

Après avoir été écrasé à Bar-sur-Aube, l'Empereur s'était porté à Arcis, à Brienne. Sa garde, ses dragons, sa plus belle cavalerie y multipliaient les prodiges. Je ne saurais indiquer le jour où il y eut un court armistice à

(1) En 1816.

Lusigny. Napoléon se fit un jeu de le rompre, et, fatigué de même du Congrès, des ultimatums, des réponses et de l'apparence raisonnable qu'il y fallait au moins donner, il rompit lui-même le Congrès. Il ordonna au duc de Vicence de quitter Châtillon-sur-Seine ; la dernière séance des ministres eut lieu le 17 du mois de mars, et le 21 ils étaient tous partis.

CHAPITRE XXVIII

Révolution de Bordeaux (12 mars 1814) ; causes de cette révolution. — Habile proclamation du duc d'Angoulême. — Le comte d'Artois en fait une, non moins adroite. — Son arrivée à Vesoul, puis à Nancy. — Dispositions des Alliés à l'égard des princes prétendants. — Marche précipitée des étrangers sur Paris après la pointe rapide faite par l'Empereur sur Saint-Dizier. — Encombrement de Paris, où se réfugient les habitants de la banlieue. — Alarme du gouvernement ; conseil tenu aux Tuileries, départ de Marie-Louise. — L'ennemi à Bondy. — Le maréchal Marmont à Saint-Chaumont. — Capitulation refusée. — Fuite du roi Joseph. — Fusillade dans Paris ; Marmont quitte Paris. — Proclamation de Schwarzenberg, inspirée par l'empereur de Russie. — Capitulation de Paris (31 mars).

La plus complète révolution s'était opérée à Bordeaux. Elle eut lieu le 12 mars. On en avait reçu la nouvelle à Paris le 14 ; du moins l'a-t-on depuis assuré. Ce qui est positif, c'est que l'on ne cessa d'être informé d'une façon presque publique de tout ce qui s'était passé et de tout ce qui se passa successivement à Bordeaux. M. le duc d'Angoulême s'était embarqué sans aucune suite ; le paquebot qui le portait en Espagne fut assailli par une borrible tempête et passa pour avoir péri. Le duc de Wellington permit au jeune prince de demeurer en France, dans son armée, mais sans aucune distinction, sans même lui accorder le droit d'y garder ses décorations. Le duc de Wellington paraissait avoir pris sur lui seul cette importante détermination ; il prétendait n'y être pas autorisé par le gouvernement an-

glais, et en effet, malgré ce qu'on a pu dire, ce n'est point l'influence anglaise qui a déterminé Bordeaux. L'explosion qui se fit dans cette belle cité déjoua plutôt les Anglais qu'elle ne répondit à leur plan, et l'entrée vraiment triomphale de M. le duc d'Angoulême, en ne leur permettant plus de se présenter en conquérants, excita plus de colère que de joie dans l'âme du général en chef; mais il sut assez se modérer.

C'est en quelque sorte à Bordeaux que fut signée la transaction entre la nation et ses Princes. Cette heureuse réconciliation fut cimentée par la sagesse inappréciable de M. Laîné, par le noble et patriotique élan du vertueux héritier du trône, du neveu, du gendre de Louis XVI; la proclamation de M. le duc d'Angoulême, rédigée par M. Laîné, a servi de base à la Charte.

Je ne pourrais me flatter de retracer ici avec assez d'exactitude les circonstances qui préparèrent ce grand et heureux événement. Je dirai seulement qu'une guerre si longue avait plongé Bordeaux dans un abîme de maux et de misère, et que l'appât d'une paix qui rouvrirait son port, y disposait tous les esprits à la révolution qui devait la donner. Ceux qui croyaient l'instant propice pour provoquer cette grande révolution répandirent divers écrits pour rassurer les intérêts nés durant la Révolution et réunir les opinions en leur donnant une base fixe. J'ai entendu dire à M. Laîné que le zèle et la crainte étaient alors dans un tel rapport que l'imprimeur chargé de publier la proclamation du duc d'Angoulême avait défiguré ses plus beaux caractères lui-même, et après un travail inouï, afin qu'on ne les reconnût pas.

Il fut convenu que les titres modernes ne seraient enlevés à personne, et M. le duc d'Angoulême, en écrivant à M. Lynch, maire de la ville, prit soin de

l'adresser à M. le *comte* Lynch. Suivant moi, rien n'a plus contribué à calmer dès le début toutes les oppositions et à gagner ensuite plus de suffrages.

On déclara que les biens nationaux ne seraient jamais revendiqués. C'était un point indispensable, et je dois à ceux qui avaient le plus perdu, et dont les vœux ardents rappelaient alors le Roi, au risque de leur existence, je leur dois ce témoignage que leur assentimment était alors complet, et qu'ils applaudirent tous à l'engagement du prince.

Tout ce qui pouvait assurer les formes constitutionnelles de la représentation fut inséré dans la proclamation. Sa rédaction était d'une si parfaite convenance, qu'elle devait enlever tous les cœurs. Ce n'était point la cause de la maison de Bourbon qui avait ligué les puissances, ce n'était point cette cause qui avait amené en France les souverains et leurs légions, mais peut-être serait-il donné aux descendants de ses anciens rois d'écarter une partie des maux qui malgré eux fondaient sur leur patrie; des droits assurés pour toujours, une clémence promise à jamais, c'est ainsi qu'ils venaient s'offrir.

Ce manifeste de la Restauration fit un grand effet à Paris.

Monsieur aussi était en France. Il avait lancé une proclamation moins longue, mais qui n'était guère moins expressive; elle contenait surtout ces mots : « Plus de conscription, plus de droits réunis », et elle eut un effet puissant dans un pays pour qui l'exercice des droits réunis était un fardeau accablant.

C'était sans confiance, et à tout événement, que durant le cours de l'hiver Monsieur avait pris le parti de se rendre sur le continent. Il avait si peu de relations

dans les cabinets de l'Europe, que le Roi n'apprit son arrivée à Bâle qu'après un intervalle très long et par une lettre que le comte des Cars écrivait à une femme de ses amies, à Londres.

Monsieur fut rejoint à Bâle par deux braves gentilshommes, MM. de Wall et de La Salle, et je crois encore un M. de Strogoff. Le chevalier de La Salle, dont j'ai déjà parlé, exilé depuis dix ans à Châtillon-sur-Seine, ne pouvait pas choisir une occasion plus belle; il ne laissait rien derrière lui. M. de Wall laissait en Bourgogne une femme chérie et trois enfants. On ne peut avoir plus de loyauté, plus de franchise de cœur que ces honnêtes gens-là. Monsieur leur proposa de l'accompagner en France, ils y furent bientôt décidés, et ce cortège peu imposant l'accompagna d'abord jusqu'à Vesoul. M. de La Salle y entra le premier et alla prévenir le maire. L'arrivée de Monsieur parut à ce magistrat un bienfait que le ciel accordait à la ville. Rien au monde de plus touchant que l'accueil fait à Monsieur. Il disait à ce peuple enchanté : « Je suis le frère de votre Roi, et je viens me placer au milieu des Français avec autant de confiance que de joie et d'amour. » Sa grâce, son aimable figure, la simplicité de son entourage, la bonhomie de ses compagnons, enchantèrent toute la contrée; sa proclamation fit le reste. Mais il s'en fallut bien que les étrangers parussent décidés à le seconder; il ne put obtenir de passer à Dijon, et, presque repoussé par l'influence allemande, il se dirigea sur Nancy, où il reçut comme à Vesoul un accueil populaire très doux, et où les commandants des armées étrangères ne l'empêchèrent point de résider.

Quoi qu'il en soit, Monsieur eut bientôt des agents de tous côtés, et plusieurs correspondances furent établies

dès lors dans l'intérieur. Le maréchal Augereau reçut des lettres du prince et ne s'en montra pas indigné. M. de Rivière était à Bourges, et M. de Semonville, l'un de ces commissaires-dictateurs que l'Empereur avait envoyés par toute la France, avait noué par lui des relations adroites et dont l'heureux effet concourut au grand résultat.

Il est certain cependant qu'on n'eut jamais à Paris et dans le monde des notions bien positives sur la situation de Monsieur. Je l'ai dit, les étrangers ne favorisaient ni ses projets, ni sa présence. Les communications étaient des plus difficiles et surtout d'un grand danger. On avait cessé à Paris de rien espérer de Bernadotte. Les étrangers, si longtemps subjugués par l'ascendant de Napoléon, et encore chaque jour exposés à combattre une armée de héros ralliés à son nom, les étrangers affectaient de croire que la France ne voudrait jamais séparer sa cause de la sienne.

L'empereur de Russie pourtant, le roi de Prusse à son exemple, avaient à la fin résolu de soutenir cette cause qui était devenue celle du salut de la France, mais ils voulaient encore y être provoqués, ils voulaient n'en être jamais que les auxiliaires désirés et requis. L'empereur d'Autriche était moins bien disposé qu'eux à reconnaître en France un mouvement royaliste. Le cabinet anglais, en dépit, dit-on, du prince régent d'Angleterre, eût préféré nos divisions. Alexandre eut plus de pouvoir qu'eux, et plus que lui la Providence, qui avait décidé la perte de Napoléon.

Les alliés, d'après ce que m'a dit M. Pozzo di Borgo, avaient toujours mis dans leurs vœux la conservation de Paris; ils avaient toujours redouté que Napoléon, acculé sur cette florissante cité, n'en causât la destruction et

n'affligeât l'Europe par un acte de barbarie. Ils apprirent qu'un dessein resté inexpliqué l'avait fait passer derrière eux; qu'il avait fait une pointe sur Saint-Dizier, et que les troupes alliées se trouvaient de la sorte entre les siennes et Paris. Leur parti fut pris à l'instant : cent quatre-vingt mille hommes, — j'ai cité mon auteur, — se mirent au trot sur Paris. Pour avancer plus vite, on marchait non en files, mais en grandes lignes horizontales partout où l'esprit des populations et la situation des corps de troupes françaises le permettaient.

A Paris, on était occupé des victoires pour en gémir ou s'en féliciter, quand on apprit le 28, avec une sorte de certitude, que l'ennemi était à Meaux, ou dans les environs. Les faubourgs, les rues qui y donnent accès, furent encore une fois encombrés de gens qui s'éloignaient et faisaient transporter leurs effets les plus précieux, et de gens qui se précipitaient dans les murs de la capitale avec ce qu'ils avaient sauvé de leurs maisons de campagne, pillées ou exposées à l'être; enfin, de pauvres paysans amenaient leur bétail, et, sur des ânes ou des charrettes, une partie de leurs provisions. C'était un spectacle déplorable.

Le gouvernement s'alarma. Les troupes restées à la disposition du ministre de la guerre étaient en petit nombre. Le roi Joseph, chargé de la défense de Paris, voyait peu de chances pour cette conservation; l'Impératrice régente n'avait qu'à recevoir des ordres plutôt que d'en donner. Le conseil s'assembla dans la nuit. MM. de Talleyrand et Cambacérès insistèrent pour le départ de l'Impératrice et de son fils. Je ne saurais dire si leurs pressants avis furent l'effet du zèle ou d'une arrière-pensée ; quoi qu'il en soit, la jeune princesse se refusait absolument à toute idée d'éloignement. On lui

montra une instruction précise, on l'obligea de consentir à partir dès le matin pour Blois, et le 29, à dix heures, on sut qu'en répandant beaucoup de larmes elle était montée en voiture et avait quitté les Tuileries.

Ce départ, dans une circonstance qui allait être décisive, épouvanta quelques personnes qui craignaient que Paris en fût moins ménagé. J'avoue que cette opinion ne fut en rien la mienne, et je vis dans ce départ le dénouement nécessaire simplifié. Madame Mère, Mme Joseph appelée reine d'Espagne, Mme Jérôme ou reine de Westphalie, tout fut en voiture à midi. Ces départs, si publics, et qui en d'autres temps eussent présagé tant de sujets d'alarmes, ne causèrent aucune sensation, et le peuple n'y prit pas garde.

Cependant on sut dans la journée que l'ennemi était à Bondy. Le général Compans, avec de la cavalerie, avait fait des escarmouches contre quelque avant-garde. On soutenait, et même on était convaincu que le corps ennemi ne dépassait pas trente mille hommes. Le maréchal Marmont rangea sa faible armée sur les retranchements de Saint-Chaumont. Les plus chauds partisans du gouvernement qui croulait, *rari nantes in gurgite vasto,* s'efforçaient sans résultat d'échauffer la garde nationale, dont à peine quelques centaines d'hommes se portèrent sur les hauteurs. On ne voyait ces tentatives qu'avec une sorte d'horreur, car cette résistance folle allait exposer une immense capitale à tous les risques d'un assaut et d'un pillage.

On apprit le soir que la sommation était faite, et que la capitulation avait été formellement refusée. Heureux seront ceux qui ne pourront soupçonner que d'après notre témoignage ce qu'on éprouva en de pareils instants! Eh bien, rien qui fût très violent. Notre salon était plein

de monde ; on y parlait de cette nouvelle avec quelque émotion sans doute, mais on riait encore en disant que pour cette fois nous étions à la guerre, et qu'au point du jour on se battrait. Les curieux n'avaient pas cessé d'aller et de venir aux barrières ; il avait fait un très beau temps. Le soir, avec la sécurité habituelle, chacun à pied ou en carrosse, après avoir couru de maison en maison, chacun regagna son gîte, se coucha et dormit. Mais, grâce à Dieu, les souverains alliés ne voulurent jamais, pour notre salut, autoriser une attaque de nuit.

Le jour parut, le canon tonna, et une fusillade incessante retentit dans toute la ville. Le moment était imposant, mais c'était celui de la résignation ; nous n'avions plus maintenant qu'à attendre notre destin, et Dieu le pesa dans la balance de sa miséricorde. Le roi Joseph vit bientôt qu'il n'y avait plus rien à espérer. Général sans capacité et sans bravoure, il prit le prétexte d'une reconnaissance, se dirigea vers le bois de Boulogne, piqua des deux et se sauva, laissant derrière lui et sans adieu MM. de Mortemart et de Saint-Marceau, officiers d'ordonnance de l'Empereur, qu'on avait placés près de lui.

Je ne sortis point de toute cette journée, mais un grand nombre de femmes de Paris ne craignirent pas de courir aux informations et aux nouvelles. Je crois qu'on n'avait pas généralement une idée suffisante du danger ; pour beaucoup de gens la catastrophe était arrivée au terme attendu si longtemps, pour d'autres un changement n'avait rien d'effrayant. Un changement donne des chances nouvelles, et quand le cœur n'est pas attaché, l'esprit a bientôt fait d'imaginer un avenir.

Ainsi donc, dix mille étrangers paraissaient au pied de Saint-Chaumont, dans une situation qui ressemblait,

dit-on, à celle de Jemmapes. Nous aussi, nous nous épuisions, et sans pouvoir rien réparer. On ramenait des blessés, et j'en ai vu panser dans la rue, devant notre porte; cependant les voitures circulaient, et les boulevards étaient couverts de monde. C'était un contraste inconcevable ; et, pour compléter le tableau de cette mémorable journée, qu'on ajoute les patrouilles silencieuses de la garde nationale parcourant sans cesse les différents quartiers, dissipant jusqu'à l'apparence d'un attroupement populaire, et sans que l'on pût distinguer l'influence d'une opinion individuelle, enfin toute la troupe ralliée à l'opinion sainte et sacrée d'assurer le salut de la ville et, par elle, celui de l'État.

Par intervalles, le feu cessait, et nous pensions qu'on devait capituler. On répandit le bruit, vers trois heures, que tout était d'accord, mais, un moment après, le feu recommença. Quelques obus atteignirent une maison dans une rue de nos faubourgs; un boulet traversa toute la chaussée d'Antin, un autre vint tomber à l'hôtel de Gontaut. Ce fut dans ces quartiers une véritable alerte, mais le malheur qui l'avait causée ne se renouvela pas. Était-ce un avertissement ?

Il est certain que, si l'ennemi, au lieu de s'acharner contre des hauteurs défendues, eût forcé une de nos barrières, ses Cosaques, ses troupes légères eussent de suite inondé Paris, et, dès lors, aucune force humaine n'aurait pu en arrêter les excès. Toute l'armée étrangère, peut-être, eût fini par être engloutie, mais elle n'aurait péri qu'après nous avoir dévastés; c'eût été notre mort, et c'est ce que j'avais toujours craint. Les souverains, un moment, crurent ce malheur inévitable; le maréchal Moncey le prévint avec un faible détachement : c'est du moins ce qu'on m'a dit.

Cependant, rien ne se terminait; on assura que les troupes alliées, se dirigeant du côté de Clichy, allaient tenter le passage par l'Étoile, quand la capitulation fit promptement donner des contre-ordres, et, à six heures, mais à six heures seulement, le feu cessa tout à fait à Montmartre. Si Paris a couru des risques, ce fut sûrement pendant ces deux dernières heures qui touchaient à l'entrée de la nuit.

On était au plus fort de la négociation lorsque M. de Girardin arriva en poste à Paris. Il reconnut, au pont Royal, le duc de Maillé. « Quoi de nouveau ? lui dit-il. — On capitule, répondit M. de Maillé. — On capitule ! et l'Empereur arrive ; je le précède de quelques pas. — Peut-être arrivera-t-il trop tard », reprit le duc, un peu alarmé.

Quelle nouvelle, effectivement ? L'Empereur arrivait-il en force ? Allait-il essayer dans Paris toutes les ressources du désespoir ? Allait-on dépaver les rues ? Allions-nous périr, en un mot ? M. de Girardin se rendit à l'État-major : il y fit d'inutiles efforts ; mais si Napoléon fût venu à sa place, sa présence, sans plus de cortège, eût suspendu tous les traités, rétabli les incertitudes, renouvelé les espérances comme les craintes, et toute la scène était changée (1) !

Son échappée sur Saint-Dizier n'avait eu aucun résultat ; en renvoyant sur Fontainebleau ce qui lui restait d'armée, et incertain lui-même de la direction, il était à la Cour de France avec cinq ou six affidés. C'est de là que M. de Girardin avait été envoyé à Paris ;

(1) L'Empereur voulait continuer la lutte, même après avoir consenti à son abdication ; mais ses maréchaux l'ont empêché de faire cette folie. (Voir les *Souvenirs de Macdonald*, p. 267-268 et 287-288.)

il fut bientôt obligé d'en sortir. Le maréchal Marmont faisait écouler ses troupes et ses bagages par le quartier du faubourg Saint-Germain et les envoyait à Fontainebleau. Nos soldats, en partant, brûlèrent dans les casernes tout ce qui aurait pu servir, et contribuèrent ainsi à rendre plus pesant le fardeau de la garnison qui allait entrer dans nos murs.

Nous ignorions alors que le maréchal Marmont n'avait traité que pour sa troupe, et ce fut à minuit seulement que M. Pasquier, préfet de police, et les douze maires de Paris s'acheminèrent vers Pantin pour traiter de l'occupation de la ville avec l'empereur de Russie, l'agent visible de la Providence dans le cours de tant d'événements.

Ce souverain, toujours animé de sentiments généreux, avait senti qu'en présence de tant d'armées il fallait encourager la France à manifester son opinion. M. de Pozzo, par son ordre et sous sa dictée, rédigea une proclamation qu'il faudrait citer tout entière, si l'on voulait connaître tout ce que l'enthousiasme du bien peut inspirer de magnanime, en présence d'un peuple qu'on ne conquiert que par ses suffrages. « L'Europe en armes sous vos murs vous demande la paix du monde! » Ces belles paroles sont restées et feront à jamais la gloire de celui qui les fit écrire. Mais, afin que tout concourût au succès de ses généreux desseins, ce fut par le prince de Schwarzenberg, et, par conséquent, au nom de l'empereur d'Autriche, qu'Alexandre fit signer cette belle proclamation. Elle ne dictait point un vœu, mais elle garantissait que les armées européennes seconderaient les vœux qui seraient émis. Nous eûmes dès le soir cette rassurante proclamation; on la répandit le plus possible, et, délivrés maintenant des plus graves inquiétudes,

chacun, après une journée si remplie, trouva le repos dans le sommeil.

Les membres du gouvernement se mirent tous en route pour Blois, comme ils en avaient reçu l'ordre. Le prince de Bénévent parut à la barrière pour se retirer comme les autres; une consigne, imaginaire ou vraie, lui fit refuser le passage : il retourna dans sa maison pour attendre le lendemain.

CHAPITRE XXIX

La capitulation de Paris désirée par tous les habitants, et le retour du Roi accueilli avec joie par tous les Français, mais à des titres divers. — Entrée des alliés à Paris (31 mars 1814) ; leur attitude bienveillante, bon accueil de la population. — Logements des souverains étrangers. — Enlèvement de la statue de la colonne Vendôme. — Gouvernement provisoire : Talleyrand, Beurnonville, MM. de Dalberg, de Jaucourt, de Montesquiou. — Quelques ministres : général Dupont, comte Beugnot, baron Louis. — Situation de Paris au lendemain de l'entrée des étrangers (1er avril). — Logement des troupes alliées. — Discipline de fer maintenue par le général de Sacken, gouverneur de Paris ; sa conduite digne de tous éloges. — La garde nationale continue son service ; le général Dessolles mis à sa tête. — La confiance renaît, le commerce parisien reprend son essor. — Le roi de Prusse et sa famille ; Ancillon et Humboldt. — Les souverains étrangers à l'Opéra.

Le grand spectacle qui s'offrit dans le beau jour du 31 mars n'est pas ce que cette journée offre de plus difficile à peindre. Vainement de petites prétentions ont essayé d'en amoindrir jusqu'aux détails en de méprisables relations. Si quelques hommes ont eu le bonheur de se porter des premiers sur la place Louis XV avec des cocardes blanches, ce fut le consentement d'abord, et ensuite l'approbation populaire qui fit l'éclat de leur action. Le cri de : « Vive le Roi ! » ce cri d'indépendance, ce cri qui épargnait à la France le joug de l'étranger en armes sur son territoire, et faisait de sa présence le résultat de nos volontés en nous appropriant ses armes, ce cri, dis-je, fut unanime dans Paris. On

ne renversait pas l'oppresseur insensé ; il s'était renversé lui-même.

On vit dès lors, revêtus du signe du royalisme, ceux qui, voués à sa cause par le seul instinct de leur naissance, avaient aspiré toute leur vie à son rétablissement et n'avaient cessé de l'espérer ; ceux qui avaient cessé de le croire possible et qui s'empressaient de donner le change aux calculs passés de leur raison, qui leur semblaient maintenant une infidélité ; enfin, les hommes de l'ancienne noblesse qui, ayant pris parti sous le gouvernement de Bonaparte, pensaient se targuer d'avoir acquis de l'expérience et des talents dans une des deux carrières ouvertes, et de ne point offrir au Roi des serviteurs incapables et inutiles. Parmi ces derniers, il pouvait s'en trouver qui cédaient plus encore à leurs familles, au préjugé ou au respect humain, qu'à une inclination bien réelle. D'autres, et dans toutes les classes, ne comptant plus sur rien de ce qu'ils avaient pu obtenir ou mériter sous un régime écrasé de son propre poids, saluaient une aurore nouvelle ; d'autres, enfin, au seul titre de citoyens, d'hommes honnêtes et éclairés, réprouvaient le destructeur de la France qui, pour prix de tant de sang et de gloire, l'avait livrée aux étrangers ; ils acclamaient un régime de paix qu'une heureuse nécessité forçait désormais d'accueillir, et ceux-ci étaient les plus nombreux.

Non, ce n'était pas un caprice qui faisait rejeter après dix ans l'Empereur autrefois couronné. Dans la session du Corps législatif, il s'était trouvé un certain nombre de membres qui eussent voté, dès cette époque, pour sa déposition ; le sentiment des maux où ses criminelles erreurs avaient précipité la France, leur eût tenu lieu d'enthousiasme et n'exigeait point d'entraînement. Sa dé-

mence était si connue, même de ses intimes conseillers, qu'à Châtillon le duc de Vicence redoutait ses moindres victoires et les considérait dès lors comme l'instrument de sa perte. Devenu insuffisant dans toutes ses combinaisons, il avait manqué de quelques heures la capture de l'empereur d'Autriche, qu'il avait peut-être eue pour but dans sa course sur Saint-Dizier. Ce souverain traversa Châtillon-sur-Seine à peu près en fugitif, pendant que son armée et son général Schwarzenberg avançaient en triomphe vers la capitale. Mille fois, pendant la campagne, quelques gens s'étaient figuré qu'en atteignant Napoléon, un coup de canon déciderait du bonheur de toute la France. Mais la Providence, devant qui les étroites idées des hommes tournoient sans direction comme la paille légère, la Providence, dans notre intérêt même, avait alors sauvé ses jours. Ce coup de canon eût donné la régence et, avec elle, un ministère soumis à l'influence de l'Autriche, et enfin tous les maux de l'anarchie.

Les femmes se portèrent en foule sur le passage des alliés. Napoléon avait aliéné leurs cœurs ; toujours il les avait redoutées. L'esprit chez elles lui inspirait la haine, la beauté n'avait reçu de lui qu'un encens toujours grossier. Étrange homme, en effet, qui voulait de la gloire et ne ménageait pas les voix qui pouvaient la dispenser. Les boulevards dans toute leur longueur, toutes les fenêtres, tous les étages furent pavoisés de drapeaux blancs, de mouchoirs blancs que des femmes agitaient en poussant des cris d'allégresse. D'autres femmes, à pied, en calèche, distribuaient à tous les passants des cocardes blanches et les nœuds de rubans de leurs parures.

Les troupes alliées, troupes admirables, défilèrent au milieu de cet immense concours ; une tenue superbe, des physionomies pleines de bienveillance et exemptes de

toute insolence. Les officiers tendaient la main à quiconque s'approchait d'eux. Les Russes faisaient voir à leurs bras ce mouchoir blanc qu'ils avaient pris au commencement de la campagne, et dont le ralliement, alors si équivoque, n'avait plus rien qui fût douteux. Les prétendus *débris* du corps de Sacken étaient une grande armée de l'aspect le plus imposant, mais dont la vue inspirait la confiance et ne laissait aucune impression d'effroi.

Alexandre parut, le roi de Prusse près de lui, et près d'eux le prince de Schwarzenberg, dont la physionomie était si connue dans Paris. Mais la belle figure d'Alexandre, cette âme si bonne qui s'y peignait, conquirent les cœurs et les suffrages. Il paraissait heureux; l'attendrissement se mêlait dans ses traits aux mouvements d'une joie sans réserve. Un si beau temps, une si belle ville, une nation si expansive, des sentiments qui venaient du cœur, un pur élan d'indépendance : l'entraînement était irrésistible, et les vainqueurs furent subjugués.

On n'a jamais bien su dans quels sentiments les chefs de la coalition avaient franchi les murs de la capitale. Je crois qu'Alexandre évitait de prononcer absolument le sien, et attendait qu'il devînt personnel aux autres souverains. Aucun d'eux ne voulut loger aux Tuileries. Le roi de Prusse et les princes ses fils et frères allèrent habiter le palais de la Légion d'honneur et d'autres beaux hôtels au faubourg Saint-Germain. Alexandre ne voulut pas accepter d'abord l'Élysée, et, avec la noble simplicité qui n'a cessé de caractériser sa conduite, il alla descendre chez le prince de Bénévent, comme eût pu le faire un de ses ministres.

L'exaltation produite par le mouvement de cette

journée fut pour nous l'indice que la révolution était accomplie. Les cœurs, pour la première fois depuis tant d'années, avaient éprouvé de l'émotion; c'était par des transports animés d'un sentiment de raison qu'on venait de se laisser entraîner. Les ressorts du sentiment, comprimés si longtemps, venaient tout à coup de se détendre; un cri d'amour avait retenti.

L'effervescence du moment fit désirer de briser quelque chose; M. Sosthène de La Rochefoucauld offrit de l'argent à ceux qui se chargèrent de jeter en bas la statue de la colonne Vendôme. Pauvre moyen, car si l'argent permet d'acheter quelques âmes viles, il n'a jamais été capable de payer une action audacieuse. Le colosse de métal était si fortement scellé qu'aucun effort ne l'ébranla; il fallut recourir aux procédés de l'art, et ce fut seulement trois jours après que les ouvriers employés autrefois à le monter le firent descendre doucement et sans secousse, aux acclamations des nombreux spectateurs; le drapeau blanc, brodé de fleurs de lis d'or, flotta aussitôt à sa place.

Les souverains, à qui l'accueil des Parisiens ne laissait plus le droit de leur imposer ni charges ni contributions, publièrent dès le soir même une déclaration qui garantissait aux Français leur expresse résolution de ne jamais traiter avec Napoléon, ni personne de sa famille.

Dès le lendemain 1er avril, le Sénat assemblé céda aux vagues de l'opinion, bien plus puissantes que les menaces et les efforts des baïonnettes. Un gouvernement provisoire fut proclamé. M. de Bénévent en fut le président; on lui adjoignit MM. de Beurnonville, de Dalberg, de Jaucourt, et enfin l'abbé de Montesquiou. C'était la dictature donnée au prince de Bénévent; trois de ses quatre collègues étaient ses plus intimes amis et com-

posaient son whist à peu près tous les soirs. Je dirai un mot de chacun d'eux.

Beurnonville, au commencement des guerres de la Révolution, avait commandé les armées sans grand succès, et dirigé le ministère de la guerre durant quelques mois après la chute du trône. Dumouriez, après l'avoir fait arrêter à son armée, où il s'était rendu, l'avait livré au gouvernement autrichien qui lui avait fait supporter une longue et rigoureuse détention. Riche et favorisé d'un bel extérieur, sans grands talents, sans supériorité, il avait eu l'ambassade d'Espagne, sous le Consulat, et était devenu sénateur. Il était de ceux qu'on emploie parce qu'ils sont toujours à portée de la main quand on a besoin de titulaires pour une charge, parce qu'on est habitué à eux et à leur nom dans l'enchaînement des affaires. Il avait enfin épousé Mlle de Durfort, sans fortune, et avait su tirer parti de la double situation où le plaçait cette noble alliance.

M. de Dalberg, neveu du prince primat (1) et fort grand seigneur en Allemagne, avait été ministre de Bade en France pendant le cours de la Révolution, et surtout auprès de l'Empereur, jusqu'au moment où, par une sorte de compensation, pour le grand-duché de Francfort réservé au vice-roi Eugène, l'Empereur avait fait de M. de Dalberg le premier duc français, avec deux cent mille livres de rente. Son mariage avec Mlle de Brignole, dont la mère était liée de la plus étroite intimité avec le prince de Bénévent, n'avait pas nui à tous ces avantages. J'en demande pardon au prince de Bénévent, mais il faut toucher aux intrigues pour parler de son entourage.

(1) Émeric-Joseph, duc de Dalberg (1773-1833), neveu de Charles-Théodore-Antoine-Marie, prince de Dalberg (1744-1817), archevêque primat de Ratisbonne.

M. de Jaucourt avait, je crois, plus d'esprit. Sénateur, chambellan de Joseph quand ce dernier n'était pas encore roi d'Espagne, c'était en habit de sénateur qu'il avait porté, au couronnement, la queue du manteau de la princesse Joseph. Sans doute, par cette affectation il avait cru soustraire le seigneur de l'ancien régime aux conséquences d'un rang distingué accepté sous le nouveau. C'est le fait de l'esprit, plutôt que du caractère, de se prêter à une bassesse sans se faire taxer d'y avoir cédé. Ceux d'ailleurs qui savent conserver quelque chose de généreux, d'ouvert, d'indépendant dans leurs façons de voir et de juger, et dans leurs relations sociales, garderont toujours des amis et des droits à une certaine estime. Mme de Jaucourt, femme divorcée de M. de La Châtre, n'avait jamais eu d'autre amant que celui que les circonstances lui avaient permis d'avouer. La constance n'est pas la vertu même, mais elle suppose plus d'une vertu.

L'abbé de Montesquiou, trois ou quatre fois président de la célèbre Assemblée constituante, y avait obtenu une réputation de talent qui l'avait maintenu entre tous les partis. Esprit lucide, son de voix argentin, facilité dans l'expression, séduction dans les tours oratoires, tel était le souvenir qui se rattachait à son nom. Il avait eu des relations demi-secrètes avec le roi Louis XVIII depuis le Consulat, et je crois même que Napoléon l'avait chargé de quelques messages dont l'insuccès avait fait exiler le plénipotentiaire, mais sans une extrême rigueur. Rappelé à Paris, par le crédit de Mme de Montesquiou, gouvernante du roi de Rome, et ruiné comme il l'était par la Révolution, il vivait dans la maison de Mme de Poix, retiré dans un petit entresol, sans avoir même un domestique, mais aimable, doux, spirituel, faisant le charme de cette

société dont il ne s'éloignait jamais, et dont les relations de famille et les anciens rapports avec M. de Bénévent, quoique masqués depuis longtemps de quelque mystère, n'avaient jamais cessé de s'entretenir.

Je suis bien convaincue que M. l'abbé de Montesquiou porta dans ses nouvelles fonctions une droiture inconnue à ses coassociés; mais une fois dans le tourbillon, il s'accoutuma à ses secousses, et peut-être ne lui a-t-il manqué que le nerf nécessaire pour les diriger.

Le même jour, le gouvernement nomma des ministres, en remplacement de ceux qui étaient partis pour Blois. A la guerre on mit le comte Dupont, militaire habile, qui avait été persécuté à outrance par l'Empereur depuis la capitulation de Cordoue (1). Il était encore sous le coup d'une sévère confiscation et ne jouissait depuis peu, à la campagne, que d'une liberté momentanée et provisoire.

A l'intérieur fut placé le comte Beugnot, homme habitué aux affaires, qu'il avait traitées dans toutes les places avec une prodigieuse facilité, une prodigieuse insouciance. Causeur charmant, ambitieux, peut-être avide, il semblait étranger à tout calcul du temps et paraissait le faire servir à son plaisir sans jamais s'y assujettir.

Aux finances on mit le baron Louis, jadis abbé et conseiller au Parlement; commissaire de la trésorerie sous l'Empereur, et alors intime ami de Fouché. Il était retors et versé dans toutes les astuces et les immoralités de l'agiotage.

Nous reverrons plus tard ces hommes en action, mais je n'ai pas cru inutile d'esquisser quelques-uns de leurs traits.

(1) Baylen.

Je ne sais pas s'il est bien aisé de se représenter l'état de la France au moment du 1er avril; à peine suffirais-je à peindre la situation de Paris.

A la grande pompe offerte le 31 mars avait succédé un spectacle bien plus surprenant pour nos yeux : des Cosaques habillés de mauvaises capotes, montés sur d'intrépides petits chevaux couverts de selles hautes comme des bâts, allant chercher leurs gîtes dans les rues et demandant de l'eau dans les différentes cours, sans se faire entendre autrement que par signes, ou par quelques mots de français retenus et employés au hasard. Plus loin, des escadrons autrichiens ou quelques autres troupes régulières défilant en silence et se rendant aux casernes; des trains d'artillerie conduits par des soldats d'une espèce inconnue. De superbes détachements qui faisaient partie de la garde prussienne et qui gardaient un air sage et posé; des bivouacs qui s'établissaient sur les quais, sur le bord de l'eau, aux Champs-Élysées, enfin sous nos fenêtres, dans l'ancien et vaste emplacement du jardin de Bellechasse, qui servait depuis longtemps de magasin à fourrages; que tout cela était étrange! Le soir, quand les Cosaques campés en cet endroit allèrent abreuver leurs chevaux, on leur entendit chanter un air qui étonnait notre goût sans le blesser. Ce chant, le premier que j'aie entendu, se perdit sans cadence finale, dans le vague de l'espace. Mon imagination elle-même s'y perdait; tout, jusqu'au rythme des tambours, était nouveau pour nos idées. Ah! dans cette soirée, on se sentait conquis, on se sentait délivré à la fois. Le cœur battait de mille émotions.

La proclamation de la veille avait promis l'exemption du logement des gens de guerre; cette promesse ne put être tenue dans son entier, mais la charge ne pesa que

sur certains quartiers, ceux des faubourgs Saint-Germain et Saint-Honoré. On y pouvait la supporter avec plus de résignation qu'ailleurs. Cependant, ce fut, je l'avoue, une chose bien singulière que de voir à dix heures du soir quatre grenadiers prussiens s'établir dans notre maison comme chez eux, et avec eux un jeune officier de santé de la même garde, suivi de son domestique soldat. Ce jeune officier, appelé Lichtenstadt, est devenu dans la suite notre ami, mais nous étions loin de nous en douter en recevant son billet de logement et en le voyant entrer chez nous sans notre aveu.

Le général de Sacken fut nommé gouverneur de notre grande cité, et je ne saurais dire tout ce que Paris lui doit. Cet homme, essentiellement bon, ne perdit pas un instant pour arrêter quelques pillages commencés par les Cosaques aux environs de Paris; il prodigua les sauvegardes, avec tous les moyens de les rendre efficaces; il maintint sous le joug d'une discipline de fer l'immense garnison qui fut cent fois renouvelée dans nos murs. Il avait associé des Français à la direction de ses bureaux; il y fit entrer le secrétaire particulier du général Hulin, homme digne de sa confiance et qu'il sut gagner entièrement par la loyauté de ses procédés envers lui.

La garde nationale continua son service et ne cessa pas d'être respectée; le gouvernement provisoire en avait donné le commandement au général Dessolles. Le choix de ce général était une vraie conquête; son caractère était honorable et sa réputation intacte. Chef de l'état-major de Moreau, il y avait montré un talent d'écrivain aussi remarquable que ses qualités militaires. Ses rapports avec l'Empereur avaient été depuis la plus haute faveur jusqu'à une complète disgrâce; rappelé, réclamé plusieurs fois, il avait aussi senti plus d'une fois le besoin

d'échapper à sa retraite d'Auch, sa patrie. Il n'avait pas suivi l'Empereur en Russie, et vivait dans la famille de Mlle de Dampierre, sa femme (1), quand de si grands événements, réveillant tout à coup ses généreux sentiments, lui firent prendre ce poste brillant où il a rendu de grands services.

Pour la population de Paris, prise en général, la révolution royaliste était considérée comme faite ; aussi toute inquiétude fut bannie, les boutiques fermées se rouvrirent, les magasins se remplirent à la hâte. Les restaurants ne pouvaient suffire au nombre d'officiers étrangers qui s'y réunissaient, qui tous parlaient français, et tous se seraient considérés comme de véritables barbares s'ils avaient manqué à la moindre politesse. Tous les objets de mode, de luxe et d'industrie étaient achetés par eux au prix qu'on leur demandait. Paris, si longtemps attristé, ne tarda pas à fêter ses hôtes.

Les souverains, les princes de leurs familles n'avaient eu qu'à se montrer pour captiver un sentiment que Napoléon n'avait jamais obtenu. Leur simplicité était franche ; tout était grand, rien d'apprêté dans leurs manières envers tout le monde. On voyait le roi de Prusse, avec deux autres de ses enfants, son neveu plus jeune encore, et leur gouverneur, l'estimable Ancillon (2), et près d'eux, comme leur ami, comme leur guide dans la patrie des sciences et des arts, le philosophe baron de Humboldt, l'honneur des sciences qui lui font tant d'honneur. On sentait ce que ce souverain aurait eu

(1) Le général Dessolles avait épousé la fille de Henri Picot, marquis de Dampierre (Aube), commandant de l'armée du Nord, tué devant Valenciennes en 1793.

(2) Jean-Pierre-Frédéric Ancillon, historien et célèbre homme d'État prussien (1766-1837).

d'injures à venger, on sentait encore mieux ce qu'il avait dû souffrir, quand on pensait à la reine de Prusse, à l'amertume des larmes qu'elle lui avait coûté.

Sans doute, je me reporte à l'enthousiasme du temps, à cette heure matinale de la révolution dont la journée s'achève encore, et je tressaille au souvenir de tout ce que j'éprouvais.

Les souverains vinrent à l'Opéra. On avait voulu adapter aux circonstances la pièce du *Triomphe de Trajan,* flatterie dramatique consacrée pendant tant d'années à Napoléon, et susceptible comme toutes les flatteries de changer mille fois d'adresse. Alexandre se refusa positivement à l'hommage qu'on lui destinait; on représenta la *Vestale*, avec la décoration de Trajan. Mais c'était au parterre, au balcon, dans les loges, qu'était la véritable scène; les lis, les mouchoirs blancs, les cris de : « Vive le Roi! vive Alexandre! vive Guillaume! » formaient un concert qui jamais ne se répétera pour notre âge. On chanta des couplets sur l'air de *Henri IV* que l'orchestre fit retentir.

Alexandre, plus admirable encore sans doute par ce qu'il a fait faire que par ce qu'il a fait en personne, et sans l'affecter, Alexandre mettait en avant le roi Guillaume et semblait jouir doublement quand son nom était applaudi.

Voilà ce que fut Paris durant les premiers jours; voyons ce qu'était alors le reste de la France, de notre cher pays où le monde se trouvait alors concentré.

CHAPITRE XXX

Situation du reste de la France. — Cessation des hostilités, sauf en Languedoc, où le maréchal Soult ne veut pas ajouter foi aux instructions du ministre de la guerre. — Bordeaux; détails rétrospectifs sur le séjour du duc d'Angoulême dans cette ville. — La Vendée et les Chouans. — L'Empereur à Fontainebleau; ses négociations pour faire accepter son fils, en échange de son abdication. — Intrigues de la coterie Talleyrand. — Rôle du Sénat et du Corps législatif. — L'affaire des diamants de la reine de Westphalie. — La régence écartée. — Défection des maréchaux; rôle de Marmont.

Du côté du Nord, et jusqu'à Compiègne à peu près, ce que nous avions de troupes était renfermé dans les villes qui avaient conservé des murs. Les troupes prussiennes et quelques autres occupaient nos campagnes; le Brabant en était couvert, mais à la nouvelle des événements les actes d'hostilité avaient cessé. Ce fut le 7 avril seulement que le ministre de la guerre fit partir un officier (1), pour informer nos garnisons de la grande révolution qui venait de s'opérer à Paris. Il ignorait le lieu précis de la retraite du général Maison, qui s'était jeté dans Lille et qui, jusqu'à l'arrivée de l'officier, n'avait encore recueilli que des bruits vagues. La cocarde blanche produisit dans sa troupe une effervescence assez vive; plusieurs conscrits, conduits de force et depuis peu de temps sous les drapeaux, affectaient de la refuser, pour déserter

(1) M. Ferrandin-Gazan, jeune officier du génie géographe, qui n'avait pas voulu suivre le corps dirigé sur la Loire, le 30 mars.
(*Note de Mme de Chastenay.*)

sous ce prétexte; d'autres, en la recevant avec acclamation, saisirent cette occasion de se débander à peu près partout ; il en fut de même parmi les soldats. La cocarde blanche, quoi qu'il en soit, fut arborée assez généralement dans toute la Flandre.

Les généraux allemands reçurent avec faveur le jeune messager de paix; les Anglais furent plus défiants, et il lui fallut quelque adresse pour pénétrer dans la ville d'Anvers. Le général Carnot l'accueillit avec joie et se para aussitôt de tous les signes du royalisme, mais il dut employer tout ce qu'il avait de persuasion pour décider à suivre son exemple plusieurs officiers devenus depuis très royalistes, entre autres l'amiral Missiessy. Cet amiral déclara qu'il garderait Anvers au Roi, mais continuerait à le soustraire au joug des Anglais.

La Champagne, de toutes nos provinces la plus malheureuse, puisqu'elle avait servi de théâtre à une guerre sanglante, était encore parcourue en tous sens par des détachements de troupes alliées, mais ces troupes avaient repris une discipline assez habituelle. Nos villes fortes, Metz, Strasbourg surtout, soutenaient le blocus des étrangers, et les étrangers y observaient, avec une régularité au-dessus de tout éloge, les lois ordinaires de la guerre. Cette conduite a sauvé nos villes, qu'une confiance irréfléchie eût voulu, à l'époque dont je parle, voir ouvertes aux étrangers.

Augereau avait ouvert Lyon aux Autrichiens, mais Lyon n'était pas ville de guerre. Augereau, qui avait reçu des messages de Monsieur, n'attendait que l'instant de déclarer ses intentions.

Le peuple de Bourgogne était très partagé. Les Autrichiens, sans dévaster cette province où l'on n'avait point combattu, y avaient fait peser un joug méthodique

accablant, et, d'autre part, les villes de la Saône avaient fait de si grands profits par l'effet de la navigation intérieure, la seule qui nous fût permise pendant la guerre; elles avaient tant gagné, même à la disette des blés, par le mouvement que ce genre de commerce en avait reçu, qu'elles détestaient l'idée de la paix et ne voulaient associer aucune idée de bonheur à celle du concours des étrangers.

Les départements de Provence, ruinés au contraire par la guerre, apprirent avec joie le changement qui s'opérait. Pendant plus d'un mois, en Provence, ce fut une fête ininterrompue; les danses, les chants, les festins y réalisaient les *Furies;* les plus riches tenaient table ouverte : le voisin, le passant s'y plaçait comme un convive et comme un frère, et tous les maux, oubliés à l'instant, semblaient finis et pour toujours.

Le maréchal Soult, cependant, et le duc de Wellington avec l'armée anglaise étaient en présence sur le territoire de Toulouse. M. de Saint-Simon, l'officier envoyé par le général Dupont, ne put convaincre de l'objet de sa mission un général qui ne voulait pas être convaincu, ou peut-être qu'en apportant des nouvelles si surprenantes il ne sut pas donner des preuves et des indications que le commandant de l'armée française jugeait nécessaires. Le maréchal livra bataille; il la perdit, mais dix mille hommes de part et d'autre furent tués dans ce malheureux ou coupable engagement.

Bordeaux, déjà rouvert au commerce, expédiait ses vins dont les Anglais étaient avides, et la prospérité avait repris son essor depuis l'entrée du duc d'Angoulême. Ce prince, sage et réservé dans ses manières, avait déjà donné à ses nouveaux sujets l'idée d'un caractère énergique sans être fougueux. L'armée du général Decaen,

surprise plutôt qu'entraînée par l'adhésion de Bordeaux, était indisposée à la fois par le défaut de paye et la nouvelle d'un changement si peu attendu. Le duc d'Angoulême était sorti presque seul de la ville, pour passer en revue cette troupe composée de plus de six mille hommes. Le silence le plus morne l'avait accueilli, mais, sans en être ému, le prince avait achevé une inspection des plus longues, comme si tous les vœux lui eussent été offerts. Cette conduite lui mérita l'estime de tous les Bordelais, qu'elle ravit, et des soldats qui eux-mêmes surent aussi l'apprécier : deux jours après, la ville qui venait d'embrasser la cause royale fournit les fonds de leur solde entière.

Quelques départements voisins s'ébranlaient successivement, et le duc d'Angoulême reçut plusieurs adresses; mais la Vendée et les départements que l'opinion comprend sous ce nom ne se prononcèrent point alors. Pendant cet hiver, à Paris, on n'avait parlé autour de moi que des Vendéens tout en armes, de quarante mille hommes prêts à marcher; j'ai même entendu regretter depuis qu'une révolution trop facile eût amené l'espèce de transaction dont un combat, livré par les Vendéens, eût si bien dispensé le Roi; mais ces espérances comme ces regrets m'ont toujours paru supposer une ignorance complète de la situation. Les exploits de la grande Vendée, l'histoire héroïque des Lescure, des La Rochejacquelein, des Bonchamps, furent accomplis dans l'espace de moins d'une année. C'était la volonté du peuple qui avait fait cette guerre, c'était sa confiance qui avait établi ses chefs; mais, à l'exemple du géant fils de la Terre, dès qu'ils eurent quitté le sol qui leur donnait la vie, les Vendéens furent étouffés. Une insurrection de ce genre n'admet point une armée organisée qui marche au gré

d'un capitaine, trouve ses magasins et va chercher le combat dans l'endroit le plus favorable. L'insurgé veut savoir s'il est sagement conduit. Chaque jour est pour lui le jour d'un engagement volontaire, et comme il ne peut pas s'engraisser de pillage, il ne peut sans moyens assurés de subsistance s'éloigner longtemps du foyer où sa compagne la lui prépare.

A la Vendée avaient succédé les Chouans, troupe moins nationale et pour qui les violences, que le motif excuse, étaient quelquefois une ressource. L'organisation des Chouans s'étendait du côté d'Angers, du Mans, d'Alençon et de quelques départements voisins. Pacifiés plus d'une fois, épuisés autant qu'on pouvait l'être par la conscription conduite avec prudence, et enfin par la formation plus irrésistible des gardes d'honneur, qui n'atteignaient pas jusqu'aux masses, les Chouans avaient conservé une sorte de régime militaire. J'ai connu à Paris de pauvres ouvriers qui savaient bien appartenir à telle ou telle compagnie royale et se reconnaissaient des chefs dont presque eux seuls savaient les noms. Eh bien, ces Chouans encore, s'appelant Vendéens, ne s'éloignèrent jamais avec succès des limites de leur territoire. C'était un foyer, si l'on veut, mais dont l'incendie ne pouvait que se communiquer de proche en proche, et non lancer la flamme dans toutes les directions.

Les départements de la chouannerie étaient trop loin de Bordeaux pour en recevoir un appui. Ceux du Poitou et des contrés adjacentes avaient été fort apaisés par les concessions réelles que l'Empereur même leur avait faites; la conscription y était adoucie, le culte y était respecté. On y avait ouvert des routes, bâti des villes; vingt ans avaient fait disparaître ceux qui s'y étaient signalés et que le fer n'avait pas détruits. Enfin, dans la

Vendée, hommes, renommées, combats, situation, tout n'était plus que souvenir.

La Normandie, nos provinces du Centre, toutes celles enfin où l'ennemi n'était pas, privées absolument de nouvelles, passèrent bien des jours dans des inquiétudes cruelles. Un grand événement ne pouvait être douteux; la force des choses entraînait dès ce moment l'assentiment de l'opinion, et le premier journal qui arriverait devait y décider de l'avis comme du sort de chaque lecteur.

Mais l'Empereur, que faisait-il en cette solennelle occurrence? Irrésolu, comme je l'ai dit, il s'était approché de Paris et n'avait osé y pénétrer; il était à Fontainebleau. Les maréchaux, qui commandaient des détachements plutôt que des corps d'armée, et qu'on y faisait revenir, avaient tous appris sur les routes la reddition de Paris, et tous avaient déclaré qu'ils ne feraient pas tirer un coup de canon contre cette ville. L'Empereur le sut, et, sans en paraître ému, il dit aussitôt : « J'abdiquerai. » Cet homme, dont un froncement de sourcil faisait trembler l'Europe, cet homme qui décidait des plus grands résultats par l'application d'une simple formule, qui réglait à Moscou le Théâtre-Français et qui, la veille d'une bataille, en Autriche, décrétait la prise de possession de Rome et la captivité du chef de l'Église; le mari de l'archiduchesse d'Autriche, le dispensateur des couronnes, se trouvait à Fontainebleau, vaincu par le sort des armes. Toutes ses troupes étaient anéanties, il voyait sa capitale prise, les Princes français en France, et les cris de : « Vive le Roi! » auraient pu parvenir jusqu'à lui!

Trente mille hommes environ lui restaient cependant encore; il pouvait presque les doubler, et la suite a prouvé qu'il était en droit de compter sur quiconque por-

tait les armes. Nos braves lui attribuaient tout ce qu'il leur devait. Dans ces graves conjonctures, la France entière, ce beau, cet immense pays, n'avait pas encore prononcé. Napoléon fit ses calculs : il jugea la partie mauvaise; il crut gagner à jeter les cartes, pour se donner des chances nouvelles et recommencer une nouvelle partie. A vrai dire, son rôle était usé; le cercle en était parcouru. Les généraux ne tenaient plus à lui, et lui, comme général, avait perdu à leurs yeux l'ancien mérite du rival et l'ascendant supérieur du maître.

Il voulut sauver du naufrage tout ce que la Fortune consentirait à lui laisser. Il envoya à Paris les ducs de Vicence et de Raguse et peut-être d'autres encore. L'abdication devait servir de base à la transaction qu'il voulait bien consentir pour un trône, mais il demandait que son fils, que l'enfant de l'Autriche devînt empereur de France, sous la régence de l'Autrichienne sa mère. C'était une chose bien étrange. Paris, où le 30 mars l'Empereur avait tout pouvoir, où le 31 les souverains étrangers avaient fait défiler cent mille hommes, Paris voyait, dès le 2 ou 3 avril, traiter du sort de Napoléon déchu, par ses généraux devenus ses arbitres, et bien plus occupés encore de conclure leurs traités particuliers et d'exploiter la puissance de leurs noms.

Il ne m'appartient pas de détailler ici les intrigues multipliées et de montrer les ressorts qui furent compliqués de tant de manières ; c'est du parterre et non pas des coulisses que j'ai vu les événements. Cependant, j'ai pu signaler quelques-uns des courants que le vent des circonstances dirigea en divers sens, dans les régions de l'atmosphère politique, et je consigne ici ce que j'ai appris à titre de simples renseignements.

L'intrigue qui domina les autres fut celle du prince

de Bénévent et de la constellation de ses nombreux amis; ces habiles, qui posaient en principe, et depuis assez longtemps, le retour nécessaire du Roi, avaient réussi, sans s'être compromis, à devenir comme les agents intermédiaires de ce retour. Cette société, assez avide, n'a jamais perdu le vernis qui n'appartient qu'à la bonne compagnie; elle a presque toujours gardé les convenances, qu'elle n'avait pas intérêt à enfreindre. Elle s'était maintenue constamment unie. Aucun parti ne la redoutait ; elle devait de la tolérance à tous, et tous ceux qui avaient quelque distinction pouvaient en attendre, au besoin, une espèce de bienveillance. Le Sénat avait une intrigue puissamment liée dans cette société même et trouva le moyen de l'appuyer fortement par l'alliance de la noblesse bourgeoise née de la Révolution et constituée par l'Empire.

Le Sénat était méprisé dans l'opinion universelle ; il s'était rendu l'organe légal du despotisme le plus odieux. Sa basse complaisance était depuis longtemps rendue responsable des excès auxquels Napoléon n'avait pas craint de se livrer. Cependant, à cause de son titre et du crédit de quelques-uns de ses membres, le Sénat reçut du gouvernement provisoire et de la confiance nécessaire des alliés le pouvoir de servir d'organe à la nation et de régulariser une révolution déjà faite dans les esprits. Il y a des rochers stériles qui brisent les vaisseaux, et sur lesquels les passagers trouvent leur refuge et leur salut. On sentait qu'après tant d'années d'une Révolution établie et d'un régime représentatif ininterrompu, quoique modifié, un retour pur et simple à l'ancien état de choses ne pouvait plus entrer ni dans les vœux ni dans les intérêts. La proclamation de Bordeaux avait tout prévu à cet égard. Cependant, quel-

ques-uns de ces rêveurs qui veulent toujours réduire en abstractions mortes ce qui est vivant dans la pratique, voulurent faire un contrat social; le Roi devrait l'accepter dans toute son étendue ou bien, dès lors, ne serait pas roi; et afin d'ajouter à cette absurdité tout ce qui pouvait servir à couvrir de honte ses auteurs, les sénateurs, se déclarant de droit héréditaire, s'adjugeaient, comme propriétés de famille, toutes les dotations du Sénat. On prétendit, avec beaucoup de raison, que la constitution du Sénat était une constitution de rentes.

Pendant que le Sénat composait cette œuvre vraiment dérisoire et méconnaissait l'entraînement de l'opinion et l'urgence de la situation, ceux des membres du Corps législatif qui étaient demeurés à Paris s'étaient réunis, par un pur sentiment du devoir et après y avoir été à peine invités par le gouvernement provisoire. Ils avaient à leur tête deux vice-présidents : MM. Henri de Montesquiou et Félix Faulcon. Peu nombreux, mais déterminés, les membres de cette assemblée étaient prêts, dès le premier instant, à prononcer la déchéance; l'intrigue des partis suspendit cet élan en leur représentant la nécessité de ménager les différentes influences et les dangers de la précipitation. Il y eut de secrètes conférences, mais les vœux ne purent s'y prononcer avec plus d'énergie que dans les séances publiques. Je sais que quelques hommes eussent trouvé dès lors utile à la stabilité du trône que Louis XVIII y fût élu et non pas rappelé; que le Roi ne prît pas le surnom de Louis XVIII, qui supposait l'existence simultanée d'un Louis XVII et du gouvernement que la France s'était donné sous le nom de République. Mais cette question n'était présentée que comme une hypothèse à discuter dans le but de l'avantage commun.

Le conseil général de la commune de Paris eut l'honneur de l'initiative, et une adresse noblement rédigée par M. Bellart (1), avocat, exprima au nom de la Ville le vœu du retour de Louis XVIII et du rétablissement de son trône. Le gouvernement provisoire, dont tous les membres étaient sénateurs, ne permit pas au Corps législatif de se livrer au sentiment du bien public qui le rendait impatient de proclamer la déchéance. On voulut laisser au Sénat, vis-à-vis du Roi, le mérite de cette déclaration. M. de Valence fut un de ceux qui signèrent l'acte de déchéance, en qualité de secrétaire; mais, la veille de ce jour, dix ou douze membres du Corps législatif avaient écrit au gouvernement provisoire pour garantir l'adhésion de leurs collègues à toutes les mesures qu'il convenait de prendre, et mon père signa le premier. Je ne crains pas d'affirmer qu'avec un peu plus de noblesse dans sa marche et moins d'arrière-pensées dans ses conseils, le gouvernement provisoire aurait pu tirer un grand parti de la réunion des députés et de la franchise de leur patriotisme. Ce qu'ils ne firent pas alors, c'est à la pureté même de leur dévouement qu'il faut que l'histoire l'impute. Ils signèrent individuellement et firent afficher sur les murs cet acte important de la déchéance; par deux fois, mon père exprima à la tribune, où jamais il n'était monté, le vœu du rappel de Louis XVIII.

Cependant, le gouvernement se flattait d'agir sur l'opinion. On publia le testament du roi Louis XVI, que le peuple ne connaissait pas et que tant de gens avaient oublié. On répandit plusieurs écrits et, entre autres, un

(1) Nicolas-François Bellart (1761-1826), avocat, membre du Conseil général de la Seine, conseiller d'État, procureur général à la Cour royale de Paris.

de ceux qui font le plus d'honneur à M. de Chateaubriand. Cet ouvrage offrait la peinture des maux occasionnés par le régime déchu ; l'odieux tableau de la conscription n'avait rien qui ne fût vrai. C'est dans cet écrit que l'auteur rapportait un mot prêté à l'Empereur et qu'il a bien pu proférer ; il aurait appelé les conscrits « de la chair à canon ».

On doit bien penser que les négociations de l'Empereur devaient accélérer ou modifier à chaque instant la tendance des événements. Il y avait à conjurer une intrigue d'une autre espèce, et l'empereur Alexandre seul pouvait alors la dominer : c'était celle de l'Autriche, celle de la régence. La réalisation de cette éventualité pouvait s'appuyer, sous une apparence spécieuse, du vœu ou de l'intérêt de quelques généraux, ou de quelques-uns de ceux qui jouaient depuis longtemps le rôle d'hommes d'État, et prétendaient exercer une assez grande influence sur l'opinion publique. Je ne relèverai pas ici tout ce que ce système avait de faux ; il me suffira de rappeler que l'opinion n'avait jamais été plus indépendante qu'à cette époque. Depuis longtemps, les hommes de gouvernement n'en tenaient aucun compte ; les influences personnelles étaient presque toutes nulles, et, depuis Fouché, qui avait obtenu une sorte d'ascendant en imprimant l'idée d'une immense supériorité d'esprit, mais auquel on ne songeait plus ; depuis Napoléon, enfin, dont le malheur détruisait le prestige, aucun personnage dans l'Empire n'inspirait assez de considération et de confiance, par ses talents ou sa moralité, pour avoir une véritable importance. Les généraux se décriaient entre eux et ne voulaient juger que de leurs fautes respectives ; les hommes d'État qui ne se haïssaient pas n'avaient l'un pour l'autre que cette espèce

de bienveillance qui résulte de l'habitude. L'Empereur eût redouté entre eux des liaisons trop solides, et soit par jalousie, soit à juste titre, on peut bien dire qu'ils ne s'estimaient pas.

Je crois que ce fut le maréchal Ney (1) qui fit traiter à fond cette grande question de la régence en présence de l'empereur Alexandre; les dispositions conciliantes de l'empereur de Russie ne paraissent pas avoir été appréciées par les esprits impatients d'une solution. Quoi qu'il en soit, je suis convaincu qu'Alexandre se proposait de battre l'Autriche avec ses propres armes et de lui enlever les alliés qu'elle eût espéré trouver dans le parti de l'empire. Le général Dessolles passa la nuit entière à soutenir la discussion ; il y obtint l'avantage le plus décisif, et la régence fut rejetée, non plus seulement d'enthousiasme, mais après un examen sévère de la situation.

On a dit que les maréchaux, auprès desquels on ne ménageait aucune marque de persuasion, paraissaient disposés à se rendre plus difficiles sur leur capitulation personnelle, à mesure qu'ils croyaient que leur coopération serait jugée plus nécessaire. Le maréchal Marmont rompit cette coalition dangereuse, si réellement elle a existé. Il commandait onze mille hommes à Essonne; il jugea que de plus longs délais amèneraient des troubles inextricables, et pour la France les maux affreux d'une guerre civile. Il mit dans sa stipulation la conservation de Napoléon, la sûreté de ses jours, la certitude qu'il lui serait fait un sort honorable; sans prévenir ses soldats, et par une manœuvre adroite, il leur fit traverser l'armée du prince de Schwarzenberg et les conduisit à Ver-

(1) Voir les *Souvenirs du maréchal Macdonald*, p. 276.

sailles. On ne peut dire à quel point ces militaires furent surpris; les suites de cette déception faillirent devenir sanglantes : la sagesse des magistrats de Versailles les prévint, et les divers corps de cette armée furent promptement dispersés.

Je rends trop justice à la pureté des vues du duc de Raguse pour ne pas éprouver une véritable peine en rapportant les bruits injurieux qui s'attachèrent à son nom. L'intimité de ses premiers rapports avec l'Empereur, la rapidité de son avancement, attribuée à la seule faveur, le firent taxer d'ingratitude en même temps que de trahison. Quant à moi, je crois qu'il a rendu un bien grand service à l'État, et qu'il l'a fait avec les plus droites intentions. Le maréchal Marmont a quitté le premier, le maréchal Macdonald le dernier; tous deux se sont montrés, dans cette circonstance, éminemment utiles, et aucun des deux ne s'est démenti dans la suite.

Une fois la brèche ouverte, tout céda; chacun des maréchaux fit son adhésion et quitta Fontainebleau pour n'y plus revenir.

CHAPITRE XXXI

La Restauration. — Entrée du comte d'Artois à Paris (12 avril 1814). — Réception du Sénat et du Corps législatif. — L'Empereur quitte Fontainebleau; son voyage à travers la France, pour gagner l'île d'Elbe. — Son séjour au château du Luc; entrevue avec la princesse Pauline. — Marie-Louise quitte Blois; Joseph et Jérôme veulent prendre ses diamants. — Défection des derniers partisans de Napoléon. — Déboires de Réal.

Cependant, Monsieur approchait. Le prince de Bénévent lui avait député le duc de Maillé jusqu'aux environs de Nancy, où il s'était toujours tenu; le jour de Pâques, on apprit que Monsieur était à Livry, et dès le lendemain il fut à Saint-Denis.

Quel événement que cette arrivée! quel retour que celui de Monsieur! Nos Princes, il faut l'avouer, étaient bien oubliés de ceux mêmes dont les transports ont alors éclaté avec le plus d'emphase : le malheur qui se prolonge uniforme et soutenu fait l'effet de ces nuages gris qui décolorent tous les objets et attristent toutes les pensées. La jeunesse ignorait absolument ces Princes; à peine, depuis plusieurs années, les enfants des plus nobles races en avaient-ils entendu prononcer les noms, et, quoi qu'on m'ait pu dire depuis, je n'ai pu, à cet égard, oublier ce que j'avais constaté. Les personnes qui ont retrouvé alors dans le fond de leur âme les sentiments du dévouement le moins douteux, et qui croyaient ce dévouement un devoir, ne pouvaient entièrement se défendre d'une sorte d'inquiétude vague sur les moyens

qu'auraient ces Princes pour se concilier le respect après les bouleversements des derniers temps. L'admiration, l'espèce d'amour qu'Alexandre et le roi de Prusse venaient d'inspirer tout à coup, leurs façons populaires, leur noble extérieur, la capacité personnelle qui se montrait dans leur conduite, tout faisait presque craindre, il faut en convenir, que la comparaison ne fût fâcheuse pour nos Princes. Mais quelle jouissance inexprimable devait succéder à ces craintes!

Monsieur parut à Saint-Denis, et, comme sous l'ancien régime, les poissardes, par tradition, s'empressèrent d'aller le saluer, et rien ne peut se comparer aux transports que leur inspira la bonté familière et charmante de son accueil. La garde nationale de Paris lui envoya un détachement, et ceux qui le composaient furent bientôt pénétrés de sentiments tout nouveaux pour leurs âmes. Si heureux de les voir, si heureux d'être au milieu des Français, le Prince montrait une joie naïve. « Combien nous sommes contents! » lui disait M. de Laguiche. « Eh! reprenait-il avec transport, vous ne pouvez pas l'être autant que moi! » Il dit aux grenadiers de la garde nationale qu'il voulait reconnaître toujours ceux qu'il avait vus les premiers, et qu'il leur demandait de porter à leur boutonnière, en mémoire de lui, un ruban blanc qu'il imagina de leur donner. Voilà ce qui a fait si vite l'Ordre du Lis. L'amour des décorations, né en France depuis l'Empire et la fréquentation des Allemands et des Russes, donna un tel prix à ce ruban qu'il fallut bientôt que Monsieur accordât le droit de le porter, avec le lis d'argent qu'on y ajouta, à tout l'état-major et à un certain nombre de ceux qui composaient les bataillons de la garde nationale. La difficulté de faire les choix, l'empressement d'être choisi, décidèrent enfin les chefs à

donner le lis à tous ceux qui se revêtiraient de l'uniforme, et la promesse de cette décoration suffit à faire habiller, dans l'espace de huit jours, plus de six mille hommes dans Paris.

Dans le courant de la semaine qui avait précédé l'entrée de Monsieur, une garde à cheval s'était organisée; création charmante dont les Français étaient seuls capables d'offrir l'exemple. Des hommes de toute condition, mais en état d'entretenir un cheval, prirent, au nombre de trois cents, l'aiguillette de fil blanc, le plumet blanc de fête. Cette troupe a fait le service qu'ont eu depuis les gardes du corps. Elle a paru se multiplier. Le comte Charles de Damas en fut le commandant, et son aménité, peut-être aussi sa négligence, ont contribué à maintenir dans cette troupe l'émulation réciproque et l'ardeur de simple bonne volonté qui en ont fait l'honneur et les succès. Subordonné ou à peu près au général Dessolles, le comte Charles n'a jamais cherché à bien déterminer ses droits. Le général en chef vint dès le premier jour pour disposer son organisation au plus grand avantage, c'est-à-dire pour le plus grand orgueil de la bourgeoisie. Mais je crois qu'il ne fut que sage. Il laissa des grades à ceux qu'il attacha à son état-major; il y souffrit la double épaulette, qui désignait le colonel commandant de la garde nationale d'un village; lui-même la concéda quelquefois, pour remettre au courant plusieurs hommes qui depuis la Révolution avaient été forcés, par leur âge ou les circonstances, à renoncer à la carrière où leur naissance les appelait; mais il eut soin que les capitaines et les officiers des légions fussent vraiment pris dans les quartiers, et missent de l'amour-propre à l'exercice des fonctions très pénibles dont l'amour-propre satisfait était l'unique récompense.

Il entra enfin, ce Prince aimable, qui disait et pensait dans la générosité de son cœur : « Ce n'est en France qu'un Français de plus. » On savait qu'il se montrerait en habit de garde national. Les maréchaux étaient tous réunis, et le mardi 12 avril, par un temps à souhait, Monsieur fit son entrée dans notre capitale.

Le faubourg Saint-Denis tout entier, les maisons, à tous les étages, tout fut couvert de peuple, garni de spectateurs, pavoisé de drapeaux blancs. Une seule haie de gardes nationaux bordait le passage. Précédé par la garde à cheval, par tous les maréchaux, par l'état-major de la garde nationale, le Prince, à cheval, répondait par ses regards, par sa joie ineffable, par les saluts de son chapeau, par le charme de toute sa personne, en un mot, à des acclamations dont l'accent était inconnu à ceux qui les entendaient, et peut-être à ceux qui les proféraient eux-mêmes. On était venu avec un sentiment; on se sentait ivre de sentiments, et tout cela était populaire. Les maréchaux regardaient autour d'eux; ces explosions d'amour n'avaient jamais en leur présence éclaté pour Napoléon. On vit leurs physionomies, d'abord froides, celles du moins de plusieurs d'entre eux, perdre peu à peu de leur glace et s'épanouir à mesure que leurs impressions allaient grandissant. Le général Dessolles versait des larmes bien sincères. Tout ce bonheur était de l'attendrissement. Mais Notre-Dame allait être le spectacle d'une scène encore plus nouvelle.

J'ai vu ce cortège, auquel rien ne sera comparé; j'étais sur le chemin suivi par le Prince, quand il sortit de Notre-Dame et reprit les boulevards pour arriver aux Tuileries. Rien ne sentait déjà plus cet appareil morne et silencieux qui précédait les pompes magnifiques de Napoléon. Le boulevard était libre, et la haie de gardes

nationaux ne se formait que quelques moments avant le passage de Monsieur. Cette haie s'alignait à peine. Ce monde qui se pressait, et dont l'acclamation était une harmonie, croyait reconnaître ce Prince qu'il n'avait pourtant jamais vu; et lui-même, portant ses regards aux fenêtres, aux balcons, dans les rangs de la foule, paraissait saluer des amis et se remémorer tous leurs traits.

Monsieur aux Tuileries reçut plusieurs hommages; de ses plus anciens serviteurs, des gentilshommes d'honneur de son ancienne maison, trois seulement vivaient encore; il daigna les demander par leurs noms, et le marquis de Chastenay eut le bonheur, après quarante années de service et d'attachement, de retrouver son Prince au palais de ses aïeux.

Je le dirai, sans ingratitude, on ne pensait plus aux princes étrangers, mais la délicatesse vraiment royale de leur conduite dans cette journée méritait enfin un hommage. Aucun ne se montra dans le cours de la journée : leurs troupes semblaient avoir quitté Paris; les consignes les plus expresses écartaient jusqu'aux officiers du passage du Prince français. De telles pensées ne partent que de nobles cœurs. Cependant, l'empereur de Russie, qui s'était transporté seulement la veille à l'Élysée, y reçut Monsieur à dîner.

Monsieur remplit les fonctions de lieutenant général du Roi, et le gouvernement provisoire cessa dès lors ses fonctions, mais Monsieur conserva comme Conseil intime tous ceux qui l'avaient composé, et maintint le ministère provisoire. Le Sénat vint le haranguer et lui apporter son œuvre constitutionnelle. Monsieur répondit avec affabilité, mais avec une dignité remarquable, que le Roi son frère ne lui avait donné pouvoir d'accepter de

sa part aucun contrat de ce genre, mais qu'il était autorisé à garantir et promettre en son nom tous les points importants, dont il fit, sans rien oublier, l'énumération libérale. Tous ces points, indiqués déjà dans la proclamation de Bordeaux, ont fait les bases de la Charte.

Monsieur finissait son discours, quand M. de Ségur s'écria : « C'est bien le petit-fils de Henri IV. » Monsieur, relevant l'apostrophe, répliqua sans hésitation : « Je n'ai pas ses talents, mais j'ai bien tout son zèle pour la gloire de la France et son amour pour les Français. » On peut dire que pendant les jours où Monsieur exerça le premier les fonctions royales en France, une éloquence dont Henri IV seul avait laissé la tradition donna la vie à ses moindres discours, à ses pensées, à ses paroles, à ses sentiments ; tout en lui n'avait qu'une source, et cette source était la plus pure.

Une députation du Corps législatif parut, et ce fut avec l'abandon de la confiance et du sentiment que Monsieur s'entretint avec les députés. C'était sans la moindre réticence qu'ils avaient appelé le retour des aînés de la famille commune ; leur fermeté dans le moment critique avait préparé ce retour. Le président exprima l'opinion de tous, et la réponse cordiale de Monsieur sera le plus beau titre d'honneur de ceux qui l'avaient méritée. Le Corps législatif fit consigner dans ses archives cette belle et noble réponse, que plusieurs avaient retenue. Il en ordonna l'impression avec la permission de Monsieur, et cet aimable prince, à qui le manuscrit fut porté, consentit non seulement à sa publication, mais voulut encore le signer, pour perpétuer l'assurance des sentiments qui en avaient dicté les favorables expressions.

C'est avec un orgueil filial que j'entre dans tous ces

détails, d'une minutieuse exactitude. J'ajouterai qu'une intrigue avait pris à tâche d'éloigner le Corps législatif de toute participation apparente à de si imposants résultats et fait décider, je ne sais comment, que le Sénat paraîtrait seul en députation à Notre-Dame, et que le Corps législatif n'y serait point. Mon père, en l'apprenant, et avec lui tous ceux de ses collègues qui avaient compté sur une députation, et qui eurent connaissance de cet incident imprévu, revêtirent aussitôt leur costume et se réunirent à Notre-Dame, dans un nombre plus grand sans doute que celui de la députation projetée.

Les dames obtinrent d'être présentées à Monsieur dès le lendemain de son arrivée. Celles qui avaient eu l'honneur d'en être particulièrement connues, durant son séjour en Angleterre, avaient été à Livry et à Saint-Denis pour lui porter leurs félicitations; les autres furent admises dans les galeries des Tuileries, sans autre parure que celle de la société ordinaire, sans autre distinction que celle qui n'a pas besoin d'être fixée quand on écarte l'étiquette. Monsieur se fit nommer chaque dame et trouva moyen de satisfaire chacune d'elles d'un mot poli. C'était une chose bien remarquable que de voir Monsieur aux Tuileries, de savoir Napoléon encore à Fontainebleau, et de contempler le confiant et gracieux héritier de ce palais et du trône, dans une galerie tapissée tout entière des tableaux qui représentaient les triomphes du conquérant. Les figures peintes offraient des trophées de guerre, les figures vivantes offraient des trophées de paix. Les maréchaux, les généraux portaient de grosses cocardes blanches, avec tous leurs cordons. L'habit de garde national était celui des hommes de toute condition qui n'avaient point de rang au service. Les dames du nouveau régime étaient mêlées à celles de

l'ancien, et j'ai vu Mme Duchâtel, présentée près de moi et indiquée simplement, mais sans aucune affectation, par le titre qu'elle tenait de l'Empereur.

M. le duc de Berry rejoignit Monsieur peu de jours après. Nos Princes paraissaient avoir voulu franchir dans toutes les directions les barrières qui les tenaient séparés de leur patrie. M. le duc de Berry était à Guernesey. Le préfet du Calvados, M. Méchin, lui députa un émissaire et l'avertit de se présenter. M. Roland, commissaire de police, fut le premier Français qui le reçut. Le voyage du Prince dans toute la Normandie fut ce qu'il eût été alors dans toute la France, et rien ne se ressemble mieux que les impromptus du cœur.

Monsieur désira qu'on fît une entrée à son fils. Le concours y fut moins nombreux qu'à la sienne, mais l'empressement y fut aussi marqué, et quand Monsieur, paraissant au balcon, eut présenté à la foule, rassemblée dans le jardin des Tuileries, ce fils chéri qu'il retrouvait; quand il l'eut embrassé comme au nom de cette foule attendrie, ce fut par des bénédictions que toutes les âmes s'associèrent à l'âme du Prince qui partageait les affections de la nation.

De telles scènes se passaient à Paris, et Napoléon résidait encore alors à dix-huit lieues de Paris. Il avait abdiqué, il avait accepté la couronne de l'île d'Elbe et consenti à recevoir six millions de pension, dont Alexandre prit la peine de déterminer le partage avec les différentes personnes de sa famille. On lui avait permis de conserver mille hommes de la garde impériale; les généraux Bertrand et Drouot s'étaient dévoués à le suivre. Il allait se mettre en route sous l'escorte de trois commissaires russe, prussien et anglais; je crois même qu'il devait y avoir aussi un commissaire autrichien. Ce départ, différé autant qu'il

fut possible, fut cependant fixé, et Napoléon vit enfin arriver le moment des derniers adieux. Ses serviteurs s'étaient tous éloignés ; il voulut produire quelque effet sur les soldats et sur les officiers qui se trouvaient encore près de lui. Avant de monter en voiture, il leur fit un discours, mais, entre tous les dons que le sort lui avait prodigués, il n'avait pas reçu celui de la parole. Tout était théâtral chez lui, et toute représentation réclame le concours de nombreux accessoires ; l'Empereur, montant en voiture avec trois officiers étrangers subalternes, n'offrait aux regards que le tableau d'un voyageur qui se dispose à changer de gîte. Des fers, une prison auraient fait un contraste ; mais il n'y eut rien de vraiment pathétique dans ce départ où tout était joué. Chacun taisait le secret de sa pensée et se forgeait un avenir.

On ne peut avoir le moindre doute sur l'excès de faiblesse dont Bonaparte fit preuve dans ce voyage. Souvent poursuivi par des malédictions populaires, il lui arriva de prendre la place du valet de chambre qui était chargé de faire préparer les chevaux ; il avait pris une cocarde blanche, et, en approchant du Midi, il se couvrit d'une casquette prussienne et d'un uniforme autrichien. Il courut, dit-on, le danger d'être assassiné par le peuple à Aix et à Orgon ; les commissaires pourvurent à sa sûreté, et, après avoir échappé à l'effroi et aux dangers de la route, il arriva au château du Luc pour s'embarquer près de Fréjus.

J'ai entendu conter à M. de Montbreton père, écuyer de la princesse Pauline, que, depuis plusieurs mois, il était avec elle dans ces contrées, et que, préparé au dénouement par les nouvelles qu'il recevait, il avait tout disposé pour son propre retour, aussitôt qu'il jugerait

possible de se retirer avec quelque décence. Il se trouvait au château du Luc. Un cortège de voitures s'annonce, et l'on découvre bientôt, entre de beaux équipages, une espèce de mauvaise calèche, d'où s'élance un homme vêtu comme je viens de peindre Bonaparte ; c'était lui. Il demande sa sœur, et, reconnaissant l'écuyer : « Comment me trouvez-vous, dit-il, et que pensez-vous de cet ajustement ? — L'uniforme des chasseurs de la garde allait bien mieux à Votre Majesté. — Je viens de traverser un pays d'assassins. A Aix, à Orgon, dans toute cette Provence, on a voulu m'ôter la vie. Les Français sont des ingrats, et je m'éloigne d'eux sans regret. »

Arrivé près de la princesse, qui fondait en larmes, il en reçut cette question : « Et pourquoi donc n'avoir pas fait la paix ? — Je ne le pouvais, répliqua Bonaparte ; une paix honteuse, une paix que les Bourbons peuvent accepter, mais qui ne pouvait me convenir. La France dans ses anciennes limites ! Le tort irréparable que j'ai eu, celui que je me reprocherai toujours, c'est de n'avoir pas fait la paix à Prague. Je pouvais faire à Prague une belle paix. Ceci, au reste, est une lutte corps à corps entre l'Angleterre et moi. Je m'y suis mal pris ; mais si j'avais à recommencer, l'Angleterre croulerait en un an. » Pauline lui demanda pourquoi du moins il avait abdiqué. « Qu'aurais-je pu faire ? lui dit-il. Combattre les Bourbons hors de France était sans doute une tâche aisée ; en France, ils ont trop de moyens. La légitimité est une redoutable puissance. Et puis huit ou neuf cents millions de dettes ! Des généraux avides, que je ne pouvais plus combler ! C'était fini. »

Le peuple du Luc et celui des environs s'était attroupé dans le parc, en vociférant contre Napoléon. Il parut en haut d'une terrasse, et, dans son vêtement bigarré, il

descendit jusqu'à portée de ce peuple. « Où est-il, cet infâme? où est-il, ce monstre ? » s'écriait une femme frénétique. « Le voici », reprit Bonaparte, « et, si vous en doutez, comparez », lui dit-il en prenant un écu. L'entretien s'engagea, et, dès l'instant que l'on cause, l'effervescence est amortie. Apercevant bientôt, à quelque distance, des figures d'anciens soldats, Bonaparte les appelle vers lui. Ils avancent, tremblants de respect. Il semble les reconnaître ; il apprend où ils ont servi et paraît lui-même s'en souvenir. Les larmes coulent de leurs yeux. M. de Montbreton voit l'instant où tout ce monde criera : « Vive l'Empereur ! » Il court chercher le général Bertrand, lui dit que son maître s'expose, et, sous prétexte de lui demander des ordres, Bertrand va le reprendre et le ramène au château.

L'embarquement eut lieu le lendemain, et j'appris bientôt que Napoléon était sain et sauf hors de France.

On peut juger de l'impression causée par l'abdication au château de Blois, où se trouvait l'impératrice Marie-Louise avec la plupart des conseillers d'État et des membres du gouvernement. En peu d'instants, la malheureuse souveraine, objet d'adulations si profondes, fut abandonnée du plus grand nombre de ceux qui l'avaient suivie. Cette jeune princesse était bien inspirée quand elle avait annoncé le dessein de demeurer dans la capitale et d'y attendre les événements. L'explosion du 31 mars eût au moins été modifiée par l'incertitude des résultats ; les souverains n'auraient pu se dispenser de venir d'abord aux Tuileries saluer la fille de leur allié et le jeune prince, son petit-fils. Le prince de Schwarzenberg n'aurait osé prendre un parti ; une désastreuse régence aurait sans doute été tentée. Au contraire, reléguée à Blois et l'épouse désormais du souverain devenu

prisonnier de l'île d'Elbe, Marie-Louise n'avait plus de refuge que près d'un père irrité. Je sais pourtant qu'en quittant Vienne, elle n'avait reçu d'autre instruction que d'être la femme de Bonaparte, sans penser à rien autre chose, et elle avait conformé sa conduite à cet ordre plein de sagesse.

Un horrible incident aurait achevé de la décider si elle avait éprouvé quelque irrésolution. Joseph et Jérôme, ces deux hommes impropres à tout, étaient accourus à Blois après l'abdication ; semblables à ces baladins qui passent du tragique mélodrame aux parades les plus grossières, ils voulurent enlever l'archiduchesse, devenue un moment leur belle-sœur, et enlever avec elle les diamants qu'elle avait emportés. Ils prétendirent user de violence, mais MM. d'Haussonville et de Gontaut, chambellans de service, accourus à ses cris, firent prendre les armes au détachement de la garde. Ils disparurent aussitôt, et l'on a toujours cru que les diamants de la reine de Westphalie, volés peu de temps après, pendant qu'elle opérait sa retraite, ne l'avaient été qu'à leur profit.

Marie-Louise, après cet événement, reprit le chemin de Saint-Cloud. Elle y vit l'Empereur, son père, qui avait rejoint les princes alliés à Paris ; elle y reçut les visites de pure forme du roi de Prusse et d'Alexandre, et se mit en route pour Vienne avec son fils et Mme de Montesquiou, qui crut d'une bonne politique de la suivre. Je dois ajouter que les diamants qui n'appartenaient pas à la Couronne, et les meubles de prix, qu'elle désira conserver, lui furent généreusement abandonnés. Elle n'y mit aucune réserve.

Les victimes de Napoléon, ces hommes que leur confiance plus encore que leur conscience avait entraînés loin de Paris et de la sphère où la fortune commençait à

changer d'orientation, ces victimes durent songer à leur traité particulier et au soin de leur existence. Les militaires avaient fait leur accord ; les rangs et les honneurs dont ils étaient revêtus leur étaient conservés, et le temps n'était pas encore venu où ils devaient considérer la paix comme une calamité publique. Les hommes d'État songèrent à leur fortune particulière et à leur situation personnelle. M. Decrès disait à M. Réal : « Réal, êtes-vous riche?... Non, dites-vous. Eh bien, c'est une bêtise. Je suis riche, moi, très riche, extrêmement riche, et je me ris des événements! » Que d'emportements, d'ailleurs, contre Napoléon, sa démence, ses inepties ! Combien de gens se sont perdus, à l'époque de son retour, pour une cause qu'ils maudissaient avec tant de violence, quand Napoléon trahissait d'une manière si cruelle cette cause qui était la sienne, et celle de tous ses partisans, pour lesquels il ne stipula aucune garantie !

Des avis particuliers parvinrent à plusieurs de ces nouveaux émigrés, et les premiers revenus furent aussi les mieux accueillis; en quelques jours ils furent tous à Paris, chamarrés de cocardes blanches, désabusés pour la plupart. L'existence de ces hommes était tellement changée par la seule force des choses qu'il eût été insensé d'attendre d'eux d'autre vœu que celui de la tranquillité ; ils retrouvaient Paris et leurs demeures, mais avec d'autres astres et sous d'autres cieux. L'inaction, les mécomptes de fortune allaient succéder pour ces hommes à des dépenses sans mesure, à une occupation exagérée qui finissait par supposer plus de force physique que d'esprit. Pour quelques-uns, la surprise était grande. Je crois que le plus grand nombre eût été gagné sans retour si les meneurs des derniers événements, en possession

de la juste faveur qu'avait méritée leur conduite pendant le gouvernement provisoire, n'avaient été les intermédiaires entre Monsieur et leurs anciens collègues, complices ou protecteurs. Ils présentèrent les personnages sous la couleur où leur passion, leur intérêt, leur prévoyance voulaient qu'ils fussent considérés, et les plus francs de ces personnages y perdirent sans doute le plus. Les adhésions remplirent les feuilles des journaux; le prince de Bénévent s'opposa par trois fois à celle de M. Réal, et ne put cependant empêcher MM. de Polignac et de Rivière, témoins de sa présentation à Monsieur, de proclamer en lui l'ami de leur malheur et le sauveur de leur existence, et Monsieur assura qu'il n'avait jamais ignoré les services nombreux et importants que M. Réal avait rendus. C'est ici le cas d'expliquer en détail la situation fâcheuse qui fut faite à M. Réal.

M. Réal s'était acheminé vers Blois, lieu indiqué comme point de ralliement des membres du gouvernement impérial; mais je crois qu'il ne passa pas Vendôme. Mme Réal, troublée par les événements qui se succédaient avec tant de rapidité, me pria d'aller trouver M. Henrion de Pansey, alors chargé provisoirement du ministère de la justice. Je vis un excellent vieillard, étourdi comme un jeune homme. « Qu'il revienne, me dit-il; qu'il se trouve ici après-demain. Le conseil d'État sera assemblé, il y prendra sa place, et tout sera dit. » Je rapportai en hâte cet avis. Jamais les frères de M. Réal ne voulurent consentir à l'avertir et à l'aller chercher. J'écrivis, mais par la poste; M. Réal revint, mais vingt-quatre heures trop tard, et seulement quand il eut appris l'abdication, dont on lui aurait porté plus promptement la nouvelle si l'on avait voulu écouter mes conseils et presque mes prières.

Les cocardes blanches arborées par M. Réal, par ses gens, et presque sur les crins de ses chevaux, furent pour lui comme un signal d'espérance. Les principaux personnages du moment lui devaient la vie ou leur fortune, et s'il n'avait eu des ennemis parmi les survivants du régime passé, il eût, je crois, recueilli la juste récompense du bien qu'il avait fait. On le craignait et on l'écarta. J'ai dit qu'on l'avait convoqué à une séance du conseil d'État ; nous étions tous chez lui, et il allait partir. Son épée, son chapeau avaient des rubans blancs ; il reçut un contre-ordre imprévu. Nous en fûmes tous navrés dans l'âme. M. de Laguiche était présent ; il fit parler aussitôt à l'abbé de Montesquiou. Chacun fit des efforts, et, présenté à Monsieur quelque temps après, il en fut accueilli avec quelque bonté. Quand le Roi fut arrivé et qu'il parut en sa présence, les spectateurs prétendirent tous que le regard du Roi avait eu de la faveur, et qu'un personnage d'un autre ordre, et depuis parvenu très haut, en avait eu un plus sévère ; mais ce n'était plus ce qu'on avait attendu.

CHAPITRE XXXII

Réflexions sur le gouvernement exercé par le comte d'Artois jusqu'à l'arrivée du Roi. — Bernadotte et Murat. — Séjour de Louis XVIII au château d'Hartwell : il y reçoit la nouvelle de son rappel; joie du peuple de Londres. — Débarquement du Roi à Calais (24 avril 1814); son arrivée à Compiègne et à Saint-Ouen. — Assaut des courtisans; MM. de Poix et de Duras. — M. de Blacas. — Déclaration de Saint-Ouen. — Entrée du Roi à Paris; attitude de l'ancienne garde impériale. — La duchesse d'Angoulême aux Tuileries; son portrait, sa biographie.

Monsieur se trouva pendant environ vingt jours à la tête du gouvernement. Il eut à répondre à tous les corps de l'État, qui étaient venus le haranguer, et ses réponses ont toutes manifesté une âme et une réunion de sentiments dont on avait perdu le souvenir. On a depuis été bien injuste à son égard, mais alors il gagnait les cœurs, il attachait tous ceux qui venaient jusqu'à lui, et les ministres appelés à travailler avec ce prince, et prévenus peut-être de quelque idée de son insuffisance, restaient charmés de sa facilité prodigieuse, de la douceur de ses manières et de sa discussion, de la pureté de ses intentions, de la justesse de son esprit.

On lui suggéra d'envoyer, dans plusieurs départements, des commissaires munis de pleins pouvoirs pour accorder des grâces, avec des instructions pour observer la situation des esprits et la meilleure manière de les séduire. Les choix, il faut l'avouer, eurent quelque chose de singulier. On vit en action des hommes bien nouveaux

pour l'opinion, et il est pourtant assez remarquable que les plus neufs dans les fonctions publiques furent ceux qui se comportèrent le mieux, car ils apportèrent dans leur mission une espèce de sérénité et de bienveillance, dont l'impression se communiqua, une candeur que l'esprit de système et des plans d'ambition n'avaient point encore altérée. Jules de Polignac, après dix ans de captivité, le chevalier de La Salle, après dix ans d'exil, prouvèrent que la droiture et le désir ardent de bien faire sont des lumières toujours sûres.

On a reproché à Monsieur d'avoir décidé à la légère que nos garnisons évacueraient les places d'Allemagne et de Belgique où nous en tenions encore. Il ne m'appartient pas de juger de cette matière, parce que je ne possède pas des données assez positives. On assura que le Roi aurait regretté vivement que Monsieur eût pris cette mesure, et les reproches adressés par lui à son frère auraient contribué à la maladie qui, peu après, le mit presque au tombeau. Il est possible que le maintien de nos troupes dans les pays étrangers eût permis d'obtenir des souverains une paix plus avantageuse ; mais on peut dire aussi que toutes ces garnisons, affaiblies et à demi détruites par les maladies et la misère, et ne pouvant plus être soutenues, n'avaient en perspective qu'un anéantissement plus complet ; que leur retour faisait rentrer en France une véritable armée ; enfin que, dans la circonstance, il convenait de perdre toute arrière-pensée d'artifice et de faire succéder franchement une volonté de paix à une volonté de guerre. Ce ne fut point l'engouement des étrangers qui décida Monsieur : son désir le plus ardent était dès lors de les savoir de l'autre côté de nos frontières ; il le dit à M. de Clermont-Montoison, alors commandant du bataillon de la garde natio-

nale de son quartier. Cet officier, ancien émigré, lui répondit qu'un corps russe ou allemand qui resterait en France pourrait servir à l'affermissement de l'ordre nouveau; mais, en vrai prince français, Monsieur ne goûta pas cet avis, et n'apprécia que l'intention qui le dictait.

Bernadotte, longtemps notre espoir, après avoir en quelque sorte noué la coalition de l'Europe, s'était tout à coup retiré, et, sans trahir la cause commune, avait renoncé au rôle qu'il devait y jouer. Cependant il vint à Paris, mais à peu près incognito, et fit une visite à Monsieur, en qualité de prince royal de Suède. Monsieur lui rendit sa visite à ce titre. Bernadotte s'éloigna ensuite, et l'on n'a plus parlé de lui; il est dans ses futurs États et restera peut-être dans les glaces du Nord comme un monument des effets prodigieux de notre Révolution.

Murat, cet autre Français couronné, avait autant que Bernadotte contribué à la coalition. Sans le ressentiment qu'il éprouvait contre Napoléon, il aurait pu entraver puissamment les efforts de l'Autriche; il aurait pu, en secondant Eugène, faire une diversion au cœur des États autrichiens, pendant que les armées autrichiennes pénétraient en France par deux routes. Il paraît que de faux conseils le firent frémir tout à coup du parti qu'il avait pris et du péril qui le menaçait. Cette lueur tardive et mensongère servit à le précipiter; mais, à l'époque dont nous parlons, tout encore demeurait dans le vague à son égard.

Cependant, on songeait à l'arrivée du Roi. Le Sénat l'attendait dans une attitude puérile. Monsieur eut le désir de voir partir, pour le chercher, une députation du Corps législatif; il n'était question de rien moins que d'aller jusqu'en Angleterre, et, certes, cela eût été beau. L'assemblée était disposée à cette démarche honorable,

que mon père avait appuyée en citoyen bien plus qu'en courtisan. Mais les protecteurs du Sénat firent différer le départ, en travaillant auprès de Monsieur lui-même, dont l'assemblée attendait l'impulsion. On retarda de manière que la députation, qui fut expressément nommée pour cette mission solennelle, ne rencontrât le Roi qu'en France; mais le décret du Corps législatif fut envoyé d'avance au Roi. M. Henri de Chastenay, mon frère, eut l'honneur d'en être chargé, de la main de Monsieur; témoignage précieux pour nous de la part importante qu'avait eue mon père à la rédaction de cette motion. Mais les délais furent tels que le Roi était à Calais quand le texte de cette résolution lui fut remis.

On savait depuis longtemps que l'auguste famille, réservée à de si hauts destins, avait trouvé en Angleterrt un asile que le continent lui avait refusé. Le Roi s'était fixé dans un château nommé Hartwell; il y vivait avec Mme la duchesse d'Angoulême, Monsieur et le petit nombre de personnes qui leur étaient restées dévouées, et qui composaient leurs maisons. Les mœurs dans ce château étaient patriarcales, mais l'étiquette n'en était pas bannie. Jamais le fils aîné de saint Louis n'avait perdu toute espérance de retour dans sa patrie, sauf au moment du congrès de Châtillon. Impassible, toutefois, dans sa résignation, séparé, en dernier lieu, de son frère et de ses neveux, ignorant entièrement leurs destins, il reçut tout à coup une de ces nouvelles renversantes qui n'ont encore aucune base certaine et qui sont pourtant prophétiques.

Lord Cochrane avait fait avec lui une combinaison financière qui ne pouvait réussir qu'à la nouvelle de la paix universelle. Les événements s'étaient précipités, et déjà le rappel des Bourbons en France paraissait devoir

être le gage le plus assuré de cette paix. Des courriers couronnés de verdure parurent à la Bourse, à Londres, et répandirent cette nouvelle dont l'effet prévu fut subit. Une personne présente se hâta de la faire transmettre au château où le Roi résidait, et son billet, écrit en deux lignes, au crayon, parvint à Hartwell par le Stage, à peu près à huit heures du soir. L'émotion fut grande, le Roi lui-même ne s'en défendit pas ; il attendit toute la soirée la confirmation d'une si grande nouvelle, et les détails qui devaient l'accompagner. Le moindre bruit faisait supposer un message, mais le messager n'arrivait pas; la veillée, que le Roi terminait ordinairement à onze heures, et qui fut prolongée jusqu'à plus de minuit, n'amena aucun éclaircissement.

Le jeudi saint, pendant qu'on était à la messe, une voiture se présenta dans l'avenue du château, des drapeaux blancs la décoraient, et ceux qui en descendirent étaient tous parés d'écharpes blanches : c'étaient les députés de Bordeaux. On eut pourtant le courage de ne pas quitter avant la fin de la cérémonie la chapelle où cette nouvelle émouvante avait pénétré. Je ne chercherai pas d'expression pour peindre ce qu'on éprouva.

Le gouvernement anglais n'avait rien dit encore de ce qu'il savait; mais quand les corps constitués de France eurent prononcé le rappel, le prince régent crut devoir en faire porter la nouvelle au Roi de France. La nuit du samedi saint au jour de Pâques, vers trois heures du matin à peu près, le messager du prince régent, sans bruit et sans escorte, arriva au château d'Hartwell; il éveilla M. de Blacas, et tous deux, à la lueur d'une bougie, pénétrèrent au travers d'un corridor obscur et silencieux jusque dans la chambre du Roi. La sage dignité de ce prince sut concilier l'expression d'une joie

paternelle avec la majesté tranquille dont aucune circonstance n'avait pu le dépouiller. Le messager se retira. Mme la duchesse d'Angoulême fut seule avertie, et c'est seulement le matin que tous les hôtes du château apprirent la réouverture du chemin de France.

On ne songea plus qu'au départ. Le prince régent prodigua au Roi les félicitations qui ne doivent partir que du cœur; il en reçut l'ordre du Saint-Esprit, et lui fit accepter l'ordre de la Jarretière, que Henri IV avait porté. Il lui rendit enfin les prisonniers français qui gémissaient depuis tant d'années dans une captivité rigoureuse et sans terme, et que la politique de Napoléon y eût sans doute laissés mourir.

Le peuple anglais, celui de Londres surtout, donna des signes d'une joie délirante. L'Empereur de l'Europe entière, l'ennemi personnel de l'Angleterre, terrassé! Un prince réfugié au sein de la Grande-Bretagne, sortant de l'asile qu'il y avait reçu, pour gouverner le plus beau royaume! L'idée vague des avantages que l'Angleterre en obtiendrait, l'idée exagérée de la part que l'Angleterre avait à l'événement, les vertus admirables de ce Prince tant éprouvé, tout excita un grand mouvement.

Avant de quitter l'Angleterre, le Roi eut à nommer son ambassadeur près de la Cour; M. de La Châtre, accrédité déjà comme son agent secret auprès du ministère, eut les honneurs de ce choix. Je tiens d'Anglais impartiaux qu'il n'était pas un seul commis qui se permît de manquer aux moindres égards envers M. de La Châtre; agent à peine toléré, il était juste qu'il reparût dans la splendeur du rôle nouveau qui mettait avec lui les ministres eux-mêmes en des rapports si différents.

Deux heures un quart suffirent pour transporter à Ca-

lais le prince appelé par tant de vœux. C'était le 24 avril; le temps était superbe, et j'ai entendu dire aux assistants que jamais plus noble spectacle n'avait été offert à leur admiration. Le peuple couvrait toute la plage. Les vaisseaux britanniques avaient ouvert leurs rangs pour laisser aborder cette chaloupe de fête qui faisait voguer une fortune si belle sur des flots déjà apaisés. La garnison de Lille tout entière, après une marche forcée, arrivait à ce moment heureux, conduite par le brave général Maison, et représentait l'armée française dans cette réconciliation touchante où les cœurs, sans explication, venaient à se confondre. Le maréchal Moncey, que le Roi embrassa; les courtisans qui venaient reprendre les places qu'ils avaient eues ou qu'avaient eues leurs pères, les magistrats qui venaient le complimenter, les femmes qui fondaient en larmes, les cris confus de la multitude, c'était un mélange charmant.

Il débarquait, ce Roi, dont l'âge et les infirmités inspiraient le respect, et dont le regard, le son de voix, les douces paroles étaient autant de gages d'amour. Madame, dans la simplicité de sa parure la plus modeste, et qu'une mode étrangère faisait particulièrement remarquer, était affable sans le savoir, et uniquement par l'excès de son naturel. La vertu sans fard était ce qui brillait en elle. Après les spectacles pompeux, pleins de morgue et d'apprêts, en usage sous Bonaparte, on était surpris d'une grandeur toute naturelle et si peu recherchée. Mais avait-on le temps de penser? Une calèche était sur le rivage, des coursiers fougueux rongeaient leurs freins; les hommes du port traînèrent eux-mêmes le Roi. L'église, où le *Te Deum* fut moins chanté que crié en chœur, ne pouvait contenir tous ceux qui auraient voulu y pénétrer; la ville, le rivage, tout était devenu

temple, et c'était à la face des cieux que la Justice et la Paix venaient s'embrasser sur la terre.

Le passage à Amiens ne fut pas moins brillant. Arrivé à Compiègne, le Roi prit quelque repos. La députation du Sénat lui remit son œuvre constitutionnelle; il la reçut sans s'expliquer. La députation du Corps législatif, qui attendait depuis deux jours, fut accueillie avec faveur. M. Bruys-Charly (1) la présidait, comme doyen d'âge; mon père avait le bonheur d'en faire partie. Le Roi témoigna le désir de faire son entrée à Paris entouré de la députation. Il donna ordre, en présence de ceux qui la composaient, qu'on lui préparât des voitures. Ces voitures en effet ont accompagné le cortège; mais un plan suivi avec un art perfide, dont un jour on aura le secret, ne permit pas qu'elles fussent remplies, et elles ont défilé vides.

Enfin le 1er mai le Roi était arrivé à Saint-Ouen. Le 2, il y reçut les hommages de tous ceux qui osèrent ou durent s'y présenter; les hommes, les femmes, le régime ancien et nouveau, tout fut également bien reçu. A Compiègne déjà, le Roi avait admis en sa présence et à sa table les maréchaux et les principaux de ceux qui tenaient un rang dans l'État. A Saint-Ouen, le maréchal Ney lui amena ses trois jeunes enfants, et le Roi, étendant sa main comme pour les bénir, leur dit : « Soyez braves comme votre père et aimez bien votre Roi. »

J'ai dit que les anciens courtisans avaient repris leurs places; on avait calculé jusqu'aux années, jusqu'aux mois qui devaient régler le service, comme s'il n'avait jamais été interrompu. M. de Poix, capitaine des gardes, s'était

(1) Bruys-Charly, député de Saône-et-Loire.

presque établi de force dans la voiture du Roi, en cette qualité; M. de Duras exerçait comme premier gentilhomme de la chambre, mais l'esprit de conciliation rendait les manières de tous obligeantes, polies, prévenantes. Un homme d'ailleurs apparaissait, dont le nom, quoique ancien, était si peu connu qu'on ne le prononçait pas avec exactitude; c'était M. le comte de Blacas. Taille élevée, extérieur froid, successeur de M. d'Avaray, qui en mourant l'avait légué au Roi; en possession de la plus haute confiance, de la plus haute intimité, sans place officiellement déterminée, objet d'envie, de défiance et d'inquiétudes.

L'entrée était fixée au 3, et le parti que prendrait le Roi relativement à l'acceptation demandée ne laissait pas d'occuper quelques esprits, qui craignaient un prétexte de trouble, ou qui voulaient se réserver. Le 3, au point du jour, une déclaration fut proclamée à l'improviste et répandue dans tout Paris, et l'on peut dire, avec la plus exacte vérité, qu'elle satisfit tous les vœux.

Le préambule était touchant : « Rappelé au trône de nos pères par l'amour de nos peuples », c'est ainsi que le Roi commençait, et le sentiment de la seule puissance d'un mot avait repoussé le sophisme. Le Roi donnait ensuite l'énumération raisonnable et complète des engagements qu'il prenait, et dont les articles devaient servir de base à la *Charte* constitutionnelle du royaume, et rien n'y était oublié. Ce mot de Charte, employé pour la première fois, distinguera toujours l'œuvre durable de la Restauration de toutes les ébauches précédentes, et cette œuvre sera durable parce qu'on ne peut la surpasser.

Le Roi fit son entrée en calèche découverte. Il était vêtu d'un habit de drap bleu uni, avec deux épaulettes

qui portaient des couronnes. Madame, à ses côtés, avait une robe montante, brodée de lames d'argent, avec une fraise, et une toque chargée de plumes. M. le prince de Condé, M. le duc de Bourbon, étaient assis sur le devant de la calèche. M. le comte d'Artois, M. le duc de Berry étaient à cheval, avec le général Dessolles, son état-major, la garde nationale à cheval et un groupe nombreux d'officiers.

Ce n'était pas le boulevard cette fois (1), c'était la rue Saint-Honoré que le cortège devait suivre en revenant de Notre-Dame. Quelques détachements de l'ancienne garde impériale avaient été appelés pour cette cérémonie. M. le duc de Berry avait ménagé cet accord avec les puissances alliées. Le prince avait cru que cette confiance entraînerait les cœurs de ces braves guerriers, dont le dévouement farouche au chef qui les avait abandonnés méritait d'inspirer l'estime; mais il fut aisé de voir, pendant qu'ils défilaient, combien leurs courages souffraient de la situation où ils étaient réduits. Leur haine contre les étrangers, qu'ils regardaient comme des vainqueurs, bouleversait toutes leurs idées; ils préféraient s'en prendre à la trahison des royalistes, agissant dans le secret, plutôt que de reconnaître les fautes immenses de leur Empereur. On les applaudit avec transport, mais les cris de : Vive le Roi! mêlés à ceux de : Vive la garde! n'obtinrent pas d'eux un sourire. Les escadrons de gardes d'honneur eux-mêmes, quoique mélangés de divers partis, parurent plutôt pénétrés d'une mâle tristesse militaire, que de la joie qu'aurait dû leur causer le sentiment de leur délivrance. Cependant, tout se passa dans l'ordre le plus décent, et cette apparition de nos

(1) A la différence de ce qui avait eu lieu lors de l'entrée du comte d'Artois, rapportée plus haut.

uniformes français fut une jouissance réelle pour la plupart des spectateurs.

Madame fondit en larmes, en se prosternant à Notre-Dame; on aurait dit la Piété désarmant le Ciel fléchi. Le Roi, non moins ému peut-être, mais entraîné par le bonheur présent, contemplait cette foule attendrie qui le recevait comme un bon père. La statue équestre de Henri IV, modelée par M. Houdon (1) et le dernier chef-d'œuvre de sa vieillesse, avait été placée sur le pont Neuf, et quand le Roi la découvrit, une bruyante symphonie fit retentir des refrains chéris, et des colombes offrirent dans les airs le doux symbole de la fidélité. La rue Saint-Honoré, où je vis passer le cortège, était un immense théâtre, décoré à tous les étages et garni d'une foule joyeuse. La vue des carrosses du Roi, armoriés de bouquets de lis, le retour de sa grande livrée, firent une vive impression de plaisir sur ceux qui en gardaient le souvenir, associé à tant d'autres pensées. Des acclamations inexprimables annoncèrent enfin la calèche royale; mais à peine les panaches blancs des huit coursiers qui la traînaient eurent-ils frappé mes regards, qu'un nuage couvrit mes yeux, et, dans ce moment où j'écris, l'émotion fait encore couler mes larmes.

Les douze municipalités de Paris avaient nommé chacune douze dames pour recevoir aux Tuileries Mme la duchesse d'Angoulême. Elles portaient des corbeilles de fleurs. Mais la princesse, subjuguée par les émotions de ce jour, par celle que lui faisait éprouver sa rentrée dans ce palais d'où elle était sortie le 10 août avec sa famille et où le Ciel la ramenait seule de tous ceux qui l'avaient quitté, la princesse ne put répondre à des hom-

(1) Le célèbre sculpteur Antoine Houdon (1741-1828).

mages où le bruit et le nombre ne permettaient plus de distinguer le sentiment. Prête à s'évanouir, baignée de pleurs, elle se retira à la hâte et laissa son âme déborder sous le regard de Dieu seul.

Madame, seule survivante des royales victimes que le Temple avait renfermées, ne s'était jamais présentée à l'imagination des esprits raisonnables que comme un objet céleste d'adoration, revêtu des charmes touchants qui sont le partage d'une tendre jeunesse, d'une beauté pâlie et non pas ternie par les pleurs. L'orpheline du Temple, remise à l'empereur d'Autriche, neveu de sa mère, sous le prétexte d'un échange, avait quitté la France à l'âge de seize ans et demi. Elle avait éprouvé à Vienne des malheurs d'un genre tout nouveau et de nouvelles persécutions. L'Autriche, toujours habile et rarement généreuse, conçut le plan d'unir par un mariage la fille unique de Louis XVI avec l'archiduc Charles, alors le héros de la maison de Lorraine, et de préparer ainsi des chances à l'avenir. La princesse française ne voulut jamais sacrifier ainsi à une race étrangère l'espèce de droit ou d'intérêt que ses malheurs ou sa naissanee pourraient jamais lui donner, pour prendre la couronne qu'avait portée le roi martyr. Dix-huit mois d'une véritable captivité, au milieu d'une cour qui devait lui servir d'asile, ne purent fléchir l'énergie de son caractère trempé sitôt dans les larmes. L'empereur Paul Ier intervint; il fit dépendre de la liberté de Madame l'expédition que lui demandait alors la coalition. Elle rejoignit sa vraie famille. Elle fut mariée à M. le duc d'Angoulême, l'héritier légitime du trône, et, dans une longue suite d'années, jamais un mot n'échappa à Madame qui ne supposât l'amour inaltérable de la France et des Français. On eût dit, d'après les rapports, d'ail-

leurs peu nombreux, qui circulaient à son sujet, qu'elle s'était fait une religion de confirmer par le témoignage de sa vie les opinions et les sentiments que le Roi son père avait constamment professés.

Madame reparut en France âgée d'environ trente-sept ans (1). Les traits de son visage étaient beaux, mais sérieux; les pleurs avaient sillonné ses joues. Sa taille, quoique régulière, n'était pas assez élevée pour répondre à la dignité de sa physionomie. Elle avait contracté l'habitude de se tenir avec négligence et de dédaigner la parure. Le son de sa voix était rauque et ses phrases brèves. Hélas! la rudesse qui tranchait dans ses moindres discours, dans ses expressions les plus obligeantes, résultait en partie de l'éducation terrible qu'elle avait reçue dans la tour du Temple, où des geôliers inflexibles entouraient sa jeunesse et durcirent, si je puis parler ainsi, ses premières impressions. Le feu bailli de Crussol m'a dit que dans les premiers temps de sa correspondance avec le Roi son oncle, depuis Paris où elle était encore, ce prince et ceux qu'il honorait de sa confiance furent surpris du ton prononcé qui régnait dans ses lettres et du laconisme de ses paroles.. Madame parut ce qu'elle devait être, ce que le temps, la Religion et tant d'épreuves l'avaient faite : l'ange du devoir, la femme sans reproche, le modèle de toutes les vertus. Mais tout prestige romanesque disparaissait en sa présence, et ceux qui avaient le plus chéri l'image qu'ils s'en étaient formée furent peut-être ceux à qui la perte de leur illusion coûta aussi le plus de regrets.

Les émotions de Madame en entrant aux Tuileries étaient de nature à contraster avec le sentiment qui

(1) Exact; elle avait trente-six ans et cinq mois, étant née le 19 décembre 1778.

régnait dans Paris. Les Français ne veulent changer que pour se réjouir, et ils se réjouissent presque toujours d'avoir changé. Il fallut pourtant faire un service solennel aux mânes de ceux qu'on avait immolés. Madame y fut, cachée par des crêpes épais; mais, — comme elle-même n'a pu s'empêcher de s'en plaindre douloureusement, — loin d'écarter des souvenirs qui redevenaient vivants pour elle, il semblait que chacun se plût à les lui renouveler. Le portrait du Roi son père, même celui de la Reine, lui furent présentés partout où elle parut, et offerts chez elle sous toutes les formes. On se faisait une sorte d'art de les lui faire voir comme d'agréables surprises; broderies, dessins, peintures, tout les lui retraçait, et au moment où elle était le plus disposée à se prêter à des impressions de joie, ces images, qui pour elle étaient celles d'un père et d'une mère, et non pas des tableaux d'histoire, étaient mises constamment sous ses yeux.

Au reste, elle fit connaître à quelques personnes qui se trouvaient auprès d'elle qu'après le premier déchirement causé par son retour aux Tuileries, elle se trouvait très heureuse et bénissait le Ciel de tout son cœur.

CHAPITRE XXXIII

Petit nombre d'émigrés revenus avec Louis XVIII. — Affaires d'étiquette; préséance des duchesses. — Affluence de l'Europe à Paris. — Bal chez sir Charles Stewart; le duc de Berry, les souverains étrangers, Platoff, Wellington, etc. — Le roi de Prusse, Humboldt, Ancillon. — L'empereur Alexandre; sa prédilection pour les grands noms de l'époque impériale, son intervention en faveur de la reine Hortense, ses relations avec l'impératrice Joséphine. — Alexandre détesté par les ultra-royalistes. — Revue des troupes étrangères en l'honneur de Louis XVIII; le Roi y répond par une revue de la garde nationale.

Le nombre des personnes que le retour du Roi fit rentrer dans leur patrie était excessivement restreint. L'émigration était finie, et c'est par une double méprise qu'on a voulu marquer l'époque royale par la rentrée des émigrés. Le Consulat avait fait disparaître les listes et les absences; l'armée de Condé était congédiée depuis quinze ans. Non seulement les radiations avaient fait rentrer en France ceux qui avaient tant dû gémir de l'avoir quittée, mais l'amnistie avait donné un moyen de plus à ceux qui avaient trouvé plus court de se faire inscrire sur les contrôles d'un chef de Chouans. Chacun avait pansé ses plaies, arrangé ses affaires ou déploré sa ruine, mais enfin on s'était marié, établi; la cour impériale avait vu reparaître des noms jadis illustres. La jeunesse était aux armées, en général ravie d'y être; l'âge moyen s'était jeté dans l'administration, qui ne pouvait fournir assez aux demandes des aspirants. On

s'était plu, dans toute la France, à offrir des dédommagements à ces victimes de leur honneur, que les orages de la Révolution faisaient absoudre de leur opposition à ses principes, et que leur retour filial au sein de la mère patrie réconciliait avec des frères plus sages ou plus heureux. De là cet amalgame étrange dont j'ai parlé, et dont l'immense administration des Droits réunis présentait surtout l'exemple.

M. de Pozzo di Borgo appela l'émigration un suicide politique. La définition me paraît juste, et l'événement du 31 mars a décidé la question : quelques milliers d'hommes armés, mais au dehors, n'ont pu produire en France un seul mouvement en leur faveur; la seule force de l'opinion, au dedans, a fait fermenter toute la masse et l'a soulevée tout entière le jour où l'occasion favorable s'est présentée. Quelques Français s'étaient fixés à l'étranger, et c'était comme général russe que M. de Langeron était venu attaquer Paris. Français toutefois par leur humanité, M. de Langeron et MM. de Saint-Priest, comme lui au service de l'empereur de Russie, avaient comblé d'attentions et de secours ceux de nos malheureux soldats que les calamités de la campagne de 1812 firent tomber entre leurs mains; c'est une justice qu'il m'est doux de leur rendre.

Nos princes revinrent parmi nous après le retour de la famille royale. M. le prince de Condé, M. le duc de Bourbon, fixés en Angleterre, avaient suivi les pas du Roi, et M. le duc d'Orléans revint de Palerme.

Mais comme il arrive toujours, c'était d'en haut, c'était de la part de ceux qui s'étaient dits royalistes les plus purs ou les plus prononcés, que devaient partir les signes, les premiers cris, les premiers orages du mécontentement. La déclaration de Saint-Ouen, qui avait

porté dans tous les cœurs la confiance et la satisfaction, avait blessé les opinions de quelques ennemis acharnés de ces notions qu'on croit flétrir en les appelant idées libérales. Ces personnes habituées à fronder, par amertume plus encore que par opinion, desséchaient autour d'elles la fleur de l'enthousiasme. Il survint une circonstance qui produisit bien plus d'irritation; et les réclamations qui en furent la cause auraient pu mériter quelque intérêt, — car elles étaient parfaitement fondées, — si elles n'avaient pas été mêlées de tous les genres d'aigreur et de blâme, et suivies toutefois d'une servile soumission.

Jamais, dans l'ancienne Cour, il ne s'était fait de distinction entre les personnes qui s'y trouvaient admises, sauf pour le tabouret, que les duchesses seules prenaient au dîner du Roi et des Princes. Sous Bonaparte, on avait mis des nuances d'étiquette entre la salle du Trône, celle de la Paix, etc.; mais ces nuances n'étaient que pour les hommes et se déterminaient par les grades et les fonctions. M. le duc de Duras — c'est lui qu'on en a accusé — imagina de les conserver, et, ce qui fut bien pis, il décida que les duchesses seraient reçues par le Roi les premières, dans la salle du Trône, et que les autres femmes n'y entreraient pour saluer le Roi qu'après qu'elles en seraient sorties.

C'était pour la noblesse une insolence gratuite. Les ducs et les duchesses de l'ancien régime eurent le sot orgueil d'en être fiers, et, comme plusieurs de ces duchesses n'étaient pas filles de qualité, cela ne laissait pas que d'être étrange. Je ne crois pas avoir entendu rien de comparable aux cris qui furent alors poussés, et auxquels se joignirent des reproches tout à fait injurieux à l'adresse du Roi, qui avait consacré les envahissements

du régime passé et le dépouillement de ses serviteurs. On ne laissa pourtant pas de se porter à la Cour. Quelques dames me firent prier de composer une requête ; je la fis, je la confiai sous promesse expresse du secret ; mais ce projet, qui était raisonnable et qui excluait les déclamations déplacées, fut promptement abandonné. Le Roi avait cru sans doute flatter les grands de nouvelle création, mais en général tout ce qui fait germer les plaintes sans produire un grand avantage est un danger. J'ai mon orgueil, ou, si l'on veut, ma dignité ; j'ai cru cette mesure de cour injuste et mal calculée, mais j'ai été révoltée du mauvais esprit qui perçait dans l'expression du mécontentement, esprit fatal, dont les réactions momentanées, mais vives, ont gâté beaucoup de bien et produit de grands maux.

Quoi qu'il en soit, les étrangers, et non pas seulement ceux qui venaient en garnison, mais tout ce que l'Europe comptait de personnages marquants, étaient accourus à Paris. Chaque jour c'étaient des fêtes, et vraiment l'âge d'or politique a pu sembler réalisé pendant trois semaines ou à peu près. Je me souviens d'avoir été au bal chez un Anglais, sir Charles Stewart, frère utérin de lord Castlereagh et revêtu lui-même d'un caractère diplomatique. J'y vis une réunion qui ne saurait se renouveler, surtout avec l'esprit qui réellement y présidait alors : M. le duc de Berry, en habit de garde national et valsant de préférence avec la maréchale Ney et la maréchale Augereau, distinguées toutes deux, l'une par une réputation d'esprit et de talents, l'autre par une figure charmante ; l'empereur Alexandre, dont le choix se portait presque toujours sur les mêmes dames ; le roi de Prusse, les princes ses frères, ses neveux, ses enfants ; un homme longtemps fameux et qui ne parut à Paris que comme

un bipède grossier, d'une figure insignifiante, l'ataman Platoff, qui ne parlait, je crois, aucune langue européenne, et dont on remarquait le cordon, la grande taille et le silence complet; le prince de Schwarzenberg, M. de Metternich, tous les ambassadeurs, tous les princes allemands.

Tout à coup nous vîmes entrer un homme de grande taille, vêtu de rouge, d'une honnête figure faite pour caractériser plutôt un gentilhomme loyal qu'un héros devenu fameux. Il donnait le bras à deux jeunes femmes, selon l'usage reçu en Angleterre; c'était le duc de Wellington et ses deux nièces favorites. Il était arrivé le soir même, presque incognito, à Paris. Son nom se répéta de bouche en bouche, comme d'unanime applaudissement; l'idée qu'on avait de sa générosité, de ses talents, de son désintéressement, était au-dessus de l'expression. On le regardait comme le sauveur de nos provinces méridionales; il avait su les préserver de la vengeance des Espagnols, il y avait maintenu son armée dans une exacte discipline, et avait payé ses approvisionnements; on lui attribuait une grande part dans la révolution de Bordeaux, dont tous les détails n'étaient pas encore connus. On croyait qu'il avait rendu quelque moralité à la guerre d'Espagne en y réprimant les excès qui faisaient frémir l'humanité, et les militaires français avaient tous célébré les procédés qu'il avait eus envers ceux de nos prisonniers tombés entre ses mains.

Le roi de Prusse, je l'ai dit, assistait à ces fêtes avec ses enfants, comme eût fait un bon père dans une situation privée. Ses enfants, son neveu, ses frères, tous aimables, tous polis, tous s'amusant de bien bon cœur, animaient ces bals au lieu de les glacer.

M. de Humboldt, le savant, remplissait auprès d'eux

des fonctions de cour, et leur servait partout de guide. Quand les Français étaient en Prusse, il y était accouru pour y servir d'intermédiaire entre eux et ses compatriotes; à Paris, il s'était rendu le protecteur de tout ce qui tenait au monde savant. Il me fit faire connaissance avec M. Ancillon, gouverneur du prince royal, homme remarquable par un beau et droit caractère, par une pureté de morale allemande et digne du beau idéal, vers lequel les disciples de Kant rêvent leur unification. Issu de réfugiés français, M. Ancillon avait écrit dans un français élégant et correct, sur l'histoire, et sur quelques points de philosophie rattachés à la politique. Bon d'ailleurs, comme tous ceux dont l'âme est élevée, et l'esprit étendu, M. Ancillon a laissé à ma famille ainsi qu'à moi le sentiment d'une cordiale estime. On croyait, en le voyant, l'avoir déjà connu, et l'on désirait le revoir quand on l'avait connu.

MM. de Humboldt et Ancillon m'engagèrent à parler la première à leur Roi, si je voulais le mettre à son aise, car tous les princes partout ont de la timidité. Je vis que je lui faisais plaisir, et je devins ainsi une de ses connaissances. Au beau bal que donna M. de Goltz, comme en retour de ceux que son souverain et ses princes avaient reçus, le Roi fit jouer à sa musique les airs qu'il croyait les meilleurs, et qu'il me faisait écouter. Il commençait à apprécier la société française. Mme de Sainte-Aulaire et la famille du Roure étaient devenues d'ailleurs sa société et ses amis; et un voyage qu'il fit alors en Angleterre lui donna l'occasion, à son retour, de bien mieux goûter le charme de la vie aimable de Paris.

L'homme vraiment digne d'admiration pourtant était alors celui qu'on commençait à dénigrer; c'était l'empereur Alexandre. Une seule idée préoccupait son âme :

le repos de la France, l'affermissement du Roi. Les partis avaient paradé devant lui; il avait reconnu une force invincible dans une classe restée puissante malgré le préjugé, et croyait plus aux succès d'une transaction qu'à ceux de la victoire; aussi fut-il peu empressé de plaire au parti qui devait voir tous ses vœux comblés par le retour inespéré des Bourbons; c'était parmi ceux qui depuis quinze ans dominaient l'Europe par la France qu'il voulait conquérir du dévouement au Roi et à sa cause; c'étaient eux qu'il voulait séduire, en leur prouvant, par le seul fait des attentions qu'il leur prodiguait, quel rang ils tiendraient dans une cour nouvelle. Au bal, c'était aux maréchales qu'il adressait le plus souvent ses invitations; il avait accepté chez elles des déjeuners et des réunions.

Soigneux de fixer le sort de Bonaparte et de sa famille, il croyait assurer la paix, et peut-être aussi satisfaire à l'honneur de tant de souverains, qui s'étaient abaissés pendant quinze ans aux plus lâches adulations. Il avait vu souvent la reine Hortense, et le Roi, à sa prière, avait donné à cette jeune femme le titre de duchesse de Saint-Leu à partager avec son fils aîné, et quatre cent mille livres de rente.

Alexandre avait vu bien plus souvent encore l'impératrice Joséphine, cette femme vraiment incomparable, qui réunissait la grâce, la bonté, la justesse, le goût des arts et des talents, à une connaissance parfaite de l'ancien régime, de tous les hommes, de tous les faits de la Révolution et de l'Empire. Accoutumée à des conversations spirituelles et nourries, en possession de tous les secrets de l'art de plaire, je ne crois pas qu'aucune femme ait dû jamais mieux mériter d'entraîner et d'attacher. Elle avait pris le titre de comtesse d'un des fiefs

qui dépendaient de sa belle terre de la Malmaison. Le Roi devait lui donner audience, et ils se seraient séparés réciproquement satisfaits; mais une horrible maladie se déclara la veille de ce jour, et l'infortunée cessa de vivre. Alexandre crut perdre, et perdit, je n'en doute pas, une amie digne de ses regrets. La calomnie la plus honteuse osa un moment attaquer ce que la vertu a de plus pur; on accusa le poison, on prétendit qu'Hortense et Eugène étaient, comme leur mère, malades en danger. Ils furent promptement guéris, si même ils furent malades, et Eugène, favorablement traité par notre Roi, eut la sagesse de s'éloigner de la France, où jamais il n'a reparu.

Les services inouïs dont nous étions redevables à la magnanimité et aux lumières d'Alexandre, tout, en peu de semaines, fut oublié, et l'ingratitude la plus coupable se dévoila avec affectation.

Le Roi pourtant, le bon roi Louis XVIII, étranger aux passions qui s'envenimaient autour de lui, le Roi traitait d'une part avec les étrangers, et de l'autre avec les passions et les intérêts des Français, pour fonder le repos de la France. Les souverains alliés s'étaient piqués de lui faire voir leurs troupes immenses; Paris avait été encombré tout un jour par leur défilé. Le Roi avait soutenu avec une vraie dignité un spectacle assez pénible, mais dont les souverains s'efforçaient de changer la pompe en une fête, en se mettant l'un après l'autre à la tête des régiments qui portaient le nom de leurs couronnes, et en faisant le salut des armes sous le balcon du prince français. Le Roi voulut leur offrir à son tour la magnifique réunion de la garde nationale de Paris. La revue des douze légions se fit au Carrousel. Trente mille hommes volontaires, bien armés à leurs frais et

tenus militairement, sans compter la garde à cheval, offraient, plus que des troupes soldées, un sujet de réflexion pour ceux qui veulent penser; et les souverains sont forcés de penser, car personne n'a plus besoin qu'eux de la philosophie des choses.

J'y assistais, à cette revue. Monsieur se mit à la tête. On fit paraître, après la garde nationale, quelques détachements de cavalerie; M. le duc de Berry, revêtu de leur uniforme, semblait tout rayonnant de l'honneur d'être avec eux. Le temps était superbe; le jardin des Tuileries était tout émaillé, on y passait comme dans un véritable Élysée, et l'on sortit du spectacle, pacifique sans doute, mais imposant, qu'on venait de contempler, avec l'heureuse fierté du patriotisme satisfait. Le Roi avait dit de sa voix sonore qu'il était parfaitement content.

CHAPITRE XXXIV

Négociations de Louis XVIII avec les souverains étrangers ; patriotisme du Roi. — Jalousie des Anglais en voyant la France encore redoutable et prospère. — Séjour du roi de Prusse en Angleterre, son mécontentement. — La Charte présentée aux corps constitués. — Première déception de Fouché. — Louis XVIII fait sanctionner la Charte ; esquisse de la séance royale. — Formation de la Chambre des pairs. — L'institution de la rue Barbette, dépendance de la Légion d'honneur.

Le Roi, dès les premiers moments, avait organisé son ministère. Je reviendrai sur cette opération, dont les conséquences furent prodigieuses ; mais ce que les premiers actes du Roi offrirent de plus remarquable fut la double réalisation de la paix avec toutes les puissances, et de l'œuvre constitutionnelle la plus parfaite qu'on eût encore vue, la Charte, monument précieux de la sagesse et de la méditation, et qu'on n'eût jamais dû se permettre d'altérer.

La paix offrait plus de difficultés réelles qu'apparentes. Les souverains étaient obligés de soutenir ostensiblement les assurances de générosité qu'ils avaient prodiguées, mais Alexandre seul traitait avec loyauté. Le Roi eut avec les souverains les explications les plus vives ; il déclara hautement, — on le sut, — qu'il reprendrait plutôt la route de l'exil que de souscrire à des conditions que l'honneur national repousserait. Nous avions encore une armée, nous ne paraissions avoir qu'un sentiment, les

étrangers eurent peur; ces souverains, qui voulaient être magnanimes avec deux cent mille hommes en France, se résolurent à la retraite. La France reprit ses anciennes limites, en y ajoutant la Savoie et quelques villages flamands. Les Anglais nous rendirent ou nous promirent Pondichéry, mais ils retinrent l'île de France.

En dépit des démonstrations du prince régent d'Angleterre, au moment où Louis XVIII avait été rappelé en France; en dépit des transports subits d'un peuple aussi aimable dans son enthousiasme que peu délicat dans ses injures; en dépit des larmes sincères que l'attendrissement faisait répandre à quelques jeunes Anglaises bonnes et jolies, ce fut avec le sentiment d'une amère et profonde jalousie que les Anglais consentirent à reconnaître la France, ce monde devenu pour eux totalement étranger et d'où tant de phénomènes étaient partis pour éblouir. L'esprit de la Révolution, qu'il ne faut pas flétrir en ne le considérant que sous le rapport des excès, qui tendaient à anéantir; l'esprit de la Révolution, c'est-à-dire un esprit d'émulation, et, si l'on veut, d'orgueil qui ne connaît rien d'impossible, qui ne redoute aucun effort pour atteindre un but désirable, qui ne veut trouver aucune entrave dans l'ordre social; l'esprit de cette Révolution, tel que je l'envisage ici, avait secondé puissamment les succès de notre industrie. Le fabricant. élevé dans sa propre opinion, avait aspiré au premier rang; le savant avait cru qu'un philosophe citoyen devait faire servir ses découvertes à l'utilité de son pays; l'élégance, née d'un retour vers le bon goût de l'antiquité, s'était répandue jusque dans les campagnes. Nos atrabilaires critiquaient les chapeaux de paille de nos moissonneuses et la forme nouvelle de leurs simples ajustements, tandis que tout cela ne prouvait que l'extension

des manufactures et le bon marché de leurs productions. On voulait oublier que ce but est celui du commerce, et cet effet, celui de la marche du temps, effet que les circonstances accélèrent quelquefois. A la fin du seizième siècle, un ambassadeur espagnol faisait à la reine Élisabeth le présent d'une paire de bas de soie tricotés, et c'était une merveille.

Nos étoffes en tout genre, nos bronzes, nos aciers même, jusqu'à nos lampes combinées de tant de manières, tout était neuf pour les Anglais. Leurs modes étaient devenues grotesques, et en peu de jours il fallut que les femmes de cette nation, nouvellement débarquées, fissent une réforme complète dans leurs costumes. Les hommes, dont la tenue simple et correcte avait autrefois servi de modèle, furent obligés de suivre à leur tour les modèles que nos jeunes gens leur offraient dans toutes les classes; la coupe même de l'uniforme anglais n'avait rien de dégagé ni de militaire. Les Anglais affluèrent à Paris, mais pour sonder le secret de nos entrailles, pour deviner de quel côté nous serions le plus accessibles et quel poison nous ferait tomber le plus aisément en langueur.

Éclairés sur nous-mêmes par cette envie mal déguisée, nous comprîmes que nos fruits de paix devaient nous causer plus d'orgueil que les plus hautes palmes de la guerre. Quelques personnes qui n'y avaient jamais songé reconnurent avec empressement une patrie dont leur jeunesse irréfléchie n'avait pas encore eu la notion. D'autres craignirent l'effet des pièges qui nous seraient tendus; d'autres répétèrent tout bas : « C'est le tyran qui a fait ces prodiges », mais cette allégation n'avait rien de fondé. Ces prodiges étaient nés de la Révolution ; les brevets d'invention étaient aussi anciens qu'elle, le goût

et l'étude des sciences exactes et naturelles avaient été propagés avant l'Empire et n'avaient fait que pâlir depuis que la vanité de cour et la direction militaire donnée à toute la nation l'avaient emporté sur tout le reste. L'exposition annuelle des produits de l'industrie française, inventée par François de Neufchâteau, avait même été supprimée. Cependant, il faut le dire, comme la plus grande partie des places administratives étaient remplies par des bourgeois, les négociants, les fabricants, trouvaient parmi eux des égaux aux yeux desquels ils obtenaient toute faveur; et, quand des gens de qualité s'introduisaient alors dans ces places administratives, ils s'efforçaient d'y prendre l'esprit de ceux auxquels ils avaient voulu se mêler et renchérissaient encore sur leur zèle à multiplier les prospérités du commerce.

Les monuments des arts nous furent réservés par la paix. Le Roi, en faisant l'ouverture de la Chambre des députés, le jour où il donna la Charte, parla de ces monuments, qui nous appartenaient maintenant à un titre plus sacré que celui de la victoire. L'empereur d'Autriche, le plus instruit des princes régnants, fit une visite à la Bibliothèque royale, avant de quitter Paris. Il s'y fit montrer plusieurs manuscrits précieux, enlevés autrefois à Vienne, et, devinant quelque inquiétude dans les regards des bibliothécaires, il ajouta que ces manuscrits n'étaient désormais plus à lui, et qu'il n'avait d'autre intention que d'y reprendre quelques notes.

Je ne dois pas oublier de consigner ici que, longtemps avant cette époque, nos savants les plus distingués, tels que l'illustre M. de Sacy, avaient fait renvoyer à Vienne jusqu'à deux cents manuscrits importants, sur lesquels les savants de ce pays avaient commencé ou exécuté de grands travaux, et le recueil intitulé *Les mines de*

l'Orient est rempli des expressions de leur reconnaissance.

Les étrangers ne peuvent médire de nous sans se démentir à chaque instant. J'ai dit que le roi de Prusse était allé en Angleterre, avant de retourner dans ses États, et n'avait pu se défendre de revenir à Paris pendant quelques semaines en incognito. Il avait été excédé de la turbulence anglaise, du caractère désagréable d'un peuple tyrannique et grossier jusque dans ses transports. Il le témoigna sincèrement. J'ai su, dans le temps, que le vieux Blücher avait été plus fêté que lui par le peuple de Londres, et même par les jeunes dames; M. Ancillon avait défini Blücher : la raison d'une maison de commerce. Les Anglais dételaient la voiture de ce vieux hussard; ils versèrent une fois dans l'eau, à force d'empressements, celle du comte Stanislas Potocki, qu'ils avaient pris, malgré lui, pour Blücher, et, quand ils virent leur erreur, ils laissèrent le Polonais se tirer de la rivière sans ses chevaux, dont ils avaient coupé les traits. Platoff fut aussi plus souvent l'objet de leur prédilection importune.

La nouvelle de la paix ne produisit pas, en France, une très vive sensation. La paix, suivant nos idées, avait été faite le 31 mars. Nous sommes confiants, et même crédules, et, quand le jour éclaire les actions, nous ne supposons plus de mensonge. Les étrangers armés s'éloignèrent peu à peu, et le brave Sacken reçut, à son départ, les témoignages de gratitude que lui devait la ville de Paris.

Le Roi attendait cet instant, et le dernier soldat étranger était hors de la capitale, quand le souverain se décida à porter aux corps constitués de l'État la charte rédigée par ses soins paternels. Il avait appelé à la dis-

cussion de cette charte quelques membres du Corps législatif, même quelques membres du Sénat. L'intrigue, comme il arrive ordinairement, avait présidé au choix fait par les ministres. Je ne sais pas s'il se trouva, dans la commission législative, un seul des députés qui étaient allés à Compiègne, ni surtout un seul des membres qui s'étaient le plus noblement prononcés à la session de 1813; au contraire, on y put compter plusieurs de ceux qui avaient montré, dans cette session, le dévouement le plus servile au gouvernement oppresseur. Au reste, cette commission n'eut qu'une très faible importance.

On savait que le Sénat serait transformé en une Chambre des pairs. On ne doutait pas que la plupart des sénateurs n'en fissent partie, mais on ne pouvait guère douter que les régicides au moins n'en fussent exclus. Fouché avait fait des efforts pour faciliter dans le Sénat le dénouement de la révolution royale ; il se crut assuré de recevoir une lettre de convocation. Le baron Louis, son ami, se crut en droit de le lui annoncer, et ses plus intimes amis dans le Corps législatif n'en conçurent pas le plus léger doute. Fouché ne fut pourtant pas appelé, et il accusa de sa disgrâce Mme la duchesse d'Angoulême qui avait, disait-on, recouru à une scène d'évanouissement pour obtenir du Roi l'exclusion de cet homme supérieur.

Je n'ai pu savoir sur quel fondement le baron Louis avait basé sa confiance, ni ce qui avait décidé le Roi à changer de résolution.

Selon les idées reçues ou établies depuis vingt-cinq ans, il eût peut-être été plus régulier que le roi de France acceptât la constitution de la France, plutôt que de la présenter lui-même. Mais si cette marche était plus

régulière, celle que le Roi avait suivie devait paraître plus sûre et offrir plus de garantie, car elle écartait tout subterfuge et toute supposition de violence.

Les infirmités de Louis XVIII, son âge déjà respectable, n'avaient rien qui pût inquiéter ; la nation avait assez souffert de la démence et des excès d'un souverain qui montait à cheval, et que ses goûts guerriers n'avaient pas pu mettre à l'abri du plus épouvantable échec. Louis XVIII avait reçu du Ciel une physionomie ouverte et calme, un regard plein de noblesse et de bonté, un son de voix pur et harmonieux, et un accent net et distinct qui ne s'était jamais altéré. Doué de beaucoup d'esprit, il y réunissait une instruction académique, la seule peut-être à la portée d'un prince né près du trône, dans un temps de tranquillité. Il fut reçu dans la salle du Corps législatif, salua de bonne grâce, mit son chapeau avec la dignité qui ne se conçoit peut-être qu'en France, et, prenant ensuite la parole, il prononça, sans hésiter, sans lire, un discours qui enleva les esprits et les cœurs. Ce Roi rappela avec attendrissement le testament auguste de Louis XVI ; il fit lire sa charte admirable, et, jugeant l'impression qu'elle venait de produire, plus habile que son chancelier qui proposait une délibération, il voulut à l'heure même recevoir les serments. Les serments furent prêtés, sans aucune réserve, et le titre de Louis XVIII et la date de l'an 19ᵉ de son règne soustraits à la contestation.

Cette charte royale, monument national, consacra le principe qui interdit à l'avenir toute confiscation ; elle prononça, d'ailleurs, la consolidation des ventes faites, conserva ses titres à la noblesse nouvelle et les rendit à la noblesse ancienne ; enfin, elle laissa l'hérédité de la pairie à la disposition du Roi.

Comme on l'avait prévu, la plupart des sénateurs passèrent dans la Chambre des pairs, et l'adroit Semonville s'en fit nommer référendaire. On ne pouvait choisir pour de pareilles fonctions un homme plus spirituel, plus aimable, et connaissant mieux la Révolution, dont il avait vu toutes les phases. Il y eut des sénateurs exclus par l'effet, sans doute, de quelques inimitiés personnelles, tels que Chaptal, qui n'avait point été membre de la Convention, mais le nombre de ces derniers fut peu important, et tous gardèrent leurs appointements.

Les anciens ducs et pairs, même les ducs héréditaires, comme le duc de Maillé, furent appelés à la nouvelle Chambre. Le Roi y ajouta le général Maison, qui était allé le recevoir à Calais, le général Dessolles, le marquis d'Harcourt, le comte Charles de Damas et tous les maréchaux. Les choix de faveur furent peu multipliés.

Je n'ai jamais pu m'expliquer comment M. de Pradt, porté par M. de Talleyrand à la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur, s'était hâté d'en renverser la plus touchante institution, ses maisons d'éducation de filles. Mme de Lézeau et son établissement de la rue Barbette, entamés, attaqués, réclamèrent par pétition auprès du Corps législatif. Le libéral Pradt avait traité durement l'estimable supérieure, ses jeunes élèves et leurs parents peu fortunés qui s'étaient adressés à lui. Mon père prit avec chaleur la défense d'une cause si intéressante; les généraux, les maréchaux se prononcèrent avec éclat. Le prudent Macdonald en fit sa propre affaire; la maison de la rue Barbette, conservée par ses soins, fut mise sous la surveillance de la Grande Aumônerie de France. Déjà Mme la duchesse d'Angoulême y avait envoyé une jeune enfant dont elle était marraine et dont le père était mort à son service. Cette circonstance a, plus que le reste,

embrouillé pour moi l'énigme de la conduite de M. de Pradt; mais la semence du mécontentement peut être jetée au hasard, il en germe toujours assez et elle n'a pas besoin de sillons.

J'étais en relation avec Mme de Lézeau; elle m'invita à la cérémonie qui devait consacrer la direction religieuse de sa maison. Elle n'osa inviter mon père, dans la crainte de rappeler son utile intervention au Corps législatif. Le respectable archevêque de Reims vint officier en personne. Le maréchal Macdonald assistait en habit de pair. Le curé de Saint-Germain des Prés fit un discours pendant la messe, et je ne puis trouver d'expression qui en caractérise vraiment la prodigieuse inconvenance. Il prit à tâche de flétrir la guerre et tous ses triomphes, dans ceux qui l'avaient faite et les avaient gagnés. Je souffrais mortellement de l'imprudence de chaque mot pour le maréchal présent, de la cruauté du système pour toutes ces jeunes personnes, la plupart orphelines; mais je crois que les unes n'écoutèrent pas et que l'autre ne voulut pas entendre, car après la cérémonie chacun me parut fort content.

CHAPITRE XXXV

Organisation du gouvernement : Conseil du Roi. — Entourage de Monsieur. — M. de Blacas. — M. Dambray, chancelier; réforme des tribunaux. — L'abbé de Montesquiou, ministre de l'intérieur. — M. de Pradt, chancelier de la Légion d'honneur. — Démembrement de la police. — Règlement sur l'observation du dimanche. — Malouet, ministre de la marine.

Les corps désormais constitués présentèrent leurs adresses au Roi; M. Laîné, nommé président de la Chambre des députés, rappela dans la sienne tous les articles fondamentaux de la Charte, et la termina en donnant au roi Louis XVIII le titre de Louis le Désiré.

Le Roi, durant le cours de ce premier mois du règne, avait eu de nombreuses déterminations à prendre; il avait nommé Monsieur commandant de toutes les gardes nationales de France, et le général Dessolles major général; enfin il avait composé son ministère et son Conseil.

Le Conseil ne fut point formé sur le modèle de celui qu'avait établi Napoléon, et qui était comme une chambre législative préparatoire. Le Conseil d'État, tel qu'il avait été organisé après le 18 Brumaire, avait donné à l'ensemble des opérations du gouvernement une impulsion magistrale. Il était alors peu nombreux, mais brillant de talents, d'énergie, et plein d'intentions droites et d'idées libérales. Napoléon empereur, et même avant de le devenir, avait redouté sa propre création, et pour ôter de l'énergie à ce Conseil, il en avait augmenté les

membres, qu'il avait portés successivement jusqu'au nombre de quatre-vingts. Il est vrai que des fonctions de service extraordinaire en avaient éloigné plusieurs, mais le Conseil avait vu ses attributions devenir peu à peu moins importantes. Le Roi réduisit celles du nouveau Conseil d'État au rôle de pures délibérations administratives ou judiciaires. Il conféra aux membres nommés par l'Empire le titre de conseillers honoraires, et le donna également aux anciens magistrats qui avant la Révolution composaient cette espèce de tribunal qu'on nommait alors simplement le Conseil. Les membres réformés du dernier Conseil d'État eurent une pension de quatre mille livres; plusieurs furent introduits dans le nouveau. Le choix en fut assez arbitraire, et comme il arrive presque toujours en pareille circonstance, où les choix s'arrêtent sur les plus médiocres de chaque parti. Cependant le Roi inscrivit de lui-même François de Nantes, qui avait été directeur des Droits réunis; c'était une manière de le remercier d'avoir donné dans sa nombreuse administration des places lucratives aux hommes que l'émigration avait privés de leur fortune.

Le Conseil du Roi se composa de plusieurs maréchaux, entre autres des maréchaux Moncey, Ney, Oudinot, des comtes Maison et Dessolles, des membres du gouvernement provisoire, qui eurent le rang de ministres d'État, et des Princes.

C'était la première fois que les Princes prenaient voix délibérative au Conseil, et cette mesure, que les circonstances avaient préparée et que la théorie du jour favorisait, eut des conséquences assez graves et assez fâcheuses. Sans doute, on ignora que M. le duc de Berry avait soutenu dans le Conseil, avec la plus grande énergie, l'institution du jury, dont il avait fait

une étude particulière en Angleterre, mais on sut que Monsieur, ou plutôt sa petite cour, avait une opinion et voulait créer un parti; on le supposa du moins, et cette influence occulte, tantôt effective et tantôt réelle, combattue vivement, produisit de funestes résultats.

L'entourage de Monsieur se composait en général de braves gens dépourvus de lumières politiques. Peu nombreux au début, ils s'étaient tout d'abord conformés aux propres dispositions de Monsieur, et avaient témoigné partout la bienveillance qu'ils en recevaient eux-mêmes. Peu à peu ils se crurent destinés à réagir contre les idées libérales. Fortifiés par le nombre plutôt que par le bon esprit de leurs recrues, ils répandirent l'opinion que le prince blâmait le système des concessions et le renverserait quelque jour. Un intrigant se mêla parmi eux, et le mal fut beaucoup plus grand.

M. de Blacas n'eut que le titre de grand maître de la garde-robe, et ensuite celui de ministre de la maison du Roi; mais avec cette apparence modeste il exerçait un empire prodigieux, et il se trouvait de fait le premier ministre. En possession des droits d'un favori, il assistait à toutes les audiences que le Roi accordait à ses ministres. Objet de l'envie effrénée de tous les rangs et de tous les partis, il porta peu à peu le fardeau de toutes les haines et de tous les mécontentements. Froid, hautain en apparence, il eut, je crois, le tort principal de ne point garder de ménagement dans l'ostentation de la faveur dont il était l'objet et dans le soin qu'il prit de se faire combler de richesses. Détesté des Princes, et surtout de Monsieur, et même de Mme la duchesse d'Angoulême — autant qu'on pouvait le supposer — M. de Blacas n'en recevait pas moins les adulations de tous ceux qu'il voulait bien admettre à les lui prodiguer.

M. Dambray fut nommé chancelier, et l'on peut dire avec assurance que ce choix fut ratifié par l'opinion publique, et même réclamé par elle dès l'arrivée du Roi. M. Dambray, gendre de M. de Barentin, autrefois garde des sceaux, avait débuté à la Cour des Aides quelque temps avant la Révolution, et s'y était fait une réputation de talent et d'instruction qui s'était conservée malgré la retraite profonde où depuis il avait vécu. Honnête homme par excellence, propriétaire d'une grande fortune, M. Dambray avait passé vingt-cinq ans dans ses terres de Normandie. On aurait pu croire qu'il y observait les événements, qu'il y éclairait la méditation par une étude suivie, et l'étude par une active méditation. Citoyen paisible, M. Dambray n'avait jamais risqué la moindre résistance dangereuse; une de ses filles avait épousé le sous-préfet de Rouen, M. de Gasville, sans que l'attachement de ce jeune homme au gouvernement impérial eût paru de nature à détourner M. Dambray de cette alliance. Lui-même, membre d'un collège électoral ou d'un conseil général, était venu en députation devant l'Empereur et en avait reçu la croix de la Légion d'honneur. Je ne reproche point cette sagesse à M. Dambray; ce sont des faits que je rapporte, pour qu'on apprenne à juger les hommes.

Je dois encore ajouter qu'à peine au ministère, M. Dambray parut excessivement au-dessous de sa réputation. Il avait oublié les lois anciennes et ne connaissait pas les autres. Ses habitudes étaient triviales et bourgeoises. Probe et intègre, il ne paraissait pas qu'il ajoutât à ce mérite celui de tout l'esprit qu'on lui avait prêté. Cambacérès avait donné l'idée d'une autre valeur dans l'exercice de ses fonctions de chancelier.

Un engagement positif, proclamé dès l'arrivée du

Roi, avait garanti leurs places à ceux qui en étaient en possession. Cependant, on ne tarda pas à critiquer plusieurs des choix faits sous le dernier gouvernement pour les places de magistrature. Bonaparte, dans la formation de sa magistrature, s'était proposé de se rallier, en les faisant entrer dans les tribunaux, et surtout dans les cours d'appel, les membres des anciennes familles qui avaient tenu aux parlements; ceux qui se trouvaient dans ces conditions y étaient admis du premier coup, sans avoir même besoin d'être bien forts en droit. Mais les saccades habituelles à ce gouvernement gâtaient quelquefois son ouvrage; après avoir presque séduit d'anciens conseillers pour les établir dans une cour, il arrivait que le grand juge les accablait d'indignités pour quelque légère démarche qui supposait de leur part un souvenir du passé. Sans doute, il se trouvait dans plusieurs tribunaux des sujets indignes d'y siéger, et ce qui blessait davantage, c'est qu'en dépit des efforts secrets de l'Empereur, il s'y trouvait toujours des sujets d'une basse extraction. Mais quoi qu'on ait pu dire, je n'ai pas entendu citer dix jugements civils qu'on pût qualifier d'iniques et dus à l'influence de quelque puissance du moment.

On ne tarda pas, quoi qu'il en soit, à supposer que les tribunaux seraient refondus, sous quelque prétexte. En dépit des partis et des opinions, la Robe fait corps, de tous les points du monde. M. Dambray en faisait partie, mais on pouvait croire que le système libéral du Roi n'était pas celui de son propre penchant, et voilà comment dans la carrière même la moins agitée, ceux qui lui appartenaient ont pu souffrir de mille incertitudes et de mille fluctuations.

Je ne mettrai pas au nombre des reproches que le

chancelier put mériter, celui d'avoir éloigné, par des procédés très modérés du reste, et avec des pensions de retraite, les régicides de la Cour de cassation : ces hommes avaient montré qu'ils étaient capables de prononcer contre leur conscience; mais au bout de quelques mois le chancelier prétendit altérer jusque dans ses fondements l'organisation de ce tribunal. La Chambre des députés résista noblement. Je n'entends rien à ces matières, mais des témoins dignes d'estime m'ont assuré que la discussion avait été comparable à celle des séances les plus mémorables de l'Assemblée constituante.

M. Dambray se trouva par ses fonctions chargé de présider la Chambre des pairs. Nulle part il n'eut moins de succès; il y parut totalement dépourvu de dignité dans l'extérieur, d'habileté dans la conduite des discussions, de lucidité et de logique en les résumant.

La Chambre des pairs, je l'ai dit, était composée d'anciens sénateurs, hommes en général peu considérés sous le rapport du caractère, et peu remarquables sous celui des talents oratoires, sauf peut-être M. de Fontanes. Les ducs de l'ancien régime, qu'on leur avait adjoints, étaient, ou des hommes assez nuls, ou des hommes à prétentions. Ce qui est digne de remarque, c'est la facilité avec laquelle les nouveaux Pairs se sont prêtés à leurs nouvelles fonctions et ont paru disposés à en prendre jusqu'à la morgue.

La Chambre des députés était composée d'hommes honnêtes, amis du bien, plus distingués en général par des connaissances réelles que par des talents éclatants. Il régnait parmi eux un esprit de probité; les prétentions particulières cédaient, chez presque tous les membres, à la considération du bien public. Cette Chambre était réduite à moins de trois cents députés, depuis la sépa-

ration de la Belgique et des autres départements. Elle avait rendu des services signalés, à l'époque de décembre 1813 et à celle d'avril 1814; elle l'avait fait sans esprit de faction, dans la première circonstance, et sans appât d'ambition, lors de la seconde.

J'ai dit comment l'intrigue du Sénat et du gouvernement provisoire avait déjoué la marche droite, énergique et simple de cette Assemblée législative, qui avait si fort devancé la Chambre haute, et qui aurait pu soutenir le Roi dans l'opinion, s'il avait compris ce qu'il y avait d'égoïsme pur dans le rôle joué récemment par l'ancien Sénat. Les membres de la Chambre des députés n'avaient point de prôneurs dans le grand monde; l'existence individuelle de la plupart d'entre eux tenait à la classe moyenne de la société. Condamnés au silence sous le gouvernement de Bonaparte, ils ne s'étaient point créé de bruyantes réputations. Trop honnêtes pour se faire craindre, ils ne songeaient qu'à concourir à l'affermissement d'un régime libre et doux, et si le Roi a jamais été personnellement aimé de cœur, c'est sûrement dans cette Assemblée.

L'abbé de Montesquiou, nommé ministre de l'intérieur, eut avec cette Assemblée des rapports journaliers, et ces rapports n'eurent rien que de facile et de confiant. C'était la première fois que depuis 1789 on voyait une Assemblée délibérante en harmonie avec le pouvoir exécutif; il fallut quelque temps pour y accoutumer les esprits, qui tendaient à ne voir dans les députés de cette Chambre que des avocats, des procureurs, en un mot des révoltés.

L'abbé de Montesquiou parlait avec une heureuse aisance; son esprit était flexible. Il n'avait pas toute l'étoffe de son rôle, mais il en avait la parure et les

agréments. Il s'accoutuma à se présenter presque journellement à la Chambre, s'y montra dans les bureaux; il y causa amicalement des objets qui devaient être soumis aux délibérations publiques, et s'insinua amicalement dans l'esprit de ceux qu'on eût crus les plus sauvages. Après les séances, il demeurait au milieu des groupes des députés et écoutait les demandes particulières que la plupart étaient chargés de lui adresser, et dont pour quelques-uns l'objet même était personnel. Il distribua ainsi des sous-préfectures, et surtout des croix de la Légion d'honneur : presque tous les députés la reçurent, il ne leur fallait que la demander. Mais, en dépit de cette prodigalité, il ne faut pas croire que l'Assemblée fut vénale, ni susceptible d'être gagnée par des faveurs. L'abbé de Montesquiou y dut cette influence personnelle à la persuasion, à la grâce toute nouvelle de ses manières, à l'amour surtout de la Patrie, au désir qu'avaient les députés de seconder le gouvernement dans l'action du ministère. L'abbé de Montesquiou eut le tort, dont le grand monde donne l'habitude, d'afficher son empire sur les membres de l'Assemblée, d'y compter avec une inconsidération coupable les suffrages dont il était sûr; il abusa de ce trésor d'affection, et ce qui n'était qu'une sage condescendance fut présenté par lui comme une complaisance payée à bon marché.

Une faible santé ne laissait pas à l'abbé de Montesquiou la faculté d'ajouter de longues heures de travail à celles que lui enlevaient l'Assemblée et le Conseil, et des relations de toute espèce. Il avait en quelque sorte partagé son ministère avec les chefs de division, qu'il avait rendus maîtres chacun dans sa sphère. Le secrétariat général avait été confié à M. Guizot, jeune littérateur genevois, longtemps journaliste et traducteur

imperturbable. Je ne crois pas que le besoin de se créer un état avec sa plume lui eût permis de se livrer à aucune publication qui fût son œuvre personnelle. Mme Guizot, son épouse, connue sous le nom de Mlle de Meulan, par des romans et des articles de journaux, le mettait dans le cas de diriger au ministère une coterie tout à la fois littéraire et politique.

L'abbé de Montesquiou déclara que les hommes de qualité qui n'étaient pas déjà placés dans la carrière administrative n'y entreraient pas, de son consentement. Cette mesure était cruelle, eu égard aux circonstances dans lesquelles on s'était trouvé sous le régime précédent. Il se fit donc une loi de repousser tous ceux qui étaient nobles, et favorisa au contraire tous les hommes qui tenaient à la robe; il introduisit ainsi dans la carrière un grand nombre d'hommes sans expérience et imbus, malgré eux, de préjugés invincibles.

Ce fut un véritable tort de laisser flotter l'administration entre les mains de tant d'hommes inexpérimentés, et qui portaient audacieusement dans la direction de leurs mesures leur propre esprit et non celui que le Roi avait affiché, et que son ministre aurait dû leur imposer. La Charte avait consolidé l'acquisition des biens nationaux; quelques préfets se mirent dans la tête de faire transiger les acquéreurs; M. de Frondeville, préfet de l'Allier, fut de ce nombre, et je ne puis exprimer combien une seule fausse démarche en ce genre pouvait avoir de dangers.

Un ministère qui s'exerçait avec une pareille incurie sur des points d'un intérêt capital était dirigé avec la plus coupable négligence relativement à toutes les mesures de détail. Les bureaux ne répondaient à aucune demande, n'expédiaient rien à temps; c'était, pour me

servir d'une expression commune, un véritable dépenaillement. La tenue, la raideur même du gouvernement qui venait de cesser, donnait l'idée d'une capacité qu'on cherchait vainement dans celui-ci.

Le gouvernement provisoire avait placé M. de Pradt, archevêque de Malines, à la chancellerie de la Légion d'honneur; il s'y trouva maintenu. Cet homme, ambitieux et spirituel, neveu du cardinal de La Rochefoucauld, avait été membre de l'Assemblée constituante en même temps que ce prélat octogénaire; il y avait paru comme un des plus ardents du côté droit. Au retour de l'émigration, il fut attaché à la chapelle de l'Empereur; Napoléon avait un attrait particulier pour ces revenants qui chérissaient l'idée du gouvernement absolu ; le sentiment de la Patrie était pour eux peu de chose. S'ils avaient de la naissance ou bien quelque célébrité, ils lui apportaient de l'éclat, et, presque tous ayant perdu, presque tous devaient attendre et recevoir leur fortune de sa pure libéralité. L'abbé de Pradt fut nommé évêque de Poitiers, et ensuite archevêque de Malines. Ses talents naturels eussent fait de lui un général plutôt qu'un apôtre. On prétend que dans le temps de l'émigration il donnait de fort bons plans de campagne; il voulut en présenter un à l'Empereur, qui le repoussa avec mépris, et ce fut alors qu'il dit ce mot bizarre, tant de fois répété : « Je ne croyais pas que la guerre pût avoir rien d'étranger pour l'aumônier du dieu Mars! »

Envoyé en Pologne, il y fut, à son retour, accueilli avec défaveur, et ne s'en trouva que plus favorablement disposé envers un changement de gouvernement. On prétend que, dès le 31 mars au soir, il vint, avec cérémonie, chez le prince de Bénévent lui faire offre de ses services, et que celui-ci, qui affectait de l'appeler fami-

lièrement *l'abbé*, lui mit en main un mouchoir blanc et l'assura qu'il ne pouvait rien faire de mieux que de l'agiter, d'un bout du boulevard jusqu'à l'autre, en criant bien fort : Vive le Roi!

Quoi qu'il en soit, cet homme dur et cassant, comme tous les intrigants, ne songea qu'à détruire dès qu'il fut à son poste, et, quel que fût le mobile secret de sa conduite, il voulut renverser la maison d'éducation des filles de la Légion d'honneur, établie rue Barbette; j'ai eu l'occasion d'en parler plus haut.

Le ministère de la police avait laissé le souvenir de l'arbitraire, et il semblait depuis trop longtemps que le gouvernement ne fût que police et que tout y fût concentré. Bonaparte, premier consul, avait cru pouvoir supprimer ce ministère qu'il redoutait, parce qu'il pouvait aussi bien inventer des conspirations qu'en découvrir de réelles; il se défiait d'ailleurs du titulaire, et il s'en débarrassa en supprimant la fonction.

Le Roi, qui voulait gouverner selon la Charte, estima sans doute que cette institution ténébreuse de la police était devenue tout à fait inutile lorsqu'il n'y avait plus de Minotaure à garder. On voulut cependant en conserver quelque partie. M. Beugnot, à qui on venait d'enlever l'intérieur, avait exercé une grande séduction sur Monsieur et sur le Roi lui-même; on le nomma directeur de la police générale, dont M. Anglès avait jusqu'alors été chargé.

M. Pasquier éprouva le même sort. Il dirigeait depuis plusieurs années la préfecture de police et s'y était fort bien conduit. Je crois que ses vœux n'avaient point appelé la chute d'un régime qui avait dû faciliter l'accroissement de sa fortune et lui avait procuré une véritable importance. Il se comporta toutefois avec beaucoup de

prudence, et, grâce à lui, pendant le séjour des alliés, les subsistances n'augmentèrent point de prix et furent toujours abondantes ; mais on avait trouvé de la froideur dans le style de ses proclamations. Après quelques hésitations, on partagea en trois cette partie des attributions ministérielles, qui n'est utile que quand elle est centralisée. M. Rivière, ancien administrateur du département de l'Aube et député, fut nommé préfet de police. Il était le compatriote de M. Beugnot, bien intentionné, mais d'une capacité très ordinaire. On lui adjoignit M. de Vendeuvre, autre compatriote, petit auditeur insuffisant, et M. Héricart de Thury, pour la partie des subsistances. Ce dernier, très honnête homme, avait pour titre principal d'être neveu de M. Ferrand; il avait été inspecteur général des carrières de Paris et se trouvait tout à fait étranger à ses nouvelles attributions.

Des processions publiques eurent lieu dans les rues de Paris le jour de la fête du Saint Sacrement. On n'avait rien vu de semblable depuis 1792. Je ne sais pas s'il était nécessaire de rétablir sitôt cette espèce de solennité; l'esprit religieux était trop affaibli, et les rues de Paris ont trop de mondanité pour y faire passer avec l'appareil convenable l'hostie devant laquelle on doit se prosterner. Mais ce qui produisit un effet très fâcheux, ce fut une ordonnance que la plus détestable flatterie suggéra à M. Beugnot; elle réglait pour les jours de fête et dimanches les heures auxquelles on pourrait déjeuner dans les cafés, ainsi que chez les restaurateurs. Le courtisan avait cru plaire à Mme la duchesse d'Angoulême, mais cet arrêté était inapplicable, dans l'état de nos mœurs, et ne fut pas exécuté, et ceux qui déjà ne trouvaient plus leur intérêt ou leur vanité d'accord avec le régime nouveau, se donnèrent la satisfaction de

déjeuner à la lumière des bougies, en fermant les volets, ou de descendre dans les sous-sols des maisons soumises à l'ordonnance pour y déjeuner aux heures prohibées. Ils eurent l'entière satisfaction de déclamer contre le joug des prêtres, de prédire le retour de l'Inquisition, d'accuser tout au moins une intolérante tracasserie.

J'avoue que l'affectation de quelques personnes, arrivées d'Angleterre, à réclamer l'observance rigoureuse du dimanche, comme on la pratique dans ce pays, put ajouter, dans quelques cercles, au mécontentement causé par cette menace de contrainte si fort tombée en désuétude.

L'administration des postes avait été confiée par le gouvernement provisoire à l'ardent M. de Bourrienne, toujours suspect malgré son zèle pétulant et les ressources de son esprit; il fut remplacé par M. Ferrand. M. de Lavalette, qui en avait eu la direction du temps de l'Empire, conserva sur cette administration une influence qui paraît l'avoir rendu bien coupable, et qui lui fut, du reste, bien funeste; mais si M. de Lavalette y fut si coupable, M. Ferrand l'a été cent fois plus.

La marine fut donnée à M. Malouet, autrefois intendant de nos ports et chargé par l'Empereur des plus importantes missions relatives à ce département. Cet homme, à qui j'avais entendu dire en 1792 que le despotisme était devenu sa divinité, s'était dévoué avec empressement au despotisme de l'Empereur. Habitué à l'intrigue, comme tous ceux qui parviennent de la ligne moyenne à la première, il était toujours dans l'oreille de l'homme marquant d'un salon. Il s'était fait l'ami intime de Fouché; enfin, il était de ceux qui savent mettre à profit, en même temps, la simplicité de leur condition bourgeoise et l'importance de leurs places.

M. Malouet était très vieux, et, à peine en fonction, fut atteint de la langueur dont il mourut en peu de mois. Sous son administration, les employés mirent au pillage ce ministère, et ce malheur eut là, comme ailleurs, les conséquences les plus funestes. La marine était composée d'officiers tous nouveaux et formés depuis la Révolution. La mauvaise direction donnée à nos expéditions maritimes avait empêché ces militaires de se créer des époques éclatantes de gloire ; d'ailleurs, les trophées du continent avaient absorbé l'attention du public et celle du gouvernement. Cependant, une foule de combats particuliers, qui eussent paru remarquables en d'autres temps, quoique malheureux parfois dans leurs résultats, avaient donné à ces officiers la conscience de leur mérite propre, et quand ils virent qu'on voulait remettre en place les anciens officiers de la marine qui vivaient encore, ils se sentirent exaspérés.

On ne peut se dissimuler que la plupart de ces officiers ne fussent animés d'un très mauvais esprit, celui d'une jalousie coupable contre d'anciens guerriers qui avaient honoré leur corps, et qui avaient le tort unique de vivre encore à soixante ans passés. Je sais que les nouveaux alléguaient vingt ans de navigation et de combats, plusieurs actions particulières brillantes, comme celle du capitaine Dupotet sur le *Niémen,* et quelques expéditions heureuses, comme celle du contre-amiral Linois et du capitaine Hamelin dans l'Inde. Nos ports, malgré les pertes épouvantables que le système de M. Decrès nous avait fait éprouver, contenaient plus de cent beaux vaisseaux, dont le progrès des sciences mathématiques avait fait perfectionner la construction. Plusieurs des officiers qui reprenaient leur rang n'étaient qu'enseignes ou lieutenants à l'époque où leur activité avait cessé.

Ils avaient à peine aperçu la mer depuis ce temps ; ils avaient accepté des perceptions ou autres emplois lucratifs dans les Contributions directes ou les Droits réunis. J'entre dans ces détails pour qu'on voie comment peut naître le mécontentement, comment il peut très justement paraître coupable et mal fondé, et pourtant se justifier dans la pensée de ceux qui l'éprouvent. Il eût fallu de l'art au nouveau ministre, pour concilier tant d'intérêts, pour empêcher les uns de témoigner de la morgue, les autres une sorte de mépris. M. Malouet, bien malade, ne vit presque aucun de ces rivaux, et ses subordonnés semblèrent abandonner les grades au pillage.

Les prisonniers délivrés, grâce à la Restauration, furent, à mon avis, les moins excusables, car l'Empereur avait résolu de les abandonner dans leurs fers ; ils excusaient néanmoins leur humeur par le prétexte de leur haine personnelle contre les Anglais et du ressentiment qu'ils devaient aux traitements les plus odieux. Mais ce prétexte était inadmissible, et ce fut une petite vanité qui les rendit réellement ingrats.

CHAPITRE XXXVI

Situation de l'armée de terre. — Troupes de la maison du Roi, gardes du corps. — Gardes de Monsieur, gardes de la porte, Cent-Suisses, grenadiers à cheval. — Le duc de Berry et l'armée. — Décorations prodiguées.

Le ministère qui devait présenter les plus grandes difficultés était celui de la guerre.

L'armée française avait pris un développement prodigieux; elle avait compté, par conséquent, un nombre considérable d'officiers. Les calamités qui avaient, depuis trois ans, fait disparaître un si grand nombre de nos plus braves soldats n'avaient pas diminué le chiffre de l'effectif des épaulettes et avaient augmenté les embarras extrêmes que ce nombre pouvait causer. En effet, la perte des officiers mûris par l'expérience et pourvus d'une instruction soignée avait été considérable, et elle avait suivi, depuis quelques années, une effrayante progression. Il en était résulté une rapidité d'avancement plus effrayante encore dans ses conséquences; maintenant le second rang n'aspirait qu'à voir tomber sous ses yeux le premier rang, afin de se mettre à sa place. J'ai entendu un jeune et brave capitaine, qui me parlait d'une affaire en Champagne où vingt-deux officiers avaient été tués autour de lui, ajouter du ton le plus sérieux : « Mais on ne tua point de capitaines; les lieutenants n'étaient pas contents. » On avait rempli tous les cadres à mesure qu'il s'y trouvait des vides; les

choix avaient donc dû être moins épurés. Enfin, par la rentrée des garnisons restées en Allemagne, et le retour des prisonniers, il se trouva, dit-on, plus de soixante mille officiers de tous grades, étrangers à toute notion de cité et de patrie, ne voulant que la guerre, pour avancer, et colorant peut-être pour eux-mêmes cette passion désordonnée et cet égoïsme affligeant, des notions spécieuses de la vaillance et de l'honneur national.

Les prisonniers avaient souffert, et l'esprit qu'ils rapportèrent de leur rigoureuse captivité fut celui d'une haine aveugle contre les étrangers qu'il leur fallait considérer maintenant comme les alliés et presque les libérateurs de la France.

Le Roi, ainsi que nos Princes, ont toujours repoussé cette dernière idée, mais plusieurs personnes eurent le tort de la présenter trop souvent et de vouloir en faire un dogme.

Notre armée, si longtemps et toujours victorieuse, frémissait, il faut l'avouer, de l'humiliation inouïe à laquelle elle avait laissé réduire la France. Les efforts courageux tentés en Champagne, à Laon et à Craonne, n'étaient plus que de vaines escarmouches, depuis que, sous les yeux d'une armée française commandée par son Empereur, Paris avait été conquis. Il eût sans doute été plus noble de s'associer de cœur à ces aînés de la famille, dont le rappel, dont le retour excluait toute idée de conquête et prouvait que la France avait appelé des alliés, comme les partis l'ont fait souvent, mais n'avait point reçu des vainqueurs. On pouvait se souvenir qu'un élan révolutionnaire avait repoussé la première coalition au delà de nos frontières, et accuser seulement le despote qui avait causé le désastre de la patrie. La paix, qui peut seule légitimer la guerre, lorsqu'elle en est le but,

était devenue odieuse à ces hommes que l'imagination rendait insensibles à toute idée de jouissance actuelle; ils préférèrent, dans leur erreur, ou passionnée ou volontaire, et mêlée, dans les deux cas, d'un sentiment pénible de honte et d'honneur offensé, ils préférèrent, dis-je, accuser la trahison en général, et surtout celle du duc de Raguse qui avait livré Paris et ensuite l'armée de Fontainebleau, et voir une petite intrigue dans ce qui était la révolution d'un grand royaume.

Le premier acte du gouvernement royal avait été d'éloigner l'étranger jusqu'au delà des frontières de l'ancienne France restée intacte; mais, pour les esprits prévenus, le Roi était le roi de l'étranger, ou imposé par l'étranger.

J'expose ici des idées générales, et le tableau que je présente est exact; mais on a toujours tort quand on oublie les causes secondes et les modifications journalières et successives qu'il leur appartient d'apporter. La plupart des soldats qui composaient cette armée étaient de jeunes conscrits qui n'aspiraient qu'à rejoindre leurs foyers et qui l'auraient presque tous fait si l'on n'eût pris à cet égard quelques mesures sévères, qui eurent l'inconvénient de désorienter les idées du peuple. Le ministère de la guerre imagina de classer les officiers, de manière à conserver dans les régiments organisés sur le pied de paix le plus grand nombre possible d'officiers en activité, et à assurer la rentrée successive des autres, auxquels on accorda la demi-solde, c'est-à-dire la moitié de leur traitement.

C'était la paix, et non pas cette mesure nécessaire, qui allait mettre un frein à toute ambition militaire; mais on peut s'imaginer facilement le mécompte qu'éprouvèrent tant de jeunes gens, distingués au moins par un

courage et par une intelligence merveilleux. C'était un moment à passer; peu à peu le retour du commerce, les jouissances de la vie sociale, les chances d'établissement, les directions différentes dans lesquelles les diverses activités se sont bientôt précipitées, tout annonçait dans l'avenir des ressources bien assurées.

Le grand mal eut pour cause l'ameutement, — je prie qu'on me pardonne cette expression, — d'une foule de gentilshommes, tels ou soi-disant tels, qui tout à coup arrivèrent de leurs provinces et se mirent à obstruer le trône. Je me rappelle cette invasion, avec tout le déplaisir que j'en ressentis, et la crainte qu'elle me causa. Ces hommes sans éclat, la plupart sans lumières, sans noms d'aucune valeur, venaient proclamer leur amour pour le Roi. Je suis juste, et je dois avouer que c'était peut-être dans cette classe obscure que le dépôt du royalisme s'était le mieux conservé, car la plupart des jeunes gens de qualité, faits pour être partout dans le rang élevé que leur réservait leur naissance, en avaient bien secoué le préjugé. Cependant, ces provinciaux demi-nobles, demi-bourgeois, à part quelques moments d'émigration, qui avaient prouvé leur zèle et dérangé leur médiocre fortune, avaient aussi vécu assez paisiblement, et pendant de longues années, dans leurs villes ou leurs domaines. Ceux qui habitaient les départements rendus célèbres par le soulèvement de l'ancienne Vendée et plus longtemps agités par les Chouans se présentèrent toutefois comme s'ils avaient accompli le rétablissement du Roi. On avait parlé, pendant tout l'hiver, de quarante mille Vendéens; l'événement a montré ce qu'on en devait croire. Tous ces hommes enfin, et de quelque part qu'ils vinssent, trouvèrent le Roi sur le trône et déclarèrent qu'ils voulaient le garder; qu'ils ne demandaient

pas d'autre honneur, qu'ils ne voulaient ni appointements, ni soldes. Tout cela n'était que vaines paroles, car un dévouement qui ne pouvait être accepté ne pouvait pas s'être manifesté; mais ce fut cet envahissement qui força de former les corps de la maison du Roi, dont je parlerai tout à l'heure. Ce dont on aura peine à se faire une idée, ce fut l'insolence de tous ces arrivants. Ils n'étaient pas à Paris depuis vingt-quatre heures que déjà ils avaient accusé l'ingratitude du Roi; ils menaçaient de rentrer dans leurs provinces et protestaient qu'à l'avenir, plus sages, ils ne risqueraient plus leur fortune et leur existence pour le service de pareils princes. Le Roi vraiment, à les entendre, était pour le moins convaincu de tendance au jacobinisme.

Je ne formule qu'une appréciation générale, mais en admettant, comme on le doit, un certain nombre d'exceptions, je ne crains pas d'être démentie.

Au temps de la Révolution, il ne restait de l'ancien faste du trône que quatre compagnies de gardes du corps. Le roi Louis XVI, plus au niveau de son siècle qu'on n'a voulu le croire, avait supprimé les compagnies rouges des gendarmes de la garde, des chevau-légers, des mousquetaires noirs et gris. Les mœurs du temps exigeaient une espèce de philosophie, qui ne comportait plus l'existence de ces corps mixtes, où le soldat était officier.

A peine Louis XVIII était-il débarqué à Calais que le prince de Poix, le seul capitaine des gardes qui fût en France, alla reprendre sa place dans la voiture du Roi, et présager ainsi le retour des gardes du corps d'autrefois. Cependant, l'hésitation fut assez longue, et la fameuse garde impériale put espérer d'être rétablie, près du Roi, dans les droits qu'elle avait acquis et

mérités sous l'Empereur par des prodiges de dévouement et de vaillance. Cet espoir, on le croyait du moins, était partagé par M. le duc de Berry; quant à moi, je n'ose, même encore aujourd'hui, avoir aucune opinion à cet égard. Le système de la garde impériale était peut-être le mieux combiné de ceux qu'avait conçus l'Empereur : elle était fort nombreuse, ce qui la rendait imposante pour l'armée; elle y avait été puisée en grande partie, ce qui l'empêchait d'y être entièrement étrangère. Elle était composée de plusieurs classes, ce qui l'empêchait d'être trop redoutable à son chef; enfin les grenadiers et les soldats y avaient généralement plus d'importance que les officiers. Les soldats s'y maintenaient, bien payés et bien fiers. Les officiers ne faisaient qu'y passer, et ne pouvaient y acquérir un crédit trop fondé; je crois d'ailleurs qu'on avait besoin de ne pas y placer des hommes qui fussent marquants par eux-mêmes. Je ne sais donc pas précisément si cette garde, dont l'esprit eût été froissé chaque jour, aurait rempli l'attente que quelques personnes en concevaient, et si le défaut du renouvellement, résultant de la cessation de la guerre, ne l'eût même pas lui seul dénaturée. Ce fut un malheur qu'elle ait pu se flatter de reprendre ses postes au château et qu'un de ses régiments y eût même reparu durant quelques semaines; ce fut pour elle un véritable affront que d'en avoir été retirée comme après une fâcheuse épreuve.

On reconstitua les gardes du corps, afin d'arriver au rétablissement des places de cour qui en pouvaient dépendre, et de fournir des places à une jeunesse qui ne pouvait trouver d'emplois dans les cadres des régiments. Le prince de Poix ayant repris son rang, le duc de Grammont réclama le sien; le jeune duc de Luxem-

bourg, qui traînait depuis longtemps à l'hôtel de Luynes une existence fort secondaire, obtint une des compagnies comme l'héritage de sa famille; le duc d'Havré, fidèle serviteur du Roi et près de lui au château d'Hartwell, en eut une autre. Enfin, pour accorder, autant qu'il se pourrait, le présent avec le passé, on créa deux compagnies de plus, et on les donna au maréchal Berthier, prince de Neufchâtel, et au maréchal Marmont, duc de Raguse.

Dès qu'on eut opéré cette reconstitution, d'anciens officiers vinrent, quoique déjà vieux, pour y reprendre leurs places et s'y faire en peu de mois assurer de bonnes retraites. On les fit tous tirer au sort, afin de les partager entre les six compagnies. Ce fut d'abord une disgrâce, une calamité, d'être incorporé dans les compagnies nouvelles; mais quand on eut constaté que les deux nouveaux capitaines s'occupaient avec une attention suivie du sort de tous leurs officiers et du succès de leurs prétentions diverses, la comparaison ne fut pas à l'avantage des quatre anciens, et leurs subordonnés se plaignirent d'être moins favorisés.

L'organisation particulière des compagnies présenta en fort peu de temps un amalgame assez hétérogène. Les provinciaux, d'abord si remplis de zèle, furent bientôt offensés de la proposition qu'on leur fit de mesurer leur taille avant que de les admettre; il fallut bien souvent se départir de la règle, ce qui dépara un peu les compagnies. Tous prétendaient ensuite n'entrer que dans les anciennes compagnies, comme si ces deux nouvelles n'eussent pas dû garder le Roi. Le service parut pénible et sans perspective, et les plus prononcés en faveur du retour à l'ancien ordre l'avaient toujours prédisposé dans la direction de leur intérêt. Il n'en était

plus guère qui se sentissent contents d'être pendant vingt-cinq ans simples gardes du corps, pour obtenir la croix de Saint-Louis et une petite pension de retraite. A ces hommes furent adjoints, presque de droit, ceux des gardes d'honneur qui le demandèrent et que l'on conservait comme officiers, et enfin des jeunes gens officiers dans la ligne, que leurs parents crurent plus utilement ou plus convenablement placés au service personnel du Roi.

Il résulta de toutes ces nuances un très médiocre esprit, ou du moins un esprit fort inégal parmi les membres de ce corps, qui, aux yeux du plus grand nombre, n'aurait dû être qu'un lieu de passage ou d'attente. L'ancien usage voulait que les gardes du corps fissent leurs factions dans l'intérieur des salles, le fusil sur l'épaule. La garde impériale n'en faisait point de semblables, et la garde nationale, qui seule gardait le Roi depuis plus de deux mois, n'en avait point fait non plus. Il me semblait, en traversant le Palais, lire dans les physionomies de ces jeunes gens une sorte de dédain pour leur propre service, et même de honte d'y être assujettis. Ce service n'avait aucun rapport avec celui de la guerre, que plusieurs d'entre eux avaient faite.

L'uniforme ancien avait été modifié. L'uniforme de grande tenue était trop coûteux, et l'autre trop passé de mode; on en fit un nouveau qui n'était certes pas beau. On remplaça le chapeau par un casque d'un modèle peu élégant, et les bas rouges par des bottes.

Je ne sais plus quel jour les détachements des six compagnies prirent la garde pour la première fois; ils avaient à relever les postes de la garde nationale, qui ne devait plus garder que ceux des grilles. Suivant moi, les officiers supérieurs de la garde nationale furent aussi

coupables d'incurie que le furent ceux des gardes du corps, et la scène de cette matinée eut de bien graves conséquences.

Les gardes nationaux se relevaient à midi chaque jour. Vers neuf heures, la plupart s'absentaient pour le déjeuner et ne laissaient au corps de garde que le nombre de gardes indispensables au service, mais tous revenaient après dix heures, pour le moment de la messe du Roi. C'était là qu'ils jouissaient du bonheur de le voir, et ce moment payait leurs fatigues.

Les gardes du corps se souvinrent que l'heure de relever leurs postes était pour eux autrefois à neuf heures. On ne saurait imaginer comment personne n'avait songé à régler dès la veille les moindres circonstances d'une pareille prise de possession. Les gardes du corps se présentent, les gardes nationaux en faction et non prévenus refusent de les laisser passer; les gardes du corps, supérieurs en nombre, les écartent avec une sorte de mépris et de violence. On jette les armes de ceux qui les avaient laissées; on aurait dit des vainqueurs surprenant l'ennemi. Les officiers des deux armes survinrent, on s'efforça de tout calmer; mais le mal, déjà trop grand, fut exagéré à l'excès jusqu'aux extrémités de Paris. Le Roi s'épuisa vainement en lettres au général Dessolles, en protestations de satisfaction à la garde nationale : l'esprit de la Cour avait percé, et les bourgeois savaient désormais à quoi s'en tenir sur les promesses du nouveau régime; ce fut du moins ce que la malveillance s'efforça d'insinuer et même de répandre.

On rétablit une ou deux compagnies des gardes de Monsieur. Elles furent composées en général d'officiers et de gardes ayant une existence inférieure à celle des gardes du corps. On voulut, quand ils furent formés, les

conduire en corps chaque dimanche à la messe de Saint-Thomas d'Aquin; il fallut bientôt y renoncer : il n'était pas convenable que par les mauvais temps leurs plumets blancs fussent exposés à la pluie, et je ne sais si la tenue de cette jeunesse assez peu dévote répondait même suffisamment à la majesté du lieu saint.

Les quatre compagnies qu'on appelait autrefois les compagnies rouges, à cause de leur uniforme, avaient toujours passé pour plus distinguées que les blanches, par la naissance et la fortune de leurs officiers supérieurs. Il avait même existé des nuances à leur égard dans l'ancienne étiquette de la cour. Elles comptèrent cette fois un nombre de surnuméraires égal à celui des officiers soldés dans tous les rangs, et la paye de ces derniers fut inférieure à celle des gardes du corps. Il faut reconnaître que la composition pour les noms, surtout dans les chevau-légers et les gendarmes, fut extrêmement brillante.

MM. de Damas, de Durfort, de Nansouty et de La Grange furent capitaines des quatre compagnies. M. de La Grange réclama le droit qu'il tirait du commandement qu'avait exercé son grand-père sur les mousquetaires, autrefois. Le droit dans la faveur était consacré depuis la Restauration, et le système pouvait être bon. M. de La Grange avait bravement servi, et il avait eu le bras emporté à la bataille d'Austerlitz. Les deux premiers capitaines étaient d'anciens seigneurs, d'un caractère loyal et doux, mais à qui les connaissances militaires étaient depuis longtemps étrangères. On ne fit point de manœuvres, et le service se borna à prendre l'ordre tous les jours.

Chacun, comme je l'ai dit, reprenait comme un héritage les places de ses grands-parents. M. de Vergennes

eut les gardes de la Porte, et il y plaça sa famille. M. le duc de Mortemart eut les Cent-Suisses et y mit ses cousins dans les grades. Mais le corps qui le plus promptement donna l'idée d'un vrai corps militaire, ce fut celui des grenadiers à cheval, dont M. de La Rochejaquelein eut le commandement et qui fut établi à Sèvres.

M. Louis de La Rochejaquelein était frère du héros de la Vendée, Henri de La Rochejaquelein, et mari de Mme de Lescure. On lui donna le commandement d'environ deux cents cavaliers, choisis dans la garde impériale, en grande partie sur les indications du maréchal Ney. Ces braves guerriers reçurent de leur chef le bon esprit qu'ils n'ont cessé de manifester. Traités avec une juste considération, ils eurent l'orgueil de leur situation. M. Auguste de La Rochejaquelein, qui venait de faire la guerre et dont le visage était glorieusement balafré, aida son frère dans l'organisation de sa belle et excellente troupe. Les officiers qu'on leur adjoignit ne purent leur être d'un grand secours; pleins de bons sentiments sans doute, le hasard fit que le plus grand nombre d'entre eux n'avait rien de l'air, du ton, de la tournure enfin qui peuvent plaire à des grenadiers éprouvés par de longs combats.

Voilà ce que fut en réalité cette maison du Roi, objet de tant de jalousies, prétexte de tant de mécontentements. Il n'était pas un seul de tous ceux qui la composaient qui ne fût prêt à verser son sang pour le Roi, sa famille et leur cause; mais il y a une manière malheureuse de placer les hommes qui anéantit leurs moyens, et cette situation était à peu près celle où se trouvaient les officiers de cette maison. On l'avait constituée de manière qu'elle ne pouvait sympathiser avec l'armée, et qu'elle ne pouvait lui opposer une véritable résistance. Je sais

que le Roi ne se croyait pas en état de guerre et ne pensait pas avoir établi un quartier général aux Tuileries; mais dès qu'on crée une rivalité, même entre les hommes qui s'y seraient crus le plus étrangers, on peut supposer qu'elle éclatera, et il ne faut pas que l'un des deux partis soit hors d'état, et malgré lui, de réagir et de se faire respecter.

J'ai dit combien le nombre des officiers avait dû causer d'embarras; la formation de la maison du Roi augmenta ce nombre de près de huit mille. Il faut convenir que le Roi et le ministère étaient en grande perplexité; l'exigence turbulente des uns, la tenue morne et envieuse des autres présentaient deux écueils terribles; c'était un genre de difficulté qui n'avait pu se présenter à aucune époque de l'histoire.

Les places dans les troupes de la maison du Roi établirent des degrés parmi les militaires, mais la garde nationale fit arriver rapidement, même aux deux épaulettes, ceux qui se firent nommer colonels dans les arrondissements de leurs terres, ou que le général Dessolles reçut dans son état-major, qui en fut comme une pépinière. Au reste, la jalousie des grades fut peut-être la plus forte surtout parmi les hommes de la même classe, dont les uns avaient servi et les autres ne l'avaient pas fait. J'ai connu deux frères qui étaient précisément dans ce cas, dont l'un promu sous-lieutenant de force, à l'époque de cette fausse mesure, avait toujours prétendu servir malgré lui une cause détestée : il se vit nommé colonel, et son frère, par la seule voie du service de la garde nationale, se trouva de suite au même rang. C'était un spectacle intéressant pour moi que celui du jeu intime de tant de passions et de tant de vanités. Je puis assurer qu'il n'y a point de mili-

taires qui se soient autant prévalus de leurs services actifs, de leurs talents acquis, que ceux qui avaient porté l'uniforme avec le plus de répugnance, et ils ont su, dans l'occasion, en tirer un très grand parti.

Je crois que le premier plan du Roi avait été de prendre la nation dans l'état juste où elle était; mais les cris de la coterie qui avait le plus facilement accès près du trône firent sans doute changer ce plan, dont je ne discuterai pas ici l'injustice ou les avantages. Je sais que plusieurs jeunes gens de quelques familles de Bretagne et des provinces voisines s'indignèrent contre le comte Étienne de Damas, depuis fait duc, parce qu'il répondit à leurs demandes de service par cette question : « Avez-vous servi? » Plusieurs jeunes gens et leurs familles manifestèrent la même indignation quand cette question fut également risquée à Paris. Ces propos étaient désordonnés, et M. le duc de Berry en fut la plus éclatante victime. Épris de l'armée française, il avait débuté par des témoignages de bienveillance extrême envers ceux qui avaient servi, et qui se trouvaient dans le cas de l'approcher, et il avait trop peu dissimulé son étonnement à ceux qui étaient demeurés en France et ne s'étaient pas battus.

M. le duc de Berry avait de l'emportement, et n'avait pas encore acquis de mesure. En peu de jours il fut détesté, — l'expression n'a rien de trop fort, — par tous les gens de qualité qui se crurent l'objet de son mépris. Quelques représentations, assez maladroites, lui firent penser qu'il rachèterait le tort d'un dédain affecté et celui d'une familiarité trop étroite, et du moins prématurée, avec les officiers de l'armée, en voulant faire le maître en certains cas vis-à-vis d'eux. Mais là surtout il devait échouer. Une malveillance habile avait redouté

pendant quelques moments l'ascendant qu'il pourrait acquérir sur l'armée et ses chefs; ses inconséquences furent saisies et envenimées au point de faire de ce prince un véritable objet de haine pour ceux à qui il eût tant voulu plaire, et je puis dire s'assimiler.

Je ne sais quelle influence s'acharna à lui ôter tout crédit. Il avait obtenu du Roi que le général Grouchy, déjà coupable de plusieurs indiscrétions, comme sous Bonaparte, ne serait point laissé dans ses terres, où on l'avait invité à se rendre. M. le duc de Berry avait profité du moment où la Chambre des députés avait donné au Roi, dans son adresse, le titre populaire de Louis le Désiré, pour obtenir le retour du général, et on ne put mettre plus de grâces qu'il ne le fit à le lui annoncer; mais, à part ce léger triomphe, on eût pu supposer que sa protection devait nuire. Le choix de ses aides de camp ne lui appartint presque pas, et plusieurs de ses promesses à cet égard furent absolument vaines. Il lui fallut une persévérance de plus de six mois pour placer un vieil émigré auquel, par une raison particulière, il accordait une vraie faveur; il employa vainement tous ses efforts en faveur du commissaire de police Roland, le premier Français qui l'eût reçu, lors de son retour dans sa patrie, auquel il avait tout promis, et pour lequel il ne négligea rien. Il ne put empêcher la destitution de M. Méchin, préfet de Caen, celui qui avait favorisé son débarquement à Guernesey, et en faveur duquel il soutint les luttes les plus vives. Je ne discute pas le mérite de ces deux hommes, mais le devoir du ministère était de donner quelque prix à la reconnaissance d'un prince placé sur les marches du trône.

Si tel était le chaos dans la collation des grades, on doit bien penser qu'il était grand dans la distribution

des croix. Le plus grand tort qu'on eut fut de prodiguer d'abord celle de Saint-Louis. Cependant, comment faire encore? On crut tenir les officiers de l'armée en la leur donnant, et ce but aurait peut-être été atteint si trop de jeunes gens ne l'eussent obtenue par pure faveur.

Le Roi, comme il l'avait promis, conserva la Légion d'honneur; il substitua l'effigie de Henri IV à celle de Bonaparte. Si jamais croix parut prodiguée, ce fut celle-là. Toutes les branches de l'administration civile se l'adjugèrent, et quelques refus, basés sur de simples caprices, ne servirent qu'à mieux constater l'abus des choix. Les capitaines des nouvelles compagnies des gardes et ceux des deux compagnies de mousquetaires la firent donner à tous les officiers supérieurs ou autres de leurs corps, et cette mesure ne servit qu'à rendre plus sensibles des inégalités flagrantes, car, par une indifférence marquée, les autres chefs de la maison du Roi ne la demandèrent pas pour leurs corps.

La plupart des militaires qui l'avaient méritée à l'armée et ne l'avaient point encore reçue l'obtinrent. Je crois enfin que le ministère de la guerre en avait distribué plus de six mille avant le mois de septembre.

Le général Dupont, ministre de la guerre, tenait le gouvernail entre tous ces flots mutinés, et certes ce n'était pas d'une main vigoureuse.

L'animadversion réciproque qui divisait alors les esprits presque à leur insu se fit sentir avec une extrême amertume entre les jeunes et les vieux. Tout était jeune, depuis la Révolution, tout s'était fait par des jeunes gens, et il faut convenir que la jeunesse avait porté dans toutes les directions une nouveauté qui avait, sinon embelli, du moins sensiblement agrandi l'horizon. Il était réellement assez plaisant de rencon-

trer des gens âgés revêtus de costumes auxquels ils semblaient avoir conservé tout exprès une forme et une coupe vraiment hétéroclites, et la poitrine presque couverte d'une croix de Saint-Louis d'un modèle exagéré. Les jeunes officiers se moquaient des prétentions militaires de ces bonnes gens, qui se croyaient en état de leur apprendre quelque chose. Le nom de *Voltigeurs de Louis XIV* leur est resté; mais quelques étourdis oublièrent entièrement le respect que l'on doit à la vieillesse, cette vertu antique dont les Spartiates, aussi braves qu'eux, avaient donné le noble exemple, et s'abaissèrent à des farces coupables. On vit quatre ou cinq jeunes gens s'affubler comme ces vieux, que l'on pouvait tourner en dérision, mais dont l'honneur était ancien, et plus que leur costume encore. Il se passa dans un ou deux cafés des scènes peu décentes et publiques; la haine des vieux contre les jeunes en aggrava beaucoup les torts réciproques. On dut y mettre bon ordre par des punitions disciplinaires.

CHAPITRE XXXVII

Talleyrand ministre des relations extérieures; sa biographie, son portrait. — Nominations d'ambassadeurs. — Le baron Louis, ministre des finances. — Dupont, ministre de la guerre, remplacé par le maréchal Soult; intervention décisive de M. de Bruges. — Suchet concurrent évincé. — Administration de Soult. — Affaire Exelmans. — Complot contre le Roi. — Maison de Madame. — Le prince de Poix et le prince de Neufchâtel. — Situation du duc d'Orléans vis-à-vis de la Cour.

On avait confié le ministère des relations extérieures à M. le prince de Bénévent, que le Roi fit dès lors appeler prince de Talleyrand. Il faudrait retracer l'histoire entière du temps où cet homme a vécu pour qu'il fût possible de tracer son portrait. Les circonstances de sa vie ont été comme le miroir où les événements se sont peints, mais quelquefois d'une façon vague et indéterminée. Abbé, quoique l'aîné de sa maison, parce qu'il était né boiteux, et d'ailleurs d'une belle figure, il affecta si peu l'esprit, ou même l'hypocrisie de son état, que le roi Louis XVI ne l'eût point fait évêque, sans la demande expresse de l'assemblée générale du clergé, dont il avait été l'agent en 1788.

J'ai dit, et même imprimé, il y a déjà longtemps, qu'on rachète par les qualités qu'on possède celles qu'on n'a pas. Beaucoup d'esprit, une affectation précoce de capacité, des relations avec les hommes devenus marquants par les connaissances financières qu'on leur supposait, et qui étaient alors à la mode, et en général avec tous

les hommes de talent, dont il pouvait faire ses commensaux, mirent l'abbé de Périgord, ensuite évêque d'Autun, au nombre de ceux que l'on jugeait capables d'aspirer au ministère. A l'Assemblée constituante, il parla de banque avec succès, et parut assez versé dans l'agiotage qui était devenu une science; il fit aussi un long rapport, qui n'obtint pas un grand succès, sur le système de l'instruction publique. Mais il avait pour tout des manœuvres chargés de lui préparer la besogne, et se contentait d'y ajouter de l'esprit et de l'art, avec beaucoup de jugement pour sa conduite particulière. Dès son début, ce ne fut pas d'après les signes caractéristiques de l'horizon politique qu'il prit ses mesures et décida ses directions : il s'embarrassa toujours peu de blesser une convenance ou de braver l'opinion d'un cercle, mais, en se mettant, pour réussir, au-dessus de toute considération, il se mit également au-dessus des passions humaines qui auraient pu le distraire. Il garda des amis, mais j'oserais presque dire comme on a des chiens, pour cortège et pour amusement, sans se tourmenter à leur sujet; et toutefois, quand l'occasion se trouvait sur sa route, il leur servait de protecteur, et les servait très utilement. J'en ai vu plusieurs se plaindre hautement de lui et continuer de manger à sa table, parce qu'il y avait beaucoup de monde; se tenir toujours autour de lui, dans l'attitude de l'espoir, et en recevoir enfin la récompense. Ses ennemis, il ne se donnait pas la peine de se venger ou de s'occuper d'eux; il les faisait servir au besoin, et savait amortir l'inimitié elle-même en écartant l'idée qu'il fût capable de montrer un ressentiment.

Il voulut se ménager, autant que c'était possible, l'occasion de choisir toujours entre deux partis, pour éviter de se trouver acculé en quelque sorte et réduit à

un seul. Après l'Assemblée constituante, il trouva un prétexte pour se faire envoyer en Angleterre sans se donner l'apparence d'une véritable émigration; l'Amérique ensuite lui servit de refuge, et quand les vagues furent apaisées et qu'il entrevit la possibilité de donner un nouvel essor à son ambition, il reparut à Altona vers l'époque de l'an V, ou 1797. Les émigrés rentraient de tous côtés, et sous tous les prétextes, dans leur patrie; il s'y fit rappeler en quelque sorte, mais non sans avoir convaincu les compagnons de son exil, en Allemagne, qu'ils avaient plus d'intérêt que lui-même à son retour. Il retrouva des constituants au Directoire, et en fut accueilli avec cette confraternité touchante à laquelle peu d'entre eux furent étrangers.

Personne n'eut peut-être autant que M. de Talleyrand le don de séduire, quand il le voulait. L'existence et les habitudes de l'ancien régime donnaient à cet égard une magie dont la tradition se perd chaque jour.

Les anecdotes ont beaucoup contribué à la fortune politique du prince; enfin, il savait prendre le ton de ses hôtes dans la nuance du sien, et sans les offenser. Je ne l'ai pas assez vu pour le trouver aimable; il n'a, d'ailleurs, jamais fait pour moi des frais particuliers. Je pris garde que, dans le cas où sa conversation n'avait pas de but bien déterminé, il répondait à sa propre pensée sans paraître écouter ce qu'on pouvait lui dire. Je trouve rarement du plaisir à entendre ces monologues, interrompus seulement par un interlocuteur, qui n'a pas le droit d'en modifier le sujet.

On peut juger toutefois de l'avantage que doivent donner un pareil aplomb et une pareille indifférence, quand on a le moyen de faire briller des traits d'esprit ou d'attacher par un récit qui, dans la bouche d'un

homme d'État, acquiert toujours l'importance d'une confidence assez haute. M. de Talleyrand avait pris possession de son ministère, comme Fouché de celui de la police : ils ont chacun créé le rôle, et n'y auront que des suppléants.

Le ton impoli, le style révolutionnaire de quelques membres du Directoire avait effarouché d'abord le nouveau ministre. Il disait à une femme, qui s'étonnait de ne pas lui voir manifester plus d'influence : « Si vous saviez comme on se trouve désillusionné quand on est arrivé là! » Il s'y tint cependant, et ne parut s'éclipser, à la veille du 18 Brumaire, que pour reparaître avec l'astre nouveau. Les vicissitudes de son crédit furent nombreuses, mais il n'en avoua aucune ; c'était pour lui comme le mauvais temps en voyage : on arrive dans une bonne voiture, et on ne s'en est pas douté. M. de Talleyrand avait eu le soin de fonder sa considération dans ses relations intimes avec les étrangers. Il se retrouvait grand seigneur avec ceux d'entre eux qui l'étaient ; il en avait le vernis et toute la dignité. Son esprit tout français, son expérience, sa connaissance universelle du monde, lui donnaient une supériorité absolue. Il signa quatorze ou quinze paix, se donnant le mérite de la modération, n'exigeant pas tout ce que le vainqueur paraissait vouloir, et rendant en égards aux plénipotentiaires ce qu'on enlevait aux États par l'abus du pouvoir.

Bonaparte n'avait pu souffrir les étroites liaisons qui s'étaient formées entre Fouché et le prince de Bénévent, et ce dernier en fut victime. Les injures les plus grossières acccompagnèrent la privation de sa faveur (1). Froid, impassible en recevant une bordée d'invectives publiques,

(1) Voir les *Mémoires du chancelier Pasquier*, Plon éditeur, t. Ier, p. 357 et suivantes.

M. de Talleyrand dit en s'éloignant : « Nous avons, il faut en convenir, un Empereur bien mal élevé. » Il reparut deux jours après et continua de faire sa cour.

Le prince de Talleyrand avait dirigé, à l'égard des étrangers, toutes les négociations qui devaient amener la Restauration. Son crédit, toujours plus grand auprès d'eux, faisait de lui le seul homme capable de paraître au Congrès qui devait régler dans le détail les intérêts de toutes les puissances, et dont Vienne allait être le théâtre. Avant de s'y rendre, il eut à faire le choix d'un grand nombre d'ambassadeurs.

Le prince de Laval, accoutumé à s'agiter auprès de tous les gens en place et se croyant un peu homme d'État, parce qu'il s'appelait Montmorency, fut, à cause de son nom même, envoyé en Espagne, près de Ferdinand VII, nouvellement rétabli. M. d'Osmond, cité comme homme d'esprit dans un cercle de dix personnes, eut l'ambassade de Turin. M. Victor de Caraman fut nommé à Berlin. Il avait été longtemps banni par Bonaparte; Mme de Caraman avait invoqué toute la terre pour obtenir son retour, et Mme de Montmorency, dame du palais, l'avait obtenu par une grâce inespérée. On lui reconnaissait des moyens. M. Juste de Noailles, neveu du ministre par sa femme, fut envoyé en Russie. Enfin, l'évêque d'Orthosia (*in partibus*) eut l'ambassade de Rome. On désirait obtenir du Pape la modification du Concordat; dix ou douze anciens évêques, revenus en France, la réclamaient. On disait, en outre, que l'on voulait rétablir les sièges historiques ou ducaux, comme Reims et Langres; mais le Saint-Père, qui avait réagi avec la fermeté d'un martyr contre Napoléon parjure à ses serments, ne voulut point anéantir l'œuvre accomplie à une certaine époque pour le repos des consciences

et l'existence du clergé : il résiste encore en ce moment (1816).

J'ai dit que les finances avaient été confiées au baron Louis, ci-devant abbé et conseiller de grand'chambre, et depuis commissaire de la Trésorerie. Cet homme, rompu aux manœuvres financières, plus agioteur que ministre, ne manquait certainement pas d'esprit, mais il avait de la dureté, de la sécheresse; il était impérieux et cassant. Il mit dans ses relations avec la Chambre des députés, si dévouée au bien public, un entêtement, une aigreur, qui l'eussent sans doute mécontentée, si elle se fût permis de connaître le mécontentement. Il porta cet oubli des circonstances et de l'esprit d'un gouvernement dont l'essence, et presque la condition, était d'être doux, au point de ne dégrever les provinces de Champagne qui avaient le plus souffert qu'après avoir constaté que les hameaux étaient détruits et les habitants sans ressource. Quelques propriétaires du département de l'Aube, et le préfet, M. de Mézy, à leur tête, lui demandèrent, sur leur caution, un prêt limité de cent mille écus, pour des achats de bestiaux; il leur répondit que le Roi devait prendre et non pas donner.

Une fatale intrigue, qui enleva le ministère de la guerre au comte Dupont et le fit donner au maréchal Soult, eut des suites trop affligeantes pour qu'il ne soit pas nécessaire d'en donner ici les détails.

Le général Dupont n'était pas, je crois, un homme de génie, mais il avait de l'esprit, de la flexibilité, de la douceur, et il adorait le Roi. Louis XVIII, en effet, était un homme d'esprit et aurait fait partie de l'Académie française s'il n'était pas né pour le trône. Il aimait les vers et s'y connaissait; sa mémoire était admirable, il aimait à conter et contait bien. Son âge vénérable, sa

noble figure, ses habitudes royales donnaient un charme paternel à sa bonté, un intérêt piquant à l'instruction qui le distinguait. Tous les soirs, à neuf heures, les ministres étaient reçus; le Roi causait, et Dupont, je l'atteste, le quittait enthousiasmé. Jamais surprise ne fut égale à celle de ce ministre quand M. de Blacas vint lui demander le portefeuille; il ne pouvait l'en croire : il écrivit au Roi pour en être assuré, et ne craignant pas, dès le jour suivant, de reparaître sous ses yeux, il en fut accueilli avec faveur.

J'ai dit que le duc de Feltre était l'objet des vœux de ceux qui prétendaient servir le véritable intérêt de l'armée. Il était encore plus désiré par M. Tabarié, chef du personnel de la guerre depuis 1797, et son ami. On accusa M. Tabarié d'avoir déjoué sciemment le général Dupont pour entraîner sa chute, et il est sûr que la première opération du maréchal Soult fut d'écarter M. Tabarié, qu'il avait une double raison de craindre.

L'abbé de Montesquiou, ami intime du duc de Feltre, dont son neveu, M. de Fézensac, avait épousé la fille, faisait usage de tous ses moyens pour le rappeler au ministère. M. de Blacas craignit, dit-on, la force mutuelle qu'ils se prêteraient, et l'ascendant qu'elle leur permettrait d'exercer; et ne croyant pas, d'ailleurs, que le comte Dupont pût se soutenir, il appuya un autre choix.

Un homme, que je crois pouvoir appeler intrigant, avait acquis depuis quelque temps une grande influence auprès de Monsieur; c'était M. de Bruges. Son existence première était assez médiocre. Il avait servi cependant, et suivi l'émigration. Une circonstance le fit passer à Saint-Domingue, où les Anglais lui soudoyèrent un régiment de nègres. Un de ses frères, dont il hérita, fut commissaire aux séquestres. M. de La Rocheguyon,

gentilhomme d'honneur de Monsieur, de qui je tiens ces détails et ceux qui suivent, me disait que les ennemis de M. de Bruges attribuaient sa fortune, devenue considérable, à la commission des séquestres ; d'autres la rapportaient à ses immenses profits sur les travaux d'un port, qu'il avait pris à l'entreprise et que les nègres de son régiment avaient exécutés sans frais.

Je ne saurais dire par quel enchaînement de circonstances M. de Bruges passa à Vienne et trouva moyen d'établir des relations avec le roi Louis XVIII, alors en Angleterre. Il est certain qu'au moment où Monsieur pénétra en France, le Roi lui indiqua M. de Bruges, qui vint ensuite se réunir à lui, et lui apporter cent mille écus de sa fortune.

M. de Bruges était, dit-on, d'un caractère fort sombre, et je l'ai vu sans exception détesté de tous les aides de camp de Monsieur. Très actif, rompu au travail, il eut sur ses confrères l'avantage que donnaient l'usage de la plume et l'habitude des affaires. Durant le voyage de Monsieur en Provence, il prenait des notes partout, et trop superficielles sans doute ; mais d'ailleurs il désespérait ses compagnons de route par sa violence, sa rudesse et, tour à tour, sa taciturnité.

Cet homme trouva moyen de se rendre intermédiaire entre M. de Blacas et Monsieur ; il vit le favori en peine du choix qui serait fait pour le ministère de la guerre. Le général Brun de Villeret était neveu de M. de Bruges, et, depuis plus de quinze ans, premier aide de camp du maréchal Soult, qu'il ne quittait jamais. M. de Bruges présenta le maréchal, et M. de Blacas l'accepta, heureux de dérouter l'abbé de Montesquiou par un choix qui parût suggéré par l'armée même, et tel du moins qu'il dut combler ses vœux et satisfaire son orgueil. On a dit

depuis que ce choix avait été décidé à l'île d'Elbe, et qu'il avait été fort chèrement acheté. On a pu le croire, depuis les événements, et même dès l'époque dont nous parlons il eût semblé que les partis se réunissaient pour accuser la vénalité de M. de Blacas; quoi qu'il en soit, je suis encore sans opinion sur le compte de ce prodige de la faveur.

Il est facile d'imaginer que M. de Villeret fut nommé secrétaire général et M. de Bruges vice-président du conseil de la guerre; M. de Bruges joignit bientôt à ce titre celui de grand chancelier de la Légion d'honneur.

Soult avait le dernier tiré des coups de canon en France, et le maréchal Suchet, duc d'Albuféra, avait eu un moment le commandement de son armée, que le gouvernement provisoire voulait lui faire quitter, à cause de sa résistance coupable aux ordres qu'il en avait reçus. Ces deux hommes étaient pleins d'esprit, mais celui du maréchal Suchet était plus brillant et plus aimable. Il aspirait alors au ministère et s'indigna, sans le témoigner, de ne l'avoir pas obtenu. Le maréchal Suchet avait éprouvé le malheur qui devrait, dans les temps de crise, tant épouvanter la jeunesse, celui d'avoir été entraîné par l'ardeur de l'imagination, des sophismes, et l'ambition de parvenir. Il est resté frappé d'accusations graves dans les premiers temps de la Révolution. Brave soldat, grand capitaine, homme de capacité, il a couvert ses cruautés en Espagne, en Tarragone, par l'administration sévère, mais exacte, qu'il y avait établie dans son gouvernement. Il eut assez de lumières pour juger les événements; son armée rentra en France dans les dispositions qu'elle tenait de son chef. Beaucoup de gens ignoraient que le duc d'Albuféra eût été accusé d'une sanglante catastrophe, qu'ils n'avaient peut-être pas apprise, et

qui était déjà ancienne; d'autres voulaient l'ignorer, ou se refuser à la croire. Le duc d'Albuféra, grand général, homme de beaucoup d'esprit, devait bientôt avoir dans le monde une existence de premier ordre. Sa femme était jolie, riche par elle-même et ornée de talents. Il avait eu des procédés honnêtes pour Mme la duchesse de Bourbon, pendant son exil à Barcelone, et fut toujours reçu par elle avec beaucoup d'honneur.

Quand M. de Talleyrand apprit à Vienne la nomination du maréchal Soult, il dit, d'un ton qui n'appartenait qu'à lui : « Soult est appelé au ministère; c'est un homme très fort. — On avait parlé, lui dit-on, aussi du maréchal Suchet. — Non, reprit le prince, l'autre est beaucoup plus fort. »

Ce maréchal avait reçu de la nature un extérieur effectivement énergique, mais une physionomie tout à la fois sournoise et dure. Son regard, absolument nouveau pour moi, ne peut s'exprimer à mon gré que par le mot latin *torvus*. On ne peut douter qu'il n'eût beaucoup d'esprit. Fils d'un procureur ou d'un notaire du Midi, engagé de bonne heure, mais ses études terminées, il fit son chemin par tous les grades et devint maréchal et duc de Dalmatie. On n'a jamais bien éclairci l'espèce d'intrigue armée par laquelle, pendant son commandement d'Espagne, il tenta de se faire nommer roi de Portugal, et fut au moment de réussir (1). Il rentra en France après avoir perdu la bataille cruelle de Vittoria, qui lui coûta six cents bouches à feu, tous ses bagages, tout ce que possédaient les moindres soldats. Ce fut un désastre. Campé dans le Midi, il n'y put empêcher les

(1) Voir les *Mémoires du général Thiébault*, tome IV, p. 336, et *Les complots militaires sous le Consulat et l'Empire*, par E. GUILLON, p. 74 et suivantes. Plon éditeur.

progrès de Wellington, mais dévasta les départements qui l'environnaient par d'abusives réquisitions, et fut alors accusé, comme il l'avait été déjà, de vendre à l'ennemi ses subsistances. J'ai parlé de la bataille de Toulouse qui coûta la vie, sans nulle cause, à plus de dix mille Français.

Ceux qui voulaient soutenir le choix qu'on fit de Soult à cette époque représentaient qu'il appartenait en tout et de tout point à l'armée; qu'il avait acquis de la gloire, et que sa conduite à Toulouse ne servirait qu'à relever la clémence parfaite du Roi et à prouver avec plus d'éclat qu'il ne pouvait garder aucun ressentiment. Le maréchal avait une réputation de capacité très établie, possédait dix ou douze millions de fortune et jouissait des avantages attachés au titre de duc; ministre de la guerre sous le roi de France, on avait lieu de croire que ses vœux devaient être comblés et qu'il ne songerait qu'à bien servir.

A ces considérations, faites pour ébranler l'opinion la moins prévenue, j'ajouterai l'espèce d'engouement que le maréchal Soult avait inspiré à une foule qui vit sans rien voir que ce qui la séduit. Nommé commandant en Bretagne, le maréchal avec affectation avait protégé non seulement les Chouans, mais les hommes qui, prenant au hasard leurs couleurs, n'avaient, même parmi eux, que le nom de boutefeux, et dont le trouble faisait l'existence. Soult avait fait ériger une colonne à Quiberon, et plus le forfait qui y avait été commis méritait d'inspirer d'horreur, moins peut-être il convenait d'en rappeler le souvenir dans un moment où tout se réconciliait.

Si le maréchal Soult a réellement trahi en 1815, le monument de Quiberon attestera deux fois combien on doit se défier de tous les fauteurs des partis, de tous les

flatteurs des passions. Du reste, M. Pozzo di Borgo osa dire à Gand, devant du monde, au perfide et avide Bruges : « La preuve certaine, pour moi, de la trahison du maréchal Soult, est dans le choix qu'il a fait de vous pour chancelier de la Légion d'honneur. »

A peine ministre, le maréchal nomma comme lieutenants généraux ou maréchaux de camp, dans les départements, d'anciens seigneurs émigrés et rentrés tout récemment, et qui, depuis plus de quinze ans inactifs, ne pouvaient guère diriger ou conduire des régiments où tout était jeune, et nouveau surtout; où l'expérience était complète, pourtant, et où le mépris de ce qui était ancien était devenu dogme, même pour ceux dont les familles tenaient le plus à l'ancien régime.

Fortifié par l'espèce d'appui qu'il avait su se créer en suivant cette marche habile, le maréchal put exercer, à l'applaudissement général, son épouvantable dureté.

Les officiers à demi-solde, et dont le nombre équivalait à une armée, étaient en grand nombre à Paris. Le général Dupont les recevait à ses audiences, les écoutait, leur promettait, ou tout au moins leur laissait espérer. Le maréchal les traita tous dès le premier jour avec une rudesse cruelle, leur fit fermer sa porte et les renvoya dans leurs départements. Les généraux non employés ne furent pas traités avec plus d'égards. On ne saurait imaginer à quel point cette conduite obtint d'applaudissements. Ces hommes, que le Roi et la Charte obligeaient à estimer, il était doux pour les gens d'un certain parti de les voir humiliés et matés par un homme pris dans leur sein; ceux qui ont le plus regretté de n'avoir point illustré leur carrière pardonnent moins que d'autres à ceux qui sont sortis de la même classe pour se faire une existence et un nom.

A ce moment aussi on rappela dans les cadres une foule de soldats qui étaient rentrés dans leurs foyers à l'époque du 31 mars, sans congé ou avec des congés illimités, mais non définitifs. Beaucoup de gens n'ont jamais su à quels excès les levées avaient été portées sous Bonaparte depuis le mois d'octobre 1813 jusqu'au mois de janvier 1814. Ces levées avaient remué toutes les classes de la conscription, déjà épuisées ; elles avaient atteint les dépôts et arraché les derniers enfants, même aux pauvres veuves. C'était à cause de cette rigueur que l'invasion étrangère avait été de proche en proche moins redoutée et moins repoussée ; les conscrits ne partaient plus, quand l'ennemi était maître. Ceux de ces jeunes gens qui survécurent furent des plus empressés à revenir chez eux, dès qu'ils le purent, et le rappel qu'on fit d'un certain nombre d'entre eux, l'inquiétude générale causée par ce rappel, furent peut-être exploités dans l'intérêt de quelque intrigue déjà combinée. Les ennemis de Dupont criaient qu'il avait anéanti l'armée, et peut-être, en effet, y tendait-il, afin de la renouveler. Elle était pourtant plus nombreuse qu'on n'affectait de le croire, et que peut-être il n'était nécessaire. Mais alors M. de Talleyrand, sous prétexte d'influencer le Congrès, en provoqua l'augmentation, comme s'il était besoin en France de se précautionner d'une armée.

Le coup d'éclat du maréchal Soult fut l'affaire inconcevable du général Exelmans. Ce général, connu comme brave officier de cavalerie, avait été longtemps le principal aide de camp du roi de Naples, Murat. Il avait eu, depuis la Restauration, un commandement dans la division de Paris. Une occasion s'offrit à lui d'écrire au roi Murat, son ancien chef, qui était encore sur le trône ; cette occasion était celle d'un lord Oxford. Exelmans

écrivit, mais le lord mérita d'exciter des soupçons, et la police saisit ses papiers. On y trouva la lettre d'Exelmans; elle était imprudente, mais non coupable. Le général Dupont en fit le rapport au Roi, et le Roi pardonna cette légèreté; le général, averti de ce qui se passait, écrivit de suite au Roi pour lui témoigner toute sa reconnaissance. Soult, à peine ministre, lui ôta son commandement; mais, après avoir pris sous ce rapport un parti sage, il y joignit une mesure rigoureuse en exigeant que le général se retirât en Lorraine dans le lieu de sa naissance, pour y attendre des ordres ultérieurs. On ne saurait concevoir comment cet ordre avait pu être donné, s'il était hors des attributions du ministre; comment il pouvait être éludé, s'il était dans les lois de la guerre. Ce qui est positif, c'est que rien ne fut conduit d'une manière plus maladroite et plus scandaleuse. Exelmans résista et prit la fuite; le général Grundler, commandant de Paris, et le maréchal Moncey mirent dans cette affaire un mélange de barbarie et de faiblesse impossible à caractériser. M. de Flahaut y prit une part très différente de celle qu'aurait pu lui dicter le sentiment de l'amitié. Toutefois, on avait rattaché à la police militaire le nommé Laborde, cet homme dont le nom était peut-être utilement, mais sans doute odieusement connu; ce fut lui qui alla fouiller et garder la maison du général. Mme Exelmans venait d'accoucher; il fit fermer la porte à son médecin pendant tout un jour. Les personnes qui connaissaient le général s'étonnaient de l'emportement de sa conduite; il avait peu d'esprit, mais on ne le croyait pas capable de conspirer. Mme de Coigny disait que c'était un homme de paille auquel on avait mis le feu.

On nomma un conseil de guerre, à Lille, sous la pré-

sidence du général Drouet, comte d'Erlon, qui y commandait. Exelmans s'y présenta et fut de suite acquitté, ce qui donna lieu aux journaux de faire de bien justes réflexions sur la douceur, l'impartialité, l'équité d'un gouvernement où, après une résistance telle que celle du général Exelmans, il avait pu être acquitté.

Nous reviendrons malheureusement sur ce général d'Erlon. J'ai su depuis que son fils qu'il avait placé dans le corps des mousquetaires noirs, en fut chassé par ses camarades, à la suite d'une querelle au jeu. Est-ce de cet incident, qu'on ne pouvait alors soupçonner, qu'il prétendit tirer vengeance?

L'affaire d'Exelmans fut très fâcheuse; elle sembla démontrer qu'un pardon accordé par le Roi n'était pas une vraie sauvegarde; elle prouva l'incohérence et la fausse méthode des mesures du gouvernement. Beaucoup de gens s'indignèrent de l'acquittement d'Exelmans, non pour sa culpabilité réelle ou apparente, mais parce que l'accusation était intentée contre lui par le ministre : jurisprudence trompeuse, à mon avis. L'indépendance du conseil, la solidité de son jugement firent, dans cette malheureuse affaire, la beauté, la pureté du rôle que le Roi pouvait y avoir.

Mais ce fut alors que pour moi se dévoila le secret des cœurs, et ma surprise fut aussi grande que le chagrin que j'en ressentis. La moitié des maisons de Paris me parut transformée en commissions militaires; je vis la haine de tout le passé dans la véhémence avec laquelle on argua du présent. Plusieurs femmes me semblèrent devenues énergumènes, et la thèse des condamnations devint un propos de jeunes dames qui, je dois le dire, en parlaient sans y réfléchir.

Un incident, qui n'eut pas de suites, aurait pu causer

de véritables alarmes si la découverte en avait été faite par un autre que le duc de Raguse. Ce maréchal était de quartier aux Tuileries depuis le 1er octobre; à peine entré en fonction, il y avait établi une surveillance toute nouvelle. Il avait fait fermer les grilles chaque soir et fait sortir soigneusement à une certaine heure les personnes qui se trouvaient en visite chez les habitants du château. Par une sorte de transaction, il consentit à permettre qu'on ouvrirait la grille de la rue de l'Échelle à celles qui seraient en retard. On murmura beaucoup chez tous les courtisans. Il est certain que depuis le 3 mai, jour où le Roi était arrivé, on n'avait pas encore songé qu'il pût avoir rien à craindre. On crut reconnaître les procédés de Bonaparte dans le rigorisme des mesures, et l'importance que ce nouveau défenseur du Roi prétendait sans doute se donner, le rendit presque ridicule.

Le Roi avait paru quelquefois au spectacle, entouré de sa famille; il y excitait un véritable enthousiasme. Il avait donné jour pour une représentation à l'Odéon; le maréchal Marmont reçoit tout à coup avis d'un complot qui ne tend à rien moins qu'à enlever, sur le chemin, le Roi et tous les princes. Il mande M. Beugnot, et avec lui les généraux Maison et Dessolles. Tous sont d'avis que l'alarme est vaine sans doute, mais consentent à prendre de sages précautions, et leur première pensée est d'engager le Roi à ne pas sortir du palais. Ils lui font quitter son dîner et lui font part des renseignements qu'ils ont reçus. Le Roi, avec ce calme qui donnait un si beau caractère à sa noble physionomie, le Roi leur dit que rien ne pourrait l'empêcher de se rendre au théâtre où il s'était fait annoncer; qu'il avait depuis trop longtemps fait le sacrifice de sa vie pour qu'aucune inquié-

tude pût l'atteindre; qu'il confiait, au reste, à leur dévouement et à leur prudence le soin des précautions que les avis reçus devaient exiger. J'ai entendu conter cette scène par le général Dessolles; il ajoutait qu'en ce moment il aurait traversé les flammes pour le service d'un tel prince. Des ordres furent donnés pour échelonner des troupes le long du parcours que le Roi devait suivre. On appela de Sèvres un peloton de grenadiers à cheval. La voiture du Roi passa, au retour, par d'autres rues que celles qu'elle avait d'abord suivies; tous les chefs militaires parurent au spectacle en grand uniforme. Le Roi parut goûter la représentation, comme si rien n'avait dû préoccuper son esprit; on remarqua plus d'une fois ses sourires d'encouragement et d'intelligence à Mme la duchesse d'Angoulême, qui, d'abord un peu troublée, reprit enfin toute confiance.

On a cru longtemps que le capitaine des gardes avait été dupe d'un piège; l'événement a justifié ses craintes et sa circonspection, et s'il y mit trop d'éclat, c'est que le temps manquait pour préparer les mesures.

On avait accusé un général Freycinet d'être l'auteur de cet étrange complot; la police envoya chez lui. Il jouait une partie d'échecs, et paraissait malade de la jaunisse. On ne peut guère douter cependant qu'il ne fût dans le secret de quelque coup plus ou moins bien monté.

M. Beugnot quitta vers cette époque le ministère de la police. M. Malouet n'avait occupé le ministère de la marine que pour mourir ministre et donner lieu à de magnifiques funérailles.

M. Beugnot fut nommé à la marine et M. Dandré à la police, comme si un émigré rentré depuis quelques mois pouvait y entendre quelque chose.

Depuis son arrivée en France, Madame n'avait eu

près d'elle que les compagnes de son exil : Mme la duchesse de Serent, Mme Étienne de Damas, sa fille; Mme de Choisy, demoiselle de condition, damée par le Roi et devenue l'amie intime de Madame, quoique beaucoup plus âgée qu'elle. Au 1er janvier 1815, on déclara les maisons formées, et cet événement, très petit en lui-même, parut avoir une extrême importance et décider que les places de cour n'appartiendraient jamais qu'à la noblesse, comme si Bonaparte n'avait pas lui-même affecté, et en se servant de tous les prétextes, de composer sa cour des noms les plus connus. Madame fit son choix parmi les personnes avec lesquelles elle avait eu des relations d'enfance et celles que le dévouement plus particulier de leurs parents lui recommandait.

Il y eut quelques hommes nommés pour compléter les maisons des Princes, et ce fut tout, mais ce fut assez pour aigrir de plus en plus une classe contre l'autre. Chose bizarre, le nouvel ordre de choses devait porter le coup fatal à la noblesse, parce que l'opposition qu'elle rencontrait reposait uniquement sur l'aversion jalouse qu'elle inspire en France à tous ceux qui se trouvent en mesure de rivaliser avec elle.

Il faut avouer qu'en dépit du Roi et de ses intentions, en dépit des efforts des personnes sages, il se faisait quelquefois des maladresses qui déroutaient les plans les mieux conçus. Mme la duchesse de Rohan se vantait de la hauteur qu'elle avait montrée à Mme la maréchale Ney, dans quelques circonstances où la maréchale n'en était pas moins à son niveau, et peut-être comme maréchale se trouvait même au-dessus d'elle. M. de Poix disait au prince de Neufchâtel, en l'appelant toujours Berthier : « Par l'effet de la Révolution, vous voilà pourtant autant que moi! »

On assura, et peut-être il n'est guère possible d'en douter, que les mécontents du régime nouveau, ceux du moins qui voyaient trop de difficultés, non à y conserver leur existence acquise, mais à y acquérir celle qu'ils eussent désirée, jetèrent les yeux sur M. le duc d'Orléans pour en faire leur prince d'Orange, et pour le mettre à la place des Stuarts modernes. On a même prétendu que si M. le duc d'Orléans eût voulu se prêter à leurs vues, jamais il n'eût été question du retour de Bonaparte. Je crois qu'un prince, fils d'un régicide, et qui dans ses premières années avait été au club des Jacobins en prosélyte zélé, pouvait offrir quelque attrait à ceux qui croyaient trouver une garantie dans le crime de son père et dans les égarements de sa propre jeunesse. Il ne me paraît pourtant pas certain qu'ils y eussent trouvé cette garantie, car la complicité n'est pas toujours indulgente, et n'a pas toujours le droit de l'être. Le parti d'Orléans n'a existé, à l'époque dont je parle, que dans les vœux ou l'opinion de quelques individus. L'opinion générale n'avait que deux directions, ou le royalisme avec la Charte, l'ordre et la paix, et le retour aux sentiments pacifiques, ou l'impérialisme, ou plutôt le bonapartisme, soutenu de l'affection, des souvenirs, des espérances d'une foule de militaires, régime auquel se rattachaient toutes les vanités que Bonaparte faisait servir sourdement à leur propre compression.

M. le duc d'Orléans était arrivé à Paris dans les dispositions les plus pures, j'en ai la conviction. Il paraît hors de doute qu'il avertit le Roi de toutes les propositions qui lui furent faites, mais il finit par rendre sa situation embarrassante, en la croyant telle. Il refusa l'hommage imprudent qu'on lui fit, il fut flatté de l'avoir inspiré. Ce prince, âgé de quarante ans, d'un noble exté

rieur et rappelant dans ses traits ceux mêmes de Louis XIV, dont il descendait des deux côtés, ce prince, dis-je, devait à une éducation soignée tous les avantages extérieurs de l'instruction. Il parlait toutes les langues, ses manières étaient polies. Il avait servi un moment, en 1792, et même en 1793, sous les ordres de Dumouriez; c'en était assez pour lui donner le droit de se compter parmi les militaires de l'armée française. Un général assez peu remarquable avait servi comme lui auprès de Dumouriez; il alla faire sa cour avec l'uniforme de ce temps. M. le duc d'Orléans reconnut cet uniforme et exprima avec une certaine grâce l'affection qu'il ne pourrait s'empêcher de lui porter toujours. J'ajouterai que l'alliance honorable et brillante que M. le duc d'Orléans avait faite, dans le temps même de sa proscription, le bonheur, les vertus de son intérieur, le nombre de ses enfants, sa fortune acquise et future, la supériorité apparente qu'il devait à sa conduite courageuse dans les temps d'épreuves, ses manières affables, son instruction enfin, inspirèrent quelque jalousie, non à nos Princes sans doute, mais, pour eux, à ceux qui les entouraient, ce qui est, à mon avis, la plus grande injure qu'on puisse faire à ceux qu'on aime. Il en résulta de l'humeur, de la réticence, des inégalités; du reste, s'il m'était permis de dire toute ma pensée, j'avouerais que M. le duc d'Orléans n'avait pas reçu de la nature infiniment d'esprit; que son instruction n'était peut-être ni assez philosophique ni assez profonde, et qu'il n'était resté, malgré son âge, qu'un prodige d'éducation, ce qui ne fait pas tout à fait un grand prince.

CHAPITRE XXXVIII

Chevreul fait un cours de chimie à Mme de Chastenay. — Tentative de refonte de l'Université. — Chaires de chinois et de sanscrit créées au Collège de France. — Le général Dupont nommé ministre de la guerre; injustices flagrantes. — Retour des prisonniers français; mort de Jacques Dupotet. — M. Henri de Chastenay nommé colonel dans l'armée active.

Pour moi, durant cet été, que je trouvais paisible après tant de maux et de dangers, je suivais un cours de chimie que M. Chevreul (1) avait consenti à me faire. Deux fois au moins chaque semaine je trouvais ce jeune savant au laboratoire de M. Vauquelin (2), et quand il fallut par la suite aller chercher mes leçons au laboratoire du Jardin des Plantes, la fatigue de la distance et la chaleur de la saison ne ralentirent point mon zèle. J'ai écrit soigneusement ces précieuses leçons. La lecture de ma rédaction en faisait toujours l'ouverture. M. Chevreul avait déjà fait des découvertes importantes; la science lui en devra de plus nombreuses encore. Passionné pour une si belle étude, il lui arriva de consumer des jours, des nuits au milieu de ses appareils, pesant, analysant, recomposant ses substances; aussi exempt d'envie que de modestie fausse. J'ai vu quelquefois à ces leçons

(1) Michel-Eugène Chevreul, célèbre chimiste, membre de l'Institut, né à Angers le 31 août 1786 et mort le 9 avril 1889, avait alors vingt-huit ans.

(2) Louis-Nicolas Vauquelin, célèbre chimiste (1763-1829), élève de Fourcroy, membre de l'Institut et de l'Académie de médecine.

M. de Mirbel, son ami, et je ne puis rappeler sans reconnaissance que ces hommes distingués me savaient gré d'aller chercher la science à ses vraies sources.

J'ai manqué l'occasion de connaître M. Davy (1). Il avait traversé la France sous le manteau du philosophe et la sauvegarde des lumières, dans le temps même de Bonaparte. J'avais prié M. Réal, qui le reçut assez souvent, de me faire dîner avec lui; mais je n'étais pas encore chimiste, et M. Réal l'oublia.

Deux jeunes enfants, d'environ quatorze ans, servaient d'aides à mon professeur. L'un d'eux était fils du fermier des produits chimiques du laboratoire de M. Vauquelin; on le nommait Acacia, et il n'était pas baptisé. Chose bizarre, son père voulait qu'il se choisît lui-même une religion quand il serait justement à cet âge où il est déjà si difficile de se plier à celle qu'on a reçue. Je proposai à Acacia d'être sa marraine, s'il voulait être baptisé. Ce jeune enfant mourait d'envie de prendre de moi le nom de Victor, mais son père, sans le refuser, y mit de constants obstacles.

Toute coterie devient étroite. A l'époque dont je parle, l'abbé de Montesquiou, si maladroit dans son système de censure contre la presse, avait pour auxiliaires MM. Cuvier et Deleuze, qui tous deux écrivaient pour lui. M. de Sacy, non plus que M. de Bausset, n'étaient étrangers à la refonte subite et vandalique de l'Université, impériale si l'on veut, mais en jouissance déjà d'une gloire propre et méritée. On remaniait l'Institut. Les ordonnances en furent modifiées, et toutefois leur nullité fut constatée à tel point que, sans avoir été rapportées, elles n'ont empêché depuis ni une organisation nouvelle

(1) Sir Humphry Davy, célèbre chimiste anglais (1778-1829).

et différente de l'Institut, ni, à peu de chose près, la conservation de l'Université constituée et active où continue de se transmettre le feu sacré de l'instruction.

M. de Sacy, pourtant, par sa seule influence, obtint la création d'un bel établissement, celui d'une chaire de chinois et d'une chaire de sanscrit au Collège de France. Les deux cours furent ouverts, l'un par M. Abel Rémusat (1), l'autre par M. de Chézy. J'entendis les discours et je les applaudis, mais je ne pus m'empêcher d'être scandalisée du peu d'appareil qui fut apporté à cette mémorable séance. Aucun membre du gouvernement, ni aucun de l'Institut ne faisait partie de l'assistance.

J'aurais pu parler de Paris et de l'aspect singulier qu'il présenta pendant deux mois; mais tous ces étrangers se piquèrent d'une civilisation si aimable qu'on cessa presque de voir en eux des hommes qui ne fussent pas des nôtres. Depuis longtemps nos regards étaient habitués à rencontrer sous nos bannières des corps de toutes les nations et jusqu'à ces mamelouks qui me firent toujours frémir. Je l'ai déjà dit, ces provinciaux qu'on nommait *voltigeurs de Louis XIV,* ces gardes du corps, à qui l'on ne put toutefois faire reprendre les bas rouges, ces uniformes demi-antiques qui reparurent comme des préjugés, tout cela semblait mille fois plus étranger.

Le général Dupont, ministre de la guerre, prodigua les grades et les rubans; mais en donnant ces gages à la faveur des cours, il négligea de s'enraciner dans l'opinion de l'ancienne armée, de soutenir ceux qui lui avaient donné des preuves non équivoques de zèle.

(1) Jean-Pierre-Abel Rémusat, célèbre orientaliste (1788-1832). Son frère Auguste-Laurent (1762-1823), premier chambellan de Napoléon, était comte *de* Rémusat.

J'en ai eu trop malheureusement la preuve. Un officier du génie géographe, d'abord élève de l'École polytechnique, et de qui j'avais reçu quelques leçons d'espagnol, M. Ferraudin, avait refusé le 30 mars de suivre à Blois le corps dont il faisait partie; le 31, il portait une grande cocarde blanche; le lendemain, chez le ministre, il offrait ses services et se tenait prêt à tout. Il n'y avait pas foule encore, et le ministre, presque sans choix, n'hésita pas à faire partir ce jeune homme pour la Belgique, afin d'y faire suspendre de plus longues hostilités. La mission s'étendit au général Carnot, qu'il fallait trouver à Anvers; au général Maison, qu'il fallait joindre à Lille, et tout cela fut fait en dix jours. Quelques missions suivirent cette mission importante, et pourtant M. Ferraudin, retiré du corps dont il faisait partie, n'a pas obtenu un seul grade, n'a pu obtenir un emploi. La bonté de M. de Rivière pour moi, les propres études de M. Ferraudin sur les langues orientales, lui ont depuis procuré l'avantage d'aller à Constantinople avec l'ambassade française, mais presque sans un titre avoué.

J'ai vu, depuis les Cent-jours, un jeune officier d'artillerie qui avait fait partie de l'armée de la Loire. « Si j'avais été noble, me disait cet officier, j'aurais certainement rejoint le Roi; mais sans naissance, sans fortune, celui qui veut se frayer une route extraordinaire passe trop tôt pour un intrigant. » J'avais la preuve trop réelle de la justesse d'un pareil aperçu, et la faute en est certainement à la malheureuse légèreté de tant de parvenus engoués qui, à l'aurore de la Restauration, crurent faire mieux illusion en commençant par s'y livrer eux-mêmes.

Nos prisonniers revinrent et ne rapportèrent pas ce qu'on appelait un bon esprit. Leurs souffrances les

avaient attachés à une cause qu'ils s'indignaient de trouver proscrite, et, il faut bien en convenir, la paix qui terminait les rêves de l'ambition blessait au vif l'orgueil des plus riches espérances.

Jacques Dupotet, le plus jeune de sa brave famille, revenait du fond de la Russie. Il m'avait écrit de Bialystok. Une indisposition le força de se réfugier à l'hôpital encore polonais de Kalisch; la même nuit il était mort, et nous avons pu soupçonner que quelque argent, que mon père lui avait fait passer et qu'il avait sur lui, que sa pauvre petite montre d'or que maman lui avait donnée et qu'il avait pu conserver, avaient été la cause d'un crime odieux. Jacques Dupotet a mérité tous nos regrets. L'honneur, l'humanité, les vertus, la droiture respiraient dans ses sentiments, dans ses actions, dans ses moindres discours. Avant de commencer sa malheureuse campagne, et dans la garnison lointaine de Kœnigsberg, il avait su se rendre cher à ses hôtes et mériter de leur amitié que son jour de naissance fût pour eux une fête. Il reçut l'ordre de marcher vers Smolensk, où son détachement fut pris. Dès cette année 1812, le désordre était tel, même dans la Grande Armée, que des officiers de cavalerie se trouvaient pêle-mêle avec ceux des troupes légères, dans ces corps provisoires commandés au hasard. L'officier chargé de celui dont le pauvre Jacques faisait partie, étranger à tous ceux qui l'avaient composé, ne prit aucun soin de leur sort, et se fit donner la permission de passer l'hiver à Pétersbourg. Cet officier était d'une famille qu'on peut bien dire libérale, et dont les opinions affichées et réelles avaient absolument cette couleur; mais tout ne tient pas aux opinions.

J'entendais dire autour de moi qu'il était bien plus agréable de solliciter maintenant que sous le régime

antérieur. Je doute que les personnes qui ont eu de sérieuses affaires à traiter, et à des époques différentes, l'aient véritablement pensé. J'avoue que les conversations, qui dédommagent des courses nécessaires, m'ont toujours mieux intéressée quand elles ont porté plus loin. La pédanterie impériale ne m'amusait sûrement pas davantage que la pruderie royale; mais cette pédanterie, je ne la rencontrais pas toujours, et je pouvais, d'ailleurs, m'en moquer sans ternir ma réputation; maintenant je n'aurais pas eu le même droit. Je dois avoir bonne opinion de tous ceux qui m'ont voulu servir, car généralement plus ceux à qui j'ai eu affaire ont eu de talents, d'idées, dirai-je, de bon goût, et plus ils m'ont montré d'intérêt et de bonté; mais certes mes chances étaient diminuées quand tout l'esprit du monde devait se concentrer dans ce mot seul : « Vive le Roi! » Il est vrai que mon appui était devenu moins nécessaire, ou n'était plus qu'à demi voulu.

Mon frère, pourtant, me mit à l'œuvre pour un objet positif, celui de changer le grade de major, attaché pour lui au rang d'officier supérieur des chevau-légers, en celui de colonel, qu'il avait obtenu dans la garde nationale, et qu'il fallait lui assurer dans l'armée. On me laissa le choix des moyens, et, sans connaître le général Legendre, secrétaire général du ministère de la guerre, je m'adressai cependant directement à lui. Il convint avec moi que, si d'autres que mon frère, et sans avoir servi, n'obtenaient pas cette faveur que je sollicitais alors, mon frère ne songerait pas même à la désirer. Le général Legendre me comprit; il se charga de tout et fit mon affaire. Peut-être suis-je la seule qui aie eu recours à lui, et ma vieille manière de procéder fut encore suffisante.

CHAPITRE XXXIX

La duchesse de Bourbon. — La duchesse d'Orléans douairière. — M. de Folmon. — Mademoiselle. — Intrigues pour obtenir des places dans les maisons du duc et de la duchesse d'Orléans. — Marie-Amélie, duchesse d'Orléans. — Brillante soirée au Palais-Royal; petites rivalités. — Réceptions des duchesses d'Aumont et de Duras; la maréchale Soult chez Mme de Duras. — Compositeurs de musique en vogue : Naderman et Frédéric. — Soirée musicale chez le général Dessolles : Viotti, Baillot, Chérubini, etc.

Maman eut un véritable bonheur à retrouver Mme la duchesse de Bourbon (1). J'ai dit, au commencement de ces *Mémoires,* qu'elles avaient passé ensemble les premiers moments de leur jeunesse, et, si les circonstances les avaient éloignées, un sentiment ancien devait les rapprocher toujours.

Peu de personnes ont été plus indignement calomniées que cette excellente princesse. Mme la duchesse de Bourbon avait l'esprit le plus vif, l'imagination la plus ardente, l'âme la plus passionnée. Franche dans toutes ses affections, dans toutes ses impressions; éprise de l'amour le plus légitime, dévorée par la plus cruelle jalousie, les liens auxquels elle attachait le plus de prix avaient été rompus après des scènes d'éclat, mais elle n'avait pas cessé d'aimer.

Cette princesse était pieuse comme un ange, mais sa dévotion était l'amour, la résignation absolue, le déta-

(1) Louise-Marie-Thérèse-Bathilde d'Orléans (1767-1822), sœur de Philippe-Égalité et mère du duc d'Enghien.

chement complet des biens et des vanités, et une charité sans bornes pour les pauvres. Elle m'a fait lire quelques écrits de Mme Guyon. On peut dire qu'elle vivait en Dieu et sous la main de Dieu, indifférente à tout, sauf à ce qui était du sentiment et qui rentrait dans son domaine.

Par suite de cette exaltation, on a vu la princesse se livrer avec enthousiasme à cette ardeur d'abnégation dont une illuminée, appelée Mlle Labrousse, avait voulu, en 1792, enflammer, pour le salut de tous, certaines victimes volontaires. La princesse se soumit, dans la retraite et sans murmurer, à tous les sacrifices que la Révolution put d'abord commander. La nuance mise par le serment entre les prêtres n'eut rien d'essentiel à ses yeux. Enfin, j'ai dit le principe des perfections de cette personne vraiment angélique, et si son esprit cédait cependant à quelques erreurs, c'était à la même source élevée qu'il les puisait uniquement par faiblesse. Elle écrivait bien, avait beaucoup d'idées, et certainement une instruction plus profonde en eût fait une personne d'un ordre supérieur.

Sa charité extrême sera plus facile à concevoir, d'après un trait que je vais citer, qu'à suivre dans ses merveilleux détails : exilée durant dix-sept ans, elle avait partagé constamment avec ceux qui l'avaient servie, et par moitié, avec exactitude, tout ce qu'on voulait bien lui laisser. Toujours on a pu l'implorer pour les pauvres, quand par hasard elle n'avait pas pu prévenir leurs besoins, et seule des princes ou princesses, c'est à elle qu'on eut recours pour aider à l'entretien du petit Cazalès, que sa mère ne pouvait soutenir.

Mme la duchesse de Bourbon avait perdu son frère, qu'elle avait chéri, deux de ses neveux, enfin et surtout

son fils ! Et l'on n'a pas daigné la plaindre. Le Roi la traitait avec une sincère amitié. Un jour, il se plaignit à elle de n'avoir pas eu de réponse à la lettre qu'il lui avait écrite sur son malheur : elle n'avait pas reçu cette lettre, qui lui eût causé un véritable soulagement.

On a été jusqu'à prétendre qu'elle avait vendu l'Élysée à celui qui, se trouvant alors gouverneur de de Paris, avait pris une part directe à l'événement de Vincennes ; il a fallu qu'un concours de circonstances permît d'éclairer dans les moindres détails les droits de la princesse sur cette propriété, dont le Roi désirait l'échange. Un rapport fait au Corps législatif a répondu à l'allégation si souvent répétée par M. de Talleyrand : « L'Élysée n'a même pas l'honneur d'être un bien national. » Créancière de son neveu, Mme la duchesse de Bourbon n'usait de ses droits que pour l'absolu nécessaire ; enfin, créancière de M. le prince de Condé, son beau-père, pour près de deux millions et demi, Mme la duchesse de Bourbon n'en a jamais reçu une obole d'intérêt, et M. de Blacas disait, quand elle traitait des conditions de la cession de l'Élysée : « Qu'elle fasse plutôt assigner son beau-père ! »

La pauvre femme, causant avec maman dans l'intimité, lui disait, en fondant en larmes, que jamais elle n'avait joui des douceurs intérieures de la maternité. Son fils, dès le berceau, fut retenu loin d'elle, et gouvernante ou gouverneur eurent toujours l'ordre de se trouver en tiers dans les visites qu'il fallait bien lui permettre une fois par semaine à peu près. Elle avait fait elle-même un portrait de son fils, et ce portrait, retrouvé par quelque personne bien intentionnée, fut renvoyé, dans un carton et sans avis, à la maison où le Roi l'avait établie à Paris. Ce carton fut apporté à Épinay,

où était la princesse ; elle l'ouvrit sans rien soupçonner, et l'on peut juger aisément de sa douloureuse surprise. Je la vis deux jours après; elle était encore toute brisée de ses pleurs.

La princesse Charlotte de Rohan aurait dû être sa belle-fille ; ses relations avec le duc d'Enghien ont été trop publiques pour ne pas se trouver consacrées. Elle est restée l'objet du plus tendre intérêt pour M. le duc de Bourbon et pour Mme la duchesse de Bourbon, chez laquelle je l'ai rencontrée plusieurs fois. La princesse Charlotte n'avait rien de romanesque dans les traits et dans l'extérieur (1).

Mme la duchesse de Bourbon voyait peu de monde. Elle avait ses fantaisies dans sa manière de vivre. Sa maison se composait de personnes dont le sort était lié au sien. Elle avait conservé de ses anciennes dames Mme Julie de Serent, damée jadis par un brevet du Roi, bonne, parfaite, pieuse et douce personne dont il faut que je déplore la perte, en parlant du bonheur de l'avoir connue.

J'ai vu quelques jolies soirées chez Mme la duchesse de Bourbon, soit pour amuser Mme la duchesse d'Orléans, sa nièce, et Mademoiselle, soit surtout pour l'amusement de M. le prince de Condé. Une fois, il y eut des proverbes très gais, joués à cette intention par mon frère, par M. de Monaco, et je crois M. de Lostanges; j'étais chargée de la musique d'entr'acte, et maman avait amené Duport. Il eût fallu voir de quelle manière fut accueilli ce vieux virtuose. C'était à qui, de tant de personnes distinguées, le fêterait de la manière la plus flatteuse ; et cet accueil fut si aimable que Mme la du-

(1) Voir, au sujet de la princesse Charlotte, *Le duc d'Enghien*, par Henri Welschinger. Plon, éditeur, p. 466.

chesse d'Orléans dit à maman : « Présentez-moi, je vous prie, à Duport. Je veux aussi être à la mode. » Nous jouâmes ensemble, Duport et moi, des variations pour piano et basse ; notre succès fut prodigieux.

Le prince de Condé, son beau-père, m'a comblée de bontés, dès le jour où je lui fus présentée. Il m'appelait Victorine tout court et me faisait placer près de lui. Ce prince causait avec gaieté, avec galanterie, et, comme il me le disait, il avait une fois fait preuve de constance.

Mme la duchesse d'Orléans, la mère (1), n'avait pas le même genre d'extérieur que Mme la duchesse de Bourbon. Elle se tenait dans son salon, entourée de monde, à partir de son déjeuner. Le soir, il y avait un cercle, qui se succédait autour d'elle. Son accueil était obligeant, son sourire égal et serein ; il était sincère, car elle était essentiellement bonne.

On ne peut dire à quel point ces princes du vieux régime avaient de simplicité et de facilité dans toutes leurs manières. Ils revoyaient mon père et maman avec une extrême bienveillance. J'en ai promptement eu ma part. Mme la duchesse d'Orléans était toute charmante pour moi. M. de Folmon, son chancelier, se souvenait de m'avoir vue en l'an V, quand il était alors membre du Conseil des Cinq-Cents. Cette connaissance, à peine faite, passa pour de l'intimité, presque pour des services et des obligations; mais la princesse en était enchantée, car elle croyait elle-même devoir sa fortune, et peut-être la vie, à cet homme qu'elle comblait de considération et de faveurs. Dès que j'arrivais chez elle, elle appelait à grands cris M. de Folmon, et, après qu'il s'était retiré, elle m'exprimait pour lui de vifs regrets.

(1) Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon-Penthièvre (1753-1821), femme de Philippe-Égalité.

J'ai dit que M. le duc d'Orléans était reparti, dans l'été, pour Palerme, afin d'y chercher sa femme, sa sœur et ses enfants, déjà au nombre de trois; Mme la duchesse d'Orléans était grosse.

Depuis que j'avais revu le prince, j'attendais le retour de Mademoiselle (1) comme celui d'une ancienne compagne, d'une ancienne amie. J'avais dû, presque dès l'enfance, lui être attachée quelque jour; je ne doutai pas que l'engagement ne me fût rappelé presque avant que je pusse le réclamer moi-même. C'était pour moi une chose écrite dans les destins, et les promesses précises du prince assuraient également le sort et la situation de mon frère. Les princesses et le prince étaient à Fontainebleau quand ils reçurent la nouvelle de la mort subite de la reine de Naples. Mme la duchesse de Bourbon m'avait menée au Palais-Royal pour les attendre tous, quand on sut qu'ils n'arriveraient qu'après le premier deuil et les premiers regrets. Déjà M. le duc d'Orléans avait donné le titre d'aide de camp à Thibault de Montmorency, qui présidait aux tapisseries et aux menuiseries qu'on employait à orner le Palais-Royal. Mme la duchesse d'Orléans avait exigé le même titre pour M. de Sainte-Aldegonde, dont la grand'mère, Mme de Tourzel, n'a jamais rien négligé de ce qui peut paraître utile. M. Atthalin, officier du génie, fort spirituel, fort adroit, fort instruit, avait été accepté à la demande qu'en avait faite, je crois, le maréchal Ney. Enfin, Mme de Matignon avait réclamé l'influence du roi de Naples, parrain de sa fille, en faveur de Raoul de Montmorency, son petit-fils, et le roi de Naples, en quittant M. le duc et Mme la duchesse d'Orléans, avait

(1) Sœur du duc d'Orléans, appelée *Madame Adélaïde,* quand son frère fut devenu roi des Français.

exigé pour Raoul la promesse d'une place d'aide de camp. Je conviendrai que M. le duc d'Orléans en fut tellement mécontent qu'il laissa passer plusieurs mois avant d'accomplir cette promesse extorquée. Le pauvre Raoul en perdait contenance, et ce fut après de longs dégoûts, et presque une offre de démission, qu'à la fin il obtint son titre.

On voit combien M. le duc d'Orléans trouva d'entraves pour accomplir des engagements que sa volonté semblait avoir rendus sacrés. S'il eût nommé mon frère d'abord, comme il en avait le droit et le pouvoir, tout obstacle eût été prévenu ; mais sans doute la Providence a tout mieux disposé pour nous (1).

M. le duc d'Orléans, par des motifs d'économie, par l'embarras de choisir entre mille prétendants, et peut-être aussi par quelque secrète considération de prudence, ne nomma pas à deux ou trois places principales que l'usage avait fondées dans les maisons des Princes.

Les princesses arrivèrent. Mademoiselle (2), sur ma lettre instante, me fit dire de venir et qu'elle me recevrait. Jamais je ne l'eusse reconnue. Blanche, blonde, petite, délicate, telle je l'avais laissée ; je la retrouvai grande, presque noire, vieille au delà de son âge, et le teint cramoisi. Elle me reçut bien, j'y retournai. Je la voyais seule. Elle me conta les chagrins de sa vie ; elle me dit toutes ses plaintes contre M. de Folmon. Je lui rappelai nos anciennes relations, les nœuds projetés autrefois, et tout ce qui devait en amener maintenant l'accomplissement. Elle vit maman, mon frère, mon père, et Mme la duchesse d'Orléans, qui ne recevait

(1) Le duc d'Orléans, devenu le roi Louis-Philippe, a nommé M. Henri de Chastenay pair de France.

(2) Voyez la note 1, t. Ier, p. 53.

point encore, monta chez Mademoiselle, un soir, pour faire connaissance avec nous. Elle nous reçut en famille durant tout le temps de ses couches (1), et je jouais des duos avec Mademoiselle dans un coin du salon, pendant qu'on causait.

Mais, l'étrange chose que les intrigues! Le Palais-Royal en était entouré, et notre espèce d'intimité devint bientôt un premier point de mire. Mademoiselle avait auprès d'elle une grande chanoinesse de Remiremont, appelée Mme de Montjoye. Mme de Dolomieu, sœur de Mme de Montjoye, avait alors ses prétentions. M. de Chabot-Jarnac, presque Anglais et mari d'une Anglaise, avait pour elle et pour lui l'Angleterre, et aussi tous les Rohan-Chabot; les Montmorency achevaient de tout envahir et, pour mon objet, de tout écarter. Je ne crois pas que Mme de Vérac, dame d'honneur de la duchesse d'Orléans, prît la moindre part à tout cela. La princesse elle-même y resta étrangère. Fille de roi, et de roi persécuté (2), elle n'avait rien à prétendre et rien à affecter. Sans être belle, elle avait ce qui plaît dans une princesse que le public juge : un ton gracieux, un doux sourire, un regard accueillant. La dignité, pour elle, restait dans l'obligeance. Éprise d'ailleurs et passionnée, tout, hors son intérieur, la laissait indifférente; mais le prince et sa sœur, moins à l'aise dans leur attitude, cherchant à lier quelques souvenirs à quelques aperçus de la vogue du moment, n'étaient pas toujours certains de leurs propres idées. Je crois qu'ils nous craignirent un peu; on nous redouta surtout autour d'eux.

Mademoiselle avait fêté mon frère, sa plus ancienne

(1) Il s'agit ici du duc de Nemours, qui est né le 25 octobre 1814.

(2) Marie-Amélie-Thérèse de Bourbon, fille de Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles (1782-1866), devenue reine des Français.

connaissance dans le monde. Maman donna à Mademoiselle de petites cartes pleines d'esprit qu'il avait dessinées en manière d'artiste. M. Atthalin fit aussitôt des cartes; elles étaient bien, mais, sans prévention, nulle comparaison n'était sûrement à faire. Je vis cependant la complaisance qui se mettait à les opposer. On établit près de Mademoiselle une grande Allemande, fille d'un général autrichien, disait-on, amie de Mme de Montjoye, de Mme de Blacas et de bien d'autres, véritable automate pianiste. Le talent le plus raide, le plus dur, le plus commun, était le sien. Mademoiselle ne joua plus ses duos qu'avec elle. C'est en ce genre de relations que je suis fière; je restai polie avec Mademoiselle, et ce fut tout. Il est bien vrai qu'elle n'a fait aucune nomination, et Mme de Montjoye est restée seule attachée à sa personne.

Je ne voudrais pas qu'on crût, si jamais on me lit, que j'éprouvais un désir personnel de me soumettre à un esclavage qui m'eût fixée, une grande partie de l'année, dans les combles du Palais-Royal; mais je suivais le principe constant de la direction de ma vie : être utile à ceux que j'aime, et ne rien négliger de ce qui peut procurer le moyen de les servir. Paris était le lieu où je croyais que mes parents devaient préférer de vivre, et l'augmentation artificielle qu'exigeait leur revenu annuel, pour l'agrément de leur existence, me semblait le but auquel je devais toujours tendre. Or, quand on est auprès de princes et qu'on a quelque sens commun, on doit avoir à la fin du crédit, et les occasions se présentent.

Rien d'apparent, au reste, ne caractérisa cette sorte de refroidissement, qui resta le secret de ma pensée et presque de mon cœur, car le souvenir de cette princesse, presque ma seule compagne d'enfance, m'avait

d'abord vraiment touchée. Destinées alors à vivre ensemble, rapprochées après tant et de si longs événements, j'aurais été bien aisément amie; et si, par l'amitié qui m'eût été rendue, j'avais pu bien servir mon frère et mes parents, j'aurais été dévouée pour la vie.

Quand le Palais-Royal fut rouvert et que la foule de la Cour s'y porta, nous y fûmes toujours tous reçus avec une distinction flatteuse. Nous fûmes priés à une soirée brillante où se trouvait, je crois, l'élite de l'Angleterre, une société française très choisie, une musique agréable, mais je remarquai, sans rien dire, que Mme Thibault de Montmorency, dont le talent au piano était de très moyenne force, avait amené Libon, son accompagnateur, et avait été priée de se faire entendre. Je remarquai que Mademoiselle exécuta avec Paër un duo que nous avions répété toutes deux. On écouta la grande Allemande; on avait évité de me faire aucune proposition. C'étaient de petites nuances que moi seule je sentis. Mais Mme Camporési chantait; je ne l'avais jamais entendue, et, très contente d'ailleurs de ma soirée, je ne m'arrêtai pas à la petite privation imposée à mon amour-propre.

La musique, à défaut de bals, est une ressource nécessaire dans les nombreuses réunions où le mouvement est presque impossible et où la conversation est encore plus interdite.

Le duc d'Aumont, qui, d'après un calcul fait depuis les années de la Révolution, était désigné pour l'année 1814, revint de Suède ou de Danemark pour achever aux Tuileries les mois de son service en qualité de premier gentilhomme de la chambre. Mme la duchesse d'Aumont affectait peut-être un peu trop de recevoir par charge, et non pas pour son compte, les personnes qui venaient chez elle.

Mme de Duras, qui reprit le service au mois de janvier, donna à son salon un air de société qui convenait peut-être moins au régime peu fixé du moment que le club mal organisé de Mme d'Aumont. Je me souviens que la maréchale Soult y vint un soir. Seule, à peu près, je connaissais cette femme, qui mourait d'envie d'être bien, mais qui avait peut-être commencé à connaître le monde un peu trop tard. Je causai avec elle, puis je la nommai à trois ou quatre fort belles dames; il fallut voir comme aussitôt Mme la duchesse de Dalmatie fut en scène! Ces petites choses sont toutes simples, mais elles amusent toujours.

Quelques chanteurs, puis surtout Naderman et Frédéric, composaient généralement les concerts qu'on voulait rendre tout à fait agréables. Les variations, toujours jolies, de Naderman et de Frédéric avaient été composées montre en main, afin que chaque morceau ne dépassât pas dix minutes, quand ils étaient mandés à la Malmaison ou à Saint-Cloud. On peut regarder leur musique comme un accompagnement obligé de la puissance.

Une musique bien remarquable, dont j'eus tout le plaisir dans le cours de cet hiver, fut celle que j'entendis chez le général Dessolles. Viotti, le célèbre Viotti, était à Paris pour trois jours; il connaissait M. Dessolles, vint le voir et lui donna une soirée. Il avait apporté quelques quatuors nouveaux de sa composition, mais point de violon; il prit celui du général, qui en avait lui-même parfaitement bien joué autrefois. Chérubini, Baillot, Duport, étaient à cette réunion; Libon, Naderman, Frédéric, Norblin, y étaient aussi. L'assemblée, d'ailleurs, était fort peu nombreuse, et toute d'amateurs décidés. Baillot semblait rentrer dans les intentions de Viotti,

comme un fils tendre et qui seconde son père. Duport avait retrouvé tout le feu de sa jeunesse, Viotti jouissait du triomphe le plus pur, et l'harmonie charmait et épurait nos âmes, car nous étions tout entiers, en ce moment, à ses idéales et célestes jouissances.

CHAPITRE XL

Hiver de 1814-1815. — Mme de Staël et sa fille. — Salon de Mme de Staël; connaissances faites chez elle : Schlegel, Sismondi, Macdonald, le duc de Richelieu. — Chateaubriand devenu homme d'État. — MM. de Blacas, Pozzo di Borgo, de Rivière, Armand et Jules de Polignac. — L'ancien monde chez Mme de Polignac. — Morts du chevalier de Boufflers, de la princesse de Léon et du duc de Fleury. — Le maréchal Ney proposé comme premier gentilhomme de la Chambre.

Au Château (1), ailleurs et partout, je rencontrais Mme de Staël. Elle était revenue à Paris presque avec la Restauration. Bonaparte l'avait persécutée de manière à ce qu'on dît qu'en Europe il fallait compter trois puissances : l'Angleterre, la Russie et Mme de Staël; cette femme, dans les derniers temps, s'était crue obligée de fuir son château de Coppet et de se sauver, par la Russie, en Angleterre, avec sa fille, sous la garde de M. de Rocca. Son bel ouvrage sur l'Allemagne fut indignement mis au pilon, et le tort le plus grave d'un littérateur distingué, qui n'est plus, est d'avoir concouru à cette œuvre de vandale.

Il y avait des gens pour qui c'était comme une sorte d'état et d'existence que de détester Mme de Staël. On l'accusait de tous les maux de la Révolution, d'une part, et, de l'autre, de traîner autour d'elle un tourbillon d'intrigues et presque un club de vains et dangereux

(1) C'est ainsi qu'on avait coutume d'appeler les Tuileries, sous la Restauration.

discoureurs; tout le monde enfin se réunissait pour affecter de ne pas comprendre ses ouvrages. Il est de fait pourtant que Mme de Staël n'a jamais fait une méchanceté et que le génie brille dans ses ouvrages. Quand Mme de Genlis, cédant à quelque préjugé, et peut-être à quelque rivalité secrète, l'eut accablée dans ses écrits, elle ne proféra pas une plainte, mais quand Mme de Genlis eut mêlé Fénelon dans ses critiques sévères, Mme de Staël se contenta de dire : « Il était exilé! » Un jour, en sortant du spectacle, peu de temps avant son exil, elle entendit M. de Perret dire tout haut : « Voilà une femme que je déteste. — Hélas, dit-elle à ceux qui l'entouraient, il me faudra traverser la vie avec la détestation de M. de Perret! »

Exilée, elle regrettait surtout le charme des conversations de Paris; mais pour moi, je l'avoue, j'ai trouvé trop souvent que les conversations étaient, dans le monde, comme les tables d'hôte du régiment, au taux du plus pauvre.

Il était assez difficile de causer dans le monde avec Mme de Staël. On ne devait guère songer qu'à la faire parler. Il y aurait eu plus que de la présomption à entreprendre une discussion avec elle devant témoins, et dès qu'un entretien où elle avait part commençait, on eût dit qu'on jouait au proverbe, et chacun venait écouter.

Mme de Staël arriva, cette fois, suivie de sa fille Albertine, jeune et jolie personne spirituelle, franche et vraiment aimable. Cette jeune fille, d'abord très négligée dans sa toilette, avait dans ses manières toute la liberté qu'ont généralement les demoiselles étrangères. Mme de Staël, avec une complaisance charmante, faisait son métier de mère, comme elle disait, c'est-à-dire qu'elle restait la dernière au bal, et jusqu'au départ des violons,

et croyait n'avoir rien à reprendre à une gaieté parfaitement innocente. Déjà, cependant, on prêtait à cette jeune personne quelques mots des romans de sa mère. Elle avait un abîme dans le cœur. Mme de Staël engagea sa fille à se mettre en tout à la mode et à se conformer à l'usage. Cette jeune Albertine disait une fois, bien gaiement : « Je demande si une demoiselle *peut* convenablement porter du satin. A tout on me répond qu'une demoiselle *ne peut pas, ne doit pas !* Il faut donc que je le demande : Une demoiselle *porte-t-elle* du satin? J'ai besoin d'en être assurée. »

Le mariage de cette jeune fille était arrangé dès ce temps-là. Mme de Staël m'a dit qu'elle avait voulu pour elle un homme dont le nom allât à celui de son père; un homme qui ne frémît pas, non plus que ses parents, quand on parlerait de M. Necker, et de ses opinions à elle-même; enfin, un homme qui pût intéresser sa fille et mériter de sa part au moins une préférence.

Son choix une fois fixé entre trois ou quatre aspirants, Mme de Staël avait passé un temps assez long à Saint-Ouen, afin que sa fille pût les connaître, et sans que le monde pût s'en douter, car, dans ce cas, me disait-elle, la malveillance eût proclamé qu'elle perdait sa propre fille. Sans inspirer de passion à Mlle de Staël, M. de Broglie lui avait convenu, et le mariage s'était décidé.

Je me trouvai une fois, chez Mme de Staël, à un concert où cette jeune personne devait jouer de la harpe, accompagnée par Frédéric. Le tableau était charmant : M. de Staël, excellent musicien, placé derrière sa sœur, tournait les pages et n'osait, pour ainsi dire, respirer. Mme de Staël, assise presque en face de la harpe, suivait des yeux les cordes, retentissait de chaque vibra-

tion et paraissait dans une ivresse d'admiration et de sentiment. La jeune musicienne était bien jolie à sa harpe ; le bon goût de sa parure, la simplicité de son air, son application, son talent, l'amour dont elle était l'objet, je ne saurais oublier cette scène.

La maison de Mme de Staël fut très agréable dans le cours de l'hiver dont je parle ici. J'y rencontrai beaucoup de gens marquants, et je m'y amusai toujours.

M. Schlegel (1) ne quittait pas Mme de Staël. Je voyais en lui le savant, et non plus l'étranger, et, causant avec lui de l'invasion, je disais que l'Allemagne avait pu, sans doute, souffrir longtemps des armées sur son sol, mais en France, où les existences s'enlaçaient, où tout était délicatesse, nuance ou grâce, un fardeau grossier ne se supportait pas. La France était une femme jeune et charmante, toute brillante de talents et d'amour. « Eh quoi ! s'écria M. Schlegel, vous considérez l'Allemagne comme une servante de cabaret ! » A ce mot, je l'avoue, j'éclatai de rire ; mais M. Schlegel, bon Allemand, ne m'a point accordé de pardon.

M. Simonde de Sismondi (2) était souvent chez Mme de Staël. Il avait de ces manières qu'on nomme jésuitiques, mais, d'ailleurs, son savoir, son esprit sont connus et bien amplement constatés. Nous causions, chez Mme de Staël, vers la fin d'un très joli bal qui s'était beaucoup prolongé ; on valsait, M. de Sismondi me proposa de nous joindre à la valse. Nous partîmes tous deux aussitôt, et Mme de Staël, très amusée de notre gaieté, s'écria qu'elle voyait tourner sous ses yeux l'Encyclopédie.

(1) Auguste-Guillaume de Schlegel, le célèbre critique allemand (1767-1845).

(2) Jean-Charles-Léonard Simonde de Sismondi, éminent économiste et historien (1773-1842), né et mort à Genève.

C'est encore chez Mme de Staël que j'ai vraiment fait connaissance avec le maréchal Macdonald. C'était la veille du jour où il partait pour son gouvernement (1), afin d'y recevoir Madame, qui allait à Bordeaux célébrer l'anniversaire du 12 mars. J'avais déjà rencontré le maréchal; cette fois, nous fûmes rapprochés; je lui fis des questions, ses réponses s'enchaînèrent, ses récits m'ont paru du plus vif intérêt. Restés seuls à peu près, il fallut nous quitter, mais avec la promesse de reprendre dans quelques semaines un fil seulement interrompu. Une trame tout entière avait à se dérouler avant que le nœud fût refait. J'ai revu le maréchal un moment seulement, avant qu'il se rendît à Bourges pour le fameux licenciement; nous nous sommes ajournés de nouveau, et que sais-je maintenant de ce que me réserve l'avenir?

M. de Richelieu, encore à demi Russe, était aussi de ceux que je rencontrais alors avec un réel intérêt. Je lui fis raconter une fois l'histoire de ses établissements d'Odessa. Il avait trouvé des cabanes et laissé à leur place une belle ville de trente-cinq mille âmes, avec un commerce très étendu, une prospérité croissante, et déjà deux théâtres italiens. Un homme qui a produit de belles choses, un homme qui avance et qui fait avancer, m'inspire un intérêt de respect et d'affection; je crois à l'humanité, je crois à l'âme de celui dont l'influence a été vivifiante. M. de Richelieu avait commencé des *Mémoires*, il se proposait de les continuer (2). Peut-être alors ai-je été la seule femme qui lui ait parlé d'Odessa.

(1) La 21e division, à Bourges.

(2) Les Mémoires du duc de Richelieu ne paraissent pas avoir été publiés, mais il est question de la fondation d'Odessa dans les Mémoires de son neveu, le comte de Rochechouart, parus sous le titre de *Souvenirs sur la Révolution, l'Empire et la Restauration*. Plon, éditeur. 1 vol. in-8°.

M. de Chateaubriand avait voulu captiver M. de Richelieu, mais la froide lecture de *Moyse,* dans un salon glacé, par un jour très rude de l'hiver, avait rompu entre eux une apparence de liaison. M. de Richelieu n'aimait pas les vers, et la politique improvisée de M. de Chateaubriand ne pouvait pas en tout lui convenir. La prétention de M. de Chateaubriand dans ce genre m'a fait quelquefois de la peine : des épaulettes, un uniforme pris dans le cabinet du ministre de la guerre, un mélange de philosophe et de parvenu dans ses systèmes de gouvernement, il me semblait que tout cela faisait déroger l'auteur de *René*, d'*Attala* même et de quelques belles pages du *Génie du christianisme.* Quelquefois, en entrant chez Mme de Duras, je trouvais M. de Chateaubriand dans la première pièce, et sa tête noire se dressant à l'oreille du grand et blond M. de Blacas, et plus que lui ayant l'air important et capable : cela me faisait un peu pitié. Nommé à l'ambassade de Suède et dépensant, sans en être plus riche, plus de soixante mille livres de traitements divers, je ne crois pas que M. de Chateaubriand ait jamais cru bien sérieusement qu'il fût de ses principes ou de sa dignité de se rendre auprès de Bernadotte (1). Je me souviens, au reste, d'avoir vu chez lui, une fois, un négociant suédois qui invita beaucoup Mme de Chateaubriand à venir passer quelque temps, pendant l'été, à une maison de campagne ravissante qu'il avait près de Tornia.

Je ne puis parler de M. de Blacas, quoique je l'aie rencontré souvent. Il était tellement entouré de l'atmosphère du favori, qu'on ne pouvait risquer de lui parler sans se donner comme en spectacle, ou pour un vrai

(1) Au reste, Chateaubriand ne s'est pas pressé de se rendre à son poste, et l'événement du 20 mars 1815 le trouva encore à Paris.

danger, ou pour une haute faveur. Je ne puis guère dire de sa figure que ce qu'en pensait une dame de province, assise aux Tuileries près de Mme de Matignon : « Montrez-moi donc M. de Blacas, lui disait-elle ; on dit que c'est un blême. »

M. Pozzo di Borgo, avec sa physionomie italienne et ses décorations russes, causait beaucoup plus facilement, et son esprit animé et brillant lui donnait assez d'avantages pour que la conversation ne fût pas pour lui sans attrait. J'en ai quelquefois profité, et c'est à lui que j'ai entendu dire une fois que l'émigration fut un suicide politique.

Ce fut chez Mme de Brancas que je vis M. de Rivière pour la première fois; je le rencontrai ensuite partout, et cet aimable et excellent homme vint chez moi. Il m'a témoigné un intérêt, je pourrais dire une affection tendre, cent fois plus aimable et plus douce que ce qu'on appelle de la reconnaissance. Il partait pour Constantinople, quand les événements de mars 1815 durent changer sa direction; et lorsque, après ces temps de crise, je le retrouvai pour la seconde fois, j'appris à mieux juger encore de son excellent cœur, de son esprit doux et flexible et de sa parfaite bonté.

Je ne puis croire que MM. de Polignac aient ignoré l'intérêt que j'avais pris à leur sort, et les consolations que Mme de Polignac voulait bien dire qu'elle m'avait dues, mais il est positif que ni Armand ni Jules ne se sont fait même inscrire chez moi. J'avais connu l'aîné jadis, dans mon enfance, et, dans le monde, nous nous sommes retrouvés comme gens en relation de tout temps. Jules, que je n'avais point connu, ne m'a reconnue nulle part. Une autre que moi aurait pu en témoigner quelque surprise.

Mme de Polignac s'est montrée reconnaissante envers M. de Rovigo. Il avait mis à l'obliger son sentiment et son orgueil, et pendant quatre années entières. Je n'ai jamais douté que l'évasion des deux captifs n'eût été même, dans le temps, concertée avec lui, mais personne n'en est convenu.

Ce fut chez Mme de Polignac que je revis le duc de Rovigo, quelques mois après l'événement de la première Restauration. Je n'avais point été chez lui, et je puis bien en dire les motifs : quelques dames s'y étaient montrées si fréquemment dans sa faveur, que le monde même exigeait d'elles qu'elles ne rompissent pas d'abord. Elles allaient donc encore chez le ci-devant ministre, mais s'il se tenait devant elles un propos qui ne fût pas au ton de l'enthousiasme du jour, ce propos était répété et colporté aussitôt. Je préférai tout au soupçon d'un rôle si peu généreux.

Une longue habitude de retraite avait peu laissé le goût du monde à Mme de Polignac. Je passai pourtant une soirée chez elle, dans cet hiver, mais avec les mêmes personnes qui s'y rencontraient autrefois. Le rendez-vous, comme alors, était autour d'un bol de punch, dont je ne bois pas. Il y avait Joseph d'Estourmel, M. de Sainte-Aulaire, le baron, ou, si l'on aime mieux, le duc de Montmorency, et de plus M. Gerbet, employé des postes, homme d'esprit et de caractère, bon musicien et chantant avec goût. Mes parents et moi formions à peu près le reste de l'assemblée. Les chansons, les anciennes histoires furent remises en train, pour rire, comme autrefois ; mais, ce qui dépasse encore aujourd'hui mon imagination, M. de Montmorency nous fit, en manière de divertissement, la lecture d'un cahier qui contenait tous les noms ridicules extraits de ceux qui se trouvaient

inscrits sur la liste de la garde nationale, dont il était adjudant. Cette ennuyeuse facétie, devant M. Gerbet surtout, me parut d'un goût bien étrange, et M. de Sainte-Aulaire, dont le nom était Beaupoil, ne cessait de nous répéter que, dans la langue française, le ridicule d'un nom tient à ce qu'il exprime quelque chose.

Plusieurs malheurs marquèrent, dans le cercle de la Cour, cet hiver de 1815. La mort du chevalier de Boufflers n'avait rien de très surprenant, mais elle enleva un de ces derniers hommes aimables en qui la politesse n'avait point altéré cette noble indépendance, gardienne des vertus généreuses du cœur. Il était bon, et, jusqu'au Sénégal, il avait fait goûter le charme d'un naturel indulgent et sensible, qui ne peut se rencontrer sans un heureux développement de l'esprit.

Mme de Boufflers et le vieux chantre d'Aline offraient l'heureux tableau de Philémon et Baucis. On disait que Mme de Boufflers mettait son mari en valeur, comme elle aurait fait d'un jeune homme, à son début, dans le grand monde ; mais ce n'était pas orgueil, c'était de sa part amour et bienveillance. Ce suffrage, qu'elle désirait, était une jouissance du cœur pour le moins vaniteux et le plus facile des hommes. Ils étaient tous deux d'une simplicité romantique. Une fois nous les trouvâmes s'amusant bien franchement à faire montrer la lanterne magique à une enfant de huit ans, fille de leur portier. Je citerai ce trait touchant parti de l'âme du bon chevalier. On parlait devant lui des regrets qu'il est doux de laisser après soi : « Ah ! je voudrais plutôt, dit-il, que l'on pût lire sur mon drap mortuaire : Croyez qu'il dort ! »

La mort horrible de la jeune princesse de Léon (1) et celle

(1) Mlle de Serent, femme de Louis-François-Auguste, duc de Rohan-Chabot, alors prince de Léon, et depuis cardinal. Le 10 jan-

du duc de Fleury eurent un caractère augural de nature à causer de l'effroi. Le duc de Fleury était premier gentilhomme de la Chambre. Il fut question de le remplacer. Une place de Cour était alors l'objet des ambitions de la classe née bourgeoise, et, depuis la Restauration, la demi-noblesse avait, sous ce rapport, pris le niveau avec nos familles d'autrefois. Le titre de gentilhomme gênait pour un choix de circonstance, car on avait parlé de M. Barthélemy. M. de Richelieu indiquait dans le monde le choix d'un maréchal, comme le seul qui fût convenable, et le maréchal Ney était désigné à peu près dans les bruits de promotion. On prétendit que Mme la duchesse d'Angoulême avait fait cette malheureuse réflexion : que le maréchal Ney n'était pas gentilhomme; on la rapporta, du moins, au maréchal. Le duc de Rohan, beau-père de la pauvre petite princesse de Léon, et, à cause d'elle, soutenu par les Serent, fut nommé assez promptement. Je crois que, dans cette circonstance particulière, une telle nomination fut regrettable à tous égards; autrement le choix en lui-même était bon.

Déjà, disait-on, le maréchal Ney s'était trouvé offensé de ce que Mme la duchesse d'Angoulême avait appelé la maréchale par son petit non d'Aglaé, dont elle se souvenait, parce que la maréchale était fille de Mme Auguié, femme de chambre de la Reine. Cependant, j'avais vu cent fois la reine Hortense tutoyer la duchesse de la Moskowa, son ancienne compagne chez Mme Campan, tandis que la duchesse lui disait : « Votre Majesté. »

vier 1815, en passant près du foyer de sa chambre, le feu prit aux dentelles qui garnissaient le bas de sa robe, et elle expira après deux jours d'horribles souffrances.

CHAPITRE XLI

Anglais de marque, à Paris : MM. Nugent, Mackintosh, Bruce, Rich, Cothben, Ramsay, Littleton. — Quelques Anglaises : lady Charlemont, mistress Sydons. — Le duc et la duchesse de Wellington. — Napoléon et les Anglais à l'île d'Elbe; M. Douglas et lord Kinner; agissements suspects.

Les Anglais, à cette époque, nous faisaient à peu près les honneurs de Paris. Toutefois, ce ne fut pas sans peine que de leurs salons, où l'on se portait en cohue, ils arrivèrent dans nos intimités. Tout leur effort tendait à s'y trouver admis, et les plus distingués en eurent seuls le bonheur. Je ne puis en blâmer personne, car, dans le premier débordement surtout, la prudence et le choix étaient plus nécessaires. Nous allions chez plusieurs Anglaises, mais seulement chez celles d'un rang élevé et d'une brillante existence. J'en ai entendu quelques-unes, et aussi quelques Anglais, se désoler de voir Londres transféré à Paris et d'y retrouver leur Angleterre, dans laquelle, durant tant d'années, ils s'étaient trouvés prisonniers. Le ridicule du costume des femmes cédait aux modes françaises, dès le premier bal auquel elles avaient assisté ; en peu de semaines à Paris, le nom et les fades prétentions des dandys avaient disparu. Tout chez nous offrait aux Anglais la grâce, l'élégance, le plaisir, et ce charme social qui tient à des vertus presque autant qu'à des agréments.

Nous trouvâmes dans les maisons anglaises quelques

usages fort étrangers pour nous, et cependant assez commodes dans une foule presque inconnue : celui de se promener dans un salon, à peu près comme au bal masqué, et celui de présentations nominales et au choix de la personne même qui se fait présenter à une autre. J'ai reçu quelquefois, dans des maisons anglaises, une demi-douzaine de présentations de suite. M. Nugent (1), homme fort aimable et répandu à Londres dans le cercle le plus distingué, était arrivé le matin même ; il pria lady Hamilton, chez laquelle je le rencontrai, de me le présenter de préférence, et je fus sa première connaissance à Paris. Il m'a dit, depuis, que mon air de bonne personne lui avait donné de la confiance. Il me questionna sur Paris, sur le monde, sur le genre des sociétés. Je lui fis le plus grand éloge des femmes. Je lui dis que dans le grand monde il trouverait des mœurs douces et faciles, de la séduction, de la coquetterie même, mais des vertus pratiques réelles ; généralement une raison éclairée, et toujours au besoin des sentiments élevés et des dispositions courageuses. Il a déclaré depuis que cette peinture s'était réalisée pour lui dans tout ce qu'il avait vu et connu à Paris. M. Nugent était, dans toute l'étendue du terme, un homme de la meilleure compagnie. Je le présentai, à mon tour, à ma belle-sœur. Il s'est lié avec elle, il a plu dans le monde, et à peine maintenant le croit-on étranger.

Je rencontrai M. Mackintosh (2), homme d'une immense réputation et qui a rempli une grande place au Conseil supérieur de Bombay ; il y a fondé une société

(1) Nugent, comte Laval de Westhmeath, feld-maréchal autrichien, né en Irlande en 1777.

(2) Sir James Mackintosh, orateur et littérateur anglais (1765-1832).

dans le genre de celle de Calcutta. Je l'ignorais quand j'ai vu M. Mackintosh. Sa conversation ne m'a pas paru répondre à l'opinion que ses compatriotes avaient de son esprit. Peut-être ai-je mal dirigé le fil de nos divers entretiens, car les esprits et les idées pris à rebours manquent de suite et de coloris. Cependant, je l'ai entendu causer avec Mme de Staël, et mon jugement n'a pas varié, du moins pour ce qui est d'une supposition de supériorité.

Je vis M. Bruce, arrivant de Palmyre. Ce grand voyage et le nom de Bruce m'intéressèrent pour ce jeune homme, dont l'air était d'ailleurs un peu bizarre. Il n'avait pas le ton très français, et je ne donnai pas de suite à notre genre de connaissance. C'est le même qui depuis s'est compromis pour arracher M. de Lavalette à la mort, et l'intérêt de l'humanité me fait joindre à son nom, dès ce moment, un juste et très sincère hommage.

Je rencontrai M. Rich (1), le gendre de M. Mackintosh, qui arrivait de Bagdad, par terre, et que sa femme avait accompagné à travers une si grande partie de l'Asie. On doit à M. Rich une intéressante et originale description des ruines de la grande Babylone. Je l'ai lue depuis dans les *Mines de l'Orient* (2); mais, au temps dont je parle, ce morceau n'avait pas, je crois, encore paru.

Je ne puis nommer tous les Anglais que je distinguai dans un grand nombre; il faut cependant que je cite l'excellent M. Cothben, qui, non plus que M. Nugent, n'avait presque rien d'anglais que l'accent. Il faut que je mentionne aussi le général Ramsay, qui me rappelait au

(1) Claudius-James Rich, voyageur anglais (1787-1821), né près de Dijon, mort en Perse, à Schiraz.

(2) Recueil publié à Vienne; cette relation parut vers 1812.

contraire ces personnages de romans d'Angleterre que l'héroïne ne préfère point, mais qu'elle trouve toujours protecteurs, qu'elle trouve toujours généreux dont la conversation, sans passion, résulte d'une observation non malveillante, mais spirituelle. Je ne dirai pas que le général Ramsay fut tout cela, mais il m'en a souvent donné l'idée.

Je parlerai enfin de M. Littleton, dont la femme, nièce du duc de Wellington, était l'une des plus belles Anglaises que l'Angleterre nous ait alors montrées. M. Littleton aimait l'étude avec passion. Nous avons bien parlé d'auteurs grecs et latins. Il me disait que, d'après ses idées, le plus grand bonheur possible consisterait à lire Virgile avec une femme. Je voulus, avant son départ, lui procurer ce bonheur immense ; je lui donnai rendez-vous, je l'attendis, il vint, mais ma portière le renvoya.

On pourrait croire que la présence de tant d'Anglais offrait de belles occasions pour parler leur langue : nullement. Tous ces Anglais voulaient parler français, avec moi du moins. Ma prononciation est très nette, et le moins exercé me comprenait de suite. J'avais l'air d'une bonne personne, ils me demandaient des conseils, et ne craignaient point de moqueries.

J'ai dit ailleurs que les Anglais marquants avaient jugé dans notre monde les entretiens des femmes très supérieurs à ceux des hommes. Ils ont d'abord trouvé que nous n'étions pas jolies ; ils ont surtout trouvé que nous n'étions pas blanches, mais peu à peu ils se sont faits à nos mobiles physionomies. Peu de femmes, en France, manquent d'expression. Il y a de l'ensemble et de l'agrément dans nos figures les moins frappantes, tandis qu'une Anglaise qui n'est pas ravissante est pres-

que toujours d'une laideur et d'une déplaisance insupportables.

Ils nous ont trouvées, pour l'esprit, pour les talents, les moyens, le don de plaire enfin, mille fois supérieures aux Anglaises. Plusieurs d'entre elles, pourtant, se piquent d'être savantes, et on leur donne le nom ridicule de *bas bleus*. Quelques-unes se piquent d'avoir de grandes manières et sont parfois un peu trop libres. Dans le nombre, il s'en est trouvé sûrement de bien aimables et de bien distinguées. Lady Charlemont, jolie comme Éveline, eût charmé les plus difficiles. A un petit spectacle où ses quatre jeunes enfants jouaient à la perfection, en français, un petit drame de Berquin, l'une des actrices, âgée de six ans, était un vrai petit amour.

J'ai vu chez lady Alborough, un personnage d'un autre genre, la fameuse Mme Sydons. Le pauvre duc de Rohan vint m'avertir de sa présence et me pria de venir lui parler. Elle ne savait pas le français, et mon anglais était détestable. Le duc de Rohan prétendit que les compliments avaient leur langue à part. Ainsi, j'abordai Mme Sydons. Cette merveilleuse personne n'était plus jeune ; grande, forte, aux traits prononcés, sa bouche énorme s'ouvrait comme celle d'un masque antique. Son expression de physionomie était, d'ailleurs, fort naturelle et celle de la simple bonté. Sa petite fille, auprès d'elle, semblait la reproduire comme une rose printanière qui fleurit sur sa jeune tige, à côté d'un rosier du buisson et sans fleurs. Mistress Sydons parut entendre et recevoir mes phrases balbutiées ; avec une douce bienveillance elle me parla, je la devinai ; nos sourires servirent d'interprètes.

Je n'ai point encore cité l'Anglais du siècle, et ne fût-ce que pour arriver aux bals somptueux qu'il donna, je

dois nommer le duc de Wellington. Rien d'héroïque dans sa figure, rien que de commun dans ses discours, exprimés en mauvais français. On m'avait dit que quelques femmes l'avaient, au commencement, accablé de paroles dont l'esprit lui échappait, et il nous traitait de phraseuses ; aussi lui ai-je parlé fort peu. Il est vrai qu'on s'était permis de lui faire des questions sur ses opérations militaires en France, et, impatienté une fois de ce que Mme Alfred de Noailles, ou Mme de Duras, lui demandait comment il avait pu tant différer de passer l'Adour : « Madame, répondit-il, il y avait de l'eau. »

La duchesse de Wellington arriva à Paris la veille d'un grand bal qui avait lieu chez elle. En arrivant moi-même à ce bal, je fus frappée de sa figure expressive et douce, de son extrême politesse et de sa manière assez française et bienveillante. Elle se tenait à la porte du premier salon ; on lui présentait toutes les personnes qui entraient, et c'était immense. Je me tins quelque temps auprès d'elle, amusée de cette lanterne magique ; enfin je parlai à la duchesse, et je lui dis qu'il me semblait impossible qu'elle pût retenir un nom et l'appliquât à une figure. Je lui ajoutai que je voulais qu'elle m'exceptât de cette foule dans sa pensée ; je lui appris bien mon nom, je le lui fis répéter. Je la trouvai douce, aimable, naturelle, et ce que nous appelons gentille. Ainsi je fus, dès ce moment, sa connaissance particulière et presque son amie de société. De toutes les Anglaises que j'ai vues, c'est avec elle, sûrement, que j'ai été le plus liée. Nous nous rapprochions toutes les fois que nous pouvions nous rencontrer. J'ai été plusieurs fois chez elle, et j'ai fait de la musique avec une de ses nièces, jeune miss fort aimable et Anglaise le moins possible.

Le docteur Hume, médecin en chef de l'armée anglaise et ami intime de la duchesse, m'a raconté tout son roman. Elle était Irlandaise, d'une famille distinguée. Elle avait dix-sept ans, était très jolie et fut aimée du duc; ce dernier était simple cadet, et si peu riche que la mère de la duchesse s'opposa à son mariage, et le duc futur partit pour rejoindre son frère dans les Indes. Sa jeune amie lui conserva une exacte fidélité. Mais dix ans s'étaient écoulés, elle avait perdu son éclat, elle avait passé comme une fleur, et quand son amant revint avec une fortune digne d'elle, elle eut la générosité de lui rendre sa liberté. Plus épris, après une telle preuve de dévouement, et même d'amour, l'amant jura une passion plus constante et plus éprouvée. Le mariage eut lieu, deux enfants survinrent; le délaissement succéda, mais la gloire était enivrante, et la duchesse avait le droit d'adorer, même en s'affligeant quelquefois.

On ne s'accoutuma pas à voir le duc de Wellington à l'Opéra avec Mme Grassini. Une grande et noire Espagnole qu'il avait, disait-on, ramenée, n'obtenait pas la moindre faveur d'opinion; et quand, à la seconde Restauration, une Anglaise, avec son voile vert, parut à cheval auprès du duc, à une de ses revues, on en eut presque du dégoût. La duchesse, au contraire, eut dans la société un succès absolu; son ton, ses bonnes manières, sa politesse gracieuse, sa passion bien justifiée, les chagrins qu'on lui supposait, tout la fit adopter au milieu du monde français, et j'en ai vu quelques Anglaises presque aussi étonnées que le duc de Wellington lui-même.

Les Anglais cependant, errants et désœuvrés, après avoir passé leur temps, pendant le blocus continental, à parcourir la Grèce, à défaut de l'Italie, et surtout de la France, les Anglais commencèrent à trouver curieux de

visiter l'île d'Elbe et son singulier habitant. L'impérial Robinson comprit le parti qu'il pouvait tirer de ces visites multipliées et ne les refusa pas. J'ai vu lord Bentinck irrité de cette dangereuse manie qui s'emparait de ses compatriotes. « Ces fats, s'écriait-il, croient avoir fait causer l'homme qui a gouverné l'Europe, et c'est lui qui les interroge, lui qui tire d'eux ce qu'il veut savoir, lui qui fait d'eux ses jouets et ses trompettes. »

Plusieurs Anglais avaient peint sa situation, qui semblait pour nous comme un rêve; sa misérable demeure de Porto-Ferrajo, la maison de campagne qu'il faisait arranger, le mauvais ordre de son équipage; le dévouement de sa mère, qui l'avait rejoint; le respect de ses deux principaux serviteurs; l'immensité de cette chute enfin. Un Anglais revint vers le milieu de l'hiver; c'était M. Douglas, et jamais je ne renoncerai à croire qu'il n'ait servi à lier la trame du complot auquel les Anglais ont pris une si grande part.

M. Douglas occupa tout Paris de ses récits. Il prétendait que Napoléon était comme un livre qu'on lit avec fureur, et qu'on jette quand on l'a lu. Entouré d'un auditoire nombreux, quand il parlait de l'île d'Elbe, il restait seul dans un coin du salon quand les questions étaient toutes épuisées. Je rougissais quelquefois pour certains chambellans dont il me semblait que l'attitude aurait dû être assez pénible, et je m'étonnais que le respect humain étouffât si complètement toute impression de pitié, quand, moins de dix mois auparavant, ces mêmes hommes vénéraient, adulaient très franchement celui qui leur donnait une brillante existence, les traitait bien et ne leur avait jamais fait le moindre mal. M. Douglas affectait le ton léger, en racontant des entretiens dont je voyais bien qu'il était fier. Je me hasardai à lui

demander en particulier s'il n'avait pas été réellement ébloui en se trouvant à deux pas de cet homme extraordinaire. Il m'avoua que cela était vrai, et je le fis convenir à peu près qu'il y avait pour lui deux manières de conter sa conversation, et, selon les cas, des choses différentes à en extraire.

Bonaparte, au reste, affectait une flatteuse admiration pour l'Angleterre. Cette manière est devenue depuis le libéralisme de ceux qui n'en ont pas. « Chez vous, disait-il à M. Douglas, la tête est bonne et la queue mauvaise; en France, c'est tout l'opposé. » Cet homme avouait ses fautes, pour se mettre au-dessus d'elles; mais cette grandeur forcée, qui ne considère que comme des hypothèses les sentiments communs de la morale et de l'humanité, est comme ces mâts desséchés qui n'ont point de racines et tiennent à des crampons de fer; le vent qui les brise les raccourcit et les déshonore sans retour; aussi la flétrissure couronnée de l'île d'Elbe a-t-elle ôté à Bonaparte la dignité d'un grand revers.

Suivant une des conversations de M. Douglas, qui m'a été rapportée, Bonaparte lui aurait annoncé qu'un incendie de guerre, peut-être inextinguible, s'allumerait tout à coup en France, et il aurait ajouté : « Cela me touche assez peu, car je ne suis plus de ce monde. » Si plusieurs Anglais, comme je le crois, ont contribué à la catastrophe survenue peu de temps après, M. Douglas fut certainement de ce nombre.

Un autre Anglais fut encore plus coupable, du moins plus ostensiblement; c'était lord Kinner, grand seigneur d'Écosse. Il ne quittait pas la société des parvenus du régime impérial, y fomentait le mécontentement, y exaltait les résistances; enfin, on a trop dû le croire, il y encourageait les complots. Lord Kinner faisait aussi

partie des cercles que je fréquentais. Il y annonçait de l'originalité, une certaine indépendance d'idées; on lui trouvait de l'esprit. Enfin il était recherché. Cependant, quelque chose en lui me causait de la répulsion, malgré mon attrait pour les gens d'esprit; au contraire j'appréciais M. Douglas, en dépit d'une certaine défiance que je ne pouvais maîtriser.

J'ajouterai, à l'appui de ce que je viens de dire, que les lettres écrites par l'évêque d'Orthosia, notre ambassadeur à Rome, et publiées pendant les Cent-jours, après avoir été saisies, ne laissent aucun doute sur la part qu'il attribuait aux Anglais dans ce funeste événement.

CHAPITRE XLII

Fautes du gouvernement royal; décorations données d'une manière inconsidérée et refusées de même. — Voyages des Princes dans diverses parties de la France; le comte d'Artois à Châtillon-sur-Seine. — Agents de Napoléon déguisés en moines. — Maladresses de certains préfets. — Caricatures contre Napoléon.

La société proprement dite se remontait un peu au point de vue de l'esprit, grâce à l'introduction de quelques étrangers, pour lesquels il fallait bien parfois faire trêve aux commérages et aux propos de tous les jours. Aussi, les hommes, et surtout les plus avancés d'opinion, voyaient avec un certain déplaisir que les femmes semblaient rechercher quelque distinction d'esprit.

Toujours turbulente et non satisfaite, cette société ne s'était pas épanouie par l'effet de la Restauration, qu'on aurait cru le seul objet de ses vœux. On avait rêvé le passé, mais on rêvait alors aussi jeunesse, beauté, espérances sans limites; Ménippe ou Diogène, inspirés par Lucien, eussent maintenant trouvé à rire du réveil de tant de morts vivants. L'opinion qui juge et celle qui conseille diffèrent bien en autorité aux yeux de la saine raison. Des jeunes dames, au 31 mars, en jetant des cocardes blanches, des hommes, vrais mannequins, en les mettant à leurs chapeaux, croyaient franchement avoir sauvé l'État; mais, en supposant que leur élan avait eu ce jour-là l'effet révolutionnaire qu'on lui attribuait, ce n'était pas avec les mêmes manœuvres qu'on pouvait guider le bâtiment mis à flot.

Dès qu'il fut question de la liberté de la presse, un ouragan s'éleva contre elle; les nouveaux convertis en repoussaient l'idée, bien plus que les autres encore, et loin d'en devenir suspects, ils en étaient bien mieux appréciés. Je dis une fois à M. de Brissac, qui n'en fut pas très satisfait, que je reconnaissais l'élève de Bonaparte dans l'ennemi déclaré de la presse et de toute liberté; mais le despotisme de l'opinion tue l'opinion, et je ne sais si jamais on a autant menti, ou du moins dissimulé qu'à cette époque dont je parle. Il fallait toujours faire chorus, et, en voyant quels accents accueillirent le succès de la loi imprudente présentée par l'abbé de Montesquiou, je me rappelai ces premiers temps de nos orages politiques où, à la nouvelle d'un décret de l'Assemblée constituante, le plus souvent basé sur des abstractions, les gens réunis au hasard sur la terrasse des Feuillants couraient en criant : « La nation a gagné! la nation a gagné! »

Rien n'était plus inconséquent que la conduite générale du temps. Le ministère, plutôt complice par sa faiblesse que coupable par ses calculs, laissait commettre plus de fautes qu'il n'en commettait en réalité, et les fauteurs d'un despotisme qui ne pouvait se rétablir étaient, à l'occasion, indépendants à un degré qu'on eût pu taxer d'insolence.

Je veux éviter de me répéter. On prodiguait les croix, chacun voulait avoir la sienne; puis les ministres eux-mêmes les dénigraient, puis on en refusait sans raison et par pur caprice. Ainsi, l'abbé de Montesquiou disait à un professeur de Lyon qui lui demandait la décoration de la Légion d'honneur : « Elle est avilie. Est-ce que je la porte? » Puis le maréchal Marmont et, je crois, le prince de Wagram la faisaient accorder d'emblée à tous

gardes du corps de leurs compagnies, à la grande jalousie des autres, et faisaient affubler de grands cordons les anciens officiers que le sort leur avait attribués, et qui, dotés de plus d'une bonne pension, daignaient agréer leur retraite. Puis on refusait des croix à nombre de militaires qui l'avaient méritée. La croix de Saint-Louis même, donnée selon la date des inscriptions anciennes, et, comme de raison, accordée également aux grades et aux services modernes, de vains et dangereux propos, de vaines et dangereuses insinuations la faisaient refuser tout à coup, sans motif, et le général Veaux, en particulier, fut entraîné au mouvement de 1815 par désespoir de l'affront assez public qu'il avait reçu à ce sujet, lors du passage de Monsieur à Dijon.

Les étrangers, les Russes surtout, avaient des broches sur la poitrine, et tant au cou et à l'habit que dans la poche; quelques-uns portaient dix-sept, dix-huit et quelquefois dix-neuf ordres. Ce luxe ne laissait pas que de paraître brillant, d'autant plus que Bonaparte en avait donné le goût; le Lis, la Légion d'honneur et la croix de Saint-Louis, c'était bien d'abord quelque chose, mais la vogue s'éteignit par le ridicule même. En peu de temps, ce fut un signe de mécontentement et de chagrin, et presque un ralliement de murmure et de plaisir, que de ne plus montrer à la boutionnière qu'un petit bout de ruban noué.

Les vains propos que je condamne dérangèrent toutes les marches et donnèrent un vernis de fausseté aux efforts et aux concessions. L'enthousiasme de M. le duc de Berry pour les militaires proprement dits ne leur eût peut-être paru que flatteur, si la colère de ceux qui n'avaient point servi n'en eût d'abord signalé l'excès et proclamé le ridicule. Il voulait pour aide de camp M. de

Girardin; une clameur de salon s'y opposa tout à fait, et, nommé à peu près, M. de Girardin échoua. On prêcha le Prince; il devint inégal, un jour flatteur, un jour glacé, et quelques emportements maladroits perdirent sans retour tous les effets de son zèle.

Les voyages des Princes n'eurent pas en France les succès qu'on pouvait en attendre. La France, tranquille, était dans un état de rêverie calme, suivant un cours d'événements qui s'étaient arrangés tout seuls; et de petits mécontentements n'empêchaient pas une satisfaction générale d'épanouir doucement tous les esprits. Tout fut spontané et charmant dans les fêtes qui marquèrent chacun de leurs pas; mais leurs entourages gâtèrent le plus souvent le rapport cordial qu'eussent établi l'élan des peuples et la joie des Princes. Les petites jalousies d'ordre moyen mirent encore de l'amertume et de l'incertitude partout. Ainsi, Monsieur soupa et coucha à Châtillon, chez le duc de Raguse, qui avait réclamé cette faveur; mais l'entourage de Monsieur n'ignorait pas que plusieurs personnes étaient peu satisfaites du choix de ce gîte, et leur propre opinion se fit jour. A mesure qu'on avançait, les personnes de la suite étaient excédées; les discours leur causaient des sortes de nausées, les repas les rendaient malades. Les présentations se refusaient, s'accordaient, ainsi que les grâces, sur la foi de quelque arbitre choisi par le hasard et soumis à une passion quelconque. On conçoit que tout cela pouvait bien arriver, mais, si c'était excusable, ce n'en était pas moins funeste.

Deux ou trois circonstances des voyages des Princes eurent surtout de fâcheuses conséquences. Les Princes, Monsieur surtout, refusèrent avec éclat de communiquer avec des évêques très orthodoxes et très en règle, mais

autrefois constitutionnels, tels que MM. Raymond à Dijon, et Lecoz à Besançon. L'effroi du règne des prêtres et de la superstition fut bientôt répandu. On parlait de rétablir, et même on rétablissait quelques anciennes associations monastiques; on crut voir toute la France couverte de couvents, et quelques agents de Bonaparte, profitant de cette espèce de brèche, parcoururent plusieurs de nos provinces sous l'habit austère de la Trappe. Il nous en vint un à Paris, et, bien sûrement, cet homme, qu'un jeune domestique prit d'abord pour une mascarade, n'était pas un vrai religieux.

Ce fut sans doute une petite circonstance que le refus, affecté par M. Terray, préfet de Dijon, de souscrire pour les bals du carême, ou peut-être de les autoriser, mais c'étaient autant de parcelles qui grossissaient le bloc de l'avalanche. Quelques préfets, M. de Frondeville surtout, causaient à l'opinion un ébranlement plus grave : les biens nationaux n'étaient plus en sûreté, ou, du moins, ne semblaient plus l'être, sous prétexte de transactions à déterminer et à faire.

Les caricatures de tout genre couvraient les boulevards et les quais, et celles qui représentaient le héros déchu sous des couleurs trop méprisantes, faisaient écumer de colère un grand nombre de spectateurs qui croyaient voir l'injure rejaillir sur eux-mêmes. Il y en avait une que je n'ai pas voulu voir; je déteste les images repoussantes. Elle représentait, composée avec des têtes de mort, toute la figure de Bonaparte. Plusieurs fois, de jeunes militaires l'avaient achetée et payée au marchand, puis mise en pièces sur la place même. Un homme que je connais, et qui avait servi deux années dans le régiment d'Arenberg, passait sur le boulevard avec un de ses anciens et plus jeunes camarades qui

avait continué de servir. Ce jeune homme, gentilhomme breton et portant un nom rendu respectable par un grand dévouement et par d'affreux malheurs, ne put voir sans sentir bouillonner tout son sang cette affreuse caricature ; il était prêt à la déchirer en morceaux. Son camarade le retint ; il lui fit voir combien cette sorte d'imprudence serait vaine, en fin de compte. Il lui représenta l'espèce d'avantage que la cause royale, même extrême, offrait à un homme de son nom ; il lui montra les gardes du corps comme la place qu'il devait rechercher. Ce raisonnement produisit son effet, l'intérêt personnel se raisonna plus froidement ; la caricature resta en étalage, et ce jeune homme, placé suivant le conseil qu'il en avait reçu, a fait, je crois, un chemin rapide.

Ce fut une maladresse que de présenter partout, même sous la forme de l'injure, la figure, le souvenir, le nom de Bonaparte. Il était pitoyable de croire l'avilir en l'appelant Nicolas ; mais, pendant que ces hochets amusaient l'aversion, sans la propager d'aucune manière, on travaillait dans un sens opposé. Un parti s'étayait des souvenirs que Bonaparte avait laissés et s'en faisait un instrument de guerre, tandis que ceux qui désiraient son retour entretenaient la ferveur révolutionnaire qui fermentait, et des mécontentements imprudents ou réels, afin de couvrir et de préparer l'accomplissement de leur projet.

On répandait alors un petit journal appelé *le Nain jaune*, autrefois le *Journal des sciences et des arts*, qui se publiait en cahiers couverts de papier jaune et en petit format. Ce journal eut l'idée de l'Ordre de l'Éteignoir ; il en donna tous les statuts et les gravures très amusantes des cérémonies de réception. Il fallait prouver la bêtise, dans les deux lignes de père et de mère ;

mais tous les gens en place étaient, par ce seul fait, dispensés de toute preuve quelconque. Les noms de plusieurs chevaliers fondateurs étaient pompeusement inscrits. On avait parodié en désinences latines jusqu'aux noms de Cuvier et de Fontanes. Je me souviens que ce dernier nom était traduit par *Faciunt asinos*, et j'ai ouï dire que le ci-devant grand maître de l'Université en avait été furieux.

CHAPITRE XLIII

Le *Nain jaune* annonce à mots couverts la prochaine exécution du complot. — Aveuglement des ministres du Roi. — Débarquement de Bonaparte. — Maréchaux envoyés en diverses directions. — Ney et la « cage de fer ». — Avortement des tentatives séditieuses de Drouet d'Erlon, de Lefebvre-Desnouettes et des frères Lallemand. — Le comte d'Artois à Lyon ; conduite coupable du maire. — Désarroi, ineptie du gouvernement; rôle singulier de Soult. — Défection des troupes. — Situation fausse du duc d'Orléans; mot de Bonaparte. — Bonaparte en Provence. — Conseils de Fouché, parole prophétique. — Le Roi au Corps législatif. — Départ du Roi.

Le *Nain jaune*, agent de la trame toute prête à éclater, répandit comme une grande nouvelle que les bouquets de violettes devenaient très communs ; et enfin, vers le 1er mars, on prétendit qu'il avait osé dire : « On ne s'est pas fait comprendre avec de grandes plumes d'oie ; peut-être sera-t-on plus heureux avec des plumes de *cannes*. »

Que l'incapacité de ceux qui gouvernaient fût, à quelque égard, trop réelle, c'est ce qu'on ne saurait démentir. Les ministres, M. de Blacas, Monsieur lui-même, avertis des sourdes menées de Bonaparte en Italie et des intrigues de ses agents, ne voulurent rien croire. J'ai connu la personne qui, revenant de Corse, informa Monsieur lui-même, à Lyon, vers le 15 ou 20 septembre 1814, des correspondances actives de Bonaparte avec Livourne. M. Dandré, ministre de la police, fut prévenu mille fois ; M. de Bouthillier, préfet du Var, ne cessa d'éclairer l'abbé de Montesquiou, ministre de l'inté-

rieur, ou de tenter de l'éclairer, car il paraît établi que ses lettres, à peine décachetées, ne reçurent aucune réponse.

Une vague inquiétude commença peu à peu à se répandre. On affirma que la correspondance active de l'île d'Elbe se faisait avec Paris, sous le couvert du Roi lui-même, grâce à l'incurie de M. Ferrand. On disait que la duchesse de Bassano avait chez elle des réunions dont le but était coupable, et que la duchesse de Saint-Leu faisait jouer des ressorts qui ne l'étaient pas moins. Du reste, M. Dandré, ministre de la police, avait accepté comme secrétaire intime, de la main même du duc de Bassano, M. Lemonnier, commensal avéré de cet ancien ministre et, je crois, son parent.

Nous avions deux frégates et quelques petits bâtiments dans les parages de l'île d'Elbe, mais on en avait donné le commandement à un officier de l'ancienne marine, qui n'avait pas vu la mer depuis plus de vingt ans.

On avait installé commandant militaire en Corse M. de Brulart (1), un de ces jacobins de la royauté, qui avait été tour à tour dans les Chouans et en prison, et enfin rendu à la liberté sous Bonaparte. Je me suis trouvée plus tard à dîner avec lui chez M. le prince de Condé, et je l'ai entendu proclamer tout haut, à table, qu'il voyait l'île d'Elbe de son lit, pendant qu'il était en Corse. Je dis à mi-voix à M. d'Autichamp qu'il n'y avait pas de quoi s'en vanter; il m'entendit et s'écria que j'ignorais combien la mer était une large route. Il ajouta que les vents ne permettaient aucune communication ni à temps, ni à jour fixe; que les brouillards masquaient beaucoup de directions; enfin que Bonaparte devait au traité de

(1) Il est longuement question de M. de Brulart dans l'ouvrage de M. de La Sicotière : *Louis de Frotté et les insurrections normandes*. Plon, éditeur.

Paris le droit de faire naviguer un brick de guerre, et que la surveillance en devenait plus arbitraire et plus difficile. Je rapporte cette espèce de justification, qui ne sera jamais une excuse, et seulement pour prouver que ces hommes si violents pour comprimer sont bien incapables pour agir, parce qu'il faut dans ce cas voir et penser. Il est certain que Bonaparte n'a pu amener onze cents hommes jusqu'à Cannes sans avoir des bâtiments capables de les transporter.

Le 4 mars 1815, ma belle-sœur avait donné une soirée à laquelle était venue Mme la duchesse de Bourbon; nous avions fait de la musique avec Duport et le jeune Drouet, MM. de Staël et de Rougé avaient chanté, et tout avait été agréable et brillant. La princesse nous avait tous invités pour un jour très rapproché de cette espèce de fête. Le lendemain, M. de Laguiche arriva; il annonça à sa sœur, et aussitôt à moi, que Bonaparte était débarqué à Cannes, avec les mille hommes qui composaient sa garde. Le Roi, ce me semble, en avait reçu la nouvelle dans la journée de la veille, c'est-à-dire le 4, à trois heures.

J'ai parlé des singuliers voyages faits à l'île d'Elbe par un grand nombre d'Anglais; j'ai dit combien cette nation voyait avec regret la France encore forte et prospère. Les discours de M. Douglas et les agissements de lord Kinner, que j'ai signalés plus haut, suffiraient à rendre vraisemblable l'opinion suivant laquelle les Anglais, ou du moins un certain nombre d'entre eux, ont encouragé de tout leur pouvoir les projets de revanche du souverain de l'île d'Elbe. Ces manœuvres avaient pour but de précipiter la France dans de nouvelles aventures, d'où elle ne pourrait sortir que plus amoindrie.

Ce retour fatal avait été publiquement annoncé, et c'é-

taient précisément des Anglais qui s'en étaient faits les émissaires. Lord Lucam, vers le 1er mars, avait relayé à la poste d'Autun, et le courrier qui précédait sa berline avait dit dans un cabaret, puis chez un perruquier, que Bonaparte n'était plus à l'île d'Elbe, qu'il en était certain, car son maître en venait et devançait de fort peu la voiture dans laquelle étaient les aides de camp de Bonaparte. Ces propos se répandirent, on en informa le sous-préfet, et comme la voiture de lord Lucam, d'ailleurs exactement fermée, avait déjà changé de chevaux, le sous-préfet crut devoir la faire rejoindre par la gendarmerie et ramener dans la ville d'Autun.

L'Anglais avait tous ses passeports en règle. L'insolence de ses propos surpassa tout ce qu'on peut attendre de l'arrogance des gens de cette nation; il menaça le sous-préfet d'une destitution prochaine. En effet, à peine arrivé à Paris, il alla se plaindre amèrement au ministre de l'intérieur; une coterie de femmes de la Cour, qui avaient appris, par un long séjour en Angleterre, à abjurer jusqu'aux sentiments de leur patrie, seconda les cris de lord Lucam, et l'abbé de Montesquiou aurait certainement destitué le sous-préfet, si l'événement lui-même, connu peu de jours après, n'avait enfin éclairé sur les agissements, sinon du gouvernement anglais, au moins d'un grand parti en Angleterre.

Le Roi conserva le calme de sa dignité en apprenant la tentative de Bonaparte; ses premières dispositions furent largement conçues. Il fit partir pour Lyon, dans la nuit, Monsieur lui-même et M. le duc d'Orléans. Il convoqua le Corps législatif, dont les membres présents à Paris se réunirent le même jour, et dont les membres absents revinrent en toute hâte. On fit partir dans plusieurs directions les maréchaux les plus connus. Le ma-

réchal Macdonald, qui devait se trouver dans son gouvernement, où il avait reçu Madame, eut l'avis de se porter sur Lyon, où il pourrait joindre les Princes. Le maréchal Oudinot partit pour Nancy et pour Metz, où se trouvaient les régiments de l'ancienne garde impériale; mais ce fut en vain qu'il prodigua les promesses et l'argent à ces braves égarés. Le nom de Bonaparte avait conservé sur eux tout son ancien empire; ils méconnurent la voix du compagnon de leurs glorieux exploits, criblé de blessures qu'il avait reçues en combattant tant de fois à leur tête. Le maréchal eut la sagesse de les retenir dans leurs cantonnements, du moins autant qu'il le put, et de ne pas envoyer de renforts à l'ennemi, qu'il ne pouvait risquer d'affronter.

Le départ du maréchal Ney eut quelque chose de dramatique. Son émotion était profonde; il répandit presque des larmes en baisant la main du Roi. Dans une sorte de délire, il s'engagea à ramener Bonaparte prisonnier dans une cage de fer; puis il déclara qu'il fallait une guerre pour ranimer la France, consoler les soldats, humilier l'étranger; il en présageait les triomphes et en traçait presque le plan. Il partit donc, et Lons-le-Saunier fut son premier point de ralliement.

Une partie du complot qui avait pour but le retour de Bonaparte avait éclaté deux jours trop tôt, c'est-à-dire avant qu'on eût appris ses succès. Le comte d'Erlon, commandant à Lille, le général Lefebvre-Desnouettes, les deux généraux frères Lallemand, firent marcher ouvertement des troupes sur Paris et attaquèrent la Fère, dans le but de s'emparer du parc d'artillerie; ils échouèrent devant la résistance de N... (1) et de

(1) Ce nom est resté en blanc.

Pion (1). Les nouvelles du Midi ne leur annonçaient encore aucun résultat décisif; ils perdirent contenance et laissèrent en partie leurs soldats se débander. Eux-mêmes se séparèrent, mais le général Lefebvre eut l'astucieuse audace d'envoyer un de ses aides de camp au Roi pour l'assurer de sa soumission et de son dévouement, et lui déclarer que, s'il s'était mis en marche, c'était pour venir à son secours. Au milieu de la cohue qui obstruait les salons des Tuileries, cet homme, à qui le Roi avait dignement et froidement répondu, fut interrogé sévèrement par le marquis de la Grange, commandant des mousquetaires noirs. Le maréchal duc de Trévise fut envoyé à Lille, et y fit rentrer les régiments qu'il rencontra sur son chemin.

La conduite de ce maréchal est également restée un problème; ce qui était particulièrement cruel, dans une si funeste crise, c'était de ne pouvoir à aucun signe certain distinguer le traître du serviteur fidèle.

Il est difficile d'imaginer la prodigieuse ineptie et surtout la terreur panique qui présidèrent aux conseils du moment. On fit partir les Princes, sans leur donner aucun de ces moyens de succès qui se décuplent, grâce à leur présence, mais que leur présence ne crée pas. Lyon était sans ressources de défense; cependant, une seule pouvait encore être tentée, celle de la rupture des ponts. Je tiens de M. le duc de Raguse que M. de Farges, alors maire, crut devoir à sa ville de ne rien épargner pour lui conserver ses ponts. Il racontait, chez le duc de Raguse même, qu'il avait usé d'un moyen toujours infaillible, disait-il, chez les princes. Il vint déclarer à Monsieur que, dans le cas où les ponts sauteraient, il ne pouvait

(1) Le major Pion des Loches. Voir *1814*, par Henry HOUSSAYE, p. 285 et suiv.

répondre d'une insurrection dans la ville, et Monsieur, sans rempart contre une insurrection, défendit qu'on touchât aux ponts. Mais, en effet, je le répète, à défaut de moyens positifs, quels auxiliaires moraux Monsieur pouvait-il utiliser? Un royaliste comme M. de Farges sacrifiait tout à son patriotisme local, et Monsieur lui-même devait craindre de paraître sacrifier tout à sa propre conservation. Le comte Roger de Damas, gouverneur nominal du Lyonnais, n'avait pas le moindre renseignement sur les opinions du pays. Émigré, vieilli loin de nous, il était, comme ses covictimes, plus étranger à son pays que ne l'avaient été les étrangers eux-mêmes; car les vrais étrangers avaient appris à estimer la France et avaient recherché ses lumières.

Je ne prétends pas excuser le malheureux La Bédoyère, mais M. de Farges, en empêchant la rupture des ponts de Lyon, en signant la proclamation impériale, en paraissant aux fenêtres devant le peuple avec l'Empereur ressuscité, qui eut le bon sens d'attacher à cette circonstance personnelle toute l'importance qu'elle méritait; M. de Farges, dis-je, a causé un mal plus réel que celui d'une trahison théâtrale, et peut-être tout le mal du 20 mars.

En revenant à Paris, Monsieur rencontra un régiment que l'on dirigeait sur Lyon; le prince descendit de voiture et essaya de haranguer les soldats. Le plus hardi prit la parole; il jura qu'aucun d'eux ne voudrait jamais causer le moindre mal à sa personne ni à celle du Roi, mais qu'ils ne voulaient pas allumer la guerre civile et et qu'ils allaient rejoindre l'Empereur. Cependant ils n'avaient pas tous cette intention, car une partie de ce régiment, — et de beaucoup d'autres, — était déjà entièrement débandée. Les soldats, comme au moment de

la Restauration, voulaient surtout rentrer dans leurs foyers et en saisissaient l'occasion avec empressement : il y avait eu plus que de l'imprudence à rappeler sous les drapeaux, comme on l'avait fait au cours de l'hiver, tant d'hommes qui se croyaient en congé définitif.

M. le duc d'Orléans, qui se trouvait dans une position fausse, était encore moins en mesure de rien faire, car les royalistes décidés n'auraient pas voulu se rallier à lui. Un officier d'un des corps qui étaient déjà rebelles fut assez maladroit pour lui dire : « Monseigneur, restez avec nous. Ce n'est pas contre vous que nous pouvons être en guerre ; allez trouver l'Empereur : vous devez faire cause commune. » Quand Bonaparte fut arrivé à Lyon, ce profond politique s'empressa de lui raconter qu'il avait essayé de gagner le duc d'Orléans à sa cause, et qu'il s'était flatté de le lui amener. « Vous m'auriez fait un beau cadeau ! » reprit Bonaparte avec humeur. En effet, il a dit plus d'une fois : « Ce n'est pas Louis XVIII, c'est Orléans que j'ai détrôné. »

Durant la crise, les salles des Tuileries furent remplies d'une foule inutile de pâles spectateurs, pendant que, dans la cour, on beuglait : « Vive le Roi ! » et qu'on assommait de coups les imprudents qui osaient faire entendre quelques cris de mauvais augure. En un mot, l'alarme était complète, l'irrésolution absolue.

Le déménagement fut prompt. M. le duc d'Orléans fit partir subitement sa femme, sa sœur, ses enfants ; M. de Blacas fit partir Mme de Blacas, Mme de la Ferronnays, sa sœur, et toute leur tribu, et tout cela avant le 15. Mme de Duras avait quitté le château des Tuileries ; l'abbé de Montesquiou ne faisait rien autre chose que s'accuser d'avoir, en effet, négligé de sûrs avis, entre autres ceux de M. de Bouthillier, préfet du Var,

et Mme de Fezensac disait, dans son salon, à M. de Boulongne qui partait pour le Conseil général du département de la Côte-d'Or : « Vous n'y arriverez pas. »

Les figures des salons étaient au moins douteuses. Les anciens chambellans, plusieurs jeunes militaires étaient dans la surprise et semblaient retournés sous cette influence victorieuse qu'ils avaient si longtemps reconnue et admirée. Chacun examinait et mesurait à quel degré il s'était compromis. On accusait les fautes dont on n'avait pas profité. M. de Blacas était l'objet de la haine la plus universelle; il n'est pas d'accusation basse que je n'aie entendu diriger contre lui, et sa vénalité paraissait effroyable.

On faisait des enrôlements de jeunesse volontaire, mais sans armes, sans accord, sans but; on lui donnait des commandants incapables d'action rapide, tels que MM. de Vioménil, octogénaire, et de Latour-Maubourg, qui avait une jambe de bois. Des dames, que je pourrais nommer, espionnaient aux portes de ceux qui avaient eu des places sous Bonaparte, et croyaient sauver la couronne. Le maréchal Soult, cependant, continuait d'être le héros de tous ceux qui montraient le plus d'exagération. C'étaient le prince de Broglie et un marquis de Polignac qui inspectaient sous ses ordres les troupes de Paris; on peut juger si ces braves gens, d'ailleurs infiniment médiocres, pouvaient avoir la plus légère notion sur le personnel des officiers et sur les dispositions des soldats. Toutefois, je les entendais, à l'heure même où le maréchal Soult, forcé par l'opinion, et aussi son rôle achevé, remettait le portefeuille au Roi, je les entendais porter aux nues le zèle et les talents de leur ministre et jurer par lui de l'événement.

Je m'étonne et m'afflige encore, lorsque je rappelle ces souvenirs.

Le maréchal Soult, en effet, avait fait ce qu'il fallait pour concourir au succès de Bonaparte; il avait convoqué les officiers à demi-solde au chef-lieu de chaque département, et désigné la ville de Meaux pour servir de quartier à ceux qui se trouvaient à Paris. Rien n'avait été préparé pour rendre utile ce dépôt. Quelques-uns, qui s'y étaient rendus avec empressement, en revinrent indignés; pour les autres, cet ordre servit de passeport à l'ennemi.

M. de Feltre prit le portefeuille de la guerre; il perdit entièrement les trois ou quatre jours qu'il fut au ministère. Le général Dupont, alors à Orléans, fut sans moyens pour avancer ou faire retirer les régiments de sa division, et Mme Dupont elle-même prit un passeport pour l'étranger. On faisait crier aux troupes : « Vive le Roi! » et les moins clairvoyants jugeaient que les compagnies où l'on criait le plus fort étaient celles où l'on croyait bien ne se prêter qu'à une farce vaine.

Enfin, le titre de général qu'on avait donné à M. le duc de Berry ne faisait qu'augmenter la confusion. Le ministre renvoyait les généraux prendre les ordres du Prince. Quels ordres le prince avait-il à donner? Tout cela était fou.

Bonaparte avait débarqué le 1er mars au point du jour sans rencontrer aucun obstacle. Un homme du pays m'a rapporté qu'assis sur un sac de soldat, il faisait mettre à terre sa petite troupe et quatre petits canons qu'elle amenait. Il se dirigea vers Grasse. L'imprimeur de cette petite ville refusa d'imprimer sa proclamation, et prit la fuite pour n'être pas forcé. Toutes les maisons se fermèrent; Bonaparte, mécontent, laissa ses canons sous

la garde du maire, qu'il en rendit responsable, et se jeta bientôt dans les montagnes, par des chemins qui eussent été impraticables pour des voitures.

On n'attend pas de moi les détails de sa marche et de son itinéraire. Je dirai seulement que les populations de Provence apprirent avec fureur ce débarquement désastreux ; les gardes nationales s'armèrent et s'efforcèrent de poursuivre l'envahisseur ; le maréchal Masséna, à Marseille, balança longtemps son destin. Du moins, ainsi que je l'ai appris, M. de Rivière, qui le rejoignit aussitôt, crut d'abord ses intentions pures ; mais il est certain que Masséna, en retardant et retenant l'élan de ses troupes, sous prétexte de le diriger, rendit à Bonaparte le seul service qu'il lui fût possible de lui rendre. J'ai entendu une jeune dame bonapartiste s'écrier, après le 20 mars : « Combien les Provençaux sont heureux d'avoir eu à Marseille le maréchal Masséna ! Il les a empêchés de courir sur Bonaparte ; aujourd'hui ils seraient traités comme rebelles. »

La défection du maréchal Ney fut un véritable coup de foudre, et, je dois le dire, on ne la redoutait pas. M. de Bourmont, dont le rôle fut toujours équivoque, sauf quand il était sur le champ de bataille, M. de Bourmont fut témoin, ne résista pas et fit de même. J'ai toujours pensé que deux hommes fort honnêtes, mais fort incapables, placés près du maréchal Ney et qu'il a pu considérer comme chargés de le surveiller, ont contribué sans le vouloir à sa fatale détermination.

On a cru qu'on était sans ressources ; on en avait de grandes, et elles se trouvaient dans l'armée, et jusque dans les régiments le plus ostensiblement coupables. Mais quoi ! Aucun élan, aucune habileté. Des ordonnances, des parades, et rien de vivant, rien de ce qui en-

lève et qui ramène les esprits. Les régiments de Lons-le-Saulnier, qui firent leur entrée à Dijon avec le ruban tricolore, étaient bien loin de l'enthousiasme. Un peu d'art eût retourné tout cela; ce n'était pas de l'amour qu'inspirait Bonaparte, mais on croyait encore à son génie, et la défiance des hommes qui se croyaient les propres artisans de leur position, était le plus puissant de ses moyens.

Ce que je dis de l'entrée à Dijon, et entre autres d'un régiment appelé alors de Berry, je le dis sur le témoignage des Dijonnais sensés que j'ai vus. Le général Veaux, persécuté depuis, était allé au-devant de l'usurpateur; il causa le salut de la ville à son retour, en empêchant les prétendus soldats bonapartistes d'y exercer aucun désordre. Toute l'armée, d'ailleurs, n'était pas sur la route de Cannes. On pouvait faire retirer les régiments douteux. M. Laîné, et plusieurs de ses collègues du Corps législatif, parmi lesquels je dois compter mon père, proposèrent de marcher au-devant de la petite armée qui venait du Midi et de faire entendre aux égarés la grande voix de la Patrie, qui leur eût offert un prétexte. Rien ne fut accepté. M. Laîné me dit : « Les femmes ont beaucoup fait pour la Restauration, nous ne pouvons plus maintenant rien attendre que d'elles. » On me prit pour une énergumène dans une maison de gens bien pensants, où je m'avisai de dire qu'il suffirait sûrement de ne pas se croire vaincu pour ne pas l'être effectivement et qu'une volonté bien arrêtée garantirait tous les succès. Je crois que les femmes auraient pu être utiles, c'est-à-dire qu'on aurait pu s'aider des influences de quelques-unes; mais il eût fallu plus d'esprit. Comme beaucoup d'autres, je me suis coiffée de lis et d'immortelles pour aller saluer le Roi,

le 17 ou 18 mars, mais ce n'était pas en cela que je croyais le servir, et je suivais alors seulement la société dont je faisais partie. Non, tout n'aurait pas été perdu si la bonne foi eût été entière dans les conseils et dans la résistance.

On recourut à Bourrienne pour en faire un préfet de police. Bourrienne, pour son coup d'essai, voulut faire arrêter Fouché, qui sut échapper à ses sbires maladroits ou prévenus. Il est bien vrai que Fouché avait conféré la veille avec M. Dambray, envoyé par le Roi lui-même. Je tiens de ce magistrat que Fouché lui fit l'effet d'un très brave homme, mais ce vétéran de tant de révolutions lui déclara qu'au point où se trouvait la crise, toute tentative serait vaine; que le Roi ferait bien de quitter Paris, mais non la France; qu'il aurait tort d'aller en Vendée, que le Roi ne devait pas être roi de la Vendée et jouer le rôle d'un chef de parti; qu'il cherchât quelque place de refuge et qu'il s'y maintînt. « Bonaparte ne m'aime pas, disait-il, il sait aussi que je ne l'aime pas. Je serai pourtant ministre de son choix, et avant trois mois écoulés, lui ou moi ne serons plus en place. »

L'entretien de M. Dambray fit désirer à Monsieur une conférence personnelle. Fouché vint la nuit aux Tuileries; ce ne fut un secret pour personne, et le lendemain M. de Bourrienne envoya pour l'arrêter. Était-ce concerté? Je ne le crois pas. Fouché parlementa, la garde nationale survint, et, passant dans un cabinet, il réussit à s'échapper.

La garde nationale de la ville de Paris, et du reste Paris entier, était au Roi; le Corps législatif, dont on ne fit aucun usage, quoique pourtant on l'eût assemblé, était plein du zèle le plus franc pour ce qui lui semblait moins un royalisme de passion que la cause commune

de l'État. Le Roi y vint et, dans un discours plein de noblesse et d'une paternelle énergie, déclara qu'il resterait à Paris même, entouré par les députés. Cette démarche fit un effet prodigieux. On ne s'aperçut même pas qu'on avait fait entrer des soldats dans la salle; on versa des larmes sincères, et sans de fatales influences qui, je crois, mirent à profit les malheurs du moment, on eût embarrassé l'échappé de l'île d'Elbe et l'on eût sauvé la France, qui aurait été fière d'avoir été sauvée et croyait du reste qu'elle le serait.

Le mauvais esprit de quelques militaires; les mauvaises dispositions commandées par le maréchal Soult et auxquelles on ne changea rien; le peu d'ensemble d'une maison du Roi incohérente, jeune et sans la plus légère notion d'un mouvement et d'une manœuvre, tout pouvait faire craindre un désastre si l'on voulait effectivement combattre à Villejuif, ainsi qu'on l'annonçait. Les nouvelles de Lons-le-Saulnier furent, je crois, ce qui décida le Roi à mettre en sûreté, par la retraite, ceux qui fussent morts sur les marches du trône, sans se flatter de le défendre. On apprit qu'il partait.

Sa maison se mit en route; elle arriva à Béthune par des chemins entièrement défoncés; là on apprit que le Roi était sorti de France, et le licenciement eut lieu.

CHAPITRE XLIV

Arrivée de l'Empereur à Paris (20 mars 1814). — Ministres : Fouché, Davout, Gaudin, Carnot, duc de Vicence. — Rousselin de Corbeau de Saint-Albin. — Réal préfet de police; sa première entrevue avec l'Empereur. — Rôle singulier prêté au général Bertrand. — Napoléon reçoit ses fidèles partisans aux Tuileries. — Essai de résurrection des théories révolutionnaires. — Adhésion de Benjamin Constant et de Sismondi. — Jugement porté par Napoléon sur la situation ; ses velléités de réaction violente. — Intervention modératrice de Réal.

Paris, dans toute la matinée du 20 mars, attendit tristement son sort. Je me rendis à la préfecture de police, pour me faire donner un passeport, et je vis des boutiques fermées, l'inquiétude et l'affliction sur presque tous les visages, l'horreur, la menace sur quelques autres. Je vis plus de lis aux boutonnières que je n'en avais jamais remarqué depuis longtemps, et les bouquets de violettes étaient encore presque honteux de paraître. Je ne sais pas au juste à quelle heure un détachement de cavalerie vint prendre possession des postes du Château ; l'officier qui le précédait faillit être assommé par le peuple autour des grilles : la garde nationale fut obligée de se porter à son secours.

Quelques hommes, pris de vin, parcoururent dans la soirée un certain nombre de rues désertes, en vociférant : « Vive l'Empereur ! » A dix heures du soir, sans fracas, sans annonce, caché dans une petite voiture, le réfugié de l'île d'Elbe arriva aux Tuileries. On n'en eut

la certitude que le lendemain matin. Les grilles étaient toutes fermées ; une partie des Elbois bivouaqua à l'intérieur durant les premiers jours. Le reste, établi à l'hôtel d'Elbeuf, y mit l'inscription : *Quartier des braves,* mais cette inscription n'y put rester.

Bonaparte, à peine aux Tuileries, parut vouloir saisir le gouvernail avec son ancienne énergie et donner au corps politique une action qu'il avait perdue. Il composa son ministère et fit une première illusion. Fouché, Davout, Réal, Gaudin, Carnot étaient des noms auxquels se rattachait une idée de nerf et de talent, mais le manque d'ensemble se fit bientôt sentir, et ceux qui connaissaient les membres de ce groupe surent bien vite à quoi s'en tenir sur ce point.

Fouché, ministre, vivant pour l'être et ne vivant que de cette vie, avait jugé d'avance que ce n'était pas l'empereur Napoléon qui revenait, mais le porte-drapeau d'une révolution quelconque. Il rentra à la police, comme il l'avait annoncé à M. Dambray, sans dévouement et sans confiance, occupé de juger l'événement et de rétablir le Roi, à la condition de conserver son ministère.

Carnot, rêvant la République, à ce qu'il croyait ; pensant être austère, parce qu'il s'était concentré dans une société bourgeoise et obscure ; confondant en lui-même, j'en suis sûre, l'ébranlement causé au système de ses idées par une secousse violente et non prévue, et les petites secousses que, pendant vingt ans, l'envie avait pu lui causer dans les limites d'un cercle étroit, Carnot venait au ministère de l'intérieur sans aucune de ces notions, dirai-je libérales, qu'il comporte ; sans cette élégance de manières, cette variété, ce luxe de qualités aimables et de connaissances acquises dont il faudrait être doué pour l'exercer avec succès ; sans habitude,

enfin, de l'administration, dont la pratique n'est pas toujours remplacée avec avantage par de lumineuses théories.

J'ai parlé de M. Rousselin de Corbeau de Saint-Albin (1), homme digne d'intérêt pour les qualités de l'esprit et pour celles du cœur, mais égaré à l'âge de dix-huit ans par un représentant en mission qui fit de lui son secrétaire et l'associa durant quelques mois à ses méfaits. J'ai vu, longtemps après, ce pauvre jeune homme gémir amèrement de ce début. Sa vie politique, mal commencée, n'eut pas de direction précise; sa tête ardente servit mal sa fortune; exilé mille fois, obligeant chaque fois qu'il le put; époux en secret de Mlle Clémentine de Montpezat, qui l'avait épousé d'amour, sa destinée, à part ce genre de lien, avait été moins heureuse que romanesque. Ce fut lui que Carnot choisit pour secrétaire intime au ministère. Le jour qu'il fut nommé, je passais dans la rue, quand je vis un homme s'élancer d'un cabriolet de louage et courir à moi : c'était lui. « Je suis nommé secrétaire de Carnot, me dit-il ; je suis à votre entière disposition, pour vous et tous les vôtres, et pour tous vos genres d'intérêt. » Il reprit sa voiture, après ces généreuses paroles. Je savais qu'on pouvait se fier entièrement à lui, et je dois garder de cette bonté une éternelle reconnaissance.

Je ne négligeai pas cette favorable occasion pour être au courant de toutes choses. J'avais adressé quelques demandes au ministère de l'intérieur en faveur de pauvres familles; je résolus d'en suivre l'effet. M. Rousselin exigea que je visse le ministre même, et j'en eus la curiosité. Bientôt je m'aperçus que ce despote populaire

(1) Alexandre-Charles-Omer Rousselin de Corbeau, comte de Saint-Albin, homme politique et journaliste (1773-1847).

inspirait autour de lui presque autant de crainte que l'Empereur. Son extérieur, à mon grand étonnement, était plus mesquin que modeste. Il me reçut à mon rang dans sa salle d'audience; il mit de l'égalité dans le ton glacial, tout juste poli et peu obligeant de son accueil. Cette visite me suffit. J'ai su depuis, par des gens impartiaux, qu'il aurait été difficile de trouver un administrateur moins capable, et je me souviens que, dans le temps où Bonaparte, consul, l'avait fait ministre de la guerre, M. Réal me le signalait comme l'être le plus haineux.

M. Réal, nommé préfet de police, n'aimait pas plus Carnot qu'il n'en était aimé. Franc et loyal par caractère, il fut victime de Fouché, qui rejeta sur lui l'odieux des mesures, en se contentant de les ordonner, sans en convenir après l'exécution, et qui se fit valoir de tout le bien que Réal sut accompagner quelquefois de tant de grâce, parce qu'en dernière analyse il fallait que sa signature sanctionnât les mises en liberté. En un mot, il fit de M. Réal son bouclier vis-à-vis de l'Empereur, son excuse vis-à-vis du parti contraire; je dirais presque son grelot, au travers d'une foule trompée.

Le 20 mars, au soir, j'étais allée chez Mme Réal, et je l'avais trouvée préoccupée, affligée, contente à la fois, mais excellente. Certes, cette maison n'avait point intrigué, et le *Moniteur*, ainsi que nous, lui avait annoncé toutes choses. M. Réal m'a dit même, dans l'interrègne, que les dix mois qui venaient de s'écouler avaient été pour lui les plus heureux de sa vie. Cela eût été encore plus vrai si sa fortune s'était alors trouvée ce qu'elle aurait dû être, et si une sorte de ruine et de complète malaisance n'avaient été pour lui la suite de la suppression de ses places.

J'ai trop connu M. Réal, et, sans parler de ses titres

anciens et multipliés à ma reconnaissance et à mon attachement, je lui ai dû trop de services durant l'interrègne; je l'ai, d'ailleurs, trop de fois vu à l'œuvre, pour ne pas lui rendre expressément le témoignage qui lui est dû. J'ajouterai, à ce que j'ai eu l'occasion de dire de lui au commencement de cette histoire, que la fougue de son caractère avait comme servi de sauvegarde à la bonté de son cœur; que son esprit brillant et flexible lui avait souvent donné, pour obliger et pour servir, des ressources que d'autres n'auraient pas eues. Il avait l'habitude et la facilité des affaires; il eût été flatté, au delà de toute expression, d'être employé sous le règne du Roi, et il en eût été bien digne. S'il avait eu avec le Roi le moindre rapport direct, il se fût exalté de tout le feu de son enthousiasme. Je crois que son esprit, orné de la belle littérature antique, sa connaissance parfaite des hommes et des choses de la Révolution et leur peinture fidèle auraient pu intéresser le Roi. J'ai toujours pensé qu'on l'avait craint et que le parti du prince de Talleyrand, entre autres, avait redouté sa mémoire et, par suite, son indiscrétion. D'ailleurs, l'homme que M. de Blacas avait consulté en secret, avant de prendre une décision à l'égard de M. Réal, était, disait-on, Dubois, l'ancien préfet de police, et Dubois n'aimait pas Réal, qui l'avait déjoué plus d'une fois.

M. Réal revenait de sa maison de campagne, quand il apprit, par le *Moniteur*, le débarquement de Bonaparte, et, présageant vaguement de grands maux publics et de grands chagrins personnels, il fut vraiment au désespoir. Chaque jour ajouta aux sujets d'inquiétude. Bourrienne venait d'être nommé à la police, Réal crut devoir se cacher, et ce ne fut pas dans une maison qui pût prêter au plus léger soupçon : c'était chez le duc de Céreste.

Le départ du Roi lui permit de rentrer chez lui, mais il n'alla point au-devant de Bonaparte, et il était couché et endormi quand on le manda au Château.

Il faut se mettre à la place des hommes, quand on veut juger leurs actions. Bonaparte, pendant près de vingt ans, avait été le héros ou le souverain de celui qu'il appelait auprès de lui. La flétrissure de l'île d'Elbe n'avait que l'intérêt du malheur pour ceux que ce malheur avait eux-mêmes précipités. Bonaparte aborda Réal comme un ami qu'on retrouve, avec l'effusion du cœur; il l'embrassa et, d'une voix émue : « Tu ne t'attendais pas, lui dit-il, à me revoir! » Puis, faisant trêve à l'attendrissement, il invoqua ses talents, ses services, et, cette préfecture de police qu'il avait redouté de lui confier pendant toute la durée de son règne, il lui demanda de s'en charger. M. Réal la refusa d'abord; ce fut après de longues instances et une longue hésitation que l'espérance de faire un peu de bien et d'empêcher beaucoup de mal décida, je l'atteste, M. Réal à l'accepter. L'intérêt de ses amis, de ceux qu'il avait tant de fois servis et sauvés, eut sur son sort une influence qu'ils n'ont pas assez appréciée, mais que j'ai, du moins, bien sentie. Sa fille était chez moi, à sept heures du matin, pour m'apporter l'assurance de notre sûreté avec cette importante nouvelle. Elle courut en porter la consolation dans plus d'une maison encore.

Le nom de M. Gaudin, duc de Gaëte, paisible et riche, estimé généralement et considéré comme capable, avait été rappelé plus d'une fois par les vœux de quelques personnages et pendant les dix mois de règne. L'agiotage de M. Louis, ses ventes de bois, son système d'opérations, ses manières cassantes, son insupportable entêtement ne lui avaient pas acquis la sympathie des

gens bien intentionnés. M. Gaudin avait discuté avec sagesse, peut-être avec succès, quelques-unes des assertions, quelques-uns des systèmes de M. Louis. Son travail avait été imprimé. Il ne s'opposa pas au parti que prit Bonaparte d'accorder l'abonnement à la place de l'exercice, qui rendait odieux l'impôt des droits réunis. Jamais le baron Louis ni M. Bérenger n'y avaient voulu consentir. Le rôle, au moins douteux, que l'on a prêté à M. Bérenger expliquera peut-être, avec mille autres exemples, ce qu'on doit penser des exagérations et de la dureté despotique, sous un gouvernement qui était essentiellement doux par nature.

Le Roi, au reste, qui avait habillé, soldé et remonté toute l'armée, qui avait remis à jour la plupart des payements, laissa au Trésor plus de vingt millions. Ce n'était pas notre mal et notre accablement qu'il voulait, en s'éloignant de nous.

M. Decrès rentra à la marine, au grand scandale des bons patriotes, qui avaient entendu les propos qu'il tenait à Blois.

Le maréchal Davout fut placé à la guerre. On l'avait accusé de violences, de rapines coupables dans son gouvernement de Hambourg (1). De retour en France, où il avait ramené un corps de troupes dans un état brillant, il avait publié une justification et avait vécu dans la retraite, mais paisible. Tout a prouvé, malgré quelques démonstrations de bruyante apparence, qu'il ne s'était pas dévoué à la cause nouvelle sans réserve et sans précautions. Je ne cesserai de le dire, une confiance parfaite dans le caractère du Roi a pu permettre des égarements, mais elle en a été le remède, et l'interrè-

(1) Voir les *Mémoires du général Thiébault*. Plon, éditeur, t. V, p. 38, 49, etc.

gne de Bonaparte s'en est trouvé absolument modifié.

Le duc de Vicence fut remis aux relations extérieures, et peut-être que parmi tous ceux dont le destin était lié à celui de Bonaparte, il fut le plus attristé et le plus inquiet de son retour. Bonaparte revenait en flattant le militarisme d'avancements rapides, et de ces fortunes que la guerre pouvait seule offrir au hasard, mais la nation voulait la paix; les soldats, sauf ceux dont le camp était devenu la seule patrie, ne désiraient plus de combats. Leur nombre était, d'ailleurs, infiniment réduit et difficile à recruter. Ce fut donc encore avec un cri mensonger de paix que Bonaparte entra en France. Les spéculateurs ne doutèrent pas de son accord avec l'Angleterre, de son traité secret avec l'Autriche. On annonçait avec ostentation la prompte arrivée de Marie-Louise et de son fils, et beaucoup d'adeptes y crurent.

M. de Vicence ne fut sûrement pas de ce nombre. Devenu l'époux, après une longue passion, de la belle Mme de Canisy, il se vit arraché aux jouissances de la vie qu'il goûtait depuis peu de mois, pour se trouver lancé dans un torrent révolutionnaire qui n'était en rapport ni avec ses goûts, ni avec ses habitudes et le genre de ses idées. Durant la tenue du champ de mai, un électeur, bourgeois honnête mais peu au courant de la véritable situation politique, fut invité à dîner chez le duc de Vicence qu'il avait connu. Placé à côté de la duchesse, il ne trouva rien de mieux que de l'entretenir du bonheur qu'on devait à l'anéantissement de la noblesse, cimenté par Napoléon. On a connu cet entretien par la duchesse elle-même, qui n'en fut pas très satisfaite.

Les généraux Bertrand et Drouot revinrent de l'île d'Elbe avec Napoléon. Aucun des deux ne pouvait lui offrir de grandes ressources de lumières, sauf pour l'ar-

tillerie, qu'ils connaissaient fort bien. Le maréchal Bertrand avait signé toutes les proclamations comme major général de l'armée; il avait cependant fait faire sa soumission au Roi par le duc de Fitz-James, son beau-frère, et le Roi, à qui aucun sentiment honnête n'était étranger, avait conservé son grade au général Bertrand, qui n'était maréchal que du palais, et lui avait donné trois jours pour se présenter. Il paraît démontré que cet homme perfide vint à Paris peu avant le 1er mars, caché mais toléré, sous prétexte de quelques affaires, et qu'il y avait noué les derniers fils de la fatale conspiration.

Le général Drouot a fait concevoir de lui une opinion plus favorable. Il n'avait rien demandé ni rien promis au Roi, et s'était considéré comme sujet du souverain de l'île d'Elbe.

Bonaparte trouva aux Tuileries plusieurs des dames dont les manœuvres avaient contribué à son retour. Il les embrassa toutes, et l'on assure qu'il dit à la duchesse de Bassano qu'elle était un bon chef de file. Il leur présenta ses deux compagnons et aurait ajouté : « Votre héros, mesdames, c'est M. de La Bédoyère. » Malgré cette joie, l'inquiétude secrète était encore bien grande. L'Empereur ne permit plus que la ci-devant reine Hortense eût dorénavant d'autre titre que celui de princesse Hortense; autant valait celui de duchesse de Saint-Leu, et l'ancienne reine d'Espagne ne fut plus désormais que la princesse Julie.

La garde nationale fut exclue du Château. M. de Montesquiou en prit le commandement. On assura qu'en mettant à son chapeau la cocarde tricolore, il voulut faire remarquer qu'il ne l'avait jamais quittée, et qu'il la portait à l'envers pour qu'elle parût blanche. Si cela est vrai, ce n'est qu'une bassesse. Tous ces signes ont peu

d'importance. J'ai vu nombre de grenadiers de la garde, victimes sans doute à Waterloo, porter un trou dans la plaque de cuivre de leur bonnet et ne pas remplacer la fleur de lis qu'ils en avaient ôtée par l'aigle qui s'y trouvait autrefois. Quelques-uns l'avaient repris; les chefs ne disaient rien.

Plusieurs anciens courtisans de Bonaparte vinrent le saluer, avec plus ou moins d'empressement. Les regards qui se portaient sur eux ne laissaient pas de les gêner. M. de Béarn y parut et reçut, dit-on, pour compliment qu'il était de l'espèce des chats et faisait partie de la maison. M. de Ségur reçut ce doux reproche : « Quelques platitudes, je le sais, mais je me souviens que vous m'avez bien servi. » Peut-être ces propos, et d'autres cités alors, n'ont-ils pas été tenus, mais il est constant que, s'ils le furent, ils n'ont pas découragé ceux qui les ont reçus.

Les couleurs sous lesquelles Bonaparte était revenu semblaient préparer des formes révolutionnaires au gouvernement qui allait s'établir. D'après ce que disaient les journaux à la dévotion de Bonaparte, c'était pour maintenir les droits des acquéreurs de biens nationaux, pour empêcher le retour des dîmes, proscrire l'influence de la noblesse et du clergé que l'ancien empereur revenait de l'île d'Elbe; du reste, aucun autre journal ne paraissait plus.

Les théoriciens révolutionnaires, dont plusieurs, encore jeunes quand la Révolution avait éclaté, n'en considéraient maintenant l'explosion déjà ancienne que comme le grand spectacle d'un volcan en éruption; ces théoriciens, dis-je, la grandissaient à tracer une scène nouvelle pour des phénomènes du même genre, comme si des phénomènes se commandaient, comme s'ils pou-

vaient se diriger! Mais les rêveurs ne s'apercevaient pas que la matière maintenant leur manquait; que leurs grandes lignes étaient toutes de fantaisie, et qu'à l'exception de quelques énergumènes, qui paraîtraient doublement insensés, on voulait maintenant des places et de l'argent, et non une tribune et un club. A Lyon, quelques gens ameutés crièrent, d'après les instructions nouvelles : *A bas la calotte!* et, selon quelques rapports : *A bas le Bon Dieu!* ce qui effraya le souverain encore mal affermi. Il essaya quelques conversations, plutôt que des discours populaires, car jamais il n'a aimé le peuple, et son empire s'est surtout exercé sur des gens dominés par leur imagination ou leurs intérêts. Il voulut, de plus, que M. de Farges, maire de Lyon, signât une proclamation en sa faveur. C'était une suite du charlatanisme qui ne l'a jamais abandonné. M. de Farges ne s'est pas cru lié par cette signature, mais il ne pourrait nier qu'il n'eût été entraîné et séduit, car enfin Bonaparte était une grande ombre.

Sur toute sa route, jusqu'à Paris, Bonaparte n'avait été accueilli que d'une petite portion du peuple, et ses regards furent peu satisfaits. Quoi qu'il en soit, ses partisans, essayant de gagner l'opinion, s'évertuaient à dire qu'il était bien changé : chose bizarre, alors qu'on fêtait son retour, lui-même, pour appuyer ce bruit, fit venir Benjamin Constant et lui témoigna de la confiance; il le fit conseiller d'État, au nom des idées libérales. Benjamin Constant se déclarait ébloui et conquis, achetait des chevaux, prenait une livrée et, en sortant d'un entretien avec l'Empereur aux Tuileries, venait faire chez une jolie dame la lecture, longtemps promise, d'une nouvelle assez médiocre et dont le publiciste triomphant ne dédaignait pas de se déclarer l'auteur.

A moins de frais, un autre Genevois, M. Sismondi, savant historien et littérateur, se rendait coupable, aux yeux de la philosophie par son adhésion forcenée au parti de l'usurpateur. Mais les Sismondi, les Constant et tant d'autres ne pouvaient ni convertir les royalistes, ni gouverner les révolutionnaires, ni suffire aux ambitieux. Les vétérans savaient à quoi s'en tenir, et les novices ne pouvaient guère que servir de satellites. Il n'en est pas moins vrai que Bonaparte lui-même fut bientôt incertain de la direction politique qu'il lui serait possible d'établir.

Je tiens du général Foy qu'au bout de peu de jours il lui dit : « L'Europe est conjurée. J'ai la chance des batailles ; nous verrons l'événement. Je vois bien ce qu'il eût fallu pour agiter les masses ; j'aurais dû peut-être me coiffer du bonnet rouge, éveiller les passions, mais le bonnet rouge ne m'irait guère. Je ne serais plus ce que j'ai été ; et puis, je suis trop vieux. »

Ces paroles étaient, je crois, l'expression de son intime pensée ; son espoir le portait plus loin. Il disait à Cambacérès, qui lui représentait à quel point la liberté était entrée dans les esprits : « Avant six semaines, vous me verrez étouffer ce vain bavardage. » Je crois, au reste, qu'incertain souvent, il voulait rassurer quelquefois les libéraux contre l'anarchie, les sectaires du despotisme contre la liberté.

On a dit que la crainte d'être privé de l'île d'Elbe par le Congrès avait décidé son retour. Cette crainte, réelle ou supposée, put hâter son mouvement, mais je crois qu'il l'eût toujours fait.

Il est très certain que Bonaparte ne retrouva autour de lui que des philosophes, et non plus des enthousiastes, et que lui-même, ayant perdu la passion des

aventures, n'en avait plus aussi que la philosophie. Il était devenu spectateur des choses générales et de sa propre destinée, et ne tarda pas à pressentir, quoique malgré lui, que le libéralisme avait tué sa puissance, résultat jadis spontané de l'anarchie et de l'opposition des lignes sociales à tout ce qui était liberté. J'ajoute l'ascendant du génie, mais ce génie avait perdu le prestige de la fortune, et la Victoire, en s'envolant de ses mains, l'avait renversé d'un coup d'aile.

Ce fut d'après le plan dont quelques hommes avaient conçu l'idée, qu'on annonça fastueusement un champ de mai où tous les électeurs de France seraient réunis, et où serait enfin composée et acceptée la plus libre constitution dont les annales du monde eussent jamais donné l'idée. Cette grande machine eut l'effet des bâtons flottants de la fable. Bientôt il fut question d'un simple comité pour préparer le travail immortel. Le jour de la convocation tardait à être publié, et Bonaparte, qui ne faisait que se prêter à ce jeu sérieux, disait, quand on le pressait sur quelque acte préliminaire : « Ils ont bien peur que je ne leur donne rien ! » Voilà comme il était changé.

Le changement, les idées libérales n'empêchaient pas les mesures de fureur, et, sans quelques amis courageux de l'humanité, c'eût été par des proscriptions qu'on eût mis en action la révolution projetée. Pressé de vengeance, et peut-être de satisfaire à la cupidité de quelques-uns des siens, la confiscation fut le premier moyen que Bonaparte voulut mettre en usage. Une liste de dix-sept proscrits fut publiée, sans qu'il fût possible de la prévenir, et l'on y vit le nom de Sosthène de La Rochefoucauld, dont le crime était d'avoir voulu payer celui qui renverserait la statue de la place Vendôme, le jour de l'entrée des alliés.

Je ne puis guère douter que Bonaparte n'ait voulu appliquer la confiscation à ceux des officiers de la maison du Roi qui refuseraient le serment, ou la déclaration que sa colère voulut leur prescrire en les exilant de Paris. « Je veux qu'ils me reconnaissent », disait-il, irrité. Des mesures arbitraires de haute police furent enfin substituées à cet arrêt de confiscation. On ne pourra jamais savoir combien les Réal, les Regnaud de Saint-Jean d'Angely et quelques autres eurent besoin de courage pour atténuer la disposition spoliatrice du maître qu'on disait changé. Regnaud écrivit à l'Empereur que l'abolition de la confiscation, comprise dans la charte de Louis XVIII, avait été reçue avec enthousiasme et se comptait maintenant au rang des droits de la nation.

Le maréchal Davout, empressé, comme je l'ai dit, de faire briller son ardeur, empiéta sur la police et prostitua quelques-uns de ses aides de camp au rôle odieux de gens inquisiteurs. Plusieurs se transportèrent dans les maisons des officiers dont les adresses étaient connues et demandèrent leur signature. Quelques-uns, surpris au réveil, la refusèrent, à tous les risques ; d'autres ne se trouvèrent pas chez eux, et leurs femmes eurent à recevoir ces ridicules et effrayantes visites. Réelle sans doute, mais non terrible, voilà comment la persécution a d'abord causé tant d'effroi et a pu ensuite, disons le mot, s'exagérer sous tant de formes.

Les officiers de la maison du Roi, tous ceux qui avaient tenu à cette maison, eussent donné lieu à plus de six mille exils, si la mesure qui les englobait eût été exécutée dans toute sa rigueur ; mais, plus sage que l'Empereur, le préfet de police évitait autant que cela était en son pouvoir d'atteindre et de rencontrer. La mesure

d'exil fut encore prononcée contre un grand nombre de personnes devenues l'objet de la haine; MM. Anglès, Caze, Pasquier, Rémusat et quelques autres reçurent l'ordre de quitter Paris. M. Réal ne craignit pas de le porter lui-même, pour éviter que rien ne fût écrit et préparer un retour plus facile : démarche d'autant plus noble qu'il s'exposait personnellement aux méprises des ressentiments pour rendre de réels services. Je dois l'avouer, ce service fut senti par la plupart de ceux auxquels il fut rendu; mais ailleurs on qualifia hautement le préfet de police, les uns comme un sbire qui exerçait lui-même les plus détestables fonctions, les autres comme un agent trop adroit qui s'efforçait de faciliter le despotisme en adoucissant ses formes et travaillant à le rendre moins odieux.

Plusieurs des vieillards qui, au retour du Roi, avaient quitté l'établissement qu'ils avaient fait à l'étranger et s'étaient arrangé une existence à Paris, dans la confiance de n'en plus sortir, en obtinrent la permission, entre autres le duc de Coigny et M. Bertrand de Molleville. M. Réal, en recevant ce dernier, ne put s'empêcher de lui rappeler qu'il l'avait vu à son district dans le commencement de la Révolution et qu'il y avait prononcé une harangue. « Il est heureux, assurément, reprit M. Bertrand de Molleville, quand on n'a fait qu'un acte de civisme, que le préfet de police en ait été le témoin. »

La prise d'armes des volontaires royaux, ou plutôt leur enrôlement, fut au nombre des causes de recherches et d'inquiétudes que le magistrat de Paris s'efforça d'amortir. M. de Vioménil avait fait brûler ses contrôles avant son départ; on ne voulut rien découvrir. Pour plusieurs personnes un jeu de mots et quelques plaisanteries terminèrent les interrogatoires. Au reste, je ne

puis douter qu'il n'y eût trahison chez la plupart des chefs secondaires de cette milice qui s'était spontanément offerte. Il y avait eu des détachements qu'on avait fait marcher des nuits entières, pour les faire trouver le matin au point du départ; le petit nombre avait suivi le Roi et le reste s'était dispersé.

Cette modération, je n'ai pu l'ignorer, n'était pas dans les vues de l'Empereur. Il accusait continuellement Réal d'une mollesse qu'il n'attendait pas de lui. « Je n'ai pas de jupons, lui disait-il souvent dans son langage grossier, j'ai des culottes, pensez-y bien. » Réal lui répondait : « Nous ne sommes pas ce que vous nous avez laissés; nous avons joui d'une liberté réelle; il ne faut plus songer à nous charger d'entraves, et les moyens de force ne peuvent plus qu'être odieux. » Et moi, à qui M. Réal rapportait ces entretiens, je m'écriais : « Tout le mal qu'on ne nous fait pas, tout le bien qu'il faudra nous faire, c'est un bienfait des Barmécides. » Je bénissais le Roi tout haut et dans mon cœur.

Non, celui qui me parlait ne se faisait pas illusion. Entraîné à remplir ces fonctions par les considérations que j'ai exposées, il a tenu autant qu'il l'a pu les engagements qu'il avait pris avec lui-même, mais il accusait avec désespoir les maladresses du ministère précédent, qui avait précipité tant de gens dans la nécessité d'arborer le nouveau signal, et, en premier lieu, l'inquiétude des acquéreurs de biens nationaux causée par les ministres du Roi et la plupart de leurs agents qu'ils ne savaient pas contenir; puis l'espèce de mort civile dont tant de gens s'étaient trouvés frappés, en dépit des talents et de la sève qu'ils sentaient encore vivre en eux; et tout cela malgré le Roi et sa volonté. Le défaut d'ensemble, un principe d'incapacité qui semblait tenir

à la machine du gouvernement, avait écarté la sécurité; et ce qui trouble l'avenir anéantit le présent. Il faut d'ailleurs tout dire : il n'était guère d'hommes qui eussent traversé la Révolution, le Directoire et l'Empire, revêtus de fonctions publiques, et qui ne pussent prêter à quelque accusation; et ce fut par des voies détournées, qu'en dépit de l'amnistie royale, la faiblesse du gouvernement fit redouter à tant de gens de se voir tout à coup devant les tribunaux sous prétexte de faits particuliers. Ils ne se connurent point de protection suffisante contre la vengeance de leurs ennemis. M. Réal disait douloureusement : « Si nous avons trois mois d'existence, nous le devrons aux fautes qu'ils ont faites. Il me serait bien dur pourtant de rendre Paris aux Cosaques. » Et puis après, remonté par une conversation flatteuse ou brillante de Bonaparte, par quelques rapports favorables sur l'état de l'opinion, par quelque lueur de paix étrangère enfin, il reprenait un peu de confiance et se livrait aux travaux multipliés d'une place dont la police politique n'est qu'une partie, dont la sûreté civile et publique constitue l'essentiel, et dont, sous ce rapport, les fonctions furent bien exactement remplies.

Il ne faut pas croire cependant que l'administration du moment fut et put être en tout calquée sur la théorie des Droits de l'homme. Lorsque la police est montée, c'est comme une espèce de feu de file dont l'effet ne peut s'arrêter. Les agents de police, qui avaient été peu employés, et par conséquent peu payés, sous le gouvernement royal, affluaient, pleins de zèle et d'avidité, dans les antichambres ministérielles. Je me souviens que, dans l'inquiétude où me plongeaient les circonstances, j'avais été faire à Fouché, ministre, une visite de précaution, et j'eus le temps d'entendre nommer une foule de

gens qui m'entouraient, et dont les noms m'étaient plus connus que les personnes. Je me croyais, je l'avoue, rentrée dans la mauvaise atmosphère. Je me demandais toutefois si, dans le cas où Fouché eût exercé le ministère royal, son cabinet aurait pu se trouver rempli de ces personnages. Je pensais que le bavardage d'un monde oisif ne l'aurait pas permis, et cependant, en recevant ces gens-là, en les soudoyant de quelque manière, il les tenait sous sa dépendance; et il ne faudrait pas oublier que la Révolution n'a fait tant d'existences artificielles que parce qu'elle a détruit un si grand nombre d'existences.

Je rencontrai, dans cette même visite, Mme de Semonville, chez laquelle on venait de mettre les scellés et qui sortit de son audience très satisfaite du ministre, puis le maréchal Ney, que je n'ai jamais vu que cette fois, et dont la vue me fit bien du mal; puis aussi M. Méchin, qui, en exhalant sa fureur d'avoir été destitué sous le Roi, vouait une reconnaissance et des services éternels à M. le duc de Berry. Il vantait le gouvernement fort sous lequel nous allions vivre, et je lui disais, sans rien risquer, que je n'aimais pas les gouvernements forts qui n'étaient que du despotisme. Là encore je vis M. Tissot (1), dont les rôles, au temps de la Révolution, avaient été si divers, mais dont les talents littéraires ont transformé réellement l'existence et fait un homme très distingué, M. Tissot me récitait par intervalles de beaux morceaux de ses poésies, entre autres sa traduction inédite des *Pêcheurs*, de Théocrite.

Fouché élagua, autant qu'il le put, un entourage aux yeux duquel ses projets secrets lui faisaient désirer de

(1) Pierre-François Tissot, littérateur, membre de l'Académie française (1768-1856).

se soustraire, mais il resta fidèle à sa marche double, et les ordres d'arrestation sortirent aisément de sa plume. M. Réal était chargé de leur exécution; lui-même aussi était forcé de faire des arrestations, et il se livrait quelquefois à son caractère impatient quand on venait le solliciter. Pour éviter beaucoup de besogne, il s'efforçait, disait-il, de faire beaucoup de bruit. J'atteste que, grâce à lui, il n'est rien arrivé de plus fâcheux que la prison, à ceux qu'on y a fait entrer; qu'il en a fait sortir le plus grand nombre qu'il a pu, et qu'il lui fallait le plus souvent solliciter et garantir. Je compte, dans le nombre de ceux qu'il délivra, M. Léo de Lévis, officier de la maison du Roi; une certaine Mme Fels, qui tenait entre ses mains les intérêts des Serent, des Laval, de tant d'autres. Mme Mathieu de Montmorency alla elle-même réclamer cette vieille femme, avec une générosité que sa situation rendait bien honorable; mais je la sommerais de déclarer de quelle manière elle fut reçue. Je ne dois pas oublier Mme de la Tour du Pin, fille de M. de Vioménil, qui n'avait pas d'autre recommandation qu'une lettre de ce vieillard, trouvée dans ses papiers, où il exprimait la douleur d'avoir été contraint d'abandonner sa femme mourante. Je ne puis tout citer.

M. Réal était incapable de désavouer aucune de ses anciennes relations, et plusieurs de ceux qui l'avaient négligé ne le quittaient plus guère maintenant. Mme de Brézé le voyait tous les jours!

Enfin, il avait mis dans le bureau des passeports un registre qui ne devait contenir autre chose que la signature du serment. La formalité se trouvait à la première feuille, et ceux qui voulaient bien avoir été trompés pouvaient croire signer la formalité d'un passeport, en se

mettant ainsi en règle sur l'article du serment ou de la déclaration. Je connais beaucoup de personnes qui ne se sont point exposées à cette surprise volontaire ; mais je ne sais pas combien ont pu être aveuglées et se trouver ainsi en mesure dans tous les cas, en prétendant ne pas s'en douter.

CHAPITRE XLV

Marie-Louise et le roi de Rome. — Déclaration du Congrès de Vienne; les envoyés du duc de Vicence ne sont pas admis. — Rôle du duc et de la duchesse d'Angoulême dans le Midi; Suchet, le général Delaborde, M. de Vitrolles. — État de l'opinion dans les diverses parties de la France. — Essai de soulèvement en Vendée.

Une question importante était celle des relations que Bonaparte, dorénavant, pouvait se flatter d'établir avec les puissances étrangères, et spécialement avec la Cour d'Autriche, à laquelle il redemandait son épouse et son fils. Ce mariage, hors de toute règle, contracté par Napoléon avec l'archiduchesse d'Autriche, et qui avait tant ébloui, n'avait servi effectivement qu'à mettre le gouvernement français sous l'influence et dans la dépendance de l'Autriche, dont il avait élevé la puissance par prodige. Plusieurs bruits circulèrent dans les temps, relativement à l'arrivée si hautement proclamée de Marie-Louise. On fit préparer des étapes pour les troupes qui devaient aller à sa rencontre, et je crois même qu'on en fit partir. On cria plus d'une fois dans Paris qu'elle venait de descendre à Saint-Cloud. On prétendit que, malgré les précautions étroites de l'empereur d'Autriche, son père, elle s'était prêtée à un complot d'enlèvement concerté par Mme de Montesquiou et par M. Anatole, son fils, et que M. de Talleyrand, averti par Mme de Brignole, en avait fait manquer l'exécution. D'autres personnes répandirent le bruit que Marie-Louise avait abjuré ses anciens sentiments pour l'époux dont elle était séparée,

et on en donnait comme explication un sentiment de jalousie qu'elle aurait éprouvé dans les circonstances suivantes : Bonaparte, pour soutenir les espérances de ses gardes de l'île d'Elbe, avait voulu leur persuader que l'archiduchesse était venue le voir incognito. Une jeune femme, grande, blonde comme elle, et peut-être même un enfant, avaient été montrés de loin, dans un lieu secret où Bonaparte les avait reçus; et cette femme, dit-on, était Mme Waleska, autrefois l'objet de ses amours. Je ne certifie rien de toutes ces anecdotes ; il me suffit ici qu'on les ait répandues.

Ce qu'on ne peut mettre en doute, c'est l'intention qu'avait le cabinet de Vienne d'exploiter la situation de cet enfant, devenu à la fois le neveu des races les plus augustes et le fils d'un proscrit. Il fut élevé à Vienne, avec le rang d'un prince. La reine de Naples, son aïeule, morte à l'automne de 1814, le recevait en cette qualité et lui prodiguait les jouets de son âge. Devenue, en effet, grand'mère de Bonaparte, elle disait à ses amis : « N'est-ce pas pour moi une chose étrange que de me voir grand'mère du grand diable ! » L'enfant, quoi qu'il en soit, recevait les présentations des personnages de la Cour; quand on lui eut nommé le maréchal prince de Ligne : « Est-ce là encore, reprit-il tout haut, un de ces maréchaux qui ont trahi mon père ? » Je tiens ce détail et les autres de M. de Béthisy, qui se trouvait alors à Vienne.

On se rappelle que le Congrès de Vienne n'était pas terminé quand Bonaparte débarqua à Cannes et rompit le traité de Paris. Ce Congrès publia, le 13 mars, une déclaration foudroyante, et l'Europe, saisissant le prétexte, résolut une nouvelle attaque contre la France. A quelles extrémités étions-nous donc réduits, si quelques-

uns de nous pouvaient former le vœu de voir réaliser l'armement formidable qui devait détruire Napoléon ! Il faut pourtant l'avouer, la modération des alliés en 1814, le traité de Paris même, que le roi Louis XVIII n'avait pas rompu, tout tendait à nous rassurer. Toutefois, il était bizarre que ce fût l'empereur d'Autriche, beau-père de Napoléon ; l'empereur de Russie, son admirateur sincère ; tant d'autres princes, qui tenaient de lui leurs couronnes et qui n'avaient été longtemps que ses soudoyés, en même temps que ses tributaires, qui s'unissaient pour l'accabler. En dépit de leur aversion pour les gouvernements libres, les souverains avaient subi son joug. Je ne vante point les républiques, je ne vante point surtout l'étrange constitution qui avait établi la République en France, mais j'accuse les souverains étrangers d'avoir d'abord exalté, dans la personne de Bonaparte, un homme qui se mettait à la place d'une nation et d'avoir fait leur égal d'un soldat, plutôt que de reconnaître un peuple. C'était pourtant avec ce peuple que la Prusse et l'Espagne avaient conclu successivement à Bâle deux traités, tenus sans réserve, et qui subsisteraient encore si le soldat couronné ne les eût déchirés.

Bonaparte avait pris à tâche de dénigrer le traité de Paris, qui réduisait la France à ses anciennes limites ; il ne rougit plus de l'agréer et de le réclamer à genoux. Il affectait de compter sur l'appui de l'Angleterre, où peut-être, en effet, il avait un parti. Les visites qu'il avait reçues à l'île d'Elbe n'avaient pas toutes été sans motif et sans résultats. Il avait fait paraître, dans tous ses entretiens avec les curieux insulaires, une grande estime pour leur nation. Le duc de Vicence expédia des courriers à tous les cabinets de l'Europe ; il les chargea de

longs manifestes, où il avait fait étalage d'une merveilleuse modération. Ils étaient, ce me semble, bien écrits; nulle part ils ne furent reçus. La France était déjà presque cernée, car, durant le Congrès, les puissances étaient restées sur le pied respectif de guerre, et l'appel de deux millions d'hommes à la curée qu'on se proposait n'avait plus rien de surprenant, ni de gigantesque.

Le midi de la France, cependant, avait éprouvé de grandes secousses. M. le duc et Mme la duchesse d'Angoulême se trouvaient à Bordeaux pour y célébrer le 12 mars, quand la nouvelle désastreuse y était arrivée. M. le duc d'Angoulême partit pour la Provence, dans l'espoir d'affronter le danger. Il confia Madame aux soins des Bordelais, dont la vénération pour elle s'unissait à tant d'amour. Malheureusement, Bordeaux renfermait plusieurs régiments, et, quand le général Decaen parut avec quelques autres sur l'autre rive de la Gironde, la puissance magique de l'entraînement se fit sentir, et ce sophisme, avec lequel on donnait le change à l'honneur militaire, produisit le plus prompt effet : « Nous ne voulons pas la guerre civile. » Les efforts héroïques de Madame, ses visites aux casernes, ses discours pleins de sentiment et de fermeté ne produisirent aucune émotion, mais Bonaparte, en les apprenant, se plut à dire plus d'une fois : « C'est le seul homme de sa famille. »

J'ai lu, écrite de la main de la duchesse de Damas, la relation de la conduite que tint Madame dans Bordeaux. Cette conduite fut admirable, et la modération en caractérisa la grandeur, car, au moment de quitter un peuple si fidèle, Madame exigea le serment d'être obéie en ce qu'elle commanderait, et son ordre fut de ne point risquer une résistance inutile, de se soumettre et de se conserver. La princesse partit, pour n'exposer aucun de

ceux qui la bénissaient de tout cœur. Embarquée à Pauliac, sur le sloop de guerre anglais *le Wanderer*, qui devait la mener en Espagne, les rubans qu'elle portait, les plumes de son chapeau furent sollicités et reçus comme les plus précieux gages. Ah! c'est ainsi, quoi qu'on veuille dire, que la famille royale fut partout regrettée. Et d'où était né tant d'amour, sinon de ce qui l'inspire toujours : la bonté?

M. le duc d'Angoulême réunit dans le Midi plusieurs corps de troupes et plusieurs généraux, mais je ne puis rien dire ici des détails de ce qui se passa. Il me paraît qu'il y eut un engagement; que le 10e régiment, commandé par M. d'Ambrugeac, donna des preuves éclatantes de fidélité, et que les généraux trahirent, entre autres, le général Gilly, ce qui obligea le prince à capituler. Le maréchal Suchet se trouvait alors à Lyon. L'événement du 20 mars l'avait fort contrarié. Il commandait à Strasbourg quand la nouvelle en était parvenue. Jaloux et mécontent du maréchal Soult, il avait, cependant, hésité quelque temps à faire prendre à ses troupes la cocarde tricolore, et je crois qu'il avouait le regret de n'avoir pas reçu d'avis assez prompts ou de témoignages de confiance assez positifs. Envoyé à Lyon, son seul plan fut d'y maintenir l'ordre et la sûreté. On avait monté d'une manière si révolutionnaire l'esprit des paysans du Dauphiné, que les richesses de cette ville auraient couru des risques s'il n'avait exercé une surveillance active.

Le général Grouchy, que Bonaparte, en arrivant, avait fait maréchal de France, se trouva par sa situation chargé de la personne de M. le duc d'Angoulême ; on le conduisit à Cette, et il s'embarqua pour l'Espagne.

M. le duc d'Angoulême s'est toujours opposé, depuis

ce moment, à ce que l'on jetât quelque éclat sur cette courte et triste campagne, où sa prudence et sa modération parfaite lui firent un véritable honneur. Je ne le louerai point de n'avoir pas redouté le péril d'un combat : il est homme, prince et Bourbon; mais d'avoir bravé la captivité et ses angoisses, et peut-être ses horribles suites, plutôt que d'abandonner les siens et de ne pas assurer leur sort. Le gouvernement intercepta et publia plusieurs lettres qu'il adressait à Mme la duchesse d'Angoulême, à Bordeaux, quand l'événement était encore douteux. Dans le secret de l'intimité dans des lettres confidentielles à sa chère Gija, comme il l'appelait, il ne se trouve pas un seul mot qui décèle ni aigreur, ni enflure : doux, calme, modéré, tout plein du vrai courage, il est prêt à tout événement. Ces lettres font honneur au philosophe chrétien qui a pu les tracer dans une circonstance si critique.

A Toulouse, où le prince avait des serviteurs, il y eut aussi des trahisons. Le général Delaborde fit arrêter M. de Vitrolles, mais M. de Sainte-Aulaire, préfet, au prix de quelques phrases de proclamations qu'on lui a depuis amèrement reprochées, paraît avoir modifié les choses. Le duc de Damas fut conduit à la frontière. Le chevalier de La Salle partit librement; le général Delaborde lui dit, en le quittant : « Nous nous reverrons peut-être sur quelque champ de bataille; mais, si le Roi triomphe, vous pouvez l'assurer qu'il ne comptera pas de serviteur plus fidèle que moi. » Ce compliment paraîtra ridicule, et je suis pourtant convaincue qu'il était sincère. Le général Delaborde, autrefois boulanger, s'était avancé par une brillante conduite et aussi par un peu de bonheur. Il ne savait pas résister à l'ascendant de Bonaparte, redevenu empereur, mais, si cet ascendant devait céder,

il était tout disposé à servir le Roi de tout son cœur. On n'a pas assez voulu voir les choses dans les hommes de cette époque, et les passions surtout ont altéré le jugement.

M. de Vitrolles fut conduit lentement à Vincennes, puis à Paris. Sa fille, jeune et intéressante personne de seize ans, trouva dans l'appui et dans l'intérêt de Mme de Vaudémont le moyen de servir et de sauver son père, et les relations qui s'établirent entre M. de Vitrolles et Fouché avancèrent le résultat que tous deux se proposaient alors.

On ne peut douter que la population du Midi ne fût tout entière favorable au Prince, mais une population ne fait la guerre, sans argent et presque sans armes, que pour repousser et pour se défendre. Quant aux troupes, quant aux généraux, je crois encore que l'art fit défaut. Le répéter ne tend pas à prouver que j'estime le caractère des généraux, mais que je mesure trop justement la portée de ceux qui entourent les princes.

Personne ne joua son rôle en entier. Le Prince ménagea les siens; les généraux ménagèrent le Prince, qu'ils ne servirent pourtant pas, parce que leur calcul démontra le succès impossible.

Ce serait sans doute un tableau bien intéressant que celui de l'opinion vraie des diverses parties de la France. En général, les départements qui avaient le plus souffert de la présence des alliés en 1814, ceux où l'esprit antinobiliaire était le plus prononcé, par l'effet d'un contact trop égal, étaient ceux dont l'esprit semblait le plus favorable à une révolution nouvelle, et où l'on avait pris le plus au pied de la lettre les annonces de Napoléon. La Bourgogne se trouvait au nombre de ces pays exaspérés. Elle avait fourni aux emplois un grand

nombre de ses enfants, et leurs familles, parvenues, dans la plus complète acception du mot, et singulièrement enrichies, devaient y avoir quelque influence. Les villes maritimes, au contraire, qui perdaient tout à l'état de guerre et dans l'enceinte desquelles, d'ailleurs, le commerce avait créé des existences au-dessus de toute vanité, les villes maritimes, dis-je, les provinces qu'elles vivifiaient, devaient détester le retour du Corse. Les pays de grande culture, comme la Normandie, ne devaient pas moins le proscrire.

La nombreuse population de Lyon, où les artisans du plus grand luxe sont si pauvres, permit sans doute aux agents de Bonaparte d'y préparer avec succès la réception qu'il y obtint. J'entends parler, d'ailleurs, des nuances d'état et d'orgueil qui partageaient les sociétés dans cette grande ville. Enfin, pour trouver quelquefois un motif noble aux égarements des hommes, peut-être que Lyon, rebâti et réparé par les soins de Bonaparte, croyait lui devoir quelque reconnaissance.

En Bourgogne, on a observé que la cessation absolue du commerce et des transports par la mer avait rendu les villes du cours de la Saône opulentes. La paix avait réduit leurs gains, et le fardeau des droits réunis, dont Monsieur, à son arrivée, garantissait la suppression, n'avait point été allégé. A Dijon, la morgue parlementaire se faisait sentir comme autrefois. Enfin, le célèbre Thibaudeau y fut envoyé, revêtu d'une sorte de dictature; il y fit publier des écrits incendiaires, qui proclamaient la guerre aux châteaux.

Il est aisé de s'élever, en thèse générale, sur les horreurs de l'interrègne et les erreurs de l'opinion. Cette opinion ne fut égarée qu'en partie, et, si le gouvernement royal eût présenté un gage de force, non de la

force qui punit et qui tue, mais de celle qui soutient et qui sauve, l'opinion se fût prononcée avec cette énergie qui naît de la confiance. On en trouve la preuve dans la conduite même des hommes qui furent employés durant l'interrègne, soit parce qu'ils conservèrent leurs places, afin de prévenir de grands maux et de ne pas s'exposer eux-mêmes, soit parce que Bonaparte les leur donna. Ils songèrent plus à faire valoir un zèle apparent qu'à s'y livrer avec aveuglement. Si Napoléon se maintenait, ils voulaient, eux, maintenir l'ordre social; s'il était renversé, il ne fallait pas avoir mérité la haine et le mépris de ceux qui triompheraient. Le Roi était si bon! Et, d'ailleurs, empêcher le mal, conserver la nation en paix, autant que cela serait possible, ne serait-ce pas l'avoir servi?

Le seul acte de popularité que fit Bonaparte à son retour, fut de casser les maires et de charger les communes de s'en choisir de nouveaux. Il est remarquable que la plupart des choix que le peuple fit alors l'ont emporté à tous égards sur ceux que l'Empereur avait jadis réglés, et que le Roi avait généralement maintenus.

A mon avis, en exceptant quelques énergumènes d'une part, et quelques personnes dévouées de l'autre, un calcul différent a décidé le mérite ou les torts pendant le cours de l'interrègne. Je connais des membres fort ardents de la Chambre des députés, en 1815, qui ont substitué de leurs propres mains le drapeau tricolore au drapeau blanc, à l'arrivée de Napoléon, malgré eux sans doute, mais dans l'idée de son inévitable succès. Je ne puis dire ce qui fût arrivé dans le cas où l'interrègne aurait été plus long. Si Bonaparte, victorieux, eût rompu la coalition et repris un immense empire, le despote oriental se fût sans doute révélé. Il est certain, du

reste, qu'il créa dans la Flandre et dans une grande partie de la France une haute police militaire. Les Radet, les Alix y eurent une très grande part. Ils firent avec fracas quelques arrestations, mais Fouché voulut s'entremettre et en prévenir le résultat. Le peuple entier d'ailleurs, les gendarmes eux-mêmes, après dix mois d'un règne si doux, se prononçaient partout pour la victime du jour.

On ne réussit que faiblement à remuer la Vendée, c'est-à-dire les départements où les Chouans avaient maintenu des dispositions insurrectionnelles. J'ai eu la preuve qu'une espèce de milice, royale, si l'on veut, n'avait cessé, et à aucune époque, d'avoir ses chefs et ses ralliements bien connus. J'ai vu un pauvre serrurier, depuis longtemps occupé à Paris, quitter tout à coup sa famille et se rendre à l'ordre reçu. Cependant, l'armement n'était pas moins devenu d'une excessive difficulté. La génération active s'était renouvelée, depuis la guerre si brillante et si désastreuse dont Mme de La Rochejaquelein nous a dévoilé les ressorts. Le peuple alors y avait fait des chefs, par sa confiance et par sa volonté ; maintenant il fallait que des chefs, devenus en partie étrangers, fissent naître de la confiance et du mouvement dans un peuple qui ne pouvait plus en atteindre le but. M. de La Rochejaquelein, héritier d'un grand nom, fit presque violence à l'état des esprits pour soulever quelques cantons ; il fut frappé en combattant. Les autres chefs dits vendéens, à peine titulaires d'un tel rôle, ne purent s'entendre sur le temps, peut-être sur la nécessité d'entrer dans la période d'exécution, en recommençant la guerre. Le général Travot, en les attaquant ou en les prévenant, rendit trop aisément leurs tentatives d'autant plus vaines que, dans l'état des

choses, ces tentatives étaient purement militaires. Le plus remarquable de ces chefs, après M. de La Rochejaquelein, M. de Suzannet, entraîné, malgré lui, à se déclarer hors de propos, périt dans une bataille rangée, au moment où la fuite de Napoléon même décidait seule de l'événement.

CHAPITRE XLVI

Double tactique de Fouché. — L'opinion à Paris : jacobinisme et libéralisme. — Appât donné aux jacobins : comédie de la Fédération. — Garantie offerte aux libéraux; Lucien Bonaparte devenu personnage du nouveau règne. — Le Champ de mai et l'Acte additionnel. — Brochures et chansons sur l'Acte additionnel. — Le *Moniteur de Gand,* la cour de Gand. — Le duc d'Angoulême et la cour d'Espagne.

Il n'est pas difficile de distinguer le nombre et les directions diverses des courants de l'opinion active sur une masse d'opinion passive. Fouché suivait une double marche, et Bonaparte aussi avait un système double. Fouché tolérait tout ce que l'agitation révolutionnaire pouvait avoir de plus forcené et de plus honteux, mais sans le colorer d'aucune nuance ou le revêtir d'aucun déguisement. Afin d'en dégoûter plutôt et de tenir la nation en garde, selon les cas et les personnes, il savait dire que l'Empereur saurait se maintenir à tout prix; que le Roi était un *bon homme,* mais que son ministère avait fait trop de sottises et que toute résistance maintenant serait folle. Selon les cas et les personnes, il savait prononcer tout haut que des mesures, atroces en 1793, seraient absurdes en 1815, et il se rattachait la confiance personnelle des gens qui n'attendaient de protection que de son intention secrète et de ses admirables talents. On entrevoyait sa manœuvre comme des travaux d'abeilles dans une ruche de verre, qu'on n'ose

pourtant pas épier de trop près, dans la crainte de quelque piqûre.

Fouché avait su établir des intelligences dans la Vendée; il reçut ses prétendus chefs avec une sorte de publicité. Vis-à-vis de l'Empereur, il contenait leur ardeur, divisait leurs entreprises et décidait la pacification de l'empire; vis-à-vis de ces chefs, il exaltait leur importance, gagnait leur confiance absolue, s'associait à leurs plans et suivait toutefois celui qu'il avait formé d'ôter à un parti plus apparent que réel, formé dans quelques départements de l'Ouest, l'honneur du retour du Roi, que son génie aurait seul réalisé.

Bonaparte aussi, je le répète, suivait une double tactique, celle du jacobinisme et celle des idées libérales, avec l'arrière-pensée de secouer ces entraves à la première victoire et d'écarter pour jamais de toute question ceux qui, après l'avoir remis en place, le disaient présomptueusement, pour toujours, hors de la question.

La mesure de la Fédération fut l'appât du jacobinisme, et voici comment on y arriva. Paris était demeuré morne; aucun commerce, même de détail, n'avait pu s'y réveiller. La garde nationale, si bien traitée par le Roi, et composée d'hommes établis, ne se sentait point disposée à favoriser des orages. Elle eut pour principe invariable, quelles que fussent les nuances d'opinion, de conserver Paris, de garder ses maisons, et l'on perdit bientôt l'espoir de faire aucune conquête parmi ses membres. L'établissement des clubs demandait un concours de peuple et quelque émulation de talents; on ne pouvait se flatter de l'obtenir, et, si l'on y eût obtenu quelques succès, Bonaparte en aurait frémi. On avait ouvert, au Palais-Royal, un café dans la salle de l'ancien théâtre Montansier; des filles publiques, quelques hom-

mes dépourvus de toute considération, quelques militaires enivrés, y venaient couronner le buste de Napoléon, chanter des chansons à sa gloire. On assura même que le bonnet rouge fut adapté, un soir, au buste en plâtre de l'Empereur et Roi, et je croirai toujours que cet acte hardi fut, s'il a jamais eu lieu, le résultat de quelque malice.

Mais ce café, ces cris et ces chants révoltèrent plutôt l'opinion qu'ils ne parvinrent à la séduire, et la foule s'y composait plutôt de curieux et d'observateurs que de fanatiques décidés. On parla du jacobinisme; mais le jacobinisme, dans ce qu'il renfermait d'ardeur pour la liberté et l'égalité pure, avait été absorbé pour toujours, en France, par le despotisme.

Cependant, il fallait un concours populaire, destiné surtout à recruter des soldats dont les armes, plus dévouées que celles de la garde nationale, serviraient, au moins dans Paris, à épouvanter les bourgeois. Le mot de « Fédération », mot de souvenir, mais moins usé que les autres, fut celui qu'on mit en usage, et l'on décida que les fédérés des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau seraient passés en revue par l'Empereur.

Je ne sais plus quel jour eut lieu cette pompe vraiment affligeante. Il y avait quelque chose d'odieux, pour un empereur habitant un palais, à exploiter la misère d'ouvriers pauvres et à se faire une gloire d'avoir des sujets sans souliers et de paraître ne compter que sur eux. Le nombre de ceux qui se présentèrent ne put monter qu'à quelques mille, et la plupart se virent forcés à cette triste parade. Tous les porteurs d'eau, tous les commissionnaires, tous les hommes à médaille enfin, reçurent l'ordre de se trouver au rendez-vous qu'on leur fixa, sous peine de privation des médailles

qui faisaient leur titre et leur gagne-pain. Les habitants du faubourg Saint-Marceau, plus misérables que les autres, furent aussi plus promptement gagnés. Ils avaient d'ailleurs, parmi eux, quelques anciens cordeliers, jacobins, hébertistes ou autres, et, dupes de la cérémonie, ils crièrent à plusieurs reprises : « Vive la liberté ! A bas la calotte ! A bas les riches ! » Les gendarmes qui les conduisaient frappaient vainement du plat de leurs sabres, pour faire comprendre qu'on se trompait et qu'il fallait dire : « Vive l'Empereur ! »

Les régiments témoins de cette parade y prirent, dit-on, assez peu de goût. Bonaparte lui-même n'en éprouvait guère plus ; en voyant, de sa fenêtre, aux Tuileries, par quelles gens on faisait, à heures fixes, vociférer : « Vive l'Empereur ! » il lui était échappé de dire : « Certes, le luxe est bien tombé ! »

Quoi qu'il en soit, ce mot de « Fédération » produisit, dans plusieurs départements, des résultats assez pénibles, parce qu'il provoqua des démarcations et des haines. Des magistrats, des employés, des hommes craintifs se fédérèrent, croyant ne faire à leur tranquillité que le sacrifice d'un mensonge de plus. Des meneurs plus ardents fondèrent sur cette coupable alliance l'espoir de quelque secousse terrible ; d'autres ne prirent part à l'association que pour en connaître et en déjouer les complots. En révolution tout s'excuse, sauf le mal positif qu'on fait ; mais, comme la crise a été courte, on ne juge maintenant que des commencements d'action, et l'on se trompe, en bien comme en mal.

La séduction que l'on destinait aux libéraux fut conduite d'une autre manière. Lucien, le fameux Lucien, arriva à Paris ; le disciple d'Épicure, l'ami des arts, le philosophe qui avait préféré la compagne de son choix à

vingt couronnes offertes. Il croyait à la fin son frère Napoléon éclairé par l'expérience, *changé,* ainsi qu'on le disait, désabusé des vaines chimères des rangs et de l'autorité, et tout préparé, en un mot, à fonder une liberté raisonnable, avec le concours de la nation. Le sage Lucien fut établi dans le magnifique palais que M. le duc d'Orléans venait de meubler à si grands frais; il y fut entouré de tous les gens spirituels, à idées brillantes, à caractère flexible, à situation douteuse, à manières aimables, et par le fait assez nuls dans la circonstance, mais dont le concours pouvait faire illusion.

On annonça le Champ de mai, qui ne s'ouvrit, en réalité, que le 2 juin; on fit savoir, pour se concilier toutes les opinions, que l'office divin y serait célébré, et les évêques de France furent invités à s'y rendre.

Une nouvelle constitution, qu'il s'agissait de rédiger, devait être l'acte important de la réunion des électeurs; mais, je l'ai déjà dit, c'était ce qu'on redoutait. On avait peine, en raisonnant juste, à expliquer en vertu de quels titres Bonaparte, même actuellement, exerçait une si grande puissance. Ce n'était pas d'après la Charte : il ne l'avait pas reconnue, et les corps établis en vertu de la Constitution, tant de fois rapiécée, de l'an VIII, n'avaient plus aucune existence. Napoléon enfin avait signé l'abdication. Un ministre, dans un rapport au souverain, lui parla de sa dictature, toute de circonstance et momentanément confiée par le vœu et le besoin du peuple. Quelques personnes, de celles qui font des combinaisons dans l'espace, pensaient que Napoléon se ferait élire solennellement par sa convention d'électeurs, mais il ne voulut pas se déposséder ainsi. Dans ses plus libérales dispositions, il n'avait jamais supposé autre chose que le double couronnement de l'Impératrice et de son

fils; il l'annonçait comme un spectacle qu'il voulait rendre solennel, non comme une faveur qu'il ne dût ni attendre, ni recevoir. D'autres personnes disaient que, dans l'état de l'Europe, à chaque minute plus menaçante, Napoléon, abjurant un empire qui l'assimilait trop aux princes, ses ennemis, se ferait élire général d'un peuple libre, décidé à repousser l'invasion étrangère, de quelque prétexte qu'elle se couvrît, et prêt à incendier lui-même ses demeures et ses moissons, pour former un désert, à défaut de remparts, entre l'Europe conjurée et son territoire inaccessible. Tout cela était poétique et, certes, n'était que cela. Bonaparte ne voulut jamais sacrifier à de telles visions. Il savait que le peuple ne les partagerait point et que, si même il s'exaltait jusqu'au point de les partager, c'en était fait de son empire.

Ainsi, après avoir laissé un certain temps s'écouler, ce ne fut point une constitution, mais un Acte additionnel aux constitutions de l'Empire qui fut publié tout à coup; ce fut cet acte additionnel qu'on dut soumettre, non aux électeurs réunis, mais aux Français qui savaient écrire et seraient appelés à mettre un *oui* ou un *non* sur des registres préparés jusque dans les études de notaires. On devait ensuite calculer le montant respectif des colonnes, et la convention du Champ de mai en reconnaîtrait le résultat, ou serait même censée l'avoir reconnu d'avance.

Je ne discuterai point ici cet acte additionnel, auquel ceux mêmes qui le firent n'eurent pas la simplicité d'attacher une grande importance; la guerre, qui s'approchait, renfermait dans ses résultats à venir le secret de toutes ces mesures : vainqueur ou vaincu, Bonaparte devait rendre nul l'Acte additionnel et les actes préparatoires. Cet acte, néanmoins, contenait un article 67 qui en était l'essence, dans l'opinion des deux partis : c'était

l'exclusion formelle des Bourbons. Rien n'était et ne pouvait être plus complètement vain que cette déclaration ; il y a bien des gens qui ont crié depuis : « Vive le Roi ! » et qui ont écrit : « Oui » chez un notaire.

La manière dont on vota devait démontrer le ridicule de tous ces votes individuels, où la conscience ni l'honneur ne se croient jamais engagés. Il a été constaté qu'un homme zélé pouvait centupler son vote et que, sans aucun zèle, plusieurs devaient voter un grand nombre de fois.

Je ferai observer que, lors du retour de Bonaparte, le ministre de l'intérieur avait envoyé des formules d'obéissance et de fidélité aux employés de toute sorte, et que cette espèce d'engagement n'inspira pas le moindre scrupule aux royalistes les plus prononcés de cette catégorie, tandis que les plus distingués des officiers de la maison du Roi risquaient liberté et fortune plutôt que de vouloir s'y prêter. Les signataires disaient qu'on ne pouvait nier un fait, ni méconnaître la force, et peut-être avaient-ils raison ; mais l'acte additionnel, qui reçut des affirmatives sincères, reçut des négatives prononcées, et le nombre des votes, en dépit de mille servilités, fut en fin de compte assez peu considérable.

Pendant que cet acte additionnel se publiait et s'acceptait, le gouvernement réunissait les électeurs et faisait nommer les députés qui devaient composer le Corps législatif après la tenue du Champ de mai.

L'Acte additionnel fut cependant l'objet de plusieurs écrits, raisonnés avec beaucoup de force et d'avance applaudis et accueillis par l'opinion. Le *Censeur,* rédigé comme auparavant par MM. Comte et Dunoyer (1),

(1) François-Charles-Louis Comte, publiciste (1782-1837). — Barthélemy-Charles-Pierre-Joseph Dunoyer, économiste, né en 1786.

donna, je crois, deux numéros qui eurent quelque peine à éviter la censure, mais le principe de la liberté de la presse et la connivence de Fouché — et de tant d'autres — les firent enfin produire au grand jour. Leur succès fut immense. Je me souviens qu'on y proposait l'institution de l'ordre du Sabre, destiné à tout mettre de niveau et à ramener la barbarie. Il est certain qu'en dépit des calculs, des intérêts, des façons de voir, l'insolence des militaires et l'espèce de conquête qu'ils avaient faite de la France révoltaient tous les citoyens et révélaient un affreux danger.

M. de Kergorlay fit imprimer les motifs de son vote négatif. Ces deux petites pages renfermaient tout ce qui pouvait être dit de plus raisonnable et de plus prononcé sur la question. La liberté était et devait être trop grande pour qu'on pût en arrêter la publication (1).

Les circonstances avaient fait éclore une foule d'écrits plus ou moins sages. Je ne parle que de ceux de l'opposition; car, en des cas pareils, ce sont presque toujours les seuls qu'on puisse lire. Celui de M. de Saint-Chamans, dont le titre m'a échappé, était certainement un des plus remarquables (2). L'auteur y justifiait d'une façon péremptoire le reproche, tant fait à Monsieur, d'avoir fait évacuer les places fortes que nos garnisons épuisées tenaient encore à l'étranger. Une prompte paix, une armée sauvée et rendue à la France avaient été le prix de ce sacrifice inévitable. M. de Saint-Chamans expli-

(1) Louis-Florian-Paul de Kergorlay, *Des lois existantes et du décret du 9 mai* 1815. Paris, Dentu, 1815, in-8° de huit pages.

(2) Auguste, vicomte de Saint-Chamans, né en 1777 : *Examen des fautes du dernier gouvernement, tel qu'il fut imprimé le 29 avril* 1815. Seconde édition, augmentée d'un supplément. Paris, 1815, in-8°. Il en est question dans les *Mémoires* de son frère cadet, le général comte de Saint-Chamans, p. 301-302. Plon, éditeur.

quait de la manière la plus naturelle la rapidité du retour de l'empereur Napoléon, et l'impression qu'il avait faite sur une armée qu'il avait commandée pendant vingt ans. Plus sa marche avait eu de célérité, moins elle avait droit de surprendre, moins elle devait causer d'admiration. Avec cette simplicité, avec cette sagesse persuasive, l'écrivain détruisait l'une après l'autre les allégations soulevées contre le gouvernement royal; il convenait des fautes ministérielles, mais les réduisait à leur réelle valeur. Cet écrit fit un grand effet; la vente en fut nécessairement publique.

A ces écrits il faudrait joindre une foule de feuilles éphémères, qui toutes n'eurent pas le même mérite, et dont l'exagération forcenée ne pouvait que nuire en divisant les esprits. On les vendait mystérieusement, mais pourtant sans un grand secret, et les magasins de cette espèce de productions étaient connus de tout le monde.

Les chansons circulaient en grand nombre. Il y en eut de fort piquantes et qui mériteraient d'échapper à l'oubli, entre autres celle du Champ de mai. Il y eut aussi un couplet que j'ai retenu et qui présente un intérêt vraiment historique :

Bonaparte s'avance,
Je suis de son parti;
Mais s'il reçoit la danse,
Je ne suis plus pour lui.

De crainte d'anicroche
Je n'ai jamais d'avis,
Je porte dans ma poche
L'aigle et la fleur de lis.

MM. de Lally et de Chateaubriand faisaient à Gand un *Moniteur*, et nous en vîmes des fragments à Paris.

Je me souviens d'y avoir lu une réfutation fort bien faite de la déclaration du Conseil d'État; une réponse aux notes officielles envoyées par M. le duc de Vicence aux cours coalisées, et à son rapport diplomatique à l'Empereur. C'était la voix d'un père que ces écrivains faisaient entendre en s'exprimant au nom du Roi. Ils excusaient l'armée, ils ne songeaient qu'à écarter toute idée de crainte au retour du bon pasteur qui va chercher si loin la brebis égarée. C'était un point bien essentiel et que, dans mon cercle étroit, je m'efforçais surtout d'établir. Le célèbre Méhée (1), que j'avais rencontré quelquefois dans mes courses d'affaires, et que j'y rencontrais encore, ne m'exprimait que l'idée des risques auxquels le retour royal exposerait et lui-même et ceux de sa ligne, qui ne pouvaient guère faire autrement, dans leur position, que de la suivre. Cet homme rempli d'esprit, c'est hors de doute, était fort peu engoué de tout ce qui arrivait; d'ailleurs, il était vieux, comme presque tous les vétérans de la politique.

Le Roi resta à Gand, dans ce calme parfait qui supposait une âme placée au-dessus de notre atmosphère. Le duc de Feltre y resta près de lui, ainsi que le duc de Bellune. Le maréchal Marmont alla aux eaux de Spa ou d'Aix-la-Chapelle; le prince de Wagram en Allemagne : il y mourut, et mille contes ridicules, que je n'ai pas encore éclaircis, firent généralement soupçonner que cette mort avait été violente et, forcément, peut-être volontaire (2).

Le général Maison avait quitté la France et s'occu-

(1) Jean-Claude-Hippolyte Méhée de La Touche, appelé aussi chevalier de La Touche, (vers 1760-1826), littérateur et politicien.

(2) Elle est rapportée, par le général Thiébault, comme purement accidentelle. Voir ses *Mémoires*, t. V, p. 321. Plon, éditeur.

pait, disait-on, de réunir les soldats français qui s'échappaient vers la frontière et dont on continuait à exagérer le nombre. C'était un parti assez faux que celui d'attendre quelque chose de cette désertion, impossible sur la plupart des points, plus impossible encore par le défaut d'argent, et aussi par cet honneur inné qui retient le soldat sous le drapeau qu'il porte, en présence de l'ennemi qui vient pour l'arracher. Il y eut cependant plusieurs émigrations, non de soldats, mais d'hommes qui n'appartenaient pas aux corps placés sur la frontière. Le passage était périlleux; ses suites devaient l'être pour ceux qui possédaient quelque fortune. On avait déjà proclamé la vente des biens des absents. Rien, même de préparatoire, n'avait encore été tenté à cet égard, mais un moment pouvait tout perdre. On comprend que ce voyage de Gand, malgré le dévouement qu'il supposait, les sacrifices qu'il aurait pu coûter, ne fut d'aucune utilité, et n'a servi qu'à l'ambition particulière. On l'a nommé le voyage sentimental.

M. de Talleyrand n'alla pas à Gand; M. de Blacas s'en éloigna, et, devenu le bouc émissaire des iniquités d'un règne de dix mois, il en accepta le fardeau.

M. le duc d'Orléans s'était fixé en Angleterre, le prince de Condé à Bruxelles. Monsieur et M. le duc de Berry y passèrent une partie de leur temps. Madame la duchesse d'Angoulême, qui avait repassé en Angleterre, ne fit qu'une visite au Roi. On prétendait qu'aucun accord ne subsistait entre leurs cours respectives.

M. le duc d'Angoulême demeura en Espagne. J'ai entendu dire à M. de Léon, qui ne l'avait pas quitté, que le prince et sa suite avaient été traités dans ce pays comme de véritables proscrits. Le peuple, quand il n'était soumis à aucune influence, leur témoignait cor-

dialement de la faveur, mais l'ambassadeur d'Angleterre fut le seul du corps diplomatique qui ne prit pas, à Madrid, le parti de les éviter. Les grands, les ministres s'en tenaient soigneusement à l'écart; le Roi était toujours obligeant et poli, mais il se sentait hors d'état d'armer effectivement pour cette cause de famille, et ses procédés personnels furent même tellement mesurés que M. le duc d'Angoulême, étant allé pour le voir à Aranjuez et s'y étant fait annoncer, n'y trouva pas un seul rafraîchissement et dîna dans une hôtellerie.

Rien dans cette conduite n'avait droit de surprendre. Au double mariage qui se fit à Barcelone, du prince des Asturies, devenu le roi Ferdinand VII, et d'une princesse d'Espagne, avec un prince et une princesse de Naples, M. le prince de Conti et Mme la duchesse d'Orléans crurent devoir se retirer, certains de l'oubli profond où ils seraient laissés. Mme la duchesse de Bourbon ne s'éloigna pas; son cœur éprouvait le besoin de revoir quelques parents, quelques personnes de sa noble famille. Elle n'eut rien, pas même un furtif compliment, pas une excuse, pas un souvenir.

CHAPITRE XLVII

Élection du Corps législatif. — Création d'une nouvelle Chambre des pairs. — Appels sous les drapeaux. — Travaux de défense exécutés à Paris. — Départ de l'Empereur. — Waterloo (18 juin 1815).

La cérémonie du Champ de mai et l'ouverture des assemblées des corps constitués devaient précéder le départ de Bonaparte pour l'armée.

On avait préparé depuis assez longtemps une espèce de théâtre en bois et d'échafaudage au Champ de Mars. Je n'ai pu me résoudre à l'aller voir. On m'a dit que la décoration en était assez bien conçue ; mais quand il fallut remplir l'enceinte, il fut aisé de juger que le nombre des assistants était insuffisant, et que plusieurs départements n'y avaient pas un seul électeur. Des pays même les plus zélés il n'en était venu qu'un petit nombre. Le voyage, le séjour devaient être à leurs frais, et cette convocation si pompeusement annoncée avait perdu pour eux toute importance, puisqu'il n'y avait plus de constitution à faire et d'Autrichienne à couronner. Tout fut mesquin dans cette cérémonie, pour laquelle tous ceux qui l'ont voulu obtinrent un billet d'électeur, et je ne me souviens pas que les discours prononcés alors, ni les costumes dramatiques des princes Joseph, Jérôme et Lucien aient produit la moindre impression.

La composition du Corps législatif qui allait s'ouvrir était d'un plus grand intérêt. Lors de la convocation des corps électoraux, les opinions des gens honnêtes s'étaient

trouvées très partagées. Ceux qui désiraient le plus le prompt retour du Roi n'étaient pas ceux dont l'imagination prévoyait le moins d'obstacles à son accomplissement, et ces obstacles pouvaient du moins le différer pour trop longtemps. Ceux-là crurent essentiel de se trouver aux assemblées électorales, et plusieurs de s'y faire élire. L'expérience avait trop fait voir le danger de laisser occuper les places dont on aurait pu se saisir. Empêcher, modifier seulement le mal, était en révolution presque le seul bien qu'on pût faire, et il fallait avoir un poste, quand on se proposait de servir et qu'on sentait en soi quelque courage pour s'y dévouer. D'autres pensaient que la crise serait courte, et craignaient de légaliser en quelque sorte un Empire qu'on détestait, en faisant partie d'assemblées dont le serment était la première condition; ils se refusaient à remplir des fonctions dont le premier devoir aurait été de maintenir la dynastie de Bonaparte.

Cependant, comme il arrive en des cas difficiles, chacun régla sa direction moins selon des principes absolus que d'après le calcul de sa situation personnelle, de ses chances et de l'état enfin du département où il était question de voter; car il y eut à cet égard des opinions locales auxquelles il fut peut-être sage d'adhérer sans hésitation.

Je dois ajouter que l'amour-propre et la confiance de quelques personnes en leur propre mérite, les perspectives d'ambition qu'elles fondèrent sur les talents dont elles se croyaient ornées, ont décidé le parti d'un grand nombre.

Mon père, membre de la Chambre des députés que le Roi avait seulement ajournée, ne crut pas convenable de concourir à la nomination d'une autre chambre et d'au-

tres députés; il ne parut pas dans son département.

J'ai vu depuis, dans la Chambre des pairs, des hommes comme M. de Talaru, qui étaient allés voter au corps électoral et en eussent volontiers accepté les suffrages; j'en ai vu d'autres maintenus dans la dignité de pairs qu'ils possédaient déjà, et qui s'étaient fait nommer au Corps législatif, sans doute pour n'être pas compris dans la pairie de Bonaparte, comme MM. de Liancourt et Vimar.

Par contre, j'ai appris, depuis le retour du Roi, qu'on avait su mauvais gré à quelques députés de 1814 d'avoir accepté leur nomination au Corps législatif réuni alors par l'Empereur, et le chancelier, M. Dambray, m'a presque fait un reproche, pour mon père, de ce qu'il ne s'y était pas trouvé.

Il est certain que cette Assemblée a compté, pour notre salut, un grand nombre de gens essentiellement honnêtes et décidés à s'opposer au retour des violences, dignes de la Terreur, qui se préparaient en quelques lieux, et, malgré l'espèce de sanction que l'ouverture d'un Corps législatif allait donner au règne nouveau, il me sembla que le seul entraînement des choses ferait de cette Assemblée un frein au despotisme, et pour nous une sauvegarde. Il fut toutefois aussi étrange qu'odieux d'y voir paraître des noms qu'on croyait depuis longtemps ensevelis dans l'oubli. On vit reparaître un Félix Le Peletier, un Barère, et quelques fantômes de cette espèce, qui semblaient revenir de chez les morts. Il est certain que Cambon, par exemple, et quelques autres, objets d'un égal effroi, passaient pour ne plus exister et n'avaient pas donné le moindre signe de vie depuis l'époque du 18 brumaire.

On verra, au reste, par l'histoire de cette Assemblée,

que ces hommes y firent peu d'effet. Ils ne songèrent pour la plupart, à y exercer aucune espèce d'influence Fatigués sans doute, avant même d'agir, du souvenir d'avoir trop agi; ombres malheureuses évoquées par le magicien, ils restèrent comme enveloppés des ténèbres de la vieillesse et d'une longue obscurité : ils s'évanouirent avec le jour.

Une Chambre des pairs faisait partie des corps institués par l'acte additionnel; tant il est vrai qu'un gouvernement qui commence se calque par mille traits sur celui qui finit. Bonaparte, en nommant les pairs, leur accorda l'hérédité, ce que le Roi n'avait pas encore fait, au grand mécontentement de la vanité bourgeoise. Bonaparte nomma plusieurs de ceux que le Roi avait également choisis et qui s'étaient trouvés ou non dans le Sénat, tels que MM. de Ségur, de Cadore, de Montesquiou. Le nouveau maréchal Grouchy eut une place dans cette chambre, ainsi que le malheureux Ney, Masséna et plusieurs autres. M. de La Bédoyère, déjà très offensé de n'avoir pas reçu les récompenses auxquelles il se croyait des droits, fut admis dans cette liste des pairs.

On assura que plusieurs personnes, dans cette circonstance douteuse, auraient désiré tirer parti de leurs noms et se faire comprendre dans une liste qui pourrait un jour faire titre et fixer l'existence. J'ai vu, en général, bien des gens, pendant l'interrègne, occupés d'exploiter à leur profit, par un moyen ou par un autre, une crise révolutionnaire très forte, et qui semblait devoir être la dernière. On marchait, non la sonde, mais la lorgnette à la main. Les gens naïfs, qui vont tout droit, ne me comprendront pas ou ne me croiront pas, mais je crois avoir meilleur coup d'œil.

Quoi qu'il en soit, la Chambre des pairs ainsi constituée

n'annonça pas une fougue dangereuse, et l'on put y espérer un point d'appui, tant qu'elle ne serait pas brisée.

Le Corps législatif élut son président, qui fut le célèbre Lanjuinais, ce Breton impétueux pour qui l'opposition était une sorte d'état. Ses intentions, que je n'ai pas connues, furent, sans doute, dans le début surtout, comme celles de ses plus honnêtes collègues, de ne paraître se prêter à l'entraînement des circonstances que pour le modérer, contenir Bonaparte, enchaîner son despotisme, assurer sous un prétexte quelconque un peu de liberté à leur pays, y prévenir la guerre civile et l'anarchie, et, si l'occasion se présentait, de rappeler le roi Louis XVIII. D'après mon opinion, ce dernier vœu ne fut pas longtemps celui du plus grand nombre, parce qu'il y a quelque chose de séduisant dans un certain vague de républicanisme, et le brouillard qui augmente à chaque instant ne laisse plus démêler ni désirer d'issue. L'effroi des circonstances rendit, au contraire, le vœu du retour du Roi plus ardent pour quelques-uns, en le montrant plus nécessaire.

M. de La Fayette, oublié depuis longtemps et vivant comme un patriarche au sein de sa famille, aussi respectable qu'aimable et unie, s'était fait élire député. Cette sorte de résurrection, à laquelle il associa son fils, fit concevoir des espérances, car la célébrité a toujours un prestige. Cet espoir ne s'est pas réalisé. Présomptueux et dupe, au dernier acte de sa carrière comme dans une grande partie de sa vie, M. de La Fayette n'éleva de nouveau la voix que pour retomber à jamais dans un silence plus absolu.

J'ai dit que plusieurs hommes, connus sous des rapports odieux et sanguinaires, avaient reparu dans cette

nouvelle Assemblée ; on y vit aussi figurer des émules dignes d'eux. Un certain M. Guebel proposa la proscription des familles entières de ceux qui seraient ennemis de l'État ; il fut repoussé avec horreur, et voilà sous ce rapport ce qu'on pouvait attendre d'une assemblée dont la majorité était en partie neuve et saine. J'avoue que le fanatisme de cet homme me fit penser douloureusement au danger de ces occasions, que les révolutions présentent, de perdre toutes les vertus de son âme dans l'application d'une idée fausse et de se trouver un scélérat quand on aurait pu vivre une vie entière d'honnête homme.

Chaque jour avançait celui d'une catastrophe sanglante, et Bonaparte, qui n'avait jamais dû croire à une paix quelconque, paraissait préparer une guerre décisive. En arrivant, il avait supprimé les croix et les grades donnés sous le règne du Roi, et, pour satisfaire sa haine contre quelques personnes, il avait fait de nombreux mécontents parmi les gens auxquels il voulait le moins déplaire ; car c'étaient les exploits de ces braves que le Roi avait récompensés, et Bonaparte, prince comme les autres, leur avait souvent préféré quelques actions de ses favoris. On s'empressa de rendre les croix arrachées si brusquement ; on fut même obligé de maintenir les avancements jusqu'au grade de capitaine. On rappela les hommes qui avaient été envoyés en congé limité ou définitif ; on réussit à échauffer les idées de quelques-uns d'entre eux. J'ai vu un malheureux appelé Couturier, dont le frère avait été tué à l'armée, six ans auparavant ; il n'avait rejoint les drapeaux qu'à la fin de 1813. Son père septuagénaire, sa mère infirme avaient versé devant moi des larmes déchirantes, et je n'avais rien épargné pour leur faire conserver leur fils,

unique soutien de leur misère. Il avait failli périr d'une maladie contractée dans l'affreux désordre de la campagne de 1814. Les soins et, je puis le dire, les bienfaits de mes parents lui avaient conservé la vie, et il avait été enfin rendu à ses foyers. Cet homme, rappelé et ne s'en plaignant pas, vint me voir à Paris, vêtu de son uniforme, et je vis que cet infortuné, qui ne possédait rien et ne savait pas lire, allait se battre d'assez bon cœur pour empêcher le rétablissement de la dîme et le retour des droits féodaux !

Tous, au reste, ne pensaient pas ainsi. La désertion était immense et journalière, et d'autant plus facile alors qu'il régnait dans l'organisation administrative une véritable anarchie.

Bonaparte reprit ses plans de la défense de Paris. Cette fois, beaucoup de gens y ont cru, et personne ne supposa qu'il fût revenu de l'île d'Elbe à main armée sans avoir le projet bien arrêté de s'ensevelir sous les murs de Paris, s'il ne pouvait y rentrer en vainqueur. On prétendit qu'à Fontainebleau, ses conseillers les plus intimes avaient voulu le déterminer au suicide, et qu'il leur avait répondu que, si Marius s'était tué à Minturnes, il n'aurait pas été consul une septième fois. Mais pourrait-il maintenant souffrir un second exil?

On bouleversa le Pré-Saint-Gervais ; de beaux arbres tout chargés de fruits y furent abattus, quelquefois dans le seul but de lui faire un chemin plus facile quand il viendrait visiter les travaux. Jardins, vergers, maisons charmantes, rien ne fut épargné. Les forêts situées au delà de Saint-Germain furent mises à contribution ; enfin, on occupa chaque jour un assez grand nombre d'ouvriers, et l'on demanda à la garde nationale quelques preuves gratuites de zèle. Tout cela aurait effrayé,

si l'étonnement, l'attente et une grande préoccupation ne préservaient pas de la frayeur.

Le maréchal Soult fut nommé major de l'armée impériale. C'était un rôle, quoi qu'on ait pu dire, que le ministre de Louis XVIII n'était pas dans le cas d'accepter. Les troupes furent dirigées vers la frontière, et, dès que Bonaparte paraissait à la tête de ses soldats, il semblait que la Fortune dût le reconnaître encore et lui rendre quelque faveur. Murat, en Italie, s'était prononcé de nouveau pour sa cause, et pouvait retenir les Autrichiens, mais trop tôt déclaré, et non secouru par Bonaparte, il fut battu et perdu sans retour.

Les soldats revenus des prisons étrangères brûlaient d'ardeur et de vengeance; une sorte de désespoir exaspérait les régiments qui avaient trahi la cause royale, après l'avoir exaltée dans leurs cris; enfin, l'ennemi était là, et la victoire était devenue l'unique arbitre de la France. Les généraux chargés des commandements semblaient n'avoir plus d'espérances, plus de vertu que dans le succès; à qui restait un sentiment d'honneur il fallait mourir ou vaincre. Mais on vit dans cette circonstance que le mécontentement de soi-même diminue singulièrement l'habileté, et surtout l'énergie. Bonaparte coupa la ligne, ce me semble, du côté de Cambrai. Il avait les Anglais en tête, et aussi plusieurs corps prussiens. Le terrain, disputé deux jours, lui demeura par la valeur des siens; le Brabant parut ouvert à ses armes puissantes.

Il aurait fallu que Bonaparte conservât quelque sagesse; mais, enivré de ce premier triomphe, il voulut souper à Bruxelles et en dater une proclamation. Il engagea la bataille (1); les prodiges de tenue de la garde impériale,

(1) Waterloo.

qui mourut et ne se rendit pas, ne purent prévenir une déroute inouïe, et tout fut fini pour toujours.

Je ne décris pas en militaire une scène que je ne comprends même pas; je sais seulement, d'après des rapports positifs, les faits que je viens d'exposer. J'ajoute, avec la même certitude, que Bonaparte ne fit point avant la bataille de ces ordres du jour autrefois si remarquables, et qui ralliaient sur une seule idée toutes les pensées des soldats. Les généraux, les chefs semblaient presque perdus, malgré leur âpre décision. Les troupes, déterminées à se dévouer sans réserve, ne marchèrent jamais plus mal, ni dans un désordre aussi grand. Un officier d'artillerie, qui n'avait pas sans doute à se féliciter de la défaite, m'a dit qu'un régiment de troupes légères eût pu enlever toutes nos pièces, tant elles avaient peu d'ensemble. On était venu dire à Bonaparte qu'une division entière se trouvait en péril : « Qu'elle tienne », répondit-il. C'était le seul ordre à peu près qu'il donnât. Il fit enlever au maréchal Ney des corps sur lesquels il comptait pour appuyer d'utiles manœuvres, et ne sut en faire aucun usage; il s'obstina à se persuader que le corps prussien du général de Bülow était celui du général Grouchy, dont il s'était totalement séparé. La démence marqua sa conduite; il prit la fuite quand il crut tout perdu, et, selon sa coutume égoïste et barbare, fit rompre les ponts derrière lui. Tandis qu'il fuyait, conduit par deux gardes fidèles, à la faveur d'un demi-jour, on entendait de malheureux soldats abandonnés se dire à voix basse, en l'apercevant : « C'est l'Empereur ! » et le ménager assez pour ne pas chercher à l'atteindre. Ce général coupable entra dans Philippeville et en fit refuser les portes aux braves qu'il venait de trahir; mais il n'y demeura pas longtemps. La catastrophe fut complète;

tout périt, tout fut pris, et, si la jalousie des Anglais, en voyant la France encore redoutable après 1814, avait encouragé Napoléon à revenir de l'île d'Elbe pour immoler les derniers restes de notre armée, elle ne pouvait se trouver mieux satisfaite.

Ce terrible événement eut lieu le 18 juin. Wellington et Blücher s'en seraient partagé l'honneur, si Bonaparte seul n'en eût pas été cause. Les équipages de leur armée avaient reflué sur Bruxelles, sans même oser s'y arrêter. Depuis l'invasion de Dumouriez, on n'avait rien vu de semblable. On avait fait retirer, malgré lui, le respectable prince de Condé, qui répétait : « Je n'ai jamais fui! » et à qui on représentait qu'il n'avait ni camp, ni soldats. Wellington s'était vu pendant quelques moments dans une position terrible et s'était écrié : « Il faut mourir ici. » La victoire de Waterloo avait été si peu attendue en Angleterre, qu'un grand parti, dans ce pays, plus ennemi que nos démagogues du gouvernement sage et légitime que la France pourrait devoir au Roi, n'attendait, pour se déclarer, que l'éclat du premier succès de Bonaparte. M. Withebrood, chef de ce parti, se poignarda en apprenant le bonheur du duc de Wellington, dans lequel il ne voyait plus que le corrupteur des institutions de son pays et l'agent banal du despotisme.

CHAPITRE XLVIII

Incident à la Chambre des pairs. — Attitude du Corps législatif. — Résistance de l'Empereur à signer son abdication. — Le Corps législatif, qui l'a réclamée, lui vote cependant une adresse de regrets; explication de cette inconséquence. — Gouvernement provisoire; Carnot et Fouché ennemis déclarés. — Les alliés rentrent en France; ils avaient compté sur trois batailles au moins avant d'entrer dans Paris. — Le Roi, malgré des avis contraires, rentre aussitôt en France, pour s'interposer entre son peuple et les souverains étrangers. — Négociations de Fouché avec Wellington. — Fureur des troupes restées fidèles à l'Empereur. — Rôle du Corps législatif après l'abdication. — Entrée du Roi à Paris (8 juillet 1815); calcul de Fouché déjoué. — Accueil fait au retour du Roi, à Marseille et dans quelques autres parties de la France. — Réjouissances populaires à Paris.

Le général Grouchy eut seul le triste et consolant avantage de ramener jusque sous Paris seize ou dix-huit mille hommes, qu'il rallia, et auxquels se réunirent les débris épars de nos troupes abandonnées. Le maréchal Ney, le maréchal Soult se retrouvèrent à la Chambre des pairs, et bientôt aussi Grouchy lui-même; rien ne prouvait mieux que la guerre était finie et toute espérance détruite. Le maréchal Ney, à peine de retour, fit imprimer et publia une explication de sa conduite, qui compromettait cruellement celle de l'idole vivante, objet si éphémère de si durs sacrifices. Je ne puis me rappeler si ce fut au sujet de cette explication, dont le maréchal n'épargna pas les détails à l'Assemblée, que le jeune La Bédoyère, dans un accès de colère ou d'ivresse, ap-

pela sur les traîtres des malédictions qui ressemblaient à celles d'Œdipe. Masséna lui cria : « Jeune homme, vous vous oubliez. » Tous ces souvenirs font frémir.

Mais le premier fuyard, le premier messager des plus déplorables désastres avait été Bonaparte lui-même.

Ses premiers succès avaient déterminé Joseph, son frère, à faire inconsidérément tirer cent vingt coups de canon, à Paris ; les généraux Hulin et Caffarelli, qui n'en avaient reçu de sa part aucun avertissement, en conçurent d'abord de l'effroi.

Deux jours entiers s'écoulent, on demeure dans l'attente ; un bruit sinistre se répand : on dit que Bonaparte est pris. On annonce qu'il est arrivé, on sait qu'il est à l'Élysée, seul et ne sachant plus quelle résolution prendre. Le Corps législatif en est informé : la plus violente fermentation s'y manifeste. On n'ose mesurer la profondeur du gouffre qui vient de s'ouvrir en un instant, mais on déteste le fataliste qui a tout perdu en un jour, et qui maintenant ne songe qu'à se frayer une route, sans souci de la nation qu'il a trahie. Fouché fixe les regards ; on reçoit ses avis, transmis par ses agents, car dans le péril c'est du talent et non de la force qu'on espère. On veut prononcer la déchéance, mais, par une sorte de pitié, avec des larmes vraies ou feintes, Regnaud de Saint-Jean d'Angely et quelques autres interviennent ; ils obtiennent que, moyennant l'abdication promise, l'Assemblée retiendra les marques de l'indignation qu'elle éprouve et qu'elle brûle de faire éclater.

Le second jour avait paru ; l'Assemblée était en permanence, et l'impatience augmentait. Regnaud, devenu très inquiet, pria M. Delaborde, officier de la garde nationale, qui était de service au Corps législatif, de se rendre à l'Élysée et de représenter au duc de Rovigo et au

général Bertrand que les moments pressaient et qu'on ne pouvait presque plus contenir l'Assemblée. Bonaparte se promenait, les mains derrière le dos et de l'air le plus serein, sur la terrasse de l'Élysée. Cet homme venait de voir périr soixante mille braves dévoués à sa personne, quatre jours seulement auparavant! Il vit le mouvement de ses serviteurs, en demanda la cause et fit paraître M. Delaborde. « De quoi s'agit-il? dit-il négligemment. — Sire, reprit M. Delaborde, M. Regnaud m'a envoyé pour faire connaître à Votre Majesté qu'il paraît nécessaire de ne pas différer le message qu'elle se propose de faire parvenir à l'Assemblée. — Savez-vous l'objet de ce message? demanda Bonaparte en souriant. — Non, Sire, reprit M. Delaborde en souriant modestement à son tour, et de façon à se montrer instruit. — Allons, allons, dit Bonaparte, en le touchant familièrement de la main et en continuant de sourire, dites-leur qu'ils sont bien pressés et que les ministres vont partir. »

L'abdication arriva en effet, mais, cette fois, elle était en faveur de l'enfant de l'Autriche. L'Assemblée la reçut et ne s'expliqua point; mais on aura de la peine à concevoir comment cette Assemblée, si fortement irritée, si disposée à prononcer la déchéance totale, se laissa entraîner, pour un seul quart d'heure de retard, à voter des remerciements à cet homme qu'elle rejetait, à cet homme qui abandonnait une couronne reprise juste trois mois auparavant quand l'armée française était détruite par sa faute et les étrangers déjà débordant sur notre territoire désormais sans défense. Le discours fut rédigé néanmoins, et Lanjuinais le prononça.

Le lecteur demandera un jour ce qui put jeter l'Assemblée dans un tel emportement et dans une telle inconséquence. Nous avons vu qu'elle était composée

d'éléments très hétérogènes. Quelques-uns des députés pensèrent que l'incapacité du despote, alors constatée, et la dispersion de ses satellistes ouvriraient seules la route au retour du souverain, seul garant de la paix, et que l'abdication, suite nécessaire du départ de Bonaparte, arrêterait les étrangers revenus uniquement à cause de lui. On comprend dès lors l'importance qu'avaient acquise ces courts instants laissés à leur décision; après avoir obtenu une solution plus douce que leurs espérances, dans une crise si effroyable, ces hommes de bien n'eurent peut-être pas la force de résister à la proposition d'offrir un compliment, si indifférent en lui-même. Quelques-uns, persuadés tout d'abord que Bonaparte, leur maître, et peut-être leur bienfaiteur, suffirait à maintenir la France dans une glorieuse indépendance vis-à-vis de l'étranger, puis, frustrés dans leur espoir et affligés au fond du cœur, avaient senti que l'abdication était pour eux la seule ressource de salut. Ce compliment d'adieu leur permettait de prévenir la déchéance et de couronner le jeune Napoléon. Les regrets offerts au père devaient être, à leurs yeux, autant de vœux pour le fils.

Il fut bientôt question de nommer un gouvernement provisoire, comme on l'avait déjà fait quinze mois auparavant. Fouché réunit sur son nom la presque totalité des suffrages. J'avais vu cet homme singulier, pour la seconde fois depuis l'interrègne, précisément peu de jours avant cet événement. Sans me dire ses secrets, dont je ne cherchais pas le détail, il me laissa voir, sans mystère, une confiance inexprimable et un espoir illimité, et je me suis confirmée, même par cette expérience, dans l'opinion où je me trouvais déjà que, dans les circonstances orageuses, le lendemain offre des difficultés

plus insurmontables cent fois que le jour même de l'action décisive.

Je n'ai pas retenu les paroles de Fouché, que je n'osai pas alors écrire. Je me souviens seulement que je lui demandai ce que faisait alors son fils aîné. Il rabattit deux ou trois ans de son âge et me dit : « Ce serait assurément pour lui se précipiter dans l'eau bouillante que de vouloir commencer aujourd'hui sa carrière ; quand la marmite écume si fort, on ne saurait en voir le fond. »

Carnot, le nouveau comte, fut aussi membre du gouvernement provisoire, et le dédain de Fouché pour lui s'était accru au delà de toute expression. Leurs conseils devaient différer, car leur but n'était pas le même. Carnot vint à le soupçonner ; il dénonça Fouché à ses collègues, qui purent en être un peu surpris. Celui-ci confondit Carnot dans la niaiserie, surtout, dont il ne cessa de l'accuser. On a prétendu que, le dernier jour, Carnot dit à Fouché, avec la hauteur du courroux : « Traître, où veux-tu que j'aille ? » Et que Fouché lui répondit, du ton de la pitié : « Eh ! imbécile, où tu voudras. »

Le duc de Vicence fit également partie de ce gouvernement éphémère. Personne autant que lui ne désirait la paix. J'ai oublié les noms de ses deux autres collègues (1).

Que faisait cependant Bonaparte ? L'ennemi avançait à grands pas ; pendant ce temps, l'auteur de tous nos maux se tenait à l'Élysée et se rendait de temps à autre à La Malmaison, entouré encore par quelques débris de sa malheureuse garde.

Paris était toujours dans la tranquillité. La garde na-

(1) Le gouvernement provisoire était composé de Fouché, président, Carnot, le duc de Vicence, le général Grenier et Quinette.

tionale, plus muette, plus vigilante et plus active que jamais, multipliait jour et nuit les patrouilles. Je ne sais si le héros déchu éprouva quelque regret d'avoir donné dans le piège honteux d'une seconde abdication ; en tout cas, le moyen qui l'en eût fait sortir n'avait rien qui fût honorable. Le lendemain du jour où il l'avait signée, on attroupa autour de l'Élysée quelques pauvres enfants et quelques-uns des plus misérables de ceux qu'on appelait fédérés ; ils se mirent, le soir, à crier : « Vive l'Empereur ! Vive notre père ! » Plusieurs parvinrent jusqu'à Napoléon ; ils se mirent à ses genoux, en répandant des larmes, et le prièrent de ne pas les quitter. Le peuple de Paris ne prit aucune part à cette parade affligeante, et la garde nationale n'eut pas besoin d'efforts pour en dissiper l'attroupement : la ressource était usée.

Je quittai Paris le 24 juin (1), et me rendis avec une partie de ma famille à Rosny, près de Mantes, pays tout rempli des souvenirs de Henri IV, et où la petite-fille de ce grand roi, Mme la duchesse de Bourbon, voulut bien nous donner asile. Cette princesse était restée en France, ainsi que Mme la duchesse d'Orléans douairière, faute de pouvoir s'éloigner. Leurs biens avaient été confisqués de nouveau, sous promesse d'une simple rente, comme à l'époque de leur exil.

Je n'ai vu, durant toute la crise, ni un soldat étranger, ni un soldat français. Si près du cratère politique, si près du théâtre des combats, nous jouissions d'un ciel pur, d'un pays enchanteur, d'une vie uniforme et calme, et, si nos cœurs n'avaient été préoccupés par les intérêts les plus chers, les journaux qui nous parvenaient auraient fait sur nous l'impression des récits de l'antiquité.

(1) Jour de la rentrée de Louis XVIII en France.

J'entré dans ces détails personnels, pour donner de plus en plus l'idée de l'état où était la France, qui assistait à une lutte immense et ne croyait pas devoir y prendre part. J'y suis entrée aussi, afin de m'excuser près du lecteur futur, à qui je n'offrirai pas sur un événement capital les renseignements originaux qu'il pourrait sûrement désirer.

On jugera combien la marche des étrangers fut rapide : la bataille de Waterloo fut terminée le 18 juin, et la capitulation de Paris fut signée dès le 3 juillet, après plusieurs jours d'angoisses et de combats livrés sous ses murs. Aussi, le général Blücher et toute l'armée prussienne se trouvèrent maîtres de Paris, accompagnés plutôt que soutenus par quelques détachements anglais. Les Russes étaient encore bien loin. M. de Pozzo di Borgo m'a déclaré que jamais l'empereur de Russie n'avait supposé qu'une bataille suffirait pour ouvrir la France. Appuyés de masses innombrables, les souverains coalisés s'étaient crus certains de pénétrer, mais avaient compté sur trois batailles au moins, et jamais, d'après leurs plans, les Prussiens n'auraient dû entrer dans Paris les premiers, ni s'y trouver d'abord en force.

Le roi de France, heureusement, dans ce terrible ébranlement, s'était livré aux destinées et s'efforçait, par sa présence, de contenir comme alliés ceux que l'on ne pouvait plus repousser comme ennemis. On assura que le prince de Talleyrand, qui le rejoignit à Tournay et qui ne se présenta devant lui qu'après s'être assuré de l'absence de M. Blacas, ne voulait point que le Roi rentrât et se mît à la suite, ou plutôt au travers de ces hordes si redoutables. M. de Frondeville, qui était présent, me l'a dit plusieurs fois ; il suffirait, d'ailleurs, que le bruit de ce conseil eût été répandu, — et il le fut à

cette époque, — pour qu'il me soit permis d'en discuter l'effet. Je sais qu'en paraissant revenir dans sa capitale sous l'escorte des étrangers, le Roi semblait donner quelque vraisemblance à une odieuse caricature, publiée pendant l'interrègne, et où il était représenté en croupe derrière un Cosaque. Si le Roi ne rentrait pas, s'il ne saisissait pas le moment décisif, qui pourrait bien lui garantir que l'affluence de ces hordes étrangères lui permettrait jamais de passer la frontière sans d'humiliantes conditions, au prix desquelles il achèterait dès lors, non la libération de son peuple et de son pays, mais la possession même de son trône? Si le conseil fut en effet donné, il fut peut-être le résultat de quelque correspondance avec le gouvernement provisoire, ou plutôt deux ou trois de ses membres, qui prétendaient se rendre arbitres, et dont l'habileté y eût échoué sans doute, ainsi que leur coupable orgueil. Si le Roi ne rentrait pas, les souverains étrangers seraient revenus seulement en conquérants, ne tenant plus compte de leurs relations avec lui, et, dès lors, que devenait à leurs yeux le gouvernement provisoire? Et dans l'hypothèse, trop malheureusement vérifiée, de leur effroyable mauvaise foi, de quels prétextes nouveaux, chaque jour, n'appuieraient-ils pas leur excès? L'opposition qu'ils soulèveraient contre eux, ils en feraient une rébellion et s'arrogeraient le droit de la punir! Les royalistes n'auraient plus de guide et de point d'appui : complices des étrangers, sans l'excuse du devoir; trahis des deux côtés, incertains, éperdus, ils seraient exposés à perdre tout ensemble l'honneur et la vie. Et si, au prix d'une horrible dévastation, la nation, poussée à bout, versait des flots de sang pour secouer un joug accablant, de quel œil verrait-elle un roi qui, pour l'égoïste intérêt de la plus

fausse délicatesse, eût refusé de partager, de prévenir peut-être et d'alléger, du moins, les calamités qui la menaçaient ?

Le Roi, rejoint à la frontière par la plus grande partie de sa garde, était arrivé à Arnouville avant l'entrée de Blücher dans Paris ; mais, en huit ou dix jours, on avait vu se fomenter d'étonnantes intrigues, et les passions avaient pris le développement d'un incendie.

Le duc d'Otrante, soigneux en toute circonstance de sa dignité extérieure, écrivit de préférence au duc de Wellington, dès sa nomination au gouvernement provisoire. Sa lettre était noblement rédigée, quoique le sens en fût peu précis ; tout passait alors à nos yeux pour l'effet d'un art bien profond, et le moment exigeait encore une sage dissimulation. Alors, je n'en doute pas, Fouché négociait, de la manière la plus expresse, sur le sort qui lui serait fait, et c'était sur l'étranger même, sur l'Anglais, le plus puissant de tous, qu'il voulait établir un point d'appui inébranlable, en s'attirant une considération qui le mît hors de pair en Europe.

Le Corps législatif, pourtant, et la Chambre des pairs crurent pouvoir, avec des chances de succès, députer vers les étrangers quelques membres choisis dans leur sein. M. de La Fayette s'y mêla, et l'ambassade n'en eut pas plus de résultat.

L'armée, sauvée et ralliée par Grouchy, quelques corps qui s'y étaient joints, témoignaient une espèce d'ardeur, qu'on admira en la déplorant. Cette ardeur était de la rage ; ces troupes eussent mille fois brûlé Paris. On les voyait se battre à Montrouge ; le canon retentissait, Blücher en devenait plus furieux ; mais les cris de : « Vive l'Empereur ! » mêlés au bruit de la foudre étaient un chant de mort qui ne ranima

point le Teutatès auquel s'immolaient tant de victimes.

La capitulation, que Paris conclut enfin, obligea ce qui restait de notre armée à se replier vers la Loire et au delà, comme déjà on y avait fait refluer un matériel assez précieux.

Il est certain que, dans cette effervescence, Paris courut des risques effrayants, et la violence insensée de nos soldats, quand ils rentraient après les combats journaliers, et quand ensuite ils traversèrent la ville pour faire leur retraite vers le Midi, excita des craintes assez vives pour que l'entrée même des Prussiens, et celle des Anglais surtout, parussent un événement de salut.

Le Corps législatif avait perdu toute base, et il serait impossible d'expliquer comment, son audace croissant toutefois avec les dangers de tout genre, il n'avait d'énergie que pour les braver et n'en trouvait point pour les écarter, pour prendre avec vigueur un parti qui eût un objet, changer du moins la face des choses et les données des événements. Ses commissaires envoyés à l'armée, qui se trouvait à Ménilmontant, paraissaient n'avoir pour objet que des revues d'ostentation, non le grand coup du désespoir; leurs discours, qui étaient devenus cependant de plus en plus fanatiques, démontraient la nullité de ces mesures.

Napoléon, en signant l'abdication, avait désigné son fils comme son successeur. La régence avait été le vœu le plus ardent des partisans de Bonaparte dès la première invasion étrangère; elle fut leur espoir à son retour, et le but de toutes leurs manœuvres à l'annonce de la catastrophe. L'influence malheureuse que la régence, dans la situation de l'Europe, aurait donnée à l'Autriche sur la France, m'a toujours fait considérer ce parti comme le plus opposé de tous aux notions du

patriotisme. Dans ce moment terrible d'ailleurs, qui laissait la France désarmée exposée aux atteintes cruelles d'une cupidité barbare et d'une lâche vengeance, pouvait-on, après avoir écarté du trône Bonaparte, si longtemps vainqueur, et enfin souverain de la France pendant quinze années, accepter le gouvernement d'un faible enfant élevé chez l'une des puissances qui nous faisaient alors la guerre ?

M. de Malleville, jeune député, osa, après l'abdication, réclamer hautement le rappel des Bourbons. Je crois que M. Manuel y tendait ; mais, enlacé dans ses propres artifices, il lui arriva de conclure malgré lui, malgré son discours, à la proclamation de Napoléon II, et c'est avoir fait bien du mal.

Fouché voyait peut-être avec quelque plaisir la folle démence du Corps législatif, et je qualifie ainsi les écarts de son effervescence, parce qu'ils s'exhalaient en inutiles discours et n'opposaient rien à Blücher. Fouché, à moitié d'accord avec le duc de Wellington et voulant de plus en plus se rendre nécessaire, avait cessé de contenir cet océan, et laissait mugir toutes les vagues, afin d'inspirer quelque effroi.

Le Roi était à Arnouville; plusieurs personnes sortirent de Paris pour le voir, mais le nouveau préfet de police, M. Courtin, successeur de M. Réal alors malade, presque à la mort, fit fermer les barrières et n'accorda la permission de sortir qu'à ceux qui présenteraient un billet signé de sa main.

Fouché, sous prétexte de finesse, ne cessait de faire négocier. On alla jusqu'à proposer de sacrifier la cocarde blanche et d'arborer les trois couleurs; le Roi demeura inébranlable. Il pensa, et avec raison, que si le jour de son entrée, Monsieur, revêtu de l'habit de la garde na-

tionale, avait pris et porté aussi la cocarde tricolore, c'eût peut-être été bien calculé, mais que dans l'état où l'on se trouvait, c'était tout perdre, et pour toujours, que de céder sur un pareil article.

Sous de nombreux prétextes, peut-être aussi pour quelques sages raisons, on retint le Roi pendant trois jours à Arnouville. Madame la duchesse de Bourbon quitta Rosny pour l'aller voir. La joie qui se témoignait était grande sans doute, et cependant Monsieur, en l'embrassant, ne put cacher à la princesse l'extrême douleur que lui causait la vue de cinq cent mille étrangers en France. Ce spectacle perçait son cœur.

La maison du Roi presque entière bivouaquait dans la plaine, et avait l'ordre exprès de conserver la plus impassible modération. On se formait si peu l'idée des dispositions de Paris que, quand le Roi se mit en marche, on prévint les corps de sa suite de ne repousser par la force aucune attaque, même, je crois, celle des coups de fusil.

Pendant le cours du trajet, on fit savoir au Roi que la prudence exigerait peut-être qu'il entrât dans Paris non par le faubourg Saint-Denis, mais par la barrière de Clichy. La confiance paternelle du Roi garantit sa gloire de ce piège qu'on a reproché à Fouché de lui avoir tendu. Du reste, on attendait le Roi par la route que ses pas et ceux de Monsieur avaient une fois consacrée, et l'affluence, depuis le matin, y était déjà prodigieuse. Si le Roi était entré par Clichy, il aurait paru défiant, tout se serait trouvé désert et muet sur son passage. Paris aurait semblé désavouer son retour. L'étranger aurait accusé un peuple dépravé ; le Roi, privé des acclamations de ce peuple, privé de son concours, lui serait devenu moins cher et l'aurait moins apprécié. Tout,

enfin, serait devenu factice dans leurs relations réciproques, mais le talent d'un homme tel que Fouché aurait été d'autant plus nécessaire pour raffermir la popularité du Roi un moment ébranlée.

Le Roi fit son entrée le 8 juillet, et quelles que fussent les affirmations malveillantes répandues par les étrangers et par leurs fauteurs, l'enthousiasme de Paris fut ressenti, sans doute selon les nuances des situations, et peut-être des intérêts, mais enfin il le fut dans la plus grande partie de la France. C'est un fait reconnu que le Midi avait quelque amour pour son Roi. Marseille, après avoir repoussé des régiments trop faibles pour la contenir, fit sa révolution avant celle de Paris; mais, selon que le climat en décide sans doute, cette révolution fut sanguinaire, et le prétexte de l'épuration coûta la vie à plus d'un citoyen. A Caen, l'explosion fut plus modérée. M. le duc d'Aumont était débarqué quelques jours avant l'arrivée du Roi, plutôt en enfant perdu qu'en chef prépondérant. Il n'apportait ni armes ni argent; cependant les campagnes se levèrent au bruit de son arrivée. Les départements de la Vendée, ceux de la Bretagne, ne passaient pas pour manquer de zèle. Ceux du Nord avaient manifesté, sur le passage du Roi, ce que l'amour a de plus touchant. Où donc était l'opposition au retour du père commun? Dans quelques têtes peut-être, dans quelques esprits dont il était d'ailleurs facile de se rattacher les intérêts. On voulut faire de l'événement qui consolidait le passé une révolution qui le renversât entièrement. Ceux dont les passions n'avaient vu qu'avec mécontentement les concessions du Roi en 1814, et la fusion qui se préparait, envisagèrent le retour du Roi comme une occasion favorable de vengeance; alors que la reconnaissance aurait dû sur-

tout se manifester, on ne parla que de ressentiment.

Cette marche révolutionnaire, si imprudente, si dangereuse, a déjà produit de fâcheux effets, et la France ne devra son salut qu'aux modérés, qu'on calomnie, et à leur souverain, plus modéré qu'eux.

Paris fut en fête depuis ce jour du 8 juillet jusqu'à l'époque des pluies d'automne. Le Roi, à peine arrivé aux Tuileries, descendit le soir même, et seul, dans le jardin, où son cœur paternel savoura vivement les satisfactions les plus légitimes.

On se mit à danser chaque soir aux abords du palais et bien loin sous les arbres. Sans se connaître, on se prenait les mains, et des chansons joyeuses sur le refrain consacré : « Rendez-nous notre père de Gand », ou sur tout autre air populaire, servaient d'orchestre à ces bals impromptus et de la plus aimable gaieté.

On s'aperçut bientôt que des malveillants se glissaient au jardin des Tuileries et, tout près d'insulter les femmes, déchiraient ou tachaient leurs châles en y seringuant des liquides caustiques. Fouché voulait avoir la police des Tuileries ; il l'obtint, et ce désordre fut aussitôt contenu. Les gazons du parterre souffraient de toutes ces danses; on voulut les interdire, mais le Roi, se mettant à la fenêtre, cria de toute sa force : « Dansez sur les gazons ! » Et la joie en fut bien plus vive.

J'ai vu la fête de la Saint-Louis célébrée de la même manière. Le Roi avait défendu à l'administration de la ville de faire aucun apprêt ni aucune dépense. Cependant toutes les rues furent illuminées, et on voyait des lampions jusqu'à des quatrièmes étages; on tirait des fusées, on appelait les joueurs de vielle, et l'on dansait au coin des rues. Le faubourg Saint-Antoine fit

une souscription pour une espèce de collation populaire, et le Roi s'y rendit le lendemain. Ah! si jamais fut vérifié le mot adressé par M. Bailly au roi Louis XVI, ce fut dans l'événement tant de fois béni de ce retour : « Henri IV avait conquis son peuple, ce jour-là le peuple avait reconquis son Roi. »

Ici se terminent les Mémoires de Mme de Chastenay sur l'Ancien Régime, la Révolution, l'Empire, la première Restauration et les Cent-jours.

Pendant longtemps encore, Mme de Chastenay a continué d'écrire le récit des événements dont elle fut témoin, ne cessant de passer à Paris une partie de l'année, et le reste du temps en Bourgogne.

L'isolement se fit peu à peu autour d'elle, par la mort de ses plus proches parents (1). Restée la dernière de sa famille, en 1834, par le décès de son frère Henri, elle se fixa définitivement en Bourgogne, partageant son temps entre des séjours à Châtillon-sur-Seine et à son château d'Essarois, et ne fit plus à Paris que de rares et courtes apparitions.

Dès lors, sans cesser de se tenir au courant des événements politiques et littéraires, elle se consacra surtout au soulagement de toutes les infortunes, noble mission qu'elle avait déjà si bien remplie dans la première partie de sa vie, ainsi qu'en témoignent ces Mémoires.

A. R.

(1) M. de Chastenay père est mort à Paris le 30 avril 1830; sa femme, à Châtillon-sur-Seine, le 20 juin 1831.

FIN DU TOME SECOND ET DERNIER.



TABLE ALPHABÉTIQUE

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE.

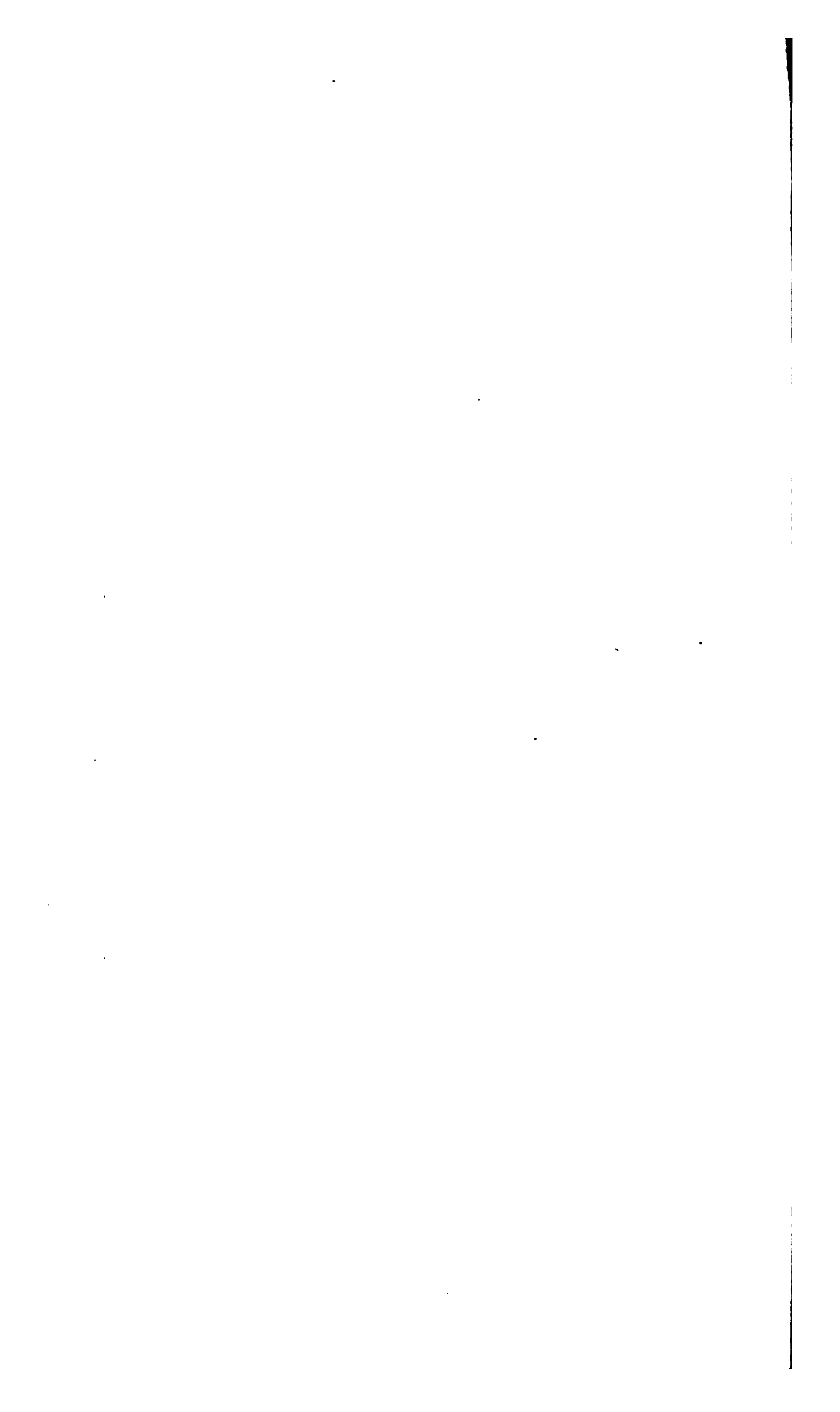


TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE VI

CHAPITRE VII

CHAPITRE VIII

CHAPITRE IX

CHAPITRE X

CHAPITRE XI

CHAPITRE XII

CHAPITRE XIII

CHAPITRE XIV

CHAPITRE XV

CHAPITRE XVI

CHAPITRE XVII

CHAPITRE XVIII

CHAPITRE XIX

CHAPITRE XX

CHAPITRE XXI

CHAPITRE XXII

CHAPITRE XXIII

CHAPITRE XXIV

CHAPITRE XXV

CHAPITRE XXVI

CHAPITRE XXVII

CHAPITRE XXVIII

CHAPITRE XXIX

CHAPITRE XXX

CHAPITRE XXXI

CHAPITRE XXXII

CHAPITRE XXXIII

CHAPITRE XXXIV

CHAPITRE XXXV

CHAPITRE XXXVI

CHAPITRE XXXVII

CHAPITRE XXXVIII

CHAPITRE XXXIX

CHAPITRE XL

CHAPITRE XLI

CHAPITRE XLII

CHAPITRE XLIII

CHAPITRE XLIV

CHAPITRE XLV

CHAPITRE XLVI

CHAPITRE XLVII

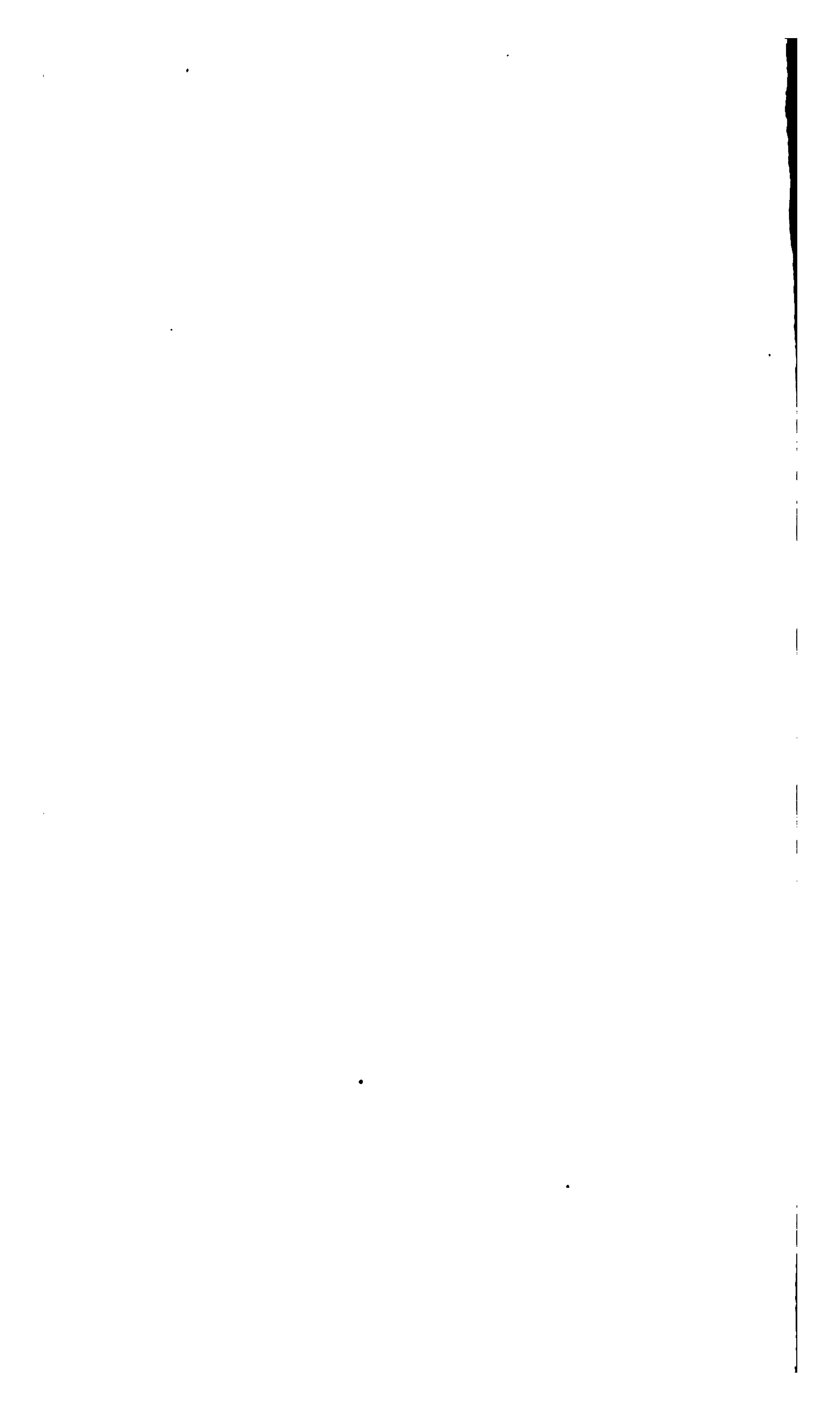
CHAPITRE XLVIII

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

PARIS

TYPOGRAPHIE DE E. PLON, NOURRIT ET Cie

RUE GARANCIÈRE, 8.



En vente à la même Librairie :

Journal du maréchal de Castellane, 1804-1862.
Tome Ier : 1804-1823. 3e édition. Un vol. in-8° avec un portrait en héliogravure et un fac-simile d'autographe. Prix. . . . . 7 fr. 50
Tome II : 1823-1831. 3e éd. Un vol. in-8° avec une héliogr. 7 fr. 50
Tome III : 1831-1847. 2e édition. Un vol. in-8° avec un portrait en héliogravure. Prix. . . . . 7 fr. 50
Tome IV : 1847-1853. 2e édit. In-8° avec une héliogravure. 7 fr. 50
Tome V : 1853-1862. 2e édit. In-8° avec une héliogravure. 7 fr. 50

Mémoires du colonel Combe sur les campagnes de Russie 1812, de Saxe 1813, de France 1814 et 1815. Nouvelle édition. Un vol. in-18. Prix. . . . . 3 fr. 50

Une conspiration en l'an XI et en l'an XII, par HUON DE PENANSTER. Un vol. in-18. Prix. . . . . 3 fr. 50

Souvenirs d'un historien de Napoléon. **Mémorial de J. de Norvins,** publié avec un avertissement et des notes, par L. DE LANZAC DE LABORIE.
Tome Ier : 1769-1793. In-8° avec un portrait en héliogravure. 7 fr. 50
Tome II : 1793-1802. In-8° avec un portrait en héliogravure. 7 fr. 50

Mémoires du général comte de Saint-Chamans, ancien aide de camp du maréchal Soult (1802-1832). Un vol. in-8° accompagné d'une héliogravure. Prix. . . . . 7 fr. 50

Bonaparte et Hoche en 1797, par Albert SOREL, de l'Académie française. Un vol. in-8°. Prix. . . . . 7 fr. 50

Mémoires du général baron Thiébault, publiés sous les auspices de sa fille Mlle Claire THIÉBAULT, d'après le manuscrit original, par Fernand CALMETTES. (1769-1820.) 8e édition. Cinq vol. in-8° avec portraits. Prix de chaque vol. . . . . 7 fr. 50

Mémoires du général baron de Marbot. 41e édition. Trois vol. in-8°. Prix de chaque vol. . . . . 7 fr. 50

Napoléon et Alexandre Ier. L'alliance russe sous le premier Empire, par Albert VANDAL. 3e édition. Trois vol. in-8° avec portrait. Prix de chaque vol. . . . . 8 fr.
(*Couronné deux fois par l'Académie française,* **grand prix Gobert.**)

Journal du lieutenant Woodberry. Campagnes de Portugal et d'Espagne — de France — de Belgique et de France (1813-1815). Traduit de l'anglais par Georges HÉLIE. Un vol. in-18, avec fac-simile d'autographe. Prix. . . . . 3 fr. 50

La Police et les Chouans sous le Consulat et l'Empire (1800-1815), par Ernest DAUDET. 2e édition. Un vol. in-18. Prix. 3 fr. 50
(*Couronné par l'Académie française, second prix Gobert.*)

Mémoires du comte de Paroy. *Souvenirs d'un défenseur de la famille royale pendant la Révolution* (1789-1797), publiés par Étienne CHARAVAY, archiviste paléographe. Un vol. in-8° avec un portrait en héliogravure et un fac-simile d'autographe. . . 7 fr. 50

La Vie en France sous le premier Empire, par le vicomte DE BROC. Un vol. in-8°. Prix. . . . . 7 fr. 50

PARIS. — TYP. DE E. PLON, NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1303.

